



1506
UNIVERSITÀ
DEGLI STUDI
DI URBINO
CARLO BO

ÉCOLE DOCTORALE Sciences de l'Homme et de la Société
Laboratoire POLEN

THÈSE EN COTUTELLE INTERNATIONALE présentée par :

Sara TROVALUSCI

soutenue le : 08 mars 2019

pour obtenir le grade de :

Docteur de l'université d'Orléans
et de l'Université d'Urbino

Discipline : Histoire

**Francesco Crispi. La personnalisation de la politique entre
l'Italie et la France**

THÈSE dirigée par :

M. Massimo BAIONI
M. Jean GARRIGUES

Professeur, Université de Milano
Professeur, Université d'Orléans

RAPPORTEURS :

M.me Catherine BRICE
M.me Elena PAPADIA

Professeur, Université Paris-Est Créteil
Professeur, Université La Sapienza (Rome)

JURY :

M. Fulvio CONTI
M.me Catherine BRICE
M.me Elena PAPADIA
M. Massimo BAIONI
M. Jean GARRIGUES

Professeur, Université de Firenze
Professeur, Université Paris-Est Créteil
Professeur, Université La Sapienza (Rome)
Professeur, Université de Milano
Professeur, Université d'Orléans

Résumé substantiel en français

Francesco Crispi. La personnalisation de la politique entre l'Italie et la France

I. Crispi et l'historiographie

En 1991 Peter Clarke publie l'ouvrage *A question of leadership. Gladston to Thatcher* ayant pour but de donner une réponse à la question: «How much difference does leadership make in politics?»¹.

La présente recherche a pour objectif de reprendre cette interrogation théorique et de tenter d'y répondre en explorant les modalités de construction, de propagation et de réception du mythe de l'homme fort à travers l'expérience politique de Francesco Crispi au cours des années 1876-1896. Cette recherche concerne à la fois l'histoire de l'homme et du politicien Crispi et la théorie du pouvoir charismatique.

Francesco Crispi (Ribera 1819 – Napoli 1901) a été l'objet de deux riches saisons de recherche : une première dans les premières années du XX^e siècle et qui a été très influencée par des idéologies opposées², et une deuxième dont on tiendra plus compte. À partir des années Soixante, après un long silence, les travaux des historiens sur Crispi visent à une nouvelle lecture de son action politique qui puisse dépasser l'interprétation de l'homme sicilien comme un précurseur du fascisme ainsi qu'à une modération des réflexions des historiens marxistes. Dans ce contexte de nombreux ouvrages ont contribué à mettre en lumière l'importance du rôle politique de Crispi et de son action réformatrice de l'État qui marque un vrai tournant dans l'histoire des institutions du Royaume italien qui se confronte aux nouveaux problèmes d'une société en transformation. Dans ce contexte, plusieurs ouvrages abordent la présence du « mythe Crispi », créé et diffusé pendant les années de ses mandats, selon lequel il se présente à la nation comme l'homme fort qui se charge tout seul de cette modernisation institutionnelle nécessaire³.

¹ P. Clarke, *Introduction*, dans *A question of leadership. Gladstone to Thatcher*, London, Hamish Hamilton, 1991, p. 1.

² Pour ce qui concerne l'historiographie plus ancienne on s'appuyera seulement sur : A. Jemolo, *Crispi*, Firenze, Vallecchi, 1922.

³ Sur l'Italie libérale voir : G. Candeloro, *Storia dell'Italia moderna*, vol. VI, *Lo sviluppo del capitalismo e del movimento operaio*, Milano, Feltrinelli, 1970 ; R. Romanelli *L'Italia liberale (1861-1900)*, Bologna, Il Mulino, 1979 ; Id., *Francesco Crispi e la riforma dello Stato nella svolta del 1887*, «Stato e Amministrazione», «Quaderni Storici», n. 18, Ancona, septembre-octobre 1971, in Id., *Il comando impossibile. Stato e società nell'Italia liberale*, Bologna, Il Mulino, 1988 ; F. Cammarano, *Storia dell'Italia liberale*, Roma-Bari, Laterza, 2011. Sur Francesco Crispi je me réfère surtout à : C. Duggan, *Costruire la nazione. Vita di Francesco Crispi*, Roma, Laterza, 2000 ; D. Adorni, *Francesco Crispi: un progetto di governo*, Firenze, Leo S. Olschki, 1999 ; Ead., *L'Italia crispina. Riforme e repressione. 1887-1896*, Milano, Sansoni, 2002 ; Ead., *Crispi leader della Terza Italia*, in M. Isnenghi, S. L. Sullam (dir.), *Gli Italiani in guerra. Conflitti, identità, memorie dal Risorgimento ai nostri giorni*, vol. II, *Le "Tre Italie". Dalla presa di Roma alla Settimana Rossa (1870-1914)*, Torino, Utet, 2009, pp. 226-137.

D'ailleurs, l'historiographie qui s'est interrogée sur le procès de *national building* en Italie a reconnu Crispi comme un protagoniste des différents et importants projets de nationalisation qui sont mis en œuvre dans les années Quatre-Vingt du XIX^e et qui vont diffuser une religion civique et patriotique de la nation italienne⁴. Ayant pour but de promouvoir une image populaire de la monarchie⁵ et de la nation unifiée Crispi inaugure une nouvelle pratique commémorative qui veut arriver jusqu'aux classes moyennes et populaires. En prenant en charge ce projet Crispi promeut la narration du Risorgimento comme l'effort collaboratif des républicains et des monarchistes pour la création de la nouvelle patrie. Dans cette narration il occupe une place de premier plan : comme bras droit de Garibaldi puis comme ministre du Roi, il s'auto-propose comme l'incarnation des différentes âmes du Risorgimento et donc comme l'homme le plus capable de susciter des nouvelles énergies dans l'État à la fin du siècle. On voit donc que l'historiographie a déjà reconnu la présence d'un mythe autour de la figure de l'homme d'État sicilien et même l'importance de ce mythe pour la création du consensus à sa politique, pourtant les modalités, les moyens et les collaborations qui furent nécessaires pour la définition et la diffusion de cette narration mythopoïétique demeurent presque inconnues.

II. Repenser à Crispi

Dans cette perspective une réflexion sur le mythe de Crispi représente un point de vue privilégié de recherche sur la nature du leadership politique, de ses déclinaisons, de sa construction et aussi de sa réception.

Plusieurs historiens ont déjà repris la réflexion sociologique de Max Weber à propos du leadership charismatique⁶ en analysant le parcours des grands hommes sous cet angle. Je me réfère par exemple à l'ouvrage de Lucy Riall *L'invenzione di un eroe*⁷ dans laquelle l'autrice met en évidence le rôle joué par Garibaldi dans la construction de son mythe, au chapitre de Eugenio Biagini concernant le charisme de Gladstone dans *Il liberalismo popolare. Radicali, movimento operaio e politica nazionale in Gran Bretagna 1860-1880*⁸ et aux travaux de Jean Garrigues à propos du mythe de l'homme providentiel et de ses différentes et nombreuses incarnations

⁴ En particulier voir : U. Levra, *Fare gli italiani. Memoria e celebrazione nel Risorgimento*, Torino, Comitato di Torino dell'Istituto per la Storia del Risorgimento, 1992.

⁵ Sur cette question voir : F. Luciani, *La monarchia popolare, Immagini del re e nazionalizzazione delle masse negli anni della sinistra al potere*, Roma, Bulzoni, 1996 et C. Brice, *Monarchie et identité nationale en Italie (1861-1911)*, Paris, EHESS, 2010.

⁶ M. Weber, *Economia e società*, vol. I, Milano, Edizioni di Comunità, 1961.

⁷ L. Riall, *Garibaldi. L'invenzione di un eroe*, Roma-Bari, Laterza, 2007.

⁸ E. Biagini *Il liberalismo popolare Radicali, movimento operaio e politica nazionale in Gran Bretagna 1860-1880*, Bologna, Il Mulino, 1992; Id., *Gladstone*, Londra, Macmillan, 2000.

dans l'histoire contemporaine française⁹. En suivant l'exemple de ces historiens et les études théoriques de Paolo Pombeni, dont je rappelle *La ragione e la passione*¹⁰, l'objet de notre travail est celui de repenser à Crispi du point de vue du charisme. Pendant une période de profonde transformation comme celle de la fin du XIX^e la sensation d'incertitude produit un appel tout à fait typique de ces moments de passage à un homme providentiel qui se distingue par sa capacité fascinatrice, en un mot, par son charisme. Le destin de la société est mis dans ses mains, son rôle est celui de la transporter dans une situation qui sera perçue comme restaurée et ordonnée. Cette réflexion rencontre bien évidemment la question, souvent peu considérée par les historiens, du populisme. Un nouvel intérêt dans ce domaine a conduit, à partir des années Soixante-Dix, au dépassement des interprétations anciennes¹¹. En particulier on a reconnu deux typologies différentes de populisme : dans le premier cas l'appel populiste vise à la délégitimation du système institutionnel, de même que dans le deuxième, le rapport direct que l'homme politique a avec la communauté vise à la délégitimation d'une partie de la classe politique mise en accusation sans qu'il y ait la volonté de remettre en cause le régime constitutionnel ou les institutions représentatives¹². Selon cette différenciation, il est évident qu'on pourra parler de populisme même en se référant à un homme libéral tel que Crispi. Notre réflexion suit donc deux voies parallèles : d'un côté l'évolution chronologique de la carrière du député et premier ministre, de l'autre les étapes de sa transformation dans la narration mythopoïétique. Au cours de cette thèse, s'arrêtera sur certains moments qui sont décisifs comme les voyages politiques de Crispi et du Roi¹³, et les cérémonies publiques dont Crispi est l'organisateur et le propulseur¹⁴. Une historiographie désormais classique sur les

⁹ J. Garrigues, *Les hommes providentiels. Histoire d'une fascination française*, Paris, Armand Colin, 2012

¹⁰ P. Pombeni, *La ragione e la passione. Le forme della politica nell'Europa contemporanea*, Bologna, Il Mulino, 2010. Voir aussi : *La questione della leadership nel pensiero e nella storia politica europea del XIX e XX secolo*, dans AA. VV., *Dal mondo antico all'età contemporanea. Studi in onore di Manlio Brigaglia offerti dal Dipartimento di Storia dell'Università di Sassari*, Roma, Carocci, 2001, pp. 735-764 ; Id., *Charismatic leadership between ideal type and ideology*, «Journal of political ideologies», 2008, 13, pp. 37-54.

¹¹ Voir : G. Ionescu, E. Gellner, *Populism. Its meanings and National Characteristics*, London, Weidenfels and Nicolson, 1969.

¹² Cfr. P. Pombeni, *La ragione e la passione*, cit.

¹³ Sur cette question voir : U. Levra, *Fare gli italiani*, cit.; D. Pieri, *Grandi manovre. La visita di Umberto I nella Romagna repubblicana*, Imola, La Mandragola, 1994 ; F. Luciani, *La monarchia popolare. Immagini del re e nazionalizzazione delle masse negli anni della sinistra al potere*, cit.; C. Brice, *Monarchie et identité nationale en Italie (1861-1911)*, cit.

¹⁴ Je me réfère à l'historiographie sur les célébrations patriotiques et la monumentalité publique : B. Tobia, *Una patria per gli italiani. Spazi, itinerari, monumenti nell'Italia unita (1870- 1900)*, Roma-Bari, Laterza, 1991 ; U. Levra, *Fare gli italiani*, cit.; M. Baioni, *La "religione della patria". Musei e istituti del culto risorgimentale (1884-1918)*, Treviso, Pagus, 1994 ; M. Isnenghi, *I luoghi della memoria: simboli e miti dell'Italia unita*, Roma-Bari, Laterza, 1996-97 ; I. Porciani, *La festa della nazione. Rappresentazione dello stato e spazi sociali nell'Italia unita*, Bologna, Il Mulino, 1997 ; M. Ridolfi, *Le feste nazionali*, Bologna, Il Mulino, 2003; A. Arisi Rota, M. Ferrari, M. Morandi (dir.), *Patrioti si diventa. Luoghi e linguaggi di pedagogia patriottica nell'Italia unita*, Milano, FrancoAngeli, 2009.

usages des rites et des symboles en politique constitue la base de notre travail¹⁵. En même temps, on accorde de l'importance au moment de la parole, c'est-à-dire aux discours parlementaires et extraparlimentaires de Crispi : dans ce domaine de nombreux ouvrages, même très récents ont reconnu l'importance du discours politique comme une action qui a pour but de *docere et movere* le public¹⁶. Pour chacun de ces moments, voyages, commémorations publiques, discours, on reconstruit la préparation et l'organisation qui en assurent la bonne réussite. Sous l'attentive régie de Crispi un groupe de collaborateurs fidèles travaillent pour diffuser l'image de Crispi comme homme providentiel : rappelons entre autres Carlo Alberto Pisani Dossi¹⁷, Luigi Perelli et Primo Levi¹⁸, trois jeunes intellectuels de Milan qui à partir de 1878 se chargent de la direction du journal de Crispi « La Riforma » qui devient ainsi un instrument puissant et moderne de propagande politique. Pendant les années des mandats de Crispi Primo Levi et Pisani Dossi travaillent au ministère des Affaires Étrangères en occupant des rôles très importants et contribuent encore plus à la création du consensus en faveur de la politique de Crispi. Hors du groupe des « fidèles », de nombreux intellectuels très célèbres déclarent leur adhésion au programme de Crispi : pensons à Giosué Carducci, Giuseppe Verdi, Matilde Serao et Edoardo Scarfoglio¹⁹.

¹⁵ Sur l'utilisation politique de symboles voir : G. Mosse, *La nazionalizzazione delle masse. Simbolismo politico e movimenti di massa in Germania, 1815-1933*, Bologna, Il Mulino, 1975 ; D. Kertzer, *Ritual, politics and power*, New Haven, Yale University Press, 1989 ; G. Schöpflin, *The function of the myth and a taxonomy of myth*, in G. Hosking, G. Schöpflin, *Myth and nationhood*, Londra, Hurst and Co, 1997, pp. 19-35 ; M. Agulhon, *Marianne au pouvoir : l'imagerie et la symbolique républicaines de 1880 à 1914*, Paris, Flammarion, 1992 ; E. Gentile, *Il culto del littorio. La sacralizzazione della politica nell'Italia fascista*, Roma-Bari, Laterza, 1993.

¹⁶ U. Eco, *Il linguaggio politico*, in G. L. Beccarla (dir.), *Linguaggi settoriali in Italia*, Milano, Bompiani, 1973, pp. 91-105 ; P. Desideri, *Teoria e prassi del discorso politico: strategie persuasive e percorsi comunicativi*, Roma, Bulzoni, 1984 ; F. Santulli, *Le parole del potere, il potere delle parole. Retorica del discorso politico*, Milano, FrancoAngeli, 2005. Sur le discours politique de l'Italie libérale voir : P. Finelli, G. L. Fruci, V. Galimi (dir.), *Introduzione*, in Id., *Parole in azione. Strategie comunicative e ricezione del discorso politico in Europa fra Otto e Novecento*, Firenze, Le Monnier, 2012, p. VIII. Voir aussi : Id., *Discorso agli elettori*, «Quaderni storici», XXXIX, n. 17, 2004 ; E. Anghelè, *Educare alla patria e alla politica: il discorso elettorale nell'Italia liberale*, in A. Arisi Ariota M. Ferrari M. Morandi, *Patrioti si diventa. Luoghi e linguaggi di pedagogia patriottica nell'Italia unita*, cit., pp. 131-143.

¹⁷ E. Serra, *Alberto Pisani Dossi Diplomatico*, Milano, FrancoAngeli, 1987 ; Id., *Pisani Dossi e La Riforma del Ministero degli Esteri sotto Crispi*, «Affari Esteri», XIII, 1980, pp. 527-536 ; E. Serra, *Crispi, Pisani Dossi e le agenzie di stampa*, «Storia contemporanea», IX, 3, 1978, pp. 477-482 ; Id., *La Consulta*, Roma, École française de Rome, 54-1, 1981, pp. 197-204 ; E. Serra, *L'altra vita di Carlo Dossi: Alberto Pisani Dossi diplomatico*, Firenze, Le Lettere, 2015. Voir aussi : F. Fonzi, *Incertezza di Crispi e attività di Pisani Dossi*, in Id., *Crispi e lo "Stato di Milano"*, cit., pp. 177-217.

¹⁸ M. Cacioli, *Un profilo: Primo Levi*, in *L'amministrazione nella storia moderna*, II, Milano, Giuffrè, 1985, pp. 2047-2111 ; E. Piscitelli, *Francesco Crispi, Primo Levi e la "Riforma"*, «Rassegna storica del Risorgimento», XXXVII, 1950, pp. 411-416.

¹⁹ Cfr. F. Bonini, *Retorica e produzione letteraria intorno al personaggio Crispi*, «Annali della Scuola Normale superiore di Pisa», Classe di Lettere e Filosofia, Serie III, vol. 13, 2, 1983, pp. 623-658 ; E. Dirani (dir.), *Alfredo Oriani e la cultura del suo tempo*, Ravenna, Longo, 1985 ; A. Grilli, *Carducci, Oriani, Albini. Tre Romagnoli fedeli a Crispi* «Nuova Antologia», 1959, pp. 79-90 ; V. Cardillo, *Francesco Crispi e Giosué Carducci nel Risorgimento italiano*, «Archivio storico siciliano», 1964-1965, pp. 55-101 ; M. Vinciguerra, *Carducci Carducci uomo politico*, Pisa, Nistri-Lischi, 1957 ; Id., *Carducci il fedele di Crispi*, «Studi politici», 1957, pp. 268-272 ; F. Barbagallo, *Il Mattino degli Scarfoglio (1892-1928)*, Milano, Guanda, 1979.

Tous ces éléments, le contrôle de la presse italienne et étrangère, les liens dans le domaine de l'administration de l'État²⁰, l'adhésion de nombreux intellectuels plus ou moins célèbres, assurent la diffusion du mythe.

On le voit, la force de l'image publique de Crispi est due à la capacité de la politique de créer des liens dans des milieux différents : pour cela, il nous a imposé l'analyse des archives privées des collaborateurs les plus importants de Crispi. Les archives de Pisani Dossi, Abele Damiani, Palumbo Cardella, qui se trouvent aux Archives Nationales de Rome ont constitué la base de notre recherche ainsi que celui de Primo Levi de l'archive historique du ministère des Affaires l'Etrangères et celui de Cesare Correnti des Archives du Risorgimento de Milan. À côté des archives des collaborateurs on a bien évidemment travaillé sur l'énorme fonds Crispi : il s'agit des différentes séries qui sont toutes conservées aux Archives Nationales²¹. D'autres fonds Crispi sont conservés aux Archives du Risorgimento de Rome et aux Archives du ministère des Affaires l'Etrangères. La documentation, partiellement organisée selon un critère chronologique et thématique, est composée de documents de nature très différente : des correspondances, des documentations qui proviennent des ministères ou des bureaux d'État, des cahiers de notes privés, des coupures de presse. La contamination entre documents privés et documents institutionnels témoigne de la modalité de gestion du pouvoir par Crispi. On a analysé la presse italienne et étrangère : en particulier le journal de Crispi « La Riforma » pour la période 1876-1896 et les différents journaux nationaux et étrangers qui sont conservés dans les coupures de presse du fond Crispi ainsi que la littérature qui a été une source très importante et riche pour ce travail.

III. Structure

Le choix de focaliser l'analyse sur la période 1876-1896 a été déterminé par le sujet de la thèse. En effet c'est à partir de 1876 et jusqu'à 1896 que le mythe Crispi se définit selon un projet de propagande politique dont le député est le maître. Après la défaite de Adua en 1896

²⁰ À propos des préfets de l'Italie libérale voir : P. A. Lucchetti, *Prefetti e amministrazione dell'Interno sotto Francesco Crispi*, «Instrumenta», 6, 1998, pp. 1072-1091. Voir aussi : V. Pacifici, *Angelo Annaratone (1844 – 1922). La condizione dei Prefetti nell'Italia liberale*, Roma, Edizioni dell'Ateneo, 1990 ; M. De Nicolò (dir.), *La prefettura di Roma (1871-1946)*, Bologna, Il Mulino, 1998. Une synthèse du débat historiographique dans : Id., *L'istituto prefettizio nella storiografia*, ivi, pp. 17-95. Sur le rapport entre administration de l'État et gouvernement voir : A. Varni, G. Melis (dir.), *Le fatiche di Monsù Travet*, Torino, Rosenberg e Sellier, 1997 ; G. Melis, *Fare lo stato per fare gli italiani. Ricerche di storia delle istituzioni dell'Italia unita*, Bologna, Il Mulino, 2015 ; M. Cacioli, *La rete consolare nel periodo crispino 1886-1891*, Roma, Istituto poligrafico e Zecca dello stato, 1988 ; M. Soresina, *Bodio Conoscere per amministrare. Statistica economia e pubblica amministrazione*, Milano, FrancoAngeli, 2001.

²¹ Cfr. L. Montevecchi, *Le carte Crispi*, in A. G. Ricci, L. Montevecchi (dir.), *Costruire lo Stato per dar forma alla Nazione*, Roma, Pubblicazioni dell'Archivio Centrale dello Stato, 2000, pp. 321-332.

et la chute du dernier gouvernement Crispi le mythe prend des différents parcours mais il ne répond plus à la volonté du premier ministre, désormais âgé.

Dans le premier chapitre on a analysé les éléments qui sont à la base de la narration mythopoïétique et les outils et les acteurs qui en assurent la diffusion dans différents milieux. Crispi s'auto-propose comme un député *super partes*, *outsider* dans le Parlement, bien attentif aux problèmes sociaux et économiques de la nation. La solidité de cette image publique est assurée par le souvenir, toujours évoqué, de sa participation à l'expédition des Mille grâce auquel il peut se présenter comme le dernier patriote vivant du Risorgimento. Dans un climat de déception face à la politique, très répandu en Italie à partir des années Soixante-Dix et Quatre-Vingts²², cette image d'héroïsme et de force morale a une bonne réception. La circulation de cette image est assurée par le journal « La Riforma », par la collaboration avec certains journalistes italiens et étrangers et même par les publications des discours de Crispi par le Stabilimento Tipografico Italiano dirigé par Luigi Perelli. En analysant les différents éléments qui constituent la base du mythe, ce chapitre donne la possibilité de réfléchir sur les formes et les moyens de dialogue entre le pouvoir et le pays dans un période de rapide modernisation.

Le deuxième chapitre concerne les années des deux premiers gouvernements de Crispi. Au moment où le député sicilien prend le pouvoir il définit un rapport direct entre le leader et la nation : il se présente comme le sauveur de la patrie face aux périls qui proviennent de l'extérieur, en particulier de France et du Vatican, et de l'intérieur par les adversaires politiques. Tous ceux qui sont défavorables à sa politique sont catégorisés comme ennemis nationaux et, de cette manière, leur action politique est tout à fait délégitimée. La définition de cette cosmologie, à travers les discours, les articles de presse et les publications, contribue à renforcer l'image publique de l'homme providentiel et le lien entre le leader et la communauté nationale. La force du leadership de Crispi est due aux réformes institutionnelles qui assurent une plus grande possibilité de connaissance, de contrôle et d'infiltration du pouvoir du gouvernement dans l'administration de l'État. Entre autres, rappelons la création du premier bureau de presse du ministère de l'Intérieur et des Affaires l'Etrangères et les lois relatives à la censure de la presse.

Dans la deuxième partie du chapitre on focalise l'attention sur les moments où le pouvoir « se manifeste » c'est-à-dire sur les célébrations publiques qui lui donnent la possibilité de

²² Cfr. A. Asor Rosa, *La cultura*, in R. Romano, C. Vivanti, *Storia d'Italia*, vol. IV, *Dall'Unità ad oggi*, t. II, Torino, Einaudi, 1975.

produire de vrais rituels religieux où le leader et la communauté sont les protagonistes et les adversaires politiques sont absentes ou démonisés. Il s'agit d'un projet d'esthétisation de la politique qui prend corps à l'aube de la société de masse à travers lequel l'appel aux sentiments et la théâtralisation deviennent d'importants moyens de création du consensus²³.

Avec Crispi ces moyens entrent de plain-pied dans la tradition politique libérale italien.

Un chapitre est dédié au problème de la réception du mythe. Cet aspect est souvent peu considéré ou peu exploré par les historiens à tel point qu'on a parlé de « point aveugle » de la recherche historique. En s'appuyant sur certaines contributions récentes qui donnent une méthode de recherche et d'analyse de la réception de ces phénomènes on a tenté de reconstruire les différents niveaux de réception du mythe de l'homme forte incarné par Crispi. Si on considère que le mythe de Crispi traduit aussi une idée de patrie, en analysant la diffusion de cette image personnelle on peut mieux réfléchir sur la réception de cette idée de patrie.

Dans le quatrième chapitre on analyse la dernière expérience du gouvernement de Crispi de 1893 à 1896. Dans un climat de tension très répandue, au mythe de Crispi répond un anti-mythe toujours plus fort. Ce mythe naît au Parlement pendant les débats successifs au décret pour la proclamation de l'état de siège et pendant les débats sur les lois anti-anarchistes. Selon cette narration négative qui a pour but de délégitimer l'image de Crispi, le premier ministre est considéré comme un titan modern, un dictateur et un traître par rapport aux libertés fondamentales de l'État libéral. Protestations, manifestations articles de journaux, pamphlets, deviennent les moyens de ce combat entre une narration positive et une narration négative de Crispi : dans ces années de la fin du siècle ils dévient le symbole d'une idée de nation que l'on veut sauver ou combattre. Comme on le voit, cette confrontation entre différentes idées implique un certain degré de personnalisation. Crispi doit se confronter avec des hommes politiques très différents qui deviennent des vrais hommes providentiels²⁴. Le langage et les idées mis en place dans cette bataille se caractérisent par une simplification des contenus et par une radicalisation des idées, si bien que la séparation entre le bien et le mal se fait nette et sans équivoque²⁵. Personnalisation, radicalisation, spectacularisation et glissement du conflit sur un terrain extra parlementaire : le dernier mandat de Crispi offre un point de vue

²³ S. Gundle, *Le origini della spettacolarità nella politica di massa*, in M. Ridolfi (dir.), *Propaganda e comunicazione politica: storia e trasformazioni nell'età contemporanea*, Milano, Mondadori, 2004, pp. 1-24.

²⁴ On se référera en particulier au leader radical Felice Cavallotti et au député originaire de Catane Giuseppe De Felice Giuffrida, symbole de la protestation des Fasci siciliani.

²⁵ On trouve le cadre d'une longue période dans M. Ridolfi, *Propaganda e comunicazione politica: storia e trasformazioni nell'età contemporanea*, Milano, Mondadori, 2004.

privilegié pour réfléchir sur l'Italie de la fin du siècle et sur les modifications présentes à un tournant décisif vers la naissance de l'Italie moderne.

Dans la dernière partie du travail on tient compte davantage de la dimension transnationale qui est également la toile de fond de l'ensemble de ma thèse. Le cas Crispi ne constitue pas une expérience isolée mais s'insère dans un cadre européen, où émergent, au cours des mêmes années, des figures charismatiques très différentes²⁶. Il suffit de citer l'expérience politique du Chancelier allemand Bismarck, homme et politique que Crispi admirait au plus haut point et qui incarne la figure de l'homme fort, en donnant à sa politique un «style» d'homme charismatique et celle de Gladstone, autre modèle politique de référence pour le premier ministre italien, qui transformera ses campagnes électorales en «une série de spectacles politiques qui n'avaient jamais eu lieu sur la rive orientale de l'Atlantique auparavant»²⁷ et deviendra ainsi «le leader charismatique des classes laborieuses britanniques»²⁸. Au cours des années de la présidence de Crispi, la France est profondément marquée par l'expérience boulangiste que l'on peut considérer, tout en soulignant ses limites et ses particularités, comme une expérience importante de personnalisation de la politique.

La République française, dont l'expérience politique, économique, sociale et culturelle de la *fin-de-siècle* révèle de nombreux points de contact avec le cas italien, offre une bonne possibilité de comparaison²⁹. A partir justement de cette constatation, dans la phase préliminaire de ce travail, mon intention était de développer une comparaison entre les deux pays qui aurait touché plus profondément l'ensemble de l'analyse. Le développement de la recherche, ses dimensions et l'importance des sources retrouvées, les questions historiographiques qui ont affleuré peu à peu m'ont amenée à concentrer mon attention sur Crispi et sur le cas italien, tout en gardant un cadre comparatif européen. Dans le dernier chapitre en effet, le regard se déplacera vers la France, où, à la suite de la cuisante défaite de Sedan, naît ces mêmes années un régime institutionnel nouveau, à la recherche d'une légitimation, contraint de tenir compte des années turbulentes de la fin du XIXe siècle³⁰. Des

²⁶ G. Mosse cite en particulier les cas de Boulanger en France, Ferdinand Lassalle en Allemagne et Lueger en Autriche ; Cfr. George L. Mosse, *La nazionalizzazione delle masse. Simbolismo politico e movimenti di massa in Germania (1815-1933)*, Bologna, Il Mulino, 1975.

²⁷ E. Biagini *Il liberalismo popolare. Radicali, movimento operaio e politica nazionale in Gran Bretagna 1860-1880*, cit., p. 456.

²⁸ Ivi, p. 472.

²⁹ Cfr. L. Mangoni, *Una crisi fine secolo*, cit. P. Milza, *Français et italiens à la fin du XIXe siècle. Aux origines du rapprochement franco-italien de 1900-1902*, Roma, École française de Rome, 1951 ; G. Bertrand, J. Y. Frétygné, A. Giaccone, *La France et l'Italie. Histoire de deux nations sœurs de 1660 à nos jours*, Paris, Armand Colin, 2016.

³⁰ Sur l'histoire de la France républicaine cfr. J. M. Mayeur, *La vie politique sous la Troisième République*, Evreux, Le Seuil, 1984 ; Id., *Nouvelle Histoire de la France contemporaine*, t. 10, *Les Débuts de la troisième République, 1871-1898*, Paris, Le Seuil, 1973 ; C. Zorrigbibe, *Histoire politique et constitutionnelle de la France*, Paris, Ellipses, 2002.

problèmes croissants d'ordre économique et social s'ajoutent aux événements liés à l'émergence de certains scandales politiques et financiers qui contribuent à créer un climat de *deprecatio temporum* et d'antiparlementarisme diffus. A l'intérieur de ce tableau, où l'on retrouve des thèmes déjà rencontrés, la redéfinition de la conception du leadership connaît un important développement, entre 1886 et 1889, grâce à la rapide ascension politique de Georges Boulanger. L'histoire politique et humaine du général a déjà été amplement reconstruite par l'historiographie: en particulier Jean Garrigues a décrit les différents éléments, à la fois thématiques et chronologiques, du processus de *dressage* du mythe politique de Boulanger³¹. Revenir à l'analyse du chercheur français, après avoir proposé une réflexion semblable pour le cas Crispi, nous permet de raisonner de façon plus large sur la phase de construction du mythe de l'homme fort, et de retrouver aussi bien des répétitions contextuelles que des éléments constitutifs et des techniques partagées. Au cours de la phase suivante, celle que dans le cas italien nous avons appelée du "mythe à l'épreuve", les expériences de Crispi et de Boulanger sont tout à fait différentes et impossibles à comparer. Toutefois, à travers l'analyse des *affiches* électorales, qui ont joué un rôle si important dans la diffusion du boulangisme au cours de la campagne électorale de 1889, nous pouvons revenir, de façon comparée, sur l'utilisation politique et populiste de certaines "narrations de la crise" si semblables dans les deux pays que, comme le note Mangoni, «chaque phrase résonne comme déjà lue ou déjà écrite dans un jeu de miroirs continuels»³².

Une réflexion à part est consacrée à l'apparition du "scandale des décorations" qui favorisa l'ascension du général: en suivant le chemin tracé par les recherches historiques et sociologiques sur la nature et les implications des scandales politiques dans un système démocratique, le cas français, ainsi que le cas italien, permettent de découvrir les liens entre l'apparition de cas de corruption et l'appel à l'homme de la providence³³. Dans un jeu de

³¹ Sur Boulanger cfr. J. Néré, *Le Boulangisme et la presse*, Paris, Armand Colin, 1964 ; J. Garrigues, *Le Général Boulanger*, Paris, Olivier, 1991. Id., *Le Boulangisme*, Paris, Presses Universitaires de France, 1992. Sur le mythe de Boulanger: D. Fischer, *L'Homme providentiel. Un mythe politique en République de Thiers à de Gaulle*, Paris, L'Harmattan, 2009 ; J. Garrigues, *Boulanger, ou la fabrique de l'homme providentiel*, «Parlement[s], Revue d'histoire politique», Paris, L'Harmattan, n. 13, 2010, pp. 8-23 ; Id., *Les Hommes providentiels. Histoire d'une fascination française*, Paris, Le Seuil, 2011.

³² Cfr. L. Mangoni, *Introduzione*, in Id., *Una crisi fine secolo*, cit., p. VIII.

³³ Pour une reconstruction historique des scandales analysés ici cfr. A. Dansette, *Les affaires de Panama*, Paris, Perrin, 1934 ; Id., *L'affaire Wilson et la chute du président Grévy*, Paris, Perrin, 1936 ; S. Turone, *Corrotti e corruttori dall'unità d'Italia alla P2*, Roma-Bari, Laterza, 1982 ; A. A. M. Corradini, *Lo scandalo della Banca Romana. Il discorso di Napoleone Colajanni alla Camera*, Catania, Stampa diretta, 2011.

Pour une analyse plus théorique et générale du "phénomène scandale" cfr. M. Aymé, *Silhouette du scandale*, Paris, Grasset, 1930 ; J.- L. Briquet, P. Garraud, *Juger la politique. Entreprises et entrepreneurs critiques de la politique*, Rennes, PUR, 1978 ; A. Garrigou, *Le président à l'épreuve du scandale. Destabilisation apparente et consolidation fonctionnelle*, dans B. Lacroix, J. Lagroye (sous la direction de), *Le Président de la République*, Paris, Presses de la FNSP, 1992, pp.

regards croisés nous reviendrons ensuite, et pour conclure, à Crispi avec une référence aux échos qui suivirent sa disparition en 1901. S'interroger sur les modalités de réception du mythe politique du ministre italien en France ne mène pas, de façon univoque, à la constatation d'une forte critique de la part de l'opinion publique à l'égard du "gallophobe" mais révèle une tendance plus générale à la reconnaissance de sa personnalité particulière et fascinante. La réflexion sur la réception de Crispi en France peut donc être un indice du degré de perméabilité d'une proposition politique personnelle à l'intérieur du régime parlementaire, dans une perspective plus vaste que la perspective nationale.

281-302 ; Id., *Le scandale politique comme mobilisation*, dans F. Chazel (sous la direction de), *Action collective et mouvements sociaux*, Paris, PUF, 1993, pp. 183-191; J. Garrigues, *Les scandales de la République. De Panama à l'affaire Elf*, Paris, Robert Laffont, 2004 ; D. De Blic, C. Lemieux, *Le scandale comme épreuve. Éléments de sociologie pragmatique*, «Politix», n. 71, 2005, pp. 9-38; N.Offenstadt, S. Van Damme, (sous la direction de), *Affaires, scandales et grandes causes. De Socrate à Pinochet*, Paris, Stock, 2007 ; A. Arisi Rota, *1869: il Risorgimento alla deriva. Affari e politica nel caso Lobbia*, Bologna, Il Mulino, 2015 ; J. C. Bologne, *Histoire du scandale*, Paris, Albin Michel, 2018; C. Bertoni, *Romanzo di uno scandalo. La Banca Romana tra finzione e realtà*, Bologna, Il Mulino, 2018.

INTRODUZIONE	15
Crispi e gli storici	15
Tornare a Crispi	19
Struttura del lavoro	27
 CAPITOLO I. LA COSTRUZIONE DEL MITO	 35
Un'immagine pubblica	35
«L'Eremita Crispi»	35
Il Crispi della questione sociale	42
L'ultimo titano del Risorgimento	48
 Diffondere il mito	 55
Narrare/Narrarsi	55
Parole in azione	59
Gli intellettuali e la stampa	65
Crispi alla regia	69
 CAPITOLO II. IL MITO ALLA PROVA	 75
Il concetto incarnato della Patria	75
«Io sono un principio, io sono un sistema di governo, dal quale può dipendere l'avvenire della patria»	75
La tensione permanente e il nemico interno	80
L'oro straniero	86
 Potere diffuso	 88
Autorità plurale	88
Il gruppo di fedelissimi	93
La stampa	97
 La politica si rappresenta	 105
Occupare lo spazio	105
Il potere chiama, la nazione risponde	107
Sotto silenzio	115

CAPITOLO III. RICEZIONE DEL MITO	118
Il mito Crispi	118
Intellettuali	126
1891-1892	131
L'Italia torna a Crispi	137
In piazza	139
CAPITOLO IV. TRA MITO E ANTIMITO	145
Le radici dell'antimito	145
L'antimito in parlamento	147
«Siete voi che volete la dittatura»	147
La libertà	152
«Un pericoloso abisso»	157
Titano o dittatore	160
La guerra di carta	164
Gli anarchici e la propaganda contro il ministro dell'agonia	164
«Italia o Crispialia?»	167
Piazze crispine e piazze anticrispine	171
L'assedio	171
La paura	175
In nome dell'Italia	180
L'Africa	187
Scontro di idee, scontro di leader	191
I due Rabegas	191
Cesare e Bruto	195
CAPITOLO V. SGUARDI INCROCIATI	201
L'uomo forte. Per una comparazione	201

La costruzione del mito Boulanger	201
«La guerre aux affiches»	208
Scandali e uomo forte	215
«Plus de Wilson !»	215
Le scandale comme épreuve	219
Crispi in Francia	225
Conclusione	233
FONTI	237
BIBILIOGRAFIA	241

INTRODUZIONE

Not every Prime Minister is a titan¹

Crispi e gli storici

Nel 1991 Peter Clarke pubblica il saggio *A question of leadership. Gladstone to Thatcher*² con lo scopo di dare risposta, come egli stesso scrive, alla domanda: «How much difference does leadership make in politics?»³.

Alla radice del nostro lavoro sta questo interrogativo teorico, cui tenteremo di rispondere indagando le modalità di costruzione, propaganda e ricezione del mito dell'uomo forte attraverso la parabola politica di Francesco Crispi negli anni 1876-1896.

Il nostro contributo trova dunque posto in un punto di intersezione tra due filoni storiografici differenti: quello relativo alla figura dell'uomo e del politico e un altro che ha a che fare con la teoria e la prassi del potere carismatico.

Per quel che concerne la figura di Francesco Crispi (Ribera 1819 – Napoli 1901) la storiografia può essere suddivisa in due diverse stagioni di ricerca: una tutta racchiusa nei primi trent'anni del Novecento⁴ e una seconda cui si farà, come vedremo, più ampio riferimento. Gli scritti più datati sono infatti considerati «per lo più di scarso valore critico»⁵ poiché frutto di «un persistente ideologismo che ha caratterizzato ed influenzato, sugli opposti versanti, il pensiero storiografico fra Otto e Novecento»⁶.

Dopo un lungo silenzio, all'indomani degli anni Sessanta, l'interesse per Crispi si riaccende e trova posto all'interno di un ripensamento più generale sulla storia dell'Italia liberale, sul

¹ P. Clarke, *Margaret Thatcher's Leadership in Historical Perspective*, «Parliamentary Affairs», 45 (I), Oxford, 1992, pp. 1-17, p. 1.

² Id., *A question of leadership. Gladstone to Thatcher*, London, Hamish Hamilton, 1991.

³ Id., *Introduction*, ivi, p. 1.

⁴ Per quel che concerne questa datata storiografia ci riserviamo di fare affidamento esclusivamente sulle considerazioni di A.C. Jemolo in *Crispi*, Firenze, Vallecchi, 1922. Il testo è considerato ancora oggi uno dei lavori più equilibrati su Francesco Crispi, nonostante «l'incombere sull'autore del fascismo e della crisi dello Stato liberale, nella fase di redazione» come, tra gli altri, suggerisce U. Levra, *Età crispi e crisi di fine secolo*, in F. Levi, U. Levra, N. Tranfaglia (a cura di), *Il mondo contemporaneo. Storia d'Italia*, vol. 1, Firenze, La Nuova Italia, 1978, pp. 302-331, p. 319.

⁵ Ivi, p. 318.

⁶ G. Tricoli, *Crispi nella storiografia italiana*, Palermo, Mazzoni Editore, 1992, p. 10. Per quel che riguarda tali «opposti versanti» ci pare il caso di ricordare perlomeno le interpretazioni di Benedetto Croce in *Storia d'Italia dal 1871 al 1915*, Roma-Bari, Laterza, 1928. Pur simpatizzando con l'uomo Crispi, Croce critica ampiamente il suo operato politico e, in polemica coi nazionalisti e fascisti, rifiuta l'immagine del Crispi precursore. In posizione antitetica, la biografia celebrativa: G. Volpe, *Francesco Crispi*, Venezia, La Nuova Italia, 1928. L'autore propone un'interpretazione positiva della parabola dello statista siciliano, acclamandolo come «profeta» della nuova Italia fascista.

rapporto tra Stato ed economia, Stato e amministrazione, istituzioni e potere politico⁷. In questo senso viene sancito non solo un superamento *in toto* delle interpretazioni fasciste⁸ ma anche una limatura di quelle marxiste di matrice gramsciana⁹. Va ricordata *in primis* l'opera di Federico Chabod, *Storia della politica estera italiana dal 1870 al 1896*, che inquadra il pensiero e l'azione di Crispi in una disamina più ampia dei valori propri alla sua generazione¹⁰.

Nelle sintesi generali sull'Italia liberale si è per lo più riconosciuta la valenza, pur nelle sue contraddizioni, della parabola politica crispina come «fase di trapasso per la classe dirigente italiana, [...] alla ricerca di soluzioni nuove e durature, e consone ad un'epoca che volge[va] ormai le spalle al liberalismo classico»¹¹. Si è posta in luce, seppure nei suoi limiti, la logica di un disegno complessivo di riforme nel campo dell'amministrazione statale, della politica internazionale e dell'economia «con scelte funzionalizzate all'ammodernamento richiesto dallo sviluppo del paese»¹². In questo senso, anche in relazione alla più spinosa questione sociale, su cui torneremo nella seconda parte del lavoro, la storiografia ha limato l'ipotesi di un'edizione fortemente autoritaria dell'ultimo mandato crispino, aprendo la riflessione a un nuovo giudizio critico¹³, e ha riconosciuto la coesistenza dell'«azione repressiva con quella

⁷ Su questo punto si ricordano, fra i molti altri: G. Candeloro, *Storia dell'Italia moderna*, vol. VI, *Lo sviluppo del capitalismo e del movimento operaio*, Milano, Feltrinelli, 1970; R. Romanelli, *L'Italia liberale (1861-1900)*, Bologna, Il Mulino, 1979; Id., *Francesco Crispi e la riforma dello Stato nella svolta del 1887*, «Stato e Amministrazione», fasc. speciale di «Quaderni Storici», n. 18, Ancona, settembre-ottobre 1971, ora in Id., *Il comando impossibile. Stato e società nell'Italia liberale*, Bologna, Il Mulino, 1988; F. Cammarano, *Storia dell'Italia liberale*, Roma-Bari, Laterza, 2011. Gli studi mirano a un superamento delle tendenze ideologiche al fine di «ritrovare le complessità delle articolazioni tra Stato e società» (R. Romanelli, *Il comando impossibile*, cit., p. 29).

⁸ Sulle controverse sorti della memoria del Risorgimento e dei suoi protagonisti si veda: M. Baioni, *Risorgimento conteso. Memorie e usi pubblici nell'Italia contemporanea*, Reggio Emilia, Diabasis, 2009.

⁹ A. Gramsci, *Quaderni dal carcere: il Risorgimento*, Torino, Einaudi, 1949. Il giudizio gramsciano su Crispi, «vero uomo nuovo della borghesia», ha profondamente influenzato la storiografia successiva anche se alcune considerazioni sono state in seguito maggiormente problematizzate. Nel 1976 Ernesto Ragionieri notava a proposito della posizione marxista sulla politica coloniale crispina: «Lo stesso campo della storiografia marxista, abbacinato dall'unicità del "caso italiano", cioè di un paese nel quale la tendenza all'espansione coloniale si è presentata prima che l'accumulazione di capitali esportabili avesse raggiunto il suo acme, ha sovente oscillato tra una variante radicale dell'interpretazione liberale e la ricerca di una riaffermazione troppo letterale e puntigliosa della tesi leninista nella versione più diffusa. Ciò che, però, il dibattito sull'imperialismo italiano non ha forse messo ancora sufficientemente in luce è il fatto che l'imperialismo è un sistema mondiale» (E. Ragionieri, *L'età crispina*, in Id. (a cura di), *Dall'Unità a oggi. La storia politica e culturale*, vol. III, in R. Romano, C. Vivanti (a cura di), *Storia d'Italia*, Torino, Einaudi, 1976, p. 1747).

¹⁰ F. Chabod, *Storia della politica estera italiana dal 1870 al 1896*, Roma-Bari, Laterza, 1971.

¹¹ R. Romanelli, *Il comando impossibile*, cit., p. 249.

¹² E. Ragionieri, *L'età crispina*, cit., p. 1760.

¹³ Giudizio che ancora, in relazione ai «momenti di autoritarismo» del sistema liberale, non appare del tutto definito (si vedano per esempio L. Violante, *La repressione del dissenso politico nell'Italia liberale: stati d'assedio e giustizia militare*, «Rivista di storia contemporanea», 4, 1976, pp. 481-524 e A. Boldetti, *La repressione in Italia: il caso del 1894*, «Rivista di storia contemporanea», VI, 1977, pp. 496-513) ma va nella direzione del superamento di una concezione semplicistica in cui si stabiliscono «nessi di tipo elementare tra Stato e società», mentre tende a evidenziare «quelle complesse mediazioni» che si stabilirono non tanto in nome dello «schema concettuale del modello liberale» quanto in relazione al «suo concreto operato storico» (R. Romanelli, *Il comando impossibile*, cit., p. 17-18).

riformatrice, sostanzialmente confermando la tradizionale visione, nel Crispi, di un ordine borghese in un quadro progressivo»¹⁴. A queste riflessioni a tutto tondo, vale la pena aggiungere alcuni studi monografici come quello di Vincenzo Pacifici sul pensiero di Crispi e la sua collaborazione con Mazzini¹⁵, l'importante saggio di Fausti Fonzi sulla lotta tra Crispi e la roccaforte dell'opposizione milanese in occasione delle elezioni politiche del 1895¹⁶, *Crispi tra due epoche* di Gaetano Falzone¹⁷, e il contributo di Massimo Ganci sulla politica coloniale¹⁸.

Nonostante questo nuovo interesse storiografico, ancora nel 1990 Fulvio Cammarano lamentava l'assenza di uno studio biografico coerente e complessivo su Francesco Crispi, scevro da astratti giudizi di valore¹⁹. La lacuna storiografica è stata in parte colmata con la pubblicazione di *Francesco Crispi. Un progetto di governo* di Daniela Adorni e *Creare la Nazione. Vita di Francesco Crispi* di Christopher Duggan. L'analisi di Duggan pone al centro della riflessione il Crispi "educatore della nazione" rintracciando in questo aspetto il *file rouge* della sua attività politica²⁰. Il maggior merito dell'autore è quello di inserire la ricostruzione biografica in un quadro più ampio che, superando l'impostazione tradizionale della "vita illustre", si tramuta in una riflessione sull'Italia post-risorgimentale. Lo studio di Adorni²¹ si muove seguendo due binari: da un lato sono analizzate le concezioni crispine di Stato, Nazione e relazioni tra i poteri, dall'altro la studiosa indaga i rapporti che questi assunti teorici intrattengono con i «concreti metodi di governo del paese sperimentati negli anni centrali della leadership dall'uomo politico siciliano»²². Il fine perseguito da Adorni è quello di porre in risalto le contraddizioni, le novità e le intuizioni di un Crispi fra due epoche, quella liberale e quella giolittiana.

I lavori selezionati costituiscono la base della nostra interpretazione: da una parte infatti donano maggiore coerenza al pensiero crispi, «imperniato sui grandi motivi del

¹⁴ G. Manacorda, *Crisi economica e lotta politica in Italia, 1892-1896*, Torino, Einaudi, 1968, p. 142.

¹⁵ V. Pacifici, *Francesco Crispi (1861-1867): il problema del consenso allo stato liberale*, Roma, Edizioni dell'Ateneo, 1984; Id., *Crispi e Mazzini*, «Rassegna Storica del Risorgimento», 1, 1981, pp. 42-64.

¹⁶ F. Fonzi, *Crispi e lo "Stato di Milano"*, Milano, Giuffrè, 1965.

¹⁷ G. Falzone, *Crispi fra due epoche*, Milano, Pan, 1974.

¹⁸ M. Ganci, *Il caso Crispi*, Palermo, Palumbo, 1976.

¹⁹ F. Cammarano, *Introduzione*, in Id., *Il progresso moderato. Un'opposizione liberale nella svolta dell'Italia crispi (1887-1892)*, Bologna, Il Mulino, 1990.

²⁰ C. Duggan, *Costruire la nazione. Vita di Francesco Crispi*, Roma-Bari, Laterza, 2000; Id., *Francesco Crispi, "political education" and the problem of Italian nation consciousness*, «Journal of Modern Italian Studies», II, 1997, 2, pp. 141-166.

²¹ D. Adorni, *Francesco Crispi: un progetto di governo*, Firenze, Leo S. Olschki, 1999; Id., *L'Italia crispi. Riforme e repressione. 1887-1896*, Milano, Sansoni, 2002; Id., *Crispi leader della Terza Italia*, in M. Isnenghi, S.L. Sullam (a cura di), *Gli Italiani in guerra. Conflitti, identità, memorie dal Risorgimento ai nostri giorni*, vol. II, *Le "Tre Italie". Dalla presa di Roma alla Settimana Rossa (1870-1914)*, Torino, Utet, 2009, pp. 226-137.

²² N. Tranfaglia, *Premessa*, in D. Adorni, *Francesco Crispi*, cit., p. VI.

Risorgimento, unità, libertà, nazionalità»²³ e restituiscono la sua azione politica e legislativa ai «valori del liberalismo classico basati sull'evoluzione, sul progresso, sulla fede nella virtù progressiva della legge e della libertà, sul ruolo della borghesia per l'avanzamento graduale»²⁴; dall'altra evidenziano come, grazie «all'intuizione superiore dell'uomo», egli, «a differenza di grande parte della classe politica contemporanea»²⁵, percepisca la portata del cambiamento che sta investendo la nazione in cui «i clivages del processo unitario, anziché attutirsi e comporsi finiscono per sovrapporsi ed intrecciarsi»²⁶. Da ciò deriva la peculiarità della sua politica, fondata

sul costruito mito di se stesso, sulla capacità di trascinare sempre l'opinione pubblica e la classe politica di fronte agli aut-aut dove da una parte stava lui, emblema della nazione, dei suoi eroi, della sua difficoltosa ma possibile crescita, dall'altra la negazione di tutto ciò, la banalizzazione dei valori del martirologio risorgimentale, l'anti-patriottismo, il disfattismo, la sovversione²⁷.

La storiografia che si è interrogata sui significati e le direzioni del processo di *national building*²⁸ in Italia ha riconosciuto in Crispi un protagonista di primo piano dei progetti di nazionalizzazione avviati dalla Sinistra storica negli anni Ottanta dell'Ottocento²⁹. Il siciliano fu infatti il più convinto propulsore dell'armonico disegno e del mito della missione civilizzatrice, ovvero di quella narrazione mitopoietica secondo cui la nazione, unificata per la volontà concorde dei quattro fattori del Risorgimento, avrebbe dovuto trovare un posto di rilievo nel complesso delle nazioni europee. Umberto Levra ha dimostrato come, nel tentativo di promuovere l'immagine di una monarchia nazional-popolare³⁰, Crispi abbia inaugurato una pratica commemorativa nuova, condotta «con contenuti e modalità diversi

²³ F. Chabod, *Storia della politica estera italiana dal 1870 al 1896*, cit., p. 601.

²⁴ G. Tricoli, *Crispi nella storiografia italiana*, cit., p. 79. Cfr. anche: E. Gentile, *La Grande Italia. Il mito della nazione nel XX secolo*, Roma-Bari, Laterza, 2006.

²⁵ G. Tricoli, *Crispi nella storiografia italiana*, cit., p. 79.

²⁶ F. Bonini, *Francesco Crispi e l'Unità. Da un progetto di governo un ambiguo mito politico*, Roma, Bulzoni, 1997, p. 57.

²⁷ D. Adorni, *Introduzione*, in Id., *Francesco Crispi*, cit., p. XX.

²⁸ In questo senso la nuova stagione storiografica sul Risorgimento segue il solco tracciato da studiosi come Ernest Gellner (*Nations and Nationalism*, England, Basil Blackwell, 1983), Eric Hobsbawm (*Nations and Nationalism since 1780*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990) e Benedict Anderson (*Imagined Communities. Reflections on the Origins and Spread of Nationalism*, London and New York, Verso, 1991) secondo cui l'identità nazionale, anziché un elemento antico e ineludibile, diviene un prodotto artificiale sapientemente costruito della nuova élite borghese. Per una disamina degli studi sul caso italiano, si rimanda almeno a: G. Spadolini (a cura di), *Nazione e nazionalità in Italia dall'alba del secolo ai nostri giorni*, Roma-Bari, Laterza, 1994; S. Lanaro, *Patria. Circumnavigazione di un'idea controversa*, Venezia, Marsilio, 1996.

²⁹ Tra gli altri, si rimanda in particolare a: U. Levra, *Fare gli italiani. Memoria e celebrazione nel Risorgimento*, Torino, Comitato di Torino dell'Istituto per la Storia del Risorgimento, 1992.

³⁰ Su questo punto si rimanda a: F. Luciani, *La monarchia popolare, Immagini del re e nazionalizzazione delle masse negli anni della sinistra al potere*, Roma, Bulzoni, 1996 e C. Brice, *Monarchie et identité nationale en Italie (1861-1911)*, Paris, EHESS, 2010.

da quelli dei moderati»³¹ e capace di dialogare con i ceti medi ed elementi delle classi popolari. Lo studioso riconosce anche come la diffusione della narrazione risorgimentale e patriottica contribuisca alla nascita del mito di Crispi il quale, nelle vesti dell'«ultimo titano del Risorgimento», erede della «generazione di eroi» che ha fatto l'Italia, può ascendere «ancora vivente, al pantheon nazionale»³² incarnando l'immagine del rivoluzionario disciplinato chiamato al potere per salvare la nazione a rischio di disfacimento³³.

Il lavoro si posiziona in questo complesso panorama in cui, sebbene, come abbiamo visto, numerosi spunti abbiano ormai rilevato la presenza di un «mito Crispi», rimane quasi del tutto inesplorata la modalità in cui egli stesso, coadiuvato da numerosi collaboratori, nutre effettivamente la sua fama, costruendo il suo proprio mito. Più fortuna ha avuto il mito *post-mortem* del «Crispi solo», definitosi già all'inizio del Novecento³⁴ e rimodulato in ambienti nazionalistici prima e fascisti poi, su cui la storiografia si è maggiormente soffermata³⁵.

Tornare a Crispi

Dal punto di vista che adoteremo in questo lavoro, tornare alla storia del mito Crispi e delle sue rappresentazioni consente di porre degli interrogativi più generali sulle modalità di costruzione della leadership politica dell'uomo provvidenziale, sulle sue declinazioni, sui suoi utilizzi e anche sulla sua ricezione.

Diversi storici hanno già accolto la riflessione sociologica di Max Weber sulla leadership carismatica³⁶ ricostruendo il percorso esistenziale e politico di grandi uomini da questa prospettiva. Penso in particolare all'opera di Lucy Riall, *L'invenzione di un eroe*³⁷, in cui si analizza «l'abile gestione» di Garibaldi nell'alimentare «la crescita del suo carisma»³⁸; al capitolo di Eugenio Biagini sulla forza carismatica di Gladstone nel suo *Il liberalismo popolare. Radicali, movimento operaio e politica nazionale in Gran Bretagna 1860-1880*³⁹ e al già citato *A question*

³¹ U. Levra, *Fare gli italiani*, cit., p. 301.

³² Ivi, p. 350.

³³ Scrive Levra: «Negli anni in cui era un fenomeno europeo la creazione del mito e del culto del capo, e in Italia molti avvertivano con crescente drammaticità la caduta di ideali e la prosaicità del post-Risorgimento, Crispi seppe mettere la propria forte sensibilità per la forza trascinatrice dei miti al servizio di una auto rappresentazione come ultimo sopravvissuto della «generazione degli eroi» che aveva dato vita alla patria comune» (Ivi, pp. 349-350).

³⁴ In particolar modo negli ambienti del radicalismo nazionale. Cfr. E. Gentile, *Il mito dello stato nuovo. Dal radicalismo nazionale al fascismo*, Roma-Bari, Laterza, 1982.

³⁵ S rimanda a: F. Bonini, *Il mito Crispi nella propaganda fascista*, «Rivista di storia contemporanea», 10, 1981, pp. 548-574; Id., *Il «restauro» di Crispi negli anni del nazionalismo italiano*, «Il Risorgimento», 34, 1982, pp. 184-212.

³⁶ M. Weber, *Economia e società*, vol. I, Milano, Edizioni di Comunità, 1961.

³⁷ L. Riall, *Garibaldi. L'invenzione di un eroe*, Roma-Bari, Laterza, 2007.

³⁸ A. Ragusa (a cura di), *Garibaldi: un eroe popolare nell'Europa dell'Ottocento*, Manduria, Lacaita, 2009, p. 10.

³⁹ E. Biagini, *Il liberalismo popolare Radicali, movimento operaio e politica nazionale in Gran Bretagna 1860-1880*, Bologna, Il Mulino, 1992; Id., *Gladstone*, London, Macmillan, 2000.

of leadership di Peter Clarke⁴⁰. Sul versante francese Jean Garrigues, di cui ricordiamo in particolare *Les hommes providentiels*⁴¹, ha riflettuto sul frequente ritorno della storia politica francese alla figura dell'uomo provvidenziale e sulle sue varie e differenti incarnazioni.

Qualche anno fa Paolo Pombeni ha rilevato un grado di "ingenuità" nell'approccio degli storici a tale problema, il cui rischio è quello di dialogare esclusivamente con una *vulgata* semplicistica della riflessione di Weber. Con lo scopo di contribuire a «una teoria storica della leadership criticamente avvertita»⁴², l'autore definisce degli assunti che costituiscono le fondamenta di questo lavoro. Nel suo *La ragione e la passione* caratterizza il potere carismatico come un potere politico legittimo che fonda la propria autorità sociale⁴³ sul ruolo salvifico e, dunque, sulla capacità di farsi «necessità risolutiva nelle transizioni storiche» all'interno di società complesse in cui «il conflitto fra le componenti non può più essere risolto in termini di "vero" o "falso" (e cioè in definitiva con l'eliminazione o la conversione di chi non accetta[va] di riconoscere la verità)»⁴⁴. Si tratta dunque, prosegue Pombeni, di rispondere

alla domanda, del tutto peculiare, che esiste solo in certi stadi della comunità, di traghettarle da una situazione che viene percepita come ormai incapace di garantire la sicurezza e la felicità a una nuova situazione che restaurerà quelle garanzie. Il leader è colui che avrà il "dono divino" (carisma) di ottenere la fiducia della gente circa l'esistenza in lui di doti tali da gestire, in modo soddisfacente e certo, l'inevitabile incognita della transizione verso la restaurazione della fiducia nell'ordine. Per queste ragioni il leader è una figura propria di quella "età dell'angoscia" che è l'evo contemporaneo⁴⁵.

⁴⁰ Sulla funzione politica del culto degli eroi si aggiunge: B. Schwartz, *George Washington. The making of an American Symbol*, New York, Free Press, 1987; M. Shelden, *Young Titan: The Making of Winston Churchill*, London, Simon & Schuster, 2013. Ci riferiamo solo a figure carismatiche la cui leadership, considerata come una funzione dell'ampliamento del suffragio, non prevede una forzatura delle istituzioni. Per questo non considereremo in questa sede l'ampia bibliografia sui dittatori del Novecento.

⁴¹ J. Garrigues, *Les hommes providentiels. Histoire d'une fascination française*, Paris, Armand Colin, 2012.

⁴² P. Pombeni, *La ragione e la passione. Le forme della politica nell'Europa contemporanea*, Bologna, Il Mulino, 2010, p. 683.

⁴³ Sui concetti di "autorità" e "potere politico" Pombeni ha scritto che «al contrario di autorità il termine potere contiene la nozione della facoltà di imposizione della propria volontà decisionale su soggetti che possono anche non vedere nessun "aumento" nella prestazione a cui sono obbligati. Nel potere c'è dunque insita una relazione di "dominio" che non ha rapporto con la qualità intrinseca ai soggetti: mentre l'autorità è ipostatizzata sulla figura del *maestro*, in cui l'obbedienza del discepolo si fonda su un'esplicita consapevolezza dell'"aumento" che verrà dalla fruizione relazionale di questa superiorità, il potere è ipostatizzato della figura del *comandante* (militare), in cui l'obbedienza del soldato si fonda sulla funzionalità dell'unicità del potere di direzione rispetto all'obiettivo del successo in un conflitto» (P. Pombeni, *Autorità sociale e potere politico*, Venezia, Marsilio, 1993, p. 18).

⁴⁴ P. Pombeni, *La ragione e la passione*, cit., p. 540. Cfr. anche: Id., *La questione della leadership nel pensiero e nella storia politica europea del XIX e XX secolo*, in AA.VV., *Dal mondo antico all'età contemporanea. Studi in onore di Manlio Brigaglia offerti dal Dipartimento di Storia dell'Università di Sassari*, Roma, Carocci, 2001, pp. 735-764; Id., *Charismatic leadership between Ideal Type and Ideology*, «Journal of political ideologies», 2008, 13, pp. 37-54.

⁴⁵ Id., *La ragione e la passione. Le forme della politica nell'Europa contemporanea*, cit., p. 648. Altre riflessioni dell'autore in questo senso in: Id., (a cura di), *Crisi, legittimazione, consenso*, Bologna, Il Mulino, 2003.

Lo studioso segnala inoltre come il problema della leadership carismatica si intrecci col concetto, spesso fumoso, di populismo, che non sempre ha trovato «dal punto di vista almeno della storiografia [...] una reale considerazione critica»⁴⁶. Un nuovo interesse è emerso in questo ambito a partire dagli anni Settanta⁴⁷, conducendo al superamento di interpretazioni datate⁴⁸. Mi riferisco soprattutto all'individuazione di due tipologie di populismo: uno mirante a delegittimare il sistema esistente e quindi il costituzionalismo liberale *in toto* e un secondo, di più complessa identificazione, in cui l'appello al popolo permette «la de-legittimazione di una parte politica cui si imputa una perdita di rappresentanza senza che però si configuri la volontà di mettere in discussione il quadro costituzionale e gli istituti rappresentativi»⁴⁹. Secondo tale distinzione, risulterà possibile ragionare in termini di populismo anche nel caso di un uomo dalle convinzioni liberali come Crispi, riconoscendo nel suo esempio non tanto argomentazioni populiste quanto metodi, impiegati nella gestione del rapporto con il paese reale per cui si sovrappone, e a tratti si sostituisce, il voto al programma con il voto al leader⁵⁰.

Ripensando al caso Crispi da questa angolazione seguiremo parallelamente due binari: da una parte l'evoluzione della carriera politica, dall'altra i momenti e le tappe della sua rielaborazione nelle forme della narrazione mitopoietica. Daremo dunque conto dei momenti e dei passaggi attraverso cui tale mito si sostanzia, vale a dire, *in primis*, i viaggi politici di Crispi e dei Reali⁵¹ e le importanti cerimonie pubbliche di cui egli fu il propulsore e

⁴⁶ Id., *La ragione e la passione*, cit., p. 561.

⁴⁷ Si rimanda in particolar modo a G. Ionescu, E. Gellner, *Populism. Its meanings and National Characteristics*, London, Weidenfels and Nicolson, 1969.

⁴⁸ Cfr. in particolare: L. Zanatta, *Il populismo: una moda o un concetto?*, «Ricerche di storia politica», numero monografico, a. VII, n. 3, 2004; Id., *Sul nucleo forte di un'ideologia debole*, «Polis», n. 2, a. XVI, agosto 2002, pp. 293-292; Id., *Il Populismo*, Roma, Carocci, 2013.

⁴⁹ P. Pombeni, *La ragione e la passione*, cit., p. 549.

⁵⁰ Un caso emblematico rimane quello di Gladstone che, restando fedele agli assunti politici del razionalismo liberale, utilizza l'appello carismatico al popolo per portare «il credo liberale [...] “to the millions”, alle masse». F. Biagini, *Il liberalismo popolare*, cit., p. 473.

⁵¹ Cfr. U. Levra, *Fare gli italiani*, cit.; D. Pieri, *Grandi manovre. La visita di Umberto I nella Romagna repubblicana*, Imola, La Mandragola, 1994; F. Luciani, *La monarchia popolare, Immagini del re e nazionalizzazione delle masse negli anni della sinistra al potere*, cit.; C. Brice, *Monarchie et identité nationale en Italie (1861-1911)*, cit.

organizzatore⁵². Una corposa storiografia sul ruolo dei rituali e dei simboli in politica⁵³ costituisce una delle colonne portanti della ricerca, che fa propria la concezione dell'antropologo Marc Abélès per cui «la rappresentazione non costituisce una dimensione subalterna o derivata dell'azione politica»⁵⁴ e dunque guarda ai rituali come «un dispositivo culturale entro il quale un'istituzione offre a partecipanti e spettatori la rappresentazione pubblica [...] di una posizione nella quale riconoscersi o con la quale misurarsi»⁵⁵.

Non meno importante risulta il momento della parola, del discorso parlamentare ed extra-parlamentare. Da diversi anni gli storici hanno spostato l'attenzione anche sul linguaggio, in quanto parte di una dimensione, quella culturale, che contribuisce a plasmare la realtà politica e sociale⁵⁶. È all'interno di questo rinnovato interesse per l'atto linguistico che si è ripensato al discorso politico, donandogli spessore⁵⁷. Con lo scopo di «contribuire a una messa in valore interpretativa della dimensione discorsiva dell'agire politico»⁵⁸ alcuni recenti lavori hanno fatto oggetto d'analisi anche l'oratoria politica dell'Italia liberale. Rilevanti spunti arrivano dall'opera sull'eloquenza politica in Francia e in Italia a partire dal 1870 a cura di Fabrice

⁵² Si fa riferimento a una oramai classica storiografia relativa alle celebrazioni patriottiche e alla monumentalità pubblica: B. Tobia, *Una patria per gli italiani. Spazi, itinerari, monumenti nell'Italia unita (1870- 1900)*, Roma-Bari, Laterza, 1991; U. Levra, *Fare gli italiani*, cit.; M. Baioni, *La "religione della patria". Musei e istituti del culto risorgimentale (1884-1918)*, Treviso, Pagus, 1994; M. Isnenghi (a cura di), *I luoghi della memoria: simboli e miti dell'Italia unita*, Roma-Bari, Laterza, 1996-97; I. Porciani, *La festa della nazione. Rappresentazione dello stato e spazi sociali nell'Italia unita*, Bologna, Il Mulino, 1997; M. Ridolfi, *Le feste nazionali*, Bologna, Il Mulino, 2003; A. Arisi Rota, M. Ferrari, M. Morandi (a cura di), *Patrioti si diventa. Luoghi e linguaggi di pedagogia patriottica nell'Italia unita*, Milano, FrancoAngeli, 2009.

⁵³ Sull'uso dei simboli in politica si veda: G. Mosse, *La nazionalizzazione delle masse. Simbolismo politico e movimenti di massa in Germania, 1815-1933*, Bologna, Il Mulino, 1975; D. Kertzer, *Ritual, Politics and Power*, New Haven, Yale University Press, 1989; G. Schöpflin, *The function of the myth and a taxonomy of myth*, in G. Hosking, G. Schöpflin, *Myth and Nationhood*, Londra, Hurst and Co, 1997, pp. 19-35; M. Agulhon, *Marianne au pouvoir : l'imagerie et la symbolique républicaines de 1880 à 1914*, Paris, Flammarion, 1992; E. Gentile, *Il culto del littorio. La sacralizzazione della politica nell'Italia fascista*, Roma-Bari, Laterza, 1993.

⁵⁴ M. Abélès, *Politica gioco di spazi*, Roma, Meltemi, 2001, p. 65.

⁵⁵ A. Petrizzo, *Appunti su rituali e politica*, «Contemporanea», X, 1, 2005, pp. 157-167, p. 161.

⁵⁶ Cfr. L. Hunt, *La storia culturale nell'età globale*, Pisa, ETS, 2010.

⁵⁷ Per un'analisi delle strategie comunicative del discorso politico e della sua ricezione si rimanda almeno a: U. Eco, *Il linguaggio politico*, in G.L. Beccarla (a cura di), *Linguaggi settoriali in Italia*, Milano, Bompiani, 1973, pp. 91-105; P. Desideri, *Teoria e prassi del discorso politico: strategie persuasive e percorsi comunicativi*, Roma, Bulzoni, 1984; R. Amossy, *L'argumentation dans le discours. Discours politique, littérature d'idées, fonction*, Paris, Nathan Université, 2000; J. Gerstlé, *La communication politique*, Paris, Armand Colin, 2004; F. Santulli, *Le parole del potere, il potere delle parole. Retorica del discorso politico*, Milano, FrancoAngeli, 2005; L. Jaume, A. Laquière (a cura di), *Interpréter les textes politiques*, «Les Cahiers du CEVIPOF», XXXIX, aprile 2005.

⁵⁸ P. Finelli, G.L. Fruci, V. Galimi (a cura di), *Introduzione*, in Id., *Parole in azione. Strategie comunicative e ricezione del discorso politico in Europa fra Otto e Novecento*, Firenze, Le Monnier, 2012, p. VIII. Si rimanda anche a: Id., *Discorso agli elettori*, «Quaderni storici», XXXIX, n. 17, 2004; E. Anghelè, *Educare alla patria e alla politica: il discorso elettorale nell'Italia liberale*, in A. Arisi Ariota, M. Ferrari, M. Morandi (a cura di), *Patrioti si diventa. Luoghi e linguaggi di pedagogia patriottica nell'Italia unita*, cit., pp. 131-143.

D'Almeida⁵⁹; tra gli altri, ricordiamo il saggio di Catherine Brice⁶⁰ che mette in luce l'importanza del ruolo dei cosiddetti "oratori organici" dell'Italia post-risorgimentale, inquadrati all'interno di un processo di *national building* di cui le loro parole si fanno vettore⁶¹. L'opera della Brice non solo ci pone nella giusta prospettiva, definendo il discorso politico come una costruzione di significato che oscilla tra la volontà di *docere et movere*, ma sfiora la figura di Crispi, inserendolo tra i casi di studio. Già nel 1988, Silvio Lanaro ha rilevato l'importanza della parola crispina nella storia dell'oratoria politica italiana: «Ben prima degli "alalà" fiumani di Gabriele D'Annunzio [...] la svolta è segnata alla fine dell'Ottocento dall'eloquenza di un uomo completamente privo di qualità tribunizie» scrive in *Italia Nuova*. Secondo l'autore, Crispi

dopo l'unità è l'unico uomo di stato che mostri di possedere tutte le virtù del leader carismatico, dalla forte tensione ideale all'aspirazione disinteressata, dall'alto sentimento di sé al dono di una consonanza spontanea con il cuore della nazione⁶².

L'idea è ripresa da Gabriele Pedullà nella sua più recente antologia di discorsi politici tra Otto e Novecento. Secondo l'autore, Crispi, trasformando «ogni discorso in una liturgia secolare», definisce la sua immagine carismatica autoproponendosi come «l'anello decisivo di un disegno provvidenziale [...], il punto di raccordo tra la Roma di ieri e la Roma di domani»⁶³. Per ognuno di questi momenti, celebrazioni, viaggi ufficiali, discorsi, si restituirà il lavoro invisibile che ne permette la riuscita in termini di creazione di consenso e dunque la sapiente opera di regia di Crispi, l'eco assicurata dal foglio crispino «La Riforma», le relazioni con la stampa nazionale ed estera, la sentita adesione di intellettuali maggiori e minori e il ruolo

⁵⁹ F. D'Almeida (a cura di), *L'éloquence politique en France et en Italie de 1870 à nos jours*, Rome, École française de Rome, 2001.

⁶⁰ C. Brice, *Les orateurs "organiques" et la Constitution d'une identité à la fin du XIX^{ème} siècle*, ivi, pp. 47-63. Per un confronto si rimanda anche a C.G. Matthew, *Politica e retorica in Inghilterra*, in P. Pombeni, *La trasformazione politica nell'Europa liberale (1870-1890)*, Bologna, Il Mulino, 1986, pp. 267-282.

⁶¹ Secondo l'autrice «ils préparent le terreau de "communautés imaginées" (affectives et rationnelles) sur lequel l'école, armée et politique planteront les racines de la citoyenneté» (C. Brice, *Les orateurs "organiques" et la Constitution d'une identité à la fin du XIX^{ème} siècle*, cit., p. 57).

⁶² S. Lanaro, *L'Italia nuova. Identità e sviluppo (1861-1988)*, Torino, Einaudi, 1988, p. 152. Cfr. anche: S. Lupo, *Fare un monumento di se stesso. Una fonte oratoria*, in S. Luzzato (a cura di), *Prima lezione di metodo storico*, Roma-Bari, Laterza, 2010, pp. 105-122; S. Lanaro, *Retorica e politica: alle origini dell'Italia contemporanea*, Roma, Donzelli editore, 2011.

⁶³ G. Pedullà, *Introduzione*, Id., *Parole al potere. Discorsi politici italiani*, Milano, Rizzoli, 2011, p. XLIII. Per un confronto con altre parziali analisi dei discorsi politici degli oratori del tempo si rimanda a L. Musella, *Individui, amici, clienti*, Bologna, Il Mulino, 1994; A. Fiori, *Aspetti dell'opera svolta da Spaventa segretario generale del Ministero dell'Interno 1862-1864*, in S. Ricci (a cura di), *Silvio Spaventa. Filosofia, diritto, politica*, Napoli, Istituto Italiano per gli studi filosofici, 1991; M.P. Cuccoli Barbieri, *Marco Minghetti deputato veneto (1869-1886)*, «Bollettino del Museo del Risorgimento», Bologna, a. XXXIII-XXV, 1978-1980, pp. 35-75.

giocato dai funzionari amministrativi. Ciascuno di questi elementi contribuisce in maniera determinante alla diffusione del mito. Ci basti ricordare in questa sede l'importanza de «La Riforma», «salasso finanziario» irrinunciabile per il deputato poiché «tribuna delle sue idee»⁶⁴. L'esperimento del quotidiano, in un momento storico in cui, nonostante «diaframmi pressoché insuperabili fra stampa e opinione pubblica», la media dei lettori appare relativamente alta, «tanto da consentire all'Italia di figurare nella graduatoria della stampa europea subito dopo la Francia e la Gran Bretagna»⁶⁵, si fa specchio delle evoluzioni in atto nel mondo giornalistico e pone in evidenza le dinamiche del rapporto tra questo e il potere. Non solo. È proprio «La Riforma» a fornire a Crispi «un gruppo di sostenitori devoti»⁶⁶, cui la storiografia non ha abbastanza riconosciuto il merito di aver contribuito a quest'opera di narrazione mitopoietica. Ricordiamo almeno Primo Levi, Luigi Perelli e Carlo Alberto Pisani Dossi: provenienti dal fervente mondo della scapigliatura milanese, i tre giovani intellettuali aderiscono al programma crispino in nome di quell'orizzonte di attesa⁶⁷ che non rinnega quanto piuttosto deriva dalla loro formazione culturale e ideologica⁶⁸. In questo senso ci rifacciamo agli studi di Enrico Serra che mettono in luce il ruolo di Pisani Dossi all'intero della Consulta come capo di Gabinetto (dal 1887 al 1891)⁶⁹. Oltre a questi, vale la pena ricordare le pagine in cui Fausto Fonzi riconosce la centralità della sua azione politica durante le elezioni del 1895, svolta decisiva della parabola crispina⁷⁰. L'immagine che ne emerge è quella di un giovane sensibile ai cambiamenti della modernità, capace di giocare un ruolo di primo piano all'interno di una complessa strategia di comunicazione politica posta in essere da Crispi⁷¹. Una situazione più difficile riguarda la figura di Primo Levi, il redattore e poi direttore de «La Riforma» dal 1878 e funzionario del ministero degli Esteri a partire dal 1893, come collaboratore del ministro Blanc ed elemento di raccordo tra il Gabinetto e la Consulta.

⁶⁴ C. Duggan, *Creare la Nazione*, cit., p. 477.

⁶⁵ V. Castronovo, L. Giacheri Fossati, N. Tranfaglia, *La stampa italiana nell'età liberale*, Roma-Bari, Laterza, 1979, p. 11. In questa sede si rimanda almeno a: V. Castronovo, *La Stampa 1867-1925: un'idea di democrazia liberale*, Milano, FrancoAngeli, 1987.

⁶⁶ C. Duggan, *Creare la Nazione*, cit., p. 477.

⁶⁷ Sull'orizzonte di attesa cfr. H.R. Jauss, *Pour une esthétique de la réception*, Paris, Gallimard, 1978.

⁶⁸ Cfr. G. Carnazzi, *Da Rovani ai "perduti". Giornalismo e critica nella Scapigliatura*, Milano, Edizioni universitarie di Lettere Economia Diritto, 1992.

⁶⁹ E. Serra, *Alberto Pisani Dossi Diplomatico*, Milano, FrancoAngeli, 1987; Id., *Pisani Dossi e La Riforma del Ministero degli Esteri sotto Crispi*, «Affari Esteri», XIII, 1980, pp. 527-536; E. Serra, *Crispi, Pisani Dossi e le agenzie di stampa*, «Storia contemporanea», IX, 3, 1978, pp. 477-482; Id., *La Consulta*, Roma, École française de Rome, 54-1, 1981, pp. 197-204. Molte di queste considerazioni sono ora raccolte in: E. Serra, *L'altra vita di Carlo Dossi: Alberto Pisani Dossi diplomatico*, Firenze, Le Lettere, 2015.

⁷⁰ F. Fonzi, *Incertezza di Crispi e attività di Pisani Dossi*, in Id., *Crispi e lo "Stato di Milano"*, cit., pp. 177-217.

⁷¹ Come scrive Enrico Serra: «Crispi segnò una svolta anche dal punto di vista del nostro assunto, in quanto fu il primo statista non tanto ad avvertire l'influenza sempre crescente della stampa, e, si badi, delle agenzie di stampa, sull'opinione pubblica, quanto a cercare di utilizzarle come strumento di appoggio alla politica ministeriale» (E. Serra, *La Consulta*, cit., p. 199).

In particolar modo ci rifaremo al saggio di Enzo Piscitelli, *Francesco Crispi, Piscitelli e "La Riforma"*, e al profilo delineato da Manuela Cacioli⁷². L'opera di questi giovani scapigliati, prestati al giornalismo e poi all'amministrazione, e legati a Crispi da un «rapporto intenso, quasi filiale»⁷³, merita di essere ricostruita anche perché, come ha notato Levra, «la forza persuasiva del [suo] mito risedette nella sua presa sull'intellettualità minore»⁷⁴.

L'adesione di elementi interni al perimetro della cultura all'opera di Crispi viene anche da uomini di una diversa generazione e di un diverso calibro: Gabriele Pedullà ha scritto a tal proposito che Crispi è stato «l'uomo politico dell'Italia liberale in assoluto più amato dagli scrittori, se non, forse, il solo»⁷⁵. Giosué Carducci, Giuseppe Verdi, Alferdo Oriani, Edoardo Scarfoglio e Matilde Serao, non solo si sentono vicini al progetto crispino ma contribuiscono notevolmente, attraverso articoli di giornale e pubblicistica d'occasione, alla diffusione del mito⁷⁶.

Attraversando trasversalmente tutti i momenti della carriera politica del siciliano, le relazioni con la stampa e con la sfera culturale si infittiscono e assumono nuove forme durante i mandati governativi, assorgendo a prassi politiche più definite ed elaborate e sovrapponendosi ai legami intessuti negli ambienti dell'amministrazione statale. La storiografia ha evidenziato l'importanza dell'esperimento crispino nel campo dell'amministrazione definendone il carattere di «cesura non soltanto nei criteri di organizzazione dell'apparato statale, ma anche nelle dinamiche del sistema politico, dove giungono a maturazione le spinte verso la cosiddetta elettoralizzazione della politica»⁷⁷. Già diversi anni fa Enrico Gustapane⁷⁸ ha pubblicato sulla «Rivista Trimestrale di diritto pubblico» considerazioni relative ad alcune carte del fondo Crispi contenenti un'analisi dettagliata delle biografie dei vari prefetti del Regno. Secondo lo studioso la valutazione dei

⁷²M. Cacioli, *Un profilo: Primo Levi*, in AA.VV., *L'amministrazione nella storia moderna*, II, Milano, Giuffrè, 1985, pp. 2047-2111; E. Piscitelli, *Francesco Crispi, Primo Levi e la "Riforma"*, «Rassegna storica del Risorgimento», XXXVII, 1950, pp. 411-416.

⁷³C. Duggan, *Creare la Nazione*, cit., p. 478.

⁷⁴U. Levra, *Fare gli italiani*, cit., p. 351.

⁷⁵G. Pedullà, *Introduzione*, Id., *Parole al potere*, cit., p. XLV.

⁷⁶Cfr. F. Bonini, *Reticore e produzione letteraria intorno al personaggio Crispi*, «Annali della Scuola Normale superiore di Pisa», Classe di Lettere e Filosofia, Serie III, vol. 13, 2, 1983, pp. 623-658; E. Dirani (a cura di), *Alfredo Oriani e la cultura del suo tempo*, Ravenna, Longo, 1985; A. Grilli, *Carducci, Oriani, Albini. Tre Romagnoli fedeli a Crispi* «Nuova Antologia», 1959, pp. 79-90; V. Cardillo, *Francesco Crispi e Giosué Carducci nel Risorgimento italiano*, «Archivio storico siciliano», 1964-1965, pp. 55-101; M. Vinciguerra, *Carducci Carducci uomo politico*, Pisa, Nistri-Lischi, 1957; Id., *Carducci il fedele di Crispi*, «Studi politici», 1957, pp. 268-272; F. Barbagallo, *Il Mattino degli Scarfoglio (1892-1928)*, Milano, Guanda, 1979.

⁷⁷N. Randeerad, *Autorità in cerca di autonomia, I prefetti nell'Italia liberale*, Ministero per i beni culturali e ambientali. Ufficio centrale per i beni archivistici, Roma, 1997, cit. in M. Saija, *I prefetti italiani nella crisi dello stato liberale e nel fascismo*, Milano, Giuffrè, 2005, p. 1.

⁷⁸E. Gustapane, *I prefetti dell'Unificazione amministrativa nelle biografie dell'archivio di Francesco Crispi*, «Rivista trimestrale di diritto pubblico», 1984, n. 4, pp. 1034-1101.

comportamenti di carriera a opera del primo ministro, funzionale alla promozione degli elementi più fidelizzati, costituisce la prova di un importante cambiamento in atto. Con Crispi si delinea più chiaramente una «prassi dell'appartenenza»⁷⁹ per cui i prefetti diventano, soprattutto nel Mezzogiorno, i rappresentanti dell'esecutivo, posti a controllo della «coerenza complessiva “nazionale” della gestione locale, affidata autonomamente alle provincie ed ai comuni»⁸⁰. Pur se in maniera meno costante, altre categorie di funzionari ministeriali partecipano attivamente all'organizzazione del consenso e, nel farlo, intervengono a inaugurare una nuova e moderna operatività del potere a più livelli⁸¹.

Vista l'importanza che assumono le relazioni nella costruzione e diffusione del mito, si è resa necessaria una disamina delle carte provenienti dagli archivi privati dei collaboratori più stretti. I fondi Pisani Dossi, Abele Damiani, Palumbo Cardella, conservati all'Archivio Centrale dello Stato, hanno costituito la base dello studio, con quello di Primo Levi dell'Archivio Storico-Diplomatico del ministero degli Esteri e di Cesare Correnti del Museo del Risorgimento di Milano. A questi si affianca ovviamente l'enorme fondo Crispi, che, pur avendo perduto la sua unità originaria a causa di vicissitudini diverse⁸², è oggi interamente conservato all'Archivio Centrale dello Stato. Come Luisa Montevocchi ha rilevato già qualche anno fa, nell'enorme documentazione raccolta da Crispi nel corso della sua attività politica risulta impossibile «operare nette distinzioni tra “pubblico” e “privato”»⁸³. Per questo è stato necessario confrontarsi con materiale vario che va dalla corrispondenza privata alla documentazione istituzionale. Un nucleo di carte Crispi, per lo più private, è conservato al Museo Centrale del Risorgimento di Roma, mentre al fondo “Gabinetto Crispi” dell'Archivio Storico-Diplomatico del ministero degli Esteri appartengono carte di natura istituzionale risalenti ai primi due mandati e inerenti alla carica, assunta da Crispi *ad interim*, di ministro della Consulta⁸⁴.

⁷⁹ M. Saija, *I prefetti italiani nella crisi dello stato liberale e nel fascismo*, cit., p. 1.

⁸⁰ P.A. Lucchetti, *Prefetti e amministrazione dell'Interno sotto Francesco Crispi*, «Instrumenta», 6, 1998, pp. 1072-1091. Cfr. anche: V. Pacifici, *Angelo Annaratone (1844-1922). La condizione dei Prefetti nell'Italia liberale*, Roma, Edizioni dell'Ateneo, 1990; M. De Nicolò (a cura di), *La prefettura di Roma (1871-1946)*, Bologna, Il Mulino, 1998. Per un consuntivo sul dibattito storiografico sull'istituto prefettizio, cfr. Id., *L'istituto prefettizio nella storiografia*, ivi, pp. 17-95.

⁸¹ In questa sede rimandiamo per lo meno a: A. Varni, G. Melis (a cura di), *Le fatiche di Monsù Travet*, Torino, Rosenberg e Sellier, 1997; G. Melis, *Fare lo stato per fare gli italiani. Ricerche di storia delle istituzioni dell'Italia unita*, Bologna, Il Mulino, 2015; M. Cacioli, *La rete consolare nel periodo crispino 1886-1891*, Roma, Istituto poligrafico e Zecca dello stato, 1988; M. Soresina, *Conoscere per amministrare. Luigi Bodio, statistica, economia e pubblica amministrazione*, Milano, FrancoAngeli, 2001.

⁸² Cfr. L. Montevocchi, *Le carte Crispi*, in A.G. Ricci, L. Montevocchi (a cura di), *Costruire lo Stato per dar forma alla Nazione*, Roma, Pubblicazioni dell'Archivio Centrale dello Stato, 2000, pp. 321-332.

⁸³ Ivi, p. 331.

⁸⁴ Cfr. F. Bacino (a cura di), *Le scritture del “Gabinetto Crispi” e le carte “Sonnino”*, in AA.VV., *Indici dell'Archivio storico*, vol. VII, *Ministero degli Affari Esteri*, Roma, Tipografia riservata del Ministero degli Esteri, 1955.

Allo spoglio completo del quotidiano «La Riforma», per gli anni 1878-1896, e a quello parziale di altre testate nazionali, si aggiunge una disamina della pubblicistica coeva su Crispi, in parte conservata tra le sue carte. Si tratta di un numero impressionante di volumi, opuscoli, estratti, numeri unici di periodici, quotidiani, manifesti, saggi, statuti e regolamenti di associazioni, catalogati in occasione del centenario della morte di Crispi. Tale repertorio ha permesso la consultazione di materiale spesso molto raro e costituisce un'importante «testimonianza [...] del dibattito politico culturale del periodo relativo al governo Crispi»⁸⁵. A questo, si sommano numerose rassegne di stampa nazionale ed estera⁸⁶, messe a punto in particolari occasioni e inviate dai ministeri a Crispi. Le raccolte sono state una base fondamentale per dare conto della ricezione dei singoli episodi su cui abbiamo focalizzato la nostra analisi da parte dell'opinione pubblica italiana ed europea. Tra queste ci pare il caso di ricordare la corposa rassegna in cui vengono raccolti stralci o articoli su Crispi, nel corso di tutta la sua lunga carriera⁸⁷. Come si vede, la presenza del materiale a stampa nel fondo Crispi, le modalità di accumulazione, catalogazione e conservazione operate dal deputato e dai suoi collaboratori, la commistione, soprattutto, tra pubblico e privato, in un «cortocircuito improprio delle carte [...] talvolta ufficioso, talvolta dichiaratamente extra-istituzionale»⁸⁸, si fanno specchio della specifica modalità di gestione del potere da parte dello statista e permettono una comprensione maggiore dell'uomo e del politico.

Struttura del lavoro

L'arco cronologico scelto va dal 1876 al 1896. La decisione di isolare un periodo di vent'anni della lunga carriera politica dell'uomo appare funzionale e coerente rispetto al punto di vista adottato: è infatti a partire dalla metà degli anni Settanta che l'immagine pubblica di Francesco Crispi, deputato del partito di maggioranza, si sostanzia e diffonde con più decisione, assecondando un preciso progetto di propaganda politica. Con Adua la storia del mito Crispi non si interrompe, prendendo però nuove strade, ormai svincolata dall'egida dell'anziano statista.

Nel primo capitolo si rintracciano gli elementi e i temi forti dell'immagine pubblica del deputato, e gli strumenti e le strategie posti in essere per assicurarne la diffusione. In

⁸⁵ E. Gianneschi, *Il materiale a stampa negli archivi Crispi*, in A.G. Ricci, L. Montevicchi (a cura di), *Costruire lo Stato per dar forma alla Nazione*, cit., pp. 333-345, p. 336.

⁸⁶ Le rassegne stampa non sono catalogate tra il "materiale a stampa del Fondo Crispi" ma sono conservate separatamente nei fascicoli inerenti all'argomento della rassegna.

⁸⁷ Cfr. ACS, CC, DSPP, b. 130.

⁸⁸ G. Melis, *Storia dell'amministrazione italiana (1861-1993)*, Bologna, Il Mulino 1996, p. 137.

particolar modo Crispi definisce se stesso come un deputato incorruttibile e *super partes*, *outsider* nel parlamento, attento alle crescenti problematiche sociali ed economiche del paese e unico erede ancora in vita della generazione di eroi che ha compiuto l'unità. La buona ricezione di cui gode tale immagine è data dalla capacità di dialogare proficuamente con umori diffusi nel paese, inserendosi nel clima di *deprecatio temporum*⁸⁹ che caratterizza gli anni post-risorgimentali. È all'interno di questo "discorso sulla crisi" che si definisce, per contrasto, l'immagine dell'eroe solitario⁹⁰. La riscoperta dell'io superiore, che passa *in primis* attraverso una ricca produzione letteraria⁹¹ e il recupero di autori del passato⁹², ha a che fare con la massificazione⁹³ e i rapidi mutamenti generati dalla modernità⁹⁴ e trova buona accoglienza in una parte di quell'opinione pubblica di matrice liberal-conservatrice che drammaticamente percepisce la messa in discussione dei valori e delle istituzioni della società borghese⁹⁵. Grazie a queste considerazioni possiamo meglio comprendere il consenso che ottiene il mito politico di Crispi come "titano" della nazione. Non solo. Emerge chiaramente come, nell'atto di contribuire alla nazionalizzazione delle masse e facendosi «protagonista, narratore e giudice»⁹⁶ della memoria del Risorgimento, Crispi riesca nell'intento di trarre dal discorso patriottico una fonte potente di legittimazione per la sua leadership. Negli anni in cui «tutta una serie di problemi» è affrontata dalla classe dirigente dalla prospettiva del patriottismo, in cui, ha notato Silvano Montaldo, «la patria fu l'abito di cui si vestì il potere»⁹⁷,

⁸⁹ A. Asor Rosa, *La cultura*, in R. Romano, C. Vivanti (a cura di), *Storia d'Italia*, vol. IV, *Dall'Unità ad oggi*, t. II, Torino, Einaudi, 1975.

⁹⁰ Su tale punto appare fondamentale tornare al saggio di Luisa Mangoni, *Una crisi di fine secolo*, in cui l'autrice, tenendo lo sguardo puntato sul mondo della cultura "alta" in Francia e in Italia, riflette sul legame tra un clima culturale di profonda sfiducia verso il presente e l'attesa di un uomo del destino. Mangoni inquadra l'appello politico all'uomo provvidenziale in un contesto europeo di riscoperta dell'eroe romantico solitario inteso quale essere superiore che grazie al suo "vitalismo eroico" si erge rispetto a una massa anonima. L. Mangoni, *Una crisi di fine secolo. La cultura italiana e la Francia fra Otto e Novecento*, Torino, Einaudi, 1985.

⁹¹ Si portano da esempio: C. Lombroso, *L'uomo di genio in rapporto alla psichiatria, alla storia ed all'estetica*, Torino, Bocca, 1888; G. Bovio, *Il genio. Un capitolo di psicologia*, Milano, Treves, 1899.

⁹² A tal proposito si veda: E. Bentley, *The Cult of the Superman. A Study of the Idea of Heroism in Carlyle and Nietzsche, with Notes on other Hero-Worshippers of Modern Times*, Gloucester, Smith, 1969.

⁹³ Cfr. A.M. Faina, *L'abbraccio della folla. Cento anni di psicologia collettiva*, Bologna, Il Mulino, 1983; D. Palano, *Il potere della moltitudine. L'invenzione dell'inconscio collettivo nella teoria politica e nelle scienze sociali italiane tra Otto e Novecento*, Milano, Vita e Pensiero, 2002; E.R. Laforgia, *Come addomesticare il mostro. Il problema della folla e la cultura reazionaria tra Otto e Novecento*, «Laboratoire italien», *La foule en Italie (XIX^e-XX^e siècles)*, n. 4, 2003, pp. 37-56; E. Bobo (a cura di), *La foule*, Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté, 2015.

⁹⁴ Cfr. N. Elias, *La società degli individui*, Bologna, Il Mulino, 1990; A. Laurent, *Storia dell'individualismo*, Bologna, Il Mulino, 1994; E. Pulcini, *L'individuo senza passioni. Individualismo moderno e perdita del legame sociale*, Torino, Bollati Boringhieri, 2001; A. Millefiorini, *Individualismo e società di massa. Dal XIX secolo agli inizi del XXI*, Roma, Carocci, 2005.

⁹⁵ In questa sede si rimanda almeno a: F. Cammarano, *Nazionalizzazione della politica e politicizzazione della nazione*, in M. Meriggi, P. Schiera (a cura di), *Dalla città alla nazione. Borghesie ottocentesche in Italia e in Germania*, Bologna, Il Mulino, 1993, pp. 139-163.

⁹⁶ U. Levra, *Introduzione*, in Id., *Fare gli italiani*, cit., p. IX.

⁹⁷ S. Montaldo, *Introduzione*, in Id., *Patria e affari. Tommaso Villa e la costruzione del consenso tra Unità e la Grande Guerra*, Torino, Comitato di Torino dell'Istituto per la Storia del Risorgimento Italiano, 1999, pp. 11-12.

lo statista di Ribera fa un passo ulteriore: il suo scopo è infatti quello di farne la divisa di uno solo, dell'uomo al comando. In questo senso la nascita di un mito politico individuale non sembra potersi considerare come un «effetto collaterale» del processo di educazione patriottica in atto, quanto piuttosto un fine perseguito dall'uomo con costanza e consapevolezza⁹⁸.

Individuati i vari tasselli che, nell'insieme, definiscono un'immagine pubblica di Crispi, si mettono in evidenza le modalità di diffusione che ne assicurano la circolazione, con particolare riferimento ai legami intrattenuti con la stampa, alle collaborazioni con gli intellettuali e ai progetti editoriali posti in essere da Crispi. In questo senso, come vediamo, si superano i confini della sola ricostruzione biografica e si apre un dialogo con una realtà più ampia. Se le varie caratterizzazioni del mito Crispi hanno infatti il potere di restituirci umori e idee circolanti in alcuni settori dell'opinione pubblica nel trentennio postunitario, le modalità di diffusione del mito costituiscono un punto di vista privilegiato per indagare i tempi e le forme che assume il dialogo tra paese legale e paese reale in un momento di frenetico cambiamento.

Il secondo capitolo riguarda gli anni dei primi due mandati. In particolar modo si evidenzia come Crispi definisca una precisa cosmologia in cui il leader e il popolo dialogano direttamente e in cui le minacce che vengono dall'esterno e dall'interno dei confini nazionali contribuiscono a saldare tale legame. All'atto pratico la leadership crispina è sostenuta dall'opera riformatrice posta in essere nel campo dell'amministrazione statale che gli assicura una più estesa conoscenza del paese e una maggiore possibilità di controllo. Tra queste, viene posta particolare attenzione all'irrobustimento del legame tra potere centrale e stampa grazie alla creazione del primo Ufficio stampa al ministero degli Interni e ai nuovi provvedimenti relativi alla censura.

Nella seconda parte del capitolo si dà conto dei momenti in cui «il potere si manifesta»⁹⁹ definendo luoghi, assegnando ruoli, producendo forme rituali e mettendone a tacere delle altre. Si tratta di un vero processo di «estetizzazione» che prende corpo agli albori della società di massa e di consumo¹⁰⁰ per cui la politica, presi in prestito e riadattati approcci e linguaggi inediti, li rende funzionali alla creazione del consenso e alla nazionalizzazione della società. Quello che qui ci preme verificare è come tale cambiamento di metodo nella gestione del

⁹⁸ Christopher Duggan ha così definito la nascita del culto Crispi pur ammettendo che il politico «ne fosse acutamente consapevole, e l'incoraggiasse». C. Duggan, *Creare la nazione*, cit., p. 471.

⁹⁹ M. Abélès, *Politica gioco di spazi*, cit., p. 59.

¹⁰⁰ Cfr. S. Gundle, *Le origini della spettacolarità nella politica di massa*, in M. Ridolfi (a cura di), *Propaganda e comunicazione politica: storia e trasformazioni nell'età contemporanea*, Milano, Mondadori, 2004, pp. 1-24.

potere, nella direzione di una maggiore teatralità e di un più esplicito appello ai sentimenti, al di là dei suoi risultati in termini di *national building*, incroci la parabola politica di Crispi il quale, per primo in Italia, fa della spettacolarizzazione una funzione essenziale della sua leadership. In che modo dunque il dominio del «visibile», di ciò che si manifesta a livello estetico, divenga con Crispi il luogo in cui si esprime compiutamente «l'appello» del leader al popolo, il cui impatto risulta più duraturo e più profondo proprio perché

la drammatizzazione non solo costruisce una determinata visione della situazione ma genera [...] una risposta al livello delle emozioni: risposta che associa i concetti di *giusto* e *ingiusto* con gli elementi che costituiscono l'immagine¹⁰¹.

Appare evidente come lo statista di Ribera innesti nel liberalismo italiano un insieme di valori e pratiche miranti alla definizione di una vera «religione civile»¹⁰². L'aspetto razionalista del governo Crispi, che assume corpo nell'enorme opera legislatrice da lui avviata, si fonde con una componente di segno opposto, facente appello ai sentimenti, all'emotività, alla sfera dell'inconscio. In questo senso egli trapianta esperienze, modelli e linguaggi derivanti dal repubblicanesimo francese¹⁰³ che avevano già trovato buon approdo nell'ambito del liberalismo popolare anglosassone¹⁰⁴ ed erano stati accolti in Italia da parte del mondo democratico-radical, il quale, «ancor prima di quello socialista e nazionalista»¹⁰⁵, si era mostrato sensibile a recepire i meccanismi e l'importanza, in termini di legittimazione, del processo di sacralizzazione della sfera politica¹⁰⁶.

Una riflessione a parte è dedicata al problema della ricezione del mito. Massimo Baioni, riflettendo «sugli esiti ultimi» del progetto pedagogico posto in essere dal liberalismo postunitario, ha rilevato l'urgenza di spostare le analisi storiche «sul versante della ricezione, benché l'itinerario si faccia qui più tortuoso e accidentato»¹⁰⁷ proprio perché l'aspetto ricettivo è a oggi scarsamente esplorato. *Parole in azione* di Pietro Finelli, Gian Luca Fruci e Valeria Galimi fa il punto storiografico sulla questione; lo scopo del saggio, scrivono i curatori, è quello di proporre una nuova considerazione della ricezione, come

¹⁰¹ D. Kertzer, *Ritual, Politics and Power*, cit., p. 58-59.

¹⁰² Cfr. E. Gentile, *Le religioni della politica, fra democrazia e totalitarismo*, Roma-Bari, Laterza, 2001.

¹⁰³ Cfr. M. Agulhon, *Marianne au pouvoir*, cit.; P. Norra, *Présent Nation Mémoire*, Paris, Gallimard, 2011.

¹⁰⁴ Sul modello inglese l'opera più significativa rimane E. Biagini, *Il liberalismo popolare Radicali, movimento operaio e politica nazionale in Gran Bretagna 1860-1880*, cit.

¹⁰⁵ M. Ridolfi (a cura di), *La democrazia radicale nell'Ottocento europeo. Forme della politica, modelli culturali, riforme sociali*, Milano, Feltrinelli, 2005, p. 337.

¹⁰⁶ Cfr. E. Mana, *La democrazia radicale italiana e le forme della politica*, ivi, pp. 189-218.

¹⁰⁷ M. Baioni, *Risorgimento conteso. Memorie e usi pubblici nell'Italia contemporanea*, cit., p. 27. Sulla ricezione come «point aveugle» della ricerca storica, cfr. anche: P. Ory, *L'histoire culturelle*, Paris, PUF, 2004, p. 87.

un poliedro multi – faccia che si può investigare da una molteplicità di punti di osservazione (autori / oratori / enunciatori / mediatori / stenografi / cronisti / astanti/ lettori / ascoltatori), sia all'interno di differenti cornici di interazione (diretta o indiretta, sincronica o diacronica), sia alla luce di tipologie diverse di fruizione (privata/pubblica, individuale/collettiva)¹⁰⁸.

Per quanto riguarda la ricezione del mito Crispi, già Umberto Levra aveva invitato a ritornare sul problema del consenso e dell'opposizione a Crispi nel tentativo di superare convinzioni e stereotipi «duri a morire»¹⁰⁹. Una prima indicazione in questo senso arriva da Erika Diemoz che nel suo *A morte il tiranno* rileva «la presenza negli archivi di «un numero totale di lettere [...] che supera[va] abbondantemente il centinaio: a conferma di quanto il passato garibaldino di Crispi avesse contribuito a diffondere una sorta di culto popolare attorno alla sua persona»¹¹⁰. Seguendo tali spunti siamo dunque tornati alle carte da cui è emerso un quadro, in parte sorprendente, di una ricezione del mito Crispi a vari livelli e in vari settori dell'opinione pubblica, pur secondo declinazioni e modulazioni differenti. In maniera più generale queste considerazioni possono farsi indicative dei risultati ottenuti dal progetto pedagogico e propagandistico posto in essere della classe dirigente liberale nella direzione di una prima, seppur parziale, opera di nazionalizzazione delle masse.

Nel quarto capitolo torniamo a riflettere sull'ultimo mandato crispino attraverso la lente della polarizzazione: nel clima di profonda tensione e crisi della fine del secolo, al mito politico positivo risponde un sempre più forte “antimito”. Sostanzandosi in parlamento, in particolar modo durante le discussioni successive alla proclamazione dello stato d'assedio e quelle per il passaggio delle leggi antianarchiche, l'immagine negativa di Crispi come tiranno moderno, affossatore delle libertà statuarie, ha un'eco notevole fuori le aule del potere. Tra movimenti di piazza e pubblicazioni a stampa, Crispi diventa, per una manciata di anni, l'incarnazione di un'idea di nazione che si vuole difendere o combattere, in un'alternanza di voci e protagonisti, che per numero e importanza, rendono bene l'idea della forza “polarizzante” del politico. Lo scontro prevede un elevato grado di personalizzazione: all'immagine, negativa o positiva di Crispi, rispondono altre figure carismatiche con cui il siciliano è

¹⁰⁸ P. Finelli, G.L. Fruci, V. Galimi (a cura di), *Introduzione*, in Id., *Parole in azione*, cit., p. X. In questa sede si rimanda almeno a: S. Capecchi, *L'audience attiva. Effetti e usi sociali dei media*, Roma, Carocci, 2011; B. Thompson, *Mezzi di comunicazione e modernità. Una teoria sociale dei media*, Bologna, Il Mulino, 1998.

¹⁰⁹ U. Levra, *Fare gli italiani*, cit., p. 350.

¹¹⁰ E. Diemoz, *A morte il tiranno. Anarchia e violenza da Crispi a Mussolini*, Torino, Einaudi, 2011, p. 119.

costretto a condividere la scena¹¹¹. Il linguaggio e le idee poste in campo in questa battaglia si caratterizzano per una semplificazione dei contenuti e per una radicalizzazione dei concetti per cui la separazione tra il bene e il male si fa netta e inequivocabile¹¹².

Personalizzazione, radicalizzazione, spettacolarizzazione e scivolamento dello scontro su un terreno extraparlamentare: l'ultimo mandato crispino offre numerosi spunti per riflettere sull'Italia di fine secolo e sulle modificazioni in atto in un momento di svolta decisiva verso la nascita dell'Italia moderna.

Nell'ultima parte del lavoro si tiene più in conto la dimensione transnazionale che pure fa da sfondo all'intera trattazione. Il caso Crispi non costituisce un'esperienza isolata ma si inserisce nel quadro europeo, in cui emergono, nello stesso giro di anni, figure carismatiche di segno molto diverso¹¹³. Basta citare l'esperienza politica del Cancelliere tedesco Bismarck, uomo e politico massimamente ammirato da Crispi, che incarna la figura dell'uomo forte, donando alla sua politica uno «stile» da uomo carismatico, e di Gladstone, altro modello politico di riferimento per il primo ministro italiano, il quale trasforma le campagne elettorali in «una serie di spettacoli politici che mai avevano avuto luogo sulla sponda orientale dell'Atlantico in precedenza»¹¹⁴, divenendo «il leader carismatico delle classi lavoratrici britanniche»¹¹⁵. Negli anni della presidenza crispina la Francia è segnata profondamente dall'esperienza boulangista che pure, sottolineati i limiti e le peculiarità del caso, è da considerarsi un importante esperimento di personalizzazione politica.

La Repubblica francese, la cui esperienza politica, economica, sociale e culturale della *fin-de-siècle* mostra numerosi punti di contatto con il caso italiano, offre una buona possibilità di comparazione¹¹⁶. Proprio partendo da questa constatazione, in una fase preliminare del lavoro, era nostra intenzione portare avanti un raffronto tra i due paesi che permeasse a un livello più profondo l'intera analisi. Lo sviluppo della ricerca, le dimensioni e l'importanza delle fonti recuperate, le domande storiografiche che sono venute via via emergendo hanno

¹¹¹ In particolar modo si farà riferimento al leader radicale Felice Cavallotti e al deputato catanese Giuseppe De Felice Giuffrida, simbolo della protesta dei fasci siciliani.

¹¹² Un quadro di lungo periodo è tracciato in M. Ridolfi, *Propaganda e comunicazione politica: storia e trasformazioni nell'età contemporanea*, cit.

¹¹³ G. Mosse cita in particolare i casi di Boulanger in Francia, Ferdinand Lassalle in Germania e Lueger in Austria; cfr. G. Mosse, *La nazionalizzazione delle masse. Simbolismo politico e movimenti di massa in Germania (1815-1933)*, cit.

¹¹⁴ E. Biagini, *Il liberalismo popolare. Radicali, movimento operaio e politica nazionale in Gran Bretagna 1860-1880*, cit., p. 456.

¹¹⁵ Ivi, p. 472.

¹¹⁶ Cfr. L. Mangoni, *Una crisi fine secolo*, cit.; P. Milza, *Français et italiens à la fin du XIX^e siècle. Aux origines du rapprochement franco-italien de 1900-1902*, Roma, École française de Rome, 1951; G. Bertrand, J.Y. Frégné, A. Giaccone, *La France et l'Italie. Histoire de deux nations sœurs de 1660 à nos jours*, Paris, Armand Colin, 2016.

suggerito di concentrare l'attenzione su Crispi e sul caso italiano, pur in una cornice comparativa europea. Nell'ultimo capitolo infatti, sposteremo lo sguardo sulla Francia, in cui, a seguito della cocente disfatta di Sedan, sorge in quegli stessi anni un regime istituzionale nuovo, in cerca di legittimazione, costretto a fare i conti con i turbolenti anni della fine dell'Ottocento¹¹⁷. Crescenti problemi di ordine economico e sociale si intrecciano alle vicende legate all'emersione di alcuni scandali politico-finanziari che contribuiscono a radicare un clima di *deprecatio temporum* e di diffuso antiparlamentarismo. All'interno di questo quadro, già di per sé riecheggiante temi incontrati, la rimodulazione della concezione della leadership conosce un importante sviluppo, tra il 1886 e il 1889, grazie alla veloce ascesa politica di Georges Boulanger. La vicenda politica e umana del generale è già stata ampiamente ricostruita dalla storiografia: in particolar modo Jean Garrigues ha rintracciato i vari snodi, tematici e cronologici al contempo, del processo di *dressage* del mito politico di Boulanger¹¹⁸. Tornare sull'analisi dello studioso francese, dopo aver proposto una riflessione simile per il caso Crispi, ci permette di ragionare in maniera più ampia sulla fase di costruzione del mito dell'uomo forte, rintracciando ricorrenze contestuali, elementi costitutivi e tecniche condivise. Nella fase successiva, quella che per il caso italiano abbiamo definito del "mito alla prova", le esperienze di Crispi e Boulanger sono del tutto differenti e incomparabili. Attraverso l'analisi delle *affiches* elettorali, che tanta parte presero alla diffusione del boulangismo nella campagna elettorale del 1889, possiamo però tornare, in chiave comparata, sull'utilizzo politico e populista di alcune "narrazioni della crisi" tanto simili nei due paesi che, ha notato Mangoni, «ogni frase risuona come già letta o già scritta in un continuo rispecchiarsi»¹¹⁹.

Una riflessione a parte è dedicata all'emersione dello "scandalo delle decorazioni" che favorì l'ascesa del generale: seguendo il solco tracciato da contributi storici e sociologici sulla natura e le implicazioni degli scandali politici in un sistema democratico, il caso francese, così come quello italiano, permettono di rintracciare i legami tra l'emersione di casi di corruzione e

¹¹⁷ Sulla storia della Francia repubblicana cfr. J.M. Mayeur, *La vie politique sous la Troisième République*, Evreux, Le Seuil, 1984; Id., *Nouvelle Histoire de la France contemporaine*, t. 10, *Les Débuts de la troisième République, 1871-1898*, Paris, Le Seuil, 1973; C. Zorgbibe, *Histoire politique et constitutionnelle de la France*, Paris, Ellipses, 2002.

¹¹⁸ Su Boulanger cfr. J. Néré, *Le Boulangisme et la presse*, Paris, Armand Colin, 1964; J. Garrigues, *Le Général Boulanger*, Paris, Olivier, 1991; Id., *Le Boulangisme*, Paris, PUF, 1992. Sul mito di Boulanger: D. Fischer, *L'Homme providentiel. Un mythe politique en République de Thiers à de Gaulle*, Paris, L'Harmattan, 2009; J. Garrigues, *Boulanger, ou la fabrique de l'homme providentiel*, «Parlement[s], Revue d'histoire politique», Paris, L'Harmattan, n. 13, 2010, pp. 8-23; Id., *Les Hommes providentiels. Histoire d'une fascination française*, Paris, Le Seuil, 2011.

¹¹⁹ Cfr. L. Mangoni, *Introduzione*, in Id., *Una crisi fine secolo*, cit., p. VIII.

l'appello all'uomo della provvidenza¹²⁰. In un gioco di sguardi incrociati torniamo poi, per concludere, su Crispi con riferimento agli echi seguiti alla sua morte nel 1901. Interrogarsi sulle modalità di ricezione del mito politico del ministro italiano in Francia non conduce esclusivamente alla constatazione di un elevato grado di criticità dell'opinione pubblica nei confronti del "gallofobo" ma rivela una più generale tendenza al riconoscimento della sua personalità caratteristica e fascinatrice. La riflessione sulla ricezione di Crispi in Francia può dunque essere un indice del grado di permeabilità della proposta politica personale all'interno del regime parlamentare, in una prospettiva più ampia di quella nazionale.

¹²⁰ Per una ricostruzione storica degli scandali qui analizzati, cfr. A. Dansette, *Les affaires de Panama*, Paris, Perrin, 1934; Id., *L'affaire Wilson et la chute du président Grévy*, Paris, Perrin, 1936; S. Turone, *Corrotti e corruttori dall'unità d'Italia alla P2*, Roma-Bari, Laterza, 1982; A.A.M. Corradini, *Lo scandalo della Banca Romana. Il discorso di Napoleone Colajanni alla Camera*, Catania, Stampa diretta, 2011. Per un'analisi più teorica e generale del "fenomeno scandalo", cfr. M. Aymé, *Silhouette du scandale*, Paris, Grasset, 1930; J.-L. Briquet, P. Garraud, *Juger la politique. Entreprises et entrepreneurs critiques de la politique*, Rennes, PUR, 1978; A. Garrigou, *Le président à l'épreuve du scandale. Déstabilisation apparente et consolidation fonctionnelle*, in B. Lacroix, J. Lagroye (a cura di), *Le Président de la République*, Paris, Presses de la FNSP, 1992, pp. 281-302; Id., *Le scandale politique comme mobilisation*, in F. Chazel (a cura di), *Action collective et mouvements sociaux*, Paris, PUF, 1993, pp. 183-191; J. Garrigues, *Les scandales de la République. De Panama à l'affaire Elf*, Paris, Robert Laffont, 2004; D. De Blic, C. Lemieux, *Le scandale comme épreuve. Éléments de sociologie pragmatique*, «Politix», n. 71, 2005, pp. 9-38; N. Offenstadt, S. Van Damme (a cura di), *Affaires, scandales et grandes causes. De Socrate à Pinochet*, Paris, Stock, 2007; A. Arisi Rota, *1869: il Risorgimento alla deriva. Affari e politica nel caso Lobbia*, Bologna, Il Mulino, 2015; J.C. Bologne, *Histoire du scandale*, Paris, Albin Michel, 2018; C. Bertoni, *Romanzo di uno scandalo. La Banca Romana tra finzione e realtà*, Bologna, Il Mulino, 2018.

CAPITOLO I. LA COSTRUZIONE DEL MITO

Un'immagine pubblica

«L'Eremita Crispi»¹

1876. Nell'anno della cosiddetta "rivoluzione parlamentare", che porta al governo la Sinistra storica, Francesco Crispi dà alle stampe il pamphlet *I doveri del Gabinetto del 25 marzo* ripubblicando le lettere inviate ad Antonio Oliva e apparse su «La Riforma» nel 1868². Nelle missive, il deputato richiama l'attenzione del collega sulla necessità di riforme fiscali e istituzionali. In particolare chiede l'abolizione del «cancro»³ del corso forzoso, la riforma del Senato, l'incompatibilità parlamentare, l'indennità per i deputati che assicurino «all'onesta e intelligente povertà l'accesso al Parlamento»⁴, l'allargamento del suffragio, la riforma comunale e provinciale e la riforma della giustizia, e incita la Sinistra a una politica estera di potenza. Nella seconda parte del pamphlet si dichiara sostenitore dell'amico Depretis che a Stradella ha promesso «una tela di riforme, le quali cominciano dalle fondamenta e vanno alla cima della piramide governativa»⁵. Il suo vuole essere, scrive, un vero manifesto «per tutti coloro che sono entrati in Parlamento dopo essere stati alle barricate»⁶.

Ora che è giunto «l'anno delle speranze»⁷, come egli lo definisce, Crispi coglie l'occasione per far sentire la sua voce: con la stampa de *I doveri* si presenta all'opinione pubblica assumendo la parte «di Catone del partito», fermo nei suoi propositi e coerente nelle sue posizioni, pronto a premere «sul Depretis per una energica azione antimoderata contro le sue tendenze "centriste"»⁸.

Come rigoroso e intransigente censore fa ancora parlare di sé alla fine di quell'anno, quando, nominato presidente della Camera, non perde occasione per pungolare il governo, mostrarsi severo con gli assenteisti e, come scrive a proposito Vincenzo Riccio, tiene «alta la dignità di capo dell'assemblea legislativa, circondandola di grande apparato, non trascurando nessuna di quelle forme esteriori che valgono a dar lustro alla carica»⁹.

¹ G. Faldella, *Salita a Montecitorio (1878-1882): I pezzi grossi: scarpellate di Cimbri*, Torino, Roux e Favale, 1883, p. 93.

² F. Crispi, *I doveri del Gabinetto del 25 marzo*, ora in Id., *Scritti e discorsi politici (1849-1890)*, Roma, Unione cooperative, 1890, p. 363.

³ Ivi, p. 367.

⁴ Ivi, p. 372.

⁵ Ivi, p. 401.

⁶ Ivi, p. 385.

⁷ Ivi, p. 390.

⁸ G. Carocci, *Agostino Depretis e la politica interna italiana dal 1876 al 1887*, Torino, Einaudi, 1956, p. 77.

⁹ V. Riccio, *Francesco Crispi: profilo e appunti*, Torino, Roux e Favale, 1887, p. 91.

La sua posizione è però destinata a subire una repentina evoluzione e, con essa, anche la sua immagine pubblica. Il 26 dicembre è nominato ministro dell'Interno da Depretis e l'11 marzo dell'anno successivo annuncia le sue dimissioni a seguito dell'accusa di bigamia per cui risulterebbe sposato al contempo con la prima moglie Rosalie Montmasson e la giovane Lina Barbagallo.

Lo scandalo, dietro cui si celano interessi diversi¹⁰ e il fastidio condiviso a Destra e a Sinistra verso il suo implacabile radicalismo politico¹¹, ha un'enorme risonanza sulla stampa nazionale ed estera e mette alla prova il suo spirito. Eppure, da «la più sleale delle guerre che mai si sia vista»¹², la sua immagine pubblica, all'inizio fortemente compromessa¹³, trae nuovo slancio. Tra il 1878 e il 1879 Crispi rimane al suo posto «assistendo attentamente a tutte intiere le sedute, e, come prima, prendendo frequentemente parola»¹⁴, alternando momenti di più cauta aspettazione ad aperte condanne verso i governi di Sinistra. Dopo la caduta di Depretis, Crispi guarda con favore al governo Cairoli e chiede al direttore de «La Riforma», il suo giornale, di tenersi, nel caso di polemiche, «nell'aere puro dei principi» e «tacere d'uomini e di cose, che risvegliano la memoria di questi disordini»¹⁵.

Poco dopo, quando nel giugno la Camera si dichiara in maggioranza contraria all'abolizione del ministero dell'Agricoltura¹⁶ e la questione della tassa del macinato assume «una spiccata coloritura antimeridionale»¹⁷, le sue speranze svaniscono e scrive a Nicola Fabrizi di voler solamente attendere «che gli eventi precipitino», cosicché

il Parlamento ed il paese sappiano quanto valgono gli uomini a cui fu affidato il potere, perché possano fare il confronto tra costoro e quelli che sono stati ingiustamente e disonestamente avversati¹⁸.

¹⁰ La sostituzione di Nicotera agli Interni aveva infatti provocato l'astio del suo gruppo e il risentimento della corte e del Piemonte «nei confronti di un meridionale che aveva imposto la sepoltura di Vittorio Emanuele a Roma, trasformato Umberto IV in Umberto I e minacciato di prendere in mano le redini del governo, un ruolo fino ad allora riservato ai settentrionali», C. Duggan, *Creare la nazione*, cit., p. 459.

¹¹ Così rileva anche la pubblicistica coeva: a titolo di esempio, cfr. G. Bovio, *Uomini e tempi*, Milano, Zanichelli, 1880; Depretis e Crispi, «Il Tempo», 20 novembre 1882, ACS, CC, DSPP, b. 130; G. Faldella, *Salita a Montecitorio (1878-1882): dai Fratelli Bandiera alla Dissidenza: cronaca di Cimbri*, Torino, Roux e Favale, 1883.

¹² Così Francesco Perez in una lettera a Crispi del 30 marzo 1878, ora in F. Crispi, *Carteggi politici inediti di Francesco Crispi (1860-1890) estratti dal suo archivio, ordinati e annotati da T. Palamenghi-Crispi*, Roma, L'Universelle, 1912.

¹³ Scrive a tal proposito Vincenzo Riccio: «Ostile l'opinione pubblica straordinariamente eccitata, ostile tutto il giornalismo, ostile la Camera. Di seguaci ne aveva pochissimi a Montecitorio, sicché avrebbe potuto contarli tutti sulle dita. Alla Camera si era fatto un vuoto intorno a lui», V. Riccio, *Francesco Crispi: profilo e appunti*, cit., p. 114.

¹⁴ Ivi, p. 115.

¹⁵ Lettera a De Luca Aprile, 3 maggio 1878, AMAE, Carteggio Crispi-Levi, busta unica. Il giornale contiene gli attacchi personali ma non rinuncia a criticare il governo ripetendo titoli come *Inertia operis*, *Le incoerenze* e *Finis sinistrae* (cfr. «La Riforma», 23, 25 e 26 maggio 1878).

¹⁶ Il Maic era stato soppresso con r.d. del 26 dicembre 1877, n. 4220.

¹⁷ C. Duggan, *Creare la Nazione*, cit., p. 463.

¹⁸ Lettera a Fabrizi, 2 luglio 1878, F. Crispi, *Carteggi politici inediti di Francesco Crispi*, cit.

Una più severa rottura arriva nel dicembre, dopo l'attentato a Umberto I e l'esplosione, in pochi giorni, di vari ordigni a Firenze e Pisa. Crispi attacca seriamente il governo per la inefficace opera di sicurezza pubblica:

Comprendo, signori, che allato a voi sono male al mio posto, ma sventuratamente non ho altro luogo ove sedermi. Ognuno opina secondo coscienza, e l'opinione che io porto contro il Ministero mi pesa più ancora della disapprovazione che mi viene da coloro i quali sono convinti che il Governo attuale sia sulla buona via¹⁹.

Con la composizione del nuovo Gabinetto Depretis²⁰, il siciliano pare tornare a un atteggiamento cauto e si dichiara pubblicamente disinteressato a creare ulteriori frazioni interne al partito, che rallenterebbero le riforme alla base del suo programma. Se lascia che «La Riforma» insista sull'inefficienza della politica nazionale, che pare «limitare la sua azione nel perimetro delle faccende domestiche, e non osa affrontare qualunque grande cosa»²¹, fa pubblicare, già nel gennaio del 1879, una missiva indirizzata a Nicola Fabrizi cui affida il compito di chiarire la sua posizione politica:

Io appartengo alla Sinistra, e ne sosterrò, come pel passato, l'intero programma. Se un uomo superiore volesse e sapesse capitanarla, io sarei fortunato ad essere uno dei gregari. Ho amici nelle varie frazioni in cui è diviso il Parlamento, ma non esiste per Dio! alcuna frazione la quale pigli da me nome ed importanza²².

Nell'estate del 1879 torna in parlamento la questione della tassa sul macinato²³ e Cairoli e Zanardelli, uniti al gruppo di Nicotera, rovesciano Depretis e danno vita a un secondo governo Cairoli dal «profilo più moderato a causa dell'uscita del gruppo zanardelliano»²⁴. A questo punto, Crispi sceglie un più marcato isolamento: sveste i panni del Catone per vestire quelli dell'eremita. Si ritira a Napoli e, come «Achille sotto la tenda», attende «l'uccisione di qualche Patroclo»²⁵. Lontano dalla Camera ragiona sulla necessità di restare slegato dai

¹⁹ Tornata del 7 dicembre 1878, ora in F. Crispi, *Discorsi Parlamentari di Francesco Crispi*, Roma, Tipografia della Camera dei Deputati, 1915, vol. II, p. 324.

²⁰ Il Gabinetto Cairoli rassegna le dimissioni l'11 di quel mese.

²¹ *Atonia ministeriale*, «La Riforma», 27 gennaio 1879.

²² Bozza dell'articolo, 27 gennaio 1879, ACS, CC, RE, b. 2.

²³ Nel 1878 il governo Cairoli aveva abolito l'imposta per sui cereali "inferiori". La questione torna ora alla Camera su richiesta del Senato che chiede una modificazione della legge profondamente invisa a Crispi che la considera un suggellamento delle disparità di trattamento tra Nord e Sud. Cfr. Seconda Tornata del 28 giugno 1879, Atti Parlamentari, Discussioni, Camera dei Deputati.

²⁴ F. Cammarano, *Storia dell'Italia liberale*, Roma-Bari, Laterza, 2011, p. 85.

²⁵ Lettera di Damiani a G. Raffaele, 4 luglio 1879, ACS, Abele Damiani, b. 3.

ministeriali: «Voglio restare libero come l'aria, e non potendo avere fede in uomini più volte provati, il mio contegno è di aspettazione» – scrive a Damiani. Per questo si adopera a definire un'immagine di sé distinta da gruppi e fazioni: vuole fugare «il dubbio nell'animo degli italiani» che egli possa in alcun modo esser «solidario al governo tenuto dal 1876 in poi dagli uomini di Sinistra»²⁶, per non «perdersi con essi», con Depretis, Cairoli, Nicotera, e per «sopravvivere alla loro morte politica»²⁷. All'amico Primo Levi scrive:

Si, è vero; io non voglio cadere col Ministero. E poiché, per fortuna, mi tennero al di fuori d'ogni atto governativo e nulla è a me imputabile di ciò che fu fatto dai ministri in questi tre anni, così posso godere il beneficio di non essere coinvolto nelle loro responsabilità innanzi al paese. [...] È questione di governo, e governo in Italia non ve n'è. [...]. Da ciò la necessità di starmene in disparte²⁸.

Alla fine di quell'anno Cairoli e Depretis, i quali fino a pochi mesi prima avevano rappresentato «due gradazioni della Sinistra»²⁹, formano un nuovo Gabinetto e Crispi accetta la presidenza del bilancio pur sentendosi in «una posizione molto difficile», di «imbarazzo morale»³⁰, data dall'impossibilità di approvare la politica del ministero. L'incarico gli permette una maggiore visibilità e «una potente tribuna dalla quale assalire il governo e criticarlo»³¹. Nel giugno del 1880 presenta le sue dimissioni scrivendo a Damiani di sentirsi «un albero che non può più dare frutti e che è condannato ad inaridire rimanendo alla Camera» ma poi significativamente aggiunge: «Avrò il diritto di parlare, come io credo, all'Italia, e di non essere frainteso. [...] e l'opinione pubblica, la quale oggi è fuorviata, ritornerà a me senza alcun dubbio»³².

Pur ritirando poco dopo le dimissioni, la sua posizione politica non cambia. Fino a novembre non si alza più per parlare in parlamento e si concentra quasi esclusivamente sul lavoro privato: «Fo una vita di professione, alla quale rubo le ore del bagno, del cibo, del sonno. Leggo i giornali per abitudine»³³, confessa a proposito della sua estate a Napoli. Nonostante l'ostentata stanchezza per il mondo politico, Cesare Correnti, contando su una lunga conoscenza dell'uomo, intuisce il significato del suo comportamento:

²⁶ Lettera a Damiani, 1 dicembre 1879, G. Astuto (a cura di), *Crispi e Damiani. Carteggio 1876-1899*, Catania, E. Leone, 1984.

²⁷ Lettera a Primo Levi, 16 gennaio 1879, ACS, Palumbo Cardella, b. 5, fasc. 80.

²⁸ Lettera a Damiani, 3 novembre 1879, G. Astuto (a cura di), *Crispi e Damiani*, cit.

²⁹ Tornata del 15 marzo 1880, in F. Crispi, *Discorsi Parlamentari di Francesco Crispi*, cit., p. 402.

³⁰ Lettera a Damiani, 26 dicembre 1879, ACS, Abele Damiani, b. 1.

³¹ C. Duggan, *Creare la nazione*, cit., p. 479.

³² Lettera a Damiani, 14 giugno 1880, ACS, Abele Damiani, b. 1.

³³ Lettera a Damiani, 19 agosto 1880, G. Astuto (a cura di), *Crispi e Damiani*, cit.

Tu giuochi un gioco disperato; [...]. E sarai tu, Francesco Crispi, che dirai all'Italia: o lasciamiti governare, o ricadi in braccio ad un'oligarchia imponente, contro la quale io susciterò poi i furori d'un'opposizione sviata dall'orbita legale e già fin d'ora declinante a guerra civile? Crispi! Tu credi d'aver il tatto e l'ardimento politico e confondi l'audacia con la forza³⁴.

Tutt'altro che conclusa, la sua carriera trae nuovo slancio con le elezioni del 1882 che sanciscono la vittoria della politica trasformista di Depretis, il quale egli ormai considera fonte di «disistima di tutto ciò che è sacro e buono»³⁵. Crispi si rimette più attivamente nel gioco politico e partecipa con Zanardelli, Baccarini, Cairoli e Nicotera alla nascita della Pentarchia che ha come duplice obiettivo il «rilancio di una politica coerentemente di sinistra» e la «ricostituzione di un sistema autenticamente bipartitico»³⁶. La collaborazione con gli altri deputati dissidenti, rivelatasi in poco tempo complicata a causa delle diverse posizioni su questioni specifiche e per l'impossibilità di far dialogare «il tronco settentrionale e quello meridionale»³⁷, non impedisce a Crispi di far uso di «intonazioni personalistiche», mostrandosi in diverse occasioni³⁸ «poco pentarchico ma molto crispino»³⁹. Nel frattempo «La Riforma» prosegue senza posa la lotta al trasformismo. I giorni della Sinistra, si scrive, sono ormai lontani, il parlamento è inerme, il governo è guidato «dalla onnipotenza artificiale di una consorte», nella vita politica «non più ideali, e quasi nemmeno più interessi»⁴⁰. Dall'autunno si ripetono i titoli *Come stiamo*, *Ci vogliono i fatti* e *Contro l'ozio*⁴¹ e si seguono passo dopo passo i preparativi della Pentarchia, la riunione «degli uomini di buona volontà»⁴². Mentre la lotta politica si accende, l'immagine pubblica di Crispi inizia a definirsi, a fare eco, a trovare terreno fertile fuori dalla Camera, anche se, per ora, i consensi sono maggiori al Sud dove viene rieletto nel 1880 e nel 1882⁴³. La sua battaglia alla Camera per lo scrutinio di lista e per l'allargamento del suffragio, la sua posizione morale di deputato lontano da coalizioni, compromessi e logiche di gruppo, lo rendono, proprio come egli desidera, più vicino all'opinione pubblica. Nel 1880 Giovanni Bovio, pubblicando la seconda edizione di *Uomini*

³⁴ Lettera di Correnti a Crispi, 6 giugno 1880, F. Crispi, *Carteggi politici inediti di Francesco Crispi*, cit.

³⁵ Lettera a Levi, 10 luglio 1879, ACS, Palumbo Cardella, b. 5, fasc. 80.

³⁶ G. Boccaccini, *La pentarchia e l'opposizione al trasformismo*, Milano, Giuffrè, 1971, p. 2.

³⁷ Ivi, p. 127.

³⁸ In particolar modo rispetto alla questione agraria e alla politica estera.

³⁹ G. Boccaccini, *La pentarchia e l'opposizione al trasformismo*, cit., p. 128.

⁴⁰ *Vacanze e trasformismo*, «La Riforma», 17 marzo 1883.

⁴¹ «La Riforma» rispettivamente 10 settembre, 20 settembre e 4 novembre 1883.

⁴² Così scrive Crispi in una lettera a De Luca pubblicata in *Crispi il clericalismo e la Sinistra*, «La Riforma», 27 ottobre 1883.

⁴³ Nel corso della campagna elettorale del 1880 viene bersagliato dalla stampa settentrionale ed eletto «a stento a Tricarico ed a Palermo», scegliendo il collegio di Palermo. V. Riccio, *F. Crispi: profilo e appunti*, cit., p. 129.

e tempi, che egli stesso definisce «un'operetta [...] ordinata a spiegare i principali fenomeni politici dell'ultimo ventennio» in cui trovano posto «soltanto quegli uomini che politicamente rappresentano una idea o la gradazione di una idea»⁴⁴, si riferisce a Crispi come a «l'intelletto di più radicale e di più larga riforma»⁴⁵ all'interno della Camera. Nel 1883 lo scrittore e giornalista Giuseppe Faldella lo definisce «instancabile ed ostinato nei suoi propositi»⁴⁶ e ne elogia le «virtù catoniane»⁴⁷. Si ripropone un Crispi già descritto da Petruccelli Della Gattina come il deputato «stringente negli argomenti», «laborioso» e dotato di coraggio in parlamento⁴⁸. La stampa nazionale lo ritrae «positivo, energico, chiaro nelle idee, preciso nelle risoluzioni», «battagliero indefesso» e «uomo tutto d'un pezzo, [...] che non ammette transazione alcuna o accomodamento»⁴⁹. Proprio in virtù della sua rettitudine morale e del suo radicalismo politico egli è da molti considerato la «testa forte»⁵⁰, il «Corifeo della Sinistra»⁵¹.

Anche oltre il perimetro del mondo politico e intellettuale, l'immagine è ben accolta: nel 1880 in occasione della campagna elettorale, di cui egli denuncia le manovre illecite del governo «senza pudore e senza decoro»⁵², il deputato riceve diverse lettere da privati cittadini che si rivolgono a lui per rivelare misfatti locali a opera di prefetti, sotto-prefetti e funzionari di pubblica sicurezza. Il 2 giugno Antonio Grandis, maestro di Pordenone, gli scrive:

Illustrissimo Signore!

Il Prefetto di Udine Mussi, dietro proposta del locale sindaco [...] e Commissario Carletti, mi ha sospeso dall'ufficio di maestro di questo Comune di Pordenone, perché, nelle elezioni politiche, non ho propagata la candidatura d'un deputato ministeriale. Le indegne pressioni usate dimostrano il dispotismo dell'attuale ministero⁵³.

⁴⁴ G. Bovio, *Discorso circa Uomini e tempi*, in Id., *Uomini e tempi*, cit., 1880, p. 5.

⁴⁵ Ivi, p. 101.

⁴⁶ G. Faldella, *Salita a Montecitorio (1878-1882): dai Fratelli Bandiera alla Dissidenza: cronaca di Cimbro*, cit., p. 194.

⁴⁷ Ivi, p. 200.

⁴⁸ F. Petruccelli Della Gattina, *I moribondi del Palazzo Carignano*, Milano, Perelli, 1862, p. 170.

⁴⁹ *Depretis e Crispi*, «Il Tempo», 20 novembre 1882, ACS, CC, DSPP, b. 130.

⁵⁰ La citazione è tratta da *Francesco Crispi*, «La Soluzione», 8 aprile 1883, che riporta un estratto da «La Gazzetta di Torino» dell'agosto 1876, ACS, CC, DSPP, b. 130.

⁵¹ *Galleria del buonomore. Francesco Crispi*, «Il buon umore. Giornale per tutti i gusti», s.d., MRR, b. 660, fasc. 22.

⁵² Appunto di Crispi, s.d., ACS, CC, DSPP, b. 21, fasc. 180. Cfr. Tornata del 15 marzo 1880, *Discorsi Parlamentari di Francesco Crispi*, cit.; F. Crispi, *Il movimento elettorale*, discorso tenuto in Napoli nel chiostro di Santa Maria Novella, 6 maggio 1880, *Scritti e discorsi politici (1849-1890)*, cit.; Id., *Le ragioni della crisi parlamentare*, discorso tenuto nella Sala della società democratica di Palermo, 9 maggio 1880, ivi; Id., *Il malgoverno e I nostri doveri*, discorso tenuto nell'aula del Consiglio comunale di Tricarico, 19 maggio 1880, ivi.

⁵³ Lettera del 2 giugno 1880, ACS, CC, DSPP, b. 21, fasc. 180.

Energia, alto sentire di sé, radicalismo di idee e forte proposito politico fanno emergere l'immagine di un Crispi che non «s'assimila»⁵⁴, capace di ergersi al di sopra degli interessi di parte.

Se ciò avviene lo si deve alla capacità di tale immagine, insistentemente riproposta, di dialogare proficuamente con umori diffusi nel paese. La sua posizione sembra infatti tradurre sul piano politico le insofferenze e le delusioni di molti rispetto al presente, che emergono quando cala «la tensione estrema»⁵⁵ delle battaglie di liberazione e che si radicalizzano negli anni Ottanta. La prima generazione successiva all'unità vive con dolore il confronto con il passato recente sentendosi immersa in una realtà ben lontana da quella immaginata nel corso del Risorgimento. La nazione, pur se emancipata dallo straniero, pare a molti continuare a vivere nel vizio e nella corruzione politica.

A ingaggiarsi con massimo ardore in questa critica delle apostasie del tempo presente e nella denuncia del parlamentarismo sono gli intellettuali e i giornalisti, di parte soprattutto democratica e dunque provenienti dalle file dei “vinti” del Risorgimento⁵⁶. Autori di riconosciuta fama come Ferdinando Petruccelli Della Gattina, Matilde Serao, Edoardo Scarfoglio, Edmondo De Amicis e più tardi Antonio Fogazzaro, Achille Bizzoni, Alfredo Oriani e Federico De Roberto traducono in prosa questa «esperienza traumatica della modernità»⁵⁷ dando vita a un genere nuovo, quello del romanzo parlamentare, la cui cifra caratteristica, «il rifiuto della politica come arte della corruzione e dell'imbroglio»⁵⁸, trova eco anche nella stampa⁵⁹. Tra gli altri, Angelo Sommaruga che fonda nel 1881 la «Cronaca Bizantina», scegliendo come motto il celebre verso carducciano «impronta Italia domandava Roma, / Bisanzio essi le han dato»⁶⁰, fa del foglio un periodico d'avanguardia letteraria, collaborando con D'Annunzio e Scarfoglio. Segue poco dopo la pubblicazione de «Le Forche Caudine», diretto da Pietro Sbarbato, e il «Nabab» che vedono la luce tra il 1884 e il

⁵⁴ In un articolo s.d. e s.t. conservato tra le sue carte si scrive: «mettetelo dove vi pare, in un Gabinetto, in un partito, in un'Assemblea, dovunque, Crispi si stacca, si alza, fa da sé, e s'isola senza accorgersene, anche quando mira o tende a tener riuniti gli altri», ACS, CC, DSPP, b. 130.

⁵⁵ F. Chabod, *Storia della politica estera italiana dal 1870 al 1896*, cit., 1971, p. 458.

⁵⁶ Cfr. A.M. Banti, *Retoriche e idiomi: l'antiparlamentarismo nell'Italia di fine Ottocento*, «Storica», n. 3, 1995, pp. 7-41.

⁵⁷ A. Di Grado, *Federico De Roberto e la “scuola antropologica”. Positivismo, verismo, leopardismo*, Bologna, Pàtron, 1982, p. 25.

⁵⁸ A.M. Banti, *Retoriche e idiomi: l'antiparlamentarismo italiano di fine Ottocento*, cit., p. 240.

⁵⁹ Sulle radici culturali dell'antiparlamentarismo cfr. anche: A. Asor Rosa, *La cultura*, in *Storia d'Italia*, vol. IV: *Dall'Unità ad oggi*, t. II, Torino, Einaudi, 1975; S. Tabacchi, *Il Parlamento del Regno d'Italia: rinnovamento storiografico e percorsi di ricerca*, «Memoria e Ricerca», n. 27, 2008, pp. 145-168; A. Arisi Rota, *1869: il Risorgimento alla deriva. Affari e politica nel caso Lobbia*, cit. Sul romanzo parlamentare, cfr. C. A. Madrignani, *Rosso e nero a Montecitorio. Il romanzo parlamentare della Nuova Italia (1861-1901)*, Firenze, Le Monnier, 1980.

⁶⁰ G. Carducci, *Per Vincenzo Caldesi, Giambi ed Epodi*, ora in P. Gibellini (a cura di), *Carducci tutte le poesie*, Roma, Newton e Compton, 2010.

1885⁶¹. Nonostante la loro breve vita le testate del Sommaruga, distintesi per «il piglio del fustigatore sorretto da una sicura coscienza, sdegnoso dei compromessi e delle meschinità clientelari»⁶², raggiungono in poco tempo le 150.000 copie, «la più grossa tiratura registrata in Italia»⁶³, segno che la polemica e il malcontento contro la mala politica godono di una buona risposta da parte dell'opinione pubblica.

Crispi, che partecipa sinceramente alla sensazione di disillusione rispetto al presente e percepisce con dolore «il disordine intellettuale e morale»⁶⁴ causato dai «*bizantini*»⁶⁵ al potere, colpevoli del «colera politico [...] più difficile a guarirsi in Italia del colera *morbus*»⁶⁶, non ripiega nel solo ricordo del passato, sentendo che vi è ancora una possibilità di riscossa per la nazione. A Cesare Correnti, che con lui condivide la sensazione del “naufragio” dell'Italia, come egli suole definirlo⁶⁷, scrive: «Lasciamo i morti, e pensiamo ai vivi»⁶⁸. Facendosi lui stesso promotore di questo racconto pessimistico del presente e vestendo i panni «del “solitario”, dell’“incompreso” che scruta nei cieli del destino»⁶⁹, in tempi amari di «rilassatezza morale ed intellettuale»⁷⁰, dimostra di saper sfruttare il potenziale ritorno d'immagine che può derivare dalla riproposizione in chiave politica di «quel ritardo e quella insoddisfazione come segnali di crisi»⁷¹.

Così, quando alla metà degli anni Ottanta la rabbia nei confronti del governo si riaccende a seguito dell'epidemia di colera e di un'ondata di scioperi, Crispi ricompare sulle scene, cavalcando l'onda del problema sociale.

Il Crispi della questione sociale

Nel 1884 il colera devasta la città di Napoli provocando in poco tempo ottomila morti: per la prima volta dopo l'unità le condizioni di terribile miseria della popolazione, l'assenza di un

⁶¹ La violenta requisitoria contro Depretis costerà a Sbarbaro un processo nel settembre del 1885 e al Sommaruga la cessazione delle pubblicazioni e sei anni di reclusione, cui si sottrarrà fuggendo in Argentina. Cfr. V. Chiarenza (a cura di), *Cronaca bizantina*, Treviso, Arti grafiche Longo e Zoppelli, 1975.

⁶² Ivi, p. 13.

⁶³ V. Catronovo, *La stampa italiana dall'Unità al fascismo*, Roma-Bari, Laterza, 1973, p. 97.

⁶⁴ Lettera a Lina, 16 maggio 1881, ACS, Palumbo Cardella, b. 5.

⁶⁵ Lettera a Damiani, 28 giugno 1878, G. Astuto (a cura di), *Crispi e Damiani*, cit.

⁶⁶ Lettera a Baccelli, 28 ottobre 1885, *Carteggi politici inediti di Francesco Crispi*, cit.

⁶⁷ Tra le carte Correnti conservate al MRM si contano decine di appunti relativi ai «naufragi della Patria» in cui egli ripercorre ossessivamente i passi del processo di unificazione fino ad arrivare agli anni Ottanta che Correnti definisce della «palinogenesi mancata» a causa di una generazione di «vecchi», in cui sono «più vecchi i giovani dei vecchi». Cfr. Appunto s.d., MRM, Carte Cesare Correnti, fasc. 70.

⁶⁸ Lettera a Correnti, 11 settembre 1887, MRM, Carte Cesare Correnti, b. 135.

⁶⁹ S. Lanaro, *L'Italia Nuova*, cit., p. 153.

⁷⁰ Lettera a Lina, 27 maggio 1881, ACS, Palumbo Cardella, b. 5.

⁷¹ F. Cammarano, *Crisi politica e politica della crisi: Italia e Gran Bretagna 1880-1925*, in P. Pombeni (a cura di), *Crisi, legittimazione, consenso*, cit., p. 86.

sistema di approvvigionamento idrico e di fognature adeguato nonché di una legislazione igienica efficace si impongono all'attenzione dell'opinione pubblica «attraverso gli articoli degli inviati dei giornali e i resoconti di decine e decine di letterati»⁷². Dopo un parziale miglioramento, nel 1885 la situazione si complica ulteriormente per il susseguirsi nel giro di pochi mesi di una serie di scioperi in Lombardia e di una nuova ondata di colera che devasta Palermo. «La Riforma» coglie l'occasione per sferrare un duro colpo al governo: già nel 1884 lo aveva sovente accusato di «inerzia» e «inscienza in fatto di sanità»⁷³ ma quando scoppiano i disordini i toni si fanno apocalittici. Si descrivono le disastrose condizioni di vita delle campagne⁷⁴, paventando la possibilità che i contadini siano condotti ad «eccessi tutti nuovi»⁷⁵:

Le campagne si devastano in modo strano. I contadini si agglomerano la sera nelle osterie, ed usciti mezzi ubriachi scorrono le strade minacciando i proprietari, si fermano alle loro abitazioni e le tempestano di massi⁷⁶.

Per risolvere una situazione tale da «spiegare e da giustificare [...] gli scioperi agrarii, assai meglio che tutti i calcoli e le contestazioni sulle giornate di lavoro»⁷⁷, si scrive, sono necessarie dazi, convenzioni di navigazioni e trattati sulla pesca nel Mediterraneo a protezione dell'economia in crisi. Sull'onda dei disordini, nel febbraio dell'anno successivo il progetto legislativo sugli scioperi arriva alla Camera: a quel punto «La Riforma» si dice insoddisfatta da un decreto repressivo e inefficace e chiede di tornare al progetto originario, che era stato presentato da Crispi «nel breve ed occupatissimo periodo del suo governo»⁷⁸.

A inizio settembre, mentre ancora gli scioperi non si sono placati, il colera si diffonde nelle isole decimando la popolazione: il giornale batte sulla lentezza dei provvedimenti governativi, in particolare sulla proclamazione delle quarantene, che lasciano l'isola in un clima di «disordine e anarchia» dimostrando che dall'esperienza del 1884 «nulla s'è appreso, nulla s'è preparato, nulla s'è concretato, nemmeno nelle idee»⁷⁹. La Sicilia è alla deriva, si scrive, i palermitani, mossi da antiche superstizioni, creano cordoni per impedire l'accesso ai presunti untori e agli avvelenatori inviati dal governo⁸⁰, che perde di giorno in giorno credibilità:

⁷² E. Tognotti, *Il mostro asiatico. Storia del colera in Italia*, Roma-Bari, Laterza, 2000, p. 252.

⁷³ *La conferenza sanitaria e l'igiene italiana*, «La Riforma», 16 maggio 1885; cfr. anche *L'autorità sanitaria*, «La Riforma», 14 settembre 1885; *Alla difesa della salute*, «La Riforma», 13 ottobre 1886.

⁷⁴ *Come si vive e come si muore a Milano*, «La Riforma», 11 agosto 1885; *Come vive il contadino italiano*, «La Riforma», 16 agosto 1885.

⁷⁵ *L'anarchismo in Spagna e in Italia*, «La Riforma», 5 marzo 1883.

⁷⁶ *Gli scioperi in Lombardia*, «La Riforma», 14 luglio 1885.

⁷⁷ *La guerra ai contadini*, «La Riforma», 4 agosto 1885.

⁷⁸ *Gli scioperi e l'on. Crispi*, «La Riforma», 20 febbraio 1886.

⁷⁹ *Disordine e anarchia*, «La Riforma», 12 settembre 1885.

⁸⁰ Cfr. E. Tognotti, *Il mostro asiatico*, cit.

Se adunque persino Perpetua si sentiva in diritto di rimproverare Don Abbondio, quanto maggior diritto non hanno ora gl'italiani di rimproverare il Governo?⁸¹

A quel punto, la scena è pronta per il rientro di Crispi. Il deputato, che si trova sul continente, vive giorni concitati: è adirato per la proclamazione delle contumacie⁸² e per l'assenza di un piano del governo che assicuri l'arrivo dei beni primari nell'isola. A metà settembre scrive al sindaco di Palermo pregandolo di permettergli la partenza, poiché sente che la «cittadinanza desidera»⁸³ e incalza Depretis chiedendo una nave da guerra per imbarcarsi⁸⁴. Alla fine riesce nel suo intento: il 17 settembre annuncia alla moglie la prossima partenza insieme a Primo Levi e il 21 salpa per la Sicilia.

Il direttore de «La Riforma» segue Crispi con un preciso scopo: dall'isola si occuperà di scrivere più di trenta corrispondenze per la prima pagina del giornale proponendo ai lettori il dipinto fosco di un paese abbandonato nell'anarchia e nell'ignoranza da un governo assente, mentre il colera miete vittime nelle borgate buie, a causa dell'assenza di acqua e delle più basilari norme igieniche⁸⁵. Levi pone il suo talento di scrittore al servizio dell'informazione pubblica facendo delle corrispondenze da Palermo un romanzo a puntate estremamente accattivante. A far fronte a tale situazione apocalittica, scrive il direttore, intervengono Enrico Albanese, Palumbo Cardella e Crispi, che, dimostrando spirito umanitario e capacità di gestione dello stato d'emergenza, si occupano dell'ordinamento sanitario dell'isola cui il governo ha rinunciato. L'opera del deputato viene riportata con minuzia di particolari, sin dal suo arrivo, quando Crispi stabilisce «i più opportuni provvedimenti a combattere il morbo e a vincere le superstiziose resistenze del popolo terrorizzato», organizza un ricovero per gli orfani colerosi, un comitato di soccorso di signore e provvede ai bisognosi ingaggiandoli in lavori di abbattimento di edifici inagibili e nella costruzione dell'orfanotrofio. Lo spirito pubblico pare «alquanto sollevato»⁸⁶, gli operai lo accolgono «colle più calorose manifestazioni d'affetto e di venerazione», l'assistenza ai

⁸¹ *Don Abbondio*, «La Riforma», 16 settembre 1885. Cfr. anche *Plebiscito di biasimo*, «La Riforma», 12 settembre 1885.

⁸² Scrive a Lina il 14 settembre: «Giustamente perché sono operoso non voglio immobilizzarmi sette giorni nel porto di Augusta. Sono d'ottima salute in un paese sano potrei trovare nel luogo della contumacia un coleroso e farvi la fine del minchione», ACS, CC, DSPP, b. 24, fasc. 211.

⁸³ Telegramma al Sindaco di Palermo, 12 settembre 1885, ivi.

⁸⁴ Cfr. ivi.

⁸⁵ A titolo di esempio: *Dove si abita*, «La Riforma», 4 novembre 1885; *Cosa si mangia*, «La Riforma», 5 novembre 1885; *Come si vive*, «La Riforma», 10 novembre 1885.

⁸⁶ *Da Palermo. Il colera*, «La Riforma», 21-22 settembre 1885.

colerosi, «dopo l'ordinamento e l'impulso stati dati dall'on. Crispi», scrive Levi, è «sempre pronta ed efficacissima»⁸⁷.

Le corrispondenze de «La Riforma» non cadono nel vuoto: diversi deputati si rivolgono a Crispi per ringraziarlo dell'«eroica missione»⁸⁸ siciliana, che pare rinnovare l'impegno dei giorni della spedizione⁸⁹. Jacopo Comin, direttore de «Il Pungolo» di Napoli, lo invita a disporre del «giornale come cosa sua»⁹⁰, altri lo contattano desiderosi di seguire il suo esempio e imbarcarsi. Ma Crispi risponde con fermezza: il morbo sta rientrando, ogni aiuto risulterebbe inutile, la popolazione ha bisogno di qualcuno che comprenda e parli il suo dialetto. Quando Felice Cavallotti insiste nel suo intento, il siciliano tuona: «Non comprendo ostinazione di cotesti signori, ove il loro viaggio non abbia scopo politico e di politica questo non è tempo»⁹¹. Dalla fermezza con cui numerose volte rifiuta l'aiuto e scoraggia le partenze, sembra quasi che non voglia condividere la scena con altri, rendendo così il suo contributo un esempio inimitato di generosità umanitaria.

Dopo due mesi la fase acuta del morbo è rientrata e Levi torna sul continente, ricevendo il plauso della stampa per aver «coadiuvato la direzione sanitaria e l'orfanatrofio per gli orfani di colera» e per aver raccontato l'«opera più coscienziosa, più veritiera, più simpatica [...] a tutela degli interessi e del buon nome della città di Palermo». Crispi rientra poco dopo, trattenuto da questioni burocratiche e, scrive la stampa siciliana, «non stanco ancora di tanti lavori e di tanti sacrifici»⁹². Il 10 gennaio dell'anno successivo il re gli invia una medaglia di ringraziamento «per essersi reso in modo eminente benemerito della pubblica salute durante la recente invasione colerica»⁹³.

L'esperienza di Palermo e la presenza di Levi sull'isola contribuiscono in maniera sostanziale ad aumentare la popolarità di Crispi. Dopo le catastrofiche esperienze del biennio 1884-1886, in molti iniziano a chiedere una gestione più salda del potere, che il siciliano pare incarnare. Il 4 marzo del 1886 durante la discussione sul bilancio il deputato tuona contro il governo:

Mettete un uomo energico là; ma non l'uomo che piega, che cede; non l'uomo che, per farsi una maggioranza, ha bisogno di beneficiare i deputati i quali alla loro volta devono beneficiare gli elettori; l'uomo con un programma sicuro, attorno al quale si riuniscano uomini sicuri e convinti;

⁸⁷ *Telegrammi particolari della Riforma*, «La Riforma», 25 settembre 1885.

⁸⁸ Così Scipione Ronchetti, 4 ottobre 1885, ACS, CC, DSPP, b. 24, fasc. 211.

⁸⁹ «Strappaste Palermo ai Borboni la salverete dal delirio del dolore» scrivono “amjci” da Siena, 20 settembre 1885, *ivi*.

⁹⁰ Telegramma di Comin a Crispi, 22 settembre 1885, *ivi*.

⁹¹ Telegramma a Nicotera, 24 settembre 1884, *ivi*.

⁹² *A Palermo grato animo*, «La Riforma», 22 novembre 1885.

⁹³ Comunicazione di Depretis a Crispi, 15 gennaio 1886, ACS, CC, DSPP, b. 26, fasc. 211.

ed allora, signori, potrete sperare che questi sette popoli decrepiti e viziati dal dispotismo divengano popoli seri e virtuosi⁹⁴.

Dall'inizio di quell'anno, «La Riforma» prepara il terreno per la campagna elettorale insistendo sulla debolezza del governo con titoli come *La corda è spezzata*⁹⁵, *L'anemia parlamentare*⁹⁶ e *I pericoli della noia*⁹⁷. Di contro, Crispi si presenta alla Camera e all'opinione pubblica adottando «una posizione olimpica» e offre «se stesso alla nazione»⁹⁸ con la proposta di un governo «veramente nazionale, non più di nome soltanto, ma di idee e di fatto»⁹⁹. Forte della sua posizione, cerca inizialmente un contatto coi dissidenti di Rudinì e presenta il suo programma come «l'indice del gran volume della questione sociale»¹⁰⁰. Quando inizia la campagna elettorale, il quotidiano crispino riporta per intero i testi dei suoi discorsi e i commenti della stampa, insistendo sull'immensa aspettazione degli elettori, sull'«entusiastica ovazione» che accompagna il passaggio del deputato «nei corridoi, sulle scale e nella piazza»¹⁰¹. Da Roma, Levi lo segue passo passo preparando e consigliando le mosse politiche:

In quanto al discorso, Ella sa benissimo come e quanto sia atteso, e come, nell'attenderlo, siano aumentate in questi giorni le simpatie per Lei, anzitutto dei radicali ragionevoli, che troveremo sempre disposti a seguirci, quando noi non li respingiamo, il che non dovremmo per noi; poi, anche di molti coloro che sentono, a un tempo, la necessità di progredire e quella di una mano forte per non precipitare. Direi – se io potessi esprimere il mio parere – che il discorso dovrebbe essere più liberale di un repubblicano e più severo di un ortodosso – ma liberale anzi tutto, perché la severità non la disconoscono in Lei nemmeno i bigotti delle istituzioni. Italiano poi, è sottointeso, ma in nome di una Sicilia capace di farsi sentire. (Mi raccomando di non urtar Bismarck). La Stefani è tutta a sua disposizione. Desidererà però essere informata a tempo del giorno del discorso, per poter dare le opportune disposizioni¹⁰².

Scritto e revisionato il discorso, Crispi va in scena preoccupandosi della riuscita della *performance*, cui tiene massimamente, e adirandosi quando sente di non essere stato all'altezza del compito. Da Palermo, scrive alla moglie:

⁹⁴ Tornata del 4 marzo 1886, *Discorsi Parlamentari di Francesco Crispi*, cit., p. 786.

⁹⁵ «La Riforma», 21 dicembre 1885.

⁹⁶ «La Riforma», 27 marzo 1886.

⁹⁷ «La Riforma», 6 marzo 1886.

⁹⁸ C. Duggan, *Creare la Nazione*, cit., p. 557.

⁹⁹ *Il partito nazionale nelle elezioni*, «La Riforma», 1 aprile 1886.

¹⁰⁰ *L'on. Crispi e gli operai*, «La Riforma», 17 maggio 1886.

¹⁰¹ *Ultimo Corriere*, «La Riforma», 20 maggio 1886.

¹⁰² Lettera di Levi a Crispi, 8 maggio 1886, ACS, CC, DSPP, b. 25, fasc. 215.

Ieri fu una pessima giornata! Tutti dissero, che io parlai magnificamente bene, che parlai da uomo di stato, Io so, che parlai male, non per le idee, perché queste furono quali dovevano essere, ma per l'animo, pel colorito, che mancarono affatto. Fui freddo come un ghiaccio, misurato, senza una frase di effetto, senza un concetto che poteva scuotere¹⁰³.

L'entusiasmo contagia i suoi più stretti collaboratori e amici: «si rammenti che il nostro cuore, in questi giorni, batte a Palermo»¹⁰⁴, «non abbiamo altra luce che lei»¹⁰⁵ gli scrive Levi, mentre da associazioni e leghe operaie arrivano telegrammi di adesione «a danno di chi seppe gettare la patria nostra nel lutto e nella desolazione»¹⁰⁶. Qualcuno chiede il suo ritratto in dono¹⁰⁷, in molti salutano «il precursore dei tempi nuovi»¹⁰⁸, «uno dei più strenui campioni della democrazia italiana»¹⁰⁹ in un momento in cui l'Italia «non trova altro faro»¹¹⁰. A l'«universale lamento di cattivo governo»¹¹¹ si uniscono le voci di alcuni privati cittadini tra cui più numerosi sono quelli di Caltanissetta che denunciano le pressioni e le intimidazioni del prefetto durante la campagna elettorale alla «sola persona che può, se pure ne è in tempo, salvare le istituzioni»¹¹².

Il 21 maggio «La Riforma» assesta l'ultimo colpo a Depretis con l'articolo *Due uomini – due discorsi* nel quale si comparano i luoghi scelti dai deputati per l'orazione: «l'uno alla luce del sole in un immenso teatro, dinnanzi a migliaia di cittadini di ogni classe», l'altro «in una sala particolare, dinnanzi ad un pubblico limitatissimo». La differenza che ne emerge, si argomenta, è il frutto di un modo diverso di guardare alla gestione della cosa pubblica: Crispi infatti, pur se investito di minori responsabilità, «si espone[va] al massimo rischio, adempiendo, nella più ampia forma, al suo obbligo di rappresentante la Nazione» mentre l'altro rifugge «le moltitudini»¹¹³. Non solo. Parlando a un vasto e variegato uditorio Crispi dimostra di saper rendere i suoi pensieri «istantaneamente popolari» attraverso delle scelte lessicali capaci di arrivare a tutti i presenti. Nonostante ciò, il discorso di Depretis, conclude il giornale, pare «uscire lentamente, stentatamente dalla bocca dell'illustre uomo»¹¹⁴ mentre

¹⁰³ Lettera a Lina, 20 maggio 1886, ACS, PC, b. 5.

¹⁰⁴ Lettera di Levi a Crispi, 8 maggio 1886, ACS, CC, DSPP, b. 25, fasc. 215.

¹⁰⁵ Lettera di Levi a Crispi, 9 maggio 1886, ivi.

¹⁰⁶ Lettera a Crispi dalla Società Agricola di Mutuo Soccorso Sezione di Partanna, Mondello e sue adiacenze, 13 maggio 1886, ivi.

¹⁰⁷ Telegramma della Società operai di Milazzo, 2 giugno 1886, ivi.

¹⁰⁸ Così gli studenti radicali di Roma in un telegramma a Crispi, 16 maggio 1886, ivi.

¹⁰⁹ Lettera a Crispi dalla Lega Operaia Morrealese, Società di Mutua Assistenza, 24 maggio 1886, ivi.

¹¹⁰ Lettera a Crispi dal Casino della Società Agricola Giorgio Scanderbeg di Palazzo Adriano, 25 maggio 1886, ivi.

¹¹¹ Telegramma del magistrato Pasquale Patti a Crispi, 21 maggio 1886, ivi.

¹¹² Vincenzo Rioto a Crispi, 30 maggio 1886, ivi.

¹¹³ Depretis tiene il suo discorso in una sala del Campidoglio.

¹¹⁴ *Due uomini – due discorsi*, «La Riforma», 21 maggio 1886.

Crispi, «ispirato come profeta della nova rigenerazione», sa creare nel teatro affollato un «effetto magico»¹¹⁵.

I risultati della campagna segnano un indebolimento della maggioranza governativa mentre il siciliano viene rieletto a Palermo, nonostante, scrive a Lina, «le violenze, le falsità, [...] le intimidazioni»¹¹⁶ dello scontro elettorale. Crispi appare a molti come il politico «più intonato ai tempi»¹¹⁷, «l'uomo di stato» che «fa gli interessi del suo paese»¹¹⁸ invocando le riforme e la grandezza internazionale: una figura titanica, l'«*Uomo*»¹¹⁹ in un'età di uomini.

L'*engagement* nella questione sociale ha dato i suoi frutti, ponendo le basi del mito. La scelta di insistere su tale elemento non è casuale: è stato notato infatti come

in corrispondenza con l'allargamento del suffragio, con l'accendersi delle rivendicazioni sociali e con l'intensificarsi delle prerogative statuali, l'autolegittimazione dei candidati non poteva più richiamarsi alle sole gesta del passato risorgimentale, ma, semmai, si connetteva maggiormente alla capacità della classe politica di offrire risposte concrete ai problemi del momento disegnando, allo stesso tempo, nuove, future prospettive per un popolo «in costruzione»¹²⁰.

D'altra parte però, chi come Crispi ha partecipato personalmente al processo di unificazione non può rinunciare al fattore di legittimazione assicurato dal «ricorso martellante alla storia appena lasciata»¹²¹ e, dunque, al ricordo dell'impresa risorgimentale.

L'ultimo titano del Risorgimento

Crispi, consapevole di quanto potente sia la legittimazione assicurata dalla partecipazione all'epopea garibaldina, si dimostra abile nel richiamare l'episodio, al contempo della sua vita individuale e di quella nazionale, a seconda delle contingenze. Riflettendo sull'orazione da pronunciare in occasione delle feste per la spedizione dei Mille a Palermo del 1885 e volendo evitare di sollevare polveroni, scrive a un amico:

¹¹⁵ L'on. Crispi e gli operai, «La Riforma», 17 maggio 1886.

¹¹⁶ Lettera a Lina, 24 maggio, 1886, ACS, CC, DSPP, b. 25, fasc. 215.

¹¹⁷ M. Isnenghi, *Storia d'Italia: i fatti e le percezioni dal Risorgimento alla società dello spettacolo*, Roma-Bari, Laterza, 2011, p. 113.

¹¹⁸ Tornata dell'8 dicembre 1881, F. Crispi, *Discorsi Parlamentari di Francesco Crispi*, cit., p. 529-30.

¹¹⁹ Così scrive il conte di Robilant, il quale più volte invoca una soluzione forte alla crisi politica; Lettera a Corti, 11 aprile 1887, cit. in F. Chabod, *Storia della politica estera italiana dal 1870 al 1896*, cit., nota 2243.

¹²⁰ A. Arisi Rota, M. Ferrari, M. Morandi (a cura di), *Patrioti si diventa. Luoghi e linguaggi di pedagogia patriottica nell'Italia unita*, cit., p. 138.

¹²¹ U. Levra, *Fare gli italiani*, cit., p. 302.

Non ho scritto ancora una linea del mio discorso per la commemorazione patriottica del 27 maggio; e temo che non avrò tempo a scriverlo. La mia posizione è delicata. Non posso parlare della spedizione, perché dovrei parlare di me. Dovrò dunque toccare un argomento, o argomenti, nei quali il mio individuo non appaia quale protagonista, ed anche quale gregario della omerica impresa¹²².

D'altra parte, ogni qualvolta l'occasione appare favorevole, egli torna al Risorgimento. Alla Camera, il richiamo del passato costituisce uno strumento retorico efficace per difendersi dalle accuse: «Bisogna che coloro i quali mi interrompono nulla abbiano fatto per il paese e che al 1848 e al 1860 non abbiano provato i guai onde fummo colpiti»¹²³, tuona all'onorevole Marcora nel 1878 e, anche, per indebolire la posizione degli avversari più accaniti, come Bonghi, al quale risponde: «Ridevate anche quando il 4 maggio 1860 siamo partiti da Quarto; ma siamo arrivati a Marsala, e poscia vittoriosi sino a Palermo»¹²⁴.

Fuori le aule del potere, il richiamo dell'impresa dei Mille è ancora più frequente: presentandosi nei panni del secondo di Garibaldi, raccontando aneddoti e dettagli sconosciuti dei mesi di lotta, attinge a un bagaglio di memorie capace di suscitare profonda empatia e commozione. In particolar modo, il siciliano si autopropone, coadiuvato da «La Riforma», come il maggior fautore della «dittatura legislatrice» di Garibaldi, esempio di governo «libero e liberale, provvido, giusto, previdente e fecondatore», «documento immortale della sapienza politica e civile di coloro che avevano, non solo braccio e cuore per combattere, ma mente per pensare e volontà per compiere»¹²⁵. Secondo tale interpretazione, quell'episodio costituisce la prova più alta «del suo senno e della elevatezza e sapienza della sua mente», la dimostrazione che «in quei giorni fatali era il Genio della patria che pensava e che agiva»¹²⁶.

L'immagine gode di una vasta ricezione: in occasione del suo discorso al teatro Brunetti di Bologna il presidente del Circolo Vittorio Emanuele così lo introduce di fronte a «un auditorio imponente»¹²⁷:

Ognuno in Italia, in Europa, appena colto, lo conosce: sin dai primordi della nostra rivoluzione noi troviamo il suo nome connesso ai fasti più grandi della nostra storia. Soldato, ufficiale, legislatore, giurista, deputato, ministro, uomo di stato onestissimo ovunque noi lo troviamo primo fra i primi – oltre a ciò compagno e amicissimo del Grande Eroe. [...]. Io

¹²² Lettera a Cardella, 15 gennaio 1885, ACS, Palumbo Cardella, b. 8.

¹²³ Tornata del 7 dicembre 1878, F. Crispi, *Discorsi Parlamentari di Francesco Crispi*, cit., p. 322.

¹²⁴ Tornata del 17 marzo 1879, ivi, p. 355.

¹²⁵ *La dittatura legislatrice*, «La Riforma», 27 maggio 1885.

¹²⁶ *Quel che si deve fare*, «La Riforma», 29 maggio 1885.

¹²⁷ «La Riforma» parla di cinquemila persone.

perciò credo di poter essere nel giusto asserendo che niuno uomo più di *Francesco Crispi* è degno commemoratore di *Giuseppe Garibaldi*, di colui che ha un posto nel cuore di tutti, che è scritto nella più bella pagina della storia d'Italia, che ha dato al mondo una leggenda¹²⁸.

I quotidiani nazionali seguono il passo, descrivendolo «vecchio d'età ma pieno di vigor e di fibra» e elogiando la sua orazione che, si scrive su «La Patria», «ha l'eleganza della forma, la precisione del contesto, l'abilità sintattica del parlatore e certi schizzi incisivi, pittorici»¹²⁹. Nel 1885 in occasione dell'anniversario dell'entrata dei Mille in Palermo, Crispi, scrive «La Riforma», «è fatto segno a continue dimostrazioni di ammirazione e di rispetto», omaggiato dagli stessi superstiti che «chiedono di lui, tutto lo vogliono vedere, tutti gli vogliono parlare» mentre le donne urlano e piangono alla vista di «quelli che entrarono con Garibaldi»¹³⁰. Il momento del suo ingresso e della sua orazione sono così descritti:

Penetrare dentro il teatro riesce un po' penoso per la ressa di gente con o senza biglietti. Al tocco si dà il segnale di far entrare – in pochi minuti il teatro si riempie. [...]. Alle 2 pomeridiane non vi è un posto vuoto. Le gradinate occupate da gente stretta pigiata – affollati i palchi in cui si notano molte eleganti signore – affollati i posti distinti, platea, il palcoscenico. Non vi sta una sola persona di più e molti sono costretti a ritornare indietro. L'effetto è bellissimo, quel popolo così pigiato dà la misura della affettuosa premura con cui è accorso per ascoltare chi nella spedizione dei Mille e nell'ordinamento del nuovo governo ebbe parte così completa. Alle 2 e 10 minuti l'on. Crispi, fregiato della medaglia dei Mille, compare sul palcoscenico e si fa al tavolo preparato. Al suo apparire la musica intona l'inno garibaldino e tutto il teatro levato in piedi prorompe in applausi fragorosi, prolungati, che si ripetono per alcuni minuti. Si grida *Viva Crispi* e si gettano sul palcoscenico dei fiori. Lo spettacolo di più di ottomila persone levate in piedi, le signore comprese, che applaudono così freneticamente, è stupendo e imponente. L'on. Crispi era visibilmente commosso. Ristabilito poco dopo il silenzio, egli incominciò a parlare fra la più viva e religiosa attenzione. [...] L'oratore parlò 40 minuti condensando in tempo così breve la materia per un discorso di due ore. Questo sistema così sintetico, che è caratteristico nei discorsi dell'onorevole Crispi ed è proprio della pronta concezione della sua mente, rende l'odierno ancora più pregevole. [...] L'on. Crispi è poi fatto segno a continue testimonianze di ammirazione e di gratitudine. Egli ha ricevuto un gran numero di telegrammi da ogni parte d'Italia, ricordanti la parte da lui presa nel '60¹³¹.

Il mondo associazionistico si intona con quello politico: negli anni Ottanta Crispi viene nominato presidente onorario per acclamazione da circoli di stampo patriottico e invitato a

¹²⁸ *Garibaldi soldato e legislatore*, «La Riforma», 4 giugno 1884.

¹²⁹ S.t., «La Patria», 3 giugno 1884, cit. in ivi.

¹³⁰ *Le feste. Palermo ai Mille*, «La Riforma», 29 maggio 1885.

¹³¹ *Il discorso di Crispi*, «La Riforma», 29 maggio 1885.

celebrazioni e inaugurazioni organizzate in piccoli e grandi centri della penisola. Nei telegrammi ci si rivolge a lui come a «l'indefesso compagno di Garibaldi, il forte organizzatore dell'eroica spedizione dei Mille», riconoscendolo come «uno strenuo campione della libertà»¹³², una «celebrità vivente» e un «augusto personaggio»¹³³ della storia patria. Crispi non manca mai di rispondere, spesso aggiungendo ai ringraziamenti sintetiche riflessioni sul Risorgimento, sulla monarchia e sulla situazione presente.

Non solo. Il richiamo alla memoria del Risorgimento risulta particolarmente efficace se impiegato a sostegno della politica estera. Il deputato si era allontanato, già sul finire degli anni Settanta, dalle posizioni assunte dai governi di Sinistra: nel 1877 il suo viaggio in Europa, intrapreso con lo scopo di tastare gli umori tedeschi circa la possibilità che l'Italia restasse senza compensi nel caso in cui la guerra in Oriente si risolvesse con l'annessione austriaca di Bosnia e Erzegovina e, anche, nel tentativo di improntare un accordo tra i due Stati in funzione antifrancese, si era risolto in un disastro. Egli era andato incontro a una duplice delusione: Bismarck aveva rifiutato di muoversi senza il consenso austriaco e Depretis aveva mantenuto un atteggiamento poco chiaro e poco fermo nonostante le incitazioni di Crispi a esaudire il «desiderio della monarchia di coronare i suoi giorni con una vittoria» per donare alla nazione «una forza ed un prestigio, che in faccia al mondo gli mancano»¹³⁴. L'anno dopo, la passiva partecipazione di Luigi Corti al Congresso di Berlino aveva segnato la rottura definitiva. Abbandonate le speranze di convincere Depretis, Crispi prende dunque posizione pubblicamente. Nei discorsi parlamentari ed extraparlamentari degli anni Ottanta ritorna sulla necessità di scegliere le alleanze internazionali unicamente sulla base di interessi contingenti, rafforzando dunque i legami con gli imperi centrali e con l'Inghilterra e allontanandosi progressivamente dalla Francia. A preoccuparlo massimamente è la debolezza militare della nazione: a costo di «mangiar mezzo pane, e spendere il resto per la difesa»¹³⁵, scrive tra i suoi appunti, occorre fare di ogni italiano un cittadino soldato¹³⁶ e irrobustire l'edificio nazionale «senza porta e senza finestre ed al qual manca, all'interno, tutto ciò che costituisce i comodi della vita moderna»¹³⁷.

¹³² Società dei Reduci Garibaldini di mutuo soccorso di Torino, 20 ottobre 1882, ACS, CC, DSPP, b. 26, fasc. 221.

¹³³ Società Democratica Monarchica Progressista, San Salvatore d'Italia, 25 dicembre 1882, ivi.

¹³⁴ Lettera a Depretis, 27 agosto 1877, ACS, CC, DSPP, b. 16, fasc. 130.

¹³⁵ Appunto s.d., MRR, b. 830.

¹³⁶ «È finito il tempo del soldato mercenario, è venuto il tempo del soldato cittadino», F. Crispi, *L'unità nazionale con la monarchia*, discorso pronunciato a Palermo inaugurandosi il Circolo universitario Vittorio Emanuele, 2 aprile 1884, Id., *Scritti e discorsi politici di Francesco Crispi*, cit., p. 449.

¹³⁷ Appunto s.d., MRR, b. 668, fasc. 13.

Per legittimare le sue idee Crispi rispolvera al contempo il sogno mazziniano della missione civilizzatrice e una tradizione di pensiero fortemente antifrancese diffusa in Italia dagli anni Sessanta per cui appariva necessario emanciparsi dall'eterna gratitudine verso la nazione vicina¹³⁸ e «agire colle proprie forze, come il pupillo, il quale si sia emancipato dai vincoli del tutore»¹³⁹.

«La Riforma» amplifica la diffusione delle idee crispine riproponendole con insistenza: nel 1881, quando la Francia conduce «i legni nel porto di Cartagine»¹⁴⁰, occupando la Tunisia, il giornale interpreta la mossa come la peggior disfatta subita dall'Italia dopo il Congresso del 1878¹⁴¹: «Ah! Quell'Italia che doveva essere, non solo rispettata, ma temuta; quell'Italia di cui Vittorio Emanuele disse che era fatta, ma non compiuta, cos'è mai divenuta, per essi»¹⁴². L'invasione francese è forse l'evento di politica internazionale per cui il giornale versa più inchiostro¹⁴³, con piena soddisfazione di Crispi che scrive alla moglie: «Leggi a questi tempi la Riforma? Da parecchi giorni il tema prediletto Levi lo ha cucinato in tutte le salse, e continuerà a cucinarlo. Le notizie si aggravano»¹⁴⁴.

Come gli eventi di politica internazionale, alcuni importanti momenti politici offrono al giornale (e a Crispi) l'occasione di tornare sulla questione: in particolare, la morte del re e di Garibaldi, simboli per eccellenza del Risorgimento militare¹⁴⁵. Nel gennaio del 1878, quando Vittorio Emanuele si spegne, il foglio crispino scrive che «lo spirito del padre» avrebbe continuato a ricordare agli italiani «che l'Italia deve essere non solo rispettata, ma anche temuta»¹⁴⁶. L'immagine del re soldato, capostipite di una dinastia «non borghese, ma militare», è richiamata più volte dallo stesso Crispi per dar man forte alle sue proposte all'interno della Camera. Il 18 maggio 1883 discutendo a proposito dell'indirizzo politico del governo dice:

¹³⁸ Già Alfieri, Gioberti, Cuoco, Pisacane e Mazzini avevano espresso la necessità di separare i destini italiani dalla vicina nazione e, dopo il 1860, il filone antifrancese aveva messo d'accordo uomini profondamente diversi come Blanc, De Launay, Sella, Ricasoli e persino Garibaldi, sollevati dal «crollo dell'egemonia francese che aveva tenuta al laccio l'Italia». Cfr. F. Chabod, *Storia della politica estera italiana dal 1870 al 1896*, cit., p. 32.

¹³⁹ Tornata del 15 marzo 1880, F. Crispi, *Discorsi Parlamentari di Francesco Crispi*, cit., p. 494.

¹⁴⁰ *L'invasione della Tunisia e il diritto europeo*, «La Riforma», 15 aprile 1881.

¹⁴¹ In termini politici, lo schiaffo di Tunisi determina la caduta del governo, battuto da una mozione di Crispi: Depretis, che si trova a dover formare un nuovo Gabinetto, chiede al siciliano di unirsi ma questi rifiuta, sperando che sia arrivato il suo momento. Quando a maggio la Francia occupa Tunisi il ministero cade di nuovo e il re convoca Sella ma il tentativo fallisce, lasciando di nuovo spazio a Depretis.

¹⁴² *Tarda respiscenza*, «La Riforma», 10 maggio 1881.

¹⁴³ In giugno, Levi riscrive in diversi articoli di fondo la storia dei rapporti tra Italia e Francia a partire dal 1859 per dimostrare che, non essendo l'unificazione un risultato dell'aiuto di Napoleone III, l'Italia non potesse essere accusata per aver mantenuto la sua neutralità nel 1870. Cfr. i numeri del 1 giugno, 5 giugno, 6-7 giugno, 8 giugno, 10 giugno.

¹⁴⁴ Lettera a Lina, 18 maggio 1881, ACS, Palumbo Cardella, b. 4.

¹⁴⁵ Cfr. E. Francia (a cura di), *Il Risorgimento in armi: guerra eserciti e immaginari militari*, Milano, Unicopli, 2012.

¹⁴⁶ *Salve*, «La Riforma», 18 gennaio 1878.

«Se voi lo tenete debole questo popolo, se all'estero non gli mantenete quel prestigio che gli è dovuto, voi cospirate contro la dinastia»¹⁴⁷.

Quattro anni dopo scompare anche Garibaldi, lo stesso anno della mancata partecipazione italiana alla spedizione inglese di Alessandria, che Crispi vive come una dolorosa sconfitta¹⁴⁸.

«La Riforma» torna sullo stesso concetto: il desiderio dell'eroe, di «un'Italia forte all'interno, rispettata all'estero, libera e liberale»¹⁴⁹, rimane irrealizzato per colpa del governo e con la complicità degli italiani tutti. Sullo stesso numero si pubblica una lettera del 1849 in cui Garibaldi si lamenta con Anita di «questa ermafrodita generazione d'italiani»¹⁵⁰ e una seconda, scritta nello stesso anno, in cui il concetto è espresso ancora più esplicitamente:

Io vi narro queste cose perché non dimentichiate gli stranieri – perché i giovani non permettano più mai che lo straniero calpesti questa terra. Quantunque l'Italia sia, si può dire, integra ed unita, pure abbiamo dei vicini forti ed armati – dai quali bisogna guardarsi – ed è giusto quindi che in mezzo agli altri Stati pongasi la *Santissima Carabina*. Bisogna esercitarsi al bersaglio – bisogna istituire dei tiri a segno. Io lo dico a voi altri giovani – Quando la gioventù tutta saprà ben maneggiare la carabina – agli stranieri non verrà più nemmeno per ombra il pensiero di venire a rifarsi la villeggiatura in Italia! Raccomando dunque il tiro a segno a tutte le classi. Che i contadini vadano a messa quando vogliono – ma si ricordino di Santa carabina¹⁵¹.

Se da una parte si esortano gli italiani a un moto di orgoglio, incitandoli all'azione militare «generatrice di energia, suscitatrice di forti pensieri»¹⁵² che avrebbe portato a compimento il Risorgimento, dall'altra si insiste sulle brucianti mancanze della generazione succeduta a quella degli eroi liberatori. Anche in questo caso, la posizione di Crispi non resta isolata ma si inserisce in un coro di voci che con la sua si intonano. In quel giro di anni infatti uomini

¹⁴⁷ Tornata del 18 maggio 1883, F. Crispi, *Discorsi Parlamentari di Francesco Crispi*, cit., pp. 648-649.

¹⁴⁸ Nel 1881 in Egitto, devastato dalla grave crisi economica, aveva preso piede la protesta di stampo nazionalista guidata da Arabi Pascià facendo precipitare la situazione nel caos nell'estate dell'anno successivo. A quel punto l'Inghilterra si era decisa per un'azione violenta, bombardando Alessandria. Quando la situazione si accende, Crispi parte per l'Europa, sperando di poter inserire l'Italia nella nuova partita coloniale. Durante il viaggio scrive di politica solo a Levi, chiedendogli di girare qualche lettera a Mancini, ministro degli Esteri. Con l'intento di rimediare all'umiliazione di Tunisi, si coordina con Levi per «dare la giusta intonazione al giornale»: dopo una fase iniziale di opposizione all'Inghilterra che aveva offeso il diritto alla libertà del popolo egiziano, «La Riforma» modifica la sua posizione, chiedendo l'azione italiana in Egitto a fianco dell'Inghilterra in quanto necessaria al ristabilimento di «un governo che assicuri l'ordine all'interno e che dia garanzie all'Europa» (lettera a Primo Levi, 27 luglio 1881, ACS, CC, DSPP, b. 23, fasc. 193). Crispi vuole portare a sé l'opinione pubblica e spingere Mancini ad accordarsi ma, nonostante gli sforzi, il governo italiano declina l'invito inglese e Crispi torna pieno di rammarico e di sconcerto.

¹⁴⁹ *La mente di Garibaldi*, «La Riforma», 5 giugno 1882.

¹⁵⁰ *Il cuore di Garibaldi*, «La Riforma», 7 giugno 1882.

¹⁵¹ *Garibaldi ed Anita*, «La Riforma», 13 giugno 1882.

¹⁵² F. Chabod, *Storia della politica estera italiana dal 1870 al 1896*, cit., p. 501.

politici meridionali e provenienti dalle file della Sinistra come Rocco De Zerbi, Nicola Fabrizi, Felice Cavallotti condividono l'invocazione a «un qualche battesimo cruento» con convinti conservatori come Antonio Gallenga e il conte di Robilant e con cavouriani come Costantino Nigra, percependo con dolore e rabbia l'incerta posizione dell'Italia nella scacchiera internazionale¹⁵³. Alla voci della politica si affiancano nuovamente quelle di intellettuali «nient'affatto minoritari nel panorama dell'Italia uscita dall'unificazione» come Pasquale Turiello, Leone Carpi e Nicola Marselli¹⁵⁴ convinti che si debbano generare nuovi e forti caratteri tramite una rigida educazione militare. Non ultimo, il costituzionalista Attilio Brunialti, che Silvio Lanaro ha definito un «crispino di ferro»¹⁵⁵, pubblica negli anni Ottanta diversi contributi sulla politica estera con lo scopo di «parlare schiettamente» al paese per «contribuire a scuoterlo, a volgerne l'azione ad intenti pratici e positivi»¹⁵⁶ criticando la politica di «contraddizioni e abnegazioni» che aveva condotto il governo a perdere l'occasione in Egitto. Egli fa eco alle parole di Crispi, rielaborando così la tradizione risorgimentale:

Più di tutto, poi, ci è riuscita dannosa la timidità eccessiva, che prevale quasi sempre nella direzione dei nostri affari politici. [...] ci siamo fatti vedere rannicchiati e piccini anche là dove avremmo potuto farci valere, senza rischiare nulla, e dovuto farlo ad ogni costo. Non solo abbiamo dimenticato l'insegnamento che ci lasciarono, in circostanza difficili e anche pericolose, Vittorio Emanuele e Cavour, e le virili energie di Garibaldi e di Mazzini; ci siamo, a dirittura, impiccioliti da per tutto, per fuggire persino il pericolo di un pericolo!¹⁵⁷

Accanto a questi, vi sono poi letterati provenienti dalle file del mazzinianesimo, ex repubblicani «ravveduti alla maniera di Crispi»¹⁵⁸, come Edmondo De Amicis e Carlo Collodi le cui opere, tendenti al «nazional-lavorismo, al militarismo sociale e all'antiparlamentarismo monarchico», dimostrano una consonanza così evidente con la posizione politica del Crispi da essere definite «abbecedari del crispismo»¹⁵⁹. Ritroviamo in questa invocazione al compimento risorgimentale i nomi di Scarfoglio, Serao e soprattutto di Carducci: nel

¹⁵³ Ivi, p. 567.

¹⁵⁴ S. Lanaro, *Nazione e lavoro. Saggio sulla cultura borghese in Italia 1870-1925*, Venezia, Marsilio, 1979, p. 199.

¹⁵⁵ S. Lanaro, *Retorica e politica*, cit., p. 83.

¹⁵⁶ A. Brunialti, *L'Italia e la questione coloniale. Studi e proposte di Attilio Brunialti*, Milano, Brigola, 1885, p. XV.

¹⁵⁷ A. Brunialti, *Algeria, Tunisia e Tripolitania. Studi di geografia politica sugli ultimi avvenimenti africani*, Milano, Treves, 1881, pp. 255-256.

¹⁵⁸ S. Lanaro, *Il Plutarco italiano: l'istruzione del popolo dopo l'unità*, in C. Vivanti (a cura di), *Storia d'Italia. Annali*, vol. 4, *Intellettuali e potere*, Torino, Einaudi, 1981, p. 563.

¹⁵⁹ Ivi, p. 558.

rammentare «Questa non è l'Italia di Giuseppe Mazzini»¹⁶⁰ il poeta compie la trasposizione letteraria dell'idea della missione e del Risorgimento tradito, assumendo un atteggiamento aggressivo di rime infuocate e invocazioni bellicose destinate a influenzare fortemente la generazione di letterati cresciuti nel suo insegnamento:

Or non bisogna marcire più. Or bisogna: riforme sociali, per la giustizia;
riforme economiche, per la forza; armi, armi, armi, per la sicurezza. E
armi, non per difendere, ma per offendere¹⁶¹.

Nel clima di crisi che si respira alla fine del secolo, in cui la crescita è avvertita dalla sfera culturale «come traguardo da raggiungere e non come acquisizione da salvaguardare»¹⁶², in molti si ritrovano dunque nelle parole di Crispi, riconoscendo in lui un «novello Procida»¹⁶³, strenuo difensore degli interessi italiani sulla bilancia internazionale.

Rigore morale, attenzione alla questione sociale, appello alla grandezza nazionale: su queste idee-forza si fondano le basi di un mito. La circolazione dell'immagine pubblica così definita è assicurata da una strategia propagandistica precisa all'interno della quale intervengono strumenti e attori diversi.

Diffondere il mito

Narrare/Narrarsi

Crispi, che nel processo di *national building* si distingue, come la storiografia ha ampiamente dimostrato, per l'abilità con cui sa «rivestire il momento politico di sacralità»¹⁶⁴, nel corso degli anni Settanta e Ottanta partecipa a numerose celebrazioni e commemorazioni, di stampo per lo più patriottico. In questi momenti di incontro con il pubblico, occupa la scena con sicurezza e acume non perdendo occasione per rafforzare e diffondere la sua immagine pubblica. In particolar modo, vale la pena ricordare tre momenti, di cui Crispi cura la regia in prima persona, che con maggior evidenza si mostrano funzionali a tale scopo. Nel 1878 quando scompaiono in breve tempo Vittorio Emanuele e Pio IX, Crispi è ministro degli Interni del Gabinetto Depretis e si occupa di organizzare le esequie nazionali per il re nonché

¹⁶⁰ Edizione Nazionale delle opere di Giosué Carducci, vol. XI, *Ceneri e faville, seria terza e ultima, 1877-1901*, Bologna, Zanichelli, 1968, p. 11.

¹⁶¹ Ivi, vol. XIX, XX dicembre, pp. 196-197.

¹⁶² S. Lanaro, *Nazione e lavoro*, cit., p. 20.

¹⁶³ G. Carducci, *Alla figlia di Francesco Crispi, Rime e Ritmi*, ora in Edizione Nazionale delle opere di Giosué Carducci, vol. IV, cit.

¹⁶⁴ I. Porciani, *Stato e nazione: l'immagine debole dell'Italia*, in S. Soldani, G. Turi (a cura di), *Fare gli italiani. Scuola e cultura nell'Italia contemporanea*, v. 1, Bologna, Il Mulino, 1993, p. 390.

il delicato momento della successione pontificia. La morte del re, percepita dall'intera nazione come «un véritable coup de tonnerre dans un ciel qu'on pouvait croire serein»¹⁶⁵, offre a Crispi l'occasione di ridare forza al «plebiscito nazionale»¹⁶⁶ nel lutto e nella concordia per la perdita del «padre della patria».

Vero regista dell'evento, non lascia nulla al caso, dal momento della malattia del re, controllando con Depretis i bollettini medici da pubblicare, fino all'organizzazione del funerale di cui egli gestisce personalmente la sicurezza con l'ausilio del questore di Roma. Per la cerimonia al Pantheon del 17 febbraio tutto è stabilito nel dettaglio: l'ordine nel corteo delle rappresentanze civili e militari, le zone in cui assicurare il servizio d'ordine, la divisa degli ufficiali, l'ingresso della popolazione nel tempio per l'omaggio al re. A coadiuvarlo nel lavoro è Cesare Correnti¹⁶⁷ che con Crispi definisce «istruzioni minute e precise per le ore, pel vestiario, per le precedenza», con lo scopo di fare del funerale il punto di snodo di una nuova tradizione nazionale: «Non trascurar le minuzie – scrive Correnti al ministro –. Ricordatevi che i prelati queste cose le sapevano far bene. Non abbiamo precedenti. Tanto meglio. Inventateli»¹⁶⁸.

Nonostante alcuni incidenti¹⁶⁹ dovuti alla «popolazione immensa», la cerimonia risulta «imponente»¹⁷⁰ e l'ordine «meraviglioso»¹⁷¹. L'evento, è stato notato, è un «capolavoro di rappresentazione [...], dove l'immagine, in termini già modernissimi, diventa[va] sostanza politica»¹⁷².

Segue poco tempo dopo la morte di Pio IX e la convocazione del conclave per la proclamazione del nuovo papa. Pur mostrandosi fermo nel vietare ai rappresentanti dello Stato e ai reali di partecipare al sudario in San Pietro e alle cerimonie organizzatesi nelle varie città d'Italia, se non ufficialmente invitati dall'autorità pontificia¹⁷³, Crispi esorta i prefetti ad adoperarsi affinché non avvengano dimostrazioni contro le leggi delle guarentigie, che risulterebbero inopportune. Non risparmia piccoli gesti dall'importante valore simbolico:

¹⁶⁵ C. Brice, *Monarchie et identité nationale en Italie (1861-1911)*, cit., p. 166. Sui funerali del re cfr anche: B. Tobia, *Una patria per gli italiani. Spazi, itinerari, monumenti nell'Italia unita (1870-1900)*, cit.

¹⁶⁶ Per tutto il febbraio 1878, «La Riforma» pubblica numerosi articoli con questo titolo.

¹⁶⁷ Crispi non rinuncia ad avere l'ultima parola nelle scelte, tanto da “mutilare” le iscrizioni di Correnti per il catafalco del Re. Cfr. Lettera s.d. (gennaio 1878), MRM, Carte Cesare Correnti, fasc. 34.

¹⁶⁸ Lettera di Correnti a Crispi, gennaio 1878, *Carteggi politici inediti di Francesco Crispi (1860-1890)*, cit.

¹⁶⁹ A Milano, all'ingresso nel Duomo, quattro donne muoiono schiacciate dalla ressa; cfr. ACS, CC, DSPP, b. 17, fasc. 144.

¹⁷⁰ Telegramma del questore di Roma, 17 gennaio 1878, ivi.

¹⁷¹ Telegramma del questore di Roma, 16 gennaio 1878, ivi.

¹⁷² L. Montevicchi, A.G. Ricci (a cura di), *Costruire lo Stato per dar forma alla Nazione*, Pubblicazioni dell'Archivio Centrale dello Stato, Roma, 2000, p. 77.

¹⁷³ Telegramma ai Prefetti del Regno, 8 febbraio 1878, ACS, CC, DSPP, b. 18, fasc. 150.

censura i giornali satirici che si riferiscono alla morte del pontefice¹⁷⁴, accetta lo stanziamento delle truppe italiane in San Pietro per la tutela dell'ordine pubblico, lo sparo a salve dell'artiglieria e persino il riutilizzo degli addobbi a lutto di Carlo Alberto (catafalco escluso) per il funerale *in absentia* organizzato a Torino¹⁷⁵. Lo scopo è quello di provare «al mondo che l'Italia lascia pienissima libertà ai cardinali di eleggere il nuovo pontefice»¹⁷⁶.

Entrambe le iniziative riscuotono un enorme successo e hanno un «impatto di grande efficacia sull'opinione pubblica»¹⁷⁷ incrementando la sua popolarità di uomo politico. Ha notato a tal proposito Christopher Duggan:

Il principale contributo di Crispi alla nazionalizzazione della monarchia consisté nell'incoraggiamento dato al culto di Vittorio Emanuele. Esso era parte della sua campagna per la glorificazione del Risorgimento; ma, [...], egli utilizzò il culto del sovrano per promuovere [...] la propria immagine di grande figura nazionale¹⁷⁸.

Crispi riceve il plauso generale delle forze politiche e della stampa che lodano l'equilibrio con cui ha gestito due momenti delicati e politicamente complessi. L'impegno profuso nella supervisione di entrambi gli eventi sarà più volte richiamato a dimostrazione della sua capacità di gestione serena e ferma della cosa pubblica in antitesi alle incapacità del governo. Nel 1883 dice alla Camera:

In quei settanta giorni non ci fu un cittadino solo messo in prigione per misure di polizia. [...] ebbene, il 24 febbraio, doveva qui in Roma tenersi un comizio contro le guarentigie della Santa Sede; quali furono le mie istruzioni al questore di Roma? Permettetemi di leggerle: sono brevi. [...]. Allora, o signori, più di 300,000 persone erano accorse in Roma dalle province del Regno. Morto il Gran Re, morto il papa, che nonostante gli errori politici degli ultimi anni della sua vita tutti circondavano di rispetto e devozione perché era stato colui che nel 1846 aveva dato impulso al movimento nazionale, erano tali le condizioni che un turbamento sarebbe stato possibile; non ce ne fu: le riunioni pubbliche avvennero, la legge fu rispettata, e nessuno ebbe a lagnarsi dell'opera del governo¹⁷⁹.

Quattro anni dopo, a Crispi si offre una nuova importante occasione: la celebrazione dell'anniversario dei Vespri a Palermo nell'aprile del 1882. Nelle vesti di presidente onorario

¹⁷⁴ Viene sequestrato il numero del 9 febbraio de *La Rana*, ivi.

¹⁷⁵ Telegramma 8 febbraio 1878, ivi.

¹⁷⁶ Telegramma ai Prefetti del Regno, 9 febbraio 1878, ivi.

¹⁷⁷ L. Montevicchi, A.G. Ricci (a cura di), *Costruire lo Stato per dar forma alla Nazione*, cit., p. 80.

¹⁷⁸ C. Duggan, *Creare la nazione*, cit., p. 530.

¹⁷⁹ Discorso alla Camera dei deputati, 18 maggio 1883, F. Crispi, *Discorsi Parlamentari di Francesco Crispi*, cit., p. 643.

del Comitato promotore, il deputato si fa spirito animatore dell'evento. L'assenza del governo gli permette una maggiore libertà d'azione e di parola cosicché l'anniversario diviene anche una vetrina delle sue idee politiche: chiamato a parlare come oratore, pronuncia un discorso dai toni antifrancesi e anticlericali che suscita un'enorme eco nella stampa italiana ed estera. Non solo. Il deputato presenta l'anniversario come la celebrazione di tre rivoluzioni al contempo, quella del 1282, del 1848 e del 1860, sostenendo che i palermitani si fossero sollevati, nei tre momenti storici, contro la stessa ingiustizia e che i primi avessero scaldato «i petti dei siciliani del 1848»¹⁸⁰. Il giornale crispiño dedica un numero speciale all'evento pubblicando in prima pagina un articolo significativamente intolato *Il Vespro e Il Risorgimento italiano* firmato dallo stesso Crispi. La narrazione storica, così modulata, non solo tende a spostare il «baricentro del processo di unificazione [...] da Nord a Sud, in particolare dal Piemonte alla Sicilia»¹⁸¹ ma, facendolo, attira gli sguardi su Crispi stesso, che di quelle rivoluzioni era stato protagonista. Nel ritornare con insistenza sul patriottismo dell'isola natia, che all'Italia aveva dato «la lingua, primo strumento d'unità» e da cui la rivoluzione risorgimentale era cominciata per propagarsi «sino alle più remote cime delle Alpi»¹⁸², agisce il lui l'urgenza di legittimare se stesso, presentandosi alla nazione al contempo come braccio destro di Garibaldi e ministro devoto alla Casa reale di cui aveva curato la successione al trono nel 1878¹⁸³, facendosi dunque in prima persona elemento di armonizzazione delle diverse anime del Risorgimento. Tenta così di lenire l'immagine del deputato mosso da «troppa personalità di odi e di amori siculi»¹⁸⁴ circolante a corte e negli ambienti del moderatismo piemontese dove la sua militanza di garibaldino non era vista di buon occhio, immagine che costituisce, ancora negli anni Ottanta, il maggior ostacolo alla sua ascesa al potere¹⁸⁵.

Al centro di tale processo di auto-legittimazione vi è il momento dell'orazione di fronte al pubblico. Seguendo l'assunto posto in evidenza da alcune recenti riflessioni per cui il «testo d'intervento politico» è a tutti gli effetti «un'azione condotta da un agente che ne produce [...] una certa interpretazione che tenta di far condividere»¹⁸⁶ e utilizzando gli strumenti

¹⁸⁰ Palermo, «La Riforma», numero straordinario *Il sesto centenario dei Vespri*, 1 aprile 1882.

¹⁸¹ U. Levra, *Fare gli italiani*, cit., p. 305.

¹⁸² Palermo, «La Riforma», numero straordinario *Il sesto centenario dei Vespri*, 1 aprile 1882.

¹⁸³ L'organizzazione dei funerali di Vittorio Emanuele II gli vale il primo riconoscimento da parte delle corte che invia la medaglia commemorativa di Vittorio Emanuele II «come pegno della sovrana stima e benevolenza», 31 maggio 1880, ACS, CC, DSPP, b. 26, fasc. 211.

¹⁸⁴ F. Petruccelli Della Gattina, *I moribondi del Palazzo Carignano*, cit., p. 170.

¹⁸⁵ Cfr. J. Dickie, *La "sicilianità" di Francesco Crispi: contributo ad una storia degli stereotipi del Sud*, «Meridiana», 1995, n. 24, pp. 125-142.

¹⁸⁶ P. Finelli, G.L. Fruci, V. Galimi (a cura di), *Parole in azione*, cit., p. 26.

d'analisi da questi indicati, torniamo dunque sul momento della parola, mantenendo la nostra prospettiva d'analisi, e dunque riflettendo sulla capacità del discorso crispino di farsi arma di definizione e diffusione del suo mito politico¹⁸⁷. Per farlo ci riferiremo a diverse orazioni contemporaneamente, rintracciando scelte stilistiche di rilievo, ricorrenze testuali, rimandi espliciti e impliciti e nodi argomentativi.

Parole in azione

Il Crispi, quantunque d'indole vulcanica, come deve essere un meridionale avanzato, ha una nota parlamentare a base avvocatesca ed insulare. [...]. Ma egli non è l'avvocato assimilatore, che si adorna della dottrina e si circonvolge nell'argomento; egli è il legista che nell'argomento imprime e riga la sua rude personalità. Non cerca la dottrina per conformarsi ad essa; la cerca per trascinarla dietro al suo carro. Né si perde a cercarne troppa. Egli, anziché confondersi con numerose guide dottrinali per raggiungere e dimostrare ciò che crede vero, ravvisa più spiccio agguantarla e sventolarla da sé¹⁸⁸.

Così Giuseppe Faldella descrive i discorsi di Crispi in parlamento. I giornalisti coevi condividono con l'autore il giudizio sulle capacità dell'oratore siciliano il quale pare distanziarsi dal «basso profilo tenuto sino a quel momento dai successori di Cavour»¹⁸⁹ proponendo un nuovo approccio comunicativo che avrà notevoli influenza sulla retorica novecentesca¹⁹⁰. Allo sviluppo razionale del discorso e all'illustrazione pacata degli intenti, si sostituisce un'orazione dai toni più accesi, di secchi e forti enunciati, a tratti ridondante, volta a suscitare una risposta empatica da parte dell'ascoltatore. Quando si alza a parlare alla Camera, Crispi sa «imporre il silenzio intorno a sé»¹⁹¹ e «sintetizzare le situazioni con un motto»¹⁹² suscitando fervente «aspettazione»¹⁹³ tanto che i suoi discorsi sono paragonati a «revolvers a più colpi che scoppiano con vera regolarità in argomenti da tutte le parti e di tutti i generi»¹⁹⁴. Fuori le aule del potere, il momento della parola è preparato con ancora maggiore

¹⁸⁷ Cfr. anche: F. Santulli, *Le parole al potere, il potere delle parole. Retorica e discorso politico*, cit.; P. Desideri, *Teoria e prassi del discorso politico*, cit.

¹⁸⁸ F. Faldella, *Dai fratelli bandiera alla dissidenza, Cronache di Cimbri 1883*, cit., p. 124.

¹⁸⁹ G. Pedullà, *Introduzione*, Id., *Parole al potere. Discorsi politici italiani*, cit., p. XL.

¹⁹⁰ Cfr. *ibidem*. Sull'oratoria crispina cfr. S. Lanaro, *Retorica e politica*, cit; S. Lupo, *Fare un monumento di se stesso*, in S. Luzzato (a cura di), *Prima lezione di metodo storico*, cit.

¹⁹¹ G. Coceva, *Francesco Crispi*, in *Biblioteca Parlamentare, diretta da Giuseppe Coceva. Biografie di deputati e senatori*, Roma, Zolla e C., 1887, p. 36.

¹⁹² G. Faldella, *Dai fratelli bandiera alla dissidenza, Cronache di Cimbri 1883*, cit., p. 211.

¹⁹³ «Il 10 giugno si erano apparecchiati gli animi alla aspettazione del grande pugilato crispiano; le signore si erano procurati i biglietti per le tribune riservate, dove sogliono sfoggiare molte attrattive sul Parlamento»; *ivi*, p. 232.

¹⁹⁴ *Ivi*, pp. 193-194. L'autore riporta una descrizione pubblicata da «Lo spirito folletto» nel 1863.

attenzione: Crispi, dimostrandosi consapevole di quanto la leadership politica dipenda «sempre più dal mandato popolare»¹⁹⁵, scrive i testi delle sue orazioni con l'aiuto di collaboratori scelti, cura il tono di voce, l'accento, la gestualità. Nell'epoca d'oro dell'oratoria politica¹⁹⁶, in cui la massima parte della comunicazione tra deputato ed elettori è affidata al momento dell'oralità¹⁹⁷, Crispi scardina gli schemi più diffusi, facendo dei suoi discorsi delle *performace* trascinanti, capace di *docere et movere*, ambitissime dal pubblico, tanto che, ha notato Gabriele Pedullà, è considerato dai coevi come lo «statista eloquente che in molti da tempo invocavano»¹⁹⁸.

La forma data al discorso riveste la massima importanza assicurando efficacia alle idee espresse. In apertura egli predilige la *captatio benevolentiae* che, a seconda dei casi, mira ad elogiare il ruolo dei cittadini nel processo di liberazione nazionale¹⁹⁹ o a donare rilievo all'estrazione sociale dell'uditorio²⁰⁰. Altra apertura tipica è quella dell'enunciazione di cosa non verrà detto: «Signori, io non farò un programma»²⁰¹ è una formula che ritorna costantemente. L'introduzione meta-discorsiva infatti, «prevedendo quali meccanismi psicocognitivi provocano gli atteggiamenti cooperativi del pubblico»²⁰², assume il significato di un'indicazione data al ricevente per la giusta decodificazione del messaggio. Dichiarando di non voler fare un discorso politico, Crispi vuole significare diverse cose al contempo: in anni in cui la politica è spesso assimilata a inutili e improduttive beghe ministeriali, tale precisazione può dare al discorso una più alta valenza o chiarire l'intenzione di non dilungarsi in accuse al governo, che invece, proprio in questo modo, è indirettamente chiamato in causa per esser giudicato: «Non vi attendete un discorso. [...] Non potrei farlo senza giudicare gli

¹⁹⁵ G. Pedullà, *Introduzione*, Id., *Parole al potere. Discorsi politici italiani*, cit., p. XXII.

¹⁹⁶ Cfr. F. D'Almeida (a cura di), *L'éloquence politique en France et en Italie de 1870 à nos jours*, cit.

¹⁹⁷ Sull'importanza dell'arte oratoria in età liberale cfr. G. Pedullà, *Parole al potere*, cit.; Id., *Discorso agli elettori*, cit.; E. Anghelè, *Educare alla patria e alla politica: il discorso elettorale nell'Italia liberale*, cit.; P. Finelli, "Una citazione a comparire". *Concezione del mandato, memoria risorgimentale e identità politiche nei discorsi elettorali dell'Italia liberale (1860-1897)*, ivi, pp. 673-696. In una prospettiva europea: C.G. Matthew, *Politica e retorica in Inghilterra*, in P. Pombeni (a cura di), *La trasformazione politica nell'Europa liberale (1870-1890)*, Bologna, Il Mulino, 1986; J. Vernon, *Politics and the People: A Study in English Political Culture, 1815-1867*, Cambridge, Cambridge University Press, 1993; P. Muller, *Jaurès, Vocabulaire et rhétorique*, Paris, Klincksieck, 1994; N. Roussellier, *Le parlement de l'éloquence*, Paris, Presses de ScPo, 1997; D'Almeida (a cura di), *L'éloquence politique en France et en Italie de 1870 à nos jours*, cit.

¹⁹⁸ G. Pedullà, *Introduzione*, Id., *Parole al potere. Discorsi politici italiani*, cit., p. XL.

¹⁹⁹ «Io sono commosso al solo pensiero che debbo parlare innanzi a voi. [...] Qui sul finire del secolo XVIII ebbe i suoi primi apostoli della libertà, santificata coi lunghi martiri e con le patriottiche espiazioni»; F. Crispi, *Il movimento elettorale*, cit., Id., *Scritti e discorsi politici di Francesco Crispi*, cit., pp. 474-475.

²⁰⁰ «Io sono ben fortunato stasera di trovarmi in mezzo a voi. Voi siete la parte più eletta del popolo, voi date la forza principale all'esercito nazionale; voi col lavoro siete la fonte della ricchezza del nostro paese»; F. Crispi, *Programma sociale*, discorso tenuto nell'aula della Società Filarmonica Bellini di Palermo, 15 maggio 1886, Id., *Scritti e discorsi politici di Francesco Crispi*, cit., p. 546.

²⁰¹ Id., *Il suffragio universale e il progresso legale*, discorso tenuto al Politeama Garibaldi di Palermo, 22 ottobre 1882, Id., *Scritti e discorsi politici di Francesco Crispi*, cit., p. 513.

²⁰² P. Desideri, *Teoria e prassi del discorso politico*, cit., p. 75.

uomini e l'indirizzo governativo, [...], e non lo voglio»²⁰³, annuncia al suo pubblico nell'aula dei benedettini di Monreale, nel maggio 1886. Da ultimo, tale apertura può servire a Crispi per ricordare le opere già compiute. A Palermo, dove gode di un appoggio di lunga data, dice nel 1882:

Fanno programmi coloro che non ne ebbero, o che avutolo ebbero ragione di mutarlo [...]. Il mio programma è nella mia vita, che si è svolta in mezzo a voi. Voi conosceste quel che io posso e quel che io valgo, dal 1848 al 1860 [...]. Voi sapete la via che abbiamo percorso; e possiamo rammentarla con onore²⁰⁴.

Più in generale questo tipo di introduzione, nel delegittimare apparentemente l'importanza del momento della parola, lo riveste di più alto significato. Il contatto empatico creato dall'apertura è poi mantenuto durante il discorso con una ripetizione del vocativo²⁰⁵ che richiama l'attenzione dell'uditorio.

La scelta del pronome personale è funzionale a porre in risalto alternativamente l'io parlante o il legame con l'assemblea. A volte si riafferma l'importanza dell'identità del singolo, come nel discorso tenuto a Palermo in occasione delle elezioni del 1886: «Io ho chiesto più volte alla Camera cotesta indennità; non vi sono riuscito, ma finiremo per trionfare»²⁰⁶, altre volte la scelta ricade sul *plurale maiestatis*:

Grazie a dio, non siamo uomini da scoraggiarci. Abbiamo superato difficoltà maggiori nei 44 anni della nostra vita politica. Non siamo uomini, ai quali manchino la volontà e la costanza, e quando ci siamo prefissi una meta da raggiungere, non sapremmo arrestarci sulla via, malgrado i pericoli che dovremo affrontare²⁰⁷.

La sintassi è variegata, a lunghi periodi involuti si alternano frasi brevi e secche. Nel giugno del 1884, a Napoli, in occasione della nomina a presidente del circolo della Sinistra parlamentare, Crispi interrompe l'esposizione articolata con una sequenza di brevi assunti che sintetizzano la sua posizione politica:

Il nostro programma lo abbiamo più volte esplicito alla Camera e fuori.

²⁰³ F. Crispi, *Programma sociale*, cit., Id., *Scritti e discorsi politici di Francesco Crispi*, cit., p. 555.

²⁰⁴ F. Crispi, *Il suffragio universale e il progresso legale*, cit., ivi, p. 513.

²⁰⁵ Spesso «Signori!» o «Fratelli operai!». A titolo di esempio cfr. F. Crispi, *Programma sociale*, cit., Id., *Scritti e discorsi politici di Francesco Crispi*, cit.

²⁰⁶ Ivi, p. 548.

²⁰⁷ Ivi, p. 555.

Possiamo spiegarlo in due parole, ed è: che noi non faremo il male commesso dai nostri avversari, che opereremo il bene che essi negano. È nostra opinione che le riforme politiche debbano procedere parallele a quelle amministrative. Non possiamo concepire un assetto finanziario che non sia di mezzo alla soluzione del problema sociale. La politica è sperimentale, e nella pratica vi sono idee assolute di governo. Non si può provvedere al bene delle plebi trascurando quello dei proprietari²⁰⁸.

Altre volte, si tratta di vere e proprie liste inserite nel discorso per spezzare il ritmo. Nel 1886 di fronte agli operai palermitani così sintetizza il problema sociale in Italia:

Le opere necessarie alla emancipazione delle plebi sono: nell'ordine materiale per l'assicurazione della vita, della sussistenza dell'operaio, la fondazione:
di case;
di dormitori;
di cucine;
di magazzini cooperativi;
di presepi.
Nell'ordine morale;
di catechismi ebdomadari;
[...]
Nell'ordine economico:
di casse di risparmio²⁰⁹.

Il caso più interessante e noto è quello del discorso tenuto nel 1885 per l'anniversario dell'entrata dei Mille a Palermo. Crispi apre l'orazione facendo l'appello dei garibaldini defunti con una ripetizione cadenzata e suggestiva che anticipa un tratto tipico dell'oratoria dannunziana: «Manca il duce supremo! Manca Giuseppe Sirtori, [...]. Manca Nino Bixio, [...]. Manca Giacinto Carini»²¹⁰.

Come si vede, la memoria dell'epopea risorgimentale è, anche in questo caso, un ricco bagaglio cui attingere: i richiami agli eroi e agli episodi della storia recente costituiscono dei «nessi intertestuali»²¹¹ riconoscibili tali da assicurare «un adhésion presque automatique à ce

²⁰⁸ F. Crispi, *Il carattere degli uomini politici*, discorso tenuto nella sede del circolo sinistra parlamentare di Napoli, 8 giugno 1884, Id., *Scritti e discorsi politici di Francesco Crispi*, cit., p. 542.

²⁰⁹ F. Crispi, *Le elezioni del 1886*, discorso tenuto nella sala della Società Filarmonica Bellini di Palermo, 15 maggio 1886, Id., *Scritti e discorsi politici di Francesco Crispi*, cit., pp. 548-549.

²¹⁰ F. Crispi, *I Mille e la Sicilia*, discorso pronunciato nel Politeama Garibaldi di Palermo, ivi, p. 595.

²¹¹ Cfr. A.M. Banti, *Narrazioni, lettori e formazioni discorsive*, «Contemporanea», VIII, n. 4, 2005, pp. 687-692, p. 692.

qui est dit»²¹². Molto esplicito in questo senso è la conclusione dell'orazione *Il riordinamento del partito democratico* pronunciata da Crispi del 1882:

Signori, ascoltatemmi ancora, ed avrò conchiuso. Se da questo luogo sorgesse improvviso, radiante di luce, severo e benevolo a un tempo, Giuseppe Garibaldi, e v'imponesse la concordia, che direste voi? Osereste negarvi?

Or bene, se l'eroe non è materialmente qui, egli lo è in ispirito. Voi non potete averlo obliato, perché aveste da lui la libertà della quale godete; a lui vi legano, per le grandi cose ch'egli fece, gratitudine e venerazione. Lo spirito di Garibaldi aleggia in quest'aula, e per bocca mia egli vi chiede: unitevi, fate il fascio romano!²¹³

Il richiamo commosso al santo laico, a pochi mesi dalla sua morte, come spirito che aleggia sui presenti e che si esprime tramite le parole di Crispi, trasfigura il momento della parola in «una liturgia secolare»²¹⁴ dal forte impatto sul pubblico²¹⁵. Non solo. Spesso, come in questo caso, richiamare il Risorgimento significa ricordare il ruolo di primo piano del deputato nell'organizzazione dell'impresa dei Mille e dare a tale partecipazione il significato di una «garanzia»²¹⁶ alla propria attività politica: «Voi conosceste quel che io posso e quel che io valgo, dal 1848 al 1860»²¹⁷ dichiara ai suoi elettori di Tricarico nel 1880.

L'enfasi assicurata dalle scelte stilistiche mira a rendere più efficace le argomentazioni che, in questi anni, lo abbiamo visto, ruotano attorno alle delusioni politiche e alla necessità di mutare rotta in politica estera. Crispi critica apertamente «le lotte infeconde», «le esitazioni e le incertezze»²¹⁸ dei governi «senza idee e senza concetti»²¹⁹ di Depretis e Cairoli e invoca «il benessere e la potenza del proprio paese»²²⁰.

All'interno di questo quadro egli assume una posizione «titanica» proclamandosi fedele a «quel programma il quale fu la bandiera di tutta la [...] vita». La sua battaglia contro «due o tre patrioti [...] compagni nelle lotte per la libertà», «alcuni dei quali furono l'onore della

²¹² C. Brice, *Les orateurs "organiques" et la Constitution d'une identité à la fin du XIXème siècle*, cit., p. 33. Sull'importanza del «tasso di conformismo» dei discorsi come «garanzia di accettabilità» cfr. A.M. Banti, *Narrazioni, lettori e formazioni discorsive*, cit.

²¹³ F. Crispi, *Il riordinamento del partito democratico*, discorso tenuto nella sala Filarmonica Bellini di Palermo, 10 settembre 1882, Id., *Scritti e discorsi politici di Francesco Crispi*, cit., p. 501.

²¹⁴ G. Pedullà, *Introduzione*, Id., *Parole al potere*, p. XLIII.

²¹⁵ Cfr. C. Sorba, *Il 1848 e la melodrammatizzazione della politica*, in A.M. Banti, P. Ginsborg (a cura di), *Storia d'Italia, Annali 22, Il Risorgimento*, Torino, Einaudi, 2007, pp. 494-496.

²¹⁶ Così dice nel discorso *Il malgoverno e i nostri doveri*, cit., Id., *Scritti e discorsi politici di Francesco Crispi*, cit., p. 492.

²¹⁷ F. Crispi, *Il suffragio universale e il progresso legale*, cit., ivi, p. 513.

²¹⁸ F. Crispi, *Il malgoverno e i nostri doveri*, cit., ivi, p. 487.

²¹⁹ F. Crispi, *Il movimento elettorale*, cit., ivi, p. 476.

²²⁰ Tornata 8 dicembre 1881, *Discorsi Parlamentari di Francesco Crispi*, cit., p. 530.

Sinistra»²²¹, lo pone in una «posizione difficile» ma necessaria «per non ingannare il paese»²²². Per questo egli si trova costretto, sostiene nel corso della campagna elettorale del 1886, a dover rivelare gli inganni dei colleghi deputati: «Signori, mentre io parlo, un ministro²²³ coprirà di ferrovie tutta l'Italia, ma a parole. [...]. Non lo credete! È un inganno»²²⁴. La conclusione dell'orazione è per lo più positiva e quasi sempre ha i toni di un appello diretto a tutta la comunità nazionale. Nell'occasione della morte del generale Medici, nel marzo del 1882, così chiude la commemorazione alla Camera:

La memoria di coloro, i quali negli ultimi quarant'anni hanno dedicato la loro persona al risorgimento nazionale ed al trionfo della libertà, dev'essere un retaggio che incateni a noi le giovani generazioni, alle quali sarà dato di conservare la grande opera innalzata da coloro che muoiono. Non ho altro da dire, né altro da desiderare²²⁵.

L'utilizzo di parallelismi, anastrofi, metafore, momenti di sospensione, linguaggio immaginifico e lessico altisonante, impiego di memorie e narrazioni condivise come riferimenti intertestuali coerenti e coreferenti, fanno dell'orazione crispiana un potente veicolo della narrazione mitopoietica. È stato infatti notato da Alceo Riosa a proposito del legame tra “miti” e arte oratoria come:

Pour plusieurs raisons [...] on a considéré, après l'expérience du fascisme, avec une certaine méfiance des catégories telles que le charisme, le rôle de l'individu dans l'histoire, etc., autant d'éléments vécus comme des intrus venant perturber une vision rationnelle de l'histoire. A certains égards, les choses sont en train de changer, surtout par rapport à la question des masses et du consensus. Désormais, le problème des instruments de communication et des messages ainsi que des modalités de leur perception ne peut plus être éludé. La question du mythe politique suscite l'attention des chercheurs. Le mythe ne signifiait-il pas dans l'Antiquité “parole, discours”, et son âge d'or ne fut-il pas celui de la culture orale? Dans cette perspective, ne convient-il pas de traiter sérieusement l'histoire de l'art oratoire, les biographies des orateurs?²²⁶

²²¹ Ivi, p. 492.

²²² F. Crispi, *Il malgoverno ed i nostri doveri*, cit., Id., *Scritti e discorsi politici di Francesco Crispi*, cit., p. 487.

²²³ Allude all'onorevole Genala.

²²⁴ F. Crispi, *La XV legislatura*, discorso tenuto nella Grande Aula dei Benedettini di Monreale, 16 maggio 1886, Id., *Scritti e discorsi politici di Francesco Crispi*, cit., p. 563-565.

²²⁵ Tornata del 9 marzo 1882, F. Crispi, *Discorsi Parlamentari di Francesco Crispi*, cit., p. 567.

²²⁶ A. Riosa, *Le patriottisme dans le verbe*, in F. D'Almeida (a cura di), *L'éloquence politique en France et en Italie de 1870 à nos jours*, cit., pp. 101-119, p. 101.

Se fino ad ora si è tentato di mostrare come la definizione del mito politico sia il risultato dell'*engagement* individuale di Crispi, che si propone coscientemente alla nazione, risulta ora necessario allargare il quadro, includendo voci altre. Secondo gradi e modalità diverse infatti, è la collaborazione di attori vari, provenienti dal mondo della cultura e della stampa, capaci di cogliere il potenziale delle innovazioni tecnologiche, economiche e culturali in atto nel paese e di servirsene con estrema efficacia, a dar vita a un vero progetto di propaganda politica dai tratti modernizzanti. Tale collaborazione è il frutto *in primis* dell'intuito dell'uomo che coglie l'importanza di «saper guidare l'opinione e correggerla» in un periodo della storia che sempre più si definisce «per volontà del popolo»²²⁷. Per questo, già nei pochi giorni come ministro dell'Interno Crispi invoca provvedimenti più incisivi sulla stampa ma Depretis, «tanto aperto e sensibile ai problemi economici quanto sordo a quelli culturali»²²⁸, non è disposto a seguirlo su questa strada e il deputato è costretto a rimandare più serie innovazioni al periodo dei suoi mandati. Nonostante i limiti imposti dalla sua posizione politica, il siciliano non rinuncia al progetto di avvicinarsi all'opinione pubblica riportando in vita, il 16 gennaio del 1878, «La Riforma», il quotidiano stampato per la prima volta a Firenze dieci anni prima con lo scopo di diffondere il programma di Sinistra²²⁹. Il foglio, trasferito nel 1871 in un «buon locale a Via del Corso, a pochi passi da Montecitorio»²³⁰ con lo scopo di «migliorare la redazione» e «fare qualche cosa di serio»²³¹, si era presto imbattuto in gravi problemi finanziari («altro che Marsala, spero di non restarvi schiacciato»²³² aveva commentato Crispi a Bertani) che, sommati ai dissidi interni al gruppo dei fondatori, avevano causato la sospensione delle pubblicazioni.

Nel 1878 Crispi confessa a Damiani di essere pronto «a fare questo nuovo sacrificio»²³³. Negli anni successivi si interroga più volte sulla possibilità di chiudere i battenti, prosciugato nelle finanze e assillato dalla moglie, alla fine però non si lascia travolgere, convinto delle potenzialità del quotidiano in termini di consenso. Nei fatti, «La Riforma», che resta in vita fino al 1896, costituirà il principale strumento di propaganda politica di Crispi.

²²⁷ Appunto s.d., di Crispi, MRR, b. 830.

²²⁸ G. Carocci, *Agostino Depretis e la politica italiana dal 1876 al 1887*, cit., p. 10.

²²⁹ In collaborazione con Agostino Bertani, Benedetto Cairoli e Filippo De Boni. Cfr. M. Molinari, *La stampa periodica romana dell'Ottocento*, vol. II, Roma, Edizione di Studi Romani, 1963.

²³⁰ Lettera a Bertani, 27 giugno 1871, ACS, CC, RE, b. 2, copialettere.

²³¹ Lettera a Bertani, 28 giugno 1871, ivi.

²³² *Ibidem*.

²³³ Lettera a Damiani, 1 luglio 1878, G. Astuto (a cura di), *Crispi e Damiani*, cit.

In questo senso, se molto si deve all'intuito personale del politico, le possibilità offerte al progetto giornalistico in termini di influenza sull'opinione pubblica dipendono massimamente da un contesto favorevole: nel trentennio post-unitario infatti l'unificazione del mercato, i processi di scolarizzazione, la libertà di stampa, la crescita della pubblicità, le innovazioni tecnologiche nel campo dell'editoria e la definizione pur embrionale di una nuova società dei consumi, intervengono a modificare nel profondo il mondo del giornalismo sempre più «dotato di una propria, specifica fisionomia professionale, economica e culturale»²³⁴. Questi primi passi in avanti, pur non portando la stampa italiana ai livelli di quella europea e anticipando solo le trasformazioni dirompenti dell'inizio del secolo nuovo²³⁵, permettono al giornale crispi di inserirsi in un mondo in fermento all'interno del quale il foglio rappresenterà, se non una novità assoluta, «qualcosa di particolarmente moderno»²³⁶.

Non solo. Mentre il mondo della stampa va maturando nella direzione di un'organizzazione più scientifica, a tratti manageriale, del lavoro, è la capacità di adattamento e la reattività al cambiamento delle varie figure che si muovono in tale universo, direttori, redattori, giornalisti, a influire maggiormente sulla fortuna del foglio. Anche in questo caso «La Riforma» può dirsi un esperimento riuscito grazie alla perspicacia di Crispi che sceglie come collaboratori dei giovani intellettuali, capaci di instaurare un dialogo fruttuoso con l'opinione pubblica. Nel 1878 egli nomina redattore capo Primo Levi, che sostituisce Gerolamo De Luca Aprile alla direzione del quotidiano già un anno dopo. Il giovane si era formato nell'ambiente della scapigliatura milanese insieme a Cletto Arrighi e a Carlo Rovani e si era trasferito da Milano nel 1872 con l'amico, anch'esso scrittore, Luigi Perelli. Insieme a Carlo Pisani Dossi i due, avventuratesi «nel pelago della capitale»²³⁷ «per dare man forte all'impresa del risorto giornale di Crispi»²³⁸, costituiranno l'anima del foglio prendendo parte ad una tendenza in atto nel ventennio post-unitario per cui «la collaborazione fissa al giornale crea una figura nuova di scrittore, lo spazio concesso all'intellettuale modifica il quotidiano»²³⁹.

²³⁴ O. Bergamini, *La democrazia della stampa. Storia del giornalismo*, Roma-Bari, Laterza, 2006, p. 140. Sulla stampa cfr. anche: V. Castronovo, *La stampa italiana dall'Unità al fascismo*, cit.; V. Castronovo, L. Giacheri Fossati, N. Tranfaglia, *La stampa italiana nell'età liberale*, cit.; P. Murialdi, *Storia del giornalismo italiano*, Bologna, Il Mulino, 1996; G. Gozzini, *Storia del giornalismo*, Milano, Mondadori, 2000; M. Forno, *Informazione e potere. Storia del giornalismo italiano*, Roma-Bari, Laterza, 2015.

²³⁵ Sulle evoluzioni della stampa nel periodo successivo, tra gli altri, si rimanda a: L. Benadusi, *Il «Corriere della Sera» di Luigi Albertini. Nascita e sviluppo della prima industria culturale di massa*, Roma, Aracne, 2012.

²³⁶ M. Molinari, *La stampa periodica romana dell'Ottocento*, cit., p. 774.

²³⁷ G. Carnazzi, *Da Rovani ai «perduti»*. *Giornalismo e critica nella Scapigliatura*, cit., p. 142.

²³⁸ Ivi, p. 147.

²³⁹ B. Tobia, *Una cultura per il nuovo Stato*, in V. Vidotto, G. Sabbatucci (a cura di), *Storia d'Italia*, vol. 2, *Il nuovo Stato e la società civile (1861-1887)*, Roma-Bari, Laterza, 1995, p. 440.

Primo Levi firma, fino al 1893, la maggior parte degli articoli di fondo relativi alla politica e si occupa al contempo delle rubriche e delle appendici artistiche e culturali. Pisani Dossi, che ripubblica in appendice una buona parte delle sue opere, interviene stendendo in maniera intermittente articoli di varia natura mentre a Luigi Perelli, nominato direttore dello Stabilimento Tipografico Italiano fondato da Crispi, tocca l'incombenza delle questioni amministrative e finanziarie. Dal mondo scapigliato approda a «La Riforma» anche Cletto Arrighi che collabora con il giornale curando la rubrica «Cronaca di Milano» fino al 1887²⁴⁰ e fornendo le sue opere per le appendici.

Il loro contributo all'interno del giornale, che essi stessi sanno essere «tanta parte»²⁴¹ della politica crispina, è da considerarsi come l'espressione più compiuta di una certa ricezione da parte della sfera intellettuale dell'immagine pubblica di Crispi quale rappresentante di una concreta alternativa alla politica del governo. È il crispismo «ruggente, polemico, antigovernativo»²⁴², l'aspirazione a «*pensar grande* in una terra spenta alli entusiasmi ed avida di saziarsi il ventre»²⁴³ e il sentimento di patria, «il desiderio di vederla grande e sottratta ai nemici, esterni ma soprattutto interni»²⁴⁴, a spingere i tre giovani nell'orbita crispina. Per tutto il corso della loro vita, i tre resteranno legati da «reverenza filiale»²⁴⁵ e da «vincoli indissolubili di devozione affettuosa e di profonda ammirazione»²⁴⁶ all'uomo politico, dimostrandosi in numerose occasioni «amici onesti sino allo scrupolo, devoti sino alla morte, disinteressati sino all'imprudenza»²⁴⁷. Salvando Pisani Dossi dall'ipotesi di un'involuzione nazionalistica dell'uomo, ha scritto Giulio Carnazzi:

Non è ovviamente casuale che Crispi arruoli nelle sue file un gruppetto di scrittori provenienti dall'aerea scapigliata, e in particolare da quella meglio irrorata dai rivoli di una risentita polemica civile. Perché proprio alcuni temi della scapigliatura milanese, [...], vengono a costituire attraverso la mediazione dei più giovani eredi e continuatori, i nuclei forti della politica culturale che il crispismo mira a impiantare in quegli anni, in un ambito non sempre definibile in modo univoco ma piuttosto connotato da una successiva aggregazione e giustapposizione di elementi²⁴⁸.

²⁴⁰ Dal mondo scapigliato si recuperano le opere del Rovani narratore e di Tranquillo Cremona su cui Levi scrive numerosi articoli per poi pubblicarne la biografia nel 1878.

²⁴¹ Lettera di Primo Levi a Crispi, 26 dicembre 1885, ACS, CC, DSPP, b. 153.

²⁴² G. Carnazzi, *Da Rovani ai "perduti"*, cit., p. 153.

²⁴³ Ivi, p. 106.

²⁴⁴ M. Cacioli, *Un profilo: Primo Levi*, cit., p. 2056.

²⁴⁵ Telegramma di Primo Levi a Crispi, 4 ottobre 1880, ACS, CC, DSPP, b. 153.

²⁴⁶ Telegramma di Luigi Perelli, 4 ottobre 1880, ACS, CC, DSPP, b. 157.

²⁴⁷ Lettera di Primo Levi a Crispi, 20 maggio 1886, ACS, CC, DSPP, b. 153.

²⁴⁸ G. Carnazzi, *Da Rovani ai "perduti"*, cit., pp. 153-154.

L'incontro con Crispi garantisce loro stabilità economica e possibilità di carriera, in cambio "le tre P" non si risparmiano, in termini di lavoro intellettuale e impegno economico. Spesso, nella corrispondenza tra loro o con Crispi, molto ricca, quasi giornaliera, emerge la difficoltà e il danno portato dal dover attingere a risorse finanziarie personali²⁴⁹ per supportare il giornale: «ho dovuto sfruttare tutto, tutto»²⁵⁰ scrive Perelli nel 1880²⁵¹ e dal dover rivestire ruoli nuovi e difficili: «Le ho dichiarato e sempre ch'io son venuto a Roma a fare il pubblicista, non il contabile»²⁵², rivela sempre il giovane qualche anno dopo. Le "tre P" assicurano al giornale la «dotazione necessaria»²⁵³ a battere la concorrenza, spingendo Crispi a ridurre il prezzo del foglio e modificandone la veste grafica con l'utilizzo di font più barocchi e ariosi, lettere miniate e piccoli disegni in bianco e nero. Per gli abbonati, che a partire dal 1888 diventano anche francesi e tedeschi, sono previsti numerosi regali come riviste illustrate o raccolte di preziosi volumi²⁵⁴. Durante le campagne elettorali o in momenti in cui «la situazione politica all'interno e all'esterno» è considerata «gravida di avvenimenti decisivi»²⁵⁵ si vende a prezzi calmierati. La massima cura è affidata alle notizie della politica nazionale con particolare attenzione agli avvenimenti politici che riguardano Crispi. Discorsi parlamentari ed extraparlamentari, partecipazioni a commemorazioni o inaugurazioni vengono riportate dal giornale con dovizia di particolari, insistendo sulla reazione entusiastica del pubblico e sui commenti positivi della stampa. I corrispondenti seguono gli spostamenti di Crispi comunicando direttamente con l'agenzia telegrafica Stefani, impartendogli istruzioni «pel miglior servizio»²⁵⁶. Spesso il testo dei discorsi da pubblicarsi viene revisionato o addirittura scritto a due mani con Levi (tanto che nella corrispondenza privata Crispi vi si riferisce definendolo «il nostro discorso») e pubblicato solo quando il deputato ne è completamente soddisfatto²⁵⁷.

²⁴⁹ Il 20 agosto del 1886 Perelli scrive di aver impegnato l'orologio paterno, ACS, CC, DSPP, b. 157.

²⁵⁰ Lettera di Luigi Perelli, 10 agosto 1886, ACS, CC, DSPP, b. 157.

²⁵¹ I problemi economici non si affievoliscono per tutto il periodo di esistenza del giornale, divenendo particolarmente gravi a metà degli anni Ottanta: «noi siamo perseguitati dai creditori personali [...] e non possiamo pagare», scrive Levi a Crispi il 26 dicembre 1885, ACS, CC, DSPP, b. 153.

²⁵² Lettera di Luigi Perelli, 20 agosto 1886, ACS, CC, DSPP, b. 157.

²⁵³ Lettera di Primo Levi a Crispi, 23 agosto 1886, ACS, CC, DSPP, b. 153.

²⁵⁴ Nel 1882 si omaggiano gli abbonati con cinque romanzi: tra gli autori compaiono le firme di Arrighi, Dossi, Petruccelli Della Gattina e Dickens.

²⁵⁵ Così si annuncia nel 1884 in occasione del pellegrinaggio al Pantheon in memoria di Vittorio Emanuele II.

²⁵⁶ Telegramma da Luigi Perelli in occasione del suo discorso a Palermo, 11 novembre 1881, ACS, CC, DSPP, b. 22, fasc. 187.

²⁵⁷ «Mio caro Levi, Suspendete la pubblicazione della mia conferenza. Le correzioni inviatemi da Palermo non possono andare. Bisognerebbe fare altrimenti» scrive Crispi a Levi in riferimento alla conferenza tenuta a Palermo il 27 maggio 1885; Biglietto s.d., AMAE, Carteggio Crispi-Levi.

Al notiziario politico si affianca “la rivista della stampa” nazionale, le corrispondenze italiane ed europee, la cronaca e il diario sulla politica estera; in seconda e terza pagina compaiono le rassegne letterarie, teatrali e artistiche curate da Primo, con la collaborazione di Perelli; in appendice si pubblicano numerosi romanzi italiani e stranieri, spesso ampiamente presentati. A Rovani si affiancano autori come Dickens, Gogol’ e Arrighi di cui si prediligono le opere di denuncia sociale che riecheggiano le istanze del crispismo riformista degli anni Ottanta. I nuovi campi d’interesse della scienza e della cultura trovano ampio spazio su «La Riforma» segno che i redattori sanno tenere il passo con la trasformazione in atto del giornalismo italiano, rispondendo con approfondimenti di economia e scienze sociali all’esigenza di uscire dal monopolio della politica, tipico del quotidiano tradizionale, per soddisfare un pubblico, quello del ceto medio, «portatore di una nuova domanda, non solo di formazione, ma pure di acculturazione e di informazione, anche scientifica»²⁵⁸. In particolar modo si dà spazio a temi come la scuola, l’educazione fisica e militare, l’igiene e anche alle nuove scienze dell’antropologia e della criminologia. Negli articoli di approfondimento, la scientificità del dato è assicurata da un largo uso della statistica che Crispi considera un metodo efficace per la conoscenza del paese²⁵⁹. Dal 1885 al 1890 «La Riforma» pubblica in cinque dispense il prezioso inserto de «La Riforma Illustrata» con ritratti a colori e articoli di Giuseppe Rovani, Matilde Serao ed Edoardo Scarfoglio, che danno lustro alla pubblicazione. Chi rimane invece nell’ombra è Crispi che, nella redazione de «La Riforma», veste i panni dell’eminenza grigia.

*Crispi alla regia*²⁶⁰

Il siciliano non è uomo da lasciar mano libera agli altri, seppur fidati, nella gestione di uno strumento così centrale per la difesa e la diffusione delle sue idee politiche. Per questo, da dietro le quinte, cura molti aspetti della vita del giornale, occupandosi un po’ di tutto, dalla

²⁵⁸ B. Tobia, *Una cultura per il nuovo stato*, cit., p. 436.

²⁵⁹ Già nei primi mesi del 1878 Crispi aveva firmato il decreto per la soppressione del ministero dell’Agricoltura e per il passaggio di alcuni servizi al ministero degli Esteri, tra cui quello di statistica, affidato ad una Direzione generale con lo scopo «di dare maggior unità d’indirizzo e più efficace impulso ai lavori statistici, così al centro, come negli uffici provinciali», Bozza del decreto, ACS, Roma, b. 2, fasc. 21.

²⁶⁰ Il carteggio tra Crispi e Levi cui si farà riferimento in questo paragrafo è conservato l’AMAE, in una busta sciolta non inventariata. Si tratta di 200 documenti, tra biglietti e lettere, per lo più senza data, scritte a mano da Crispi su carta intestata della Camera dei deputati o sulla sua carta da lettere personale. L’intero nucleo è da riferirsi al periodo 1878-1893. Per quanto l’assenza del dato temporale non permetta una precisa ricollocazione delle fonti su un asse cronologico, rendendole difficilmente utilizzabili *tout court*, in questa sede il carteggio ha permesso di verificare il grado di coinvolgimento di Crispi nella gestione del giornale. In assenza di indicazioni aggiuntive, nelle note successive, ci riferiremo sempre a AMAE, Carteggio Crispi-Levi. Sul carteggio cfr. E. Piscitelli, *Francesco Crispi, Primo Levi e la “Riforma”*, «Rassegna storica del Risorgimento», XXXVII, fasc. I-IV, 1950, pp. 411-416.

pubblicità²⁶¹, alle migliori tecniche di «riforma della Riforma»²⁶², fino ai romanzi in appendice²⁶³ ma, soprattutto, ponendo la sua esperienza politica e giornalistica al servizio del foglio. Durante le lunghe giornate alla Camera invia a Levi piccoli biglietti o vere e proprie lettere in cui sintetizza i maggiori avvenimenti riguardanti la politica, da pubblicarsi nell'ultimo corriere in terza pagina. A volte annota brevi frasi²⁶⁴ o una lista di parole chiave utili a svolgere i temi più importanti²⁶⁵, altre volte invece le annotazioni sono più lunghe e strutturate per punti in modo che chi si occuperà di scrivere l'articolo possa rispecchiare perfettamente il fluire del suo pensiero. Compito del direttore è quello di trovare la giusta forma ai suoi appunti come Crispi stesso scrive a Levi:

le mie lettere a voi sono scritte con rapidità, senza studio e come vengon dal cuore. I fatti e le idee sono tali da non doversene pentire ma lo stile, la forma meritano spesso necessaria lima²⁶⁶.

Ricevuti i biglietti, direttore e redattore si coordinano²⁶⁷ e preparano la pubblicazione, in un fitto scambio di notizie, consigli o secchi ordini che si ripete pressoché giornalmente e che definisce una regia editoriale complessa e attenta, in cui ognuno svolge il suo ruolo e Crispi li svolge tutti. Enzo Piscitelli, che negli anni Cinquanta, riordinando le carte dell'Archivio Diplomatico del ministero degli Esteri, ha per primo rinvenuto il carteggio tra Crispi e Levi, scrive:

La penna di Crispi corre agile e veloce al servizio di una cultura estesa e profonda, di un'intuizione non comune, di un'esperienza multiforme: al di fuori della polemica, si può molte volte notare la giustezza delle impressioni, la rapidità della sintesi, l'immediatezza nell'afferrare e centrare le questioni²⁶⁸.

²⁶¹ «Bisogna farsi in giornata i cartelloni per la Riforma. È necessario non perder tempo, perché a fin d'anno vi sono i rinnovamenti», scrive Crispi a Levi.

²⁶² Così scrive Luigi Perelli a Crispi, riferendosi ai desideri del deputato, 16 ottobre 1886, ACS, CC, DSPP, b. 157.

²⁶³ «È impossibile avere il Gorgione per oggi, e forse nemmeno per domani».

²⁶⁴ «I trasformisti sono una dozzina e mezzo di spostanti che non sanno come arrivare. Uomini che furono e che vogliono ritornare, nonostante le pessime prove».

²⁶⁵ «Armamenti. Prudenza Austria. Artiglieria. Fortificazione delle isole. Riserve e milizie territoriali. [...] Cenni = difesa nazionale».

²⁶⁶ Lettera a Levi, 7 dicembre 1879, cit. in E. Piscitelli, *Francesco Crispi, Primo Levi e la "Riforma"*, cit., pp. 413-414.

²⁶⁷ «Leggi la letterina di Crispi, Bisogna tenerne conto per l'articolo», De Luca a Levi, 1878.

²⁶⁸ E. Piscitelli, *Francesco Crispi, Primo Levi e la "Riforma"*, cit., p. 415.

Quando invia articoli già pronti e titolati²⁶⁹ Crispi cela la sua identità dietro la penna del giornalista anonimo, arrivando a riferirsi a se stesso come a «il nostro amico»²⁷⁰: il suo nome non compare quasi mai sul quotidiano onde evitare che gli articoli siano tacciati di faziosità e perdano d'effetto. Nella maggior parte dei casi la *longa manu* di Crispi nella direzione del giornale si traduce nell'indicazione perentoria:

Caro Levi, Vi accludo il mio articolo. Vogliate sorvegliarne la correzione. Vi accludo anche una risposta alla Ragione per Magliani. Rivedetene i dati e gli argomenti, e fatene un articolo che difendendo l'articolo non ci dia la taccia di ministeriali. Vostro affettuoso Crispi. (Si giri). PS. L'articolo pel Magliani deve andare stasera, che non si comprenda la connessione tral Magliani ed il Parlamento.

Spesso il foglio è il mezzo con cui egli si difende dalle accuse politiche che gli sono mosse pubblicando delle dichiarazioni ufficiali²⁷¹ o dando al giornale secche indicazioni su come rispondere: «Mi dicono che lo Journal de Rome abbia scritto, che io chiesi al principe Guglielmo l'udienza che mi fu negata. Smentite duramente la notizia».

Sia Crispi che Levi sono abilissimi comunicatori: dando massima importanza alla scelta dei temi e a una minuziosa cura della forma²⁷², mostrano di muoversi con agilità in un mondo giornalistico dai tratti moderni, sempre alla ricerca della notizia e della pubblicazione a effetto: «Ora, bisogna impedire che domani il Fracassa, rispondendo, torni alla carica. Se no, addio effetto» scrive Levi al deputato. Crispi, da parte sua, ogni volta che può, gli passa sottobanco notizie in anteprima e gli indica come muoversi: «Caro Levi vi accludo un articolo, che comparirà stasera nel Bersagliere. Se sullo stesso tema vorrete scrivere due parole in ultimo corriere, fareste bene».

L'ultima parola resta sempre alla regia crispina che firma la liberatoria o meno per l'impaginazione con secchi: «Stabbene» o «L'intonazione dell'articolo non mi va». Il rapporto tra Levi e Crispi si forgia nelle lunghe corrispondenze private, all'insegna del reciproco rispetto e della complementarità dei ruoli, così come lo stesso Crispi confessa in una lettera privata:

²⁶⁹ In particolare sono presenti nel fondo due lunghi articoli sul ministero del Tesoro e sui decreti del 1877.

²⁷⁰ Questo il caso di un articolo scritto da Crispi sulle elezioni di Grosseto poi stampato ne «La Riforma» il 19 dicembre 1883 col titolo *Perché la camera ha dato ragione a Crispi*.

²⁷¹ «Pubblicate mio telegramma giornale risponderà per conto suo se crede».

²⁷² «Illustre Va benissimo solo quel riserbo che ho sotto segnato non mi sembra molto chiaro, in relazione al non ci pensano precedente. Non si potrebbe mettere invece ritardo?». Levi a Crispi.

io son fortunato di aver trovato in voi un interprete delle mie idee ma assicuratevi che a nulla sarebbero valsi i miei consigli se in voi il cuore e la mente non si fossero trovati pronti a riceverli e a fecondarli. Forse sarò stato il fucile, ma voi forse la pietra focaia²⁷³.

Vivendo anni concitati di duro lavoro, facendo coesistere occupazioni diverse come il giornale, la Camera, l'avvocatura, Crispi non si risparmia: tra il 1885 e il 1886, fa un passo in avanti e decide di occuparsi di due importanti progetti editoriali. Per farlo, può servirsi dello Stabilimento Tipografico Italiano da lui fondato, che negli anni Ottanta vive la sua più florida stagione, pubblicando i romanzi già apparsi nell'appendice de «La Riforma»²⁷⁴ e i discorsi politici di Agostino Bertani, Nicola Fabrizi, Francesco De Sanctis e Ettore Socci intorno alle maggiori riforme da compiersi²⁷⁵. Lo scopo perseguito è quello, scrive Levi, di «far rumore» e l'idea della pubblicazione vi risponde perfettamente: seguendo un percorso parallelo a quello della stampa, anche l'editoria si appresta in quegli anni a entrare nella modernità, sospinta dai cambiamenti in atto. Il libro si va trasformando da oggetto di lusso in uno strumento di conoscenza più accessibile, le librerie iniziano a moltiplicarsi, pur se per lo più concentrate nel Nord Italia, e i lettori aumentano²⁷⁶. Crispi segue il vento favorevole e nel 1885 fa curare a Perelli, sotto la sua attenta supervisione, l'edizione del *Diario della Spedizione dei Mille*, già apparso a puntate su «La Riforma Illustrata»²⁷⁷.

Il 1886 è però per il deputato un giro di boa decisivo: alla crisi irrisolvibile del governo a un passo dalla caduta e alle sempre più numerose voci che chiedono di «barattare il [...] “tiranno” con gli “arruffoni”»²⁷⁸ egli è deciso a rispondere con un progetto politico che lo renda il successore designato di Depretis il quale, anche per le precarie condizioni fisiche, sembra aver fatto il suo tempo. Per questo ha intenzione di pubblicare il diario del viaggio del 1877 in Europa: la stampa dei «telegrammi, le lettere ed i colloqui» raccolti in quell'occasione gli permetterebbe di far conoscere al pubblico l'importanza della sua azione

²⁷³ E. Piscitelli, *Francesco Crispi, Primo Levi e la “Riforma”*, cit., p. 414.

²⁷⁴ Tra cui *L'Alfiere* di Pisani Dossi (1881), *Giorgione* di Petruccelli Della Gattina (1879) e *L'arte a Torino* di Levi (1880).

²⁷⁵ Durante gli anni dei mandati crispini spariranno le pubblicazioni di romanzi e si darà spazio ai problemi dell'emigrazione, del colonialismo, della marina, delle riforme sanitarie e del processo della Banca Romana. Le pubblicazioni si faranno più esigue già dal 1892, lo Stabilimento chiuderà definitivamente i battenti nel 1900.

²⁷⁶ Cfr. A. Gigli Marchetti, *Le nuove dimensioni dell'impresa editoriale*, G. Turi (a cura di), *Storia dell'editoria nell'Italia contemporanea*, Firenze, Giunti, 1997, pp. 115-163; A. Gigli Marchetti, M. Infelise, L. Mascilli Migliorini, M.I. Palazzolo, G. Turi (a cura di), *Editori italiani dell'Ottocento. Repertorio*, 2 tomi, Milano, Franco Angeli, 2004; G. Ragone, *Un secolo di libri: storia dell'editoria in Italia dall'Unità al post-moderno*, Einaudi, Torino 1999; N. Tranfaglia, A. Vittoria, *Storia degli editori italiani dall'Unità alla fine degli anni Sessanta*, Laterza, Roma-Bari 2007.

²⁷⁷ F. Crispi, *Diario della Spedizione dei Mille*, Roma, Stabilimento Tipografico Italiano, 1885.

²⁷⁸ Lettera di Nicola Marselli al conte di Robillant, 6 dicembre 1881, cit. in F. Chabod, *Storia della politica estera italiana dal 1870 al 1896*, nota 2241.

diplomazia e di rafforzare la sua posizione²⁷⁹. Il presidente del Consiglio però, a cui Crispi comunica l'intenzione affinché la pubblicazione «non giunga improvvisa»²⁸⁰, si mostra in disaccordo «per ragioni di pubblico interesse» e non gli dà «il consenso del governo»²⁸¹. Crispi si altera, dichiarando di non aver bisogno di alcun consenso da parte di un ministero «il quale più non esiste» e che solo teme la «pubblica riprovazione»²⁸². Nonostante la ferma risposta, abbandona il progetto, considerando, forse, che le critiche cui sarebbe andato incontro da parte dei ministeriali avrebbero potuto indebolire la risonanza cui mira. Egli ha già in mente una seconda pubblicazione, che vedrà la luce nel 1887, dopo lungo e attento lavoro. Si tratta della raccolta dei suoi discorsi elettorali dal 1865 al 1886, pubblicati, come si scrive nella prefazione, per rendere possibile «la vulgarizzazione di tante idee feconde» in un momento «decisivo» in cui, ormai «vicini ad una seconda riscossa», gli italiani sentono il bisogno di separarsi dal «mal vivo presente» e dai parlamentari eletti, «emanazione putrida di un passato ben morto» e ostacolo a «un luminoso avvenire».

L'editore presenta i discorsi come un progetto necessario e invita il pubblico ad accogliere l'edizione «come merita»²⁸³. Si tratta infatti, continua, della raccolta delle parole di un uomo distintosi per «la fede inconcussa, la imperterrita costanza, la irremovibile fermezza» e che ha lavorato per l'Italia «dagli sforzi pel compimento per l'unità nazionale» «allo svolgimento del problema sociale». L'opuscolo, per il modo in cui viene presentato, pare dunque riproporre e saldare insieme tutti gli elementi dell'immagine pubblica di Crispi definitasi in questi anni. Levi dà alla buona riuscita dell'opera un contributo decisivo consigliando di attendere la ripresa della vita politica per la pubblicazione, così da assicurarsi «il debito rumore»²⁸⁴. Non solo. Sempre Levi suggerisce una pubblicazione più ampia, che includa le lettere e le conferenze:

i discorsi, essi, stanno benissimo; ma perché, avendo a essi unito e lettere e conferenze, non ha voluto comprendere anche il discorso dell'Argentina? Sarebbe stato perfettamente a posto. Vi pensi e se ne persuade, me lo mandi subito che dovrebbe tenere il secondo posto²⁸⁵.

²⁷⁹ È possibile che egli volesse pubblicare anche un resoconto del viaggio del 1882 in Europa avendo scritto insistentemente a Levi di non disfarsi di alcuna lettera da lui inviata nel periodo di soggiorno all'estero.

²⁸⁰ Lettera a Depretis, 15 settembre 1886, MRR, b. 831.

²⁸¹ Lettera a Crispi, 17 settembre 1886, ivi.

²⁸² Lettera a Depretis, 19 settembre 1886, ivi.

²⁸³ F. Crispi, *Discorsi elettorali di Francesco Crispi (1865-1886)*, Roma, Stabilimento Tipografico Italiano, 1887.

²⁸⁴ Lettera di Levi, 20 maggio 1886, ACS, CC, DSPP, b. 153.

²⁸⁵ Lettera di Levi, 30 agosto 1886, ACS, CC, DSPP, b. 153.

Ogni cambiamento è concordato con Crispi e ogni correzione passa sotto le sue mani: «siamo intesi che le stampe vanno rilette; ma se si tratta soltanto di correzioni tipografiche posso farle io»²⁸⁶, scrive Primo a Crispi. Massimo rilievo viene dato alla prefazione che, come abbiamo visto, rende il senso dell'intera opera. A occuparsi di scriverla è sempre Levi che chiede a Crispi istruzioni sul corpo del testo e sui numeri a piè di pagina e propone di inserirvi ricordi del passato e riflessioni sul presente²⁸⁷. Quando Crispi chiede al collaboratore di firmare la prefazione, il giovane risponde però di non avere la giusta autorità «agli occhi degli estranei» e consiglia che sia Crispi o l'editore a presentare il volume, per dare il giusto peso all'opera, «quanto poi alla fatica materiale di stendere la prefazione»²⁸⁸, sarà lui a farlo in ogni caso. Con la preparazione delle stampe dei discorsi Crispi chiude il 1886, sentendosi vicino a «un avvenire» che gli pare ormai «suo di diritto»²⁸⁹. E nel 1887 l'occasione arriva: nella primavera di quell'anno Depretis lo nomina ministro dell'Interno del suo ultimo Gabinetto. Quando l'anziano statista si spegne, il 7 luglio, Crispi diventa primo ministro. Ha sessantotto anni ma in molti riconoscono in lui una tempra ancora salda. Giuseppe Coceva, pubblicando *Biografie di deputati e senatori*, scrive:

Francesco Crispi pur invecchiando si mantenne giovane. Profondamente democratico, egli conservò intatto nel cuore il sentimento di quelle idealità, che furono la più potente leva della mirabile nostra risurrezione nazionale. Salito al potere in circostanze per lui certamente favorevoli, egli certo potrà raccogliere intorno a sé tutti quelli che vogliono il più ampio e incondizionato svolgimento della libertà armonizzato con le esigenze di un governo vigoroso all'interno, rispettato e temuto all'estero²⁹⁰.

Negli anni dei primi due mandati il mito politico cresce ulteriormente, contribuendo alla definizione di una leadership politica dai tratti moderni.

²⁸⁶ Lettera di Levi, 1 settembre 1886, ivi.

²⁸⁷ «La prefazione verrà impaginata coi numeri romani. Mi dica se le sembra meglio stamparla nello stesso corpo dei discorsi, o in corpo più piccolo; io starei pel corpo 8; [...] Vorrei comprendervi, non solo qualche accenno riassuntivo sul passato, ma qualche riflessione sul presente. Le pare?», ivi.

²⁸⁸ Lettera di Levi, 20 maggio 1886, ACS, CC, DSPP, b. 153.

²⁸⁹ Lettera a Depretis, 19 settembre 1886. MRR, b. 831.

²⁹⁰ G. Coceva, *Francesco Crispi*, cit., p. 36.

CAPITOLO II. IL MITO ALLA PROVA

Il concetto incarnato della Patria

«Io sono un principio, io sono un sistema di governo, dal quale può dipendere l'avvenire della patria»¹

Il 25 ottobre del 1887 quando Luigi Roux, Giolitti e Bottero organizzano un banchetto in onore del nuovo presidente del Consiglio a Torino, Crispi coglie l'occasione per dare al suo discorso il significato di un «fatto nazionale più che politico»² mirante non tanto a esporre un programma quanto piuttosto a definire e legittimare un «sistema di governo»³. Durante l'orazione Crispi si difende dall'accusa, più volte mossagli, di autoritarismo affermando che «un'autorità» sia necessaria al «quotidiano svolgimento dello Stato» quando sia «sotto ogni aspetto legittima» e dunque discenda dalla volontà popolare e si dimostri capace «di trarre per tutti il maggior bene possibile». In «eccezionali momenti» – continua – il potere

può [...] essere consentito dall'universale, [...], a un solo uomo; e tutto un paese, tutta una nazione, tutto un Parlamento può stringersi intorno ad esso; ma ad un solo intento ei deve usarne: a quello di adoperarsi perché nel più breve tempo e nel modo migliore si torni alle condizioni normali⁴.

All'alba del primo mandato, con poche parole di rilevante spessore politico, Crispi abborda alcune questioni fondamentali che definiscono la sua leadership. In primo luogo, parlando di autorità legittima, egli riconosce la centralità del problema del consenso per cui, a partire dal primo allargamento del suffragio del 1882, la relazione tra potere politico e società civile dipende sempre più dalla capacità del primo, di «attrarre l'adesione libera e spontanea di coloro che a esso si avvicinano nella convinzione che sia giusto e vantaggioso accettare di adeguarsi»⁵. Distinto il potere legittimo da quello arbitrario, il primo ministro afferma che a «presiedere all'essenza fondamentale» dello Stato debba essere chiamata una figura che

¹ F. Crispi, *Pensieri e profezie, a c. di T. Palamenghi-Crispi*, Roma, Tiber, 1920, p. 202.

² Così scrive a Tommaso Villa, 7 settembre 1887, ACS, CC, DSPP, b. 49, fasc. 296.

³ Così scrive il deputato Delvecchi a Crispi, 31 agosto 1887, ivi.

⁴ F. Crispi, Discorso di Torino, 25 ottobre 1887, in AA.VV., *La politica italiana dal 1848 al 1897. Programmi di governo*, vol. III, Roma, Tipografia della Camera dei Deputati, Ripamondi e Colombo, 1899, p. 8.

⁵ P. Pombeni, *La ragione e la passione*, cit., p. 534. Nel 1889 l'estensione del suffragio amministrativo avrebbe segnato un'altra importante evoluzione. Paolo Pombeni ha scritto a tal proposito: «La riforma dell'elettorato amministrativo [...] non riveste importanza minore di quella del 1882, anzi per molti versi ha avuto una maggiore influenza sul lungo periodo. È infatti con il 1889 che si aprono terreni di competizione in cui vi è uno spazio maggiore per la società civile [...] e non a caso è, a mio giudizio, la competizione elettorale amministrativa che dà fiato in misura rilevante alla nuova forma partito». Id., *Autorità sociale e potere politico nell'Italia contemporanea*, cit., p. 38.

incarni al contempo «il dovere, il volere e il sapere», la quale può, in particolari momenti, operare arbitrariamente in vista della salvezza della patria.

Crispi si autopropone dunque nei panni di un leader autorevole le cui caratteristiche sembrano ipostatizzare l'idealtipo weberiano del Mosè⁶, del «profeta» che, scelto tra gli altri per «la divina irruzione di grazia», «si leva tra la folla»⁷ e conduce la comunità dalla miseria alla salvezza «con il passaggio attraverso una terra incognita di cui nessuno [ha] le mappe»⁸. Alla fine del suo discorso, ascoltato in silenzio da seicento invitati nel Teatro Regio di Torino, il presidente siciliano chiede la fiducia alla nazione in nome del patriottismo che paragona «rispetto ai [...] differenti colori» «al raggio di sole dal quale emanano tutti e in cui tutti si confondono»⁹.

Le idee espresse da Crispi, «calorosamente applaudite»¹⁰, fanno il giro della nazione, presentate da «La Riforma» in termini quasi evangelici: «il capo del governo ha parlato», si scrive il 26 ottobre nell'articolo in prima pagina *Locutus est!*¹¹. I prefetti telegrafano dalle varie provincie l'unanime «favorevolissima impressione», esponenti dell'amministrazione scrivono per congratularsi, dalla Sicilia arrivano saluti commossi¹². Il direttore della «Gazzetta di Saluzzo», comune piemontese, gli scrive:

finalmente, tutti gli inciampi che si erano posti sul Vostro cammino per tenervi indietro si sono dissipati, – e che, finalmente, il tempo ha fatto giustizia, niente più che giustizia, all'esule modesto, al patriota ardente, indefesso, senza macchia, alla mente politica dell'epopea garibaldina, al fortissimo cittadino, al grande oratore¹³.

La stampa internazionale risponde entusiasta, dedicando ampio spazio al discorso. Il «St. James's Gazette» di Londra scrive:

For a long time past many an Englishman has “only wished” [...] the England had such a Minister as Prince Bismarck; and if he is to be judged by his later acts and deeds, we many now add, or as Signor Crispi¹⁴.

Lo segue pochi giorni dopo il «Die Post»:

⁶ Cfr. M. Weber, *Economia e società*, vol. I, Milano, Donzelli, 1961.

⁷ Cit. in E. Biagini, *Il liberalismo popolare*, cit., p. 455.

⁸ P. Pombeni, *La ragione e la passione*, cit., p. 647.

⁹ F. Crispi, Discorso di Torino, 25 ottobre 1887, in AA.VV., *La politica italiana dal 1848 al 1897*, cit., p. 15.

¹⁰ C. Duggan, *Creare la Nazione*, cit., p. 608.

¹¹ *Locutus est!*, «La Riforma», 26 ottobre 1887.

¹² Cfr. ACS, CC, DSPP, b. 49, fasc. 296.

¹³ Lettera del 25 ottobre 1887, ivi.

¹⁴ *Signor Crispi's Statesmanship*, «St. James's Gazette», 26 ottobre 1887, ivi.

Un popolo [...] il quale è in grado di riporre piena fiducia nella volontà d'un sol uomo quando ciò è necessario, e di dargli un mandato illimitato rinunciando ad ogni tentativo di sollevargli delle difficoltà dimostra di essere degno della libertà, appunto perché a tempo opportuno depone le armi di cui è fornito a difesa di essa¹⁵.

Il discorso di Torino è un evento politico decisivo: si tratta infatti della prima presa di parola pubblica del presidente del Consiglio a seguito del suo incontro con Bismarck a Friedrichsruch che aveva convertito molti al sogno crispino di grandezza nazionale¹⁶. In numerose altre occasioni egli avrebbe fatto riferimento a quella «autorità del nome», acquisita «con la sapienza e l'energia, dopo un lungo corso di opere fortunate»¹⁷, come fonte di legittimità del suo mandato: «tutto sta nella tempra dell'uomo che dirige le cose dello Stato», e «io non farò alcun uso politico di essa; lo prometto»¹⁸, dichiara in Senato all'occasione della discussione della legge sui prefetti nell'estate 1887.

In un altro importante discorso, tenuto tre anni dopo a Firenze, chiude la sua orazione richiamandosi all'unità di intenti dell'intero paese:

In questa condizione, bene poss'io dirigendomi a voi, che avete voluto ascoltarvi, dirigermi a tutta Italia, chiamando a difesa di questi beni supremi, al rispetto di questi supremi doveri, quanti sono italiani che non acciechi ira di parte, e il cui patriottismo sia confortato dal senno¹⁹.

La «condizione» assunta dallo statista, «sulla cima di una piramide», non solo gli permette di vedere «le cose in modo diverso»²⁰, di riconoscere la verità e la salvezza²¹, ma gli dà la possibilità di comunicare direttamente con l'intera nazione: proprio come nella disquisizione teorica di Weber, Crispi non si accontenta di comunicare ai «chierici» (i parlamentari) ma anzi li scavalca, per arrivare ai «laici» (l'intero corpo della nazione). La «vera politica nazionale»²² che egli rappresenta non ammette distinzioni tra le parti in quanto mira alla difesa dei «beni

¹⁵ S.t., «Die Post», 30 ottobre 1887, AMAE, Eredità Crispi, fasc. I.

¹⁶ A proposito dell'incontro tra Bismarck e Crispi, il conte Solms, ambasciatore tedesco a Roma, scrive: «Ho l'impressione che finora gli italiani sentissero di aver soltanto vestito i panni di una grande potenza, e che soltanto a Friedrichsruch, per la prima volta, Crispi abbia ottenuto per loro le lettere patenti che confermano il suo status», cit., in C. Duggan, *Creare la Nazione*, cit., p. 607.

¹⁷ F. Crispi, *Pensieri e profezie*, cit., p. 182.

¹⁸ Tornata dell'11 luglio 1887, F. Crispi, *Discorsi Parlamentari di Francesco Crispi*, vol. II, cit., p. 867.

¹⁹ F. Crispi, Discorso di Firenze, 8 ottobre 1890, in AA.VV., *La politica italiana dal 1848 al 1897*, cit., p. 764.

²⁰ Id., Discorso di Torino, 25 ottobre 1887, ivi, p. 8.

²¹ «Non è permesso a nessuno di dubitare di ciò che dico», tuona Crispi in parlamento contro Bonghi, tornata del 18 febbraio 1889, relativa al decreto del 27 dicembre col quale era stato collocato in disponibilità il tenente generale Emilio Mattei; F. Crispi, *Discorsi Parlamentari di Francesco Crispi*, vol. III, cit., p. 282.

²² Tornata del 17 marzo 1888, ivi, p. 17.

supremi» e dunque nasce per essere sostenuta da ogni cittadino. Il volere del paese e quello del governo entrano così in cortocircuito, fondendosi in un'unica volontà che il leader incarna. Tale concetto unitario di popolo, inteso, in maniera più o meno forzata, come una compatta, quanto illusoria, comunità «dove l'insieme supera la somma delle parti di cui è composto, dove l'individuo si fonde col tutto»²³, ritorna come una costante dei suoi discorsi e costituisce un elemento dal forte potenziale evocativo posto in essere contro i processi di trasformazione cui si imputa la frammentazione sociale. Nel corso dei primi due mandati, «La Riforma» insisterà sul concetto di coesione tra governo e paese lodando il valore del premier, evidente «anche agli occhi di coloro che pur non consentono in tutto col Governo attuale, ma che pensano che l'onore e gli interessi del paese debbano prevalere sulle divergenze personali e sulle passioni dei partiti»²⁴.

La leadership crispina implica dunque una caratterizzazione in senso populista del rapporto con la società sebbene si tratti di un «appello al popolo» che non ha come scopo la demolizione del sistema istituzionale in essere²⁵ ma che nasce e muore nel dominio del costituzionalismo vigente: dichiarando di voler realizzare l'agognata grandezza della patria²⁶ tale appello mira alla «cooptazione di nuovi e ben individuati spezzoni di elettorato»²⁷.

In questi momenti di dialogo con la comunità di destino, il leader dichiara di porre se stesso e la propria vita al servizio della nazione. Nella tornata del 19 marzo del 1888 così afferma in parlamento:

Vi hanno, è vero, momenti in cui l'animo si esalta ed il cuore riceve qualche consolazione; ma sono così rari tali momenti, che si richiede una gran dose della virtù del sacrificio, per non abbandonare il posto che si occupa²⁸.

Di riflesso, al popolo chiede fedeltà e unitarietà di intenti nonché la capacità di sacrificarsi per il bene comune. L'oggetto sacrificato si modifica a seconda del contesto politico e può riguardare le manovre economiche e gli inasprimenti fiscali cui il premier sottopone il paese per rafforzare l'esercito o per stanziare nuovi fondi per l'Africa, un impegno di tipo militare

²³ L. Zanatta *Il Populismo*, cit., p. 20.

²⁴ *La parte della politica*, «La Riforma», 29 maggio 1889; cfr. anche *Il mandato di fiducia*, ivi, 14 maggio 1888; *Il programma di Torino*, ivi, 28 ottobre 1887; *Paese e Camera*, ivi, 29 maggio 1888; *Uniti nei fatti*, ivi, 11 giugno 1888; *Unità nazionale e sociale*, ivi, 18 ottobre 1889; *Governo e Paese*, ivi, 2 aprile 1890; *Libertà e autorità*, ivi, 24 marzo 1890.

²⁵ Sulla distinzione teorica tra due diverse tipologie di populismo, cfr. P. Pombeni, *La ragione e la passione*, cit.; L. Zanatta, *Il populismo*, cit.

²⁶ «Pensi l'Italia al suo bene, e lo faccia uscire dall'urna», dichiara nel discorso di Torino il 18 ottobre 1890, in AA.VV., *La politica italiana dal 1848 al 1897*, cit., p. 145.

²⁷ F. Cammarano, *Nazionalizzazione della politica e politicizzazione della nazione*, cit., p. 150.

²⁸ Tornata del 19 marzo 1888, F. Crispi, *Discorsi Parlamentari di Francesco Crispi*, vol. III, cit., p. 20.

nelle colonie, o da ultimo una rinuncia parziale alla libertà in vista di un ristabilimento dell'ordine sociale in pericolo²⁹. Il 29 febbraio del 1888, in occasione della discussione sui negoziati economici per le tariffe doganali tra Italia e Francia, Crispi afferma:

Ma qui bisogna, o signori, che l'accordo fra nazione e Governo sia completo. In ogni guerra vi ha morti e feriti; si cade sui campi di battaglia, fra i colpi di cannone, e morti e feriti ci possono essere pure nelle battaglie economiche. Tuttavia un popolo forte non si scoraggia per ciò. Noi dobbiamo guardare allo scopo, al fine che ci siamo posti innanzi: ebbene, questo scopo, questo fine è tale, che merita tutti i nostri sforzi, e son sicuro che sapremo raggiungerlo. Dopo aver conquistato la indipendenza nazionale; dopo esser diventati politicamente un grande Stato, certo dei suoi destini, bisogna che ci rafforziamo anche economicamente e finanziariamente, per renderci indipendenti dalle altre nazioni. Aiutateci e vinceremo³⁰.

Più volte il concetto di sacrificio è utilizzato per far passare la fiducia sul bilancio della guerra, tasto dolente delle discussioni parlamentari:

Signori, quando il soldato ha fatto il suo dovere, anche la sconfitta è gloriosa! Ricordatevi, o signori, e qui parlo ai vecchi più che ai giovani, ricordatevi quanto sangue fu sparso dal 1848 in poi nel nostro paese. Ricordatevi il sei febbraio, ricordate Sapri, ricordatevi tutti i grandi sacrifici fatti dal popolo nostro, i quali non furono perduti, poiché fruttarono l'unità d'Italia! Ma credete voi, o signori, che i favori della fortuna si possano ottenere senza sacrifici! Tutte le grandi conquiste, che furono fatte dalle varie Potenze, nei primi tempi costarono e molto! I benefici si raccolsero tardi. E dobbiamo noi, ora che siamo alla vigilia di trarre profitto del denaro speso e del sangue versato, oggi che possiamo avere in Africa, a poca distanza dall'Italia, un territorio da colonizzare, che ci permetta di dirigerli tutta quella massa di sventurati che corre in America a cercarvi fortuna, dobbiamo noi rinunciare a questo beneficio che stiamo per assicurare alla patria nostra?³¹

In tutti i casi la rinuncia richiesta è rivestita di un'aura di sacralità per cui l'atto del sacrificio, in quanto azione morale, assicura l'appartenenza «a un gruppo valutabile in termini unici e umanamente superiore»³².

In questo modo Crispi investe i normali processi di compromesso tra potere esecutivo e legislativo (come anche tra potere esecutivo e società) di significati fortemente evocativi,

²⁹ Questa terza declinazione del concetto di sacrificio, inteso come una parziale perdita della libertà in vista del ristabilimento dell'ordine, trova senso, come vedremo, nei tumultuosi anni dell'ultimo mandato.

³⁰ Tornata del 19 febbraio 1888, F. Crispi, *Discorsi Parlamentari di Francesco Crispi*, vol. III, cit., p. 3.

³¹ Tornata del 17 giugno 1898, ivi, p. 359.

³² N. Elias, J.L. Scotson, *Strategie dell'esclusione*, Bologna, Il Mulino, 1994, p. 25.

recuperando parte dell'eredità del periodo cospirativo risorgimentale³³. In particolare egli delinea la relazione tra leader e nazione su quella vigente tra le figure de «l'eroe» e del «popolo», basata sul culto della patria di cui egli si fa «concetto incarnato»³⁴, e cementificata grazie all'atto del giuramento che «sancisce [...] quanto sia consapevole e sacramentale la loro adesione»³⁵ e al sacrificio nelle sue varie accezioni, fino a quello supremo della morte per la patria³⁶.

La tensione permanente e il nemico interno

All'interno di tale cosmologia ideale, nella quale si muovono come protagonisti indiscussi il leader e il popolo, la saldatura delle parti è assicurata dalle note d'urgenza immesse nel discorso politico, funzionali a ricompattare periodicamente la fiducia. Durante gli anni dei primi due mandati «i timori di guerra» che spirano in Europa, in cui la stagione di successi del «liberalismo più aperto e coerente»³⁷ lascia spazio allo statalismo, al protezionismo e all'imperialismo³⁸, sono per Crispi «politicamente utilissimi»³⁹. Soprattutto tra il 1887 e il 1888 egli ribadisce più volte che, pur desiderando la pace, il paese ha il dovere di tenersi pronto per la guerra:

Noi, in tanti pericoli, in causa delle possibili minacce, in un'Europa la quale è armata, e dove è latente un fuoco sotterraneo che può da un momento all'altro divampare, noi non possiamo che avere una politica di difesa⁴⁰.

Definendo un contesto dalle tinte fosche e immaginando un futuro incerto e pieno di pericoli, Crispi, che aveva costruito la sua immagine di «uomo di guerra e uomo di governo»⁴¹,

³³ Sull'utilizzo dei concetti di «giuramento» e «sacrificio» e sulle loro derivazioni cfr. A.M. Banti, *La nazione del Risorgimento. Parentela, santità e onore alle origini dell'Italia unita*, Torino, Einaudi, 2000.

³⁴ Così Crispi si autodefinisce in occasione del discorso di Palermo del 14 ottobre 1889, in AA.VV., *La politica italiana dal 1848 al 1897*, cit., p. 31.

³⁵ A. Petrizzo, *Feste e rituali*, in A.M. Banti, A. Chiavistelli, L. Mannori, M. Meriggi (a cura di), *Atlante del Risorgimento. Lessico del linguaggio politico dal Settecento all'Unità*, Roma-Bari, Laterza, 2011, pp. 75-85, p. 81.

³⁶ Cfr. O. Janz, L. Klinkhammer (a cura di), *La morte per la patria. La celebrazione dei caduti dal Risorgimento alla Repubblica*, Roma, Donzelli, 2008.

³⁷ F. Cammarano, *Liberalismo e democrazia: il contesto europeo e il bivio italiano (1876-1880)*, in M. Ridolfi (a cura di), *La democrazia radicale nell'Ottocento europeo*, cit., p. 162.

³⁸ Cfr. E.J. Hobsbawm, *L'età degli imperi 1875-1914*, Roma-Bari, Laterza, 2005.

³⁹ C. Duggan, *Creare la Nazione*, cit., p. 631. Sulla posizione di Crispi in politica estera cfr. F. Chabod, *Storia della politica estera italiana dal 1870 al 1896*, cit.

⁴⁰ Tornata del 27 giugno 1888, Discussione sui provvedimenti finanziari, in F. Crispi, *Discorsi Parlamentari di Francesco Crispi*, vol. III, cit., p. 82.

⁴¹ G. Pieragnoli, *Profili Politici. Francesco Crispi*, Roma, Tipografia Romana, 1887, p. 7.

si propone come condizione imprescindibile alla salvezza nazionale⁴² e al contempo promuove un linguaggio politico dai toni fideistici e religiosi.

La liturgia dell'apostolo e degli adepti è completata dall'immagine del nemico interno ed esterno⁴³ il cui scopo è quello di minare l'unità e la vita della comunità nazionale. All'interno di tale visione manichea è ascrivibile la narrazione che Crispi propone del difficile e teso rapporto con la Francia negli anni dei suoi mandati. Causa lui stesso, in varie occasioni, dell'inasprimento delle relazioni con la repubblica, egli presenta il problema alla Camera e al paese in termini di difesa nazionale: «Si tratta di difenderci; non di offendere»⁴⁴ dichiara nel 1888 in parlamento. «La Riforma» sostiene ossessivamente che la stampa del paese vicino danneggi l'immagine dell'Italia agli occhi del resto d'Europa e che la presunta gallofobia attribuita a Crispi non sia che la risposta di un patriota e di un uomo di Stato di fronte alla presa di posizione politica ed economica di un paese vicino che rischia di minacciare l'onore della nazione italiana⁴⁵. In occasione dell'espulsione di tre giornalisti stranieri, due francesi e un tedesco, a opera del governo, nel maggio del 1890, Crispi risponde all'interpellanza di Cavallotti definendo un'immagine del nemico straniero che riecheggia l'archetipo del «barbaro» della narrazione risorgimentale⁴⁶:

Oggi non si tratta di politica, né di relazioni internazionali che si sieno volute tutelare. Oggi si tratta di una cospirazione che da due anni si è tentata contro l'Italia e contro il suo credito pubblico. [...]. Da due anni, io dissi, si cospirava contro il nostro credito: e ne ho le prove. [...]. E quando uno straniero è qui per combattere l'Italia nelle sue istituzioni, negl'interessi i più vitali, volete voi che noi restiamo con le braccia incrociate e, per amor di teorie poetiche, lasciamo continuare quest'opera dissolvente e pernicioso a danno del nostro paese?⁴⁷

⁴² Alessandro Guiccioli scrive nel suo diario all'inizio del 1888: «Ogni giorno mi persuado che, data la situazione, Crispi è meglio di qualsiasi altro», cit. in C. Duggan, *Creare la Nazione*, cit., p. 642.

⁴³ Sulla categoria del "nemico" cfr. F. Cantù, F. Di Febo, R. Moro (a cura di), *L'immagine del nemico. Storia, ideologia, rappresentazione tra età moderna e contemporanea*, Roma, Viella, 2009; M.L. Salvadori, *Italia divisa. La coscienza tormentata di una nazione*, Roma, Donzelli, 2007; L. Di Nucci, E. Galli della Loggia (a cura di), *Due nazioni. Legittimazione e delegittimazione nella storia d'Italia*, Bologna, Il Mulino, 2003; A. Ventrone, *Il nemico interno. Immagini, parole e simboli della lotta politica nell'Italia del Novecento*, Roma, Donzelli, 2005; Id. (a cura di), *L'ossessione del nemico. Memorie divise nella storia della Repubblica*, Roma, Donzelli, 2006; F. Cammarano, S. Cavazza, *Il nemico interno in politica*, Bologna, Il Mulino, 2010.

⁴⁴ Tornata del 29 maggio 1888, discussione sui negoziati con la Francia, F. Crispi, *Discorsi Parlamentari di Francesco Crispi*, cit., p. 3.

⁴⁵ Cfr. *La stampa francese*, «La Riforma», 31 gennaio 1887; *L'on. Crispi e la Francia*, ivi, 9 febbraio 1887; *Italiani soltanto*, ivi, 3 agosto 1887; *Il trattato franco-italiano*, ivi, 26 febbraio 1888; *Italia e Francia*, ivi, 9 marzo 1888; *E la gallofobia?*, ivi, 13 maggio 1890; *Italia e Francia*, ivi, 9 marzo 1888; *L'Italia in Francia*, ivi, 14 gennaio 1891; *La logica dell'inimicizia*, ivi, 16 gennaio 1891.

⁴⁶ Cfr. A.M. Banti, *La nazione del Risorgimento*, cit.

⁴⁷ Tornata del 24 maggio 1890, F. Crispi, *Discorsi Parlamentari di Francesco Crispi*, cit., p. 54.

Alla categoria di nemico interno Crispi ascrive, pur se non sempre con la stessa convinzione⁴⁸, i cattolici italiani, «l'eterno nemico d'Italia» in silenziosa lotta con lo scopo di riprendersi «quel potere che la rivoluzione e lo Stato italiano hanno distrutto per sempre»⁴⁹. I radicali, già condannati alla *conventio ad excludendum ante litteram* a seguito del tentativo di governo Cairoli-Zanardelli⁵⁰, sono inclusi nella stessa categoria: vicini politicamente a Crispi in un primo momento, rompono con il governo tra il 1889 e il 1890 e, da avversari politici legittimi, facenti capo allo «stesso quadro valoriale di riferimento»⁵¹, diventano, nell'immaginario crispino, nemici da combattere. Nello stesso modo vengono definiti i socialisti: preoccupato dal loro potere associativo, in forte crescita nei primi anni Novanta, Crispi li considera una «setta» e «la negazione della libertà»⁵². L'individuazione dei nemici interni al perimetro nazionale permette di tracciare

frontiere ideali, stabilendo impercettibili ma non per questo meno solidi confini tra chi appariva omogeneo alla comunità immaginata della nazione e chi viceversa non lo sembrava affatto e diventava dunque una minaccia a quella omogeneità⁵³.

Attraverso la definizione di questo tessuto ideologico, Crispi giustifica in parlamento la risposta del governo alle manifestazioni repubblicane e radicali in aumento a partire dall'inizio del 1889 e in crescita fino all'anno successivo. I disordini sono, nella spiegazione del primo ministro, conseguenza dell'infiltrazione di «sobillatori» che, «frammischiati» ai «buoni operai» e «atteggiandosi a loro difensori»⁵⁴, alimentano il caos. Le agitazioni sociali vengono dunque riconosciute come minacce all'ordine, «malattie dello spirito pubblico»⁵⁵, cui si deve rispondere polarizzando le forze:

è bene che si svolgano le idee, che si conoscano gli amici e i nemici della società, è bene che il paese sappia che innanzi a noi è un grande pericolo, quello del socialismo e dell'internazionalismo; è bene che i partiti

⁴⁸ Tra il 1894 e il 1895 Crispi tenta un avvicinamento ai cattolici in funzione anti-socialista. Nel discorso del 10 settembre 1894 a Napoli lo statista dichiara: «Dalle più nere latebre della terra, è sbucata una setta infame, la quale scrisse sulla sua bandiera: *né Dio, né Capo*. Uniti, oggi, nella festa della riconoscenza stringiamoci insieme per combattere cotesto mostro e scriviamo sul nostro vessillo: Con Dio e col Re per la Patria». ACS, CC, DSPP, b. 96, fasc. 569.

⁴⁹ Tornata del 16 luglio 1888, F. Crispi, *Discorsi Parlamentari di Francesco Crispi*, cit., p. 129; cfr. anche *Il nemico interno*, «La Riforma», 14 marzo 1887.

⁵⁰ Cfr. F. Cammarano, S. Cavazza, *Il nemico interno in politica*, cit.

⁵¹ Ivi, p. 16.

⁵² Appunto s.d., MRR, b. 830, fasc. 8.

⁵³ L. Zanatta, *Il populismo*, cit., p. 73-74.

⁵⁴ Tornata del 9 febbraio 1889, sui fatti di Roma dell'8 febbraio, F. Crispi, *Discorsi Parlamentari di Francesco Crispi*, vol. III, cit., p. 258.

⁵⁵ F. Crispi, discorso di Firenze, 8 ottobre 1890, in AA.VV., *La politica italiana dal 1848 al 1897*, cit., p. 749.

dell'ordine si uniscano a combatterli non solo con l'associazione delle idee e coi mezzi morali, ma anche con la forza, se verrà il momento che i perturbatori osino scendere sul terreno⁵⁶.

In occasione dei disordini dell'8 febbraio del 1889 a Roma, la prima vera manifestazione antigovernativa che Crispi si trova a gestire, «La Riforma» scrive:

Non è difficile comprendere che hanno soffiato insieme nel fuoco l'internazionale rossa e l'internazionale nera. Tanto è vero, che anche fra gli operai dimostranti vi era chi cercava di dissuadere dalla violenza, e questa era predicata, tra gli altri, da persone il cui aspetto non spirava certo miseria⁵⁷.

Contro il «doppio Eolo clericale ed anarchico»⁵⁸ che spira sulle agitazioni dovute a una crisi economica che investe tutta l'Europa, Crispi giustifica la violenza adoperata da parte del governo come la risposta necessaria dello Stato onde evitare che la nazione sia sopraffatta dalle forze del caos. Contro «la federazione del delitto» – annota tra i suoi appunti – «è dovere del ministro prevedere il momento terribile»⁵⁹. In parlamento difende strenuamente le forze dell'ordine:

A Corato le truppe furono eroicamente pazienti di fronte alla bufera di sassi onde vennero assalite ed ai tentati incendi che furono miracolosamente domati. Nella lotta ineguale, meditatamente preparata, non fu il tempo né il caso degli squilli. Non valsero le preghiere a calmare la turba sfrenata, ed i carabinieri tirando in aria qualche colpo per intimorire gli accaniti assalitori, fu sventura se deplorasi qualche ferito. I popolani non possono avere il diritto di offendere e ferire, e reclamare impunità. Nei conflitti la colpa è di coloro che attaccano, non di coloro che si difendono⁶⁰.

La logica manichea riaffiora nella narrazione del primo attentato a Crispi, avvenuto a Napoli il 4 settembre del 1889 per mano di Caporali⁶¹. «La Riforma» non si lascia sfuggire l'occasione per ribadire come un simile atto sia anche il risultato della «campagna che da mesi e mesi si combatte contro l'on. Crispi, con una violenza di cui non s'è mai avuto esempio in Italia»⁶², riferendosi alle azioni politiche di protesta di repubblicani e radicali. Secondo indicazione di

⁵⁶ Tornata del 15 febbraio 1888, Discussione sui casi di Roma, F. Crispi, *Discorsi Parlamentari di Francesco Crispi*, vol. III, cit., p. 256.

⁵⁷ *Con la scusa dei disordini*, «La Riforma», 10 febbraio 1889.

⁵⁸ *Gli scioperi agrari*, ivi, 24 marzo 1889.

⁵⁹ Appunto s.d., ACS, CC, DSPP, b. 51, fasc. 314.

⁶⁰ Appunto di Crispi per la risposta all'interpellanza di Bovio, Imbriani e Pausini sui fatti di Corato, (maggio 1890), ACS, CC, RE, b. 6, fasc. 12.

⁶¹ Per una ricostruzione dell'attentato, cfr. E. Diemoz, *A morte il tiranno*, cit.

⁶² *L'attentato*, «La Riforma», 15 settembre 1889.

Dossi, si inviano all'agenzia telegrafica italiana Stefani i telegrammi ricevuti da Crispi da parte delle maggiori autorità dello Stato italiano e da parte delle nazioni straniere⁶³ in modo da provocare un moto di indignazione verso l'attentato. La manovra funziona, «il paese tutto è indignatissimo»⁶⁴, scrive Lemmi a Crispi, centinaia di telegrammi vengono indirizzati al presidente del Consiglio. Dalle comunità di italiani di Londra, Alessandria, del Cairo, di Algeri, Lione si scrive per comunicare che all'occasione dei banchetti tenutisi il 20 settembre si è inneggiato allo «strenuo difensore baluardo dei principi liberali»⁶⁵. Numerosi sono i telegrammi scritti da insegnanti e allievi, come quello dell'Istituto Canterini di Torre Annunziata: «Stamane il nostro amato Direttore [...] ci ha fatto una lunga e dettagliata conferenza sull'attentato [...]. Noi siamo rimasti terrorizzati per sì vile reato e fra noi si piangeva!!»⁶⁶. La stampa fa buona eco alla spiegazione proposta da «La Riforma», biasimando il comportamento dei repubblicani che a forza di «gridare contro il Governo a popolazioni uscita da pochi anni dal servaggio» hanno avvezzato le masse «a odiare il governo» facendo il gioco dei nemici dell'Italia: «Risero il Vaticano e la Francia all'annunzio dell'attentato»⁶⁷, conclude la «Gazzetta di Messina». L'attentato permette un inasprimento delle critiche verso le opposizioni governative e rilancia l'immagine del «rappresentante dell'Italia modernissima», considerato «una delle personalità più creatrici della sua epoca»⁶⁸. Scrive il «Fremden-blatt» di Berlino:

Riconoscere dove la via si piega e dove conviene abbandonare la vecchia direzione per seguire una nuova – ecco ciò che distingue il politico d'acuto ingegno dai politici di dozzina. Attrarre le masse a favore di questo nuovo indirizzo è ciò che distingue dal semplice pensatore politico l'uomo di autorità naturale e di forza superiore e gli conferisce il carattere di uomo d'azione predestinato. Ma un uomo tale ha sempre i suoi nemici, e la violenza dell'odio che questi gli dimostrano può dare la misura della sua capacità. L'on. Crispi è odiato e attaccato come non lo fu da lungo tempo nessun uomo di stato italiano, e, mentre il numero de' suoi nemici interni, sotto l'impressione delle sue azioni, va visibilmente diminuendo, l'inesorabilità con cui essi lo combattono cresce sempre più⁶⁹.

⁶³ «Credo converrebbe comunicaste Stefani telegrammi più importanti dall'estero come del Principe di Bulgaria, [...], Salisbury, Primo desidererebbe testo telegrammi principali deputati d'ogni partito», scrive Dossi a Mayor, che si trova a Napoli con Crispi, 16 settembre 1889, ACS, CC, Roma, b. 13, fasc. 316.

⁶⁴ Lettera del 14 settembre 1889, ACS, CC, DSPP, b. 53, fasc. 329.

⁶⁵ Telegramma da un gruppo di italiani di Londra, 21 settembre 1889, ACS, CC, DSPP, b. 53, fasc. 329.

⁶⁶ Lettera del 15 settembre 1889, ivi.

⁶⁷ *L'attentato*, «Gazzetta di Messina», 15 settembre 1889, ivi.

⁶⁸ S.t., «Die Post», 17 settembre 1889, ACS, CC, DSPP, b. 53, fasc. 329.

⁶⁹ S.t., «Fremden-blatt», 18 settembre 1889, ivi.

Riprendendo ancora una volta la categoria di nemico antipatriottico, Crispi giustifica la sua battaglia contro l'irredentismo, divenuto dopo il 1887 «terreno di convergenza tra coloro che per diverse ragioni si opponevano alla politica governativa»⁷⁰, lo scioglimento del Comitato per Trento e Trieste di Roma e delle associazioni legate al nome di Oberdan. Pur mantenendo in privato un atteggiamento freddo nei confronti degli eccessi austriaci⁷¹, Crispi dichiara più volte che la propaganda irredentista, divenendo «materia di agitazioni» e tentando di «adescare l'animo delle popolazioni» «con calda poesia», costituisce «il più dannoso degli errori in Italia» in quanto alimenta il clima di guerra in Europa e mette in bilico il sistema delle alleanze. Il programma politico irredentista è definito un «patriottismo mal avvisato» «fuori di tempo e fuori di luogo»⁷², i cui obiettivi sono in linea con quelli del Vaticano e dei francesi e dunque espressione di una «politica antinazionale» mirante a «distruggere le istituzioni»⁷³. In occasione dello scioglimento del Pro Patria trentino da parte del governo austriaco, Crispi, pur scrivendo all'ambasciata italiana a Vienna per rimproverare le «sevizie e processi» che «a nulla giovano ed impressionano gli animi»⁷⁴, scrive al prefetto di Milano:

I comizi e le dimostrazioni contro il decreto di scioglimento del ProPatria sarebbero atti antipatriottici che darebbero ragione al governo austriaco del preso provvedimento. [...]. Invoco in tutti che sentano i doveri e li adempiano. Chi procederà a dimostrazioni sarà punito secondo l'art. 113 del codice penale che punisce con la detenzione da tre a trenta mesi ogni atto che possa turbare le relazioni amichevoli del governo italiano con un governo straniero⁷⁵.

Negli stessi giorni il premier fa pubblicare su «La Riforma» una lettera di Aurelio Saffi, già apparsa su «Il Resto del Carlino», in cui il repubblicano, pur commentando come il governo avesse «trasceso la misura» sciogliendo l'associazione, si mostra critico nei confronti della politica irredentista⁷⁶. In questo senso Crispi interverrà più volte nel corso dei suoi mandati,

⁷⁰ G. Sabatucci, *Il problema dell'irredentismo e le origini del movimento nazionalista in Italia*, «Storia contemporanea», n. 4, 1970, pp. 467-502, p. 479.

⁷¹ Crispi finanzia in segreto l'associazione Dante Alighieri, nata per promuovere il patriottismo italiano a Trento e Trieste, a patto che questa non arrivi ai ferri corti con l'Austria. Cfr. C. Duggan, *Creare la Nazione*, cit.

⁷² *L'opposizione alle alleanze*, «La Riforma», 5 luglio 1890.

⁷³ F. Crispi, discorso di Firenze, 8 ottobre 1890, in AA.VV., *La politica italiana dal 1848 al 1897*, cit., p. 754; cfr. anche *Il partito dello straniero*, «La Riforma», 31 agosto 1890.

⁷⁴ Telegramma di Crispi all'ambasciata di Vienna, 29 luglio 1889, ACS, CC, DSPP, b. 52, fasc. 324.

⁷⁵ Telegramma al Prefetto Basile, 31 luglio 1890, ACS, CC, DSPP, b. 53, fasc. 331.

⁷⁶ *L'opposizione di uno straniero*, «La Riforma», 2 agosto 1889; cfr. anche *Le insidie interne ed estere*, ivi, 3 agosto 1889.

con lo scopo di sganciare l'azione politica degli irredentisti dalla tradizione mazziniana e radicale⁷⁷, delegittimando così la protesta dei «monopolisti del patriottismo»⁷⁸.

L'oro straniero

La narrazione mitopoietica del nemico raddoppia la sua capacità di influenza sull'opinione pubblica nei momenti in cui è possibile paventare l'ipotesi di una collaborazione delle forze antisistema nazionali con agenti stranieri trapiantati in Italia. Nei suoi discorsi Crispi fa spesso riferimento al pericoloso legame esistente tra il Vaticano e la Francia e alle manovre antigovernative promosse dai radicali coadiuvati dai francesi⁷⁹. Una tra le occasioni più favorevoli offertasi al premier è quella del caso Cernuschi, verificatosi nel corso delle elezioni politiche del 1890.

Enrico Cernuschi, piemontese d'origine, ha un percorso simile a molti altri della sua generazione: combattente delle cinque giornate di Milano, repubblicano ed esule, era approdato in Francia sotto l'impero, oppositore di Napoleone III, aveva poi supportato la causa repubblicana nel 1870 ed era stato naturalizzato francese nel 1871. A inizio novembre del 1890 si diffonde la notizia che, dopo aver fatto fortuna in Francia come banchiere e finanziere, Cernuschi abbia firmato un assegno di 100 mila lire a sostegno del comitato radicale presieduto da Cavallotti per contribuire alla campagna elettorale democratica, antitriplicista e anticrispina⁸⁰. La notizia dell'assegno, «chiesto, ottenuto e reclamizzato su "La Capitale"»⁸¹ da Cavallotti, è l'occasione per montare lo scandalo. Crispi si muove subito, chiede a Manabrea, ambasciatore in Francia, informazioni dettagliate su Cernuschi, cenni «sul modo come egli sia divenuto milionario»⁸², sui suoi rapporti col credito francese, sulle operazioni finanziarie alle quali ha preso parte. Edmondo Mayor, segretario particolare di Crispi, che conosce Cernuschi personalmente, manda al presidente notizie sugli incontri più recenti. «La Riforma» fa da battistrada e i giornali vicini al governo la seguono: si pubblicano titoli come *L'oro straniero*⁸³ e *I denari francesi*⁸⁴. Il «verbo delle elezioni radicali in Italia», si scrive,

⁷⁷ Cfr. *I discepoli di Mazzini*, ivi, 1 settembre 1890; *Radicalismo*, ivi, 28 maggio 1890.

⁷⁸ *L'opposizione alle alleanze e la stampa liberale*, «La Riforma», 11 luglio 1890; cfr. anche *Un patriottismo di nuovo genere*, ivi, 24 febbraio 1888.

⁷⁹ A titolo di esempio, Tornata del 9 febbraio 1889, in occasione delle manifestazioni a Roma, F. Crispi, *Discorsi parlamentari di Francesco Crispi*, cit.

⁸⁰ Sul caso Cernuschi cfr. F. Cammarano, S. Cavazza, *Il nemico in politica*, cit. Sulla personalità di Enrico Cernuschi cfr. N. Del Bianco, *Enrico Cernuschi: uno straordinario protagonista del nostro Risorgimento*, Milano, FrancoAngeli, 2006.

⁸¹ Cfr. L. Barile, «*Il Secolo*» 1865-1923. *Storia di due generazioni della democrazia lombarda*, Milano, Guanda, 1980, p. 175.

⁸² Telegramma all'ambasciata italiana a Parigi, 23 novembre 1890, ACS, CC, DSPP, b. 55, fasc. 350.

⁸³ «Gazzetta dell'Emilia», 18 novembre 1890, ivi.

⁸⁴ «L'Italia», 22-23 novembre 1890, ivi.

proviene dalla Francia, le forze di opposizione al governo sono «in pieno vassallaggio dello straniero!»⁸⁵: Cernuschi è definito «un italiano rinnegato» e i radicali, che hanno accettato «cento mila lire perché si combattano le istituzioni consacrate dai plebisciti», hanno perso «il diritto di chiamarsi italiani»⁸⁶. La distinzione tra sostenitori e oppositori del governo è declinata senza mezzi termini sul terreno dell'italianità e lo scontro si fa frontale.

I radicali controbattono: «Il Secolo» difende le buone intenzioni di Cernuschi che si è mosso «per aiutare la propaganda contro una politica che immiserisce la nazione»⁸⁷ e che al contempo ha inviato tre volte la somma riservata ai radicali a un orfanotrofio italiano, «La Capitale» giustifica la donazione pubblica tacciando il governo di sovvenzionare la propaganda con mezzi illegali e sottobanco. Cavallotti da parte sua risponde promettendo la pubblicazione di lettere risalenti alla metà degli anni Ottanta che dimostrerebbero la falsa fedeltà del primo ministro alla monarchia⁸⁸. La macchina del fango però non funziona, il governo ha assestato il colpo velocemente e in anticipo sui suoi nemici, che risentono dello scandalo. Bovio e Cavallotti si scontrano pubblicamente sul da farsi rispetto all'assegno mentre Ferrari si dimette da segretario tesoriere del Comitato, seguito da Imbriani che ritira il suo appoggio a tre giorni dalle elezioni. Appare evidente come «la strategia dell'esclusione», nel momento in cui è «operata da un gruppo di maggior potere su un altro meno potente» – intendendo qui la «potenza» come la capacità di controllo delle notizie sulla stampa – interviene alla fine a modificare l'immagine che il gruppo ha di sé, «lo indebolisce e lo disarmare»⁸⁹. Il 18 novembre il «Corriere di Napoli» scrive: «Il dissidio immenso che esiste fra i radicali e tutti i buoni italiani ha ricevuto la conferma più sicura. [...]. Muore il radicalismo italiano sotto quest'altro oro: ma chi si sente italiano, arrossisce»⁹⁰.

La battaglia elettorale del 1890 si gioca sulla proposizione di un vero *aut aut* al parlamento e alla nazione, chiamati a scegliere tra Crispi e i suoi oppositori. Secondo tale logica, continuamente riproposta, l'arduo problema della definizione dei partiti politici all'interno della Camera trova risoluzione nella distinzione tra gli elementi nazionali e quelli antinazionali. Già due anni prima Crispi aveva chiarito così i termini dello scontro: «Coloro

⁸⁵ *Ritagli e brandelli*, «Giornale di Sicilia», 17-18 novembre 1890, ivi.

⁸⁶ *Ultime notizie: l'oro (con buona pace) dello straniero*, «Capitan Fracassa», 16-17 novembre 1890, ivi.

⁸⁷ S.t., «Il Secolo», 16-17 novembre 1890, ivi.

⁸⁸ Una copiosa rassegna stampa sull'intera vicenda si trova in ivi.

⁸⁹ N. Elias, J.L. Scotson, *Strategie dell'esclusione*, cit., p. 22.

⁹⁰ *Il fallimento dei radicali*, «Corriere di Napoli», 18-19 novembre 1890, ACS, CC, DSPP, b. 55, fasc. 350.

che seguono coteste idee sono i miei nemici, coloro che le combattono, sono i miei avversari. Ecco fatto i due partiti»⁹¹.

Potere diffuso

Autorità plurale

Rifiutando il dialogo con i nemici, Crispi si preoccupa di intessere numerose relazioni e si circonda di «collaboratori all'altezza»⁹² che costituiscono uno degli elementi forti del suo governo e una delle peculiarità della sua gestione del potere⁹³. La leadership crispina infatti, funzione di un processo di evoluzione in senso amministrativo dello Stato e di un'evoluzione in senso democratico della società, per cui l'autorità cessa di essere emanata da un'unica fonte riconoscibile, scindendosi e moltiplicandosi, accetta la sfida del riconoscimento e della coordinazione dall'alto di tali centri nevralgici (l'amministrazione dello Stato, la stampa, le realtà locali) «in via pacifica o almeno di conflitto regolato»⁹⁴. Così il potere si parcellizza a sua volta, facendosi diffuso. In questo senso è possibile individuare vari livelli di relazione, diversi per importanza e per grado di innovazione. A un primo livello, il rapporto personale con influenti personaggi delle varie realtà locali permette a Crispi di organizzare il consenso e controllare la partecipazione politica dei cittadini, aggirando l'ufficialità⁹⁵. Il premier siciliano porta avanti una pratica già in uso, comune ai governi della Destra e più attivamente a quelli della Sinistra, volta a superare la difficile *impasse* del «comando impossibile» della periferia – così come Romanelli l'ha definita – attraverso la cooptazione di individui o reticoli di individui che trovavano nella relazione con l'autorità appagamento personale pur non facendosi portavoce di determinati interessi di categoria⁹⁶.

A questo primo livello di dialogo con lo spazio pubblico se ne aggiunge un secondo in cui il premier siciliano si fa portatore di una maggiore innovazione: in tutti i ministeri sostituisce

⁹¹ Tornata 11 luglio 1888, Discussione sulla legge comunale e provinciale, F. Crispi, *Discorsi Parlamentari di Francesco Crispi*, vol. III, cit., p. 113.

⁹² P. Pombeni, *La ragione e la passione*, cit., p. 656.

⁹³ In questo senso Pietro Alberto Lucchetti ha rilevato: «l'abilità di Crispi si misura *prima facie* nelle scelte degli uomini ai quali vennero affidate le responsabilità ministeriali, tecniche ed amministrative, in genere ben conosciuti, valutati, nonché, nella grande maggioranza dei casi, personalmente fidati». P.A. Lucchetti, *Prefetti e amministrazione dell'Interno sotto Francesco Crispi*, cit., p. 1078.

⁹⁴ P. Pombeni, *La ragione e la passione*, cit., p. 541.

⁹⁵ Cfr. L. Musella, *Individui amici, clienti. Relazioni personali e circuiti politici in Italia meridionale tra Otto e Novecento*, Bologna, Il Mulino, 1994; Id., *Clientelismo e relazioni politiche*, «Meridiana. Rivista di Storia e Scienze Sociali», (2), 1988, pp. 71-84.

⁹⁶ R. Romanelli, *Il comando impossibile*, cit.

vecchi funzionari con l'immissione di una generazione nuova, selezionata tramite concorso⁹⁷, dotata di competenze specialistiche e poteri più estesi⁹⁸. Ha scritto Melis a tal proposito:

Negli anni di Crispi l'attribuzione allo Stato di nuove funzioni impose una revisione dell'impianto culturale del personale. [...]. Parlo, ad esempio, degli uomini di vertice della pubblica sicurezza [...]: Luigi Berti, Giuseppe Sensales, Giovanni Alfazio, Ferdinando Ramognino, il fondatore italiano della polizia scientifica Salvatore Ottolenghi, il questore Adriano Zaiotti, il futuro questore Giovanni Gasti, il questore Emilio Saracini. O dell'influente direttore generale delle carceri Martino Beltrani-Scalia e del suo successore Eugenio Cicognani. O dei medici della nuova Direzione di sanità, come Luigi Pagliani, Achille Sclavo, o di un funzionario-medico come Rocco Santoliquido che fu il successore di Pagliani alla direzione generale⁹⁹.

Il corpo diplomatico, legato alla corte e agli ambienti conservatori, incorre nella stessa rivoluzione con la sostituzione di alcuni eminenti uomini come, tra gli altri, Luigi Corti e Giuseppe Greppi, rispettivamente ambasciatori a Londra e a San Pietroburgo, usciti di scena già dal 1887¹⁰⁰. Stessa sorte tocca al potentissimo segretario generale degli Interni Malvano, che sfugge al trasferimento all'ambasciata di Tokyo solo grazie alla nomina nel consiglio di Stato. Queste cocenti uscite di scena, seguite da numerose e più morbide sostituzioni, non stravolgono *in toto* gli attivi dei vari ministeri: in diversi casi Crispi continua a servirsi di uomini nominati da Depretis¹⁰¹. Il suo scopo non è quello di creare un «partito crispino» bensì di far posto a funzionari di alto livello, capaci di organizzare e coordinare le branchie del potere.

Al centro di questo progetto, volto alla conoscenza, al controllo e alla trasformazione della società, vi è la Direzione di Statistica che, sotto Giovanni Bodio, «leale interprete del ruolo di funzionario al servizio della nazione»¹⁰², vede il proficuo lavoro di un'equipe che assicura «in quegli anni la stagione più proficua della statistica italiana»¹⁰³ traducendo in sostanza l'idea che lo spazio sociale, regolato da leggi determinate al pari di quello naturale, possa essere studiato scientificamente¹⁰⁴. Già segretario permanente della Giunta centrale di statistica,

⁹⁷ Cfr. M.S. Piretti, *Educare alla politica: il progetto della Scuola di scienze politiche di Bologna*, «Clio», 2, 1994, pp. 355-373.

⁹⁸ Cfr. A. Varni, G. Melis (a cura di), *Le fatiche di Monsù Travet*, cit.

⁹⁹ G. Melis, *Fare lo stato per fare gli italiani*, cit., p. 55-56. Cfr. anche: G. Melis, *Uomini e culture*, in AA.VV., *Studi per la storia dell'amministrazione pubblica italiana (il Ministero dell'interno e i prefetti)*, Roma, SSAI, 1998, pp. 85 e sgg.

¹⁰⁰ Cfr. M. Cacioli, *La rete consolare nel periodo crispino 1886-1891*, cit.

¹⁰¹ Quasi nessuna sostituzione, per esempio, fu operata al ministero degli Interni.

¹⁰² M. Soresina, *Conoscere per amministrare*, cit., p. 178.

¹⁰³ G. Melis, *Fare lo Stato per fare gli italiani*, cit., p. 57.

¹⁰⁴ Cfr. S. Cavazza, *Dimesione massa, Individui, folle, consumi 1830-1945*, Bologna, il Mulino, 2004.

Bodio aveva assunto la Direzione Generale nel 1883 innovando il settore grazie all'utilizzo di «metodi nuovi, matematici» e dimostrandosi da subito capace di riorganizzare il lavoro «con efficienza, diremmo oggi manageriale, nella rilevazione ed elaborazione dei dati statistici»¹⁰⁵. Antico funzionario di Depretis, il direttore intesse un legame di stima e fiducia con Crispi¹⁰⁶ ed entra ben presto nel gruppo dei «fedelissimi»¹⁰⁷. Da questi, arrivano a Crispi rapporti a uso interno, numerosi e dettagliati, relativi alla produzione agricola, industriale, ai trasporti, alla criminalità, alla demografia, e a tutti quegli aspetti della realtà locale funzionali al centro per poter proficuamente dialogare con essa¹⁰⁸.

Il momento dell'accumulazione e dell'analisi dei dati è integrato da una seconda fase che potremmo definire al contempo conoscitiva e gestionale, assicurata dalla figura di raccordo con la periferia: il prefetto. La legge dell'estate del 1887, voluta da Crispi ancora ministro dell'Interno¹⁰⁹, che fornisce al governo i mezzi per controllare direttamente l'operato dei prefetti, non comporta di fatto alcuna novità sostanziale bensì riconosce a livello legislativo una pratica già diffusa per cui il funzionario è considerato uno strumento nelle mani del potere esecutivo, vero «agente elettorale»¹¹⁰ stanziato nelle più lontane realtà locali. Un cambiamento più importante avviene invece nella prassi: Crispi seleziona i funzionari personalmente, spesso in contrasto con i suoi più vicini collaboratori, previo studio della loro carriera e biografia¹¹¹. La scelta ricade su uomini «professionalmente qualificati» «in grado di vegliare [...] sulla crescita nazionale omogenea della vita delle istituzioni periferiche»¹¹². Il funzionario risponde direttamente al primo ministro, con cui intrattiene una relazione quasi giornaliera, informandolo sull'andamento della realtà politica locale e divenendo vece dell'autorità nelle varie provincie. In questo senso ci si distanzia nettamente dal *modus operandi* del predecessore Depretis il quale era solito richiedere una relazione semestrale, riassuntiva,

¹⁰⁵ E. Serra, *L'altra vita di Carlo Dossi: Alberto Pisani Dossi diplomatico*, Firenze, Le Lettere, 2015, p. 28.

¹⁰⁶ Sul rapporto di Bodio con Crispi cfr. M. Soresina, *Conoscere per amministrare*, cit.

¹⁰⁷ Luigi Bodio aveva conosciuto Pisani Dossi nel 1881 quando quest'ultimo era stato chiamato a collaborare con la commissione incaricata di compiere il censimento degli italiani all'estero di cui Bodio era vicepresidente insieme a Correnti. Tra i due, entrambi lombardi e uniti da «ricordi e tradizioni meneghine ed anche da analoghe curiosità positivistiche e internazionali» era nata una sincera amicizia che si protrarrà nel tempo. Negli anni dei mandati crispini Dossi diviene l'elemento di raccordo fra il primo ministro e il direttore generale. E. Serra, *L'altra vita di Carlo Dossi: Alberto Pisani Dossi diplomatico*, cit., p. 18. Cfr. anche: P. Dossi, *Le note azzurre*, D. Isella (a cura di), Adelphi, Milano 2010.

¹⁰⁸ Cfr. D. Marucco, *L'amministrazione della statistica italiana dall'Unità al fascismo*, Torino, Pluriverso, 1992; Id., *L'amministrazione della statistica nell'Italia unita*, Roma-Bari, Laterza, 1996.

¹⁰⁹ Cfr. R. Romanelli, *Il comando impossibile*, cit.

¹¹⁰ L. Musella, *Individui amici, clienti*, cit., p. 20. Cfr. anche: G. Aliberti, *Potere pubblico e società locale nel Mezzogiorno unitario*, Roma-Bari, Laterza, 1987.

¹¹¹ Cfr. E. Guastapane, *I prefetti dell'Unificazione amministrativa nelle biografie dell'archivio di Francesco Crispi*, cit.; N. Randeerad, *Autorità in cerca di autonomia. I prefetti nell'Italia liberale*, cit.; M. Casella, *Prefetti dell'Italia liberale*, Napoli, Esi, 1996; V. Pacifici, *Angelo Annaratone (1844 – 1922). La condizione dei Prefetti nell'Italia liberale*, cit.

¹¹² P.A. Lucchetti, *Prefetti e amministrazione dell'Interno sotto Francesco Crispi*, cit., p. 1085.

in cui «molti problemi erano trascurati od omessi»¹¹³. Come pure risulta evidente dalle carte del suo archivio, l'uomo di Stradella non aveva particolarmente badato a curare il legame con i prefetti tanto che di riflesso i funzionari avevano sovente considerato la corrispondenza col primo ministro alla stregua di «un sovrappiù delle [...] mansioni normali e, a quanto pare, non tenute in gran conto presso il ministero» tale da indurre «lo scrivente a tirar via e a non preoccuparsi sempre delle eventuali inesattezze»¹¹⁴. Superando «l'antitesi tra prefetto politico e amministrativo»¹¹⁵ il funzionario crispi è investito di un compito più ampio e complesso volto a corroborare gli sforzi dell'amministrazione centrale in termini di accumulazione di dati e informazioni sul paese. Ai prefetti si richiede il controllo dell'operato dei sindaci¹¹⁶, la notificazione delle riunioni del consiglio comunale, di banchetti o comizi, degli spostamenti di deputati o esponenti politici dalla provincia, lo svolgimento di indagini di natura economica o politica¹¹⁷ circa questioni inerenti alla provincia e alla supervisione dello spirito pubblico¹¹⁸. A questo compito di notifica dei maggiori eventi si aggiunge un'opera di coordinamento delle forze di pubblica sicurezza¹¹⁹ parallela a quella di mediare con gli enti locali nella risoluzione di possibili conflitti¹²⁰. L'incarico più delicato cui il prefetto deve assolvere è quello di anticipare, molto più che reprimere, le mosse delle forze antisistema onde evitare movimenti ostili dell'opinione pubblica: coadiuvato da informatori sparsi nelle diverse province, il funzionario avverte il potere centrale della nascita di associazioni repubblicane, socialiste o radicali, delle riunioni indette, delle possibili manifestazioni

¹¹³ G. Carocci, *Premessa*, in Id., *Agostino Depretis e la politica interna dal 1876 al 1887*, Torino, Einaudi, 1956, p. 15.

¹¹⁴ *Ibidem*.

¹¹⁵ L. Montevocchi, *Il Ministero degli interni: gli archivi e le informazioni*, cit., p. 475.

¹¹⁶ Il 24 giugno del 1889 Crispi invia un telegramma al prefetto di Ravenna rimproverando il funzionario di aver saputo solo dalla stampa che il sindaco di Lugo ha pubblicato una lettera su «Il Resto del Carlino», ACS, CC, RE, b. 5, fasc. 12.

¹¹⁷ In ACS, CC, DSPP, b. 53, fasc. 332 si conserva l'indagine «Notizie sul colore politico dei membri dei Consigli Comunali e Provinciali 1889» in cui si raccolgono le notizie inviate dai prefetti delle varie provincie.

¹¹⁸ Il 29 gennaio del 1889 scrive al prefetto di Milano: «Personaggi autorevoli giunti da Milano mi affermano che costà la sera in alcune strade della città si canta una canzone la quale finisce con le parole: morte al re. Non comprendo come cotesta questura non se ne sia accorta e non ne abbia riferito ha lei», ACS, CC, RE, b. 5, fasc. 12.

¹¹⁹ Per esempio, a seguito dei fatti di Roma dell'8 febbraio 1889 Crispi scrive a tutti i prefetti del Regno: «Provveda in modo che, carabinieri e guardie nei casi sopra indicati si trovino sempre in condizioni da poter rispondere all'azione privata, e che quando siano in numero insufficiente possano essere in tempo soccorsi da altri carabinieri e da altre guardie. Loro ingiunga, che evitino i conflitti nei quali non possono uscire vittoriosi», 2 luglio 1889, ivi.

¹²⁰ Nel marzo del 1889, mentre la crisi economica inizia a produrre i primi moti di protesta nelle Puglie, gravemente colpite, Crispi scrive al prefetto di Foggia indicazioni precise su come muoversi: è compito del funzionario «convincere» gli istituti di beneficenza a «soccorrere a domicilio» e «ove gli istituti manchino», obbligare «i municipi a soccorrere con mezzi suoi» ed anche, nella più nera delle ipotesi, incitare «i proprietari a riunirsi e contribuire per i poveri», 3 marzo 1889, in ivi.

preparate contro il governo e si occupa di sequestrare, previa comunicazione, spesso da parte di Crispi stesso, manifesti e locandine stampati e inviati illegalmente dall'estero¹²¹.

Nonostante il controllo costante dall'alto, i funzionari, che godono della fiducia di Crispi, operano con un certo grado di discrezionalità. Nel marzo del 1889 quando la crisi economica mette in ginocchio la Puglia e le prime manifestazioni di protesta di società operaie e mutuo soccorso accendono la tensione nelle provincie, Crispi scrive al prefetto di Bari: «lascio a lei di trovar modo perché sia arrestato cotesto movimento fittizio e fazioso»¹²². Il potere centrale delega i compiti, riservandosi il ruolo di riconoscere meriti e, di contro, colpe individuali. All'occasione della discussione alla Camera del 9 febbraio 1889 inerenti al ritardo con cui le truppe sono intervenute durante la manifestazione romana del giorno precedente, Crispi afferma:

Io non mi rifugio da qualunque responsabilità. Né perché narrai come le cose procedettero nella giornata di ieri, io intesi rifuggire da tale responsabilità. Ma intendiamoci, o signori: il Ministero non ha se non la responsabilità politica, innanzi alla Camera; [...]; ma ciò non toglie che vi sia anche la responsabilità gerarchica; vale a dire, che sui fatti di funzionari che dal Ministero dipendono, non si debba dare un giudizio; perché, altrimenti, noi confonderemmo le due responsabilità, e chiederemmo al Governo quello che esso non può dare. Il ministro non può scendere nella strada, mettersi la sciarpa tricolore, comandare esso stesso le truppe e gli agenti di polizia, per arrestare, o per impedire che un reato si possa commettere; il Governo non ha se non ordini da dare¹²³.

Allo stesso modo, l'anno successivo, lo statista si prepara a rispondere alle interpellanze che lo aspettano alla Camera circa lo scontro tra polizia e manifestanti a Conselice annotando tra i suoi appunti: «Se il commissario regio fosse stato più previdente se il brigadiere dei carabinieri fosse stato meno diffidente, tutto sarebbe stato evitato»¹²⁴.

Strettamente interconnesso al ruolo del prefetto è quello degli informatori e delle spie¹²⁵ stanziati da Dossi e Damiani non solo per il controllo delle forze di opposizione ma pure per la sorveglianza di elementi integrati: nel 1888 Dossi richiede all'ispettore di polizia Sangiorgio due uomini da infiltrare alla Consulta «essendo sorti dubbi sulla fedeltà politica di alcuni

¹²¹ Numerosi esempi in ACS, CC, DSPP, b. 48, fasc. 290, e b. 82, fasc. 526; ACS, CC, Roma, b. 16, fasc. 353. Cfr. G. Tosatti, *Il Ministero degli Interni: le origini del Casellario politico centrale*, in AA.VV., *Istituto per la scienza dell'amministrazione pubblica. Le riforme crispine*, vol. I, cit. pp. 447-485.

¹²² Telegramma del 14 marzo 1889, ACS, CC, RE, b. 5, fasc. 12.

¹²³ Tornata del 9 febbraio 1889, F. Crispi, *Discorsi Parlamentari di Francesco Crispi*, vol. III, cit., p. 261.

¹²⁴ ACS, CC, DSPP, b. 53, fasc. 340. Sui casi di Conselice cfr. P.P. D'Attorre e F. Cazzola (a cura di), *Conselice. Una comunità bracciantile tra Ottocento e Novecento*, Ravenna, Longo, 1991.

¹²⁵ Sulle spie crispine si veda: D. Adorni, *Francesco Crispi*, cit.; L. Monteverocchi, *Il Ministero degli interni: gli archivi e le informazioni*, cit.

impiegati»¹²⁶. Agli informatori nazionali si aggiungono gli informatori dall'estero, tra i quali il noto Ettore Sernicoli, pubblico funzionario di sicurezza stanziato a Parigi, che opera un serrato controllo sulle attività degli anarchici, sugli spostamenti di denaro o di individui e su possibili piani da attuarsi¹²⁷. Meno noto di Sernicoli è un altro funzionario assoldato da Crispi, proveniente dagli ambienti di pubblica sicurezza, Cesare Garimberti¹²⁸. Cancelliere di questura a Milano e poi Commissario a Fiume, Garimberti è al servizio di Crispi almeno dal 1887 e fino al 1891. Da Vienna gli invia numerosi e dettagliati rapporti sullo spirito pubblico austriaco, in particolar modo in riferimento allo spinoso problema della chiesa cattolica in Italia e alla crescita dell'irredentismo. L'intera corrispondenza rimane nell'ombra: Garimberti, in diretto contatto con il conte Kalnoky e Taeffe, invia lettere in Italia con uno pseudonimo femminile e le indirizza a Giuseppe Turco, direttore del «Capitan Fracassa», il quale recapita i rapporti al ministero e invia al funzionario laute ricompense da parte di Crispi¹²⁹.

Il gruppo di fedelissimi

A questi diversi livelli di relazione che Crispi intesse nel corso dei suoi mandati, si aggiunge l'ultimo e il più peculiare: quello dei fedelissimi. Si tratta di un gruppo di uomini scelti per vicinanza personale e stima professionale, cui Crispi assegna incarichi di primo livello. Profondamente implicati nella politica crispina, uomini-ombra posti in ruoli di mediazione tutt'altro che secondari, questi ne seguono le alterne vicende e in diversi casi la loro carriera subisce una battuta d'arresto tra il 1891 e il 1893 per poi riprendere quando Crispi torna al potere. Con l'eccezione di Pisani Dossi, come vedremo, i fedelissimi continuano la loro carriera amministrativa e diplomatica anche dopo il tramonto definitivo dell'era crispina nel 1896. Tra i nomi che vale la pena ricordare, quello di Giuseppe Palumbo Cardella, siciliano, di due generazioni più giovane di Crispi, prima corrispondente de «La Riforma» da Palermo e poi, conosciuto Crispi in occasione dei Vespri siciliani del 1882, suo fedele amico e segretario particolare dal 1887. Al contrario degli altri uomini crispini, Cardella non riveste particolari cariche istituzionali ma è sempre vicinissimo al presidente del Consiglio, curandone l'attività forense e funzionando da tramite con gli altri fedelissimi e la famiglia.

¹²⁶ Lettera del 20 dicembre 1888, ACS, Pisani Dossi, b. 13.

¹²⁷ A titolo di esempio, il 13 febbraio 1888 Sernicoli informa Crispi degli spostamenti di Cipriani e Mulin e rivela che il gruppo di socialisti anarchici di Parigi, facente capo alla redazione del giornale «L'Attaque» ha inviato «la somma di 300 franchi allo scopo di provocare manifestazioni tra i contadini ed operai senza lavoro [a Corato]». ACS, CC, DSPP, b. 51, fasc. 305.

¹²⁸ Le sole notizie pervenute sul personaggio di Cesare Garimberti sono tratte da G. Stefani, *Cavour e la Venezia Giulia. Contributo alla storia del problema adriatico durante il Risorgimento*, Firenze, Le Monnier, 1955.

¹²⁹ Le cifre si aggirano intorno alle 1600 lire ogni due mesi, ACS, CC, DSPP, b. 66, fasc. 396.

Dopo il 1896 continua ad accompagnare Crispi alle sedute parlamentari e inizia, per volere del deputato, l'opera di censimento e riorganizzazione delle sue carte, di cui entra in possesso nel 1901¹³⁰. Fino alla morte, sopraggiunta nel 1941, Cardella continuerà la sua carriera nell'amministrazione statale, pubblicando alcuni importanti contributi sull'opera crispina che, pur nei limiti interpretativi, restituiscono il senso della vicinanza e della stima che nutrì per lo statista siciliano¹³¹. Altre personalità di rilievo sono Roberto Galli¹³² e Giuseppe Pinelli¹³³ nominati rispettivamente sottosegretario degli Interni e capo di Gabinetto del presidente del Consiglio nel 1893 quando, pur dovendo subire le imposizioni del centro e della destra nella nomina dei ministri, Crispi non rinuncia, per gli incarichi dei collaboratori, agli «amici fidati, vicini a lui anche negli anni della sfortuna»¹³⁴.

Gli elementi di spicco dell'*entourage* crispino ruotano però soprattutto intorno al ministero degli Esteri e non senza un motivo preciso: per Crispi, che assume *ad interim* la carica di ministro, risulta fondamentale sostituire la «burocrazia di settore» della Consulta con «l'inserimento di un relais politico»¹³⁵ di sicura appartenenza. È stato infatti notato come «l'istituzione del sottosegretario di stato e l'abolizione della figura del segretario generale, molto più che per gli altri ministeri, tende per la Consulta a colmare lo iato tra nuova dirigenza politica e vecchia burocrazia ministeriale»¹³⁶. In funzione di tale cambiamento Crispi sceglie i suoi collaboratori migliori: Abele Damiani, e due delle «tre P» de «La Riforma», che grazie allo statista, entrano nella fase più alta della loro carriera, assurgendo a ruolo di eminenze grigie dagli eccezionali poteri. Damiani, garibaldino e amico intimo di Crispi, deputato della Sinistra da sempre interessato ai problemi di politica estera e autore della mozione che aveva portato alla caduta di Cairoli nel 1881, è chiamato a svolgere il ruolo di sottosegretario degli

¹³⁰ A lui, Damiani e Carlo Giampietri viene chiesto di curare la sorte delle carte Crispi. Cfr. ACS, Palumbo Cardella, b. 11, fasc. 123.

¹³¹ P. Cardella, *Crispi e i tempi nuovi*, «Rivista d'Italia», V, 8, 1902; Id., *Crispi e la politica mediterranea e coloniale*, «Politica», X, 81, 1929; Id., *L'Istituto di Sanità pubblica da Crispi a Mussolini*, Roma, 1934; Id., *Francesco Crispi nel diario di Alessandro Guiccioli*, «Nuova Antologia», LXXVI, 1941.

¹³² Roberto Galli, fondatore del «Tempo» (1869), eletto senza interruzioni nel collegio di Chioggia dal 1886 al 1919, è uno tra i più fedeli collaboratori di Crispi. Di fede cattolica, collaboratore di primo piano nel tentavi di avvicinamento alla Chiesa nel 1894, e, lo stesso anno, nominato Alto Commissario per le provincie di Reggio Calabria e Catanzaro a seguito del devastante terremoto con una deroga speciale per attribuzione di poteri straordinari. L'anno successivo gli viene assegnato il compito di vigilare sulla fase preparatoria delle elezioni nelle varie provincie del Regno e contribuisce alla stesura di importanti testi legislativi come quello sul domicilio coatto e sulla pubblica sicurezza.

¹³³ Nella *Lettera agli onesti di tutti i partiti*, Cavallotti definisce Pinelli «d'alter ego» di Crispi. Cfr. *Per la storia. La questione morale su Francesco Crispi nel 1894-1895 esaminata da Felice Cavallotti: lettere, cronaca e documenti*, Milano, Aliprandi, 1895, p. 103.

¹³⁴ F. Fonzi, *Crispi e lo "Stato di Milano"*, cit., p. 14.

¹³⁵ P.A. Lucchetti, *Sinistra storica e riforma dell'amministrazione degli Affari Esteri sotto Crispi. Un modello antesignano di comunicazione istituzionale*, «Rassegna storica del Risorgimento», 2000, pp. 187-204, p. 196.

¹³⁶ *Ibidem*.

Esteri dal 1887 al 1891¹³⁷. Gli sono affidate funzioni relative al personale e all'amministrazione mentre quelle politiche e diplomatiche sono riservate a Pisani Dossi. Già segretario particolare di Crispi quando questi è ancora ministro dell'Interno, insieme all'amico Edmondo Mayor des Planches, al nipote di Crispi Tommaso Palamenghi Crispi e a Cardella, nel 1887 Dossi è nominato capo di Gabinetto della Consulta (quando è ancora funzionario del ministero degli Interni)¹³⁸. Il primo passo di Dossi nel suo nuovo ruolo è quello di presentare al presidente del Consiglio, che lo ratifica quasi senza modifiche, un progetto di riordino degli Esteri bocciato duramente dal segretario generale Malvano nel 1885¹³⁹. A seguito di tale riordinamento, egli inaugura i suoi «anni ruggenti»¹⁴⁰ vissuti all'insegna del duro lavoro e dell'enorme libertà di manovra concessa da Crispi. Dossi raccoglie nelle sue mani enormi poteri¹⁴¹ pur rivestendo una carica «formalmente sciolta da ogni responsabilità verso il parlamento e il paese» e rende il Gabinetto della Consulta il «vero centro propulsivo e gestionale del ministero e dell'indirizzo di politica estera»¹⁴². Durante il primo mandato, interviene nell'elaborazione della legge sull'emigrazione del 1888 ed è chiamato da Crispi a partecipare a una commissione interministeriale per la formulazione di un ordinamento delle scuole italiane all'estero, che vede la luce nell'autunno del 1888. Strenuo partigiano della politica coloniale di Antonelli in Africa, partecipa alla stesura del Trattato d'Ucciali e nel 1890 crea in seno al Gabinetto un Ufficio coloniale per l'organizzazione e la gestione amministrativa dei possedimenti coloniali. Alla caduta di Crispi subisce la vendetta di Malvano con il trasferimento a Bogotà da cui scrive a Crispi lettere piene di amarezza e rabbia. Lo stop impostogli dal cambio di guardia è però solo temporaneo: nel 1893 col ritorno di Crispi, Dossi rientra agli Esteri come capo di Gabinetto del ministro Blanc con cui collabora proficuamente. Durante il terzo e ultimo mandato crispino il giovane dà forse la maggior prova della sua capacità di mediazione facendosi protagonista dell'operazione tattico-politica in vista delle elezioni amministrative di febbraio e delle politiche di maggio per cui il riavvicinamento al mondo cattolico «avrebbe dovuto assicurare

¹³⁷ Mentre durante il secondo dicastero è nominato presidente della Camera.

¹³⁸ L. Montevocchi, *Il Ministero degli interni: gli archivi e le informazioni*, cit.

¹³⁹ Cfr. V. Pellegrini, *Amministrazione e ordinamento costituzionale: il Ministero degli Affari Esteri*, in AA.VV., *Istituto per la scienza dell'amministrazione pubblica*, vol. II, *L'amministrazione nella storia moderna*, Milano, Giuffrè, 1985, pp. 1851-1929.

¹⁴⁰ Così vengono definiti da E. Serra, *L'altra vita di Carlo Dossi: Alberto Pisani Dossi diplomatico*, cit.

¹⁴¹ Tanto che Serra ha rilevato come «l'Ufficio del Gabinetto degli Esteri, sotto Pisani Dossi, accentrò un tale potere, quale, [...], più non ebbe nemmeno ai tempi del fascismo». E. Serra, *L'altra vita di Carlo Dossi: Alberto Pisani Dossi diplomatico*, cit., p. 66.

¹⁴² D. Adorni, *Francesco Crispi*, cit., p. 190.

a Crispi nel 1895 la conquista della ribelle città di Milano, capitale dell'opposizione»¹⁴³. Sempre nel 1895, nonostante le resistenze di Blanc, viene trasferito ad Atene secondo sua personale richiesta. Di lì a poco però la sua carriera è destinata a una brutta e definitiva fermata: al contrario degli altri fedelissimi, la posizione politica di Dossi sarà per sempre compromessa dalla caduta di Crispi. Dal 1896 non verrà infatti mai riassorbito nel tessuto amministrativo: l'uomo ombra di Crispi, forse il più implicato nelle vicende politiche dello statista di Ribera, sarà condannato alla *damnatio memoriae* e tornerà alla vita intellettuale. A corroborare il lavoro di Pisani Dossi interviene la seconda "P" di provenienza da «La Riforma»: Primo Levi. Il direttore del giornale, grazie alla vastità delle conoscenze nel campo politico, diplomatico e artistico, entra a far parte della Consulta in via ufficiosa nel 1893, una volta abbandonato il giornale per timore di essere travolto dallo scandalo della Banca Romana. Levi, «figura-ombra» raramente in primo piano e senza incarico determinato, funge da raccordo tra il ministro Blanc, il sottosegretario Antonelli e il presidente del Consiglio e nel 1890 diviene capo dell'Ufficio della Colonia Eritrea e protettorati, creato in sostituzione dell'Ufficio coloniale.

Tale ricambio generazionale e politico delle alte cariche al ministero degli Esteri non solo rispecchia la svolta impressa in politica estera da Crispi grazie all'immissione dei fedelissimi alla causa¹⁴⁴ ma risponde al bisogno di una gestione più moderna per un centro nevralgico così importante. I processi di trasformazione economica e istituzionale in atto, la complessità della situazione internazionale e l'accresciuto impegno coloniale pongono infatti come urgenza quella di riformare il sistema di comunicazione degli Esteri nella direzione di una maggiore tempestività e chiarezza verso l'interno, e di una maggiore incisività sull'opinione pubblica¹⁴⁵. Da ciò dipende il «reclutamento massiccio degli intellettuali negli apparati burocratico-amministrativi»¹⁴⁶. I fedelissimi crispini, provenienti dal cosmo dell'intellettualità minore e del giornalismo, e dunque avvezzi alle dinamiche della comunicazione e della propaganda, sembrano i più indicati a rispondere a tale bisogno.

Levi e Dossi in particolare si distinguono alla Consulta per l'acume con cui portano avanti tale rivoluzione. Già dal 1887 Dossi richiede ai funzionari indagini corroborate da dati

¹⁴³ F. Fonzi, *Crispi e lo "Stato di Milano"*, cit., p. 206.

¹⁴⁴ Pisani Dossi che stila il progetto originario di riordino del 1885 scrive di voler fare del ministero degli Esteri «un solo corpo [...] non da manichino, piallato da legni diversi e sempre per scollarsi e sfacciarsi; bensì un organismo umano, mosso da un solo sistema di nervi, e alimentato da unico sangue». E. Serra, *L'altra vita di Carlo Dossi: Alberto Pisani Dossi diplomatico*, cit., p. 23.

¹⁴⁵ Crispi opera in questo senso anche personalmente. A proposito delle circolari di Crispi ai vari ministeri Melis ha sottolineato la «straordinaria qualità tecnica, specie se confrontata con circolari del periodo depretisino» e «la novità di linguaggio che questi documenti contengono». G. Melis, *Fare lo Stato per fare gli italiani*, cit., p. 59.

¹⁴⁶ S. Lanaro, *Il Plutarco italiano: l'istruzione del popolo dopo l'Unità*, cit., p. 579.

statistici che, una volta rielaborati da Bodio, possano suscitare considerazioni di rilievo per la gestione degli affari internazionali. Grazie a lui, lo smilzo Bollettino Consolare, pubblicazione irregolare della Consulta, cede il passo al Bollettino del ministero degli Affari Esteri distintosi negli anni crispini per ricchezza di contenuti circa la vita del ministero e per la pubblicazione di alcuni importanti studi svolti da funzionari o da esterni al ministero. Al Bollettino si affianca poi la pubblicazione di numerosi Libri Verdi, redatti da Levi, e l'Annuario Diplomatico del Regno d'Italia. La spinta impresa mette al passo la Consulta italiana con quella degli altri paesi europei, portando, tra l'altro, alla nascita di una tipografia riservata del ministero degli Esteri e alla riorganizzazione dell'archivio ad opera del suo direttore Giacomo Gorrini.

I cambiamenti più importanti che prendono corpo all'interno della Consulta riguardano il rapporto del potere con la stampa: Crispi rompe con la tradizione italiana precedente, la quale aveva mancato di intervenire a livello amministrativo «per influenzare l'opinione pubblica sui problemi di politica estera, pure importanti»¹⁴⁷ e, riconosciuta l'importanza assunta dai giornali al tornante del secolo, ormai fonte di autorità all'interno dello spazio politico, fa da battistrada a una tendenza poi emulata da tutti i governi successivi. In un gioco sottile, tra compromesso, assoggettamento, sfida aperta e conflitto mediato, potere e media tendono sempre più a perdere i confini, saldando un rapporto basato sulla crescente interdipendenza.

La stampa

L'ordinamento del ministero degli Interni firmato da Crispi nel maggio del 1887 prevede, tra le attribuzioni del Gabinetto, la creazione di un reparto funzionante da «osservatorio della pubblica opinione» «che ha il compito di raccogliere e studiare i rapporti periodici dei prefetti, di leggere esaminare e riassumere le pubblicazioni italiane e straniere e di improntare traduzioni dove necessario»¹⁴⁸. È sempre Pisani Dossi a occuparsi di tradurre l'innovazione in pratica inviando una circolare ai direttori generali del ministero:

Il nuovo ordinamento del Ministero, entrato in vigore col 1 del corrente mese assegna al Gabinetto, [...], l'attribuzione delle comunicazioni di notizie ai giornali. Allo scopo di provvedere a ciò nel migliore e più ampio modo possibile, faccio invito ai signori direttori generali e ai capi servizio di volere, d'oggi innanzi, far desumere dalle carte che provengono ai rispettivi uffici e comunicare di mano in mano al Gabinetto tutte quelle informazioni che possano interessare il pubblico ed essere date, senza

¹⁴⁷ E. Serra, *La Consulta*, cit., p. 198.

¹⁴⁸ *Ordinamento Ministero degli Interni*, Roma, Tipografia L. Cecchini, 1887, ACS, Pisani Dossi, b. 28, fasc. A.

inconvenienti, ai giornali. Tali informazioni [...] dovranno avere carattere impersonale e rivestire forma sobria e piana¹⁴⁹.

Le informazioni, aggiunge Dossi, devono poi essere trasmesse al segretario particolare Palamenghi Crispi. Un passo ulteriore verso un più strutturato rapporto con la stampa, sull'onda di una tradizione inaugurata da altri paesi europei¹⁵⁰, si compie a metà del 1887 con la creazione del primo ufficio stampa *ante litteram*, sancita ufficialmente dal decreto del 29 dicembre del 1887 per cui al capo di ogni Gabinetto ministeriale si affida l'onere della «comunicazione ai giornali e alle agenzie telegrafiche». È stato riconosciuto a proposito di tale dicitura:

Quest'ultima dizione sta ad indicare un fatto del tutto nuovo, non solo in quanto ammetteva un rapporto diretto tra il Ministero, i giornali e le agenzie di stampa, ma anche perché riconosceva al primo la facoltà di dettare comunicazioni ai secondi¹⁵¹.

Sulla base di un rapporto bidirezionale per cui le notizie vengono tratte dall'esterno e diramate dall'interno, il lavoro dell'Ufficio stampa si avvia, sotto la supervisione di Palamenghi agli Interni e con Levi e Dossi agli Esteri. L'inizio è stentato, urge trovare traduttori¹⁵² e bisogna organizzare il lavoro di analisi, sintesi e revisione secondo criteri unici e chiari, suddividendo la materia e prediligendo le testate a seconda dell'interesse per i vari ministeri¹⁵³, ma i collaboratori scelti sono efficienti e colgono l'importanza del ruolo

¹⁴⁹ Lettera del 2 agosto 1887 ai Direttori generali del ministero dell'Interno da parte del ministro (scritta da Dossi), *ivi*.

¹⁵⁰ In *ivi* si conserva una nota sulla composizione del bureau de presse nel Département de l'intérieur français.

¹⁵¹ E. Serra, *La Consulta*, cit., p. 199.

¹⁵² Lettera s.d. di Enrico Tkalac, funzionario all'Ufficio stampa del ministero degli Esteri, a Dossi: «Giorni fa incontrai il cavaliere Mayor e lo pregai di dirla che Ella si compiacesse di darmi per aiuto uno dei nuovi volontari che sappia l'inglese e un altro per il Tedesco, ognuno per una sola ora al giorno, perché mi sarebbe impossibile di scrivere i sunti senza espormi al sicuro pericolo di perdere quell poco di vista che l'operazione della cataratta mi ha dato. Io potrei leggere i giornali e segnare gli articoli che si dovrebbero riassumere dai giovani che io la pregai di comandare a questo servizio per una ora al giorno. Potrei farmi leggere e correggere i testi, ma non potrei far tutto da solo», AMAE, Gabinetto Crispi, Cartella 5.

¹⁵³ Lettera a firma Mengala, funzionario del ministero, indirizzata all'Ufficio stampa del ministero degli Esteri, 27 dicembre 1889: «Al sign. Cav. Pisani Dossi devono mandarsi soltanto gli articoli riguardanti le faccende dell'Africa orientale e settentrionale (Massaua, Assab, Abissinia, Scioa, Zanzibar); e specialmente i dati statistici e geografici relativi alle nostre colonie e ai possedimenti europei nel Zanzibar. Si possono inviare eziandio al gabinetto articoli che trattino d'importanti riforme al servizio diplomatico e consolare presso Stati esteri. A S. E. il comm. Damiani sono da inviarsi tutti gli articoli più interessanti relativi alla politica internazionale dell'Italia. Gli articoli dei giornali italiani e francesi si segnalano semplicemente con matita rossa. Degli articoli di giornali tedeschi e inglese conviene fare un sunto scritto, in cinque copie (per S. E. l'on. Crispi per S. E. l'on. Damiani, per il sign. Cav. Pisani Dossi, per l'ufficio della stampa al ministero dell'interno e (la prima col lapis nero) per il sign. comm. Puccioni). Si badi specialmente agli articoli ostili alla politica italiana. Sarà bene d'inviare subito al gabinetto gli articoli di natura tale da reclamare immediatamente l'attenzione del ministero. Le corrispondenze più importanti dall'Africa trovansi nei giornali Corriere di Napoli (Mercatelli), Piccolo di Napoli, Gazzetta Piemontese, Roma di Napoli (conte Pennazzi). Scrivono con una certa competenza intorno alle cose

assegnatogli. Un appunto anonimo, rinvenuto tra le carte di Crispi alla Consulta, restituisce la sensibilità, l'acume e la modernità con cui viene posto in essere questo primo esperimento:

L'importanza di un ufficio per la stampa estera può essere nulla o tale da recare sensibili vantaggi. Il tutto dipende dal modo con cui tale Ufficio è costituito e diretto. Ecco qualche idea in proposito che potrebbe servire d'embrione al programma dei lavori di siffatto ufficio, programma avente per iscopo di tracciare una via di condotta sicura, ferma, esente da titubanze, sbagli, negligenze colpevoli o nocivo zelo. Non basta, mi pare almeno, riassumere o tradurre articoli che la stampa più o meno interessata può pubblicare in nostro favore. Nondimeno questi articoli non sono da scartare. Tutt'altro. Essi, fatta la tara dei motivi della loro benevolenza vera o falsa, forniscono talora argomenti preziosi, che potevano esserci sfuggiti, in favore della nostra politica e costituiscono sovente un'arma tutta pronta con cui combattere, servendosi nei colloqui cogli uomini politici o popolarizzandoli mediante riproduzione negli organi unici del governo. Più ingrato e spesso nauseante è il compito – indispensabile se si vuole arrivare a formarsi un'idea giusta, media, dell'opinione pubblica del giorno, sicura delle argomentazioni ottimistiche degli amici e di quelle pessimiste degli avversari, – di controllare la stampa ostile. Secondo che si sente dire o che si ha avuto occasione di vedere, gli uomini di Stato fanno tesoro degli attacchi, anche ingiusti, degli avversari; ammettono e sfruttano quello che vi può essere di giusto, di serio – combattono, sia nei discorsi, sia mercé la stampa, quello che pur mancando di base, è tale da danneggiare la nostra politica. [...]. Nella scelta dei giornali ammessi all'esame si deve tener conto non solo della loro popolarità, sicurezza di informazioni, tendenze, ecc ma di molti altri elementi che non si possono riunire che col tempo, indizio che l'istituzione d'un buon ufficio della stampa non può essere spontanea, ma deve essere l'effetto d'un lungo ed assiduo lavoro preparatorio d'informazioni. E tali informazioni riguardano i proprietari d'un giornale, i suoi redattori, ispiratori politici, finanziari industriali, senza trascurare i mezzi di cui esso dispone e le loro fonti. [...]. L'Ufficio della stampa deve vigilare gelosamente, senza scendere a meschinità e pettegolezzi, su qualsiasi manifestazione dell'opinione pubblica per mezzo dei giornali, che tocchi il decoro, il prestigio, gli interessi del paese e l'onorabilità degli uomini che lo governano, il decoro e l'autorità di questi essendo strettamente legato a quello della patria – e non temere, rivelando anche propositi acervi, offensivi, d'esporsi a recare momentaneo scontento, perché talvolta il nemico ricorre precisamente a tali arti per scuotere la posizione degli uomini che gli danno fastidio. [...]. Il lavoro dell'Ufficio per essere proficuo non deve limitarsi a tradurre o riassumere alla cieca l'immensa mole d'informazioni contenenti nella stampa. Esso deve non solo saper scegliere sagacemente, ma arrivare a fornire agli uomini al potere uno specchio dell'insieme delle tendenze e dei giudizi dell'opinione, sbarazzando il terreno da materie inutili che un ministro non ha tempo di esaminare. [...]. Un ufficio della stampa che non arrivasse per lo meno a riunire in se queste condizioni essenziali, sarebbe come una

d'Africa: N. Corazzini del Piccolo, Macola della Gazz. Di Venezia, Belendi della Tribuna. Articoli interessanti su argomenti africani trovano inoltre frequentemente nel Corriere della Sera, Secolo, Gazz, Piemontese, Nazione, ecc. i giornali clericali sogliono attaccare l'istituzione e il personale delle scuole italiane all'estero. Tali articoli – e in genere tutto quanto si riferisce alle scuole italiane all'estero, interessa in special modo il gabinetto», ivi.

macchina guasta, un corpo inanimato, utile di rado, spesso dannoso; esso non sarebbe più, secondo l'espressione d'un uomo di stato eminente, uno degli occhi del Ministero degli Affari Esteri, ma un occhio finto di vetro, ed il meglio ancora sarebbe di sopprimerlo addirittura¹⁵⁴.

Tale nota certifica la trasformazione maturata in quel giro di anni grazie allo spirito innovatore di Crispi e alla felice collaborazione di funzionari distinti non tanto per cieca fedeltà al primo ministro, quanto piuttosto per la capacità di farsi parte attiva del processo di rivoluzione della comunicazione politica. Tra gli altri, è il caso di ricordare la figura di Alfonso Marescalchi direttore dell'Ufficio Stampa degli Interni dal 1889¹⁵⁵. Nel 1888 il funzionario scrive a Crispi per rendergli noto lo stato di avanzamento dei lavori di compilazione della «statistica dei giornali di Roma, di quelli de' capoluoghi di provincia e de capoluoghi di circondario», sulla base dei dati richiesti ai prefetti e al ministero delle Poste dal primo ministro e volti a conoscere «il colore politico di ciascun giornale», il «personale di redazione», «le influenze che lo ispirano, la sua diffusione e qualsiasi altra notizia atta a farne valutare la importanza morale e materiale». Grazie ad «apposite carte grafiche», continua Marescalchi, si potrà conoscere «a colpo d'occhio» la diffusione dei giornali «sovra ogni punto del regno». Alle notizie sul lavoro in esecuzione, il direttore aggiunge alcuni suggerimenti: oltre al registro dei giornali bisognerebbe approntare un registro per ciascun collegio elettorale, che è «l'unità nella quale si esplica effettivamente l'azione della pubblica opinione», nel quale siano annotate «tutte le questioni che sorgono nel collegio, come qualsiasi altro fatto che appassioni il pubblico». In questo modo, continua il direttore:

al momento delle elezioni, allorquando è maggiore la necessità di conoscere le condizioni precise dello spirito pubblico, i desideri delle popolazioni, i mezzi più acconci a soddisfarle, il governo, riassumendo semplicemente le notizie così minutamente raccolte, potrà formarsi un criterio esatto della situazione elettorale in ogni singolo collegio. E a

¹⁵⁴ «Qualche pensiero sul come dovrebbe essere costituito un ufficio per la stampa estera presso il ministero degli Affari Esteri», 10 agosto 1890, ivi.

¹⁵⁵ Marescalchi sarà implicato nella lotta tra Crispi e Cavallotti, schierandosi con il secondo. Egli infatti, spostato a Bologna nel 1893 come consigliere di prefettura, è nominato a far parte della Commissione per l'applicazione delle leggi sul domicilio coatto e destituito a seguito della decisione della Commissione di non supportare le numerose richieste di pena inviate dal questore di Bologna. A un primo richiamo da parte di Sensales, direttore della Pubblica Sicurezza, Marescalchi risponde protestando e chiedendo le dimissioni. Crispi, adirato, presenta una relazione al re il 3 novembre del 1894 per la destituzione del funzionario che manca «di serenità di giudizio, sentimento di disciplina, spirito di sacrificio» e il cui comportamento non fa che giovare «ai nemici dell'ordine» (Atti Parlamentari, Legislazione XVIII, II Sessione, Discussioni, Tornata del 3 novembre 1894). Marescalchi querela in giudizio Crispi senza che la cosa provochi alcuna conseguenza sul piano legale. La vicenda torna a galla nel maggio successivo quando Cavallotti pubblica il plico Sartoro e il Memoriale Marescalchi sulle pagine de «Il Secolo» (12 maggio 1895). Marescalchi, e con lui Santoro, direttore dell'Ufficio del domicilio coatto a Port'Ercole destituito da Crispi, pur se poco propensi a piegare il loro giudizio in nome della fedeltà a Crispi, dimostrano grande capacità nel rivestire i ruoli loro assegnati. Cfr. D. Adorni, *Francesco Crispi*, cit.

questo punto allora torna utile un altro lavoro di informazione sulle forze combattenti e su tutte le fasi della lotta [...]. A tutto ciò parmi inoltre cosa assai giovevole aggiungere una raccolta completa di tutte le manifestazioni fatte per le stampe dagli uomini politici¹⁵⁶.

Gli elementi emergono tutti con forza: il potere, grazie alla possibilità di infiltrazione assicurategli dai prefetti e dal ministero delle Poste, fa dell'informazione la base delle sue decisioni e mosse politiche e, all'interno di questo quadro, assegna alla stampa un posto di primo piano.

Dalla teoria si passa ben presto alla pratica: nelle elezioni del 1890 tutto ciò che Marescalchi aveva ipotizzato su carta è divenuto realtà¹⁵⁷. Per ogni provincia si stilano un registro dei giornali (in cui si specifica il nome dei redattori, dei corrispondenti, la tiratura, il numero di copie spedito in provincia) e uno sulla vita politica del collegio con notizie relative alle elezioni politiche e amministrative degli anni precedenti, l'elenco delle associazioni attive nel territorio (con specifica del nome, del numero dei soci, dello scopo e dell'importanza), e una lista dei candidati in vista della nuova campagna (per ogni candidato si notifica il nome di eventuali associazioni o giornali che lo supportano, delle notabilità politiche che lo appoggiano e delle sezioni elettorali nelle quali ha maggiore influenza)¹⁵⁸.

Nel frattempo, alla Consulta Dossi guida le trattative per la stipulazione di un contratto con l'agenzia telegrafica Stefani. Dopo Cavour, che si era dimostrato sensibile al problema dando il suo appoggio alla fondazione della suddetta agenzia da parte di Guglielmo Stefani nel 1853¹⁵⁹, è probabile che la Consulta se ne fosse disinteressata, non impegnandosi in alcuna sovvenzione diretta ma solamente sottoscrivendo un certo numero di abbonamenti. Al tempo, la Stefani era già legata da un contratto¹⁶⁰ con l'agenzia francese Havas e subiva indirettamente le conseguenze di un contratto esistente tra la Reuter inglese e l'Havas per il quale i dispacci provenienti dall'Inghilterra erano filtrati dai francesi prima di arrivare in Italia. L'avvento al potere di Crispi segna una svolta: tra il 1888 e il 1889 lo statista, insoddisfatto dai contratti già stipulati, firma una convenzione tra la Direzione generale dei telegrafi dello Stato e l'agenzia Stefani. Secondo l'accordo l'agenzia avrebbe inviato ogni giorno e con «la

¹⁵⁶ Appunto s.d., ACS, CC, DSPP, b. 96, fasc. 573.

¹⁵⁷ Già dal 1888 Palamenghi scrive a Dossi circa la stesura dei primi parziali registri della stampa, AMAE, Cartella 5.

¹⁵⁸ ACS, CC, DSPP, b. 55, fasc. 375. Sul controllo politico delle elezioni si rimanda anche a: D. Adorni, *Francesco Crispi*, cit.

¹⁵⁹ Sull'agenzia telegrafica Stefani cfr. E. Serra, *Crispi, Pisani Dossi e le agenzie di stampa*, cit.; S. Lepri, *L'Agenzia Stefani da Cavour a Mussolini: informazione e potere in un secolo di storia*, Firenze, Le Monnier, 2001.

¹⁶⁰ Secondo questo contratto, stipulato nel 1867, l'agenzia italiana poteva diffondere notizie trasmesse dall'agenzia francese.

maggiore sollecitudine» «al ministero dei lavori pubblici, a quello dell'interno, alla direzione generale dei telegrafi ed agli altri funzionali, [...], i bullettini contenenti i corsi ufficiali e le notizie politiche più recenti». Una volta arrivati a destinazione «i più importanti di essi» sarebbero stati trasmessi ai prefetti del Regno¹⁶¹. Segue poco dopo la stipulazione di un contratto tra le agenzie telegrafiche di Germania, Austria e Italia e un nuovo accordo con la Reuter e, dunque, la nascita di una lega di agenzie europee¹⁶². L'idea è per la prima volta presentata a Bismarck durante il secondo viaggio di Crispi a Friedrichsruh nel 1888: il Cancelliere pare non farsi tentare, avanzando dubbi sulla liceità del contratto che imporrebbe il volere statale su enti privati ma Crispi non molla la presa e all'occasione della visita di Umberto I a Berlino prosegue nell'opera di convincimento, conclusasi a suo favore nell'estate del 1889¹⁶³. Grazie ai nuovi accordi il governo si pone nella posizione di poter supervisionare le notizie pubblicate negli altri paesi a riguardo dell'Italia e assoggetta la circolazione delle notizie nazionali allo stretto controllo dei suoi adepti, Dossi e Levi, che intrattengono relazioni quotidiane con il direttore della Stefani Ettore Friedländer¹⁶⁴, il quale dal 1881 al 1918 la indirizza «con la sua grande ed insieme duttile personalità»¹⁶⁵, e con Giuseppe Casalegno, il redattore dell'agenzia. Se la stessa Stefani usufruisce a suo vantaggio di tale accordo¹⁶⁶, è soprattutto il governo a essere favorito: nel clima di crescente tensione degli anni Novanta, il compromesso permette ai collaboratori di Crispi di misurare con precisione la circolazione delle notizie diramando alla Stefani dispacci scelti e ricevendo da questa aggiornamenti costanti circa le notizie pubblicate nel paese¹⁶⁷. In particolar modo il controllo della Stefani permette di alimentare il consenso dell'opinione pubblica intorno alla politica coloniale¹⁶⁸, grazie a una modulazione dei tempi e dei toni delle notizie che arrivano dall'Africa e che, previa pubblicazione, sono riviste e corrette da Levi, Blanc, Dossi e la Stefani¹⁶⁹.

¹⁶¹ «Convenzione tra la Direzione generale dei telegrafi dello Stato e l'Agenzia Stefani», ACS, Pisani Dossi, b. 12, fasc. 648-649.

¹⁶² Nel tentativo di allentare i rapporti dell'agenzia inglese con l'Havas francese.

¹⁶³ Per le trattative cfr. ACS, Pisani Dossi, b. 12, fasc. 648-649.

¹⁶⁴ Una ricca corrispondenza in *ivi*.

¹⁶⁵ E. Serra, *La Consulta*, cit., p. 199.

¹⁶⁶ «Grazie ancora dei preziosi dispacci che mi passasti. Il servizio non potrebbe procedere in modo più perfetto», scrive Friedländer a Dossi il 3 dicembre 1893, *ivi*.

¹⁶⁷ Molto spesso Friedländer chiede direttamente a Dossi se vi siano notizie o dispacci «pubblicabili», *ivi*.

¹⁶⁸ Cfr. R. Battaglia, *La prima guerra d'Africa*, Torino, Einaudi, 1958.

¹⁶⁹ A titolo di esempio: Lettera di Blanc a Levi, 28 agosto 1894: «Caro amico, per l'opinione pubblica ci vuole, mi pare, altro che il disp. Stefani circa Adua. Vuole venire alla consulta un momento alle 11 per concertare qualche cosa anche per la *Capitale?*». Lettera dall'Agenzia Stefani, XL anno: «Carissimo Primo, anzitutto mille auguri a e ed a Perelli [...]. Ti raccomando le notizie di Massaua. È tornato indietro poi il generale Baratieri? Queste notizie assorbiranno certo tutta l'attenzione pubblica perciò ti prego tanto non dimenticarti. Domani pubblico il sunto del memorandum. È giornata propizia», in Primo Levi, b. 4, fasc. 2. Friedländer a Dossi, 24

L'innovazione occupa un posto di rilievo nella storia dell'Italia, dimostrando l'esistenza di un «rapporto [...] tra il Ministero degli Esteri e gli strumenti di comunicazione, prima del 1914-15»¹⁷⁰. A livello internazionale l'assoggettamento della Stefani funziona da punto di riferimento per gli altri paesi europei e anticipa una prerogativa del potere politico cui questi si adeguano, trainati dal caso italiano¹⁷¹.

Nei casi in cui la revisione e il controllo delle notizie provenienti dall'Africa non bastino a evitare problemi al governo, Crispi vi applica una più severa censura. Le prime disposizioni in questo senso sono emanate per Massaua nel periodo che intercorre fra Dogali e San Marzano, a metà del 1887, quando Crispi è ministro dell'Interno¹⁷². A queste succede il decreto legge «Prescrizioni relative ai corrispondenti di giornali e di agenzie telegrafiche presso le Regie truppe in Africa», impostato e corretto da Crispi sulla base del vigente regolamento inglese¹⁷³ e firmato dal ministero della Guerra Betolè-Viale il 18 ottobre 1887. Secondo le nuove prescrizioni «ogni corrispondente di giornale o di agenzie telegrafiche» deve essere in possesso, previa partenza, di una licenza accordata dal ministro della Guerra o dal comandante in capo delle truppe in Africa i quali si riservano «il diritto di negarle senza addurne i motivi». Ai corrispondenti si vieta inoltre l'uso di cifrari e la trasmissione di notizie «che possano destare l'allarme nel paese» o «riuscire a danno dell'autorità e del prestigio dei comandanti delle truppe»; essi fanno capo a un ufficiale il quale può esigere che gli sia data «visione delle corrispondenze» e stabilire se sopprimerle o modificarle o anche ritirare la licenza. Inoltre, tutti i corrispondenti, per il periodo di soggiorno in Africa, rispondono alle prescrizioni del codice penale militare. Con l'applicazione di tale prescrizione Crispi può procedere all'espulsione dei corrispondenti scomodi¹⁷⁴ onde evitare sia la diffusione di notizie «che interesserebbe tenere ancora celate o che spetta al Governo di diffondere sotto miglior forma»¹⁷⁵ che «pubblicazioni sconvenienti»¹⁷⁶.

dicembre 1893: «Ti raccomando tutte le notizie di Massaua. Ci sono giornali pubblicabili?»; «Tutti i giornali ci si raccomandano per avere particolari. Credo molto utile le liste dei morti e dei feriti più presto possibile», 22 dicembre 1893, *ivi*.

¹⁷⁰ E. Serra, *La Consulta*, cit., p. 204.

¹⁷¹ *Ibidem*.

¹⁷² Cfr. ACS, PCM, 1887, Depretis, b. 54. Sulla questione cfr anche: N. Labanca, *In marcia verso Adua*, Torino, Einaudi, 1993.

¹⁷³ Copia del decreto in ACS, CC, DSPP, b. 57 fasc. 363.

¹⁷⁴ In particolar modo farà rumore l'espulsione dei corrispondenti Scarfoglio e Marcatelli del «Corriere di Napoli» nel marzo 1890, *ivi*.

¹⁷⁵ Crispi al generale Baldissera a Massaua, 13 giugno 1889 in *ivi*.

¹⁷⁶ Così scrive il prefetto di Torino a Crispi il 2 maggio 1889, ACS, CC, DSPP, b. 56, fasc. 359.

Non solo. Il presidente del Consiglio si occupa personalmente della sovvenzione ai giornali nazionali ed esteri tramite l'elargizione di compensi e la stipulazione di abbonamenti¹⁷⁷, proseguendo in una prassi già consolidata. In diversi casi intrattiene legami intimi e duraturi con giornalisti italiani e stranieri¹⁷⁸ e fa del foglio stampato un'occasione per arrivare con più immediatezza al pubblico. In particolar modo tra il 1891 e il 1892, quando è costretto a lasciare il potere, Crispi pubblica quattro articoli politici apparsi su rinomate riviste straniere¹⁷⁹ con lo scopo di provocare precise reazioni a livello nazionale e internazionale. È nel 1893 però che il siciliano sfrutta con più coscienza la vetrina offertagli dalla stampa, accettando l'intervista con Achille Plebano, direttore del «Fanfulla», su un argomento scottante che lo riguarda in prima persona: lo scandalo della Banca Romana. Essendo la posizione di Giolitti ormai compromessa dallo scandalo, Crispi decide di sferrare un duro colpo al suo avversario e lo fa fuori dalle aule parlamentari. La mossa non è certo poco rischiosa, la sua posizione politica di primo ministro all'epoca dell'inchiesta sulla Romana è difficilmente giustificabile, visto l'insabbiamento dei risultati che ne è succeduto, ma Crispi si gioca bene l'occasione, sostenendo di aver taciuto per impedire la disgregazione istituzionale del paese. Nel corso dell'intervista agita lo spettro del nemico interno affermando: «Una cosa è certa purtroppo, ed è che di tutto ciò che sta avvenendo chi più di tutti gioisce è il Vaticano. Ed io ho dati che mi permettono di d'affermar ciò»¹⁸⁰. Il premier ribadisce il pericolo che deriva dalla debolezza dell'Italia nelle relazioni internazionali¹⁸¹ e conclude riprendendo l'argomentazione con cui aveva convinto i più a Torino, all'alba della presa del potere:

gli uomini di Stato forti ed autorevoli non s'improvvisano. [...] Voglio sperare che da una discussione, [...] i deputati mostrino di comprendere la necessità della patria, e sappiano costituire una forza che salvi il Paese dalle difficoltà attuali. Senza di ciò, lo dico col più vivo dolore, l'avvenire del nostro povero Paese mi spaventa.

¹⁷⁷ Somme diverse vengono versate a giornali locali che sostengono il governo o i candidati governativi tramite «la cassa del ministero», telegramma dal prefetto di Vicenza 17 dicembre 1888, ACS, CC, Roma, b. 8, fasc. 207.

¹⁷⁸ A titolo di esempio: «Date denaro che si domanda agente e non guardate a spese che fossero utili. Crispi», biglietto di Crispi all'ambasciatore italiano in Francia Ressmann, 17 agosto 1888, ACS, CC, Roma, b. 8, f. 212. Cfr. anche ACS, CC, DSPP, b. 121, fasc. 757 e seguenti; AMAE, Gabinetto Crispi, Cartella 5.

¹⁷⁹ Cfr. *Infra*, capitolo III. Gli articoli sono ora raccolti in F. Crispi, *Ultimi scritti e discorsi extraparlamentari (1891-1901) a cura di Tommaso Palamenghi-Crispi*, Roma, L'Universelle, 1912-1913, sotto il titolo rispettivamente di *L'Italia e il Papato* (due saggi apparsi nei fascicoli di giugno e agosto del 1891 sulla «Contemporary Review»), *I pericoli che corre il papato* («New Review», Londra, aprile 1892), e *Le finanze italiane* («North American Review», aprile 1892).

¹⁸⁰ Copia dell'articolo, ACS, CC, RE, b. 7, fasc. 13, sf. 4.

¹⁸¹ «L'imperatore di Germania che venne in Italia e riconobbe Roma intangibile, oggi manda un suo ambasciatore speciale al Papa», *ivi*.

La politica si rappresenta

Occupare lo spazio

Lo statista di Ribera, che tante energie dedica a una infiltrazione a vari livelli nell'amministrazione statale e nel mondo della stampa, raccorda il lavoro dei vari collaboratori nel momento più importante di incontro con l'opinione pubblica: quello in cui la politica rappresenta sé stessa, occupando uno spazio.

Lo scenario prediletto per questo assedio simbolico è Roma, che il siciliano considera «il punto di verifica e di costruzione per il reciproco scambio d'un moderno sentire unitario»¹⁸². Già dagli anni Ottanta, nelle vesti di deputato, sostiene la necessità di dare attuazione ai provvedimenti per la città credendo fortemente nel «valore irradiante» di una più coerente politica urbanistica, che assicuri alla capitale nuovo «cemento» per «perpetuarne la vita»¹⁸³. Uno dei progetti che maggiormente gli sta a cuore è quello della costruzione di un nuovo edificio, nella zona di Magnanopoli, in Via Nazionale, che accolga la Camera dei deputati¹⁸⁴. Con la presa di Roma, scartate le soluzioni di Palazzo Venezia e del Convento di San Silvestro, il parlamento si era trasferito nella sede della vecchia Curia Innocenziana, il Palazzo di Montecitorio, luogo carico di suggestioni e provvisto di una corte interna che, velocemente ristrutturata, diviene la prima aula dell'emiciclo, l'aula Comotto. La sede provvisoria, che resterà tale per molto più tempo del previsto, è fredda d'inverno e arde l'estate, non dispone di una buona acustica e versa in condizioni igieniche preoccupanti. Nel 1880, Cairoli presenta alla Camera il «Concorso dello Stato nelle opere edilizie di ampliamento della capitale del Regno», per cui si prevede la costruzione di un palazzo di giustizia, di un'accademia delle scienze, di un policlinico, di un quartiere e di un ospedale militare, in cui manca tuttavia una soluzione per il parlamento. L'anno successivo, Crispi interviene con forza a proposito del progetto:

Noi a Roma stiamo a disagio. È una locanda per noi piuttosto che una città; e guardando quest'Aula dovete tutti sentire un grave rammarico nel riflettere che, dopo 10 anni, siamo ancora in una casa di legno coperta di tela e di carta, quasi che stessimo provvisoriamente e non nella capitale definitiva dello Stato¹⁸⁵.

¹⁸² B. Tobia, *Una patria per gli italiani*, cit., p. 93.

¹⁸³ Appunto di Crispi, s.d., MRR, b. 830, fasc. 32.

¹⁸⁴ Sulla vicenda del Palazzo di Montecitorio cfr. F. Zagari, *La casa del Parlamento: fra architettura, istituzioni e potere*, in L. Violante (a cura di), *Il Parlamento*, Annali 17, *Storia d'Italia*, Torino, Einaudi, 2001; M. Pacelli, *Interno Montecitorio*, Milano, FrancoAngeli, 2000; F. Borsi, *Montecitorio dal '70 a oggi*, in *Il Palazzo di Montecitorio*, Roma, Editalia, 1967; A.M. Banti, *Storia della borghesia italiana. L'età liberale (1861-1922)*, Roma, Donzelli, 1996.

¹⁸⁵ Tornata del 10 marzo 1881, *Discorsi Parlamentari di Francesco Crispi*, vol. II, cit., p. 481.

Grazie al suo intervento, si inserisce nel progetto l'articolo 6 con cui si prevede di bandire un concorso per la costruzione di un nuovo palazzo. Nel 1883 viene creata una commissione per l'elaborazione di un programma e la scelta di un'area indicata, ma alla fine tutto è prorogato fino al 1887. Negli anni Ottanta, «La Riforma» insiste a più riprese sul problema relativo a «l'edificio che più di ogni altro deve affermare la unità della patria e consacrare Roma capitale» e farsi «cavaliere fra la città vecchia e la città nuova»¹⁸⁶. Per Crispi infatti il problema è di natura squisitamente politica: si tratta di creare nella capitale dei luoghi entro cui sviluppare una nuova liturgia laica e patriottica. L'architettura, simbolo duraturo e imponente della narrazione mitopoietica risorgimentale, come l'arte in genere, assume un ruolo di primo piano:

il governo si attende da parte sua che l'amore della patria, la balda fiducia nei suoi destini si traducano, per gli artisti, in opere che siano all'avvenire testimonianza del valore intellettuale della nuova Italia. Dican le tele, dicano i marmi, dicano edifici degni di accoglierli, ai tardi nepoti, che l'arte italiana ha saputo trarre dalla libertà maggior forza, che non desse, nella servitù, consolazione. E il governo del re andrà altero di dover tenerla in quel conto che meritano le grandi sorgenti della prosperità nazionale¹⁸⁷.

Anche per quel che concerne gli edifici delle legazioni italiane in Europa, Crispi si adopera nell'acquisto di palazzi «ove le regie legazioni possano avere sede stabile e propria (da arredarsi con mobili, stoffe, parati, oggetti artistici, ecc., di fabbricazione o di tipo nazionale)», che diventino il luogo in cui connazionali e stranieri «possano vedere non solo di diritto, ma anche di fatto, e materialmente per così dire, un pezzo di territorio esclusivamente italiano»¹⁸⁸. Nel 1888 grazie a «l'energia spiegata dal Presidente del Consiglio»¹⁸⁹ è bandito il concorso per la costruzione di una nuova sede del parlamento con un'aula al centro per le sedute reali, in una zona attigua al foro di Traiano¹⁹⁰. Crispi aveva infatti fatto approvare la legge del 26 luglio 1888 che prevedeva la costruzione dell'edificio, con un costo preventivato di 100 milioni, in Via Nazionale, dove verrà poi costruita la sede della Banca d'Italia. Un giornalista coevo ha ironicamente scritto:

¹⁸⁶ *Il palazzo del Parlamento*, «La Riforma», 10 settembre 1888. Cfr. anche *Diciotto anni dopo*, ivi, 20 settembre 1888.

¹⁸⁷ Lettera a Francesco Jacovacci, 28 novembre 1887, ACS, PCM, 1887, Crispi, b. 68, fasc. 477.

¹⁸⁸ Bozza di una circolare per il corpo diplomatico, s.d., AMAE, Gabinetto Crispi, b. 5.

¹⁸⁹ *Il palazzo del Parlamento*, «La Riforma», 22 settembre 1888.

¹⁹⁰ Mappa del progetto, ACS, CC, DSPP, b. 40, fasc. 250.

Il signor Crispi ama parlare ad alta voce e spendere largamente; prova ne sia quell'immenso palazzo ch'egli si propone di costruire vicino al Campidoglio, per adibirlo a sede del parlamento, e che, pare, costerà cento milioni. È chiaro che egli desidera che fra tanti monumenti che tramandano alla storia il nome di qualche pontefice, ci sia in Roma anche un magnifico edificio risalente alla nuova era italiana, e che un giorno forse verrà chiamato Palazzo Crispi¹⁹¹.

Nonostante la buona volontà del primo ministro il concorso si chiude nel 1890 con un nulla di fatto e l'idea di una costruzione *ex novo* naufraga sotto il peso della crisi finanziaria e dei più urgenti problemi sociali di fine secolo, così come il completamento del palazzo di giustizia e del policlinico. La vicenda del parlamento nazionale e dei provvedimenti per Roma, pur nell'esiguità dei risultati raggiunti¹⁹², è il segno della preoccupazione crispina circa la creazione e gestione dello spazio politico, che con più forza si ripresenta in altri momenti, come volontà di «dare luogo» alla comunità nazionale.

Il potere chiama, la nazione risponde

In questo senso il viaggio ufficiale assume un ruolo centrale poiché implica uno spostamento fisico dell'autorità capace di soddisfare più funzioni: se lo scopo infatti è quello di adempiere a un impegno politico come il rinnovamento di un'alleanza, la stipulazione di un nuovo accordo o la modifica di un trattato, la natura dello spostamento, in treno il più delle volte, implica il passaggio in varie tappe di sosta in cui si prevedono brevi ma significativi momenti di incontro tra la personalità e il pubblico. Nel corso dei suoi mandati Crispi cura personalmente la regia dei suoi viaggi e gli spostamenti di Umberto I¹⁹³. In tutti i casi mantiene il più possibile la segretezza sullo spostamento, sia per questioni di sicurezza sia per assicurarsi un maggior effetto nell'opinione pubblica una volta che la notizia viene data alla stampa. A coadiuvarlo nella fase preparatoria non sono i ministri bensì i fedelissimi che gestiscono la corrispondenza pubblica e privata, si occupano di mantenere il riserbo il più lungo possibile e di muoversi nel caso di una soffiata delle notizie¹⁹⁴. L'attenzione all'effetto

¹⁹¹ G. Valbert, *Francesco Crispi et sa politique*, in «Revue des Deux Mondes», 1889, ora in E. Ragionieri (a cura di), *Italia giudicata, ovvero la storia degli italiani scritta dagli altri. Dall'unificazione alla crisi di fine secolo 1861-1900*, vol. I, Torino, Einaudi, 1976, p. 203.

¹⁹² È stato notato che «il ruolo politico e simbolico della capitale» si definisce solo «nel primo dopoguerra» a causa soprattutto dell'assenza di una coerente progetto, culturale e politico al contempo, capace di guidare il radicale mutamento immaginato, cfr. M. Ridolfi, *Le feste nazionali*, cit., p. 30.

¹⁹³ Sul potere di mobilitazione della monarchia umbertina, cfr. F. Luciani, *La monarchia popolare, Immagini del re e nazionalizzazione delle masse negli anni della sinistra al potere*, cit.; C. Brice, *Monarchie et identité nationale en Italie (1861-1911)*, cit.

¹⁹⁴ «La materia è sparsa, che fare?» scrive Primo a Dossi, mentre Crispi è in viaggio con Mayor verso la Germania, ricevuta la notizia da Friedländer che un dispaccio del «Pungolo» di Napoli ha annunciato la partenza del premier, biglietto del 19 agosto 1888, AMAE, Gabinetto Crispi, Cartella 2. Sul ruolo dei collaboratori e la

si traduce pure in importanti accorgimenti estetici, funzionali a rendere le stazioni di arrivo come luoghi adatti a dei veri e propri trionfi e a fare dello spazio urbano una cornice lussuosa della visita.

In particolar modo il cruccio estetico coglie Crispi all'occasione della visita di Guglielmo II a Roma che – scrive «La Riforma» – «viene a dimostrare [...] che il mondo procede, e che in questa marcia trionfale del progresso, Italia e Germania vanno di pari passo tra i primi»¹⁹⁵. L'imperatore alloggia al Quirinale, preferito alla Consulta per il suo «maggior effetto politico, essendo in Europa il nome del palazzo [...] contrapposto a quello del Vaticano»¹⁹⁶. Per i preparativi, il re mette a disposizione il marchese Villamarina, «esperto in cose d'arte e di buon gusto» «riguardo ricevimenti e feste»¹⁹⁷ mentre Crispi coordina l'azione del sindaco Guiccioli. Il premier supervisiona tutto, chiedendo massima cura nella scelta delle decorazioni onde evitare di dare «agli stranieri elementi di un giudizio tra le grandezze della Roma antica e le miserie della Roma moderna»¹⁹⁸. Per superare *l'impasse*, bisogna celare le incoerenze della capitale senza «fare passi azzardati» e offrire l'immagine dello sfarzo e del decoro. Il 3 agosto Crispi scrive a Rattazzi:

L'alloggio destinato da S. M. all'augusto ospite imperiale è quello che ha le finestre prospicienti sulla Via del Quirinale. Sta di fronte ad esse un altissimo muro, sconcio per giunta, che toglie luce e vita all'appartamento suddetto. Più volte nel corso degli anni passati mi sono col maggior buon volere adoperato, perché le poche monache abitanti nei conventi nascosti da quel muro fossero trasferite altrove, e quella bruttura di fabbricato venisse abbattuta; ma i miei sforzi si spuntarono sempre di fronte a una artificiosa inerzia, sorretta da non poche influenze. Opera è tardi per far qualcosa di artistico e bello; non però tanto tardi da non potersi ottenere che il muro sia abbattuto e data luce al Quirinale¹⁹⁹.

Il marchese Guiccioli, *longa manu* di Crispi, si fa consigliare del rinomato scultore Ettore Ferrari e dal deputato Odescalchi, «uomo di gusto», e si adopera per la costruzione di un grande baldacchino in stile italiano del XIV secolo che «offre ricchezza di stoffe e colori» e preferito allo stile «falso classico»²⁰⁰ che suggerirebbe troppi confronti. Il programma per la

«segretezza» del viaggio, cfr. rispettivamente: Viaggio di Crispi a F. 1888: ACS, CC, DSPP, b. 68, fasc. 406; ACS, CC, RE, b. 6; AMAE, Gabinetto Crispi, Cartella 2 n. 3; Viaggio di Guglielmo II a Roma: ACS, CC, DSPP, b. 65, fasc. 392; AMAE, Gabinetto Crispi, Cartella 1, n. 4. Viaggio dei Reali nelle Puglie: ACS, CC, DSPP, b. 74, fasc. 448.

¹⁹⁵ *Guglielmo II a Roma*, «La Riforma», 11 ottobre 1888.

¹⁹⁶ Lettera di Umberto I a Crispi, 31 luglio 1888, ACS, CC, DSPP, b. 65, fasc. 392.

¹⁹⁷ *Ibidem*.

¹⁹⁸ Lettera di Crispi a Guiccioli, 3 ottobre 1888, in MRR, b. 831, fasc. 61.

¹⁹⁹ Lettera a Rattazzi, 3 agosto 1888, ACS, CC, RE, b. 9, appendice C.

²⁰⁰ Risposta di Guiccioli a Crispi, 3 ottobre 1888, *ivi*.

venuta dell'imperatore è pensato nel dettaglio: accolta trionfalmente alla stazione di Roma, la carrozza di Guglielmo II sfila per Via Nazionale, dove è stata costruita una porta monumentale fiancheggiata da cavalli e cavalieri di cartapesta; i lati delle strade del centro, fino al Quirinale, sono stati decorati con «pennoni» portanti gli stemmi delle città italiane. Dall'11 al 19 ottobre sono previsti pranzi di gala e ricevimenti nonché diversi spostamenti tra cui una visita a Tivoli, poi rimandata per il cattivo tempo, e un soggiorno a Napoli dove è previsto un concerto di duecento mandolinisti davanti al balcone del palazzo reale, da cui il re si affaccia per essere acclamato. Sulla costa napoletana, Guglielmo II assiste al varo dell'Umberto I, per imbarcarsi poi sul Savoia, partecipare alla tradizionale rivista militare ed essere condotto al sito archeologico di Pompei; la visita al Sud si chiude con un concerto e una fiaccolata in Piazza del Popolo a Napoli. Rientrati nella capitale, le alte cariche dello Stato assistono al suggestivo spettacolo dell'illuminazione del Foro Romano, del Palatino e del Colosseo²⁰¹. L'evento ha un'enorme eco in tutta la stampa, in particolar modo in quella ministeriale: si vuole dare massimo risalto all'importanza politica della visita come prova del ruolo di potenza assunto in Europa dalla nazione sotto l'egida di Crispi. La quinta dispensa de «La Riforma Illustrata», interamente dedicata alla venuta dell'Imperatore, offre in regalo ai lettori «tre grandi ritratti da mettere in cornice», quello di Federico II, di Guglielmo II e del Cancelliere Bismarck e scrive:

I potenti della terra vengono ora a Roma, preceduti dalla simpatia che circonda il loro nome, e sicuri di esservi accolti come amici [...]. Una volta non era così. Venivano a visitare la nostra città Imperatori e Re dopo avere poco prima seminato per l'Italia stragi e rovine²⁰².

La descrizione minuziosa della lussuosa scenografia posta in essere nella capitale si accompagna al dato, ripetuto fino all'ossessione, della partecipazione popolare. La riuscita dell'evento si misura in termini di adesione spontanea: a rendere «lo spettacolo» «sublime, indimenticabile»²⁰³, ad assicurare «l'effetto magico», è la «folla espansiva, gioconda, ciarlieria» animata dalla visione dell'autorità che fa «sussurrare di dolce emozione il cuore di tutto il popolo»: ²⁰⁴ «Dopo tutto – la grande decorazione è la folla»²⁰⁵ conclude «La Riforma».

²⁰¹ Programma della visita, ACS, CC, DSPP, b. 65, fasc. 392.

²⁰² *Un imperatore a Roma 352 anni fa*, «La Riforma Illustrata», IV dispensa, 1888.

²⁰³ *Le dimostrazioni popolari*, «La Riforma», 17 ottobre 1888.

²⁰⁴ *A viaggio compiuto*, ivi, 28 agosto 1889.

²⁰⁵ *Guglielmo II a Roma*, ivi, 11 ottobre 1888.

Un altro viaggio di cui Crispi cura la regia è quello del re in Romagna nell'estate 1888. A seguito di una visita di Amedeo di Savoia nella regione durante la primavera dello stesso anno la stampa governativa inizia a paventare la possibilità di una visita reale che si trasforma in progetto concreto dopo la riuscita, non tanto sul piano economico quanto su quello politico, dell'Esposizione emiliana, in concomitanza con la celebrazione dell'ottavo centenario dell'università di Bologna, alla presenza dei reali. In maggio Crispi scrive al prefetto Codronchi per comunicargli ufficialmente la notizia che le manovre militari si sarebbero svolte in Romagna. Lo scopo del presidente è quello di «trarre la monarchia dal chiuso della rigida etichetta protocollare e presentarla al popolo, sia pure in maniera un po' demagogica»²⁰⁶ così da contrastare le sempre più forti sacche di resistenza di stampo socialista e repubblicano dell'Italia centro-settentrionale²⁰⁷.

Da quel momento la macchina propagandistica si mette in moto: i giornali monarchici, che fino al giorno prima avevano attaccato le Romagne descrivendole come un luogo ingovernabile²⁰⁸, mettono in campo un'azione di *captatio benevolentiae*. «La Riforma» si dilunga in veri e propri panegirici accusando l'indifferenza dei governi passati verso le regioni «abbandonate a se stesse ed a coloro che avevano interesse a farle deviare» e pubblica numerosi articoli di approfondimento storico da cui emerge il ritratto di una terra unitaria, laica e monarchica²⁰⁹. Dino Pieri ha notato in tal proposito:

Mai operazione di chirurgia estetica fu più rapida e integrale: vennero rispolverate Cia degli Ordelaffi e Caterina Sforza, tratti dal sepolcro condottieri e scienziati, esaltate le lotte contro la “tirannide pontificia”. Alla Romagna, divenuta “terra di spiriti forti e generosi” andava ora la benedizione di coloro che per decenni l'avevano respinta al grido di vade retro, Satana²¹⁰.

In realtà, la reazione alla notizia del viaggio non è pacifica e per tutta l'estate il governo è costretto a vigilare sulla possibilità di manifestazioni di protesta. Crispi però non vuole cedere il passo, nonostante i dubbi di molti (Farini tenta di dissuaderlo per non mettere a rischio la dignità della casa reale ma Crispi non si lascia convincere) e il 5 agosto scrive a Codronchi un telegramma risoluto, confermando la sua intenzione: rinunciando al proposito – scrive –

²⁰⁶ D. Pieri, *Grandi manovre. La visita di Umberto I nella Romagna repubblicana*, Imola, La Mandragola, 1994, p. 22.

²⁰⁷ Cfr. R. Zangheri, M. Ridolfi, M. Montanari (a cura di), *Storia dell'Emilia Romagna*, vol. II, Roma-Bari, Laterza, 2004; M. Ridolfi, *I repubblicani in Romagna e le origini del Pri nell'Italia liberale (1872-1895)*, Milano, Angeli, 1989.

²⁰⁸ Sul mito dei romagnoli violenti e sanguinari cfr. P. Camporesi, *Lo stereotipo del romagnolo*, «Studi romagnoli», XXV, 1974, pp. 393-411.

²⁰⁹ Cfr. *Il Governo in Romagna*, «La Riforma», agosto 1888,

²¹⁰ D. Pieri, *Grandi manovre*, cit., p. 26.

«il governo avrebbe dato prova della sua debolezza» e «tutti avrebbero detto che il ministero ed il Re avrebbero avuto paura, il che non sarebbe stato onorevole. Il prestigio della autorità ne sarebbe menomato»²¹¹. Piuttosto, Crispi punta all'imbavagliamento degli oppositori tramite un'abile strategia politica: il 20 luglio fa firmare al re il decreto per l'amnistia a favore Amilcare Cipriani, uno delle figure carismatiche più amate dalle varie anime della sinistra extraparlamentare, che scontava una pena di venticinque anni a Porto Longone per aver ucciso due guardie nel 1867 in Egitto²¹². L'intenzione è quella di rabbonire gli animi²¹³ e «riavvicinare i romagnoli alla monarchia»²¹⁴ ma il tentativo, mediato da Alessandro Fortis, è forse un po' troppo goffo: Cipriani coglie l'occasione della liberazione per tornare nella regione a fine agosto, trionfalmente accolto, con lo scopo di riaccendere la protesta antigovernativa. La stampa di sinistra non pare lasciarsi convincere e insiste sulla natura demagogica del provvedimento. Scrive «La Rivendicazione»:

E in ultimo, come immenso colpo di grancassa, come una chiusa d'effetto certo, sicuro, immancabile, ci gettaste Cipriani [...] come un'enorme concessione fatta a bambini viziati cui si voglia molto bene e credeste con questo assicurarvi la nostra perenne ed infinita riconoscenza. Oh... furbi!²¹⁵

Forse più riuscito è l'utilizzo politico delle parole di un'altra voce prestigiosa del repubblicanesimo, quella di Aurelio Saffi che, tirato per la giacchetta da intransigenti e moderati e pressato da Fortis, sceglie alla fine per un gesto di distensione. Quando il 6 agosto il «Resto del Carlino» pubblica l'invito del repubblicano rivolto «ad alcune frazioni della democrazia» a non «seguire metodi di provocazione violenta» che, mancando le condizioni atte a tale tipo di lotta, risulterebbero «errore e parodia»,²¹⁶ i rapporti di forza tra governo e oppositori sulla questione del viaggio si delineano decisamente a favore del primo. La presa di posizione di Saffi apre la strada a nuove adesioni all'evento da parte di consigli comunali, società operaie e associazioni di mutuo soccorso o, anche, a più timide dichiarazioni di pacifica astensione. Tra le altre, la società operaia di Sant'Arcangelo di Romagna decide per un intervento sotto la propria bandiera allineandosi con le parole del deputato ravvenate

²¹¹ Telegramma del 5 agosto 1888, ACS, CC, DSPP, b. 73, fasc. 446.

²¹² In realtà Cipriani avrebbe dovuto scontare un altro processo per diserzione dall'esercito nel 1862.

²¹³ Il 29 luglio Berti scrive ai Prefetti di Bologna, Ravenna e Forlì: «Prego telegrafarmi l'impressione che ha fatto nella pubblica opinione la grazia di Cipriani e quale influenza credesi possa esercitare in ordine all'accoglienza che avrà S.M. il Re in Romagna». ACS, CC, DSPP, b. 73, fasc. 446.

²¹⁴ D. Pieri, *Grandi manovre*, cit., p. 23.

²¹⁵ Articolo del 25 agosto 1888, cit. in *ivi*, p. 23.

²¹⁶ *La parola di Aurelio Saffi*, «La Riforma», 9 agosto 1888.

Baccarini il quale, in una lettera pubblica, aveva affermato che «il recar la bandiera all'arrivo del Capo dello Stato, non è altro che un prender parte in forma, che dà profumo di gentilezza e di cortesia, ad una festa o solennità pubblica»²¹⁷. Il compromesso funziona e a Crispi basta: la celebrazione pubblica può, con questi presupposti, adempiere allo scopo prefisso, quello di restituire l'immagine di un paese unito pur nelle sue differenti anime. In questo caso infatti, il rito celebrativo non ha la pretesa di eliminare i contrasti quanto piuttosto di «promuovere la solidarietà anche in assenza del consenso»²¹⁸ attraverso il comune omaggio al capo dello stato, «senza che tuttavia le persone che partecipano ad esso condividano gli stessi valori, o, anche, una stessa interpretazione del rito»²¹⁹.

Si può dunque procedere a curare la scenografia del viaggio, con un ingente dispiego di risorse. Le grandi manovre, per cui si prevede l'impiego di cinquantamila uomini divisi in due corpi d'armata, si contraddistinguono per il loro aspetto volutamente mondano: vengono organizzati balli, ricevimenti e bande, le città sono addobbate a festa, alle finestre sventolano bandiere e tappeti. La rigidità imposta dall'etichetta è ridotta al minimo a favore della teatralità, ci si muove da una stazione all'altra visitando accampamenti militari, ospedali, campi civici, istituti, case operaie, e quartieri popolari, lasciando somme in beneficenza. Nella tappa di Ravenna la partecipazione del re all'inaugurazione del monumento ai martiri e ad Anita diviene un'ottima occasione per attestare il «rapporto indissolubile che lega[va] il Risorgimento alle gesta di casa Savoia»²²⁰. Umberto I veste i panni del re democratico «pronto ad ascoltare la gente più umile e ad esaudirne le richieste, riuscendo così a strappare consensi», delegittimando l'immagine «del re tiranno come l'opposizione avrebbe voluto e [...] quella di re aristocraticamente borghese, secondo i desideri dei conservatori»²²¹. L'arrivo della Regina, che parte il 3 settembre per raggiungere il sovrano, interviene ad ampliare l'effetto²²²: alla presenza della regalità di Margherita l'entusiasmo si fa «indicibile, inarrivabile»²²³ e funziona da fattore di mobilitazione di genere. I giornali nazionali parlano di una presenza rilevante delle donne romagnole che per l'occasione «avevano fatto ricorso alle più celebri sartorie di Bologna e Firenze; alcune si erano spinte sino a Roma, incuranti

²¹⁷ *I rivoluzionari*, ivi, 22 agosto 1888.

²¹⁸ D. Kertzer, *Ritual, Politics and Power*, cit., p. 97.

²¹⁹ Ivi, p. 96.

²²⁰ M. Baioni, *Rituali in provincia. Commemorazioni e feste civili a Ravenna (1861-1975)*, Ravenna, Longo, 2010, p. 53.

²²¹ D. Pieri, *Grandi manovre*, cit., p. 160.

²²² Sulla regina Margherita cfr. R. Bracalini, *La Regina Margherita, la prima donna sul trono d'Italia*, Milano, Rizzoli, 1983.

²²³ Telegramma del prefetto di Faenza, 3 settembre 1888, ACS, CC, DSPP, b. 73, fasc. 446.

del caldo e dei disagi del viaggio, pur di sfoggiare un abito che le facesse notare»²²⁴. «La giornata» scrive:

Il corso [...] è un incanto. [...] Dalle finestre, dai balconi da cui sventola il vessillo con la bianca croce sabauda si agitano fazzoletti, piocono fiori e corone; sono le nostre belle e fiorenti fanciulle vestite di bianco, al collo il nastro tricolore, che coprono di alloro e fiori l'eroe di Villafranca²²⁵.

I prefetti comunicano a Crispi le reazioni della folla al passaggio del re in ogni stazione, si parla di vere ovazioni e accoglienze calorosissime: «entusiasmo popolazione non ebbe più limiti, popolani baciavagli le mani», scrive in un telegramma il prefetto di Forlì il 30 agosto²²⁶. Il numero dei partecipanti è esorbitante e risponde alle aspettative²²⁷ tanto che la stampa nazionale, alla quasi unanimità, riconosce l'entusiasmo della popolazione alla venuta del re²²⁸. Solo qualche incidente isolato lascia trapelare il brulicare del malcontento. I giornali governativi sottolineano la massiccia e spontanea risposta del paese al culto del patriottismo incarnato dal re, sorvolando sui complessi compromessi raggiunti prima della visita. La stessa decisione di non partecipare al viaggio da parte di Crispi è pienamente inserita in tale strategia: «preparazione non vi fu affatto. [...] Apparato, pompa ufficiale, carattere politico? Ma il Governo ne è stato tanto alieno, che nessun ministro, all'infuori di quello della Guerra, per le manovre, ha accompagnato il Re»²²⁹, scrive «La Riforma». A conti fatti, il consenso al re si traduce in consenso alla politica crispina il cui «significato storico» è «intuito ingenuamente da tutte quelle centinaia di persone che sentono più che non sappiano»²³⁰, conclude «La Riforma». Crispi ha raggiunto lo scopo e dalla buona riuscita della visita la sua immagine ne esce rafforzata: l'evento-viaggio, che mette in evidenza l'elemento partecipativo, funziona da prova legittimante per il leader²³¹. Egli può infatti sostenere pubblicamente come «l'appello al popolo» del leader trovi buona ricezione nella compagine nazionale lasciando pochi dubbi

²²⁴ D. Pieri, *Grandi manovre*, cit., p. 130.

²²⁵ «La giornata», 1 settembre 1888, cit. in *ibidem*. Cfr. anche *La realtà*, «La Riforma», 30 agosto 1888.

²²⁶ ACS, CC, DSPP, b. 73, fasc. 446.

²²⁷ I prefetti parlano di decine di migliaia di presenti, cfr. *ivi*.

²²⁸ Molti i telegrammi intercettati dal governo in *ivi*.

²²⁹ *La parte del governo*, «La Riforma», 31 agosto 1888.

²³⁰ *La dignità nazionale*, *ivi*, 22 maggio 1889.

²³¹ Cfr. R. Girault, *Voyages officiels, opinion publique et relations internationales*, in P. Levillain, B. Vigezzi (a cura di), *Opinion publique et politique extérieure*, École française de Rome, Rome, 1981, pp. 473-490; J.W. Dreymez, O. Ihl, G. Sabatier (a cura di), *Un cérémonial politique: les voyages officiels des chefs d'Etat*, Paris, L'Harmattan, 1998; G. Ferragu, *Tourisme et diplomatie. Les visites officielles de 1903-1904 et la question romaine*, «MEFRIM», 109(2), 1997, pp. 947-986.

sul fatto che la politica del governo sia «quella della grande maggioranza degli italiani»²³². Al ritorno di Umberto I a Monza il primo ministro confessa:

Ora che la M.V. è ritornata dal suo viaggio, mi permetta che le apra l'animo devoto e convinto e le dica, che le accoglienze avute dalla partenza temevano sventure e una delusione per gli anarchici i quali avevano dato a credere di disporre di una forza che non avevano²³³.

Con la stessa attenzione viene organizzata la celebrazione delle feste bruniane protrattesi per quattro giorni dal 9 giugno del 1889 in occasione dello scoprimento della statua del filosofo eretico in Campo de Fiori. Il lungo processo che porta all'erezione della statua trova in Crispi uno dei suoi più convinti fautori: pur non presenziando all'evento, il governo appoggia apertamente il progetto del comitato per l'erezione della statua dando alla scultura un significato politico e alle feste il senso di una celebrazione laica, nazionale e unitaria. Le decine di migliaia di rappresentanti – scrive «La Riforma» – «hanno dimostrato di pensarla tutti ad un modo quando si tratta di definire [...] l'indole civile della nuova Italia»²³⁴, con Bruno, risorge, sotto Crispi, la Terza Roma:

La terza Roma, la Roma italiana, oggi ha mostrato di essere anch'essa Roma internazionale. [...]. Corone a centinaia, bandiere a migliaia, cittadini a centinaia di migliaia, si sono oggi raccolti intorno a un monumento, che è qualcosa di più oramai dell'omaggio reso ad un martire: è un mito, è un simbolo; il simbolo del diritto umano trionfante. [...]. Ebbene Roma è ritornata mondiale, rimanendo italiana; grandezza doppia, che sintetizza e rappresenta due santi principi: la nazionalità, la umanità²³⁵.

Le celebrazioni per l'inaugurazione del monumento si susseguono in tutta Italia, sovrapponendosi a quelle del 2 giugno per l'anniversario della morte di Garibaldi. Il nome di Bruno – e di Crispi – è sulla bocca di tutti in Europa: la maggioranza si salda, l'opinione pubblica e la pubblicistica laica presentano il presidente del Consiglio come il difensore di Bruno, filosofo della libertà del pensiero, e dunque, per uno slittamento semantico più volte intervenuto, eroe lui stesso della libertà del pensiero²³⁶.

²³² *Impressioni internazionali*, «La Riforma», 13 ottobre 1888.

²³³ Lettera a Umberto I, 5 settembre 1888, ACS, CC, RE, b. 9, appendice C.

²³⁴ *Uniti nei fatti*, «La Riforma», 11 giugno 1889.

²³⁵ *A Giordano Bruno. La terza Roma*, «La Riforma», 10 giugno 1889.

²³⁶ Sul ruolo di Crispi nella vicenda cfr. M. Bucciattini, *Campo de Fiori. Storia di un monumento maledetto*, Torino, Einaudi, 2015.

Sotto silenzio

Il momento celebrativo, quale espressione compiuta della fusione tra leader e masse, costituisce dunque un momento determinante della nuova politica che traduce a livello estetico il suo carattere populista. Da questo punto di vista appare inevitabile un grado di coercizione, più o meno velato, che ponga sotto silenzio le voci discordanti, poche e molte che siano, le quali interverrebbero come fattori di disgregazione. Tale operazione di controllo e imbavagliamento delle voci antagoniste è per Crispi più che necessaria in un'Italia in cui sussistono conflitti politici e narrazioni del Risorgimento discordanti.

Per mettere a tacere le polemiche, oltre a fare affidamento su «La Riforma», Crispi conta su corrispondenti giornalistici scelti²³⁷ e pone sotto stretta osservanza la stampa nazionale e internazionale avversa al governo. In occasione della visita di Guglielmo nella capitale i giornali francesi insistono sull'accoglienza «assez froide» riservata all'imperatore e danno notizia degli arresti operati in via preventiva dal governo e di movimenti di disordine e di opposizione intervenuti durante l'accoglienza²³⁸. Gli fanno seguito diverse testate nazionali: «Gente scarsa, freddezza, cartelli irredentisti, francofilo. Dimostrazione quirinale abortita», scrive il corrispondente dell'«Eco di Bergamo» l'11 ottobre. I giornali governativi, da parte loro, sminuiscono le considerazioni degli oppositori giustificando gli arresti di «un certo numero di pregiudicati, ben noti alla giustizia per imprese che nulla ha a che fare con la politica»²³⁹ e ribadiscono «l'approvazione del vero pubblico [...] capace di mettere alla porta i pochi dissidenti»²⁴⁰. Allo stesso modo, il passaggio del re nelle provincie italiane dà occasione a «La Riforma» di riaffermare come «il buon senso delle masse le ponga al sicuro dai travimenti cui le tenta l'inconcepibile passione di parte»²⁴¹ e di dimostrare che «i teoretici sono in numero infinitamente minore di quel che si diceva: che queste benedette sette, di cui si fa oggi tanto discorrere, hanno assai minori affiliati di quel che si diceva»²⁴². Risulta evidente come, pur nel momento celebrativo, si tenti una delegittimazione *in toto* dell'avversario politico, disconoscendone la forza e la capacità mobilizzante. Il caso più evidente è ancora

²³⁷ Quando Guglielmo II arriva in Italia Crispi si assicura che il noto corrispondente del «Times» Stilman, che conosce personalmente e con cui intrattiene una relazione personale e di fiducia, sia accolto a Venezia con ogni «cortesia» e facilitazione, (cfr. AMAE, Gabinetto Crispi, Cartella 1), n. 4 mentre all'occasione del viaggio di Umberto I a Berlino crea un canale privilegiato con il corrispondente del «Corriere di Napoli» inviatogli da Matilde Serao (cfr. AMAE, Gabinetto Crispi, Cartella 2).

²³⁸ Stesso tono è utilizzato da altri corrispondenti di giornali nazionali come l'«Unione» (Bologna) e il «Messaggero» e dai corrispondenti francesi; cfr. DSPP, b. 65, fasc. 392; ACS, CC, DSPP, b. 51, fasc. 314.

²³⁹ *Arresti e cartellini*, «La Riforma», 14 ottobre 1888.

²⁴⁰ *Il giudizio degli altri*, ivi, 19 ottobre 1888.

²⁴¹ *In patria*, ivi, 28 maggio 1889.

²⁴² *L'avevamo detto*, ivi, 3 settembre 1889.

una volta quello del viaggio del re in Romagna dove il risultato delle celebrazioni, più che positivo come abbiamo visto, è assicurato da una «vigilanza prudente e attivissima»²⁴³ che di fatto comporta un vero assedio delle città a più alto rischio, per evitare che si impongano all'attenzione dell'opinione pubblica contro-narrazioni scomode. E di tentativi in questo senso ve ne sono durante tutta la fase preparatoria della visita: i romagnoli anticrispini, repubblicani, anarchici, socialisti, si muovono senza posa per dimostrare la loro opposizione alla venuta del re e, pur se a seguito della lettera di Saffi appare difficile organizzare una imponente manifestazione, stampano manifesti, pubblicano articoli infuocati e lanciano per le strade biglietti con scritte sovversive. La pubblica sicurezza risponde arrestando gli elementi più pericolosi, sequestra giornali, ne impedisce la pubblicazione ancor prima che il foglio arrivi in tipografia e imbianca i muri dove compaiono scritte di protesta²⁴⁴.

Tale potere coercitivo interviene in maniera ancora più evidente nel momento in cui Crispi deve confrontarsi con la messa in gioco di celebrazioni patriottiche non definite dall'alto, sempre più frontalmente schierate contro la narrazione dominante e i suoi significati²⁴⁵. A questi «simboli dell'antagonismo»²⁴⁶ che trovano terreno fertile soprattutto a livello locale – non avendo la forza e i mezzi per contrapporsi a livello nazionale alla narrazione canonica²⁴⁷ – Crispi risponde attraverso un serrato controllo tramite i prefetti e gli agenti di sicurezza. Il premier chiede ai suoi funzionari aggiornamenti su ogni tipo di commemorazione, sull'ordine mantenuto nel corso della cerimonia o su eventuali incidenti, sui discorsi, che si gradiscono «temperati», e sul numero e la tipologia delle associazioni presenti. Sotto assoluto silenzio passano le celebrazioni patriottiche più scomode, aventi per cifra distintiva quella di proporre un calendario celebrativo e una gerarchia valoriale distinta se non opposta a quella governativa, che si susseguono in gran numero negli anni dei suoi mandati. Il controllo è rinforzato nel caso di inviti o orazioni pericolose: si sorveglia l'utilizzo dei simboli, in particolar modo la scelta di vessilli e bandiere²⁴⁸ e si fa appello alle nuove disposizioni della legge sulla pubblica sicurezza per vietare le manifestazioni in luoghi pubblici non denunciate con giusto anticipo all'autorità: «Il teatro è luogo pubblico e qualunque sia il modo come vi

²⁴³ Così scrive il prefetto Reichlin a Crispi il 17 agosto 1888, ACS, CC, DSPP, b. 73, fasc. 446.

²⁴⁴ Cfr. *ivi*.

²⁴⁵ Cfr. M. Baioni, *Risorgimento conteso*, cit.; M. Ridolfi, *Feste civili e religioni politiche nel «laboratorio» della nazione italiana (1860-1895)*, «Memoria e Ricerca», III, 5, luglio 1994.

²⁴⁶ M. Abélès, *Politica gioco di spazi*, cit., p. 7.

²⁴⁷ Cfr. F. Della Peruta, *Il mito del Risorgimento e l'estrema sinistra dall'Unità al 1914*, «Il Risorgimento», 1995, n. 1-2, pp. 32-70; M. Baioni, *Rituali in provincia*, cit.

²⁴⁸ Spesso i prefetti danno notizie della possibile presenza di bandiere francesi, repubblicane e irredentiste, che vengono vietate.

si è ammessi è soggetto alle leggi di polizia»²⁴⁹ scrive Crispi al prefetto di Pavia circa una dimostrazione organizzata per l'anniversario della morte di Mazzini nel marzo del 1890. Nei casi più difficili, si procede allo scioglimento dell'adunanza o al divieto della celebrazione. In questo modo si mette a tacere il ricordo del passato, spesso intriso di riferimenti alla politica coeva, adducendo a motivo del divieto «le esigenze del momento»²⁵⁰ e l'assoluta infondatezza dell'interpretazione storica proposta.

Pur non riuscendo a soffocare le contro narrazioni, lo statista siciliano investe molti sforzi per evitare che Garibaldi, Mazzini, Saffi, e il calendario dei drammi e degli eroismi risorgimentali, strappatogli dalle mani, possa fungere da strumento di delegittimazione della leadership e intervenga a disgregare la “comunità di destino”. Anche in questo caso, l'aspetto celebrativo e simbolico della politica rivela la sua importanza proprio per il fatto d'essere al centro di una copiosa e quasi giornaliera corrispondenza con le autorità locali²⁵¹ cui si chiede un'aderenza perfetta alle disposizioni che provengono dal centro²⁵². Emblematico è il caso del telegramma di risposta di Crispi al prefetto di Pesaro in relazione a una lapide da porsi in onore di Mazzini nel paese di Fano:

La iscrizione della lapide, che vuolsi collocare nella suddetta città a memoria di Giuseppe Mazzini, contiene un errore storico ed è un vero atto d'ingiustizia. Mazzini volle l'unità nazionale, ne fu l'apostolo, ma non il fattore. Fecero l'Unità della patria Garibaldi, Vittorio Emanuele, il popolo e l'esercito italiano. Il governo non può quindi permettere la collocazione della lapide²⁵³.

Come si vede, la creazione del consenso è assicurata da un'azione a vari livelli che si serve di metodi e strumenti diversificati. A questo punto occorre però spostare il fuoco: una strategia politica, seppur profondamente innovativa, è atta a produrre cambiamenti nel momento in cui è possibile verificare un certo grado di ricezione da parte dei destinatari per i quali è pensata.

²⁴⁹ ACS, CC, Roma, b. 12, fasc. 280, sf. 7.

²⁵⁰ ACS, CC, Roma, b. 4, fasc. 123. Così Crispi risponde all'interpellanza dell'onorevole Marcora sul veto imposto alla commemorazione dell'anniversario delle giornate di Milano prevista per il 6 febbraio 1889.

²⁵¹ Moltissimi sono i fascicoli relativi al controllo delle celebrazioni patriottiche: cfr. in particolare: ACS, CC, Roma, b. 4/b. 6/b. 9/b. 12/b. 15/b. 17.

²⁵² «Ella chiariva, col suo telegramma di ieri, col quale si dà conto della commemorazione del Saffi, che non vi fu alcuna allusione alle istituzioni ed alla monarchia. In verità il confronto anche teorico tra il governo monarchico ed il repubblicano fatto dal Soro Pirino in una pubblica piazza, parrebbe contraddire il di lei ottimismo. Non furono meno gravi il discorso dello studente Floris che biasima il governo austriaco e le grida per Trento e Trieste, discorso e grida che cadono sotto la ragione degli articoli 1 e V della legge di pubblica sicurezza e degli articoli 117 e 128 del codice penale. Crispi». Così scrive al prefetto di Sassari in occasione della commemorazione per Aurelio Saffi svoltasi il 15 maggio 1890, ACS, CC, Roma, b. 12, fasc. 283.

²⁵³ Telegramma del 13 giugno 1890, ACS, CC, Roma, b. 17, fasc. 355.

CAPITOLO III. RICEZIONE DEL MITO

Il mito Crispi

Sul finire degli anni Ottanta Crispi riceve numerose richieste da giornalisti italiani e stranieri, che sono a caccia di interviste e colloqui con il presidente, interessati a narrare le avventure della sua vita giovanile¹ e i dettagli e le curiosità dalla sua vita privata: il suo carisma è ampiamente riconosciuto tanto da farlo apparire agli occhi dei più come «un'individualità notevole, caratteristica, superiore»². William James Stillman, il corrispondente del «Times» a Roma dal 1886 al 1898, affascinato da Crispi, che definisce «il più interessante *document humain*» in cui si sia imbattuto, scrive di lui «con appassionato interesse»³ considerandolo «one of the greatest political and parliamentary personalities of the age, and the Italians, true descendants of Nicholas Machiavelli, and legitimate sons of the revolution»⁴. Il giornalista francese de «Le Figaro» Jean Saint-Cère, che ottiene un'intervista nel 1890, si sofferma lungamente sull'aspetto fisico per restituire ai lettori d'oltralpe un ritratto completo dell'uomo italiano di cui più si discute in Francia:

La bouche est grande et encore bien garnie, la figure est longue, les joues sont pleines et rasées de près, le nez est fort, dominant toute la figure au-dessus d'une moustache blanche très hérissée, très courte ; le front est dégarni, la tête aussi, pas un cheveu ne l'empêche de briller et de montrer qu'elle rougit aussitôt qu'il s'irrite ; les yeux sont perçants, intelligents, changeants, divers, les yeux d'un homme très fort, très retors, très roubleur. Mais il leur manque quelque chose ! M. Crispi n'a pas des sourcils. Et aussitôt qu'on a vu ce qu'il manque à cette physionomie, on trouve à qui M. Crispi rassemble : il rassemble à M. Bismarck sans sourcils [...]. Très fin, très intelligent, très italien, très avocat, il n'a pas besoin des sourcils qui donnaient à l'autre l'air très fort, très brutal, très allemand et très soldat ! M. Crispi m'a tout l'air de vouloir charmer ses interlocuteurs, M. Bismarck voulait les terroriser⁵.

Protagonista degli editoriali politici nel corso delle sessioni parlamentari, quando si allontana da Roma i giornalisti lo seguono nei luoghi privati, per rivelare i dettagli della quotidianità: «è molto frugale nei pasti, e trova che nessuno sa farlo mangiare meglio di un suo cuoco

¹ Cfr. ACS, CC, DSPP, b. 121, fasc. 757 e ss.

² *Francesco Crispi giudicato all'estero*, «La Riforma», 8 febbraio 1890, traduzione di un articolo del «Fremden-Blatt» di Vienna, ACS, PCM, 1887, Crispi, b. 65.

³ Cit. in C. Duggan, *Creare la Nazione*, cit., p. 570.

⁴ *Premier Crispi's triumph the approval of his policy by the Italian chamber of deputies*, «New York Times», 15 giugno 1890, ACS, PCM, Crispi, 1887, b. 65.

⁵ *Chez M. Crispi*, «Le Figaro», 29 settembre 1890, APP, Ba, 906.

siciliano, che gli ammannisce certi cibi molto primitivi all'uso dell'isola»⁶, scrive «La Provincia» di Cremona nel 1887. Pochi giorni dopo l'attentato di Caporali, il «Giornale di Sicilia» pubblica un lungo articolo sulla giornata del presidente con lo scopo dichiarato di appagare le curiosità del pubblico circa il trascorrere della convalescenza del primo ministro lontano dalla capitale:

La ferrea tempra di quest'uomo che dà le battaglie, ha superate le conseguenze del triste incidente di Via Caracciolo. Nella sala della villa Lina, l'on. Presidente del Consiglio ha riprese le abituali occupazioni della sua operosa giornata. È in piedi prima assai delle sei antimeridiane. Come il vecchio Cicerone, egli ha del proprio individuo cura diligente e decorosa. Fa la sua toletta e nel contempo il suo segretario gli comunica i dispacci e le notizie che pervengono durante la notte. Verso le otto si mette al lavoro. Fino alle dieci si occupa di politica estera. Egli suol ripetere che è appunto la politica estera quella che meno lo preoccupa, quanto al disimpegno giornaliero. [...]. Alle dieci fa colazione in famiglia. Francesco Crispi, più che altro, vi fa semplice atto di presenza. Non beve quasi mai vino. Egli è astemio. Pitagora lo avrebbe iscritto fra' suoi discepoli più ortodossi. C'è dell'altro. Crispi non fuma. Nemmeno fiuta. [...]. Dalle undici e mezzo alle sette di sera l'onorevole presidente lavora instancabilmente alla politica interna. È calmo, ma rapido e pronto. I suoi segretari penano talora a tenergli dietro. Le interruzioni del resto sono numerosissime. Sono i ricevimenti di coloro che hanno chiesto e ottenuta l'udienza. Crispi li accoglie con correttezza perfetta. D'un gesto vibrato indica loro la seggiola, siede ed ascolta. Parla poco, è riservato. Pure usando ogni gentilezza, abbrevia quanto può la visita. Il tempo che fugge è per lui una specie di dolore. Egli è come l'eroe di quella novella persiana di Marmontel, che pregava Allah di stabilire i giorni, non di ventiquattro, ma di quarantotto ore. Una volta libero delle persone accorrenti, si rimette al tavolino. Il momento del pranzo, alle sette di sera, arriva sempre un po' presto. Ha sempre qualche ultima pratica da sbrigare. Adesso nella sua convalescenza, è un po' donna Lina che riesce con dolce violenza a strapparlo dal lavoro. [...] – Durante il pranzo discorre volentieri. Ma i suoi argomenti preferiti concernono quasi sempre uomini e cose del passato. Del presente parcamente discorre, e se può, sfugge alla contemporaneità degli argomenti. Dopo il pranzo, un po' di conversazione. Alle dieci di sera, daccapo a lavoro, e così fino a tarda notte. Crispi è di quelli uomini che dormono poco. È del parere di Santo Agostino che diceva: essere il sonno il ladro di metà della vita⁷.

Il rapporto con la figlia Giuseppina e la moglie Lina, quest'ultima oggetto di un forte e spesso malevolo interesse⁸, rappresentano un elemento centrale per la definizione di un'immagine più intima e privata. Nei suoi appunti del 1887 Vincenzo Riccio scrive:

⁶ F. Crispi, «La Provincia», 15 agosto 1887, ACS, PCM, 1887, Crispi, b. 65.

⁷ *La giornata di Crispi*, «Giornale di Sicilia», 24 settembre 1889, ivi.

⁸ Cfr. C. Duggan, *Creare la Nazione*, cit., p. 574-575.

In casa è gentile, allegro, bonario. L'uomo si trasforma nelle pareti domestiche. Non si riconosce più in lui l'oratore robusto e qualche volta violento della Sinistra storica. Ha un idolo: sua figlia. Molto l'ama, molto per essa ha sofferto, molto ad essa ha sacrificato, molto per essa ha lavorato e lavora. [...] Ha sessantotto anni, ma è dritto, forte, vigoroso. Ha ancora impeti e passioni giovanili. Veste con eleganza. Ha nelle conversazioni la frase allegra, la forma gentile, il riso facile e buono. Ma, tratto tratto, quando la passione politica lo commuove, allora scatta e rugge come leone. Allora resta l'uomo di parte, sopravvissuto anche alla decadenza, alla ruina delle parti politiche⁹.

Questa attenzione a tutto tondo della stampa verso Crispi è un segno, seppur indiretto, della risonanza che la sua immagine ha nell'opinione pubblica, tale da renderlo una vera celebrità nazionale e internazionale¹⁰. Egli partecipa di un fenomeno più ampio che ha a che fare con i cambiamenti della società nel suo complesso: a questo proposito Maurizio Ridolfi ha scritto che «l'epoca moderna ha generato una brama senza precedenti nei confronti delle persone famose»¹¹. L'emersione di figure celebri può considerarsi una delle conseguenze della definizione di un nuovo spazio pubblico successivo alla Rivoluzione francese¹² e un «ressort paradoxal de la culture de masse»¹³ per cui la capacità dell'uomo al potere «à capter et à entretenir cette curiosité du public»¹⁴ entra a pieno titolo nel processo di creazione e mantenimento dell'autorità sociale. La commercializzazione della cultura, l'esplosione della stampa, l'estensione del suffragio, la diffusione delle immagini tramite la fotografia¹⁵, sono tra gli aspetti che maggiormente influiscono nella definizione di questo nuovo tipo di fama che investe le personalità pubbliche e che, elemento del tutto nuovo, attira l'attenzione fin dentro la vita privata, i dettagli della quotidianità, rivelando il desiderio di identificazione del pubblico con gli uomini celebri del loro tempo, considerati alla stregua dei protagonisti dei romanzi ottocenteschi¹⁶.

Volendo investigare più a fondo l'effettiva popolarità di Crispi occorre spostare il fuoco dai centri di produzione e diffusione del mito e confrontarsi con fonti non istituzionali, spesso

⁹ V. Riccio, *Introduzione*, in Id., *Francesco Crispi, Profilo ed appunti 1887*, cit., 1887.

¹⁰ Per un interessante repertorio si rimanda al catalogo della mostra mantovana (febbraio-marzo 2018) *Icone politiche. Celebrità e nuovi media al tempo del Risorgimento*, curata da C. Bertolotti, G.L. Fruci e A. Petrizzo, Mantova, Istituto Mantovano di Storia Contemporanea, Istituto Superiore Carlo d'Arco e Isabella d'Este, 2018.

¹¹ M. Ridolfi (a cura di), *Propaganda e comunicazione politica*, cit., p. 17. Cfr. A. Lilti, *Figures publiques. L'invention de la célébrité 1750-1850*, Paris, Fayard, 2014; C.L. Ponce de Leon, *Self-Exposure: Human-Interest Journalism and the Emergence of Celebrity in America, 1890-1940*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2002.

¹² Cfr. J. Habermas, *Storia e critica dell'opinione pubblica*, Roma-Bari, Laterza, 1963.

¹³ A. Lilti, *Figures publiques*, cit., p. 19.

¹⁴ Ivi, p. 14.

¹⁵ Cfr. L. Riall, *L'invenzione di un eroe*, cit.; P. Burke, *Eyewitnessing. The Use of Images as Historical Evidence*, Londra, Ithaca, 2001.

¹⁶ V. Fiorino, G.L. Fruci, A. Petrizzo (a cura di), *Il lungo Ottocento e le sue immagini. Politica, media, spettacolo*, Pisa, ETS, 2013.

trascurate dalla storiografia. Si tratta di indagare il versante ricettivo, «point aveugle»¹⁷ della ricerca storia, che pure nel nostro caso rimane per lo più in ombra¹⁸ nonostante l'abbondanza di prove ed elementi interessanti. Ci riferiamo, in particolare, alle lettere di raccomandazione e omaggio ricevute dal presidente negli anni dei suoi mandati e conservate in gran numero tra le sue carte¹⁹. Sebbene la natura di "lettere ai potenti"²⁰ tradisca sempre un certo grado di interesse, più o meno celato, dietro la dichiarazione reverenziale, questo corpus di fonti ci permette di trarre importanti considerazioni relative all'immagine pubblica di Crispi.

L'aspetto ricettivo non risulta centrale solo in vista di una più esaustiva ricostruzione della storia del mito politico individuale ma si intreccia nel profondo con questioni più ampie: seguendo l'assunto per cui Crispi si proclamò il «concetto incarnato della nazione», indagare i livelli e le modalità di ricezione della sua immagine pubblica ed esplorare le decodificazioni e le interpretazioni operate dai destinatari secondo criteri soggettivi e sociali, significa interrogarsi sulle differenti idee di "patria" che attraverso Crispi si muovono, a più livelli, nel paese. In questo senso, esplorare le potenzialità ricettive del mito Crispi può essere considerata un'angolazione privilegiata sia per osservare i tentativi di nazionalizzazione posti in essere dalla classe dirigente liberale sul finire del secolo, sia per verificarne la capacità in termini di creazione del consenso e adesione alla patria.

In relazione al corpus di fonti rinvenute, il dato quantitativo costituisce il primo elemento d'interesse. La mole della corrispondenza inviata a Crispi è imponente: si tratta di migliaia di missive la cui consistenza è tale da poter parlare di un grado di ricezione significativo. Non solo. Christopher Duggan ha ipotizzato che «il suo nome fosse noto alla maggioranza degli italiani»²¹: l'analisi di tali carte permette di constatare una conoscenza più profonda da parte dell'opinione pubblica la quale si rivolge a Crispi con precisi riferimenti al suo passato, alla sua opera di statista e alla sua parabola politica di deputato. Un secondo dato emerge dall'analisi della provenienza geografica delle missive: quello della loro indistinta appartenenza alle varie regioni d'Italia. I telegrammi sono spediti da Nord a Sud con intenti e parole che si somigliano e ripetono. Il 10 novembre del 1887 l'associazione generale di mutuo soccorso e istruzione degli operai di Torino gli rende noto la sua nomina a socio

¹⁷ P. Ory, *L'histoire culturelle*, cit., p. 87.

¹⁸ Considerazioni sul grado di ricezione dell'immagine pubblica di Crispi, pur non essendo al centro di una trattazione più estesa, sono presenti, tra gli altri, in C. Duggan, *Creare la Nazione*, cit., p. 650 e sgg.; D. Adorni, *Introduzione*, in *Francesco Crispi*, cit.; U. Levra, *Fare gli italiani*, cit., p. 350 e sgg.

¹⁹ In questo capitolo ci rifaremo in particolare a ACS, PCM, Crispi b. 65, b. 74, b. 75, b. 114.

²⁰ Cfr. C. Zadra, G. Fait (a cura di), *Deferenza rivendicazione supplica. Le lettere ai potenti*, Treviso, Pagus, 1991.

²¹ C. Duggan, *Creare la Nazione*, cit., p. 651.

onorario²², appena un mese dopo, dall'altro capo della penisola, giunge al presidente il telegramma dell'associazione operaia di Licata che scrive per identica comunicazione:

Stasera costituendosi novella Associazione operaia soci intervenuti più di 300 acclamarono plaudenti V.E. loro Presidente onorario votando fra entusiastici evviva che in omaggio patriottismo ed eminenti servizi resi al Re ed alla patria, circolo assuma il nome riverito e glorioso di Francesco Crispi²³.

Nel 1887 Attilio Cadel, un famoso costruttore veneziano, scrive a Crispi per congratularsi della creazione dell'Ufficio di Ingegneria Sanitaria e si firma «un italiano». In quei giorni da Milano è spedito a Via Gregoriana, presso l'abitazione privata del presidente, un volume a stampa titolato *La rivendicazione del lavoro* di pugno di Carlo Zambelli, consigliere comunale²⁴; nell'aprile dell'anno successivo, da Reggio Emilia, un ispettore delle imposte dirette di Modena invia una lettera di sentita ammirazione²⁵. Poco dopo, Crispi riceve un quadro raffigurante la breccia di Porta Pia da un pittore di Firenze²⁶ e un omaggio dall'Arciospedale di S. Maria Nuova della stessa città al «propugnatore delle buone discipline sanitarie»²⁷; una lettera dall'architetto cavaliere Pietro Narducci, membro della commissione per il risanamento della città di Roma, che gli invia un suo lavoro sulla fognatura antica e moderna della capitale²⁸; un opuscolo sulla magistratura da un avvocato napoletano²⁹ e un soprammobile intarsiato dalla famosa fabbrica del Salento Gargiulo Frères³⁰. Come si vede, le missive percorrono idealmente l'intera penisola.

Un discorso a parte deve essere fatto per Torino, spesso considerato come il centro del «Piemonte saldamente anticrispino»³¹. Lo spoglio delle fonti evidenzia un numero di missive inviate dalla prima capitale del Regno paragonabile a quelle di provenienza dalle altre regioni. Nel momento della sua salita al potere nel 1887 Crispi riceve l'invito del sindaco di Torino all'inaugurazione della statua a Garibaldi e una lettera da parte di Francesco Lanza, nipote di Giovanni, che in occasione del discorso a Torino gli invia un volume stampato in onore dello zio e scrive:

²² ACS, PCM, 1887, Crispi, b. 65.

²³ ACS, PCM, 1888, Crispi, b. 74.

²⁴ ACS, PCM, 1887, Crispi, b. 65.

²⁵ ACS, PCM, 1888, Crispi, b. 74.

²⁶ Ivi.

²⁷ ACS, PCM, 1888, Crispi, b. 75.

²⁸ ACS, PCM, 1890, Crispi, b. 114.

²⁹ ACS, PCM, 1888, Crispi, b. 74.

³⁰ ACS, PCM, 1890, Crispi, b. 114.

³¹ Cfr. U. Levra, *Fare gli italiani*, cit., p. 350.

Voi rendete un servizio non solo all'Italia ma all'Europa, al mondo. – l'arte di Machiavelli e quella stessa di Cavour impallidirebbero di fronte alla nuova politica, che sarebbe vera gloria italiana. [...]. Io avrei voluto stampare il vostro discorso in modo da poterne dormire un quadro, imprimendo con caratteri d'oro le frasi più belle; ma disistetei dal proposito perché non è possibile il sceglierne le migliori: tutto è vero, grande, bello³².

A queste si affiancano lettere provenienti da altre sfere: sempre nel novembre del 1887 Crispi riceve il volume *Salamina* inviatogli da Palma di Cesnola, archeologo e ufficiale dell'esercito piemontese nonché console negli Stati Uniti nel 1865, e, negli stessi giorni, è nominato socio onorario da parte dell'associazione generale di mutuo soccorso degli operai torinesi³³. Espressioni di vicinanza dal Piemonte continuano ad arrivare pure nel periodo successivo da parte di privati o autorità pubbliche³⁴. Quello che spesso è stato definito un consenso tutto meridionale, con sacche di forte resistenza nel Nord Italia, pare lasciar spazio a un'immagine più ampia del consenso, che travalica le distinzioni tra i due estremi della penisola.

Altro dato da rilevare è la diversa estrazione sociale dei mittenti. A Crispi vengono inviati telegrammi di monti di pensioni, accademie di ragionieri, circoli di natura politica anticlericali o liberali, corporazioni di mestieri tra ingegneri, sensali, fruttivendoli, igienisti e società di mutuo soccorso del sacerdozio e del laicato italiano. La missiva ha quasi sempre lo stesso scopo, quello di rendere nota la propria vicinanza al primo ministro o di comunicargli la proclamazione a socio onorario. A volte si invia lo statuto dell'associazione, altre volte i resoconti dell'attività annuale sperando forse in una risposta benevola o in un eventuale aiuto che però non è mai esplicitamente richiesto. Oltre il perimetro dell'Italia delle associazioni, le voci si moltiplicano e i messaggi si fanno più personali. Avvocati, architetti, medici, artisti, farmacisti, economisti, archivisti, impiegati nei pubblici uffici scrivono per dimostrare la loro approvazione. I cittadini si dichiarano «servi» o «ammiratori» in nome delle imprese compiute da Crispi che producono reverenza «dal cervello e dal cuore»³⁵. Il presidente è definito «l'Uomo proprio della situazione»: si riconosce il suo «ampio concetto di governo» e la

³² ACS, PCM, 1887, Crispi, b. 65.

³³ Ivi.

³⁴ A titolo di esempio: 1 novembre 1887 la Società filotecnica di Torino lo acclama socio onorario, ACS, PCM, 1887, Crispi, b. 65; 21 giugno 1888 una tipografia torinese gli invia l'almanacco «Il Palmaverde», ACS, PCM, 1888, Crispi, b. 74; 11 novembre 1888 l'assemblea di elettori del quinto collegio di Torino gli manda «riverente saluti e plauso per opera saggia, energica in difesa diritti e grandezza della nazione» a firma del sindaco di Ivrea, ACS, PCM, 1888, Crispi, b. 75; nel maggio del 1890 un professore della R. Università di Torino gli invia un suo lavoro dal titolo «Delitto politico e rivoluzione», ACS, PCM, 1890, Crispi, b. 114.

³⁵ Così scrive un ammiratore di Palermo nel giugno del 1888, ACS, PCM, 1888, Crispi, b. 74.

capacità di aprire «i cuori alla speranza di vedere realizzarsi un migliore avvenire»³⁶. Tutti i mittenti fanno riferimento al patriottismo del garibaldino, qualità che più generalmente suscita ammirazione e devozione. Maestri di musica e compositori gli mandano i loro lavori³⁷ intitolati a nomi o a eventi del Risorgimento, alla capitale del Regno³⁸ o alla gloria della nazione³⁹. In molti fanno riferimento all'autorità di Crispi, considerata come la qualità distintiva del politico in parlamento, per la quale si riconosce in lui un'individualità *super partes*. Così scrive un emiliano nel 1888:

Penso d'interpretar bene il sentimento di quanti sono, come me, gli ammiratori dell'ordine, della dignità e del decoro delle nostre istituzioni, permettendomi d'esprimere sincere le mie congratulazioni alla E.V. per il contegno sempre nobile, ma fermo e risoluto, verso taluni onorevoli che, facendo troppo a fidanza sui propri diritti in parlamento, cercano ogni motivo per creare al Governo difficoltà d'ogni genere. Pur rispettando tutte le opinioni in fatto di politica, credo non voglia sinceramente bene al proprio paese chi fa guerra personale, continua e non giustificata all'Uomo sommamente patriotta e leale, al cui patriottismo lealtà e sapere, furono appunto affidati da un principe impareggiabile i supremi interessi della nazione, e alla cui tutela [...] veglia. È ormai tempo che non eravamo più assuefatti a dichiarazioni così franche, risolte, autorevoli, com'escono adesso dalla bocca del primo ministro del regno: e ciò fa bene al sangue, non solo, rianima tutta la gente seria e benpensante, la quale impara sempre più apprezzare la nobiltà e schiettezza di sentimenti della Eccellenza Vostra, e a distinguere, in altre, l'ambizione del vero amore di patria⁴⁰.

Nella totalità delle missive si fa riferimento all'opera attuata in politica interna e alla saggezza della legislazione promossa che, si scrive, pare aver risolto «l'insolubile problema di stato formulato da Tacito [...]. Democratizzare la monarchia»⁴¹, nonché alla posizione assunta dall'Italia in Europa sotto la sua egida. Egli è considerato come l'«illustre statista che seppe in breve tempo attuare all'interno importanti liberali riforme e all'estero dare all'Italia alta posizione che le compete»⁴². I privati pregano affinché Crispi rimanga al suo posto, come scrive un cittadino napoletano nell'ottobre del 1890: «permetta V.E. che ai voti dei veri

³⁶ Così il già citato Carlo Zambelli, consigliere comunale di Milano, ACS, PCM, 1887, Crispi, b. 65.

³⁷ Il 9 ottobre 1888 un maestro di musica di San Leo gli manda un componimento musicale alla memoria di Porta Pia, ACS, PCM, 1888, Crispi, b. 74; nel 1890 un altro musicista manda da Palermo «L'Apoteosi di Garibaldi», ACS, PCM, 1890, Crispi, b. 114.

³⁸ Il 3 ottobre 1888 Vincenzo Miceli, capobanda del corpo di musica municipale di Cefalù, dedica a Crispi la marcia per banda «Roma intangibile» con queste parole: «A F. Crispi grande atleta del risorgimento italiano statista e patriota insigne in segno di ammirazione», ACS, PCM, 1888, Crispi, b. 75.

³⁹ Il 15 maggio 1890 Luigi Pecci, maestro di musica della provincia di Salerno, invia la sinfonia «Gloria d'Italia» di cui Crispi rifiuta la dedica, ACS, PCM, 1890, Crispi, b. 114.

⁴⁰ ACS, PCM, 1888, Crispi, b. 75.

⁴¹ Come scrive il 15 giugno 1888 un ammiratore palermitano, ivi.

⁴² Un privato, Castelnuovo Garfagnana, 29 dicembre 1888, ivi.

Italiani perché la Provvidenza la serbi ancora all'amata nostra patria per lunghi anni, faccia giungerle il mio grido che erompe dal cuore esclamando: Viva Crispi!»⁴³, e si congratulano per i discorsi tenuti pubblicamente:

Eccellenza, non ce lo dico per adularla, né per sentimento di riconoscenza, avendomi le raccomandazioni di V.E. fatto danno e non utile, ma perché così è: Ella ha discorso a Firenze da dotto, da italiano, da lungi veggente uomo di stato. Gli italiani delle provincie orientali [...] hanno per Lei tale stima come non hanno mai avuta per nessun altro Ministro del Regno⁴⁴.

In molti scrivono semplicemente per dimostrare sentito interesse per le sorti nazionali:

So bene che il mio caso è simile a quello d'un illetterato che voglia istruire il dottore, ma tuttavia spero mi compatirà: è l'amore di patria che mi fa parlare. Vorrei vedere l'Italia grande, non i suoi nemici⁴⁵.

In diverse occasioni gli ammiratori dichiarano il loro pieno appoggio al primo ministro nella battaglia politica e mediatica ingaggiata dai suoi oppositori. Scrive un farmacista da Milano nel 1888:

I siciliani residenti in Milano sono indignati contro i Giornali Secolo e Lombardia per il contegno ostile, insolente, e poco patriottico, che tutto di addimostrano scrivendo nauseanti articoli contro il grande fautore dell'unità italiana, l'Illustre Giureconsulto, l'eccellentissimo presidente del Consiglio dei Ministri Onorevole Crispi. Riunitosi oggi in assemblea deliberarono ad unanimità un voto di biasimo contro i suddetti giornali, protestando energicamente. Giova ricordare però, e ci è di conforto, che la maggioranza dei cittadini milanesi ammira ed applaude l'eminente statista, approvando ogni suo operato. Firmato da Coniglio Biagio farmacista chimico⁴⁶.

Si ritorna numerose volte sulle minacce rappresentate dal papato, dai nemici politici interni ed esteri e da «certi giornalacci socialisti a cinque centesimi che col pretesto di propugnare la pace eccitano e promuovono la guerra civile»⁴⁷. Contro il caos, si invocano fermezza e misure stringenti arrivando a formulare ipotesi bizzarre come quella di uno scrittore anonimo che propone di spedire gli anarchici in domicilio coatto in Africa o di un soldato in servizio che

⁴³ S.d., (ottobre 1890), Napoli, ACS, CC, DSPP, b. 54, fasc. 343.

⁴⁴ S.d., (ottobre 1890), Roma, Ivi.

⁴⁵ S.d., ACS, Pisani Dossi, b. 1 fasc. 9.

⁴⁶ 12 marzo 1888, ACS, PCM, 1888, Crispi, b. 75.

⁴⁷ Così scrive un sacerdote, s.d., ACS, Pisani Dossi, b. 1, fasc. 9.

auspica la «guerra con la Francia sino a che la bandiera italiana sventolerà a gonfie vele su Parigi»⁴⁸.

A queste voci si unisce poi un coro proveniente dalle società di mutuo soccorso e di pubblica assistenza e dalle associazioni operaie che riconoscono in Crispi l'unico politico ad avere «a cuore le sorti del povero operaio»⁴⁹. Proprio queste ultime aggiungono un tassello importante nel ritratto di patriottismo, autorità e ordine fin qui delineato, indicando una presenza del mito sul piano della questione sociale non priva di conseguenze. Questa penetrazione dell'immagine pubblica di Crispi tra i ceti popolari diventa centrale nello spianare la strada al terzo mandato e, in maniera più generale, contribuisce a verificare le possibilità ricettive di quella narrazione risorgimentale monarchico-popolare di cui egli si fa l'incarnazione. A conferma di ciò, tra le migliaia di lettere, ve ne sono diverse inviate in forma privata da elementi del ceto popolare che salutano il presidente o gli inviano una dimostrazione materiale del loro consenso, un dono «povero e meschino», come scrive Sebastiano Iraci, dolciere di Piazza Armerina, che manda «uno scatolo di torrone» «al più grande fra gli Italiani» o come fa un operaio pisano allegando alla lettera uno strumento di lavoro di sua invenzione⁵⁰.

Intellettuali

La fetta più consistente di questa schiera di crispini è costituita da uomini di cultura, intellettuali e giornalisti, verseggiatori o scrittori più o meno talentuosi⁵¹. L'adesione degli intellettuali al «crispismo» è, potremmo dire, di matrice carducciana, e trova dunque ragione nella convinzione che Crispi incarni il grande uomo, capace di sovvertire il clima di generale abbassamento morale in cui la nazione è scivolata⁵²: una personalità dunque, come lo stesso Carducci scrive, «troppo grande, [...] non per l'Italia, ma per cotesta gente»⁵³. Sono «crispini alla Carducci» Giuseppe Verdi, Alfredo Oriani, Matilde Serao, Edoardo Scarfoglio e Leone Carpi, tutti concordi nel ritenere che il presidente del Consiglio, come scrive Dossi nelle *Note Azzurre*, abbia «sollevato l'Italia dalla depressione morale in cui era caduta per opera principalmente dello scetticismo dell'uomo di Stradella e del suo trasformismo»⁵⁴. Dietro a queste personalità autorevoli si celano le voci di molti destinati a non passare alla storia, che

⁴⁸ 22 novembre 1888, ivi.

⁴⁹ 17 aprile 1890, Presidente dell'associazione mutuo soccorso di Roma, ACS, PCM, 1890, Crispi, b. 114.

⁵⁰ 14 dicembre 1888, ACS, PCM, 1888, Crispi, b. 74.

⁵¹ Cfr. A. Quondam, *Risorgimento a memoria. Le poesie degli italiani*, Roma, Donzelli, 2011.

⁵² Cfr. A. Asor Rosa, *La cultura*, cit.; S. Lanaro, *Il Plutarco italiano: l'istruzione del popolo dopo l'Unità*, cit.

⁵³ Lettera di Carducci a Crispi, 6 marzo 1891, ACS, CC, RE, b. 7, fasc. 13.

⁵⁴ C. Dossi, *Note Azzurre*, cit. Cfr. F. Bonini, *Retorica e produzione letteraria intorno al personaggio Crispi*, cit.

pure non rinunciano a inviare a Crispi il frutto delle loro fatica intellettuale, sperando che «se non valga esso per merito letterario» sarà quantunque gradito «in omaggio della [...] più profonda devozione». Il tono degli omaggi inviati, su carta stampata o autografi, ricalca per lo più la posizione degli intellettuali più noti e influenti: i versi inneggiano alla grandezza dell'Italia⁵⁵ che ha trovato in Crispi il suo strenuo propugnatore. La figura che ne emerge è quella di un «titano» morale dalla «fama mondiale»⁵⁶, «fulgido fanale», «saggio atleta» e «genio sovraumano / che i Regni abbellà, e a gloria immenna l'ale / dal Tebro al Tago, e insito più lontano»⁵⁷. Così viene descritto da un autore che gli presenta la sua opera a stampa:

Gran Cittadino; Gloria d'Italia; Perfezionatore di Stato; Propugnatore della pace Europea; Pontefice civile santificatore della nazione e della monarchia; [...] Mosè italiano di quarant'anni di opere, questa Colonna, indistruttibile ed incrollabile che lo rappresenta nei contemporanei, e nei posteri⁵⁸.

L'immagine del Mosè torna altre volte, come nel componimento in versi del pretore di Vernole che in occasione delle elezioni generali del 1890 si congratula per il trionfo elettorale che ha riacceso in lui, scrive, «qualche scintilla di Apollo»:

Dal balzo d'Oriente ecco l'Aurora
Spunta foriera di novella luce,
E nel grembo di rose al mondo adduce
Il dì, che 'l gran voto il nome Tuo onora.
Deh! Rieder possa per molt'anni ancora
Quest'auro giorno, che d'amor riluce,
Perché, Signor, tu sii maestro e duce
A quest'Italia, or per Te forte ognora.
S'agita l'urna, e al primo suon di tromba
De' felli d'udiro i gemiti e 'l pianto,
Disfatti al suo cader: io già no 'l taccio:
il popol ormai d'applausi rimbomba,
Qual nuovo Mosè tu sei gloria e vanto;
Nostre fur l'armi, e Tuo, Signor, fu 'l braccio⁵⁹.

In alcuni casi la corrispondenza non si esaurisce a seguito del primo scambio ma si rinnova nel tempo: Vincenzo Riccio, Giuseppe Musacchia, Giuseppe Coceva e l'avvocato Enrico Trotta scrivono a Crispi in diversi momenti inviandogli, a seconda delle occasioni, i loro

⁵⁵ Come scrive Giuseppe Salerno da Ribera, l'8 luglio 1890: «In Eritrea stendesti i tuoi larghi confini, / t'accoglie l'austro, il Prusso in alleanza, / temer non devi, sempre venerata», ACS, PCM, 1890, Crispi, b. 114.

⁵⁶ Epigramma a Crispi di Giuseppe Musacchia, 28 ottobre 1890, ivi.

⁵⁷ Componimento per Crispi di Salvatore Canonico Tartaglione, 1890, ivi.

⁵⁸ Enrico Trotta, 26 dicembre 1890, ivi.

⁵⁹ 18 dicembre 1890, ivi.

componimenti. Così anche il maestro elementare Luigi Burgio, che definisce Crispi «dell'italico ciel astro maggiore» e lo scrittore Fortunato Forcignanò che invia i componimenti *Prima del discorso di Torino* e *Dopo l'attentato e prima del discorso di Palermo* in cui dedica al presidente versi traboccanti di retorica:

Tu torni alla pugna
Alto, potente, tu i destini d'Italia in pugno tieni: [...].
Non mai com'oggi la dantesca idea
s'incarnò in veltro Italian sì forte,
Laico, popolar, tenace, pronto⁶⁰.

Accanto a questi verseggiatori si contano centinaia di scrittori di prosa che inviano opere, saggi o opuscoli di approfondimento relativi alle materie tra le più diverse, dall'agricoltura, alla statistica, all'archivistica, passando per la storia, la letteratura, la pedagogia, l'antropologia, la medicina, la scienza, la navigazione e il diritto, che va per la maggiore.

Negli anni dei primi due mandati Crispi è letteralmente sommerso da volumi, studi, pubblicazioni, spesso dal dubbio valore artistico o scientifico, ma segno di una classe media esplicitamente crispina: se l'attivismo impresso alla politica estera è capace di infiammare i sogni di gloria borghesi, le riforme promosse in politica interna non paiono suscitare minor entusiasmo. Al presidente ci si rivolge non tanto «in considerazione dell'eminente carica alla quale la fiducia del [...] augusto sovrano e del paese» lo hanno chiamato, ma soprattutto in riconoscimento «dell'alto suo ingegno, e delle profonde cognizioni»⁶¹. L'immagine di Crispi che si definisce in questo settore dell'opinione pubblica è quella di un uomo laborioso e istruito, attento alle più svariate discipline e ai nuovi traguardi del progresso politico ed economico, immagine dunque, forse in parte sganciata dalla roboante retorica carducciana ma fortemente consona alla ideologia del nazional-lavorismo dominante nella media e piccola borghesia italiana del finire del secolo⁶². L'impressionante ampiezza del fenomeno del “crispismo” su tale strato sociale non è senza conseguenze: questi funzionari, scrittori, studiosi «modesti e modestissimi» rappresentano «un tessuto connettivo capillare»⁶³ capace di contribuire in maniera significativa alla diffusione del mito Crispi, e del discorso sulla nazione che questo si trascina dietro, nei piccoli e medi centri delle provincie del Regno.

⁶⁰ ACS, CC, DSPP b. 52, fasc. 328.

⁶¹ Come scrive un autore di Salerno, 30 aprile 1888, ACS, PCM, 1888, Crispi, b. 75.

⁶² Cfr. S. Lanaro, *Nazione e Lavoro*, cit.

⁶³ U. Levra, *Fare gli italiani*, cit., p. 351.

Un ulteriore tassello di questa cartina geografica dell'Italia crispina va aggiunto prendendo in considerazione un settore assolutamente centrale, quello dell'istruzione, che si mostra particolarmente ricettivo. I professori universitari e i maestri elementari si rivolgono da tutta Italia al presidente del Consiglio, per fare omaggio delle loro pubblicazioni al «profondo statista e sereno filosofo»⁶⁴ e per dimostrare la loro adesione al programma governativo: «L'Italia ha trovato un felice interprete di suoi destini; e ciò è di conforto a tutti quelli che per la Patria del 1860 presero il fucile o la penna»⁶⁵ scrive il direttore del regio ginnasio di Bosa. Numerosi sono i pedagoghi che danno conto dell'andamento dei loro progetti educativi, come fa il consiglio direttivo della prima gara pedagogica italiana tenuta in Palermo nel 1890 ringraziando per «l'incoraggiamento dato[cì] a continuare i lavori»⁶⁶. Diverse volte si affida alla lettera il compito di testimoniare la coerenza tra i dettami e gli indirizzi imposti dal governo e l'effettiva traduzione in programmi pedagogici. Il direttore della regia scuola superiore di applicazione di studi commerciali di Genova scrive a proposito della questione africana:

I concetti nobilissimi che la E.V. svolse in questa circostanza, armonizzano pienamente con gli insegnamenti che si compartono in questa R. Scuola agli alunni, i quali in questo anno studiarono a fondo nella Classe di Economia applicata il problema delle colonizzazioni⁶⁷.

Lo stesso anno, da Padova vengono inviate a Crispi le trascrizioni di una conferenza tenutasi nella regia università su Giordano Bruno con la speranza «che i criteri che la ispirano sieno rispondenti all'ideale di governo [...] e alle esigenze delle nazioni della civiltà moderna»⁶⁸. Ancora, nel 1890 il Professor Pietro Pacella incaricato dal ministro dell'Istruzione pubblica di tenere quindici conferenze per maestri e maestre della provincia di Napoli sul periodo che va dal 1848 al 1860 invia a Crispi la litografia dei suoi discorsi tenuti «innanzi a numeroso auditorio di oltre 600 persone»⁶⁹.

Accanto ai professori universitari e ai dirigenti scolastici vi sono i maestri elementari che scrivono per la sola convinzione di aver visto «iniziarsi e compiersi sotto il suo ancor breve

⁶⁴ Il 27 maggio 1888, Domenico Augusto Turchi, Alunno Normale, invia a Crispi «Parole ai Comuni» in cui, «svolgendo le [...] parole» di Crispi, propone «la via ed il modo che dovrebbero seguire i Municipi dell'Italia libera, per conseguire quella prosperità che è bene e prosperità della patria», ACS, PCM, 1888, Crispi, b. 74.

⁶⁵ 31 maggio 1888, ivi.

⁶⁶ 17 aprile 1890, ACS, PCM, 1890, Crispi, b. 114.

⁶⁷ 13 maggio 1888, ACS, PCM, 1888, Crispi, b. 74.

⁶⁸ 12 giugno 1888, ACS, PCM, 1888, Crispi, b. 75.

⁶⁹ 27 settembre 1890, ACS, PCM, 1890, Crispi, b. 114.

governo di sì pochi anni, tali importanti civili riforme» – come scrive Angelo Repossi da Milano – che non hanno pari «sotto tutti i Ministeri insieme sommati che precedettero»⁷⁰. I maestri delle nuove leve di italiani si affidano all'«uomo politico e scienziato che col suo alto ingegno seppe penetrare i maneggi occulti dei maligni anti-governativi»⁷¹, aggiungendosi al coro di voci provenienti dai molti altri ambienti, a conferma di un grado di ricettività non trascurabile del crispismo da parte del mondo dell'istruzione⁷². Nell'ottobre del 1890 Crispi riceve da Bologna una lettera da parte di una coppia di cittadini:

Daniele Casanova, impiegato nel comune di Bologna, ed Aristide Marchetti, insegnante di Matematica nelle scuole secondarie, ambedue umili ed ardenti patrioti, mandano un affettuoso saluto al Re dei Patrioti italiani, che, testé, ha parlato in Firenze; perché l'esistenza della nuova Italia è interamente dovuta e all'onestà di Cavour, di Vittorio e di Garibaldi, che l'hanno redenta, e all'onestà di chi, tutt'ora, ne regge i destini⁷³.

Tra le file di pedagoghi crispini, compare anche qualche nome di donna: le maestre scrivono per omaggiare il presidente con l'invio dei propri lavori alla stregua dei colleghi⁷⁴, mentre, pur se in numero di gran lunga minore rispetto agli uomini, le private cittadine che prendono la penna lo fanno col semplice scopo di dimostrare reverenza e ammirazione. In occasione del passaggio di Crispi nel napoletano nel 1888, Cristina Riario Sforza scrive:

Compresa di ammirazione debbo dirle che non mi aspettavo giungesse a tanto. I Cesari, Napoleone 1, Palmerston, Cavour, Bismarck, non nascono a grappoli; ma, uno ogni mezzo secolo; sempre in diversa nazione. Con Cavour era passato il turno dell'Italia; però giunta lei al potere, facendo tacere ogni altra ambizione ha solo ascoltato l'amor di Patria ed ha dato a questa il beneficio del consiglio del Genio della Politica, e l'alleanza del più gran popolo moderno. Il viso soddisfatto del nostro Re, quando accompagnava l'Imperatore fra i suoi napoletani, valeva a lei come corona d'alloro: e l'avrei gittata volentieri, se in quel momento l'avessi avuta; gridai invece “Evviva Crispi!” ma la voce mia fu superata da quella di mille altri⁷⁵.

⁷⁰ 6 maggio 1890, ivi.

⁷¹ Un maestro elementare di Montesilvano, 2 ottobre 1890, ACS, CC, DSPP, b. 54, fasc. 343.

⁷² Le più lucide considerazioni in questo senso sono in: S. Lanaro, *Il Plutarco italiano: l'istruzione del popolo dopo l'unità*, cit.; E. De Fort, *La scuola secondaria e la nazionalizzazione dei ceti medi*, in P.L. Ballini, G. Pécout (a cura di), *Scuola e nazione in Italia e in Francia nell'Ottocento. Modelli, pratiche, eredità. Nuovi percorsi di ricerca comparata*, Venezia, Istituto veneto di scienze, lettere e arti, 2007, pp. 207-247.

⁷³ Bologna, 9 ottobre 1890, ACS, PCM, 1890, Crispi, b. 114.

⁷⁴ Per questo scrive, per esempio, la “signorina Bice Milizia” insegnante nella R. Scuola normale femminile di Alessandria, il 28 giugno 1890, ivi.

⁷⁵ 30 ottobre 1888, ACS, PCM, 1888, Crispi, b. 74.

Dall'analisi delle fonti emergono molti elementi a riprova della forte capacità connettiva del mito Crispi e della sua penetrazione nel tessuto sociale delle varie regioni d'Italia. L'immagine che ne emerge non è univoca, assume anzi sfumature diverse di significato che dipendono al contempo dalla diversa estrazione sociale dei mittenti e dai «margini di creatività conservati individualmente e collettivamente dal pubblico di ogni strato sociale nell'appropriazione emotiva e nella rielaborazione intellettuale di discorsi, immagini e rappresentazioni»⁷⁶.

In che modo Crispi si pone rispetto a questa enorme mole di corrispondenza che arriva al suo indirizzo? Egli non disdegna queste espressioni di vicinanza e affetto e anzi incarica il suo segretario Palamenghi di rispondere per suo conto con gratitudine e riconoscenza. Quasi nessuna dedica, tra le numerose proposte, è accettata dal presidente, che pare voler mantenere la natura univoca del rapporto, non entrando nel merito dei lavori inviati. Rimangono senza risposta solo le missive anonime e quelle più bizzarre su cui talvolta si annota a penna «mattoidi», categorizzando così gli scrittori più stravaganti o meno credibili secondo una terminologia di chiara derivazione lombrosiana⁷⁷.

La storia di tale corrispondenza non si interrompe con la fine della prima esperienza di governo, nel 1891, e anzi subisce delle rilevanti modifiche negli anni in cui Crispi rimane a distanza dalla Camera. Quando, come scrive Levi, lo statista continua a ricevere «soddisfazioni continue» dall'opinione pubblica⁷⁸.

1891-1892

La mancata fiducia alla Camera segna la fine del secondo mandato il 31 gennaio del 1891. Crispi torna all'attività forense, passando lunghi periodi nella sua casa napoletana, tenendosi lontano, come lui stesso scrive a un amico, dalla «caverna di passioni ardenti e non sempre pure»⁷⁹ della politica, ed è costretto ad assistere al disfacimento di molte delle sue opere legislative da parte di Rudinì. La delusione e l'amarezza non lo sottraggono però agli occhi del pubblico, cui si ripresenta con la pubblicazione degli articoli sulla «Contemporary Review». Lo scopo della collaborazione con la «Contemporary» è quello di restare alla ribalta provocando scalpore, e così accade. La tempesta di risposte sulla stampa francese soddisfa Crispi che scrive a Stillman:

⁷⁶ P. Finelli, G.L. Fruci, V. Galimi (a cura di), *Introduzione*, in Id., *Parole in azione. Strategie comunicative e ricezione del discorso politico in Europa fra Otto e Novecento*, Firenze, Le Monnier, 2012, p. VIII; cfr. anche: S. Capecchi, *L'audience attiva. Effetti e usi sociali dei media*, Roma, Carocci, 2011.

⁷⁷ Termine, non a caso, utilizzato per la prima volta da Lombroso in occasione dell'attentato al re del 1878.

⁷⁸ Lettera di Levi, 13 agosto 1891, ACS, CC, DSPP b. 153.

⁷⁹ Lettera del 27 maggio 1891 a «caro Emilio», ACS, Palumbo Cardella, b. 9.

L'articolo stampato nella *Contemporary* di giugno ha scosso tutta la stampa francese. Non un giornale di Parigi ha saputo mantenersi tranquillo. Il modo violento, col quale hanno scritto, prova che li abbiamo colpiti giusto⁸⁰.

Con la seconda pubblicazione, nel fascicolo di agosto, Crispi mira a indispettire un altro pubblico di lettori particolarmente suscettibile alle sue idee, quello della stampa clericale, e a Levi chiede di sondare il terreno:

È il vero indizio per conoscere il pensiero del Vaticano. Se la stampa clericale nega l'esistenza delle trattative con la Francia – il che pare difficile – bisogna vedere come la nega, in quali termini, e fino a qual punto. Degli articoli della stampa clericale bisogna fare una raccolta e mandarmela⁸¹.

Il polverone che si solleva è pure il risultato del lavoro de «La Riforma» che per tutta l'estate ritorna sugli articoli definendoli «una cattedra di patriottismo»⁸². La stampa nazionale si divide, la questione trova buona eco e alcuni importanti sostenitori tra cui Jessie White Mario che loda pubblicamente lo scritto, definendolo l'opera di «un patriota italiano di quella generazione forte e robusta, che fatalmente si va estinguendo»⁸³. Crispi vuole continuare a battere il ferro e propone al redattore della rivista un articolo su Mentana: una battaglia «scomoda» nelle celebrazioni ufficiali, difficile da riassorbire nella narrazione armonica del Risorgimento, ma utile alla polemica gallofoba. Un secondo progetto di articolo, cui tiene massimamente, riguarda la possibilità della guerra in Europa. Prima di scriverlo chiede però la garanzia che, in caso di risposta francese, gli sia data la possibilità di replicare: «bisogna che non mi si chiuda la bocca»⁸⁴, scrive a Stillman, indispettito dalle resistenze del redattore. Alla fine, forse per motivi economici o forse per divergenze personali, la collaborazione s'interrompe. Crispi incarica così Perelli di pubblicare un volume che raccolga discorsi e articoli dal titolo *Ultimi Scritti*⁸⁵.

⁸⁰ Lettera a Stillman, 16 giugno 1891, Copialettere di Crispi 1891-1892, ACS, Palumbo Cardella, b. 9 fasc. 93.

⁸¹ Lettera a Levi, 4 agosto 1891, ivi.

⁸² La campagna propagandistica de «La Riforma» è martellante. Cfr. *L'articolo dell'onorevole Crispi*, «La Riforma», 3 agosto, 1891; *Io mi chiamo domani*, ivi, 5 agosto 1894; *L'articolo provocatore*, ivi, 8 agosto 1894; *Ripetizione di verità*, ivi, 14 agosto 1894; *Le speranze del Vaticano*, ivi, 18 agosto 1894; *Una cattedra di patriottismo*, ivi, 27 agosto 1894; *I giudizi del Times*, ivi, 30 agosto 1894; *L'impenitenza sull'articolo*, ivi, 30 settembre 1894.

⁸³ Lettera a Levi, 22 giugno 1891, Copialettere di Crispi 1891-1892, PC. b. 9 fasc. 93.

⁸⁴ Lettera a Stillman, 15 luglio 1891, ivi.

⁸⁵ «Mio Caro Perelli [...] Se ai due articoli miei bisogna aggiungere altri scritti, devesi mutare il frontespizio, il quale dovrebbe essere così: Francesco Crispi – Ultimi scritti. E poscia vorrebbe dentro prima dei due articoli il titolo: La Francia, L'Italia ed il papato. E poscia, l'articolo stampato a Nuova-York col titolo "L'Italia ed il

Il 3 ottobre del 1891 la sua posizione politica è rafforzata da un avvenimento che costituisce per lui un vero e proprio colpo di fortuna: alcuni pellegrini francesi in visita al Pantheon scrivono parole ingiuriose contro il re sul libro delle dediche esposto all'entrata. «La Riforma» ricama sull'evento per giorni sostenendo che «l'oltraggio» confermi le «patriottiche preoccupazioni»⁸⁶ espresse da Crispi nei confronti della vicina repubblica. Scrive Perelli all'amico deputato:

Ciò che perpetuarono oggi al Pantheon i pellegrini francesi, fu la più eloquente ed indicativa ratifica delle considerazioni di Lei, anche recentemente esposte, sul contegno e le intenzioni della Francia di fronte al Vaticano e all'Italia. Il nome suo era oggi sulle bocche di tutti, come quello del solo veggente e del solo capace tutelatore contro i pericoli e i nemici della Patria⁸⁷.

Lo stesso Levi si dice rassicurato dal fatto e ritrova fiducia nella possibilità di una seconda epoca al potere: «io sono tutto confortato. Roma è stata semplicemente grande. E tutta Italia lo sarà del pari il giorno del bisogno. Si rassicuri»⁸⁸.

È nel 1892, con l'ascesa al potere di Giolitti, che l'immagine pubblica del grande solitario ottiene nuovo slancio. Crispi si isola alla Camera, alzandosi a parlare, nell'anno e mezzo che precede il suo ritorno, solo quattro volte, dichiarando piena sfiducia nel nuovo governo. Nei suoi appunti scrive:

Il ministro non governa e molto meno amministra. Egli segue la volontà del deputato che gli dà il voto. Ed il deputato è ministeriale a condizione che gli si lasci l'impero del collegio. Prefetti e sottoprefetti sono municipio del deputato. Consigli comunali disciolti ad arbitrio del deputato. Traslocati i pretori che al deputato non piacciono. Gli impiegati locali, le onorificenze alla balia del deputato e strumento della sua influenza⁸⁹.

Silente alla Camera, è fuori le aule del potere che tenta più audaci imprese. Nel maggio tiene un discorso in Palermo all'occasione dell'inaugurazione del monumento a Garibaldi: i punti da affrontare lo preoccupano, non vuole pronunciarsi sulla politica, «argomento abbastanza spinoso»⁹⁰, né ripetersi in cose «vecchie» o già dette. Alla fine, la prova riesce perfettamente, l'orazione, dai toni populistici, infiamma gli ascoltatori:

papa” e finalmente le lettere a Desmart precedute dal titolo: Gli Stati Uniti d'Europa. Mi sono spiegato?), 31 ottobre 1892, ivi.

⁸⁶ *I disordini del pellegrinaggio*, «La Riforma», 3 ottobre 1891.

⁸⁷ Lettera di Perelli, 2 ottobre 1891, ACS, CC, DSPP, b. 157.

⁸⁸ Lettera di Levi, 3 ottobre 1891, ACS, CC, DSPP, b. 153.

⁸⁹ Appunto s.d., RE b. 7, fasc. 13, sf. 13.

⁹⁰ Lettera a Lina, 13 maggio 1892, ACS, Palumbo Cardella, b. 5.

invece di rilevarci, ci hanno abbassato; invece di progredire, ci hanno fatto retrocedere. E ne è derivato quello che tutti vedono: la decadenza morale e il discredito. [...]. Fui imputato di megalomania, perché volevo, come Garibaldi, un'Italia potente, perché miravo alla grandezza della patria nostra⁹¹.

La risposta non si fa attendere, il fiume di missive ritorna alla piena, in molti scrivono per lamentarsi del fiacco governo giolittiano, qualcuno invia dei componimenti d'occasione «al grande statista italiano». Un medico comunale di Bellinzago sintetizza il senso dell'intera corrispondenza:

Lessi appena oggi le nobili ed eloquenti parole dalla S. E. pronunciate in onore di Garibaldi il 17 corr. a Palermo. Ne provai tanto entusiasmo che non ho potuto fare a meno di testimoniarglielo per iscritto. Sono nulla, ma sono anche io figlio di questa bella Italia che ella ama ed onora così tanto! Accolga, come già altra volta, benignamente la mia lettera e le valga il perenne coraggio nell'attuazione dei suoi pensieri generosi. Facendo appello alla gioventù italiana nel suo discorso, ha ravvivato la fede nell'avvenire della patria, e l'ha momentaneamente disinfestata dalla putrida corrente d'indifferentismo [...]. Sì, Garibaldi non si onora solo con marmi, né con bronzi, ma coll'esempio delle sue virtù. Fu persona che d'umano non ha vestita che la forma, il resto era divino. [...] Fece bene a vantarsi megalomane – chi nasce in Italia deve essere megalomane. Politica megalomane suol dire = rinnovazione⁹².

Le apparizioni pubbliche si affiancano all'impegno politico per le elezioni romane del maggio 1892 e per il collegio di Palermo nel novembre dello stesso anno. A seguito della pubblicazione della *Rerum Novarum*, Crispi prende parte alla battaglia anticlericale promossa dai massoni e guidata da Lemmi e Bovio, candidandosi per il consiglio comunale di Roma e venendo eletto nella Lista Nazionale. Come scrive lui stesso a Lina, «lettere e telegrammi di felicitazioni [...] giungono da tutta Italia» e la sua elezione è vissuta col «significato di una vittoria politica»⁹³ in funzione anticlericale. La sua nomina, scrive un privato da Modica, «fa conoscere che la vita nazionale va sempre più penetrando negli abitanti della [...] capitale, che alla moltitudine di coloro che vivono degli artifici e dei mestieri attinenti a religione va sostituendosi il medio ceto con la sua operosità trasformatrice, con le sue passioni, coi suoi interessi»⁹⁴ e diviene segno tangibile, scrive un insegnante di Nocera, della «coscienza della

⁹¹ F. Crispi, *Ultimi scritti e discorsi extraparlamentari (1891-1901)*, cit., p. 163.

⁹² 29 maggio 1892, ACS, CC, DSPP, b. 79 fasc. 507.

⁹³ Lettera a Lina 21 giugno 1892, ACS, Palumbo Cardella. b. 5.

⁹⁴ Lettera di un privato cittadino, 22 giugno 1892, Modica, ACS, CC, DSPP, b. 79, fasc. 508.

sua alta autorità in ogni angolo d'Italia»⁹⁵. Tra le altre missive, si conserva una caricatura disegnata a mano rappresentante Crispi e il papa, cui l'artista anonimo aggiunge una pungente considerazione sulle elezioni di Roma:

Col cuore esultante di gioia, e tutta Roma liberale lo è con me, vi saluto consigliere comunale. Oh! Lassù nel campo clericale voi avete fatto l'effetto di una bomba. Rammentatevi Eccellenza, che in Campidoglio al posto delle leggendarie oche, vi sono e da tant'anni un branco di nere cornacchie... fuoco eccellenza... fuoco senza misericordia, noi tutti siamo con voi... Così almeno daremo mano a ripulire quell'emblema che finora fu deturpato così e lo rimetteremo a nuovo⁹⁶.

L'evento più significativo del 1892 è il banchetto di Palermo previsto per novembre: Crispi decide di mostrarsi ai suoi elettori solo una volta ottenuto il mandato, assumendo una posizione volutamente marginale durante la campagna elettorale, «una facciata di olimpico disdegno»⁹⁷. Il discorso crea molte aspettative e Crispi stesso scrive alla moglie in ottobre:

Non ti dirò d'ieri sera, perché lo avrai letto nei giornali. Sappi soltanto, che sfuggii, venendo al Campidoglio per vie traverse, alla dimostrazione che era stata ad attendermi. I dimostranti vennero poscia sotto il palazzo municipale ad acclamare, mandando quindi due commissioni a salutarmi. [...]. Le notizie dei giornali sul mio discorso sono cervellotiche. Ancora io stesso ignoro quello che dovrò dire⁹⁸.

I collaboratori riconoscono l'importanza dell'evento e si muovono in anticipo per assicurarne la riuscita. Ettore Friedländer pochi giorni prima del discorso scrive, probabilmente, a Dossi:

Carissimo amico, ho veduto due volte l'on. Crispi e spero mi lasci il discorso prima di partire. [...]. Mi preme scrivervi però onde crediate che il discorso sia pronunziato in ora opportuna, cioè non dopo le 2 pom., e probabilmente prima. Se lo pronunciasse la sera ci sarebbe la solita lotta per arrivare in tempo [...], mentre col sistema che vi propongo la distribuzione si fa in modo efficace e utile per tutta la stampa. Aggiungete che, se l'on. Crispi parla il 20 ed il 23 si apre la Camera, v'è poco tempo per lo scalpore che deve provocare e l'effetto che deve produrre, ora, almeno, bisogna cercare di utilizzare tutto il tempo possibile che non avviene se il discorso si fa di sera e quindi i soli giornali del mattino possono pubblicarlo. Questo io mi sono permesso di dire all'on. Crispi ed anche a Primo mi dichiarò di avergli dato lo stesso suggerimento⁹⁹.

⁹⁵ Ivi.

⁹⁶ Anonimo, s.d., ivi.

⁹⁷ C. Duggan, *Creare la Nazione*, cit., p. 758.

⁹⁸ Lettera a Lina, 20 ottobre 1892, ACS, Palumbo Cardella, b. 5.

⁹⁹ Lettera a "carissimo amico", 12 novembre 1892, ACS, Palumbo Cardella, b. 9, fasc. 94.

Il banchetto è organizzato nel dettaglio, si prevedono centosettanta ospiti, alla Stefani vengono inviate duecentocinquanta copie del discorso da spedire agli agenti delle varie città¹⁰⁰, la sala del Politeama viene addobbata maestosamente con «candelabri pompeiani e vasi d'argento»¹⁰¹ e illuminata a gas. «Il colpo d'occhio» – scrive «L'Amico del Popolo» – «è stupendo» e «la inclinazione del palcoscenico permette che si possano da qualunque punto abbracciare tutte le tavole, [...] e permette altresì che l'on. Crispi, sul quale durante il banchetto converge l'attenzione generale, possa essere visto da ogni posto»¹⁰². All'arrivo, il deputato è accolto al molo da «una gran folla di autorità, di rappresentanze e di cittadini» e seguito nel suo tragitto da un «applauso lungo, entusiastico»¹⁰³. Giunto all'hotel, è costretto dal «l'onda di popolo» a presentarsi sul balcone per salutare. L'orazione è un successo, Crispi parla alla platea da «semplice cittadino» e attacca Giolitti che si è presentato al paese vestendo i panni dell'uomo nuovo:

La vita spesa per la patria, la esperienza acquistata con gli studi e con le opere, non sono un titolo di benemerita, non hanno valore per quegli ambiziosi che nulla fecero, nulla patirono e nulla poterono apprendere. Essi, mentre invocano la ricostituzione dei partiti, chiedono l'avvento di uomini nuovi, i quali per la mancata educazione politica non possono dare al paese sufficiente garanzia degli atti loro¹⁰⁴.

La conclusione, applauditissima, viene riportata da ogni testata nazionale:

Fiducioso, adunque, fo appello ai giovani, che ho sempre amato. Si scelgano un capo che possa condurli alla conquista di una Italia, libera, grande, rispettata. Lo seguano per ottenere quelle riforme che assicurino le istituzioni, che rendano incrollabile la monarchia popolare, la garanzia dell'unità¹⁰⁵.

Il siciliano ottiene un incredibile successo tanto che l'orazione è stampata l'anno successivo dallo Stabilimento Tipografico Meridionale con una rassegna dei giudizi della stampa la quale, senza quasi distinzione politica, riconosce in Crispi il «solitario»¹⁰⁶ capace «di rispondere alle gravi esigenze del momento»¹⁰⁷:

¹⁰⁰ ACS, CC, DSPP, b. 80 fasc. 512.

¹⁰¹ *Il banchetto all'onorevole Crispi*, «Il Giornale di Sicilia», 19-20 novembre 1892, ivi.

¹⁰² *Il banchetto del Politeama*, «L'Amico del Popolo», 21 novembre 1892, ivi.

¹⁰³ *L'arrivo dell'on. Crispi*, *ibidem*.

¹⁰⁴ F. Crispi, *Ultimi scritti e discorsi extraparlamentari*, cit., p. 171.

¹⁰⁵ Ivi, p. 190.

¹⁰⁶ *Il solitario*, «Il Paese», 22 novembre 1892, ACS, CC, DSPP, b. 80, fasc. 511. Cfr. anche *Il solitario*, «Il Folchetto», 15 febbraio 1893, ivi.

¹⁰⁷ F. Crispi, *Desiderii e speranze, Discorso pronunziato a Palermo il 20 novembre 1892*, Napoli, Stabilimento Tipografico Meridionale, 1893, p. 49, ACS, CC, RE, b. 9.

È l'*io* che, non per superbia o malsana ambizione, sibbene per la piena e giusta coscienza nell'on. Crispi di essere e di sentirsi un uomo *superiore*, è l'*io*, diciamo, che capeggia nella manifestazione delle sue idee di Governo¹⁰⁸.

La «solipsia politica»¹⁰⁹ produce i suoi effetti: deputati, sindaci e senatori gli inviano missive e telegrammi di congratulazioni, definendolo primo statista italiano, i privati scrivono colmi di ammirazione, un garibaldino, coprendosi nell'anonimato, «ammiratore dei suoi grandi meriti, del suo patriottismo, delle sue virtù»¹¹⁰, gli invia un ritratto. L'immagine del «great old man»¹¹¹ italiano assume forza politica e pare stagliarsi come unico barlume di luce nella complessa situazione politica di fine secolo. Dalla fine del 1892 le soddisfazioni di cui aveva scritto Levi sono destinate a crescere ancora.

L'Italia torna a Crispi

Le trasformazioni cui è sottoposto il mito e il suo ritorno alla ribalta all'inizio degli anni Novanta hanno a che vedere con l'acuirsi della crisi politica, economica e sociale nella penisola, ma pure nel più ampio contesto europeo, e con la diffusione, nella sfera culturale come in quella politica, di nuove riflessioni sul parlamentarismo e sul cesarismo. Posizioni più o meno antiparlamentariste erano già state espresse a partire dagli anni Ottanta¹¹² ma sul finire del secolo le polemiche contro il mal funzionamento del sistema parlamentare sembrano esacerbarsi e il dibattito ampliarsi a seguito degli scandali della Banca Romana in Italia e di Panama in Francia del 1892. La crisi del positivismo, la crescita dei movimenti popolari nella direzione di una sempre più netta politicizzazione, l'incerta posizione del governo di Giolitti rispetto ai socialisti e agli anarchici, alimentano tale riflessione. È la crescita delle forze centrifughe a far nascere nuovi interrogativi sull'esercizio della sovranità, sulle forme di mediazione tra centro e periferia, sul rapporto tra governo e parlamento, proprio perché gli strumenti e i valori tradizionali della politica non sembrano in grado di rispondere positivamente alle nuove e diversificate esigenze della società in evoluzione. In parallelo a un analogo andamento del dibattito politico francese, alle voci degli intellettuali e

¹⁰⁸ Così scrive «Il Resto del Carlino», ivi, p. 60.

¹⁰⁹ «Gazzetta Piemontese», ivi, p. 57.

¹¹⁰ Lettera del 21 novembre 1892, ACS, CC, DSPP, b. 80, fasc. 512.

¹¹¹ *Il nostro great old man*, «Le male lingue», 11 dicembre 1892, ACS, DSPP, b. 130.

¹¹² Sull'antiparlamentarismo italiano di fine secolo cfr. E. Cuomo, *Il sistema parlamentare e i suoi critici 1870-1900*, Napoli, Arte tipografica, 1974; Id., *Critica e crisi del parlamentarismo (1870-1900)*, Torino, Utet, 1996; A.M., Banti, *Retiche e idiomi: l'antiparlamentarismo nell'Italia di fine Ottocento*, *Storica*, cit.

della stampa si affiancano quelle di psicologi e psichiatri che propongono nuove chiavi per spiegare la corruttela parlamentare¹¹³.

Non solo. In parte legata alle considerazioni sul mal funzionamento del parlamentarismo, prende corpo una nutrita riflessione sulle possibilità rigeneratrici di un moderno cesarismo¹¹⁴. All'indomani dello scandalo della Banca Romana, «Il Corriere della Sera» scrive: «Noi crediamo che il periodo degli scandali non sia finito, a meno che non intervenga presto un governo forte e autorevole»¹¹⁵.

In maniera significativa, Scipio Sighele, nel suo *Contro il parlamentarismo*¹¹⁶, sostiene la proposta di un potere forte concentrato nelle mani di un individuo d'eccezione che possa funzionare da antidoto all'insufficienza civica degli italiani. Due anni dopo ritornando sullo stesso concetto scrive:

È un bisogno del popolo, per molti lati ancora barbaro, il voler essere guidato, diretto, comandato da qualcuno [...] Per questo, quando sulla morta gora della mediocrità parlamentare s'eleva un individuo che – anche assieme a moltissimi difetti – abbia le qualità che più piacciono alla plebe: la forza, l'orgoglio e l'audacia, egli si ritrova, presto o tardi, alla testa del governo, portatovi [...] da quell'oscuro istinto di servilismo che è il tono fondamentale della psicologia dei popoli latini e meridionali¹¹⁷.

L'idea che il parlamento possa essere scavalcato da un potere politico superiore in grado di assumere sulle sue spalle il compito di restaurare moralmente, economicamente e politicamente la nazione, trova negli anni Novanta numerosi consensi. Pasquale Villari, a proposito della Camera, che definisce «vera sentina di bassezze e di colpe», scrive nel 1892: «e se domani l'autorità suprema dello Stato sgombrasse a calci l'immonda stalla di Montecitorio, la Nazione intera applaudirebbe»¹¹⁸. Questi umori diffusi sono destinati a incontrare il nome di Crispi e, in parte, a determinarne il destino politico. Chi riflette sul parlamentarismo, non a caso, riconosce nella sua figura una possibile soluzione: egli infatti,

¹¹³ A titolo di esempio basti ricordare: C. Lombroso, G. Ferrero, *Sui recenti processi bancari di Roma e Parigi*, «Archivio di Psichiatria, Scienze penali ed Antropologia criminale», XIV, 3, 1893; E. Morselli, *Gli scandali bancari*, ivi, XV, 1-2, 1894.

¹¹⁴ Cfr. I. Cervelli, *Cesarismo: alcuni usi e significati della parola (secolo XIX)*, «Annali dell'Istituto storico italo-germanico in Trento», XII, 1996, pp. 61-197; sul dibattito italiano e francese, anche in relazione alla figura di Crispi, cfr. L. Mangoni, *Una crisi fine secolo*, cit.

¹¹⁵ *Le impressioni della giornata parlamentare*, «Il Corriere della Sera», 24-25 novembre 1893.

¹¹⁶ S. Sighele, *Contro il parlamentarismo*, Milano, Treves, 1895.

¹¹⁷ Id., *La delinquenza settaria*, Milano, Treves, 1897, cit. in C. Duggan, *Creare la Nazione*, cit., p. 818.

¹¹⁸ La citazione è tratta da C. Duggan, *Creare la Nazione*, cit., p. 818.

dal «micidiale morbo bancario che seppellisce uomini e nomi», pare uscire «forte e sano come un leone, ritto, integro»¹¹⁹. A fine dicembre del 1893 Farini annota nel suo diario:

È mia impressione che i più degli italiani desiderano, sperano, vogliono Crispi che assicura loro la quiete; temono che Crispi non possa rimanere, abbattuto dalla personale guerra a coltello dei radicali¹²⁰.

La propensione a sperare nell'uomo della provvidenza, tipica dei momenti di convulsa transizione, si sovrappone al ricordo dell'esperienza risorgimentale: nell'auspicato governo forte dell'ormai settantenne garibaldino rinvigorisce da una parte la proposta politica della dittatura «di tipo risorgimentale», così come l'ha definita Cesare Vetter, come «soluzione tecnica e contingente» per risolvere efficacemente un momento di crisi, senza interferire «con i modelli di società prefigurati»¹²¹, e dall'altra la dittatura «educatrice e levatrice di libertà»¹²² incarnata da Garibaldi. C'è chi, come Stillman, spera in «dieci anni di una dittatura» e «Crispi come dittatore» per educare gli italiani alla patria o come Antonio Gallenga, che scrivendo a Giolitti, nel dicembre dello stesso anno, confessa: «Io mirava ad una *Dittatura Crispi*, e ci siamo vicini, sia in parole, sia in fatti [...]. Se non ci salva Crispi, siamo a dover vergognarci di essere italiani»¹²³. L'8 settembre del 1893 scrive «Il Corriere della Sera»:

Ancora vive qualcuno – Crispi p. e. – che appartiene ad un'epoca della quale non vi ha più, ormai, che il mesto ricordo: epoca che fu certo la migliore d'Italia, per grandezza d'animo, serietà di propositi, e fulgore di fatti. [...]. Oggi la scena politica italiana spesseggia di pigmei, di intriganti, di simoniaci, di scettici, di scontenti, di impotenti¹²⁴.

Lungi dal restare una riflessione tra intellettuali, l'appello supera il perimetro della sfera politica e culturale per approdare nelle piazze dove, tra il maggio e il dicembre del 1893, si incorano grida di *Viva Crispi*.

In piazza

Il clima che si respira in Italia nel 1893 è gravido di tensioni sociali, in gran parte determinate dal peggioramento della situazione economica e dai numerosi licenziamenti. Se da una parte

¹¹⁹ *Il diario di Crispi*, «Don Marzio», 24 febbraio 1893, MRR, b. 660, fasc. 22.

¹²⁰ La citazione è tratta da C. Duggan, *Creare la Nazione*, cit., p. 813.

¹²¹ C. Vetter, *Dittatura e rivoluzione nel Risorgimento italiano*, Trieste, Edizioni Università, 2003, p. 13.

¹²² Ivi, p. 122.

¹²³ La citazione è tratta da C. Duggan, *Creare la Nazione*, cit., p. 818.

¹²⁴ *La strada fatta*, «Il Corriere della Sera», 8 settembre 1893, ACS, CC, DSPP, b. 130.

Giolitti sceglie di non usare il pugno di ferro con i socialisti, incoraggiando indirettamente la nascita del partito nel 1892 e la diffusione di circoli operai e di camere del lavoro, dall'altro si mostra incapace di risolvere il problema della miseria meridionale e di controllare l'ascesa dei primi fasci nella Sicilia occidentale. La protesta approda presto nella capitale, dove gli operai chiedono il pagamento dei salari e la piena occupazione nei cantieri governativi¹²⁵.

Roma – scriveva Emma Perodi –

non è mai stata agitata come in quel periodo di tempo. E l'agitazione manifestavasi specialmente nel ceto medio, dei commercianti e dei possidenti, minacciati di rovina, scontenti del Governo e sfiduciati¹²⁶.

Quando nel maggio gli scalpellini impegnati nella costruzione del monumento al re vengono licenziati, iniziano gli scioperi. Giuffrida attacca Giolitti in parlamento chiedendo l'effettiva attuazione della legge crispina del 20 luglio 1890 che prevedeva la creazione di un unico e apposito ufficio tecnico amministrativo presso il ministero dei Lavori pubblici. Giolitti, forse ostile più a Crispi che alla legge, propone però un nuovo progetto secondo il quale si sarebbe dovuto restringere l'impegno governativo a solo quattro opere, sminuizzando l'onere finanziario in frazioni e ripartendolo in diciassette annualità iscritte in bilancio. Nonostante la contrarietà della giunta e del consiglio comunale di Roma, il disegno diviene legge l'8 luglio di quell'anno: una sconfitta per gli operai in protesta. Il malcontento a Roma si fa enorme ed è destinato a incontrarsi, duplicandosi in forza, con manifestazioni di diversa natura: tra il 19 e il 22 agosto l'eccidio degli italiani ad Aigues Mortes provoca ripetute manifestazioni di piazza¹²⁷. Il 20 agosto i dimostranti giungono sotto il parlamento al grido di "abbasso Giolitti" e il giorno successivo rompono le vetrate dell'ambasciata francese¹²⁸. Nel frattempo, la protesta dilaga in altri centri: a Messina viene preso d'assalto il consolato, a Napoli e a Genova i tram gestiti da un'azienda francese vengono dati alle fiamme e a Livorno stessa sorte tocca ai tram belgi. La protesta non ha un chiaro segno politico, tanto da cogliere di sorpresa il movimento operaio di ispirazione democratica e socialista «che pure era interessato a creare occasioni rivoluzionarie»¹²⁹. La prima fase dei tumulti è infatti «squisitamente patriottica, dominata da filocrispini e caratterizzata da una vivace polemica antifrancese, antigiolittiana e

¹²⁵ I soli cantieri governativi operativi a Roma erano quelli del Palazzo di Giustizia, del Policlinico, del Lungotevere e del monumento a Vittorio Emanuele.

¹²⁶ E. Perodi, *Roma Italiana, 1870-1895*, Roma, Bontempelli, 1896, p. 179.

¹²⁷ Cfr. E. Barnabà, *Morte agli italiani*, Roma, Infinito, 2008.

¹²⁸ Rapporto del questore di Roma, 20 agosto 1892, ASR, Serie Questura, b. 54.

¹²⁹ M. Casella, *Democrazia, socialismo, movimento operaio a Roma (1892-1894)*, Roma, Elia, 1979, p. 209-210.

filotriplicistica»¹³⁰. In quei convulsi giorni «insieme con le grida d'indignazione e di protesta» – scrive «La Tribuna» – «è uscito un grido di osanna. *Viva Crispi!*»¹³¹. Non solo al Sud, ma in tutte le grandi capitali del Regno, «perfino a Milano», il nome di Crispi assume il significato di una possibilità di riscatto all'oltraggio subito:

nel momento in cui uno schiaffo sanguinoso viene a colpire il paese, fa pensare che ai tempi di Crispi non eravamo, economicamente, più bassi, ed eravamo politicamente e moralmente più alti, assai più alti¹³².

Un giornalista de «La Tribuna» incontra il deputato a Palermo e ottiene un'intervista. Crispi risponde con distacco e fermezza ma quando gli si domanda in che modo abbia vissuto l'appello delle piazze romane, tradisce viva soddisfazione e affonda sul governo:

sono grato a quanti pensarono a me. Ho ricevuto per questa occasione molti telegrammi da Roma e da altre parti d'Italia. Ma non è colle dimostrazioni che si ottiene di rialzare la fibra della nazione. Purtroppo noi siamo caduti molto in basso!¹³³

Già dal 21 la protesta si colora politicamente: gli operai socialisti e radicali organizzano cortei e innalzano barricate contro il governo e la disoccupazione¹³⁴. Gli scioperi non accennano a sgonfiarsi, fino a novembre il questore di Roma invia al ministero rapporti pressoché giornalieri su manifestazioni e scontri. Numerose sono le categorie di lavoratori coinvolte: tra i più attivi vi sono gli scalpellini, i fornai e i macellai del mattatoio. Passata l'estate, le manifestazioni politiche incontrano di nuovo quelle di segno gallofobo: il 12 settembre scontri tra operai italiani e francesi a Moulins danno adito a nuove dimostrazioni romane e stavolta è il collegio germanico a essere preso d'assalto¹³⁵. Il punto di svolta arriva a novembre quando lo sciopero dei telegrafisti¹³⁶, il primo nella storia del Regno promosso da impiegati

¹³⁰ Ivi, p. 210.

¹³¹ *Aigues Mortes*, «La Tribuna», 27 agosto 1893, DSPP, b. 130.

¹³² *Ibidem*. Cfr. anche *La carneficina degli italiani in Francia*, «Il Secolo XIX», 21-22 agosto 1894, MRR, b. 663, fasc. 38.

¹³³ *Un'intervista con Crispi*, «Il secolo XIX», 23-24 agosto 1893, ivi.

¹³⁴ La questione di Aigues Mortes ha una lunga coda e continuerà a interessare e dividere l'opinione pubblica per tutto l'anno successivo alla fine del quale la Corte d'Assise di Angoulême assolverà gli accusati per i fatti dell'agosto 1892. La stessa indennità stabilita dai governi delle due parti a risarcimento dei danni subiti costituirà motivo di proteste e forti divergenze d'opinione tra coloro che accettarono di buon grado l'idea del risarcimento e chi invece vi guardò come a un'offesa ulteriore da parte della Francia. Anche in questo caso le posizioni dell'opinione pubblica si polarizzeranno attorno al nome di Crispi: a lui si rivolgono gli scettici per pregarlo di rifiutare il denaro francese. Cfr. ACS, Pisani Dossi, b. 14, fasc. 40; ACS, CC, DSPP, b. 112, fasc. 682; MRR, b. 663, fasc. 38.

¹³⁵ ASR, Serie Questura, b. 55.

¹³⁶ ASR, Serie Prefettura-Gabinetto, b. 513.

statali, cui aderiscono anche fattorini e telegrafiste, dilaga a macchia d'olio in tutte le principali città, da Nord a Sud, tanto da divenire «praticamente nazionale»¹³⁷. La commissione di rappresentanti inviata al ministero del lavoro non raggiunge un accordo con le forze politiche: a quel punto Cavallotti interviene per riportare la calma. I telegrafisti, ha scritto Mario Casella, tornano ai loro posti di lavoro non appena il radicale pronuncia «la parola d'ordine prestabilita: Crispi»¹³⁸. È l'uomo che aveva firmato la legge del 20 luglio del 1890 che placa gli animi degli scioperanti nell'Italia del disordine sociale, lo strenuo oppositore di Giolitti, che non aveva mai risparmiato critiche al governo, colui che, più di ogni altro, aveva fieramente combattuto contro le pretese francesi:

Lo sciopero finiva dunque nel nome di Crispi, e ciò, in quel momento era doppiamente significativo: aveva un indubbio sapore antigiolittiano (si era alla vigilia della seduta parlamentare che avrebbe messo in crisi il ministero dello statista piemontese), ed era un segno concreto della popolarità che Crispi, a differenza di Giolitti, poteva vantare a Roma, specie tra le categorie del pubblico impiego e in alcuni settori del mondo operaio¹³⁹.

Mentre il ministero continua a indebolirsi, a causa della annunciata imposta progressiva sul reddito, il 23 novembre si leggono in parlamento le conclusioni della commissione parlamentare che rivelano le implicazioni politiche del governo nello scandalo della Banca Romana. A quel punto la compagine ministeriale non può più salvarsi e Umberto I convoca Crispi. La salita al potere sembra ormai cosa fatta: il re e il paese sono con lui ma in parlamento in molti reclamano Zanardelli. Si vivono giorni concitati, Crispi esprime a Lina le sue preoccupazioni circa la possibilità di andare ministro, Levi teme per l'incolumità dell'amico, informandolo di un possibile complotto dei gesuiti contro la sua vita¹⁴⁰, ma la partita è ormai destinata a chiudersi in suo favore:

La crisi ricominciò e sulle bocche di tutti, com'era avvenuto anche durante la lunga gestazione del Gabinetto Zanardelli, correva un nome: quello di Crispi, del sol uomo che possedesse sufficiente energia e autorità per salvare il paese dalle sventure il cui avevalo piombato il Giolitti¹⁴¹.

Alla notizia del rientro di Crispi da Napoli, il prefetto di Roma informa di possibili manifestazioni pubbliche in suo onore, il 15 dicembre un'orchestra si ferma sotto le finestre

¹³⁷ M. Casella, *Democrazia, socialismo, movimento operaio a Roma (1892-1894)*, cit., p. 99.

¹³⁸ Ivi, p. 104.

¹³⁹ Ivi, p. 105.

¹⁴⁰ Lettera di Levi, 5 dicembre 1893, ACS, CC, DSPP, b. 82, f. 527.

¹⁴¹ E. Perodi, *Roma italiana*, cit., 504.

di Via Gregoriana e intona l'inno reale mentre le strade si riempiono di "abbasso Giolitti"¹⁴². Dentro il parlamento un solo nome si leva all'unanimità: i socialisti e radical-repubblicani si trovano a fianco dei moderati e del gruppo di Rudinì a sostegno del "dittatore". A dimostrazione dell'ampiezza del plebiscito valgono gli articoli pubblicati in quei giorni dai principali giornali nazionali. «L'Opinione» scrive:

parecchi, vogliamo anche dir molti, vedono e veggono in lui come il solo possibile salvatore d'Italia. E più si è deboli, più si sente la debolezza, e più si cerca il forte o chi tale è giudicato¹⁴³.

«La Capitale» le fa eco additando Crispi come l'estrema possibilità politica, «l'unica [...] rispondente alle necessità parlamentari e del paese»¹⁴⁴. Il 17 dicembre il giornale «Vita Nuova» annuncia così il cambio di rotta:

Crispi, che ritorna al potere, non ha un valore individuale: egli è la nazione italiana risoluta di ritornare sulla via che dovrà ricondurla al suo completo assetto civile e politico. [...]. L'annuncio del suo nome ha prodotto nella nazione l'effetto di una forte corrente elettrica: lo spirito pubblico si è rinfancato, i timidi hanno ripreso coraggio, è ritornata la fiducia nelle sorti d'Italia, e tutti si sono stretti attorno a Crispi¹⁴⁵.

Il 20 dicembre Crispi presenta la compagine ministeriale definendo il suo governo come l'espressione del comune sentire dell'intera nazione:

Noi non apparteniamo ad un settore piuttosto che ad un altro del Parlamento; noi apparteniamo al gran partito unitario, che ha per sola mira l'Italia [...]. Solo diremo, che sono grandi le difficoltà che dobbiamo superare; e che [...] abbiamo bisogno del concorso della Camera senza distinzione di partiti. A tal fine chiediamo da voi la tregua di Dio! [...] Quando il pericolo incalza, dobbiamo essere tutti uniti per la difesa comune¹⁴⁶.

Le congratulazioni arrivano da tutta la penisola, dai piccoli comuni della Sicilia gli stessi dirigenti locali dei fasci scrivono al presidente e scendono in strada per festeggiare l'uomo

¹⁴² ASR, b. 486, fasc. 9.3.

¹⁴³ *La nuova fase*, «L'Opinione», 10 dicembre 1893, cit. in M. Casella, *Democrazia, socialismo, movimento operaio a Roma (1892-1894)*, cit., p. 278, n. 12.

¹⁴⁴ «La Capitale», 9-10 dicembre 1893, cit. in *ibidem*.

¹⁴⁵ *Francesco Crispi. Il nuovo ministro*, «Vita Nuova», 17 dicembre 1894, ACS, CC, DSPP, b. 130.

¹⁴⁶ F. Crispi, *Discorsi Parlamentari di Francesco Crispi*, cit., p. 674.

che finalmente saprà appagare «le giuste pretese»¹⁴⁷. L'Italia, come scrive un autore coevo, sembra, per una manciata di mesi, ribattezzarsi «Crispalia»¹⁴⁸.

¹⁴⁷ Telegramma del Fascio dei lavoratori di Margherita Belice, s.d., ACS, CC, Roma, b. 44, fasc. 699.

¹⁴⁸ Dott. Calce, *Italia o Crispalia? Pensieri e rivelazioni del Dott. Calce*, Sondrio, E. Quadrio, 1895.

CAPITOLO IV. TRA MITO E ANTIMITO

Le radici dell'antimito

Il mito politico di Francesco Crispi non può considerarsi un blocco narrativo unico e granitico ma si articola diversamente a seconda dei luoghi, dei tempi, dei soggetti produttori e ricettori. Ne emerge un quadro variegato, all'interno del quale si rintracciano narrazioni di segno opposto a quelle fin qui esplorate, antimitiche potremmo dire, e dunque funzionali a un processo di de-legittimazione. Anche in questo caso occorre confrontarsi con uno scenario complesso in cui voci diverse, a volte in dissidio tra loro, definiscono più antimiti crispini. Seguendo l'assunto per cui Crispi volle rendersi il «concetto incarnato» dell'Italia, tali narrazioni controcorrenti hanno il potere di restituire «un'immagine altra della nazione» in un momento, quello della *fin-de-siècle*, in cui lo Stato liberale è attraversato da profondi conflitti, tra chi tenta a tutti i costi di mantenerne inalterati i confini e chi ne chiede l'estensione o mira, anche, a una decisa sovversione dello *status quo*.

Un primo centro di produzione della narrazione antimitica di Crispi è la Federazione Camillo Cavour, sorta alla fine degli anni Ottanta con lo scopo di coordinare le forze extra-parlamentari del moderatismo, che raccorda le varie associazioni costituzionali e i circoli monarchico-liberali: si tratta del «primo timido tentativo degli eredi della Destra storica di recuperare una propria autonoma fisionomia politica dopo gli anni del trasformismo»¹. Ponendosi in aperta ostilità nei confronti della «megalomania» del governo, criticandone la degenerazione statalista, gli eccessi dell'autoritarismo e la politicizzazione sregolata dell'amministrazione statale, la Federazione Cavour contribuisce a definire una narrazione anticrispina. L'esperimento extra-parlamentare dei liberali mira infatti a «ridimensionare gli aspetti esorbitanti di un potere centralizzato, ora «feroce» ora «permissivo», e a recuperare la «dimensione diffusa dell'autorità»² più consona all'ortodossia liberale. Nonostante la forza degli intenti, le spaccature interne e l'abbandono del gruppo rudiniano nel 1890, che sceglie di schierarsi col governo, producono un repentino declino del progetto e dunque, ciò che è più importante dalla nostra prospettiva, determinano una certa marginalità dei moderati nella campagna propagandistica contro il presidente del Consiglio³.

¹ F. Cammarano, *Il progresso moderato*, cit., p. 63.

² Ivi, p. 168. A. Gabelli, *La libertà in Italia*, «Nuova Antologia», 108, XXIV, 1 novembre 1889, pp. 9-10.

³ Sul piano della comune critica al crispismo, i moderati riscoprono una stagione collaborativa. La loro scarsa presenza in questa trattazione è pure conseguenza dell'incapacità o dell'indifferenza dimostrata nell'estendere gli stretti confini dell'associazionismo extra-parlamentare per coinvolgere più ampi settori dell'opinione pubblica. Cfr. F. Cammarano, *Il progresso moderato*, cit.

Altre voci risultano in questo senso più incisive: in particolar modo è necessario riferirsi agli ambienti dell'Estrema sinistra parlamentare ed extra-parlamentare, delle forze socialiste e degli anarchici. Sul finire degli anni Ottanta, quando le condizioni economiche si aggravano, la disoccupazione aumenta e i disordini si fanno più frequenti, si delineano i contorni dell'immagine negativa del primo ministro. Già nell'ottobre del 1887 Crispi riceve una lettera firmata «gli anarchici di Torino» che gli si rivolgono chiamandolo «pagliaccio voltafaccia»: «Voi e gli altri 507, sarete impiccati alla lanterna, il giorno della rivoluzione anarchica, che non sarà lontano»⁴, minaccia l'anonimo scrittore.

I citati “casi di Roma” dell'8 febbraio 1889 costituiscono un momento decisivo per l'analisi dell'antimito, definitosi negli ambienti da cui diparte la protesta sociale. È all'inizio del 1889 che viene fatto arrivare dalla Francia, subito sequestrato, un volantino diffuso dagli «anarchici di tutta l'Italia»: sulle due pagine a stampa del manifesto, alla difesa dell'anarchia, «l'aspirazione più sublime e grande che il cervello umano abbia giammai concepita», si unisce una critica aspra al «capo banda dei ministri dei bancarottieri e degli affaristi». Non si risparmiano critiche alla vita privata del premier accusato di avere «Achilli con livrea e cocchi» e «Line» che «spendono 20 mila lire in un abito»⁵.

Sotto il suo beato regno si arrestano in massa degli onesti cittadini in tutte le città d'Italia pel semplice motivo non di pensarla come don Ciccio; si buttano in prigione; gli si fanno fare dei mesi ed anche degli anni di carcere preventivo, e quando pare piacerà a sua Eccellenza, si fa il processo e si pronuncia magari, un non farsi luogo a procedere. Questo barbaro sistema è impiegato dal nostro vigliacco governo per mascherare spudoratamente di liberalismo la corrotta giustizia dell'oggi. Non si ha il coraggio di condannare quelli che non sono reazionari, ma poi con un mezzo sleale e codardo si fa subire egualmente una grave pena sotto forma di carcere preventivo.

L'attacco degli anonimi anarchici, pur investendo l'intero sistema borghese, è diretto al «modo infame di agire dell'autocratico governo di Crispi», definito il «più triste fra i tiranni»:

Voi avete accusato gli anarchici di essere un'associazione di malfattori. Ma che siete voi, se non il capo di una banda di malfattori, che cominciando dal ministero stende le sue fila nel parlamento e nel paese? [...]. Volete che ve lo diciamo? Voi rivoluzionario d'ieri, voi già repubblicano intransigente – voi che levavate la voce contro i cortigiani del borbone, del papa, del D di Modena e dell'Austria – voi siete divenuto il più abietto cortigiano d'Europa. La vostra viltà ci fa ribrezzo. E voi medesimo

⁴ Lettera del 28 ottobre 1887, ACS, Pisani Dossi, b. 1, fasc. 10.

⁵ Qui l'insulto si rifà contemporaneamente alla pretesa bigamia di Crispi per cui il plurale del nome proprio “Line” si riferisce ai suoi tre matrimoni e anche alle presunte abitudini dispendiose della moglie di Crispi.

frugando dentro di voi non potete non riconoscervi abietto e disprezzabile⁶.

La propaganda libertaria, che va incontro a severa censura, e dunque soffre di una limitata possibilità di circolazione, non rimane isolata. Già l'anno successivo alcuni contributi a stampa definiscono il governo Crispi come «peggiore di tutti i dispotici»⁷ «che a tirannia fa pur del rossore»⁸. Anche in questo caso, si citano i fatti di Roma del 1889: sono le manifestazioni operaie verificatesi nella capitale – scrive un autore – ad aver permesso a Crispi di «rinnegare i suoi principi liberali» per «stringere – (come suol dire il Signor Dittatore) – *i freni* e fare... il colpo di stato»⁹.

Nello stesso anno, a queste voci di protesta, risponde l'opuscolo di un siciliano che difende l'agire del governo in risposta a «l'elaterio della Statolatria ossia del socialismo» e incita Crispi a proseguire con decisione per raggiungere la «*vittoria più difficile*»¹⁰ contro coloro che chiedono allo Stato la tutela del diritto del lavoro.

Come si vede, già nel corso del primo governo si definiscono due immagini: quella del titano salvatore da una parte, corrispondente, in gradi diversi, a quella coscientemente diffusa da Crispi, e quella del dittatore, che avrà larga fortuna negli anni successivi. È infatti durante l'ultimo mandato che tale scontro di narrazioni risulta più evidente, frutto di un inasprimento dei conflitti politici e sociali che investono l'Italia e segno della capacità polarizzante del premier siciliano fuori e dentro le aule del potere.

L'antimito in parlamento

«*Siete voi che volete la dittatura*»¹¹

L'immagine del Crispi dittatore, affossatore delle libertà statuarie, si definisce all'interno della Camera all'indomani del suo ritorno al potere. A proposito dei primi mesi del 1894 Mario Casella ha scritto:

La tregua di dio che Crispi aveva invocato ritornando al potere e che le forze di opposizione sembravano disposte a concedere, era diventata

⁶ «I fatti di Roma l'otto febbraio 1889», s.d., ACS, CC, DSPP, b. 51, fasc. 314.

⁷ N. Morelli, *Gli orrori e le turpitudini del governo crispino*, Roma, Editore Ciotola, 1890, p. 3.

⁸ N. Vito Colella, *L'ombra di Cavour*, Bari, Fusco, 1890, p. 25.

⁹ N. Morelli, *Gli orrori e le turpitudini del governo crispino*, cit., p. 5.

¹⁰ B. Galletti, *L'onorevole Crispi e l'attualità*, Palermo, Spinnato, 1890, p. 56.

¹¹ M.R. Imbriani, AP, Camera dei Deputati, Legislatura XVIII, I Sessione, Discussioni, II Tornata, 2 giugno 1894, p. 9666.

pressoché impossibile quando, il 20 febbraio 1894, Montecitorio riaprì i suoi battenti per la ripresa parlamentare¹².

A porre fine a quel che era parso un vero plebiscito in favore di Crispi è intervenuta la proclamazione dello stato di assedio in Sicilia, resa nota il 3 gennaio 1894 e seguita poco dopo dalla decisione di estendere l'assedio anche alle provincie della Lunigiana in fermento¹³. Nella lettera inviata al re, con la richiesta di siglare il decreto, Crispi ribadisce la necessità di un «eccezionale rimedio», «come eccezionale è la malvagia azione dei nemici della patria»: essi infatti, «abusando delle garanzie costituzionali», diffondono caos nell'isola e nel continente. In una seconda lettera il premier scrive a Umberto I:

Non è dunque un potere nuovo che si crea: è piuttosto un decentramento che viene applicato. Nessuna autorità è menomata e nessuna autonomia può sentirsi ferita. È una funzione pubblica che si avvicina lì dove esiste il pericolo e che nulla sottrae ad alcuno. Ogni prefetto rimane libero nella sua provincia¹⁴.

La precisazione fatta al re ha una sua motivazione specifica: contrariamente a quanto avveniva in Francia e in Germania, in Italia la possibilità di proclamare l'assedio non è prevista né dallo Statuto né dalle leggi ordinarie. Quando il parlamento riapre è proprio su questo punto che le forze si polarizzano. Per una settimana Crispi riceve le interpellanze dell'Estrema, tutte sintetizzabili in quella dell'onorevole Imbriani del 20 febbraio:

Il sottoscritto interpella il presidente del Consiglio dei ministri per conoscere se in un secolo, quattro generazioni d'italiani hanno pensato, lavorato, sofferto e combattuto per il diritto, la libertà e la giustizia, compiendo venti rivoluzionari per raggiungere il risultato di una Italia in cui il diritto pubblico possa essere calpestato al punto, da rendere possibili *Tribunali-giberne* come quelli di Massa Carrara, e sentenze come quelle pronunziate il 31 gennaio ultimo¹⁵.

I deputati dell'Estrema parlano di «cessazione delle franchigie costituzionali»¹⁶ e attaccano severamente il governo tanto da additarlo come la vera fonte di anarchia nel paese: «voi che andate perseguitando le idee – tuona Imbriani contro Crispi – cercando i socialisti e gli

¹² M. Casella, *Democrazia, socialismo, movimento operaio a Roma (1892-1894)*, cit., p. 317.

¹³ Cfr. A. Boldetti, *La repressione in Italia: il caso del 1894*, cit.; L. Violante, *La repressione del dissenso politico nell'Italia liberale: stati d'assedio e giustizia militare*, cit.; G. Astuto, *Crispi e lo stato d'assedio in Sicilia*, Milano, Giuffrè, 1999.

¹⁴ Lettere al Re, s.d., ACS, CC, DSPP, b. 91, fasc. 4.

¹⁵ M.R. Imbriani, AP, Camera dei Deputati, Legislatura XVIII, Discussioni, Tornata del 20 febbraio 1894, p. 6501.

¹⁶ Ivi, F. Cavallotti, p. 6506.

anarchici, vi dimostrate i primi ribelli al diritto pubblico, i veri anarchici del momento. Perché se si ha un concetto esatto di ciò che è il diritto pubblico, non si può avere su di voi altro giudizio»¹⁷. Cavallotti dichiara che «nelle circostanze e nel modo» della sua adozione, il provvedimento costituisce «qualcosa di assolutamente nuovo nel diritto pubblico»¹⁸ dalla natura esplicitamente antiparlamentare. Bovio agita il pericolo della dittatura, accusando Crispi di volersi aprire «la via sino alla domanda dei pieni poteri»¹⁹. L'altra grave accusa mossa da Altobelli è quella di aver istituito i tribunali militari, non contemplati dalla proclamazione dei precedenti stati d'assedio²⁰, per giudicare i civili, estendendo così leggi procedurali, «limitate ad una sola categoria di cittadini»²¹, a tutti i siciliani.

Per controbattere all'accusa di incostituzionalità, Crispi dimostra che la facoltà di decretare lo stato d'assedio rientra nei poteri dell'esecutivo rifacendosi agli articoli 243 e 246 del codice penale militare relativi alla dichiarazione dello stato di guerra in territori sottoposto all'attacco del nemico. Per accreditare tale ipotesi agita il pericolo di una collaborazione attiva del Vaticano e della Francia nei moti, con lo scopo di proclamare l'autonomia della Sicilia e di farne un protettorato russo. Alludendo alla partecipazione di un nemico esterno Crispi può nazionalizzare la crisi sfruttando i venti francofobi da poco sollevatesi nel paese e stroncare le argomentazioni dell'Estrema relative al problema della legittimità del decreto d'assedio. Al contempo il premier propone una lettura più estesa dello stato di guerra tale da includervi l'agitazione siciliana. Nei suoi appunti scrive:

M'imputano di aver messo lo stato di assedio in tempo di pace. Tempo di pace? La guerra civile è guerra anch'essa. Bande armate scorrazzano nella Lunigiana. In Sicilia erano 19 i comuni insorti. I ribelli saccheggiavano ed uccidevano. Era necessità difendersi contro i nemici della società. Bisogna lodarci per la nostra temperanza. Non si è ricorso alle fucilazioni, come era avvenuto altre volte²².

Screditando le motivazioni addotte dai dirigenti dei fasci, la miseria e la mancanza del lavoro, riconosce nel moto un ordinamento pericoloso mirante alla rottura dell'unità: «È una spedizione all'inverso di quella di Marsala, che si voleva compiere» dice in parlamento il 21 febbraio²³. Per questo, per la difesa delle istituzioni in pericolo, «la quistione costituzionale»

¹⁷ M.R. Imbriani, AP, Camera dei Deputati, Legislatura XVIII, Discussioni, Tornata del 24 febbraio 1894, p. 6674.

¹⁸ Cit. in F. Cammarano, *Storia dell'Italia liberale (18961-1901)*, cit., p. 171.

¹⁹ *Ibidem*.

²⁰ Cfr. L. Violante, *La repressione del dissenso politico nell'Italia liberale: stati d'assedio e giustizia militare*, cit.

²¹ C. Altobelli, AP, Camera dei Deputati, Legislatura XVIII, Discussioni, Tornata del 24 febbraio 1894, p. 6685.

²² Appunto s.d., MRR, b. 830, fasc. 80.

²³ Tornata del 21 febbraio 1894, F. Crispi, *Discorsi parlamentari di Francesco Crispi*, cit., p. 682.

appare del tutto «fuori luogo»²⁴, superata dalla «dura necessità» cui il governo «ha dovuto piegarsi»²⁵, quella della ragion di Stato. Alle accuse di Cavallotti, il premier risponde:

Onorevole Cavallotti, senza avere questo orgoglio e quest'audacia, le dirò una cosa sola ed è questa: chi ama, teme; ed io amo molto l'Italia e temo che si possa sfasciare²⁶.

Così scriveva Emma Perodi restituendo il clima della lunga settimana di dibattiti parlamentari:

L'on. Imbriani, che in quel tempo non taceva un momento, disse: "Crispi allora era diverso" e il Crispi risposegli: "Allora si trattava di fare quell'Italia, che ora si vuol disfare". In queste parole, ripetute alla Camera cento volte, stavano le accuse dell'estrema Sinistra e la difesa del Crispi. Quella rimproveragli di essere cambiato da rivoluzionario in tiranno; ed egli, forte dell'appoggio del paese, dimostrava che non desiderio di potere, ma necessità di proteggere l'Italia, lo aveva costretto ad applicare lo stato d'assedio in Sicilia e in Lunigiana²⁷.

I giornali governativi seguono il passo, invitano alla concordia e definiscono lo stato d'assedio come «opera necessaria»²⁸, un «provvedimento inevitabile, per quanto doloroso»²⁹, constatando la calma della popolazione siciliana di fronte alla decisione³⁰. La scelta è considerata da alcuni provvidenziale; scrive il «Caffaro»:

l'on Crispi accenna finalmente a risvegliarsi: un lampo dell'antica fierezza gli ha attraversata la mente, e ieri il telegrafo ci annunciava che lo stato d'assedio fu dichiarato in Sicilia. Saliamo al Campidoglio a ringraziare gli Dei!³¹

Pochi, fatta eccezione per «La Riforma», il «Don Marzio» e il «Giornale di Sicilia», raccolgono l'ipotesi dell'infiltrazione francese, mentre qualcuno rintraccia le cause della degenerazione siciliana nella nefasta opera di Giolitti:

²⁴ Così annota negli appunti presi alla Camera s.d., ACS, CC, DSPP, b. 91, fasc. 7.

²⁵ F. Crispi, AP, Camera dei Deputati, Legislatura XVIII, Discussioni, Tornata 21 febbraio 1894, p. 6554.

²⁶ Id., *Discorsi parlamentari di Francesco Crispi*, cit., p. 696.

²⁷ E. Perodi, *Roma Italiana*, cit., p. 509.

²⁸ Così titola «L'Opinione», 10 gennaio 1894, ACS, CC, DSPP, b. 92, fasc. 555.

²⁹ *Dalla Sicilia*, «Corriere della Sera», 8 gennaio 1894, ivi.

³⁰ Tra gli articoli presenti nella corposa rassegna stampa, a titolo di esempio: s.t., «Gazzetta di Catania», 5 gennaio 1894; s.t., «Il Popolo Romano», 5 gennaio 1894; *Una corrispondenza da Palermo*, «Perseveranza», 11 gennaio 1894.

³¹ S.t., «Caffaro», 6 gennaio 1894, ivi.

il fatto gravissimo della sospensione delle franchigie costituzionali in una importante parte del regno va posto all'attivo nel libro delle benemerenze dell'onorevole Giolitti³².

Dentro la Camera, i più si lasciano convincere dall'«eccellente performance»³³ politica di Crispi e dall'improbabile ipotesi di un piano rivoluzionario sovranazionale³⁴. Il provvedimento ottiene il voto di fiducia a maggioranza schiacciante: 342 voti a favore, solo 45 contrari e 22 astensioni.

Vista la relativa facilità con cui lo stato d'assedio viene approvato, Crispi tenta un ulteriore passo nel progetto di «repressione e riforme»: all'inizio di aprile presenta alla Camera la legge 314 sui reati commessi con materie esplodenti³⁵. L'occasione gli è fornita dallo scoppio di un grosso ordigno davanti a Montecitorio la sera dell'8 marzo che provoca gravi danni, due morti e alcuni feriti³⁶. Nel suo discorso di presentazione il presidente del Consiglio fa riferimento alle leggi contro le materie esplodenti promulgate in Inghilterra nel 1883, in Germania nel 1884 e in Francia nel dicembre 1893³⁷, nel tentativo di legittimare la proposta; già in questa prima lettura dichiara l'intenzione di completare la legge con altre due, al fine di colpire il «genere di malfattori nuovi»:

Le tre leggi [...] si completano. Noi, pel momento, ci siamo limitati alle materie esplosive; ma ciò non toglie che, con altre leggi posteriori, completassimo anche il concetto cui miriamo, quello, cioè, non solo di punire coloro i quali commettono, con materie esplosive, reati contro la proprietà e contro le persone, ma anche di definire tutti gli altri reati, che, in conseguenza dei nuovi fatti che hanno conturbato la società, richiamano l'attenzione del legislatore. Quindi, la legge che vi abbiamo presentato è la prima, e non sarà l'ultima, di una serie di leggi speciali, che le condizioni del nostro paese esigono³⁸.

E conclude:

³² *La responsabilità*, «Fanfulla», 7 gennaio 1894, ivi. Così anche: V. Riccio, *Responsabilità*, «Gazzetta di Venezia», 9 gennaio 1894; *Le responsabilità di Giolitti nella insurrezione di Sicilia*, «Gazzetta dell'Emilia», 6 gennaio 1894, ivi.

³³ C. Duggan, *Creare la Nazione*, cit., p. 777.

³⁴ Crispi utilizza le informazioni trasmesse da un ex deputato della sinistra e antico cospiratore David Levi che i primi di gennaio invia al presidente le notizie circa un piano francese e cattolico per l'autonomia siciliana, ACS, CC, DSPP, b. 91, fasc. 554.

³⁵ AP, Legislatura XVIII, I sessione, Discussioni, Tornata del 2 aprile 1894, pp. 7285-7324.

³⁶ A questo succede una più piccola esplosione, senza vittime, il 9 maggio presso il palazzo dei conti Odiscalchi a Roma e la detonazione di due ordigni, il 21 maggio, all'annuncio della condanna contro De Felice, al ministero di Grazia e Giustizia e al ministero della Guerra. Per una ricognizione sugli episodi di violenza anarchica cfr. P. Adamo (a cura di), *Pensiero e dinamite. Gli anarchici e la violenza 1892-1894*, Milano, M&B, 2004; P.C. Masini, *Storia degli anarchici all'epoca degli attentati*, Milano, Rizzoli, 1981.

³⁷ In particolar modo si fa ampio riferimento alle leggi antianarchiche approvate nel dicembre 1893 alla Camera francese a seguito dell'attentato di Auguste Vaillant del 9 dicembre dello stesso anno alla Camera dei Deputati.

³⁸ Tornata del 10 aprile 1894, F. Crispi, *Discorsi Parlamentari di Francesco Crispi*, cit., p. 711.

In questi momenti di violenze, che rasentano le barbarie, di reati che non furono creduti mai possibili, di una lotta la quale non ci saremmo attesa, è necessario che una legge speciale porti una modificazione, anzi un miglioramento della legislazione esistente³⁹.

La proposta, pur non incontrando una vera opposizione⁴⁰, non è discussa in seconda lettura. L'allarmato appello del presidente produce un effetto modesto sulla Camera, impegnata nella discussione del bilancio e in cui la maggioranza governativa inizia a sfaldarsi. A giugno, in una manciata di giorni, tutto cambia, e il provvedimento, che pareva dimenticato, diviene oggetto di un'accesa discussione parlamentare: l'attentato di Paolo Lega contro Crispi, quello di Sante Caserio che porta alla morte del presidente della repubblica francese Sadi Carnot e quello del giornalista e garibaldino livornese Giuseppe Bandi per mano di Oreste Lucchesi costituiscono la premessa necessaria alla presentazione del pacchetto di leggi⁴¹. Il governo torna a «battere ancora una volta la grancassa della salvezza dello Stato»⁴², la discussione si prolunga per giorni e le posizioni parlamentari si polarizzano tra sostenitori e oppositori del governo. L'immagine del Crispi tiranno torna di nuovo alla ribalta.

La libertà

Lo stesso giorno dell'uccisione di Giuseppe Bandi, la Camera ascolta la proposta governativa sul progetto di legge relativo ai provvedimenti di pubblica sicurezza, quello per l'apologia di reati per mezzo di stampa e quello, di altro segno, per l'enfiteusi obbligatoria dei latifondi in Sicilia; per tutti e tre Crispi richiede l'urgenza. Il dibattito si preannuncia acceso, poiché giocato sul terreno dei principi: da una parte vi è chi, come Imbriani, mette in guardia il parlamento dal rischio di intraprendere una via «pericolosa» per ciò che vi è «di più sacro sulla terra, vale a dire la libertà» a causa dell'«esagerata commozione»⁴³ provocata dagli attentati, dall'altro i governativi difendono i provvedimenti eccezionali come mezzo per tutelare la libertà contro i «cavalieri della dinamite e del pugnale!»⁴⁴. Scrive Crispi in quei giorni nei suoi diari:

³⁹ Ivi, p. 712.

⁴⁰ Parlano a proposito della legge gli onorevoli Lucchini, Nocito e Mecacci, tutti e tre proponendo alcune modifiche ma sposando lo spirito del progetto. AP, Legislatura XVIII, I sessione, Discussioni, Tornata del 10 aprile 1894, pp. 7513-7550.

⁴¹ Cfr. E. Diemoz, *A morte il tiranno*, cit.

⁴² Così scrive Labriola nel novembre del 1894, cit. in M. Casella, *Democrazia, socialismo, movimento operaio a Roma (1892-1894)*, cit., p. 351 n. 272.

⁴³ M.R. Imbriani, AP, Camera dei Deputati, Legislatura XVIII, I sessione, tornata del 1 luglio 1894, p. 11084.

⁴⁴ Così scrive «La Riforma», in *L'Assassinio del Presidente Carnot*, 26 giugno 1894.

La questione tra me e i miei avversari consiste in questo: resta a vedere quello che intendono i miei avversari per libertà. È libertà, il pugnalarlo gli onesti cittadini? È libertà, gettare le bombe per distruggere i privati o pubblici edifici? È libertà, gettare ordigni esplodenti nelle piazze pubbliche per uccidervi innocenti cittadini? Se credono che questa fosse libertà, non potremmo essere d'accordo⁴⁵.

Lo stesso concetto viene ribadito da «La Riforma» che pubblica un articolo intitolato *Gli assassini di Roma e Lione* a proposito della responsabilità politica degli attentati:

Essa gravita sugli uomini, i quali sotto il pretesto di principii repubblicani e di libertà più estese là dove la libertà è già degenerata in licenza, proclamano nella Camera dei deputati la loro simpatia [...] per ogni disordine [...] che renda difficile l'azione del Governo e che fa di Cipriani e Costa, di De Felice e Bosco, eroi che combattono per i diritti dell'uomo. Costoro ingiuriano i ministri [...] e si oppongono ad ogni legislazione sensata sotto il pretesto di proteggere la libertà dalle usurpazioni di un governo costituzionale⁴⁶.

Il 2 luglio si apre la discussione parlamentare sui singoli progetti con la seconda lettura della prima legge. L'opposizione dei radicali, mancando del tutto quella dei socialisti, si scaglia contro «la stoltezza» del governo e la «feroce severità»⁴⁷ di leggi promulgate *ab irato*. Tuona Imbriani contro Crispi:

vi ridurrete infine alle tenaglie e agli squartamenti. Parlo logicamente! Se i tempi e l'opinione pubblica lo permettessero si finirebbe proprio lì. Fortunatamente quando l'umanità ha fatto trionfare certe idee liberali, non retrocede più!⁴⁸

L'intenzionalità è un altro dei punti chiave attorno a cui ruotano le argomentazioni degli oppositori, in quanto, come dice l'onorevole Barzilai, la Commissione rende reato la detenzione di materiale esplosivo giudicandone aprioristicamente l'intenzione:

Pare a me che sia legittimo di stabilire che chi, senza licenza delle autorità costituite, e senza uno scopo industriale od altro trasporta o tiene in casa materie pericolose, sia, per questo, imputabile di una contravvenzione. Ma volere di ciò fare un delitto; volere ammettere la ricerca del fine doloso,

⁴⁵ Appunto s.d., ACS, CC, Roma, b. 25, fasc. 562, sf. 11.

⁴⁶ *Gli assassini di Roma e Lione*, «La Riforma», 3 luglio 1894.

⁴⁷ C. Altobelli, AP, Camera dei Deputati, Legislatura XVIII, I sessione, tornata del 2 luglio 1894, p. 11123.

⁴⁸ M.R. Imbriani, ivi, p. 11118.

credo che ci porterà per una strada seminata di difficoltà e di pericoli, senza, perciò, raggiungere la mèta che ci siamo prefissi⁴⁹.

Le parole dell'opposizione, «ascoltate con crescente irritazione»⁵⁰ dalla maggioranza, provocano reazioni esasperate. L'onorevole Odescalchi si alza a parlare a favore di provvedimenti più severi e invoca il ripristino della pena di morte pur di «liberarsi di quegli animali», seguendo l'esempio della nazione francese che, dice, «li condanna a morte, e fa bene»:

Nonostante le nostre opinioni diverse, tutti quanti ci troviamo indifesi contro gli anarchici, che formano una società a parte. Essi hanno dichiarato a noi tutti una guerra senza tregua e si servono di tutti i mezzi antichi: giudicano, condannano a morte ed eseguono le sentenze. [...]. Ora io affermo che la società ha diritto di difendersi con gli stessi mezzi e di liberarsi di quegli animali selvaggi⁵¹.

Di maggior forza argomentativa sono gli interventi di Francesco Spirito, relatore della Commissione preposta all'analisi e alla modifica del progetto governativo, e dello stesso Crispi. Entrambi difendono il pacchetto di leggi contestualizzandolo nel quadro europeo. Spirito richiama all'attenzione della Camera le legislazioni di Francia, Svizzera, Spagna e Inghilterra, sostenendo che la legislazione italiana non solo sia parte di una politica di tutela sociale in perfetta sintonia con gli altri Stati liberali d'Europa ma che anzi si distingua per la mitezza delle pene previste:

Questo disegno di legge è così mite, che non c'è paragone possibile fra esso e le altre legislazioni, che ho avuto l'onore di riassumere. [...] Ora, o signori, se così pensa la scienza, se così pensano i popoli civili, se concetti più severi di quelli che vi proponiamo sono stati accettati nelle legislazioni dei paesi più liberali, questo disegno di legge, il quale è ancora mitissimo rispetto a queste altre leggi, che si tiene ancora tanto indietro e rispetta anche oggi i principii scientifici, che noi abbiamo imparato a scuola, merita esso gli attacchi degli onorevoli oratori che hanno parlato? Io credo di no⁵².

Il presidente del Consiglio fa soprattutto riferimento al caso francese e alla concessione al governo di fondi per la pubblica sicurezza. Sostenendo che non si tratti di leggi eccezionali ma di naturali modifiche dovute all'evolversi dei casi e dei tempi, conclude definendo il

⁴⁹ S. Barzilai, *ivi*, p. 11117.

⁵⁰ A. Boldetti, *La repressione in Italia: il caso del 1894*, cit., p. 497.

⁵¹ B. Odescalchi, AP, Camera dei Deputati, Legislatura XVIII, I sessione, tornata del 2 luglio 1894, p. 11140.

⁵² F. Spirito, *ivi*, p. 11128.

progetto come il più «mite di tutte le leggi che furono fatte in altri paesi fino ad oggi»⁵³. La comparazione con l'Europa infervora Imbriani che tuona «dovete sempre imitare!»⁵⁴, ma in generale funziona per convincere la Camera che l'intenzione del governo sia «d'imitare le cose buone»⁵⁵.

Negli stessi giorni, «La Riforma» pubblica numerosi articoli di fondo concernenti le varie legislazioni eccezionali europee⁵⁶ insistendo sull'approvazione della terza legge antianarchica⁵⁷ alla Camera francese; a tal proposito, prendendosi gioco dei deputati che «si atteggiavano a rivendicatori delle libere franchigie, anche quando nessuno intende di menomarle», scrive:

A questi liberi e facili docenti di liberalismo nella cattedra di Montecitorio viene oggi a mancare una delle loro predilette argomentazioni. Essi, infatti, solevano additare la Francia come faro luminoso, dal quale dovevamo trarre la luce per dare alle nostre istituzioni politiche la vera impronta della libertà. [...] Ed anche in questi ultimi giorni, allo scopo di contrastare il passo al progetto del Gabinetto italiano, si udì citare l'esempio della Francia. [...] Non appena però il Governo della Repubblica ha ripreso il normale cammino [...] il suo primo atto è stato quello appunto di togliere agli anarchici uno dei loro più facili e potenti mezzi per la malvagia propaganda, ponendo freni severi alla stampa fomentatrice dei misfatti. In verità, se di fronte alla guerra comune che tutti gli Stati civili sono ora costretti a sostenere per garantire il loro massimo bene, si potesse fare questione di preminenza, l'Italia avrebbe cagione di essere lusingata, vedendo che le sue leggi sono immediatamente raccolte e imitate nei paesi che si citano a modello di libero regime. In Francia, anzi, non solo s'è giudicato imitabile il progetto italiano, ma se n'è accentuato sensibilmente il rigore. Nella nuova legge nostra votata dalla Camera elettiva non è vietata la pubblicità dei dibattimenti, quando si discutono le cause contro gli anarchici e non è nemmeno interdetta ai giornali di qualsivoglia colore la pubblicazione dei resoconti⁵⁸.

Sullo stesso numero, in prima pagina, si riporta un discorso di Lord Salisbury relativo alla necessità di espellere gli elementi pericolosi «non solo per interesse proprio, ma anche per sentimento di dovere verso le altre nazioni». Il progetto di legge inglese, si scrive, è passato

⁵³ F. Crispi, *ivi*, p. 11129.

⁵⁴ M.R. Imbriani, *ivi*, p. 11133.

⁵⁵ F. Spirito, *ibidem*.

⁵⁶ Cfr. *Da Monarchia a Repubblica*, «La Riforma», 9 luglio 1894; *Legislazione antianarchica*, «La Riforma», 11 luglio 1894.

⁵⁷ Si scrive il 9 luglio: «Il progetto deferisce ai Tribunali Correzionali i delitti di provocazione mediante la stampa, ovvero mediante discorsi incitanti all'assassinio, al saccheggio, all'incendio e ad attentati mediante esplosivi, nonché i reati e delitti contro la sicurezza dello Stato e l'apologia di tali reati. La pubblicità dei dibattimenti nei processi contro gli anarchici sarà proibita e sarà considerata come reato punibile con pene più severe. Il resoconto di tali processi è vietato e sarà punito coll'ammenda da 300 a 10,000 franchi», *Da Monarchia a Repubblica*, «La Riforma», 9 luglio 1894.

⁵⁸ *Ibidem*.

in prima lettura⁵⁹. La comparazione rimane una delle maggiori argomentazioni del partito governativo a sostegno delle leggi e aiuta a rafforzare il consenso: in particolar modo il presidente del Consiglio aveva studiato i provvedimenti adottati dalla Francia nel 1893⁶⁰ e analizzato alcuni procedimenti delle corti d'appello francesi⁶¹.

Il 7 luglio si procede dunque alla terza lettura e, simultaneamente, alla prima lettura della seconda legge. L'opposizione contro quest'ultima è più vivace rispetto alla precedente: alle voci dell'Estrema si uniscono anche quelle dei socialisti, sotto la comune bandiera della libertà in pericolo. Enrico Ferri svolge una violenta requisitoria contro il governo:

Voi rinnegate quei principi di libertà pubblica, che sono la ragione storica della rivoluzione compiuta dalla borghesia alla fine del secolo scorso e condotta fino ai giorni nostri con beneficio della classe che sta ora al potere. Voi rinnegate queste pubbliche libertà perché ora noccono a voi; e perché a questa falange di lavoratori a cui [...], voi avete dato l'istruzione popolare, voi avete dato la sovranità politica col diritto di voto, che tuttavia ora ritogliete per la stessa legge di fatalità storica⁶².

Alle critiche risponde «La Riforma» che difende le leggi contro la propaganda anarchica:

è soprattutto nell'interesse della libertà che noi reclamammo e reclamiamo energiche misure contro gli anarchici; ogni ritardo nel prenderle ci apparisce pericoloso, principalmente perché renderà inevitabili delle misure anche più severe, ed alimenterà nell'animo di molti il dubbio che un regime liberale non sia adatto a ridurre sollecitamente all'impotenza quei tristi od incoscienti nemici della società civile⁶³.

Dentro la Camera è invece il guardasigilli Calenda di Tavani che interviene più incisivamente a favore della proposta, leggendo un articolo estratto dal foglio «Grido degli oppressi» di Ancona in cui si esorta il popolo a chiedere il pane «col pugnale in mano»: di fronte a questo, conclude, «il Governo non poteva non fare quello che ha fatto»⁶⁴. La sessione si chiude con la votazione dell'emendamento proposto dall'onorevole Barzilai per rendere di competenza dell'Assise il reato di propaganda per la disobbedienza alle leggi, di apologia al delitto e di

⁵⁹ *L'anarchismo*, «La Riforma», 9 luglio 1894.

⁶⁰ Sulla copia a stampa dei disegni di legge Crispi annota: «È questa una disposizione degna di essere imitata» e «Sarebbe utile introdurre nel nostro codice l'arresto preventivo per questi reati». ACS, CC, Roma, b. 25, fasc. 562.

⁶¹ Mi riferisco in particolar modo a un procedimento del gennaio 1894 della Cour d'appel de Toulouse di cui Crispi conserva tra le sue carte una copia sottolineata, sul cui margine lui stesso scrive «sulle grida sovversive», *ivi*.

⁶² E. Ferri, AP, Legislazione XVIII, I sessione, Discussioni, Tornata del 7 luglio 1894, p. 11407.

⁶³ *Per la difesa sociale*, «La Riforma», 7 luglio 1894.

⁶⁴ V. Calenda di Tavani, AP, Legislazione XVIII, I sessione, Discussioni, I Tornata del 7 luglio 1894, p. 11422.

eccitamento all'odio fra le classi per mezzo di stampa. La Camera lo respinge con una considerevole maggioranza.

*«Un pericoloso abisso»*⁶⁵

A chiusura della sessione parlamentare del 7 luglio, Crispi propone di discutere i provvedimenti sulla pubblica sicurezza per la seduta successiva ma l'ultima legge, la più osteggiata, dà subito adito alle polemiche. Cavallotti dichiara di credere necessario, per un progetto comportante «una tal gravità di disposizioni», «ben altre condizioni dell'assemblea»⁶⁶. Crispi, confortato e quasi euforico per il passaggio dei primi due progetti, non si lascia intimorire, definendo l'indugio «una colpa» e ottenendo numerose approvazioni dalla Camera. A questo punto l'Estrema sceglie la via dell'ostruzionismo, le «chiassate», come scrive «La Riforma»⁶⁷, tentando di rimandare l'approvazione, vista l'impossibilità di raccogliere una maggioranza alla Camera. Alla fine, anche a causa dell'abbandono dell'aula da parte dei deputati oppositori nel corso della votazione nominale, il progetto è iscritto all'ordine per il giorno successivo⁶⁸. Non solo. Il 9 stesso vengono votati a scrutinio segreto i primi due progetti di legge che passano a larga maggioranza. Per il giorno successivo il governo sceglie di placare le opposizioni presentando un contro-progetto della legge, frutto della collaborazione della Commissione esaminatrice con l'avvocato Lucchini, esponente dell'Estrema. A questo punto niente può ancora rimandare «la grande battaglia»⁶⁹: la discussione si svolge il 10 e l'11 luglio nella canicola romana.

L'opposizione lotta strenuamente contro il progetto considerato «una nuova e violenta manomissione di ogni principio di libertà e giustizia»⁷⁰ da parte di un governo che, come sostiene Imbriani, abitua il paese alle violazioni delle guarentigie statuarie e che con il domicilio coatto si rende colpevole di «una vergogna italiana [...] prodotto dell'aberrazione del senso giuridico»⁷¹.

⁶⁵ P. Aprile, AP, Camera dei Deputati, Legislazione XVIII, I sessione, Discussioni, Tornata del 10 luglio 1894, p. 11456.

⁶⁶ AP, Camera dei Deputati, Legislazione XVIII, I sessione, Discussioni, Tornata del 7 luglio 1894, p. 11426.

⁶⁷ *I provvedimenti di pubblica sicurezza*, «La Riforma», 7 luglio 1894.

⁶⁸ Ci sono solo 227 deputati di cui 252 votanti e solo 2 rispondono negativamente alla proposta. Cfr. AP, Camera dei Deputati, Legislazione XVIII, I sessione, Discussioni, Tornata del 9 luglio 1894, p. 11429-11434.

⁶⁹ Così scrive Crispi a Lina, lettera del 5 luglio 1894, ACS, Palumbo Cardella, b. 6.

⁷⁰ C. Altobelli, AP, Camera dei Deputati, Legislazione XVIII, I sessione, Discussioni, Tornata del 10 luglio 1894, p. 11442.

⁷¹ M.R. Imbriani, AP, Camera dei Deputati, Legislazione XVIII, I sessione, Discussioni, Tornata meridiana del 11 luglio 1894, p. 11520.

In particolar modo si critica il carattere retroattivo del primo articolo per cui, dice Barzilai, sarebbe stato possibile mandare a domicilio coatto «anche i precedentemente assolti»⁷² e la vaghezza dell'articolo 3, che definisce una vera «legge dei sospetti» con cui si permette alla pubblica sicurezza «di mettere le mani addosso a tutti i cittadini»⁷³. L'onorevole Aprile in questo senso afferma:

Non abbiamo leggi sulle associazioni. Non sappiamo precisamente quali, secondo il nostro diritto, siano legittime o no, non diamo neanche ai nostri magistrati la facoltà di giudicarle penalmente ed arriviamo all'estremo assurdo di sanzionare [...] il solo far parte di una Società, che non è stata additata alla coscienza pubblica come criminosa⁷⁴.

La maggiore argomentazione dell'opposizione è quella per cui il governo stia facendo passare una legge politica tentando in tutti i modi di mascherarne la natura. L'onorevole Altobelli aveva sostenuto tale tesi già durante la terza lettura della prima legge⁷⁵ e nella seduta dell'11 luglio ribadisce con forza che attraverso un disegno di legge «eminentemente politico» Crispi voglia «sbarazzarsi di avversari incomodi e turbolenti» così da «conservare la pelle di ministro vita natural durante»⁷⁶. Allo stesso modo parla Imbriani, minacciando la Camera con un'imperiosa esclamazione:

Fate che domani questa legge passi, ed in ogni comunello gli avversari di chi sta su, saranno designati come anarchici. Voi non pensate al cumulo di odii, di ire, di rancori e di vendette che andate preparando. Egli è certo che in tutti i paesucoli, in tutti i piccoli centri, i partiti, i quali vogliono rimanere al potere, o coloro che vogliono vendicarsi degli altri, lanceranno agli avversari ed ai nemici l'accusa di anarchici⁷⁷.

Le accuse sono, come Crispi stesso dice, «la più grande offesa che ad esso si possa fare»⁷⁸ ma l'esecutivo è pronto a rispondere e a portare avanti la sua battaglia.

«Barbarie nuova. Odio contro l'autorità. Violenza. Spirito di distruzione. Attentati contro l'ordine [civile]. Non è questione di forma di governo»⁷⁹: con queste parole, appuntate da

⁷² A parlare è l'onorevole Barzilai. AP, Camera dei Deputati, Legislazione XVIII, I sessione, Discussioni, Tornata del 10 luglio 1894, p. 11454.

⁷³ N. Badaloni, *ivi*, p. 11469.

⁷⁴ P. Aprile, *ivi*, p. 11456.

⁷⁵ AP, Camera dei Deputati, Legislazione XVIII, I sessione, Tornata meridiana del 7 luglio 1894, p. 11896.

⁷⁶ C. Altobelli, AP, Camera dei Deputati, Legislazione XVIII, I sessione, Tornata meridiana del 10 luglio 1894, p. 11442.

⁷⁷ M.R. Imbriani, *ivi*, p. 11461.

⁷⁸ F. Crispi, AP, Camera dei Deputati, Legislazione XVIII, I sessione, II Tornata dell'11 luglio 1894, p. 11548.

⁷⁹ Appunto s.d., ACS, CC, Roma, b. 25, fasc. 562, sf. 11.

Crispi su un foglietto senza data, è possibile riassumere le argomentazioni del governo durante la discussione sulla terza legge antianarchica⁸⁰. È evidente come il primo ministro rifiuti la possibilità di categorizzare il delitto anarchico come una ribellione di natura politica, volta a mutare la forma di uno o più istituti politici con lo scopo di migliorarli secondo una determinata concezione⁸¹. Allo stesso modo, il ministro di Grazia e Giustizia Calenda di Tavani sostiene che il provvedimento legislativo non sia che un mezzo di difesa di «quell'ordinamento sociale nel quale l'umanità si è adagiata da secoli»⁸². L'assenza di «finalità politiche» «negli intendimenti del Governo»⁸³ è confermata dal vibrante discorso tenuto da Crispi:

Oggi abbiamo contro la società un nemico nuovo, surto da poco tempo, che insidia la famiglia, la proprietà, l'onore, la religione; insidia tutto ciò che vi è di sacro, e non sa quel che si voglia. Io capisco il repubblicano, capisco il socialista; non capisco l'anarchico⁸⁴.

A sostenere questa tesi interviene ovviamente «la Riforma» che già dal mese di giugno ritorna con insistenza sulla necessità di provvedimenti miranti alla difesa sociale contro una setta che sparge «distruzione e assassinio» «non come mezzo, ma *come fine*»⁸⁵. La stampa crispina segue da vicino l'evolversi del dibattito e ripropone con martellante frequenza che «la società civile di fronte agli anarchici è in stato di legittima difesa, ed occorrerebbe un fenomenale accecamento per sostenere che in tale difesa abbia ecceduto od ecceda»⁸⁶ essendo «diritto indeclinabile dei Governi il tutelare la società, così com'è, nelle sue primordiali istituzioni, da chi le vorrebbe distrutte»⁸⁷. Alla delegittimazione politica del reato anarchico contribuisce «tutta una biblioteca di antropologia criminale»⁸⁸: la scuola lombrosiana infatti, interpretando l'anarchismo come una devianza patologica all'interno della compagine sociale, offre terreno

⁸⁰ Anche durante le precedenti discussioni Crispi aveva più volte precisato che la natura della legge non fosse politica.

⁸¹ Sul delitto politico cfr. F. Colao, *Il delitto politico tra Ottocento e Novecento: da "delitto fittizio" a "nemico di Stato"*, Milano, Giuffrè, 1896; M. Sbriccoli, *Il diritto penale sociale, 1883-1912*, «Quaderni fiorentini per la storia del pensiero giuridico moderno», vol. III-IV, Milano, Giuffrè, 1974-75, pp. 557-645.

⁸² B. Calenda di Tavani, AP, Camera dei Deputati, Legislazione XVIII, I sessione, II Tornata del 11 luglio 1894, p. 11508.

⁸³ F. Crispi, *ivi*, p. 11511.

⁸⁴ *Id.*, *ivi*, p. 11514.

⁸⁵ Così scrive Ettore Sernicoli nella sua relazione a Crispi, 15 gennaio 1894, ACS, CC, Roma, busta 25, fasc. 562.

⁸⁶ *I provvedimenti contro gli anarchici*, «La Riforma», 13 luglio 1894.

⁸⁷ *I provvedimenti di pubblica sicurezza*, «La Riforma», 7 luglio 1894.

⁸⁸ E. Diemoz, *A morte il tiranno*, cit., p. 146.

scientifico alla posizione del governo liberale⁸⁹. La stessa fisionomia dell'attentatore di Crispi permette di attestare la natura sociale del delitto. Scrive «La Riforma» il 20 luglio:

Paolo Lega è già nel gabbione: mi si dice che vi è stato condotto una mezza ora fa, per impedire che passi tra la folla. Lega non presenta il bell'aspetto, che secondo Lombroso, hanno i delinquenti politici. Basso, tozzo, tarchiato, ha una fisionomia grossolana; testa grossa, occhio sproporzionato, baffetti e capelli neri. Gira l'occhio per l'aula con grande tranquillità e sempre solo stupefatto di vedere noi giornalisti. [...] Nessuna emozione si legge in quel viso [...]. [...] Durante la lettura (della sentenza) Lega mantiene lo stesso contegno indifferente, e, quando il cancelliere arriva al momento in cui compì il reato, volge lo sguardo attorno, con aria baldanzosa⁹⁰.

Tale delegittimazione non è priva di conseguenze politiche: il governo può in questo modo rubricare il reato tra quelli comuni descritti dall'articolo 248 del codice Zanardelli⁹¹.

Titano o dittatore

Le tre leggi ottengono l'approvazione rispettivamente della Camera dei deputati e del Senato l'11 e il 12 dello stesso mese. Crispi dimostra, nel corso del dibattito, una conoscenza approfondita delle legislazioni già approvate degli altri paesi europei, comparabili a quella da lui proposta, e del fenomeno dell'anarchismo⁹² e presenta la questione in termini di fiducia

⁸⁹ Sebbene le teorie lombrosiane, in particolar modo l'opera *Gli anarchici* edita nel 1894, prestino «una sorta di copertura "scientifica" all'utilizzo del domicilio coatto nei confronti degli oppositori politici previsto dalla legge speciale del 1894», Lombroso come altri, tra cui De Amicis, avevano preso posizione a favore del socialismo già dal 1890, deluso dal governo Crispi in particolar modo a seguito della promulgazione del Codice Zanardelli. Cfr. S. Montaldo, P. Tapper (a cura di), *Cesare Lombroso cento anni dopo*, Torino, Utet, 2009, p. 96, n. 18; cfr. anche: S. Montaldo (a cura di), *Cesare Lombroso: gli scienziati e la nuova Italia*, Bologna, Il Mulino, 2010.

⁹⁰ *In tribunale-Il processo Lega*, «La Riforma», 20 luglio 1894.

⁹¹ In questo modo sarebbe stato possibile ricorrere all'apparato delle norme di polizia e di prevenzione, i modelli di incriminazione sarebbero stati di più semplice applicazione e la competenza dei reati sarebbe spettata ai tribunali comuni. Si evitava così la giuria popolare, accelerando il processo di cui si vietava la pubblicità e di cui la competenza sarebbe spettata al solo personale togato. Infine, ai reati comuni erano negati i benefici giuridici concessi ai reati politici, tra cui l'amnistia. La terza legge prevedeva inoltre che coloro che avevano già avuto una condanna potessero essere segnalati dal prefetto se ritenuti pericolosi per la società a una Commissione incaricata di stabilire la condanna (la quale nella maggior parte dei casi, li relegava al confino). La Commissione era composta dal presidente del tribunale, dal procuratore del re e da un consigliere di prefettura. In questo modo il governo si arrogava il diritto di stabilire, tramite il prefetto, chi fosse passibile di condanna al domicilio coatto, senza dover passare per i tribunali. Sarebbe stato sufficiente che «il prefetto qualificasse come «sovversiva» un'associazione o una categoria, per rendere l'associazione o la categoria stessa passibile di decreto di scioglimento e gli affiliati passibili di giudizio». E. Diemoz, *A morte il tiranno*, cit., p. 642. Cfr. A. Boldetti, *La repressione in Italia: il caso del 1894*, cit.; L. Violante, *La repressione del dissenso politico nell'Italia liberale: stati d'assedio e giustizia militare*, cit.

⁹² Prima dell'inizio del dibattito parlamentare Crispi aveva rispolverato i precedenti legislativi italiani del nuovo disegno di legge sui provvedimenti di pubblica sicurezza, facendosi inviare dall'archivio del ministero dell'Interno le copie a stampa della legge del 7 febbraio 1864 sulla repressione del brigantaggio nelle provincie napoletane con il regolamento a esse relativo, copia a stampa della relazione da lui stesso tenuta alla Camera sulla legge 17 maggio 1866 a favore della concessione di poteri eccezionali al governo per la gestione della

verso l'uomo al governo: «Le leggi preventive sono tutte leggi di fiducia. Ci sono deputati che certe facoltà le affiderebbero ad alcuni ministri, le negherebbero ad alcuni altri»⁹³, dichiara l'11 luglio. La Camera si mostra sensibile all'appello presidenziale. I deputati che sposano il progetto lo fanno anche, come dice l'onorevole Vastarini Cresi, in nome del credito attribuito al premier:

In mezzo a tanti mali, però, v'ha un conforto, che solo mantiene in tutti la speranza di poterli superare. Questo conforto deriva dall'affetto indistruttibile per l'unità della patria. Finché questo affetto riscalderà l'animo degli italiani, nessun sacrificio parrà loro troppo grave. In nome suo l'esausto contribuente offre l'ultimo obolo; e l'uomo adusato al vivere libero rinuncia temporaneamente alle franchigie della libertà. Ed io, se voto il passaggio alla discussione degli articoli di questa legge, lo faccio perché la lealtà della sua applicazione è confidata a Francesco Crispi, che è una delle più alte e delle più vive espressioni dell'unità e della patria⁹⁴.

Chi al contrario si oppone alle leggi, ribadisce la sua sfiducia nei confronti del «nuovo dittatore» che «ha ceduto alle intimidazioni di idrofobi reazionari»⁹⁵ tradendo le convinzioni politiche del passato: in particolar modo diversi deputati dell'Estrema ricordano un discorso di Crispi contro il domicilio coatto del 1875. L'onorevole Barzilai rimprovera allo statista siciliano di voler legittimare il provvedimento chiamando in causa l'amor di patria e ricorda la posizione di Garibaldi a proposito del domicilio coatto:

Ed a tal punto io vorrei chiedere all'onorevole Crispi di non rievocare a giustificazione di questo disegno di legge quelle parole e quel sentimento che tante volte, con la sua autorità, egli ha voluto evocare in questa Camera. Non ci parli, per giustificare questa sanzione, della patria, perché io potrei rispondere a lui con le parole di uno, che della patria fu il cavaliere più puro e più glorioso, con le parole di Giuseppe Garibaldi, il quale, quando nel 1875 si discuteva in questa Camera un disegno di legge, in molta parte simile a questo scriveva una lettera famosa, che in questa Camera era letta da Benedetto Cairoli; facendo appello al sentimento di

sicurezza interna dello Stato, il testo definitivo di tale legge e la copia a stampa dei provvedimenti eccezionali di pubblica sicurezza, leggi del 6 luglio 1871 e del 3 luglio 1875, rivolti anche questi contro gli anarchici. Infine, aveva esteso le sue conoscenze sull'anarchismo grazie ai rapporti dell'agente di polizia Ettore Sernicoli. Nell'archivio crispino è conservato un'interessante rapporto circa il movimento anarchico cui l'agente allega tre documenti a stampa: un primo sugli esplosivi, un secondo che contiene un elenco dettagliato della stampa anarchica europea e americana e un terzo in cui si richiamano i principali attentati anarchici degli ultimi anni. ACS, CC, Roma, b. 25, fasc. 562. Nel sf. 3 si trova la copia a stampa della Relazione dell'ispettore di Pubblica sicurezza di Sernicoli. La relazione, datata 15 giugno 1894, sarebbe divenuta nell'ottobre dello stesso anno, una pubblicazione in due tomi intitolata *L'anarchia e gli anarchici*, Milano, Treves.

⁹³ F. Crispi, AP, Camera dei Deputati, Legislazione XVIII, I sessione, Discussioni, II Tornata dell'11 luglio 1894, p. 11514.

⁹⁴ A. Vastarini Cresi, AP, Camera dei Deputati, Legislazione XVIII, I sessione, Discussioni, Tornata del 10 luglio 1894, p. 11451.

⁹⁵ C. Altobelli, ivi, p. 11441.

patria, ai governanti di allora diceva: “Ritraetevi dal mal passo! Te lo dico io che ho il nome e la vita consacrato a questo ideale della patria”. E la voce dell'eroe si ripercuote oggi nei continuatori delle sue idee e delle sue lotte, in una associazione che ha alla sua testa il figlio di Giuseppe Garibaldi, che raccoglie nel suo seno il fiore dei superstiti dell'epopea garibaldina, e che in questi giorni, a nome dello stesso concetto di patria, domandava al Governo di non insistere in questo disegno di legge⁹⁶.

E l'onorevole Luzzatto segue il passo:

Onorevole Crispi, che i tempi corrano torbidi può essere; ma voi avete scritto una pagina splendida nella storia del nostro risorgimento: concedete a me di constatare che non vi lascerete assorbire da idee di reazione e che non lascerete cancellare la miglior parte di quel ch'è scritto in quelle pagine. Onorevole Crispi, l'augurio che vi fa chi è vostro avversario politico, ma non è vostro nemico, è questo: ritirate quella legge: tornate all'antico!⁹⁷

Se dunque è possibile rintracciare un certo grado di personalizzazione del discorso parlamentare attorno alle leggi, il sostegno ottenuto dal governo su un progetto che comporta severe limitazioni della libertà personale, va contestualizzato all'interno di una dimensione più ampia, europea, in cui si registra una diffusa tendenza all'eclissamento degli ideali liberali. È l'influenza della lezione prussiana che favorisce, «sul piano delle cose», un diverso approccio alla gestione dello Stato, prima ancora che «sul piano delle idee»⁹⁸, e che conduce a un ripensamento circa le possibili estensioni del potere statale. Tale influenza trova terreno fertile nell'Italia degli anni Novanta in cui la lotta politica «si era spostata intorno a nuovi contrasti e con nuovi protagonisti»⁹⁹ ponendo in pericolo la «visione socialmente ristretta»¹⁰⁰ su cui poggia lo Stato liberale. La crescita del socialismo, uno «Stato nello Stato»¹⁰¹ secondo una relazione al ministero dell'Interno dell'ottobre del 1894, induce la maggioranza a scegliere la via della difesa giuridica dello *status quo*, affidando la gestione dell'emergenza all'eccezionale legittimazione della sospensione delle libertà statuarie. A facilitare il ricorso a tale misura interviene il riferimento alla nazione francese dove lo stato d'assedio rientra nelle misure legali cui può appellarsi il governo in caso di insurrezione interna e prevede

⁹⁶ S. Barzilai, *ivi*, p. 11446-7.

⁹⁷ R. Luzzatto, AP, Camera dei Deputati, Legislazione XVIII, I sessione, Discussioni, Tornata del 10 luglio 1894, p. 11467.

⁹⁸ R. Vivarelli, *Fascismo e storia d'Italia*, Bologna, Il Mulino, 2008, p. 54.

⁹⁹ G. Manacorda, *Crisi economica e lotta politica in Italia, 1892-1896*, Torino, Einaudi, 1968, p. 118.

¹⁰⁰ G. Astuto, *L'amministrazione italiana. Dal centrismo napoleonico al federalismo amministrativo*, Roma, Carocci, 2009, p. 123.

¹⁰¹ Relazione al ministero degli interni, cit. in M. Casella, *Democrazia, socialismo, movimento operaio a Roma (1892-1894)*, cit., p. 351.

l'introduzione di tribunali militari straordinari la cui competenza è estesa al giudizio dei civili. Non solo. Pesa nella decisione quasi unanime, se si esclude l'Estrema, il diffuso pregiudizio sul Mezzogiorno, travagliato sin dalla proclamazione dell'unità da difficoltà sociali ed economiche che appaiono estranee al resto della penisola e che avevano già in passato richiesto una soluzione di forza¹⁰². L'appello allo stato d'emergenza era del resto «vecchio quanto lo Stato italiano»¹⁰³, adottato dalla Destra contro il brigantaggio e da Depretis per domare gli scioperi agrari, e ritorna ora in auge come unica soluzione di fronte al disordine montante delle provincie meridionali che rischiano di contagiare il continente¹⁰⁴. Emerge dunque, dietro al dibattito tra il Crispi salvatore e il Crispi tiranno, una questione più complessa relativa al difficile rapporto tra la proclamazione costituzionale della libertà e il suo esercizio in funzione antagonista al blocco dominante, «tra il potere di *una* classe, e la libertà di *tutti* i cittadini»¹⁰⁵.

Lo scontro parlamentare, per il momento incapace di produrre cambiamenti apprezzabili in termini politici, trova eco fuori le camere, dove le forze si polarizzano e, per i due anni che precedono Adua, Crispi è al centro di un aspro dibattito sulla carta stampata e nelle piazze del Regno. Gli «abbasso Crispi» e i «viva Crispi» che si alterneranno nei difficili mesi del suo ultimo mandato restituiscono l'immagine di una nazione «percorsa da fratture numerose e multiformi che la dividono secondo linee molteplici ed in varia direzione»¹⁰⁶, più di quello che la maggioranza con cui si approvano le leggi eccezionali e lo stato d'assedio sanno restituire. Tra il 1894 e il 1896 «cattolici, anarchici, socialisti, repubblicani e radicali [...] pur con motivazioni e scopi diversi» si trovano uniti a combattere «la politica repressiva e reazionaria del “dittatore” siciliano»¹⁰⁷. In particolar modo, il decreto del gennaio 1894 produce un avvicinamento fra repubblicani e radicali, delusi dall'uomo «meschino, corrotto e corruttibile, politicamente opportunisto e sleale»¹⁰⁸, e tra questi e i socialisti. Il gruppo di

¹⁰² Cfr. A. Brunialti, *Il diritto costituzionale e la politica nella scienza e nelle istituzioni*, in AA.VV., *Biblioteca di Scienze politiche e amministrative*, vol. IV, pt. 2, Torino, 1900, pp. 952 e sgg.; P. Macry, *Se l'unità crea divisione. Immagini del Mezzogiorno nel discorso politico nazionale*, in L. Di Nucci, E. Galli Della Loggia (a cura di), *Due nazioni. Legittimazione e delegittimazione nella storia dell'Italia contemporanea*, Bologna, Il Mulino, 2003, pp. 63-92.

¹⁰³ E. Diemoz, *A morte il tiranno*, cit., 2010, p. 72.

¹⁰⁴ U. Allegretti, *Dissenso, opposizione politica, disordine sociale: le risposte dello Stato liberale*, in *Storia d'Italia*, vol. XII, *La criminalità*, Torino, Einaudi, 1970; cfr. anche: S. Moccia, *La perenne emergenza. Tendenze autoritarie nel sistema penale*, Napoli, ESI, 1997; P. Troncone, *La legislazione penale dell'emergenza in Italia. Tecniche normative di incriminazione e politica giudiziaria dallo Stato liberale allo stato democratico di diritto*, Napoli, Jovene, 2001.

¹⁰⁵ M. Sbriccoli, *Dissenso politico e diritto penale in Italia tra Otto e Novecento. Il problema dei reati politici dal 'Programma' di Carrara al 'Trattato' di Manzini*, «Quaderni fiorentini per la storia del pensiero giuridico moderno», II, 1973, pp. 607-702, p. 611. Cfr. anche: R. Vivarelli, *Italia liberale e fascismo. Considerazioni su una recente storia d'Italia*, «Rivista storica italiana», 1970, ora in Id., *Il fallimento del liberalismo*, Bologna, Il Mulino, 1991.

¹⁰⁶ U. Allegretti, *Dissenso, opposizione politica, disordine sociale: le risposte dello Stato liberale*, cit., p. 737.

¹⁰⁷ M. Casella, *Democrazia, socialismo, movimento operaio a Roma (1892-1894)*, cit., p. 286.

¹⁰⁸ *La maschera finale*, «Don Chisciotte», 11-12 gennaio 1894, cit. in ivi, p. 298, nota 63.

Turati infatti, di contro al “dittatore”, «modifica i termini della questione del rapporto con gli “affini”, che era già stata posta a seguito del Congresso di Genova»¹⁰⁹ del 1892, quando si erano abbandonati «i vecchi lidi di un socialismo dogmatico e utopico per volgersi verso una visione più realista della vita politica e sociale»¹¹⁰, aprendo a possibili alleanze tattiche elettorali¹¹¹. Dopo le leggi di luglio, tale vicinanza si sostanzia nell’esperimento della Lega per la difesa della libertà, primo passo verso il successivo accordo elettorale tra radicali e socialisti in vista delle amministrative del 1895, giocate sul terreno dell’anticrispismo.

Così Guglielmo Ferrero sintetizza ne *La reazione* la polarizzazione delle posizioni tra sostenitori e nemici di Crispi nei primi anni Novanta:

Nessun uomo, in questo secolo, ha avuto in Italia mai tanta potenza; ha improntato tanto del suo carattere la vita politica della nazione; ha eccitato tanti entusiasmi, tante speranze, tanti odi; nessuno ha eclissato così interamente tutto il mondo politico che gli sta dietro¹¹².

La guerra di carta

Gli anarchici e la propaganda contro il ministro dell’agonia

Tra i fautori più convinti dell’anima dittatoriale di Crispi vi sono gli anarchici che riconoscono in lui l’incarnazione del sistema che aspirano a demolire. Durante l’ultimo mandato crispino, la violenza raggiunge livelli preoccupanti, tanto che gli anni del biennio 1892-1894 sono stati definiti «del terrore»¹¹³. I libertari si muovono nell’ombra tra l’Italia e la Francia¹¹⁴ e reclamano il loro diritto all’esistenza politica con una tenace opera di propaganda, organizzando meeting e diffondendo materiale a stampa¹¹⁵. I manifesti, spediti da città del Regno o da capitali

¹⁰⁹ G. Candeloro, *Storia dell’Italia moderna*, vol. IV, *Lo sviluppo del capitalismo e del movimento operaio*, cit., p. 436.

¹¹⁰ V. Castronovo, *La Stampa 1867-1925: un’idea di democrazia liberale*, cit., p. 103.

¹¹¹ Cfr. G. Arfè, *Storia del socialismo italiano (1892-1926)*, Torino, Einaudi, 1965; L. Valiani, *Questioni di storia del socialismo*, Torino, Einaudi, 1975; R. Zangheri, *Storia del socialismo italiano*, voll. 1-2, Torino, Einaudi, 1993-1997.

¹¹² G. Ferrero, *La reazione. Studi su Francesco Crispi*, Torino, Olivetti, 1895, p. 7.

¹¹³ A seguito della rottura coi socialisti consumatasi a Genova nel 1892, gli anarchici ridefiniscono il significato dell’azione violenta: il gesto del singolo, lungi dal voler costituire il momento scatenante della rivoluzione sociale, diviene esemplare per sè stesso, in quanto agente distruttore dell’ordine stabilito. Cfr. E. Diemoz, *A morte il tiranno*, cit.; U. Linse, *Propaganda by deed and Direct Action: two Concepts of Anarchist Violence*, in W.J. Mommsen, G. Hirschfeld (a cura di), *Social Protest, Violence and Terror in Nineteenth- and Twentieth-century Europe*, London, MacMillan, 1982, pp. 201-229. Sulla diffusione dell’anarchismo in Italia: P.C. Masini, *Storia degli anarchici italiani nell’epoca degli attentati*, cit.; M. Antonioli, P.C. Masini, *Il sol dell’avvenire. L’anarchismo in Italia dalle origini alla prima guerra mondiale*, Pisa, BFS, 1999; G. Cerrito, *Dall’insurrezionalismo alla settimana rossa: per una storia dell’anarchismo in Italia, 1881-1914*, Pescara, Samizdat, 2001; P. Adamo (a cura di), *Pensiero e dinamite. Gli anarchici e la violenza 1892-1894*, cit.

¹¹⁴ Seguiti costantemente dalle forze dell’ordine italiane coadiuvate da ambasciatori e spie. Cfr. ACS, CC, Roma, b. 48 fasc. 290; ACS, CC, Roma, b. 13, fasc. 315.

¹¹⁵ Cfr. L. Bettini, *Bibliografia dell’anarchismo*, vol. 1, tomo 1, *Periodici e numeri unici anarchici in lingua italiana pubblicati in Italia (1872-1971)*, Firenze, CP, 1972. Sulla cultura anarchica cfr. M. Manfredi, *Emozioni, cultura popolare e transnazionalismo. Le origini della cultura anarchica in Italia (1890-1914)*, Milano, Mondadori, 2018.

europee, sono all'ordine del giorno: si pubblicano accuse contro lo stato d'assedio in Sicilia¹¹⁶ e i provvedimenti di pubblica sicurezza¹¹⁷, si promette vendetta e minacciano severe ripercussioni¹¹⁸. Dopo l'uccisione del presidente francese la sorveglianza aumenta di pari passo con una crescita nella produzione di manifesti¹¹⁹ contro Carnot e il ghigliottinamento di Sante Caserio¹²⁰ e per la diffusione delle sue idee di libertà¹²¹. Intessendo rapporti con mondi affini, i libertari tentano di combattere la severa censura governativa: da una lettera rinvenuta nell'abitazione di Lega, a seguito del suo arresto, si ha notizia di vari sussidi da destinarsi a giornali italiani e pure del più ambizioso progetto, poi abbandonato per problemi economici, di una pubblicazione quotidiana contro il governo, coadiuvata dall'editore Sonzogno, da rimpiazzarsi con una meno costosa ma altrettanto tenace campagna pubblicitaria «contro Crispi e contro l'Italia»¹²².

Il «ministro dell'agonia»¹²³, «tiranno» colpevole di aver «soffocato ferocemente» «i più giusti diritti»¹²⁴, è al centro delle accuse mosse dagli anarchici al sistema borghese anche quando le pubblicazioni arrivano da lontano: su un opuscolo «ultra-anarchico» dai toni molto violenti fatto recapitare all'ambasciatore italiano in Francia da un gruppo anarco-socialista, i mittenti aggiungono a matita rozzi insulti contro Ressel e Crispi¹²⁵. La critica al presidente pone in ombra altri protagonisti, solitamente bersagliati dall'anarchismo, come il re¹²⁶, quasi che il premier non sia solamente l'incarnazione del potere statale ma che il potere trovi in lui, nel carattere dell'uomo, l'espressione più alta del suo significato e dunque, secondo la prospettiva

¹¹⁶ A titolo di esempio, il 20 gennaio 1894 Crispi invia una circolare a tutti i prefetti del Regno per informarli della spedizione da Londra di un manifesto intitolato «Solidarietà alla Sicilia» da parte del gruppo «Libera iniziativa», ACS, CC, Roma, b. 37, fasc. 650. Per manifesti anarchici sequestrati cfr. anche ACS, CC, Roma, b. 47, fasc. 728.

¹¹⁷ Cfr. ACS, CC, Roma, b. 35, fasc. 645.

¹¹⁸ «À Carnot le tuer!», manifesto francese spedito da Sernicoli a Crispi il 29 giugno 1894 in cui si chiede vendetta per «le martyr Vaillant» processato, MRR, b. 664, fasc. 16.

¹¹⁹ Cfr. ACS, CC, Roma, b. 34, fasc. 645.

¹²⁰ «Un altro ghigliottinato», manifesto in arrivo da Londra e da distribuirsi il giorno dell'esecuzione di Sante Caserio, di cui dà notizia il prefetto di Bologna il 14 agosto 1894, ACS, CC, DSPP, b. 96, fasc. 566.

¹²¹ «Déclaration de Caserio Santo» stampato proveniente da Londra e intercettato il 14 ottobre 1894, ACS, CC, Roma, b. 37, fasc. 650.

¹²² Lettera del 16 giugno 1896, ASR, Tribunale civile e penale, b. 6170.

¹²³ Così Emilio Ricchioni definisce Crispi nell'articolo *Il regno del terrore* pubblicato sul suo giornale «L'art. 248» il 28 gennaio 1894, cit. in E. Diemoz, *A morte il tiranno*, cit., p. 76.

¹²⁴ Manifesto anarchico spedito da Londra da parte del «Gruppo Solidarietà», 1 marzo 1894, ASR, Serie Questura, b. 58.

¹²⁵ *Résolution e révolution*, Paris, 1894, MRR, b. 664, fasc. 16.

¹²⁶ Ha scritto Erika Diemoz: «Ma aldilà dell'esito dell'attentato, la scelta di Crispi – cioè del premier, non del re – come bersaglio della rabbia di Caporali vale a riflettere qualcosa di storicamente significativo: la forza crescente dell'immagine pubblica di Crispi, e viceversa la debolezza dell'immagine pubblica di Umberto I. Vale dunque a porre, in generale, il problema delle origini di una “diarchia”, quella fra il re sabauda e il suo primo ministro, che sarebbe tornato a porsi con urgenza nell'Italia di Vittorio Emanuele III e Mussolini». E. Diemoz, *Introduzione*, in Id., *A morte il tiranno*, cit., p. XVII.

libertaria, diventi ancora più pericoloso e detestabile. Erika Diemoz ha sottolineato a tal proposito:

Fu anche – dobbiamo pensare – per questa sensibilità degli anarchici verso la mitologia carismatica che il principale obiettivo polemico della propaganda libertaria coincise con la figura di colui che meglio di ogni altro leader italiano interpretava la politica quale esperienza del carisma: Francesco Crispi. Nel triennio compreso sei 1893 e il 1896, il premier di ferro divenne il bersaglio fisso di ogni discorso anti-sistemico¹²⁷.

Oltre la carta stampata, l'interesse degli anarchici per Crispi si traduce in tentativi violenti rivolti contro di lui. L'attentato di Lega del 16 giugno 1894 è preceduto e succeduto da una sfilza di minacce, vere o presunte, dirette o indirette, contro l'uomo e la sua famiglia, che non si spengono fino all'ultimo giorno della sua presidenza¹²⁸, accompagnate da intimidazioni più vaghe o irrealistiche, opera forse di fanatici e esaltati¹²⁹. Crispi ha paura per la sua incolumità tanto che nel luglio del 1894 fa predisporre l'invio da Parigi di una corazza «impenetrabile dal coltello od anche da una palla che non sia d'acciaio o sparata da una troppo potente carabina»¹³⁰, sul modello di quella che aveva indossato Napoleone III. Al contempo risponde all'azione di propaganda perseguitando gli anarchici «più di qualsiasi altro governo precedente»¹³¹, pedinando i capi del movimento¹³², predisponendo giorno e notte una sorveglianza «oculatissima»¹³³ che prevede la schedatura dei sospetti e la diffusione di foto segnaletiche¹³⁴. Lo scopo è ostacolarne con tutti i mezzi possibili l'operato e ridurli al silenzio tanto che, è stato rilevato, «dal 1894 al 1896 in Italia non uscirà alcun giornale anarchico, nemmeno un numero unico»¹³⁵.

In altri ambienti, più difficili da sottoporre a censura, l'immagine del tiranno si ripropone con insistenza, avvicinando il mondo dei libertari a mondi altri, sotto la comune bandiera della lotta anticrispina.

¹²⁷ E. Diemoz, *A morte il tiranno*, cit., p. 70.

¹²⁸ Nel gennaio del 1896 l'ambasciatore Basso scrive da Ginevra per comunicare che un noto anarchico sarebbe intenzionato a entrare in Italia per uccidere il presidente, ACS, CC, DSPP, b. 96, fasc. 566.

¹²⁹ A titolo di esempio uno sgrammaticato messaggio anonimo senza data per Crispi: «A Milano ai vinto perché avevi il mestolo in mano ma a Livorno avrai la rivincita, il mestolo l'abbiamo noi. L'anarchia» ACS, CC, DSPP, b. 96, fasc. 566.

¹³⁰ Così scrive Ressiman a Cardella, 14 luglio 1894, ACS, PC, b. 8, fasc. 97.

¹³¹ P.C. Masini, *Storia degli anarchici all'epoca degli attentati*, cit., p. 66.

¹³² Cfr. ACS, CC, Roma, b. 47 fasc. 728.

¹³³ Così dispone Sensales nel dicembre del 1893 all'occasione di un eventuale rientro di Amilcare Cipriani in Sicilia. Lettera al ministero dell'Interno, 27 dicembre 1893, ACS, CC, Roma, b. 47, fasc. 728.

¹³⁴ Cfr. G. Tosatti, *La repressione del dissenso politico tra l'età liberale e il fascismo. L'organizzazione della polizia*, «Studi storici», 1, 1997, pp. 217-255.

¹³⁵ G. Berti, *La sovversione anarchica in Italia e la risposta giudiziaria dello stato (1874-1900)*, «Quaderni fiorentini», 2009, pp. 579-600, p. 596.

«Italia o Crispialia?»

Con la pubblicazione de *Gli avvenimenti in Sicilia e le loro cause* nel 1894, Napoleone Colajanni¹³⁶ apre la guerra di carta tra crispini e anticrispini seguita alla proclamazione dello stato d'assedio. Il radicale sintetizza nell'opuscolo le posizioni già assunte in parlamento contro la repressione dei Fasci e ribadisce l'incostituzionalità del provvedimento, legittimato «dagli epigoni dell'on. Crispi» dentro la Camera che «contorcono la storia e la logica»¹³⁷ adducendo la necessità di salvare lo Stato dallo straniero. Il deputato interpreta la politica repressiva del governo come il segno evidente del tradimento da parte di Crispi delle sue origini democratiche, tema caro ai radicali e destinato a tornare con insistenza:

E la reazione trionfante ha trovato il suo uomo, l'on. Crispi: deciso, caparbio, senza scrupoli, facile alle promesse, alle lusinghe o alle minacce se più opportune soccorrono, ed anche simpatico ed affascinante per certe sue doti eminenti e perciò più pericoloso. E tale uomo rinunzia agli ultimi legami colla tradizione democratica e coi suoi precedenti democratici e per quello stesso opportunismo che prima lo indusse ad inneggiare alla Dea Ragione ed a Giordano, a Napoli lo spinge a riconciliarsi col Papa e col Dio di Torquemada e di Lojola, e al clericalismo attonito, novello Costantino, bestemmiando di Mazzini, dà l'insegna: *con Dio, col Re per la patria!* e grida: *in hoc signo vinces*. Ed ora si troveranno più amici e laudatori di Francesco Crispi, che oseranno negare ch'egli s'è gettato completamente ed entusiasticamente nelle braccia della reazione?¹³⁸

Gli argomenti sono riproposti dalla stampa d'opposizione che insistono sulla gravità della sospensione delle garanzie costituzionali per cui «l'arbitrio» sostituisce la legge e rifiutano l'ipotesi dell'«oro francese». Gli allarmi ministeriali, si scrive, servono a «spiegare ciò che non potrebbero spiegare altrimenti»¹³⁹ e a trovare una più veloce risoluzione della questione siciliana: «se infatti – scrive «Il Messaggero» – l'origine e lo svolgimento della crisi attuale si attribuiscono agli intrighi stranieri, ecco bello e trovato il pretesto per non far nulla a beneficio delle classi più povere»¹⁴⁰. I toni rassicuranti con cui la Stefani e «La Riforma» descrivono la situazione siciliana dopo l'assedio sono confutati dai corrispondenti de «Il Mattino»:

¹³⁶ J.-Y. Frétygné, *Biographie intellectuelle d'un protagoniste de l'Italie libérale. Napoleone Colajanni (1847-1921)*, Rome, École Française de Rome, 2002. Cfr anche: G. Garrone, *I radicali in Italia. 1849-1925*, Milano, Garzanti, 1973; E. Mana, *La democrazia radicale italiana tra politica e società civile*, «Studi Storici», Anno 35, n. 2, 1994, pp. 405-434.

¹³⁷ N. Colajanni, *Gli avvenimenti di Sicilia e le loro cause*, Palermo, Sandron, 1895, p. 208.

¹³⁸ Ivi, p. 335.

¹³⁹ S.t., «Amico del popolo», 9 gennaio 1894, ACS, CC, DSPP, b. 130.

¹⁴⁰ S.t., «Messaggero», 15 gennaio 1894, ivi.

E intanto le voci più strane e più fantastiche fanno il giro della città e ritornano ingrandite, aggravate. È il terrore, è la possibilità dell'arbitrio che rende verosimili le notizie più cervellotiche, che crea una massa di timidi – e una forte schiera di ribelli, sino a ieri forse indifferenti – che soffocano l'ira e l'onta nel petto irrequieto- su cui gravano come un incubo gli editti del Luogotenente! E la Stefani annunzia il ristabilimento della pace e della tranquillità!¹⁴¹

Passata l'ondata di caos del gennaio, lo scontro si scatena di nuovo a seguito delle leggi antianarchiche e dei successivi scioglimenti delle associazioni socialiste e del partito, nell'ottobre del 1894: la forza del provvedimento impressiona l'opinione pubblica e la polemica sui giornali si fa «violenta e aspra»¹⁴². Le argomentazioni ricalcano quelle già espresse per l'assedio in Sicilia: da una parte si approva la misura che impedisce «il propagarsi degli atti miranti a sconvolgere l'ordine costituito e le basi della società»¹⁴³, si elogia l'energia dimostrata dal governo e si parla esplicitamente di «legittima difesa»¹⁴⁴, dall'altra si combatte l'illegalità dei provvedimenti frutto di una «pazza paura ridicola»¹⁴⁵. Il giornalismo radicale romano, che si era mostrato benevolo verso il premier dopo l'attentato di Lega¹⁴⁶, dichiara guerra al “dittatore siciliano” ingaggiandosi in una polemica sempre più personale contro l'uomo. I giornali cattolici si affiancano, parlano di «razzia dei circoli socialisti»¹⁴⁷, di «strage degli ugonotti»¹⁴⁸ e insistono sull'assurdità e sulla pericolosità dello scontro politico che vede contrapposti i rivoluzionari del passato ai rivoluzionari del presente. Il giorno successivo allo scioglimento, quando prende vita la Lega tra repubblicani, socialisti e radicali, il giornalismo lombardo assume un ruolo di primo piano: «Il Secolo» pubblica il manifesto costitutivo della Lega, seguito da «La Lombardia» e dall'«Italia del Popolo», in nome della difesa, si scrive, della civiltà contro le barbarie. Nonostante la censura, le adesioni all'appello de «Il Secolo» sono migliaia e i quotidiani vanno a ruba¹⁴⁹: tra gli altri, si schierano a favore della proposta

¹⁴¹ *In pieno stato d'assedio*, «Il Mattino», 8-9 gennaio 1894, ivi.

¹⁴² M. Casella, *Democrazia, socialismo, movimento operaio a Roma (1892-1894)*, cit., p. 347.

¹⁴³ Così scrive il prefetto di Ferrara in relazione agli articoli pubblicati sulla «Gazzetta di Ferrara», s.d., ACS, CC, Roma, b. 38, fasc. 663.

¹⁴⁴ Così il prefetto di Venezia, in relazione agli articoli pubblicati sulla «Gazzetta di Venezia», s.d., ivi.

¹⁴⁵ Così scrive il prefetto da Torino nei giorni successivi alla proclamazione, s.d., ivi.

¹⁴⁶ Sia «La Capitale» che il «Don Chisciotte» avevano ammorbidito la protesta governativa e partecipato all'appello alla pace sociale lanciato dai giornali governativi. A titolo di esempio: *La democrazia e l'ordine*, «La Capitale», 26-27 giugno 1894; *Da Passanante a Lega. Lettera a S. E. Francesco Crispi*, «Don Chisciotte», 17 giugno 1894.

¹⁴⁷ *Una razzia*, «L'Osservatore romano», 24 ottobre 1894, cit. in ivi, p. 358.

¹⁴⁸ *La strage degli ugonotti*, «La Vera Roma», 28 ottobre 1894, *ibidem*.

¹⁴⁹ La corrispondenza tra Crispi e i prefetti a proposito della costituzione della Lega si trova in ACS, CC, Roma, b. 39, fasc. 665.

due testate socialiste, «Lotta di Classe»¹⁵⁰ e «Battaglia», pienamente ingaggiate nella campagna antigovernativa¹⁵¹. I socialisti, uomini del Nord-Italia, descrivono Crispi richiamando lo stereotipo del «brigante» meridionale o, come dice Turati, del «picciotto di sgarro», salito al potere poiché

la borghesia trova [...] in lui la sua stessa moralità media, le sue stesse tendenze dissipatrici e tiranniche, la sua stessa indifferenza e ignoranza delle leggi che reggono la società: ma vi trova qualcosa in più, che la borghesia in generale non possiede, la sicurezza di sé, l'assenza di dubbi e di peritanze, la impulsività che lo conduce ad attuare senza scrupoli ciò che gli balena alla mente¹⁵².

Secondo tale lettura, in Crispi si sintetizza il problema insoluto dell'Italia unitaria, quello di un Mezzogiorno arretrato e reazionario che stenta a scomparire. Scrive Labriola l'anno successivo:

il successo di Crispi, come uomo politico, al potere non fu possibile – e lo rilevava Turati qui stesso appunto – se non come la coalizione delle diverse frazioni della borghesia, sospettose per il proprio avvenire, innanzi alla minaccia dell'agitazione proletaria siciliana ed alla confessata impotenza del Giolitti [...]. Il Nord combatte in Crispi l'accentramento e l'autoritarismo, cioè le due circostanze che nel Mezzogiorno sono le più apprezzate nella persona di quell'uomo. [...]. Ma una borghesia intelligente ed illuminata non commette l'errore, di cui è colpevole la borghesia italiana, di gettarsi nelle braccia d'un uomo come il Crispi per paura di una ipotetica insurrezione delle masse. Ora il Nord è in armi contro Crispi, ma esso lo ha reso onnipotente ed ha ingenerato negli animi degli italiani il concetto della sua onnipotenza. L'immoralità di Crispi non esisteva quando costui doveva pigliare a fucilate i poveri martiri degli abissi delle miniere siciliane. Allora l'idillio intorno alla energia dell'uomo, ora il melodrammatico sprezzo di tutte le sue qualità. È questa la farsa italiana¹⁵³.

Accanto alle testate maggiori vi è poi il mondo del giornalismo socialista locale. Si tratta di un universo composito di pubblicazioni minori¹⁵⁴, dai «nomi trascinanti», finanziate a fatica

¹⁵⁰ «Lotta di classe» è l'organo ufficiale del partito socialista, diretto da Camillo Prampolini sotto l'attenta supervisione di Turati e Anna Kuliscioff.

¹⁵¹ Mentre il giornalismo radicale romano non crede nella proposta della Lega e nel suo significato, anche per questo a Roma la protesta anticrispina si traduce nelle sole dimostrazioni di piazza. Cfr. M. Casella, *Democrazia, socialismo, movimento operaio a Roma (1892-1894)*, cit.

¹⁵² C. Duggan, *Creare la Nazione*, cit., 785.

¹⁵³ *Nord e Sud crispini e anticrispini*, «Critica sociale», 1 settembre 1895, ACS, CC, DSPP, b. 130.

¹⁵⁴ Trentacinque sono le testate censite dalla pubblica sicurezza in «Prospetto della stampa socialista», aprile 1894, ACS, CC, Roma, b. 20, fasc. 448.

dalle associazioni e dirette spesso da giornalisti-apostoli¹⁵⁵. Soggetta a controllo costante¹⁵⁶, censita dalla pubblica sicurezza¹⁵⁷, combattuta direttamente tramite censura e processi ai redattori e indirettamente con la sovvenzione ai giornali ministeriali¹⁵⁸, questa stampa ha, negli anni dell'ultimo mandato crispino, una notevole diffusione, soprattutto al Nord¹⁵⁹, portando nei centri piccoli e piccolissimi le notizie relative alla vita del partito, e contribuisce a diffondere, lì dove «L'Avanti» arriva in poche copie e con ritardo, le idee socialiste, anarchiche e operaiste, e a dare corpo alla polemica antigovernativa tra i ceti meno abbienti¹⁶⁰. Non rimane esclusa da questa battaglia propagandistica il mondo dell'editoria. Crispi può contare, come in passato, sulle sue forze e fa stampare in agosto, per la Tipografia della Camera dei Deputati, le sue orazioni parlamentari sullo stato d'assedio¹⁶¹. Nell'ottobre successivo, per mezzo di Dossi, convince Ettore Sernicoli a fare delle sue relazioni sugli anarchici un libello a stampa per Treves¹⁶². D'altra parte, la pubblicistica d'opposizione non è da meno. Nel 1894 esce per la Tipografia degli Operai di Milano *La crispiade o Donciccade ossia Le glorie di Don Ciccio*: l'opuscolo in versi sbeffeggia le argomentazioni addotte dal ministro a sostegno delle azioni repressive, la politica africana che «costò all'Italia e costa»¹⁶³ e la rottura del trattato di commercio con la Francia. «L'uomo olimpico», ironizza l'autore concludendo, procederà forse un giorno con un decreto-legge per «la castrazione del pensiero»¹⁶⁴ così da portare al massimo grado il suo potere coercitivo verso la stampa.

Opera di spirito pari a *La Crispiade* di Brandini è pure *Italia o Crispalia?* pubblicata l'anno seguente dal più noto Stabilimento Quadrio a firma di un tale Dott. Calce. L'immagine pubblica di Crispi è seriamente denigrata tanto da mettere in dubbio il suo passato di patriota: scrive l'autore che «a forza di dire, e di far dire, ch'egli ha fatto l'Italia, alcuni cominciano a

¹⁵⁵ C. Barbieri, *Il giornalismo. Dalle origini ai nostri giorni*, Roma, Centro Documentazione giornalistica, 1982, p. 92. Cfr. anche: G. Farinelli, E. Paccagnini, G. Santambrogio, A.I. Valle, *Storia del giornalismo italiano: dalle origini a oggi*, Torino, Utet, 1997.

¹⁵⁶ Con la circolare n. 3086 del 9 aprile 1894, il ministero dell'Interno, Direzione Generale, aveva sollecitato i prefetti del Regno a un'attenta vigilanza invitandoli a trasmettere i «giornali sovversivi», cioè «tutte le pubblicazioni periodiche relative ai partiti anarchico, socialista e repubblicano», numeri unici e stampe occasionali incluse.

¹⁵⁷ Cfr. ACS, CC, Roma, b. 38, fasc. 663.

¹⁵⁸ Cfr. ACS, CC, Roma, b. 47, fasc. 738.

¹⁵⁹ Nel già citato «Prospetto della stampa socialista» dell'aprile 1894, compaiono solo tre fogli pubblicati al Sud, ACS, CC, Roma, b. 20, fasc. 448.

¹⁶⁰ Cfr. P. Audenino, *Cinquant'anni di stampa operaia. Dall'Unità alla guerra di Libia*, Milano, Guanda, 1976; P. Sergi, *Comunicare il socialismo. La stampa del Psi (1892-1914) attraverso i congressi di partito*, «Humanities», a. 2, n. 4, giugno 2013, pp. 78-107.

¹⁶¹ F. Crispi, *Lo stato d'assedio*, Roma, Tipografia della Camera dei deputati, 1894, ACS, CC, RE, b. 9.

¹⁶² Sul ruolo di Dossi nella vicenda cfr. E. Diemoz, *A morte il tiranno*, cit.; La bozza di E. Sernicoli, *L'anarchia e gli anarchici*, Milano, Treves, 1894, si trova non a caso in ACS, Pisani Dossi, b. 28.

¹⁶³ G. Brandini, *La crispiade o Donciccade ossia Le glorie di Don Ciccio*, Milano, Tipografia degli operai, 1894, p. 31.

¹⁶⁴ Ivi, p. 78.

crederlo»¹⁶⁵. Le stesse teorie lombrosiane, così care a Crispi, diventano qui un *escamotage* satirico: il Dott. Calce riporta un famigerato esame craniometrico effettuato su Crispi da un suo amico medico i cui risultati testimonierebbero la presenza di diverse anomalie. Nonostante ciò, conclude l'autore, egli è nell'Italia di fine secolo «più forte assai di Cesare» grazie al «sistema moderno della suggestione ipnotica»¹⁶⁶ che lo rende «il solo uomo che abbia un nome all'estero e si faccia obbedire all'interno»¹⁶⁷ e, per questo, è da tutti subito senza speranza.

Lo scontro su carta ha una vasta eco ed è destinato a tradursi in una lotta più concreta cui fanno da sfondo le piazze della capitale e delle città del Regno.

Piazze crispine e piazze anticrispine

L'assedio

La cooperazione politica tra le varie anime della sinistra ha un'importanza considerevole a due diversi livelli: in una prospettiva più ampia l'apertura alla collaborazione dei socialisti di Turati e la loro immissione, in appoggio esterno, alla campagna elettorale, è stata definita da Fausto Fonzi «una svolta d'importanza eccezionale per le sue conseguenze non soltanto nella storia interna del socialismo italiano, ma pure in quella generale del nostro paese»¹⁶⁸; dalla nostra prospettiva, è proprio la convergenza degli affini di sinistra a fare la forza del movimento anticrispino, raddoppiando le possibilità di mobilitazione dell'opinione pubblica e rendendo decisivo lo scontro col governo in piazza.

Già nei primissimi giorni di gennaio del 1894 Roma si accende: nei principali teatri romani e nei più importanti rioni della città vengono lanciati cartellini inneggianti ai fasci. Il 6 gennaio gli operai del cantiere di Palazzo di giustizia innalzano una bandiera nera con un cartello su cui si legge «Solidali ai martiri di Sicilia». Il giorno dopo un centinaio di persone del circolo repubblicano collettivo e delle associazioni socialiste, secondo il rapporto del questore, si radunano in Trastevere per stabilire una linea comune contro il governo. Per le strade si grida «viva la rivoluzione sociale, viva i martiri di Sicilia, abbasso il parlamento, abbasso all'esercito, abbasso Crispi»¹⁶⁹. Viene indetto uno sciopero di due giorni e le associazioni romane sono invitate, senza distinzione, ad esporre le bandiere abbrunate. Il sequestro di giornali e numeri unici e di un gran numero di manifesti, nonché il lavoro notturno dei funzionari per liberare

¹⁶⁵ Dott. Calce, *Italia o Crispalia?*, cit., p. 19.

¹⁶⁶ Ivi, p. 19.

¹⁶⁷ Ivi, p. 96.

¹⁶⁸ F. Fonzi, *Crispi e lo "Stato di Milano"*, cit., p. 229.

¹⁶⁹ Rapporto del questore di Roma, 7 gennaio 1894, ASR, Serie Questura, b. 56, fasc. 235.

i muri dalle affissioni¹⁷⁰, non vale a soffocare la battaglia tra crispini e anticrispini. Ai volantini lanciati nei teatri, l'associazione Sempre Avanti Savoia risponde distribuendo a Via del Corso un manifesto a favore del presidente che «in breve tempo seppe arrestare i malvagi attentati contro la libertà e la proprietà individuale nella patriottica Sicilia»¹⁷¹. Per tutto gennaio i muri della capitale¹⁷² sono coperti da scritte a mano o a stampa: «abbasso Crispi» cui rispondono fogli volanti lasciati nei rioni romani di «W Crispi / W il Re / Morte a De Felice»¹⁷³.

Passato il fermento per l'assedio, nel clima di terrore dei mesi primaverili e estivi, in cui le manifestazioni, gli scioperi e anche la detonazione di alcune bombe, si susseguono, dando filo da torcere alla pubblica sicurezza¹⁷⁴, il nome di Crispi continua a dividere l'Italia. Il 6 maggio quando il presidente si reca a Milano in occasione dell'inaugurazione delle Esposizioni Riunite, alcune centinaia di socialisti e repubblicani lo fischiano sonoramente. L'episodio suscita clamore e polemiche non solo nel capoluogo lombardo «polarizzando per parecchi giorni l'attenzione e i commenti della pubblica opinione»¹⁷⁵. Lo stesso Turati ne fa menzione in una lettera del giorno successivo a Engels:

Notizie del nostro grandissimo uomo F. Crispi che abbiamo sonoramente, epicamente, fischiato, in risposta lo stato di assedio tutto il resto. Certo non sono questi che i minori episodi e più comici della gran lotta, ma anche questo, credo, vi farà piacere. Furono mezzo migliaio di fischi socialisti, cui se ne aggiunse qualche centinaio di repubblicani. Come effetto musicale è stato stupendo. Ora, poi, attendiamo i fulmini del nume¹⁷⁶.

I giornali radicali amplificano l'eco prodotta dalla manifestazione di dissenso con articoli di aperta ostilità al presidente, tacciandolo di aver tradito i suoi ideali giovanili e abbracciato la reazione. Così si scrive su «La Capitale»:

C'erano alla stazione quelli che quella politica approvavano, e quelli hanno applaudito. C'erano quegli altri che non l'approvavano e quelli l'hanno fischiato. Il pubblico, in maggioranza, in quel momento, non era ben disposto verso il capo della compagnia che recita a Montecitorio, ed ha fischiato: era nel suo pieno diritto, come erano nel loro pieno diritto quegli

¹⁷⁰ Parte dei manifesti sequestrati si trova in *ivi*.

¹⁷¹ Volantino datato 18 gennaio 1894, *ivi*.

¹⁷² Seppur la capitale rimane il luogo simbolo dello scontro anche in altre città del Regno, come a Napoli, in quei giorni si verificano gli stessi disordini: il 19 gennaio si affiggono a Castellamare cartellini rossi con le parole a stampa «abbasso tasse, viva Sicilia viva socialismo». Un'enorme documentazione sulla gestione della sicurezza pubblica e sui disordini avvenuti tra il 1893-1896 si trova in ACS, CC, Roma, b. 34-35-36, fasc. unico 645.

¹⁷³ ASR, Serie Questura, b. 56, fasc. 233.

¹⁷⁴ Cfr. ACS, CC, Roma, b. 37, fasc. 651.

¹⁷⁵ Casella, *Democrazia, socialismo, movimento operaio a Roma (1892-1894)*, cit., p. 331.

¹⁷⁶ Cit. in F. Fonzi, *Crispi e lo "Stato di Milano"*, cit., p. 38, n. 19.

altri quando applaudivano? Che c'entra qui il vecchio, il patriota, il garibaldino? Qui è il presidente del Consiglio che s'è fischiato. [...]. Che cos'è questa melliflua pietà per il vecchio? Ritorni semplicemente il signor Crispi, l'avvocato Crispi, e tutti rispetteranno le sue canizie, e qualcuno, anche dei fischiatori di eri, ricorderà che qualche cosa per l'unità nostra ha fatto anche lui, non dimenticando però che all'Italia quel *qualche cosa* ha costato non poco¹⁷⁷.

L'immagine del garibaldino sembra non bastare più a legittimare la politica crispina. Scrive «L'Italia del popolo»:

Non era dunque tutta Milano. Per aver tutta Milano fischiante – dagli uomini ai sassi – ci voleva qualche giorno di più: dieci ore non bastano a raccoglierla. Ma dove si vide tutta Milano è nella completa continua, perfetta indifferenza. Non ombra di reazione ai fischi. Non un applauso. In molti punti grandi risate. E aggiungiamo: mai, dacché facciamo i giornalisti, ed è un quarto di secolo, vedemmo un uomo così fischiato, così entusiasticamente fischiato. Nessuno mai, in questa bella e pacifica Milano, fu più fischiato di lui. Di nessuno mai ai milanesi importò così poco che fosse fischiato, sonoramente fischiato. E quei fischi volevano dire una moltitudine di cose. Erano per il carnefice di tanta gente in Sicilia e in Lunigiana. Erano per *puffista*, per il deplorato delle Banche d'emissione, che – supremo scorno del paese – si è incaricato di restaurare la moralità. Erano per l'avvocato-politicante impositore di sempre nuove tasse, che è notissimo per non aver pagato tasse mai sui suoi pingui redditi di avvocato e sensale delle grandi Compagnie mungenti lo Stato. Erano per l'ignoranza fatta ministro, che non conosce nemmeno l'aritmetica del senso comune e crede si possano far grandi i popoli scorticandoli e dissanguinandoli a morte. Erano per il vecchio Rabegas che brutta la sua canizie. Erano per il più grottescamente superbo e presuntuoso uomo che ci sia mai stato al mondo, quando ha da fare coi deboli e coi fiacchi, o è ben al sicuro dietro le spalle dei forti. Vedi Germania. Erano per il borioso esumatore dei “galli cisalpini”. Erano per il bugiardo del dispaccio “firmatissimo”, per il leccatore dei piedi di Bismarck una volta e degli imperatori adesso, per *miles gloriosus*, per “patriota” che ha reso il patriottismo la cosa più ridicola del mondo a forza di vanterie e di rodomontate. Erano per il decoratore di Cornelius Hertz – con relativa specifica di 50 milioni di lire. Erano per il mormone, ingannatore fraudolento di donne. Erano per il corrotto, per il prepotente, per il rimbambito¹⁷⁸.

Alla figura del Mosé si contrappone quella di Rabegas, avvocato intrigante e demagogo protagonista del dramma omonimo di Victorien Sardou in cui l'autore sbeffeggia la figura dell'agitatore rivoluzionario¹⁷⁹. L'immagine del deputato incorruttibile è coperta di ridicolo,

¹⁷⁷ *I fischi di ieri sera*, «La Capitale», 7-8 maggio 1894, cit. in M. Casella, *Democrazia, socialismo, movimento operaio a Roma (1892-1894)*, cit., p. 332.

¹⁷⁸ *Fischiato via*, «L'Italia del popolo», 7-8 maggio 1894, ACS, CC, Roma, b. 37, fasc. 655.

¹⁷⁹ «Victorien Sardou», voce a cura di G. Bergner, in S. D'Amico (a cura di), *Enciclopedia dello spettacolo*, Torino, Le maschere, 1975, vol. VIII, pp. 1507-1510.

se ne smorzano i toni e si ironizza sulla magniloquenza con cui è stata presentata al pubblico. Più di una volta si riduce il peso del suo contributo all'epopea dei Mille, su cui Crispi aveva basato gran parte della sua fortuna politica:

Ma il fatto vero è che egli partecipò ad una sola impresa di guerra, i Mille, e vi partecipò da borghese. Non gli si vuol togliere il merito per questo. Quantunque Garibaldi non lo dica nelle sue memorie, vogliamo supporre che Crispi sia stato il più bravo di tutti. Ma e poi? Ha egli, insieme con la pensione dei Mille, acquistato il diritto a rompere continuamente le scatole al prossimo con le sue fanfaronate? L'Italia – per sua gloria – ha avuto una plejade di eroi. Ma erano dei modesti. Lui è il più insopportabile dei fanfaroni¹⁸⁰.

Mai come in questo momento la penisola appare percorsa da forti correnti di anticrispismo, messe in circolo dalla durezza della repressione siciliana. I crispini però, così numerosi all'alba del terzo mandato, non si sono dileguati nei pochi mesi succeduti al decreto e anzi rispondono con fermezza all'attacco: mentre i giornali governativi sminuiscono l'episodio milanese, opera «di un gruppo di cinquanta giovani a cui il Secolo ha distribuito fischietti»¹⁸¹, e pubblicano telegrammi di anonimi pervenuti al presidente, i sostenitori romani organizzano, al rientro di Crispi da Milano, «una calorosa dimostrazione» a Piazza Colonna per compensarlo «dai fischi milanesi»¹⁸².

Crispi, «con spirito tipicamente ottocentesco»¹⁸³, taccia i milanesi di anti-italianità e nei suoi appunti scrive: «il contegno della borghesia milanese non deve meravigliarci, ove si guardi alla storia degli ultimi 43 anni. Mazzini non poté averli mai con sé, e sta in ciò la causa dell'insuccesso del 6 febbraio 1853»¹⁸⁴. Secondo la stessa idea spiegano l'evento i crispini in parlamento, come il presidente della Camera Bianchieri che definisce i fischiatori del capoluogo lombardo indegni di portare il nome di italiani¹⁸⁵. Fuori le aule del potere, i giornali ministeriali parlano dei «depositari fedeli di tutto il materialismo italiano» e della vita «utilitaria»¹⁸⁶. Guiccioli nel suo *Diario* scrive:

¹⁸⁰ *Ben altri fischi*, «L'Italia del popolo», 7-8 maggio 1894, ACS, CC, Roma, b. 37, fasc. 655.

¹⁸¹ *L'Esposizione di Milano*, «La Riforma», 6 maggio 1894.

¹⁸² E. Perodi, *Roma Italiana*, cit., p. 511.

¹⁸³ F. Fonzi, *Crispi e lo "Stato di Milano"*, cit., p. 6.

¹⁸⁴ Appunto s.d., MRR, b. 668, fasc. 3.

¹⁸⁵ «Io ho usato la parola incivile per non usarne un'altra più dura, poiché io considero come reati certi atti, che hanno offeso la tradizionale ospitalità ed il decoro della città di Milano, e che feriscono quanto il paese ha di più caro, specialmente quando sono diretti contro persone, che, per tutta la vita, hanno servito e servono il paese, ed hanno reso al paese i più segnalati servizi. Quando vi sono individui che a questi sentimenti non s'inchinano, vuol dire che sono indegni di appartenere all'Italia». S. Bianchieri, presidente della Camera, AP, Legislatura XVIII, I sessione, Discussioni, Tornata del 9 maggio 1894, p. 8532.

¹⁸⁶ Cfr. *Tu l'as voulu*, «Il Mattino», 19-20 giugno 1894.

A Milano alcuni birbaccioni pagati dal Secolo, hanno accolto Crispi con una sguaiata dimostrazione ostile. Quello è un ambiente che non comprende la politica di un vero uomo di Stato. I milanesi sono spesso brava gente, attivi energici, abili negli affari, ma poco dotati di tatto politico e perlopiù incapaci di sollevarsi a una visione superiore delle cose e delle idee. Sono sempre gli stessi che hanno preso a fucilate Carlo Alberto e fischiato Wagner e Boito¹⁸⁷.

Lo scontro, pur se in maniera più ridotta, investe anche altri settori dell'opinione pubblica. Crispi riceve lettere da privati e associazioni che deplorano le condizioni della Sicilia e invitano a colpire «senza misericordia i sobillatori, ed infami traditori di questa nostra insidiata patria!»¹⁸⁸. Già a metà dicembre del 1893 il direttore della scuola professionale di Foggia aveva scritto a Crispi chiedendo di intercedere per una visita del re nelle provincie del Sud condotte «all'esasperazione da abili agitatori»¹⁸⁹. Dopo lo stato di assedio i commenti positivi continuano ad arrivare, spesso inviati da società operaie e giunte siciliane che plaudono «alla misura giustamente severa che rinfranca gli onesti» e «rimette l'impero della legge profondamente violata da pochi malevoli nemici della società civile»¹⁹⁰.

La paura

Il 1894 prosegue all'insegna dell'ostilità al governo. Antonio Marinuzzi, inviato in Sicilia da Crispi per sondare l'opinione pubblica e riorganizzare le file dei sostenitori, già il 6 gennaio scrive che «le misure adottate hanno fatto eccellente impressione tanto più che si ritiene felicissima la scelta del Morra energico e cortese» ma avverte che «l'opinione pubblica attende [...] dei provvedimenti radicali e durevoli»:

Non ci illudiamo: i provvedimenti arditi e necessari che si sono attuati giovano al mantenimento dell'ordine ma sono di pura contingenza. Occorre ben altro perché si stabilizzi una calma duratura. Diversamente torneremo daccapo e peggio di prima, con grave danno nostro e con soddisfazione dei nemici!¹⁹¹

¹⁸⁷ A. Guiccioli, *Diario*, «Nuova Antologia», 1° gennaio 94, p. 74, cit. in F. Fonzi, *Crispi e lo "Stato di Milano"*, cit., p. 20, n. 39.

¹⁸⁸ Napoleone Calvi (garibaldino) a Crispi, 7 gennaio 1894, ACS, CC, Roma, b. 48, fasc. 753.

¹⁸⁹ Lettera del 14 dicembre 1893, ivi.

¹⁹⁰ Società operaia di Mistretta, s.d., ACS, CC, DSPP, b. 91. Così scrivono anche la società agricola di Torregrotta e la società di mutuo soccorso dei lavoratori di Castiglione, s.d., ivi.

¹⁹¹ Lettera del 6 gennaio 1894, ivi.

Il governo vorrebbe muoversi in questa direzione ma l'opposizione non lo permette. Mentre il paese è tormentato dalla crisi economica e dai disordini, la proposta finanziaria del ministro Sonnino, presentata alla Camera nel febbraio, che avrebbe assicurato riforme di ampio respiro, tra cui l'imposta sul reddito, la reintroduzione dei due decimi sulla terra, l'aumento della tassa sul sale e l'incremento dell'imposta sugli interessi dei buoni del tesoro, è bloccata dalla cordata dai latifondisti siciliani guidati da Rudinì, dai capitalisti agrari della Destra lombarda e dall'Estrema. L'impressione nel paese, scrive De Luca dalla Sicilia, è «grandemente penosa» e nelle camere Crispi non ha più la fiducia necessaria. Così l'anticrispismo pare aver inferto l'ultimo colpo sulla questione finanziaria costringendo il governo alle dimissioni il 4 giugno di quell'anno: la conferma del mandato da parte del re, la sostituzione di Sonnino con Boselli al ministero delle Finanze e la rinuncia alla reintroduzione dei due decimi non bastano a dare nuovo slancio alla compagine ministeriale. A sollevare nuovamente i venti del crispismo nel paese interviene però un'ondata di terrore, capace di far dimenticare le accuse di oltraggio alla costituzione dei mesi precedenti e di ricompattare le voci in un più forte plebiscito in nome della salvezza della patria.

L'attentato a Crispi del 16 giugno in Via Gregoriana a Roma per mano dell'anarchico romagnolo Paolo Lega «costituisce [...] una grossa fortuna oltre che fisica, politica»¹⁹². L'episodio ricompatta il consenso del paese attorno all'uomo di Stato e permette, «nel plebiscito di congratulazioni per lo scampato pericolo»¹⁹³, il passaggio delle misure finanziarie che la Camera aveva bloccato in primavera, rendendo impotenti le opposizioni¹⁹⁴. Sotto il segno della paura gli oppositori perdono voce: gli attentati a Crispi, Carnot e Bandi, nel breve giro di tempo in cui si verificano, diffondono la sensazione del pericolo imminente e impressionano non solo i moderati «ma pure molti della Sinistra, molti democratici»¹⁹⁵. Nonostante le diverse interpretazioni sulle cause della violenza¹⁹⁶, i più sono concordi nel

¹⁹² Su Lega cfr. E. Diemoz, *A morte il tiranno*, cit., Id. *L'estate di terrore del 1894. L'attentato contro Crispi e le leggi anti-anarchiche*, «Contemporanea», IV, 2010, pp. 633-648; G. Galzerano, *Paolo Lega. Vita, viaggio, processo "complotto" e morte dell'anarchico romagnolo che attentò alla vita del primo ministro Francesco Crispi*, Salerno, Galzerano Editore, 2014.

¹⁹³ P.C. Masini, *Storia degli anarchici all'epoca degli attentati*, cit., p. 36.

¹⁹⁴ Scrive Stillman che il giorno successivo all'attentato di Lega i radicali sentendosi impotenti sono colti da «un'insana frenesia», cit. in Duggan, *Creare la Nazione*, cit., p. 788.

¹⁹⁵ F. Fonzi, *Crispi e lo "Stato di Milano"*, cit., p. 32.

¹⁹⁶ Mentre i giornali governativi sposano le teorie lombrosiane sugli anarchici e parlano di setta antisociale, socialisti e radicali rintracciano le cause della diffusione della violenza nell'ambiente economico e sociale in cui vivono gli individui delle classi meno abbienti. I giornali cattolici, per lo più, riconoscono nella violenza una deriva del liberalismo. A titolo di esempio: *La difesa*, «Corriere di Napoli», 9 luglio 1894; *L'attentato contro Crispi*, «Il Resto del Carlino», 17 giugno 1894; *L'assassinio politico*, «L'Osservatore Romano», 27 giugno 1894.

condannarla¹⁹⁷ e chiedono «una energica politica a difesa della pace sociale»¹⁹⁸. Lega contribuisce enormemente a rivitalizzare il mito del Crispi titanico che appare imbattibile nonostante l'età grazie a una tempra fuori dal comune:

Si ha un bel dire, ma quell'uomo esce dal comune livello, superando di gran lunga tutti coloro che in questi ultimi anni ci governarono e vorrebbero oggi ritornare a governarci¹⁹⁹.

Accompagnato da una folla esultante, Crispi arriva alla Camera il 16 giugno ed è accolto da una selva unanime di applausi. L'Estrema prende subito le distanze dalla violenza anarchica, Imbriani stesso scrive al presidente per congratularsi dello scampato pericolo mentre i giornali radicali romani addolciscono la critica a Crispi e arrivano a chiedere misure severe contro la violenza. Scrive «La Capitale»:

Lo stato d'Europa è gravissimo. L'anarchia approfittando del disagio sociale, all'ombra degli statuti e delle leggi liberali cospira contro l'ordine e contro la vita. I governi disarmati da una vecchia legislazione che non contemplava reati simili, né li credeva possibile, tentano invano di colpire il delitto nella sua preparazione. [...]. Occorre fare le debite distinzioni. Noi desideriamo che a tutte le scuole e a tutte le oneste opinioni sia garantita la pacifica propaganda. Amici degli operai, di tutti i diseredati, comprendiamo il loro attuale disagio, li seguiamo nelle loro aspirazioni d'equie riforme sociali, e ei loro diritti saremo sempre banditori e difensori. Fra essi o i dinamitardi, ai pugnatori, corre un abisso che bisogna ben delineare nell'interesse di tutti. [...]. A noi sembra che in questo momento un gran compito incomba tanto ai governi che alla Democrazia d'ogni gradazione. Ai governi quello della difesa dell'ordine con ogni mezzo il più severo, se non il più sanguinoso; alla Democrazia l'altro di tirarsi in disparte, proteggere le proprie libertà, ma non inceppare l'opera di risanamento sociale, di cui ogni onesto sente la necessità. Nessun seguace di oneste teorie, di santi ideali, può coprire l'assassino senza farsene complice²⁰⁰.

Numerose sono le dimostrazioni di solidarietà espresse dal paese verso il primo ministro: nelle città del Regno si scende in piazza per protestare «contro l'Estrema sinistra in generale», qualcuno dà alle fiamme le copie de «Il Secolo»²⁰¹. Il 18 giugno, poco prima delle nove, in Piazza Colonna a Roma, un corteo spontaneo attraversa una città commossa e partecipe:

¹⁹⁷ Fa eccezione la Sezione socialista di Roma che non riconosce la natura delittuosa dell'attentato a Carnot, cfr. M. Casella, *Democrazia, socialismo, movimento operaio a Roma (1892-1894)*, cit., p. 344.

¹⁹⁸ Ivi, p. 346.

¹⁹⁹ A. Guiccioli, *Diario di un conservatore*, cit., p. 78. Cit. in M. Casella, *Democrazia, socialismo, movimento operaio a Roma (1892-1894)*, cit., p. 342.

²⁰⁰ *La democrazia e l'ordine*, «La Capitale», 26-27 giugno 1894.

²⁰¹ C. Duggan, *Creare la Nazione*, cit., p. 787.

Gli evviva e gli applausi risuonarono altissimi. Quella folla imponente, in cui si notavano anche non poche signore con tanti cappelli e fazzoletti [...] rappresentava uno spettacolo originalissimo²⁰².

Un vero plebiscito segue l'attentato: «infinito» è il numero di telegrammi inviati a Crispi (18 mila secondo alcuni quotidiani²⁰³). Anche in questo caso il dato da rilevare, oltre a quello quantitativo, forse più significativo che in qualunque altro momento, è quello della diversa estrazione sociale dei mittenti. Ai telegrammi degli ambasciatori e dei ministri di Stati esteri, si aggiungono quelli provenienti dalla corte, dai senatori e dai deputati; molti sono i sindaci di città grandi e piccole che scrivono a Crispi, gli impiegati del ministero dell'Interno, i prefetti e i funzionari locali più o meno importanti. Numerose sono le missive inviate dalle camere di commercio, dalle congregazioni di carità, dai sindacati, dalle banche, dalle casse di risparmio e dalle borse. L'associazionismo di varia natura è abbondantemente rappresentato: società di reduci, di ginnastica, associazioni monarchiche, liberali, patriottiche, progressiste, democratiche e società operaie si rivolgono a Crispi, seguite da istituti scolastici, società di tiro assegno e di mutuo soccorso. Dalle colonie si inviano numerose testimonianze di vicinanza e congratulazioni. Moltissimi sono i cittadini che scrivono in forma privata: tra questi numerosi sono gli appartenenti ai ceti popolari e cospicua è la presenza delle donne. I concetti si ripetono: la salvezza del presidente è considerata «opera della divina e santa provvidenza»²⁰⁴, come scrive un artigiano di Certano, che ha risparmiato l'esistenza «tanto cara» del «principale fattore dell'Unità italiana, dell'Uomo illustre che più coraggioso di quello che fu nelle battaglie patrie, strenuamente combatté per mantenere l'Unità italiana, cui fanno onta iniqui sobillatori»²⁰⁵. Da Taranto Vincenzo di Beniamino invia una missiva sgrammaticata cui affida le proprie congratulazioni di «povero operaio» al «patriota senza macchia e vero cooperatore delle classi lavoratrici»²⁰⁶. Lega è additato come un «miserabile» «mandato dalla setta nera»²⁰⁷ dei «forsennati», per cui si chiede «la forza»²⁰⁸. Virginia Pincetti scrive da Roma:

²⁰² *La dimostrazione di ieri sera a Roma*, «La Riforma», 18 giugno 1894.

²⁰³ Oltre a «La Riforma», *Il numero dei telegrammi*, «Il Diritto», 19 giugno 1894; *Dopo l'attentato a Crispi*, «Il Corriere di Napoli», 19 giugno 1894.

²⁰⁴ Lettera del 18 giugno 1894, Certano, ACS, CC, DSPP, b. 94.

²⁰⁵ Filippo Zazzarone, s.d., Roma, ivi.

²⁰⁶ Lettera del 18 giugno 1894, Taranto, ivi.

²⁰⁷ A firma di un'intera famiglia, 19 giugno 1894, Marino, ivi.

²⁰⁸ Agenore Iacchi, 18 giugno 1894, Grosseto, ivi.

Permetta vostra eccellenza che io osservi che non possono continuare le cose, allo stato presente. Gli anarchici, i socialisti, i ladri, e gli assassini progrediscono giornalmente con un'audacia senza pari. Impossibile avere più pace in Italia, senza radicali cambiamenti. Eccellenza! A grandi mali, occorrono grandi rimedi, consigliate al re, di fare un colpo di stato, siate il suo primo ministro a vita e l'Italia allora rivivrà²⁰⁹.

Si chiede la repressione per «sradicare la mala pianta», qualcuno invita a «un'azione risoluta, comune, energica, alleata, di tutti i governi d'Europa»²¹⁰. La paura inasprisce le posizioni e alleggerisce, seppur momentaneamente, i severi giudizi sullo *status quo* politico, che appare, di fronte alla possibilità della violenza, di gran lunga preferibile.

Le donne, appartenenti alle varie classi sociali, scrivono «colle lagrime agli occhi»²¹¹; da Foggia, Luisa Corseni si firma «ammiratrice» e chiede perdono per la scrittura: «non so spiegarmi bene che non sono tanto istruita»²¹². Un bambino invia a Crispi una sua foto con dedica e scrive:

Carissimo signor Crispi, babbo mi ha raccontato il fatto. Adesso non posso, perché ho sei anni soli; ma quando sarò grande, se lo incontro, gli voglio dare uno schiaffo a quel brutto di Lega. Perché le voglio bene le mando il mio ritratto. Se Ella vuol bene a me, mi mandi il suo. Foschi Vittorugo²¹³.

«La Riforma» non perde l'occasione per dare eco a questa prova di solidarietà del paese e dell'Europa pubblicando estratti di articoli dei principali giornali nazionali, anche avversari di Crispi, in cui si esprime vicinanza e solidarietà al «vecchio patriota che da mezzo secolo combatte e lavora per il suo paese, che la doppia maestà degli anni e della gloria dovrebbe rendere sacro ad ogni italiano»²¹⁴ e i testi dei telegrammi, sotto il titolo di *La protesta nazionale* che occupa la prima pagina del giornale per una settimana. Qualche commento non vede però la pubblicazione, come quello di un ammiratore di Testaccio che affida alla missiva un ragionamento più ampio sulla situazione del paese:

Eccellenza, come cittadino amante del mio paese e affezionato ai principi che hanno in voi un valoroso difensore, protesto contro l'opera di un illuso e ringrazio Iddio di avervi conservato all'Italia. Le unanimi e spontanee dimostrazioni di affetto che a migliaia vi giungeranno da tutte le parti del mondo debbono certo compensarvi dall'affronto patito; ma

²⁰⁹ Lettera del 27 giugno 1894, Genova, ivi.

²¹⁰ Anonimo, s.d., ivi.

²¹¹ Amelia Venchioni, 17 giugno 1894, Bologna, ivi.

²¹² Corseni Luisa di Emilio, 17 giugno 1894, Foggia, ivi.

²¹³ Vittorugo Foschi, s.d., Roma, ivi.

²¹⁴ *L'attentato contro Crispi*, «La Riforma», 18 giugno 1894.

desse non saranno balsamo capace a guarire i mali che travagliano il paese [...]. Bisogna che V. Eccellenza faccia opera sapiente, dando al paese le riforme economiche che solo possono assicurarle quiete e benessere. [...]. Perché – e ciò lo asserisco con sincerità e piena cognizione di causa – il paese, il popolo – quello dal cuore semplice, di mente non aperta, di limitata cultura, il quale non ha modo di approfondire le questioni che lo riguardano per emettere un giudizio equo – ha fissato in mente che Voi, Voi solo, siete la rovina d'Italia, la sua dannazione; che tolto voi dalla scena politica e dal supremo governo, le cose pubbliche andrebbero meglio e si starebbe in ventre di vacca²¹⁵.

E a maggior ragione, rimangono nel fondo dell'archivio privato del presidente, trascurate dalla stampa governativa, le poche lettere di opposizione tenace:

Vecchio pazzo, se la legge sulla rendita e sulla ricchezza mobile verrà approvata, sarete voi pure assassinato ma non con pistole senza palla bensì con un pugnale ben affilato e con un'ottima punta. Se un Lombardo ha saputo ammazzare un innocente come Carnot un altro Lombardo saprà bene pugnalarvi che siete stato e siete tuttora la rovina dell'Italia, di tante famiglie voi la causa di tante miserie. Un italiano – N.B. lo scrivente per vostra norma non è un anarchico ma un semplice contribuente. Uno sfruttato dalle attuali istituzioni²¹⁶.

L'attentato di Lega è di fatto una cura ricostituente per il governo Crispi che sbaraglia le opposizioni sulla questione finanziaria e sulla questione politica delle leggi eccezionali: probabilmente assicura al Gabinetto una sopravvivenza che a inizio giugno sembrava impossibile.

In nome dell'Italia

Nonostante la tregua del giugno, tra il 1894 e il 1895 le voci anticrispine non si tacciono mai completamente e la polemica trova espressione, come già era accaduto negli anni precedenti, nel momento commemorativo, che diviene ora occasione per uno scontro frontale sulla stessa persona di Crispi. Le forze antigovernative decidono di «non lasciare occasione per mantenere viva l'agitazione nei partiti estremi e creare imbarazzo al governo»²¹⁷. La critica alla politica repressiva si fonde con la condanna del triplicismo e dell'africanismo: le commemorazioni della morte di Oberdan, come quelle per Garibaldi o per l'anniversario del 20 settembre, divengono occasione, per i deputati d'opposizione invitati a parlare, scrivono

²¹⁵ Vincenzo Marroni, 17 giugno 1894, Testaccio, Roma, ACS, CC, DSPP, b. 94.

²¹⁶ Anonimo, s.d., ivi.

²¹⁷ Così si legge nella relazione di Sensales a Cavallotti del 25 novembre 1895 relativa alle deliberazioni del Circolo Mazzini, ASR, Serie Prefettura-Gabinetto, b. 505, fasc. 10.11.

i prefetti, «non tanto per commemorare» «quanto per svolgere solite teorie socialiste» e «infervorare così presenti»²¹⁸ «flagellando l'immoralità dell'attuale governo»²¹⁹. Per questo, Crispi ne vieta la maggior parte, sequestra i manifesti in arrivo dall'estero²²⁰ e propone perfino, nel tentativo di limitare le occasioni di scontro, un articolo da aggiungersi al regolamento della Camera onde proibire la commemorazione dei deputati defunti. Si legge in un suo appunto del 1895:

Quando muore un deputato, il presidente lo annunzia alla Camera, e dichiara vacante il collegio dal quale il deputato era stato eletto. Sarà proibita la commemorazione funebre²²¹.

Il 2 giugno del 1894, anniversario della morte di Garibaldi, a Roma un lungo corteo attraversa Piazza del Popolo diretto al Campidoglio: mentre la musica cittadina fa una sosta in Via Gregoriana e suona l'inno di Garibaldi, «un gruppo di giovinastri» socialisti grida «evviva De Felice abbasso Crispi»²²².

L'anno successivo la scena si ripete: da Piazza del Popolo parte una dimostrazione alla presenza di numerose associazioni tra cui si contano le bandiere di

unità operaia, società previdenza fra i sarti, mutuo soccorso, condannati politici, fornai, cappellai, Anita Garibaldi, Giuditta Tavani, mutuo soccorso fra i garibaldini, dei sarti, degli studenti democratici, Giordano Bruno, associazione Francesco Crispi e Mazzini.

È la presenza dell'associazione intitolata al presidente del Consiglio ad impedire che si prosegua collettivamente; scrive il prefetto di Roma:

Poco prima di muovere la presenza dell'associazione di Francesco Crispi faceva decidere le associazioni studenti democratici e quella anticlericale, di Mazzini di Giuditta Tavani a piegare le loro bandiere e ritirarsi. Non hanno finito per seguire il corteo²²³.

²¹⁸ Così scrive il prefetto di Rovigo a Crispi, 21 dicembre 1893, ACS, CC, Roma, b. 37 fasc. 654. Sul 20 settembre del 1894 e 1895 cfr. ACS, CC, Roma, b. 40-41.

²¹⁹ Prefetto di Macerata a Crispi, 24 dicembre 1894, ACS, CC, Roma, b. 37, fasc. 652.

²²⁰ I manifesti sequestrati si trovano in ASR, Serie Prefettura-Gabinetto, b. 505, fasc. 10.1.

²²¹ La bozza si trova in ACS, CC, Roma, b. 22, fasc. 521.

²²² Così si legge nella relazione del questore di Roma, 2 giugno 1894, ASR, Serie Prefettura-Gabinetto, b. 505, fasc. 10.5.

²²³ Lettera del prefetto, 2 giugno 1895, ASR, Serie Prefettura-Gabinetto, b. 505, fasc. 10.8.

Mentre dal corteo mutilato si odono grida di «evviva casa Savoia ed al presidente del consiglio» e di «abbasso Cavallotti», Barzilai organizza una commemorazione minore a Piazza Saffi a cui invita la cittadinanza con un manifesto poi caduto nelle mani della questura:

Se i potenti obliano facilmente i benefizi ricevuti il cuore del popolo non dimentica mai! Onoriamo il Grande che dopo aver calcato sotto il suo piede i tiranni fece dono dei loro regni all'indipendenza ed unità della Patria.

Il 10 giugno, a Civitavecchia, lontano dalla capitale e dalle proibizioni governative, si organizza un'altra commemorazione il cui manifesto ricalca il concetto espresso a Roma da Barzilai: Garibaldi, la cui trasfigurazione mitica e politica è già compiuta, è presentato come l'eroe anticrispino per eccellenza, «terror dei tiranni» e «solievo dei derelitti». Le sue gesta divengono l'esempio a cui guardano i perseguitati dalla repressione governativa, «tra infuriare di losche passioni e il gelido scetticismo che dilaga»²²⁴.

Il momento commemorativo che maggiormente pone in luce i conflitti politici dell'Italia post-risorgimentale è l'anniversario della breccia di Porta Pia, sia per la capacità mobilitante della celebrazione in termini di partecipazione popolare sia per lo sdoppiamento celebrativo che porta con sé, tra feste a «intonazione patriottico-militare» ed eventi «di segno laico e democratico»²²⁵. Il 19 luglio del 1895 Crispi ufficializza il 20 settembre come festa civile²²⁶ con lo scopo di rendere la celebrazione di quell'anno la realizzazione del «proprio modello, semplice ma suggestivo, di rappresentazione della politica»²²⁷ su cui tanto aveva investito nel corso della sua intera carriera. Già dall'estate iniziano i preparativi e nelle strade della capitale – scrive Emma Perodi – «non si parlava d'altro»²²⁸:

Il 15 settembre furono inaugurate le feste. Nessuna penna potrà descrivere che cosa fosse di bello Roma in quei giorni. Le vecchie mura erano ringiovanite dai colori della redenzione, che avevano infiammato le speranze nazionali, dai tre colori della nostra bandiera, che sventolava ovunque, come i cuori di tutta quella immensa quantità d'italiani erano ringiovaniti dai ricordi della epopea patriottica, che ci aveva condotti a Roma. E quei ricordi si mescolavano alle speranze d'avvenire, come le fiammanti camicie rosse indossate dai vecchi e le uniformi dei cacciatori

²²⁴ Manifesto «Commemorazione di Giuseppe Garibaldi», ivi.

²²⁵ M. Ridolfi, *Le feste nazionali*, cit., p. 38.

²²⁶ Documentazione inerente al progetto di legge e al voto di Camera e Senato si trova in ACS, CC, Roma, b. 41, fasc. 675.

²²⁷ B. Tobia, *Una patria per gli italiani*, cit., p. 143.

²²⁸ E. Perodi, *Roma Italiana*, cit., p. 526.

delle Alpi si mescolavano con quelle dei nostri giovani soldati, dei tiratori, e dei forti ginnasti, venuti da ogni parte d'Italia, e di Germania²²⁹.

Il calendario delle celebrazioni romane è ricchissimo e prevede diverse inaugurazioni monumentali: si inizia il 20 settembre con lo scoprimento del monumento di Garibaldi a cavallo sul Gianicolo, opera di Emilio Gallori, e della colonna celebrativa con la Vittoria in bronzo dorato a Porta Pia. Segue, nei giorni successivi, l'inaugurazione della statua di Cavour nel quartiere di Prati e diverse manifestazioni culturali che coinvolgono l'accademia dei Lincei, il Congresso della Società di pubblica assistenza, quello per l'educazione fisica, delle patrie battaglie e quello nazionale dei maestri. A fare da scenografia è la capitale illuminata elettricamente e a gas e percorsa in lungo e largo da bande e orchestre. Il cuore della festa è ovviamente lo scoprimento della statua equestre di Garibaldi. Sul Gianicolo, Crispi tiene un importante discorso in chiave marcatamente anticlericale e in cui, tra i fattori del Risorgimento, viene volontariamente escluso Cavour: lo scopo è quello di assestare un colpo alla Destra e di riavvicinare le forze della Sinistra parlamentare. «La Riforma» fa eco alle argomentazioni governative dedicando un numero speciale alla celebrazione, con tanto di foto in prima pagina della statua: gli articoli pubblicati sono intrisi di anticlericalismo, si prendono in prestito i versi della commedia dantesca per dimostrare l'«impossibilità di far coesistere il potere temporale con la civiltà progressista»²³⁰ e a proposito della statua di Garibaldi si scrive:

Ben all'artista piacque effigiar l'Eroe con la pupilla verso Nord, tra il Vaticano e i Parioli; il Vaticano dove ringhia la lupa cruenta; i Parioli, dove tu cadesti, o Giovanni Cairolì, fiore di giovinezza²³¹.

Crispi, «il consigliere dell'eroe», è al centro della narrazione proposta dalla stampa governativa che racconta di una «folla immensa, strabocchevole, svariata e pur unificata in un sol cuore». Grida di “viva Crispi, viva il baluardo dell'Italia” accompagnano il corteo verso il Gianicolo fino al momento clou dello scoprimento, che il giornale crispino così descrive:

Fu un generale delirio, che invase l'anima: evivva e battimani pareva non bastassero a significarlo: tant'è vero che le altissime passioni in verun modo adeguatamente s'esprimono²³².

²²⁹ Ivi, p. 527.

²³⁰ *Il vaticinio di Dante e la potestà papale*, «Roma intangibile», numero speciale, «La Riforma», 20 settembre 1894.

²³¹ *Roma intangibile*, ivi.

²³² *L'Apoteosi. Garibaldi sul Gianicolo*, ivi.

Poche righe asciutte sono invece dedicate allo scoprimento della statua di Cavour e nemmeno un carattere si batte per far menzione delle celebrazioni minori, dal tono antigovernativo, e dei problemi organizzativi, che pure vi sono e danno filo da torcere a Crispi. Il 20 settembre del 1895 infatti, descritto come “un’apoteosi” nazionale, prova di «quel nesso istituzioni-popolo, quel concetto di monarchia plebiscitaria, rivoluzionariamente legittimata, tanto caro a Crispi»²³³, nasconde diversi elementi di debolezza. Non solo è necessario rafforzare la presenza dell’esercito a Roma, con lo scopo di reprimere i possibili tumulti o incidenti ma, soprattutto, si deve fare i conti con scottanti assenze. Della famiglia di Garibaldi solo Stefano Canzio risponde all’invito del presidente, mentre Menotti fa pubblica adesione alle celebrazioni promosse dai radicali²³⁴. Le amministrazioni locali defezionano in gran numero nonostante i pressanti inviti dei prefetti: molti consigli comunali infatti deliberano contro la proposta di inviare una delegazione; il costo dello spostamento e più importanti ragioni politiche giocano contro il governo, impoverendo la presenza dei capoluoghi e delle provincie. Quando la scelta della giunta non è approvata in maggioranza assoluta, gli esponenti liberali scrivono all’Interno per lamentare l’impossibilità di prendere parte all’evento e si piegano alla volontà dei più²³⁵. Alla scarsa coesione sul piano nazionale si somma un atteggiamento di malcelata indifferenza da parte delle potenze europee, segno della difficile posizione italiana sul piano delle relazioni internazionali: tra le rappresentanze diplomatiche accreditate presso il governo italiano solo l’Inghilterra espone la sua bandiera in segno di simbolica partecipazione, le altre rimangono silenti provocando alcuni «clamorosissimi incidenti» e i fischi del corteo di passaggio sotto Palazzo Chigi, sede dell’ambasciata austriaca²³⁶.

Oltre ai silenzi, vi sono poi le voci di protesta, provenienti *in primis* dal mondo cattolico. Le notizie della commemorazione in preparazione per settembre suscitano tra gli intransigenti una violenta reazione: in agosto circolano a Roma voci su una presunta contro dimostrazione cattolica e sull’invito di Leone XIII a organizzare pellegrinaggi numerosi in tutto il mondo a segno di protesta²³⁷. Al Vaticano arrivano «telegrammi lettere indirizzi cartoline» in numero tale, scrive un corrispondente, da far «piena una stanza»²³⁸ e nelle provincie i cattolici si

²³³ B. Tobia, *Una patria per gli italiani*, cit., p. 147.

²³⁴ Il 17 settembre Menotti Garibaldi scrive a Crispi: «Riconoscente per tuo gentile invito ti ringrazio. Ma non interverrò a questa inaugurazione come non ho assisto a nessun’altra e spero vorrai apprezzarne i motivi», ACS, CC, Roma, b. 42, fasc. 684.

²³⁵ Diversi esempi in ACS, CC, Roma, b. 41, fasc. 677.

²³⁶ B. Tobia, *Una patria per gli italiani*, cit., p. 148.

²³⁷ Così si legge da un telegramma inviato dal corrispondente romano della «Nazione» di Firenze, s.d. (agosto 1895), ACS, CC, Roma, b. 40, fasc. 673.

²³⁸ Corrispondente «Corriere di Torino», telegramma 24 settembre 1895, in *ivi*.

schierano: un «ex deputato» invia dal comune di Crespano un componimento anticrispino affisso sui muri della città e delle chiese in cui si parla del 20 settembre come del «giorno nefasto» dei «seguaci di Satana»²³⁹. «L'Osservatorio romano» si scaglia contro il governo pubblicando, poco dopo le feste, una lettera del papa a Rampolla²⁴⁰ dal tono marcatamente ostile verso il governo.

Ancora più preoccupanti sono poi le dimostrazioni promosse da radicali, repubblicani e socialisti. Già in agosto il questore di Roma, Sironi, viene a conoscenza del progetto di una dimostrazione da tenersi, per lo stesso 20 settembre, a Mentana e Villa Gori, con chiaro intento provocatorio, considerando il significato cui quei nomi rinviano. Il 2 settembre scrive all'Interno:

Mi viene ora riferito che si stiano facendo pratiche con capi partiti sovversivi Livorno Genova Milano Palermo Catania Napoli Roma ed altre città del regno per organizzare in occasione delle imminenti feste una grande clamorosa manifestazione antiministeriale che si vorrebbe poi far degenerare in dimostrazione antidinastica. Da parte mia nulla tralascio e tralascerò per avere notizie precise e per provvedere e terrò di tutto prontamente informato V.E. – intanto compio dovere riferire notizie confidenziali avute – per ogni conseguente effetto nelle altre città²⁴¹.

Le previste manifestazioni si risolveranno in commemorazioni antigovernative a Garibaldi, Mazzini e Venezian dal tono repubblicano e irredentista²⁴²: l'idea del comune riconoscimento nella narrazione risorgimentale proposta da Crispi, valida per tutti «gli italiani», «qualunque sia la loro fede politica»²⁴³, è ormai impossibile da compiersi, osteggiata da autorappresentazioni sempre più competitive e capaci di mobilitare l'opinione pubblica tanto che, ha scritto Maurizio Ridolfi, l'anniversario di Porta Pia diviene un vero e proprio referendum «circa il gradimento dello Stato liberale, posto al centro dell'evento, e il radicamento delle culture politiche territoriali»²⁴⁴.

Nonostante ciò, il 20 settembre del 1895 vi è un'Italia crispina che risponde all'appello del presidente: tra le innumerevoli carte riguardanti la celebrazione si conserva un numero

²³⁹ Ivi.

²⁴⁰ *Lettera di Leone XIII*, «L'Osservatorio romano», 10-11 ottobre 1895, in ivi.

²⁴¹ Telegramma di Sironi, 2 settembre 1895, ACS, CC, Roma, b. 41, fasc. 680.

²⁴² A causa del mancato accordo coi socialisti, il numero di presenti non è particolarmente alto, all'incirca 200 sono i partecipanti, secondo il questore di Roma che definisce la manifestazione un «pieno insuccesso», telegramma del 20 settembre 1895, ivi.

²⁴³ Così scrive Crispi in un telegramma a tutti i prefetti del Regno, 11 settembre 1895, ivi.

²⁴⁴ M. Ridolfi, *Le feste nazionali*, cit., p. 42. Cfr. anche: L. Carfagna, *Legittimazione e delegittimazione nella storia politica italiana*, in L. Di Nucci, E. Galli Della Loggia (a cura di), *Due nazioni*, cit.; G. Belardinelli, *Una nazione "senza anima": la critica democratica del Risorgimento*, in ivi.

consistente di telegrammi di felicitazioni inviati dai sindaci dei comuni del Regno, in cui si attesta la fedeltà al governo e alla monarchia²⁴⁵ e, in maniera forse più significativa, una cascata di missive inviate da associazioni, società operaie, congregazioni di carità, enti, circoli e privati cittadini; numerosissimi sono i telegrammi in arrivo dalle colonie che confermano la partecipazione ai festeggiamenti. Il contenuto delle missive testimonia un successo raggiunto da Crispi nel corso delle celebrazioni del 1895: quello di aver reso la festa della nazione e la celebrazione di Garibaldi la sua autocelebrazione. A testimonianza di ciò i mittenti si rivolgono a lui, mandando solo indirettamente i saluti a Umberto I. Nelle lettere si ritorna ossessivamente sugli stessi concetti utilizzando identiche parole: Crispi ne emerge come lo «strenuo sostenitore del diritto della patria», «principale cooperatore dell'indipendenza», «campione dell'Unità» e delle «glorie italiane», «eroe degli eroi», «baluardo del governo e decoro della nazione», «strenuo difensore delle istituzioni» e «secondo padre della patria». Gli si scrive con «costante devozione» e si prega affinché «continui a dirigere le sorti dell'Italia, con Roma Capitale intangibile»²⁴⁶. Non mancano senatori, deputati, avvocati, architetti, notai, impiegati, militari, reduci, dirigenti scolastici, professori e maestri.

Il 23 settembre da Corleone un veterinario scrive dicendosi «impressionato» dal «patriottico sacrosanto veritiero discorso»²⁴⁷, una settimana dopo da Aversa un professore di ginnasio si unisce all'appello contro gli «empi nemici»²⁴⁸ e manda un incoraggiamento per proseguire l'opera di vero progresso. Negli stessi giorni dall'istituto di Torre Annunziata, a firma del professore e dell'intera classe di studenti, si invia un canto al «patriota insigne / e principale fattore / dell'unità e della grandezza / nazionale»²⁴⁹.

Vi è dunque una narrazione, posta sotto assedio da altre in veloce crescita, capace ancora di imporsi, in cui il concetto di patria e l'immagine del leader Crispi si fondono, così come scrive un professore di Malta nel sonetto d'occasione inviato al presidente:

Crispi glorioso, alcun ti mira
 Dal mar de le calunnie e degli agguati,
 D'immensa invidia, d'implacabil'ira...
 Ma tu trionfi e trionfante guati:
 [...]
 Te, acclama, invitto Cavalier, la voce
 Santa d'Italia, e non ti chiama invano,

²⁴⁵ ACS, CC, Roma, b. 43, fasc. 694.

²⁴⁶ Numerosi telegrammi si trovano in ACS, CC, Roma, b. 42, fasc. 681.

²⁴⁷ Stefano Salina, 23 settembre 1894, Corleone, ivi.

²⁴⁸ Romualdo Galli, 30 settembre 1894, Aversa, ivi.

²⁴⁹ Clemente Caterini e alunni, s.d., Torre Annunziata, ivi.

perché ritorni al lustro suo primiero²⁵⁰.

L'Africa

Nella riflessione relativa alla polarizzazione delle forze attorno a Crispi negli anni del suo ultimo mandato, non può essere elusa la questione della politica estera: il colonialismo, in particolare, è al centro del dibattito tra crispini e anticrispini. Nonostante gli scarsi risultati raggiunti a causa di una politica poco chiara che alterna fasi di stallo a tentativi di avanzamento, gli eventi africani suscitano profondo interesse nell'opinione pubblica e rimangono centrali per la creazione del consenso al governo, che ne fa «il banco di prova del patriottismo», tanto che chi non ne condivide le ambizioni si trova «esposto all'accusa di essere antinazionale»²⁵¹. Come già era accaduto per i mandati precedenti il sogno africano è impiegato «come camera di compensazioni delle crescenti frustrazioni in politica interna ed estera»²⁵²: nei difficili giorni del luglio 1894, quando in parlamento si discutono le leggi antianarchiche, la vittoria di Cassala, riportata da Baratieri il 17 dello stesso mese è presentata dai giornali governativi come un risultato eccezionale, frutto della preparazione dell'esercito e della capacità dei suoi generali²⁵³. Cinque mesi dopo Giolitti presenta alla Camera il famoso plico contro Crispi il quale decide di sciogliere il parlamento per evitare la discussione a proposito dei documenti. La motivazione addotta è che l'azione di Giolitti e dei suoi sostenitori metta in pericolo la vita stessa delle istituzioni. I parlamentari reagiscono rabbiosamente: Cavallotti, Rudinì, Zanardelli definiscono l'atto come un'espressione dello spirito da dittatore giacobino proprio di Crispi e ne denunciano l'incostituzionalità. Nel paese però la notizia è accolta «con una certa calma»²⁵⁴: di nuovo è la politica estera a spostare l'attenzione dei più. Fortuna vuole che in quei giorni le prime pagine dei giornali riportino una serie di importanti vittorie africane che permettono all'Italia un controllo quasi completo del Tigre. Ancor più che per Cassala, le notizie producono una grande eccitazione: arrivano le congratulazioni dei governi stranieri e Baratieri è promosso tenente generale.

²⁵⁰ C. Sipione, *Sonetto a Sua Eccellenza Francesco Crispi*, Malta, Tipografia G. Maistro e G. Rizzo, 1895, ivi.

²⁵¹ R. Vivarelli, *Fascismo e storia d'Italia*, cit., p. 58. Cfr. anche: A. Triulzi, *L'Africa come icona. Rappresentazioni dell'alterità nell'immaginario italiano di fine Ottocento*, in A. Del Boca (a cura di), *Adua: le ragioni di una sconfitta*, Roma-Bari, Laterza, 1997, pp. 255-281; N. Labanca, *L'Africa italiana*, in M. Isnenghi (a cura di), *I luoghi della memoria*, cit., pp. 260-288.

²⁵² F. Cammarano, *Storia dell'Italia liberale*, cit., p. 211.

²⁵³ A titolo di esempio: *L'Italia a Cassala*, «La Riforma», 21 luglio 1894.

²⁵⁴ C. Duggan, *Creare la Nazione*, cit., p. 812.

Quando poi le vittorie non arrivano, Crispi si serve del sogno africano facendo bella mostra dei suoi protagonisti. Nel luglio del 1895 Baratieri, richiamato in patria, è accolto come un eroe nazionale:

In quei giorni il miraggio africano abbagliava più che mai il paese. Era giunto l'on. Baratieri in Italia, festeggiato come un trionfatore, e quando erasi presentato alla Camera a giurare, il Presidente avevalo abbracciato e da tutti i settori, eccetto da quelli dell'estrema sinistra, erano partiti fragorosi applausi. Al comandante del corpo d'Africa fu offerto un banchetto dai Mille all'*Hotel de Rome*, al quale assistettero il presidente del Consiglio e il Ministro della Guerra, e quindi il Baratieri partì per il Trentino e ovunque passò ebbe entusiastiche dimostrazioni²⁵⁵.

In sua assenza era stato nominato deputato e il 26 luglio, al suo ingresso alla Camera, è salutato da un'ovazione a cui non resistono neppure i radicali. Ha scritto Fulvio Cammarano:

Il rientro in patria del governatore in effetti fu sfruttato soprattutto dal presidente del consiglio, intenzionato a rafforzare la propria immagine. Crispi poteva ritenersi soddisfatto del brindisi con cui Menotti Garibaldi salutava il generale come colui che aveva rinverdito la memoria del padre, mentre Baratieri alzava il calice in onore del presidente del consiglio, definendo la mente dell'impresa dei 1000. Tra un banchetto nell'altro, cavalcando l'onda emotiva, Barattieri ottiene rinforzi desiderati²⁵⁶.

Le stesse sconfitte militari possono essere utilizzate in funzione legittimante e aggregante: così accade nel dicembre del 1895 in occasione della disfatta di Amba Alagi che Crispi presenta come un rovescio momentaneo, tipico di qualsiasi guerra. I funerali dei militari italiani hanno una forte impatto sull'opinione pubblica: persino i vescovi e i sacerdoti vi partecipano, seguiti da folle commosse²⁵⁷. In parlamento, anche a causa dell'impossibilità dei socialisti di porsi alla guida dell'opposizione²⁵⁸, le tesi crispine sulla necessità di una rivincita convincono i più e il governo ottiene altri 20 milioni di lire per proseguire²⁵⁹.

Nonostante ciò, le voci antiafricaniste si fanno sentire: già nel giugno del 1894 Sironi aveva dato notizia che nel circondario romano la partenza dei soldati, momento solenne di unione patriottica, era stata interrotta da «giovinastri appartenenti al circolo socialista anarchico

²⁵⁵ E. Perodi, *Roma Italiana*, cit., p. 525.

²⁵⁶ F. Cammarano, *Storia dell'Italia liberale*, cit., p. 213.

²⁵⁷ Cfr. ACS, CC, DSPP, b. 104, fasc. 652.

²⁵⁸ Andrea Costa fu il più strenuo oppositore alla continuazione della guerra in Africa.

²⁵⁹ Anche se deve accettare una seconda votazione con cui a maggioranza schiacciante si chiede l'impegno del governo ad essere «contrario ad una politica di espansione», R.H. Rainero, *L'anticolonialismo italiano da Assab ad Adua (1869-1896)*, Milano, Edizioni di Comunità, 1971, pp. 312-313.

Aurelio Saffi»²⁶⁰. Per tutto il 1895 le manifestazioni anticolonialiste di radicali e socialisti contro le «avventure pазze»²⁶¹ del governo sono soffocate sul nascere grazie al divieto di riunione e alla censura ma la tensione rimane alta.

La già citata sconfitta di Amba Alagi solleva ulteriori proteste, «proprio quando taluni oppositori parevano rassegnati al fatto coloniale [...] conquistati quasi dalle rosse prospettive che il pacifico possesso dell'Eritrea sembrava aprire»²⁶². La strada per la riuscita in Africa sembra essersi fatta troppo impervia e nell'opinione pubblica iniziano a emergere «specialmente ad opera dei cattolici, dei democratici e dei socialisti nuovi motivi di opposizione anticoloniale»²⁶³. Lo sventato massacro di Makallè del gennaio 1896, evitato solo grazie a un accordo con Menelik, è presentato dai giornali ministeriali come un pieno trionfo degli italiani e nelle piazze del Regno si acclama il governo che vince contro i barbari²⁶⁴: è l'ultimo atto dell'africanismo crispino. Al presidente manca un progetto preciso, lo stesso Baratieri ha perso lucidità e il prudente Sonnino rimane inascoltato.

Poco dopo, l'opposizione esplode nelle strade, radicali e socialisti organizzano comizi nelle principali città del Regno per «agitare il paese antiafricanamente»²⁶⁵; nel febbraio del 1896 un privato scrive a Crispi:

Ritirate spedizione africa risparmiereτε disastri patria esaudireτε volere
unanime italiani onesti specialmente ventitremila veneziani firmatari mie
petizioni. Iddio salvi Italia re costituzionale²⁶⁶.

Quando si diffonde la notizia della sconfitta di Adua sono le piazze a non lasciare una possibilità di salvezza al governo dando vita a un moto disordinato dal «sapore di vera e propria rivolta»²⁶⁷. I muri si riempiono di «abbasso Crispi», «molti operai e molti studenti» organizzano cortei che partono dalle università e coinvolgono la popolazione. Si sfrutta «l'impressione dolorosissima» del disastro per fomentare la protesta: alle urla contro Crispi

²⁶⁰ Telegramma di Sironi, 28 giugno 1894, ASR, Serie Prefettura-Gabinetto, b. 505, fasc. 10. 8.

²⁶¹ Così per esempio dice Colajanni al teatro di Castel San Giovanni il 23 febbraio del 1896, Telegramma intercettato del corrispondente del «Don Chisciotte», ACS, CC, DSPP, b. 98, fasc. 601.

²⁶² R.H. Rainero, *L'anticolonialismo italiano da Assab ad Adua (1869-1896)*, cit., p. 309.

²⁶³ *Ibidem*.

²⁶⁴ A titolo di esempio: il prefetto Cavasola scrive da Modena il 20 gennaio 1895: «Iersera al teatro comunale letto ultimo telegramma riguardante Makallè pubblico proruppe in grandi acclamazioni al tenente colonnello Galliano, all'esercito e all'Italia. Inno reale ripetuto tra ovazioni generali». Il 2 febbraio il prefetto di Ancona dà conto di una manifestazione improvvisata dagli studenti dell'istituto tecnico e ginnasio per festeggiare i successi africani. ACS, CC, DSPP, 104, fasc. 652.

²⁶⁵ Telegramma del corrispondente del «L'Italia del Popolo», s.d., ivi.

²⁶⁶ Telegramma, 12 febbraio 1896, ivi.

²⁶⁷ R.H. Rainero, *L'anticolonialismo italiano da Assab ad Adua (1869-1896)*, cit., p. 330.

rispondono i “viva Menelik” di Roma e Palermo²⁶⁸. I giornali cattolici si schierano dalla parte del nemico africano, «vittima, come il papa, delle violenze e delle aggressività della nuova Italia»²⁶⁹. Già in febbraio il giornale «L'Adige» aveva pubblicato un breve articolo della «Voce delle Marche» in cui si propone un confronto tra Crispi e Menelik a firma di un giornalista clericale:

Menelik fa la guerra per salvare l'indipendenza d'Etiopia dal giogo straniero, Crispi fa la guerra per salvare il portafogli dal giogo dell'opposizione. Menelik non ha avuto mai da fare con nessun Tanlongo abissino, Crispi è stato sempre nelle più cordiali relazioni con tutti i Tanlongo. Menelik avrebbe potuto far morire di sete il battaglione di Galliano e non l'ha fatto, Crispi fa morire di fame tanti poveri disgraziati per mancanza di lavoro e d'occupazione.

Nel commento del giornalista de «L'Adige» si legge: «i due punti principali sono quelli dove il giornale di Fermo accusa il dittatore di far morire la gente di fame e di far la guerra per salvare il portafoglio»²⁷⁰.

La repulsione verso la politica governativa si tinge di antipatriottismo e trova nella prima settimana di marzo la sua più feroce espressione contro il presidente. I funzionari governativi sono in difficoltà: mentre «la folla tumultuava in tutte le grandi città» – scrive Achille Bizzoni – i prefetti esterrefatti si barricavano nei loro palazzi»²⁷¹. Da Sassari, il 3 marzo si scrive a Crispi:

Notizia fatto del 1° marzo ha destato profondo accoramento che non ebbe sinora espressione menché dignitosa. Classi popolari non use manifestare per ora almeno non danno segno di uscir ordinario contegno. Ho operato sulle classi dirigenti sulla scolaresca universitaria e cerco in nome della patria di tener in freno il giornale di opposizione. Ho preso i necessari con autorità militare r. procuratore e sindaco. Date istruzioni ai sottoprefetti e funzionari p.s.²⁷²

La forza della piazza è decisiva e fa dilagare la protesta «dal paese al parlamento»²⁷³. I deputati socialisti, tra cui Agnini, Baldoni, Costa, Ferri e Prampolini, ritengono che il momento sia propizio per «dare alle rivendicazioni, fino ad allora senza grande contenuto politico,

²⁶⁸ Ivi, p. 336.

²⁶⁹ Ivi, p. 317.

²⁷⁰ *Menelik e Crispi*, «L'Adige», 6 febbraio 1896, ACS, CC, DSPP, 104, fasc. 652.

²⁷¹ A. Bizzoni, *L'Eritrea nel passato e nel presente*, Milano, Sonzogno, p. 507 cit. in R.H. Rainero, *L'anticolonialismo italiano da Assab ad Adua (1869-1896)*, cit., p. 330.

²⁷² Telegramma del prefetto di Sassari, 3 marzo 1896, ACS, CC, DSPP, b. 104, fasc. 652.

²⁷³ R. H. Raineri, *L'anticolonialismo italiano da Assab ad Adua (1869-1896)*, cit., pp. 329-30.

all'infuori di quello anticrispino e anticoloniale, un concreto punto di riferimento»²⁷⁴ e pubblicano a Milano un manifesto incitante la popolazione a perseguire l'allontanamento definitivo di Crispi dal potere che così recita²⁷⁵:

Ministero presieduto Crispi caduto sotto peso sua colpa sua vergogna.
Volontà popolare trionfato dittatura arbitrio ma perché vittoria moralità
buon senso libertà non sia vana occorre che voi agitatevi che voi
affermatene dappertutto nelle associazioni nei comuni sulla piazza
manifestando volontà vostra ferma solenne che politica nefasta ministero
testé caduto non risorga sotto forme nuove ingannatrici²⁷⁶.

Il presidente ne chiede il sequestro ma si trova davanti alla fermezza del procuratore generale che «non riconosce gli estremi»²⁷⁷ per agire. L'anticrispismo coloniale è venuto a saldarsi con quello interno, la caduta del governo non può più essere evitata.

Scontro di idee, scontro di leader

I due Rabegas

Una caratteristica non trascurabile della lotta tra crispini e anticrispini è il forte tasso di personalizzazione: Crispi si trova a confrontarsi con altri leader che sono a tutti gli effetti degli uomini provvidenziali, incarnazioni del carisma, capaci di mobilitare il consenso popolare a più livelli attraverso riti, simboli e mezzi di propaganda estremamente diversi. In questo senso, il complesso biennio 1894-1896 diviene un punto di vista privilegiato per indagare i primi passi della personalizzazione della lotta politica in cui lo scontro delle idee si traduce in uno scontro tra due uomini e la loro immagine. L'esempio più evidente di tale fenomeno è senza dubbio costituito dalla disputa tra il presidente del Consiglio e Felice Cavallotti, elemento di punta del partito radicale dopo la morte di Bertani, «leader carismatico e popolare senza eguali»²⁷⁸. La storia del rapporto tra i due uomini politici è fatta di momenti di vicinanza e distacco ma fino allo stato d'assedio è basata sul rispetto reciproco. Ha scritto Christopher Duggan che «come Pisani Dossi, Levi e gli altri intellettuali nati negli anni

²⁷⁴ Ivi, p. 331.

²⁷⁵ Lo scivolamento della protesta socialista sul piano di una denuncia dell'uomo è però un errore tattico poiché irrobustendo l'opposizione antigovernativa, svuota al contempo quella anticoloniale e impedisce la definizione di un concreto programma anticolonialista delle forze della sinistra. Cfr. R.H. Rainero, *L'anticolonialismo italiano da Assab ad Adua (1869-1896)*, cit., R. Colapietra, *L'Italia in Africa da Assab ad Adua*, «Belfagor», XIV, 1959, pp. 261-285; A. Trova, *Il dibattito sul colonialismo nella stampa socialista italiana tra il primo governo Giolitti e la crisi di fine secolo*, «Quaderni sardi di storia», 1981, pp. 1147-1179.

²⁷⁶ ACS, CC, DSPP, b. 104, fasc. 652.

²⁷⁷ Procuratore generale di Milano a Crispi, 7 marzo 1894, ACS, CC, DSPP, b. 104, fasc. 652.

²⁷⁸ M. Ridolfi (a cura di), *La democrazia radicale nell'Ottocento europeo*, cit., p. 320.

Quaranta per i quali Crispi incarnava la grandezza dell'ideale in politica, Cavallotti nutriva per il grand'uomo sentimenti quasi filiali²⁷⁹. Già nel 1889 i due erano arrivati ai ferri corti per via della politica estera e della lotta governativa all'irredentismo, ma, nel 1893, all'alba dell'ultimo mandato del siciliano, Cavallotti si mantiene morbido sul governo, attendendo le prime mosse di Crispi. Dopo il decreto del 3 gennaio del 1894 la rottura appare irreparabile e lo scontro scivola «dal terrendo dei rapporti politici su quello dei rapporti personali»²⁸⁰. Il radicale si ingaggia in una acerrima battaglia contro il premier su due diversi piani: da una parte Cavallotti, sfruttando la sua enorme fama di leader e scrittore, si rende il punto di raccordo con i socialisti di Turati che sentono di combattere «per Cavallotti, contro Crispi»²⁸¹; dall'altra affida la sua propaganda anticrispina agli articoli fatti pubblicare su «Il Secolo»²⁸². Con l'appello diretto al paese egli tenta di alienare a Crispi le simpatie dell'opinione pubblica, agitando il problema della «questione morale». La reazione non si fa aspettare e, anche in questo caso, polarizza le posizioni. Sui giornali i due uomini politici divengono oggetto di editoriali infiammati, i giornalisti li paragonano a personaggi letterari o a uomini del passato: c'è chi si schiera a difesa del «venerando vegliardo»²⁸³ e chi invece punta il dito contro «l'affossatore delle libertà statuarie», «il Dittatore che [...] sgoverna»²⁸⁴ o, riproponendo un lessico di chiara derivazione risorgimentale, il reazionario «borbone». Cavallotti, considerato a Milano «bardo della democrazia», è accusato dai giornali governativi d'essere «l'impotente Aristarco»²⁸⁵, «istrione della democrazia, volgare, vigliacco editore di *plichi* ignominiosi» e «Rabegas della politica italiana»²⁸⁶: il personaggio teatrale già utilizzato dal giornalismo in riferimento a Crispi è qui impiegato per il suo avversario²⁸⁷. La caratterizzazione dell'individuo, che prevede un'estremizzazione dei suoi pregi e dei suoi difetti, dona colore alla vicenda politica mentre l'abbandono dei tecnicismi linguistici, in vista di un abbassamento e al contempo di un inasprimento dei toni, traduce lo scontro in termini che sono alla portata dei più²⁸⁸.

²⁷⁹ C. Duggan, *Creare la Nazione*, cit., p. 808.

²⁸⁰ A. Galante Garrone, *Felice Cavallotti*, Torino, Unione tipografico-editrice torinese, 1976, p. 639.

²⁸¹ Ivi, p. 646.

²⁸² *Lettera agli elettori*, «Il Secolo», 24 dicembre 1894; *Epistola ai Corinti*, ivi, 5-6 marzo 1895; *Lettera agli onesti di tutti i partiti*, ivi, 10 giugno 1895 ora in F. Cavallotti, *Per la storia. La questione morale su Francesco Crispi 1894-1895 esaminata da Felice Cavallotti*, Milano, Aliprandi, 1895.

²⁸³ *Cavallotti in Sicilia*, «Il Freno», 18 maggio 1895, ACS, CC, DSPP, b. 93, fasc. 563.

²⁸⁴ Così si scrive dalla Lega a Cavallotti, telegramma del 14 dicembre 1894, ACS, CC, DSPP, b. 93, fasc. 563.

²⁸⁵ S.t., «La Sicilia liberale», 17 maggio 1895, ACS, CC, DSPP, b. 93, fasc. 563.

²⁸⁶ *Cavallotti in Sicilia*, «Il Freno», 18 maggio 1895, ACS, CC, DSPP, b. 93, fasc. 563.

²⁸⁷ Lo stesso Cavallotti, in una lettera a Levi del 30 luglio 1889 aveva accusato l'antico allievo di essersi posto al servizio «d'un Rabegas rimbambito», A. Galante Garrone, *Felice Cavallotti*, cit., p. 564.

²⁸⁸ Cfr. F. Cammarano, S. Cavazza, *Il nemico in politica*, cit.

Quando a maggio Cavallotti si ferma a Palermo per tenere un discorso, mentre «un centinaio di socialisti» gridano in piazza “abbasso Crispi”, «quattrocento studenti si riuniscono sotto l’Hotel di Cavallotti gridando viva Crispi».²⁸⁹ A Catania, seconda tappa del deputato, la piazza, fedele a Crispi, lo fischia e sui giornali locali si scrive con risentimento:

il famigerato lanciatore di plichi, il poeta plagiatario, il rinnegato italiano, che per diverse bocche, novello Cerbero, ingoia olimpicamente l’oro francese di Cernuschi, è venuto in Sicilia²⁹⁰.

Se al Sud la sua popolarità è incerta, visto la radicata fortuna di Crispi nelle province meridionali, a Nord Cavallotti è un leader riconosciuto, i suoi arrivi alla stazione sono accolti da folle festanti e durante i disordini del giugno del 1895, nel capoluogo lombardo, al grido di “abbasso Crispi” si risponde “viva Cavallotti”²⁹¹. Nonostante ciò, la campagna propagandistica anticrispina portata avanti quell’anno dal radicale, che pur fa vendere 300 mila copie a «Il Secolo» in pochi giorni, non ha l’effetto sperato, non solo in parlamento dove Crispi riesce a evitare di costituire una commissione per indagare circa le accuse mossegli, ottenendo un voto di fiducia schiacciante, ma anche nel paese dove la sensazione generale «è che nei documenti pubblicati da Cavallotti» non ci sia «nulla che potesse danneggiare seriamente Crispi»²⁹². L’attacco sembra non compromettere seriamente la popolarità del presidente del Consiglio ma anzi produce un moto di empatia nei suoi confronti. Nel 1895 Crispi riceve numerose lettere da parte di privati, dall’Italia e dall’estero, e anche qualche componimento poetico: i suoi mittenti scrivono contro «il cialtrone»²⁹³ e incoraggiano il «glorioso vegliardo» a proseguire. Nella corrispondenza non si fa quasi riferimento alle motivazioni politiche dello scontro ma esclusivamente alla vicenda delle accuse pubbliche di Cavallotti e si identificano l’eroe e l’antieroe nell’immagine del «Catilina delle istituzioni» e del «Procida profanato»²⁹⁴ cui si manda un certificato di fiducia inscalfibile che poggia sulla «base granitica»²⁹⁵ dei meriti: «Le inique armi dei tuoi calunniatori si infrangono sulla tua adamantina tempra dell’intemerato onore e patrio tuo amore»²⁹⁶.

²⁸⁹ Telegramma del prefetto al ministero dell’Interno, 16 maggio 1894, ACS, CC, DSPP, b. 93, fasc. 563.

²⁹⁰ S.t., «La Sinistra Storica», 18 maggio 1895, ivi.

²⁹¹ Così riporta un telegramma del corrispondente del «Messaggero», 22 giugno 1895, ivi.

²⁹² C. Duggan, *Creare la Nazione*, cit., p. 828-829.

²⁹³ Così scrive un anonimo a Crispi, s.d., ACS, CC, DSPP, b. 93, fasc. 563.

²⁹⁴ Anonimo, s.d., ivi.

²⁹⁵ Così scrive da Nerola Sabina un privato cittadino, 30 giugno 1895, ivi.

²⁹⁶ Così scrivono dal Circolo del Centro di Alcamo, 30 dicembre 1894, ivi.

Le accuse mosse dal radicale gli sono spesso ritorte: un reduce delle patrie battaglie scrive da Treviso dopo la pubblicazione della *Lettera agli onesti di tutti i partiti* al direttore de «La Riforma»:

Nella lettera testé pubblicata dal Cavallotti [...] diretta a tutti gli onesti (tipo Cavallotti) nella quale il bardo si affatica a voler demolire S.E. il Presidente del Consiglio On. Crispi – tra i tanti documenti pubblicati a danno di quest’ultimo – si è dimenticato di farne stampare uno che formerebbe la vera gloria del libellista Cavallotti. E sarebbe: la dichiarazione: che la pubblicazione fatta in odio al presidente del Consiglio, fu pagata al Cavallotti a peso di napoleoni d’oro dalla repubblica francese, la quale ad ogni costo vorrebbe vedere S.E. Crispi scendere dal potere supremo. Crispi, però, rifulgerà più che mai di gloria e sarà adorato dal popolo italiano e dal re. Cavallotti, traditore della patria e disprezzato da tutti, terminerà tristemente i suoi giorni al manicomio criminale. Viva Crispi, viva il re!²⁹⁷

D’altra parte, lo stesso Cavallotti riceve in quegli anni un numero considerevole di missive da «oscuri corrispondenti» che «ci danno un’idea di quello che il suo nome fosse diventato per tanti italiani»²⁹⁸. Si tratta, ha scritto Galante Garrone nella sua biografia di Cavallotti, di «un’Italia garibaldina, democratica, laica» che pare non differire molto da quella che si dichiara garibaldina, democratica, laica e crispina.

Nonostante le intenzioni del leader radicale, lo scontro sulla questione morale tra il 1894 e il 1895, fatta di «virulenti attacchi personali» capaci di stuzzicare «la morbosa curiosità della folla» e far «correre il nome di Cavallotti sulla bocca di tutti»²⁹⁹, interviene, in parte, a indebolire la portata del progetto politico radicale. Non solo infatti «la diffidenza verso il movimento operaio e socialista e, all’opposto, la diffidenza di questi ultimi verso i radicali»³⁰⁰ ma pure lo scivolamento dal terreno politico-istituzionale a quello meramente personale, valgono a dimostrare per certi versi, la debolezza della proposta radicale. Ha scritto Cammarano a proposito di Cavallotti:

Egli aveva preferito privilegiare il terreno dell’invettiva personale, scelta questa congeniale alla sua sensibilità di moralista integerrimo ma per molti versi anche funzionale alle limitate risorse parlamentari organizzative dei radicali. [...]. Cavallotti aveva trovato il modo di rafforzare la propria immagine di leader dell’opposizione senza pregiudicare in modo irreparabile i rapporti con il sovrano e di conseguenza un possibile futuro incarico di governo. [...]. Comunque, avvinghiati in un duello mortale, i

²⁹⁷ Antonio Casalini, 23 giugno 1895, ivi.

²⁹⁸ A. Galante Garrone, *Felice Cavallotti*, cit., p. 630.

²⁹⁹ Ivi, p. 652.

³⁰⁰ Ivi, p. 656.

due contendenti stavano inconsapevolmente mettendo scena lo spettacolo del tramonto della cultura radicale ottocentesca, posta sotto pressione dal tema non più eludibile dell'organizzazione dell'ingresso delle masse nello Stato³⁰¹.

Cesare e Bruto

Più rumoroso della disputa cavallottiana è lo scontro, seppur meno diretto, tra Crispi e De Felice Giuffrida, il deputato catanese che aveva creato il fascio dei lavoratori di Catania nel 1891, facendone un'organizzazione dai tratti moderni «che alle tradizionali misure solidaristiche delle società di mutuo soccorso assomma le nuove forme di sociabilità politica»³⁰². De Felice è per Crispi una «vera ossessione»³⁰³: egli teme l'estremismo delle sue posizioni politiche, la sua vicinanza al mondo anarchico e la sua popolarità. Il catanese gode infatti di un enorme seguito, circondato da una schiera di uomini fedeli che ne appoggiano pienamente l'operato fuori e dentro la Camera: in un impasto di retaggi culturali antichi e nuove caratterizzazione della leadership politica, nella Sicilia arretrata di fine Ottocento, in molti guardano a lui come all'incarnazione vivente di un santo. Così scrive il giornale «Adriatico» a tal proposito:

L'ingresso di De Felice a Catania dopo la elezione fu un trionfo, una apoteosi: quando il piroscalo che lo conduceva giunse in porto una folla di imbarcazioni imbandierate, piene di popolo acclamante, s'accalcò intorno al battello. Le strade erano imbandierate: dappertutto grandi festoni di verdi e di fiori: cinquanta musiche venute dai dintorni suonavano. Il popolo in preda ad un fanatismo che non si descrive, gridava: *Viva il nostro padre, viva il nostro Cristo, viva il nostro salvatore*. Chi vide quella scena, ricordante gli ingressi di Garibaldi nelle città siciliane, non la dimenticherà mai. Il resto della sua vita, e la sua azione parlamentare tutti conoscono. Il *Santo* di Catania – come lo chiamano, il parlatore non dotto ed elegante, ma immaginoso, e fluente, è rinchiuso nelle carceri giudiziarie, pare sotto l'accusa di alto tradimento³⁰⁴.

Anna Kuliscioff, scrivendo nel 1899 a Turati parla di lui come del viceré di Catania:

De Felice è il vero viceré; i baroni e i principi lo ossequiano, i facchini del porto lo abbracciano, gli operai delle zolfatare si rivolgono a lui come al redentore, le ragazze allegre lo festeggiano al suo passaggio. T'assicuro ch'è un vero spettacolo che non si può vedere che a Catania e credo che,

³⁰¹ F. Cammarano, *Storia dell'Italia liberale*, cit., p. 225.

³⁰² G. Astuto, *Il viceré socialista: Giuseppe De Felice Giuffrida sindaco di Catania*, Acireale, Gruppo editoriale Bonanno, 2014. Cfr. anche: M. Meriggi (a cura di), *Élites e associazioni nell'Italia dell'Ottocento*, «Quaderni storici», 77, 2, 1991, pp. 357-542.

³⁰³ G. Astuto, *Il viceré di Catania*, cit., p. 15.

³⁰⁴ *Lettere Siciliane. De Felice Giuffrida Lotte processi trionfi*, «Adriatico», 12 gennaio 1894, ivi.

se lo si vedesse anche in qualche altro luogo della Sicilia, non avrà la grandiosità del barocco come lo è a Catania³⁰⁵.

Nella burrascosa primavera del 1894, il governo chiede e ottiene un provvedimento contro Giuffrida e gli altri capi siciliani³⁰⁶. La scelta di Crispi però non funziona come sperato: l'arresto, anziché far sparire dalla scena il leader, ne alimenta la popolarità facendone – scrive il «Don Chisciotte» – «un martire a buon mercato»³⁰⁷. I giornali di opposizione insistono sull'incostituzionalità dell'arresto del deputato che gode dalle guarentigie parlamentari³⁰⁸ e sbeffeggiano le «scandalose burlette» governative per cui si ipotizza un «abboccamento»³⁰⁹ di Giuffrida con Cipriani in vista della rivoluzione. «Il Bruto di Crispi è De Felice»³¹⁰ scrive a ragione il Dott. Calce in *Italia o Crispalia?*: per questo, dopo l'arresto, è necessario a tutti i costi che la causa in tribunale sia vinta e che il deputato sparisca il tempo necessario a calmare le acque. Un collaboratore anonimo da Catania scrive a Crispi:

La epurazione delle liste e lo scioglimento del consiglio sono due condizioni indispensabili per battere il partito di De Felice e rendere difficile la rielezione di lui, che senza di ciò, è cosa quasi certa. Un'altra condizione, quasi indispensabile, è che De Felice sia condannato e non graziato né amnistiato, fino a quando non siano sensibilmente assennate le cause economiche del malcontento attuale. Una quarta condizione [...] è che De Felice sarà condannato e che non vi ha pericolo di vederlo ritornare trionfante, presto a Catania³¹¹.

Lo scontro tra i due uomini è frontale, l'acclamazione pubblica dell'uno, la sua legittimazione da parte dell'opinione pubblica, comporta il fallimento dell'altro: «in questo momento di lotta – scrive un crispino – la vittoria di De Felice è completa disfatta di Crispi»³¹².

Il processo è seguito «con grande interesse da tutta Italia», l'autodifesa di De Felice «intelligente ed appassionata»³¹³, trova larghi consensi nell'opinione pubblica tanto da «suscitare irritazione negli ambienti conservatori»³¹⁴ infastiditi dalle possibilità di propaganda politica che la pubblicità del processo dona ai fasci siciliani. Le aule sono sempre piene, con

³⁰⁵ Cit. in G. Astuto, *Introduzione*, Id., *Il viceré di Catania*, cit., p. 9.

³⁰⁶ F. Renda, *I Fasci siciliani*, Torino, Einaudi, 1977; G. Giarrizzo, *I fasci siciliani*, in P. Manali (a cura di), *I Fasci dei Lavoratori e la crisi italiana di fine secolo* (1892-1894), Caltanissetta, Sciascia, 1995.

³⁰⁷ *L'arresto di De Felice*, «Don Chisciotte», 5 gennaio 1894, ACS, CC, DSPP, b. 130.

³⁰⁸ Cfr. *Metodo sbagliato*, «Don Chisciotte», 8 gennaio 1894, ivi. Cfr. anche *Il flagrante delitto*, «La Capitale», 7 gennaio 1894, ivi.

³⁰⁹ *In pieno stato d'assedio*, «Il Mattino», 8-9 gennaio 1894, ivi.

³¹⁰ Dott. Calce, *Italia o Crispalia?*, cit., p. 16.

³¹¹ Lettera s.d., ACS, CC, DSPP b. 92, fasc. 558.

³¹² *Ibidem*.

³¹³ G. Astuto, *Il viceré di Catania*, cit., p. 17.

³¹⁴ G. Candeloro, *Storia dell'Italia moderna*, vol. VI, *Lo sviluppo del capitalismo e del movimento operaio*, cit., p. 429.

presenza numerosa del «bel sesso»³¹⁵, i giornali dedicano le prime pagine alla descrizione delle giornate di dibattito e attorno al leader si definisce «l'aureola del perseguitato politico, che diventerà il simbolo della repressione e alimenterà il mito attorno alla sua figura di combattente per la libertà»³¹⁶. Crispi, preoccupato «per le potenzialità spettacolari che il pubblico, i giornali, gli avvocati, gli imputati e la stessa architettura delle aule di giustizia»³¹⁷ garantiscono al processo, scrive a Morra:

Dopo il processo di Palermo, il cui lungo e disordinato dibattito fu scuola di anarchia, non vorrei che un altro se ne apra a Messina dello stesso genere. Il sentimento morale delle popolazioni ne resterebbe conturbato e le istituzioni politiche ne soffrirebbero grandemente. I testimoni devono rispondere alle domande del presidente e non dire tutto quello che vogliono perché l'ordine pubblico ne soffrirebbe³¹⁸.

Il governo adotta le maniere forti: a Catania si nega lo scioglimento del consiglio comunale per sbarrare la strada a De Felice³¹⁹ mentre le elezioni amministrative previste per l'estate sono posticipate in molti comuni alla seconda settimana di luglio per evitare la candidatura dei processati di Sicilia³²⁰. Crispi non riesce però a evitare i moti di piazza più violenti, che arrivano con la condanna del deputato a fine maggio: per dieci giorni da Milano a Palermo le città si riempiono di «abbasso Crispi» e «viva De Felice». A Ravenna durante una rappresentazione al Teatro Alighieri vengono gettati dai loggioni cartellini inneggianti ai condannati di Palermo. Per tutto giugno sui muri della capitale e delle provincie romane compaiono scritte a favore del leader dei fasci e minacce di morte al «vecchio rivoluzionario». La polizia lavora per sventare manifestazioni ostili al governo e per tutelare la via che il ministro percorre dalla sua abitazione fino a Palazzo Braschi³²¹. Proprio per il carattere fortemente personalizzato dello scontro, nessun aspetto della vita dei due leader rimane escluso: la figlia del deputato catanese e quella del siciliano entrano da coprotagoniste nella narrazione pubblica della lotta. La prima è trasfigurata dai giornali in una santa vivente, capace di mobilitare la folla: «Il Mattino», ricordando il periodo trascorso da De Felice a Malta, la descrive «vestita di rosso e dritta sopra un carro» mentre «arringava il popolo

³¹⁵ Telegramma del corrispondente de «La Tribuna», 23 maggio 1894, ACS, CC, Roma, b. 46, fasc. 727.

³¹⁶ G. Astuto, *Il viceré di Catania*, cit., p. 17.

³¹⁷ Cfr. E. Papadia, *I processi come scuola di "anarchia". La propaganda sovversiva nelle aule dei tribunali (1876-1894)*, «Memoria e Ricerca», 58, 2/2018, pp. 277-294, p. 278.

³¹⁸ Lettera a Morra, 30 maggio 1894, ACS, CC, Roma, b. 46, fasc. 727.

³¹⁹ Cfr. ACS, CC, Roma, b. 27, fasc. 604.

³²⁰ Cfr. ACS, CC, Roma, b. 21, fasc. 498.

³²¹ Ivi, b. 46, fasc. 727. Cfr anche ACS, CC, Roma, b. 21, fasc. 481.

catanese e se lo traeva dietro ebbro di entusiasmo»³²². Il 23 giugno il questore di Roma dà notizia di un manifesto affisso nella notte per le strade della capitale in cui si legge:

Compagni. Maria De Felice è figlia di un volgare malfattore. Ma Giuseppina Crispi è figlia di non si sa quale madre perché le mogli di Crispi sono state tre ma nessuna legale e quale padre, perché anche se il padre fosse lui sarebbe la figlia di un ipocrita ladro e carnefice dell'Umanità. Ministro di un governo assassino che dà piombo a chi domanda pane onestamente e titoli onori e oro a chi usurpa il pudore dei diseredati. Morte al sommo pontefice Francesco Crispi³²³.

Negli stessi mesi Crispi riceve da un anonimo l'avvertimento di un possibile attentato contro sua figlia che sarebbe stata sfigurata in volto con l'acido solfureo «per dare una solenne soddisfazione alla figlia del De Felice»³²⁴.

Un altro dato rilevante del movimento d'opposizione successivo all'arresto di De Felice è la presenza cospicua di giovani: spesso è nelle università che parte la protesta, che i socialisti o gli anarchici si scontrano coi monarchici e crispini e che si arriva ad atti simbolicamente violenti. Il 4 giugno a Roma, davanti all'università, gli studenti danno fuoco al ritratto del generale Morra³²⁵, nei giorni successivi, in quella di Napoli, si rovescia il busto del re. Riferendosi alla dura repressione antisocialista, Ferrero scrive:

Se i funzionari mandati a sciogliere le società socialiste avessero potuto impadronirsi dei registri dei soci, vi avrebbero trovato, on. Crispi, i nomi di molti giovani appartenenti dalle classi più alte e più colte³²⁶.

Dai cortei giovanili, si odono insulti al presidente del Consiglio, vero elemento catalizzatore del dissenso. Sono gli anni dell'ascesa trionfante del socialismo come religione civile, i cui ideali umanitari scaldano il cuore delle nuove generazioni nate a Risorgimento compiuto e in cui un amaro disincanto verso la politica liberale si diffonde negli ambienti culturali. Ha scritto Fulvio Cammarano:

nell'adesione di molti giovani agli ideali socialisti, la presenza di un distacco anche generazionale, che trovava nei temi della giustizia sociale un veicolo per esprimere la delusione e lo smarrimento nei confronti di quel luminoso passato incapace di realizzare le promesse di una società più giusta e più libera. C'era in questo, ovviamente, anche il bisogno, per una società in

³²² *L'arresto di De Felice*, «Il Mattino», 5-6 gennaio 1894, ACS, CC, DSPP, b. 130.

³²³ Rapporto del questore di Roma, 23 giugno 1894, ASR, Serie Prefettura-Gabinetto, b. 505.

³²⁴ Anonimo, s.d., ACS, CC, DSPP, b. 96, fasc. 566.

³²⁵ Rapporto del questore di Roma, 4 giugno 1894, ACS, CC, Roma, b. 46, fasc. 727.

³²⁶ G. Ferrero, *La reazione*, cit., p. 54.

crescita e sempre più stratificata, di aprire un fronte di produzione e affermazione delle élites che prendesse in considerazione nuovi criteri di legittimazione della classe dirigente³²⁷.

Tutto ciò, nel clima di fermento successivo allo stato d'assedio e poi alle leggi antianarchiche, si traduce in un movimento massiccio di protesta, nutrito dalle aspirazioni socialiste al miglioramento delle classi subalterne, intriso di irredentismo e antiafricanismo, in una parola, di anticrispismo. È in questo momento che emerge un tema nuovo, sinora sconosciuto, quello della differenza incolmabile di età tra i governati e i governanti, che di per sé pare impedire il dialogo: gli arrestati e processati di Sicilia – scrive Farini sul suo *Diario* – sono «gente giovane e nuova che sfugge all'influenza di ogni antico patriota per quanto benemerito»³²⁸. Tema più volte ribadito da Cavallotti, quello del conflitto generazionale, diventa una valida argomentazione in mano alle opposizioni parlamentari:

Noi siamo nati quando voi, onorevole Crispi, avevate già contribuito, come tutti sanno, alla formazione di questa patria alla quale inneggiate. Ebbene, voi potete insegnarci che, quando si lottava per l'indipendenza E per la libertà d'Italia, i popolani, i lavoratori, che vi hanno seguito, credevano di trovare nell'unità italiana un maggiore benessere; voi si insegnante che, specialmente per le masse incolte, non si può pretendere che la patria si limiti ad essere un nome, un ideale, ma deve essere qualche cosa di più, qualche cosa che soddisfini nei loro bisogni più vitali [...]. Noi la chiamiamo per dare davvero una patria tutti questi diseredati, che non l'hanno [...] non siamo distruttori ma continuatori dell'opera di civiltà compiuta da chi volle l'Italia una indipendente [...]. Voi avete provato nella vostra gioventù che cosa voglia dire avere una fede profonda ed amare ardentemente un'idea. Ebbene, sappiatelo: [...] non è vero che l'ideale sia morto in Italia; esso è passato da una classe all'altra; dalla classe vostra è passato alla classe dei lavoratori [...] della quale il nostro partito rappresenta la parte cosciente³²⁹.

Nei giorni successivi all'assedio in Sicilia si parla di «reazione senile», della pazzia di un povero vecchio e «La Capitale» scrive:

Imperocché, cotesto Crispi che a 76 anni posa a mitragliare dei suoi concittadini, non è che un fantasma, su cui basterà soffiare il vento dell'impopolarità per farlo dileguare. Domani, fra otto giorni, fra un mese se ne accorgerà. Caduto in disgrazia, dopo l'insurrezione parlamentare del 31 gennaio che lo precipitò dal potere tra rumor di popolo e furore di Parlamento, Crispi tornò al suo gioco prediletto di fare il solitario, lo sdegnoso, il ringhioso contro tutto e contro tutti, e più specialmente

³²⁷ F. Camamrano, *Storia dell'Italia liberale*, cit., p. 174.

³²⁸ Cit. in *ivi*, p. 173.

³²⁹ *Ivi*, pp. 174- 175.

contro la Corte e i cortigiani. Fra le pieghe del vecchio mantello di dava l'aria di nascondere le scure di Cromwell e di Robespierre. [...]. Egli era lontanissimo dal potere, era invisibile alla Corte, isolato in Parlamento. Chi gli rese possibile il risalire, quando pareva un assurdo il suo ritorno al potere? L'aura popolare, e precisamente quella che gli rifece da capo l'elemento garibaldino accalappiato dalla commemorazione dei Mille. Ma se questa cabala è finita, egli non ha più ragione di essere³³⁰.

L'ultimo mandato di Crispi, seppur breve, sembra far emergere con forza elementi e tratti nuovi della lotta politica: in vista di una comprensione più profonda di questa evoluzione è necessario volgere lo sguardo all'Europa, inserendo il caso italiano in un panorama più ampio.

In particolar modo, la vicina Francia, in cui da poco è sorto un regime parlamentare, offre una buona possibilità di comparazione: anche oltralpe infatti la scena politica è occupata da un leader carismatico, il generale Georges Boulanger, che, aizzando il malcontento verso la politica del governo, si erge a difensore della patria in pericolo.

³³⁰ *Una reazione senile*, «La Capitale», 6 gennaio 1894, ACS, CC, DSPP, b. 130.

CAPITOLO V. SGUARDI INCROCIATI

L'uomo forte. Per una comparazione

La costruzione del mito Boulanger

La vicenda umana e politica di Georges Boulanger è stata ampiamente ricostruita dalla storiografia. In particolare, Jean Garrigues si è occupato di rintracciare temi, strumenti e *étapes* della diffusione e ricezione del mito politico che nacque attorno al generale. L'interesse che gli storici hanno mostrato per questa particolare figura della storia francese dipende in massima parte dal fatto che egli costruì la sua immagine di uomo della provvidenza in maniera del tutto nuova, senza che vi fosse un passato o una tradizione, dinastica o politica, a sostenerlo:

Comparé aux sauveurs qui l'ont précédé, auréolés de leur gloire, tel Bonaparte, forts du prestige de leur nom, tel Napoléon III, de leur expérience, tel Thiers, ou de leur rencontre avec l'histoire, tel Gambetta, Boulanger est le premier à construire son image sur du rien, ou du presque rien. C'est en cela que son aventure est passionnante à étudier, comme la première expérience de fabrication ex-nihilo de l'homme providentiel¹.

Tornare su l'analisi del mito Boulanger, in una prospettiva comparata, ci permette di verificare la ricorrenza, sul piano transnazionale, di temi, strumenti e collaborazioni determinanti per la definizione dell'immagine de "l'homme providentiel".

La storia di questo mito politico inizia nel 1886 quando il generale, dopo trent'anni di servizio militare, entra in politica. L'occasione gli è fornita dai radicali: quando Charles de Freycinet chiede il loro sostegno per il Gabinetto entrante, Georges Clemenceau, che lo considera «uno dei rarissimi ufficiali superiori leali verso il regime»², lo propone ministro della Guerra. In questo anno al ministero, il suo mito fa un salto di qualità, definendosi e diffondendosi. Boulanger alimenta la sua fama di soldato, rispolverando ogni qualvolta sia possibile le sue imprese passate e presentandosi pubblicamente come eroe militare e repubblicano, immagine tanto più potente in quanto inscritta «à la fois dans la tradition de Bonaparte et dans celle de Gambetta»³. Tra il 1886 e il 1887 fa passare più di sessanta decreti miranti all'introduzione di alcune importanti innovazioni tecnologiche nell'esercito⁴ e al miglioramento della vita dei

¹ J. Garrigues, *Boulanger, ou la fabrique de l'homme providentiel*, cit., p. 9.

² G. Duby, *Histoire de la France*, Paris, Larousse, 1991, p. 1016.

³ J. Garrigues, *Boulanger, ou la fabrique de l'homme providentiel*, cit., p. 13.

⁴ Tra cui l'adozione del fucile Label, primo fucile francese a ripetizione, l'introduzione di biciclette e mongolfiere.

soldati⁵, assicurandosi la reputazione di «ministres proches du peuple». Il successo nel *milieu* militare si accompagna a una crescente adesione delle forze della sinistra: la sua campagna di epurazione contro gli ufficiali monarchici⁶ e il suo ruolo di mediatore nel corso dei violenti scioperi dei minatori di Docazeville del marzo 1886 gli permettono di ingraziarsi uomini come Henri Rochfort, fondatore de «L'Intransigeant», che successivamente si lancerà in una energica campagna in suo favore. Nei discorsi pubblici, tra un centro e l'altro della Francia, il generale sa infiammare il pubblico presentandosi come il difensore dell'onore nazionale. In un famoso discorso del 17 settembre del 1886 tenuto a Libourne Boulanger afferma: «Nous pouvons enfin renoncer à la triste politique défensive. La France doit désormais suivre hautement la politique offensive». È proprio l'appello revanscista a costituire il maggior punto di forza del suo mito politico: vestendo i panni del coraggioso protettore della nazione *blesée*, Boulanger va incontro alle frustrazioni della generazione cresciuta all'ombra della disfatta del 1870 riproponendo in chiave politica il tema della rigenerazione nazionale⁷.

Il 3 dicembre del 1886 il governo Freycinet cade e René Goblet, nuovo presidente del Consiglio, conferma, nonostante le reticenze di Jules Ferry e del suo gruppo, l'incarico di Boulanger a ministro della Guerra. Le dichiarazioni germanofobe del generale si trasformano ben presto in una aperta sfida a Bismarck⁸: la tensione arriva al suo punto massimo il 20 aprile a seguito dell'arresto del commissario di polizia alsaziano di Pagny-sur-Moselle Guillaume Shnæbelé, cavaliere della Legione d'onore, che aveva varcato la frontiera. Una volta arrestato Shnæbelé è tenuto in prigione in Germania col rischio di essere processato dalla Corte marziale tedesca. Il presidente del Consiglio, nella seduta alla Camera del 23 aprile, propone di inviare un ultimatum a Bismarck, sostenuto da Boulanger il quale si dichiara pronto a una mobilitazione generale delle truppe e delle riserve. Gli interventi più distesi del presidente della Repubblica Jules Grévy e del ministro degli Interni Émile Flourens riportano la calma e aprono la via a una risoluzione diplomatica dell'accaduto. A questo punto però

⁵ Il 25 aprile dell'1886 presenta un decreto mirante a ridurre il servizio da cinque a tre anni e a creare una tassa per i rinunciatari: il progetto, troppo radicale, viene approvato solo nel 1889. La notorietà tra le truppe gli è assicurata dalla decisione di innalzare garitte tricolori, di riportare in voga la rivista militare «14 Juillet», e di dar vita a un servizio stampa militare. Il generale interviene inoltre per l'introduzione di nuove regole igieniche, aumenta il numero dei congedi e riconosce il diritto dei soldati a portare la barba.

⁶ Il 26 gennaio 1886 decide di trasferire a Nantes la seconda brigata di cavalleria di Tours, giudicata troppo apertamente reazionaria. Nello stesso anno promuove una legge per il divieto di accesso sul suolo nazionale «aux chefs des familles ayant régné sur la France et leurs héritiers directs» nonché per la loro esclusione dall'esercito: il 13 luglio fa radiare dall'esercito numerosi principi di sangue tra cui il duca d'Aumale, figlio di Louis-Philippe. Cfr. J. Garrigues, *Le Boulangerisme*, Paris, PUF, 1992, p. 15.

⁷ Cfr. C. Digeon, *La crise allemande de la pensée française, 1870-1914*, Paris, PUF, 1992.

⁸ Il generale decide di far erigere barricate nella regione di Belfort, vieta l'esportazione di cavalli in Germania e la rappresentazione teatrale del Lohengrin in Francia.

Boulanger è compromesso agli occhi dei repubblicani: la sua politica bellicista gli costa l'incarico e quando il 17 maggio Goblet cade, lasciando il posto a Maurice Rouvier, Boulanger viene escluso dalla nuova compagine ministeriale. È «la mise à l'écart» che «lui confère une dimension nouvelle: celle d'un martyr républicain»⁹. L'immagine pubblica della vittima del regime viene ulteriormente rafforzata dalla scelta dei repubblicani di allontanarlo fisicamente dalle piazze parigine, nominandolo, nel luglio del 1888, comandante del tredicesimo corpo dell'esercito a Clermont-Ferrand e poi dalla decisione del ministro della Guerra François Logerot di rilevarlo dal suo incarico di generale e di radiarlo dall'esercito, nel marzo dell'anno successivo.

Mentre il mito politico definisce i suoi contorni, attorno a una figura politica sempre più capace di fascinazione si raccordano forze molteplici e disparate. Il sostrato ideologico del boulangismo è quello dell'estrema sinistra e conta dunque sull'adesione di alcuni importanti nomi politici come Alfred Naquet, il redattore della legge sul divorzio del 1884, George Laguerre, avvocato e direttore del quotidiano «La Presse», Francis Laur, difensore dei minatori di Decazeville, Charles-Ange Laisant, deputato e autore del pamphlet *Pourquoi et comment je suis Boulangiste*¹⁰, e Henri Michelin, già presidente del consiglio municipale di Parigi, i quali si associano alla campagna sperando di veder realizzati i loro progetti riformisti¹¹. Proprio la natura «hétéroclite»¹² del movimento permette di estendere a dismisura i confini del potenziale elettorato: alle forze della sinistra si sommano il gruppo della Ligue des Patriotes guidato da Paul Déroulède e le forze della destra che aderiscono in funzione antiparlamentare e antirepubblicana. L'appoggio numericamente più importante viene dal proletariato urbano parigino, che, esasperato dall'immobilismo del governo e impoverito dalla crisi economica, è attirato dal «langage nouveau» di Boulanger e dai toni antiparlamentari e populistici dei suoi discorsi. In un'ulteriore contraddizione, il movimento raccoglie pure il sostegno dei centri minori della Francia rurale in cui resiste il nocciolo duro «des forces réactionnaires et rien d'autre»¹³.

⁹ J. Garrigues, *Boulanger, ou la fabrique de l'homme providentiel*, cit., p. 17.

¹⁰ C.-A. Laisant, *Pourquoi et comment je suis Boulangiste*, Paris, 1887.

¹¹ Tra i gruppi socialisti, i possibilisti di Paul Brousse rifiutano di collaborare col generale creando, nel 1888, un Comité central de Propagande socialiste et antiboulangiste mentre sia i blanquisti del Comité révolutionnaire central, sia i guesdisti del Parti ouvrier français si avvicinano al boulangismo. Cfr. J. Defrasne, *La gauche en France de 1789 à nos jours*, Paris, PUF, 1972.

¹² M. Angenot, *Chapitre 33. La propagande boulangiste*, in Id., 1889. *Un état du discours social*, <http://www.medias19.org/index.php?id=12316>, ultima consultazione: 6 ottobre 2018.

¹³ Ivi.

Decisivo è poi il massiccio *engagement* della sfera culturale che pone «sa plume au service de Boulanger»¹⁴ riconoscendo nel movimento una possibilità di reazione al clima decadente della fine del secolo. Accanto ai già citati Paul Déroulède, Henri Rochefort, Francis Laur e Charles-Ange Laisant si schiera «une partie de la jeunesse intellectuelle»¹⁵. Maurice Barrès, Charles Maurras, Michel Morphy, e Georges Laguerre, mossi da ideali politici contrastanti, sono tutti esponenti di una generazione, quella cresciuta all'ombra della disfatta, che permea il pensiero intellettuale di rancore e frustrazione, sentendo dolorosamente l'assenza di un «grand dessein»¹⁶. Riprendendo la lezione degli ultimi Taine e Renan¹⁷, questi giovani condividono una percezione pessimistica del presente e del futuro, che li distanzia profondamente dalla ideologia ottimistica repubblicana della prima ora, di cui Gambetta era stato il leader politico e Hugo il cantore¹⁸. Scrive Barrès a tal proposito:

Cette génération qui a fait ou subi la guerre, qui ne nous laisse aucun grand homme, qui n'a pas su enterrer Taine, qui a négligé Leconte de Lisle, qui a eu pour dernier homme politique Ferry, et puis plus rien, je me surprends à la haïr¹⁹.

Su tale sostrato intellettuale, il boulangismo interviene con forza, donando una possibilità di riscatto cui molti rispondono ingaggiandosi in prima persona a favore del generale: se Déroulède fa della sua Ligue de Patriotes un centro nevralgico del boulangismo, Laur e Laisant entrano a far parte dello stato maggiore del partito insieme a Rochefort che dalle colonne de «L'Intransigeant» contribuisce a suon di editoriali alla crescita del movimento insieme a «La Presse» di Laguerre.

L'adesione del mondo intellettuale irrobustisce le relazioni con la stampa e l'editoria²⁰. Negli anni della sua ascesa Boulanger «finance discrètement une kyrielle de petits journaux revanchards»²¹ e «peut compter à Paris, outre les journaux de droite, sur l'Intransigeant, la Cocarde, la Presse et une quinzaine d'autres quotidiens»²². Si stampano biografie, brochures, ritratti, si compongono canzoni alla gloria del generale; periodici, giornali satirici, *feuilletons*

¹⁴ Ivi.

¹⁵ Z. Sternhell, *La Droite Révolutionnaire, 1885-1914*, Paris, Gallimard, 1997, p. 40.

¹⁶ R. Girardet, *Le nationalisme française, 1871-1914*, Paris, Armand Colin, 1966, p. 29.

¹⁷ H. Taine, *Les Origines de la France Contemporaine*, Paris, 1875-1893; E. Renan, *La réforme intellectuelle et morale de la France*, Paris, 1891. Sull'influenza dei due autori sulla generazione successiva cfr. J. Defrasne, *L'antiparlementarisme en France*, Paris, PUF, 1990; C. Digeon, *La crise allemande de la pensée française, 1870-1914*, cit.

¹⁸ Cfr. Z. Sternhell, *Les anti-Lumières: du XVIII^e siècle à la guerre froide*, Paris, Fayard, 2006.

¹⁹ M. Barrès, *Mes cahiers*, Paris, 1907, p. 241.

²⁰ Cfr. J. Néré, *Le Boulangisme et la presse*, Parigi, Armand Colin, 1964.

²¹ J. Garrigues, *Boulanger, ou la fabrique de l'homme providentiel*, cit., p. 12.

²² M. Angenot, *Chapitre 33. La propagande boulangiste*, cit.

volantes, fotografie sono diffusi in gran numero da un vero esercito di *camelots* stipendiati²³, vera novità del boulangismo, tanto che, è stato notato, è proprio sulla «réclame que Boulanger construit sa rencontre avec les électeurs»²⁴.

Come si vede, ragionando sul processo di costruzione del mito Boulanger, emergono alcune chiare ricorrenze con il caso Crispi. La forza dell'immagine pubblica del generale si fonda su riconosciute doti in campo militare e sulla narrazione, sapientemente modulata, di un passato di eroismo e coraggio sul campo di battaglia: la partecipazione alle campagne di Cabilia, d'Italia e Indocina, così come quella alla guerra franco-prussiana sono al centro di tale racconto, mentre resta ai margini il suo ruolo nella repressione della Comune, che risveglierebbe una disputa politica ancora bruciante.

Nei mesi del suo allontanamento dalla Camera il generale si presenta come un'individualità al di sopra delle parti, costretto al silenzio da un sistema politico che ne disconosce i meriti: è l'idea del grande isolato che torna alla ribalta il quale, scavalcando il parlamento, si appella direttamente alla comunità nazionale raccogliendo le voci disperate del malcontento. Tutto ciò, lo abbiamo visto, funziona grazie a una collaborazione diretta di mondi altri, quello dei media e quello della cultura *in primis*, cui l'uomo politico si rivolge e da cui ottiene un'entusiastica risposta, imprescindibile per la definizione e la diffusione del mito politico²⁵. Non volendo eludere le divergenze tra i due casi analizzati, sia sul piano più ampio delle condizioni proprie ai due paesi, sia per ciò che concerne i due uomini politici, si può sostenere che gli aspetti qui richiamati, presenti con buon grado di somiglianza, contribuiscano alla nascita del mito politico dell'uomo provvidenziale, declinato in maniera moderna e innovatrice.

Alla fase di costruzione del mito, come anche per il caso italiano, ne succede una seconda, quella che per Crispi abbiamo definito del "mito alla prova": la fase dunque della conquista del potere.

Nel 1888 Boulanger favorisce la costituzione di un Comité Républicain de Protestation National che gestisce la campagna nel corso delle varie elezioni parziali cui il generale partecipa quell'anno, venendo eletto diverse volte e presentando sempre le dimissioni. La provocazione permette a Boulanger di presentarsi in più dipartimenti e dimostra agli

²³ Cfr. J.-Y. Mollier, *Le camelot et la rue. Politique et démocratie au tournant de XIX^e siècle*, Paris, Fayard, 2004. APP, Ba 971.

²⁴ J. Garrigues, *Les Hommes providentiels. Histoire d'une fascination française*, cit., p. 137.

²⁵ Anche in questo caso occorre tener conto di alcune peculiarità della situazione francese: la circolazione del foglio stampato conosce infatti un'estensione imparagonabile a quella del giornalismo italiano e costituisce dunque un'arma di gran lunga più potente in mano al generale. Cfr. G. Feyel, *La presse en France des origines à 1944. Histoire politique et matérielle*, Paris, Ellipses, 2001.

opportunisti che i numeri sono dalla parte del generale. Nel dicembre di quell'anno arriva la grande occasione: la morte del deputato Hude, radicale della lista parigina, offre la possibilità di un confronto tra boulangisti e repubblicani nella capitale. Nel corso della campagna elettorale parigina del gennaio 1889, l'ultimo atto dell'esperienza boulangista in senso stretto, lo scontro è feroce, da entrambe le parti si assiste a una mobilitazione enorme di forze, il linguaggio utilizzato contribuisce a polarizzare le posizioni e a delineare una battaglia cui si dà un significato esplicitamente manicheo. Il generale tiene solamente due discorsi pubblici: il primo a Nevers, il 2 dicembre 1888, dal tono espressamente repubblicano e il secondo a Tours²⁶, mentre affida il più della sua propaganda all'efficacia dei manifesti. Le *affiches* sembrano corrispondere perfettamente alla natura vaga del programma boulangista traducendolo in «une rhétorique, des slogans et une vision claire et simpliste de la conjoncture, un projet d'avenir formé d'image parlantes et d' "idées forces"»²⁷. Ricoperta di ritratti, motti e fogli volanti, Parigi si anima:

Ceux qui ont passé hier rue de la Banque ont pu boire ce qu'il y avait de plus dans Paris au point de vu de la fièvre électorale. On marchait entre deux murs bariolés d'affiches multicolores jusqu'à hauteur du premier étage. D'un côté la Mairie, de l'autre le Timbre ; les colleurs s'en donnent à cœur-joie sur ces monuments publics, et les affiches s'entassent maintenant les unes sur les autres, à une épaisseur de plusieurs centimètres. On ne me voit plus rien qu'une mosaïque, un bout d'affiche dépassant l'autre, Jacques et Boulanger, entremêlés dans une lutte effroyable. Dès qu'un colleur est passé plaquant bout à bout et à larges coups de pinceau sa dernière affiche, un autre colleur du parti adverse, arrive aussitôt avec une affiche nouvelle, qu'il plaque sur celle de l'adversaire, et ainsi de suite sans arrêt²⁸.

Così il giornale «Le Gaulois» descrive le «matraquage par affiches»²⁹ alla vigilia delle elezioni. I numeri della campagna sono impressionanti, il potere della propaganda è senza precedenti tanto che «L'Indépendance Belge» parla di «mœurs nouvelles dans [...] la campagne électorale»³⁰. Boulanger, grazie alle somme impiegate dalla destra monarchica, distribuisce negli *arrondissements* fino a «un million d'affiches»³¹ seguito dal candidato repubblicano, che

²⁶ Il 17 marzo 1889.

²⁷ M. Angenot, *Chapitre 33. La propagande boulangiste*, cit.

²⁸ *La veille de la bataille Physionomie de Paris*, «Le Gaulois», 27 gennaio 1889.

²⁹ M. Angenot, *Chapitre 33. La propagande boulangiste*, cit.

³⁰ *Des mœurs nouvelles dans cette campagne électorale*, «L'Indépendance Belge», 29 gennaio 1889.

³¹ J. Garrigues, *Boulanger, ou la fabrique de l'homme providentiel*, cit., p. 21.

pure predispone di una enorme macchina propagandistica³². Già il 4 gennaio un rapporto della polizia parigina testimonia l'ampiezza dello scontro:

L'organisation boulangiste fait sa preuves ; ainsi il suffit d'une nuit pour couvrir Paris d'affiches. Ils jouent leur grand coup et ils ne regardent pas à l'argent. L'infinité de petits comités boulangistes de quartiers va se mettre en action. [...]. Quoi qu'il en soit, la lutte paraît devoir être la plus acharnée³³.

I giornali parlano di «*désordre autorisé*»³⁴, di «*lutte ridicule entre colleurs d'affiches*» «*qui consiste à cacher un placard par l'autre [...] avec une ardeur qui fait la joie des badauds*»³⁵. I boulangisti accusano la polizia di muoversi in funzione repubblicana, ingaggiati dal presidente Floquet. Tra le varie testimonianze dirette o indirette arrivate alle redazioni dei giornali, «*La Presse*» ne pubblica alcune di un anonimo agente di polizia³⁶ volte a dimostrare le violenze perpetuate dal governo, tanto gravi da rendere il clima politico, scrive «*L'Intransigeant*», molto simile a quello del 16 maggio 1877³⁷. Il richiamo alla legalità, il «*rappel à la loi*», è il primo strumento retorico posto in essere dai boulangisti al fine di delegittimare l'avversario: le modalità di gestione del momento elettorale, le «*vilenies floquettistes*»³⁸, sintetizzano il senso della lotta tra due idee opposte di nazione e di repubblica che entrano in gioco. Conclude «*La Cocarde*»:

La morale à en tirer, c'est que l'on se croit tout permis, même la violence, même l'illégalité, pour combattre l'adversaire que l'on redoute, le chef du parti républicain national³⁹.

Sebbene i percorsi di Boulanger e Crispi risultino del tutto inassimilabili, la gestione della lotta politica in fase elettorale fa emergere alcuni punti di contatto: nell'apparente vaghezza dei temi proposti, si celano narrazioni potenti, piegate all'esigenza politica e rimesse in circolo attraverso un linguaggio accattivante dai toni populistici, che contribuiscono massimamente

³² In un rapporto della Prefettura di Parigi del 22 gennaio si parla di un milione di manifesti, firmati Anatole La Forge, indirizzati agli elettori repubblicani. Archives de la Préfecture de Paris, Ba 626.

³³ APP, Ba, 629.

³⁴ *Le désordre autorisé*, «*La Cocarde*», 19 gennaio 1889.

³⁵ *L'élection à Paris. Les colleurs d'affiches*, «*La Presse*», 18 gennaio 1889.

³⁶ *Lettre d'un agent*, ivi, 19 gennaio 1889.

³⁷ *Comme sous le Seize-Mai*, «*L'Intransigeant*», 12 gennaio 1889. Il 16 maggio 1877 il presidente della Repubblica Mac-Mahon aveva licenziato il presidente del Consiglio per sostituirlo con il duc de Broglie. Il gesto, definito «colpo di Stato del 16 maggio» provoca la collera della Camera che il 19 giugno sfiducia a larga maggioranza il nuovo Gabinetto. Mac-Mahon risponde sciogliendo il Parlamento.

³⁸ *Vilenies floquettistes*, «*L'Intransigeant*», 11 gennaio 1889.

³⁹ *Affiches électorales*, «*La Cocarde*», 8 gennaio 1889.

alla vittoria del generale. Sul piano dell'utilizzo politico di tale narrazioni, una riflessione in prospettiva comparata è ancora possibile.

«*La guerre aux affiches*»⁴⁰

Les parlementaires, qui ont tout fait pour me rendre éligible, sont aujourd'hui affolés à l'idée de me voir élu. Mon épée les inquiétait, ils me l'ont retirée. Et les voilà plus inquiets qu'à l'époque où je la portais encore. En réalité, ce n'est pas de moi qu'ils ont peur ; c'est du suffrage universel, dont les jugements réitérés témoignent du dégoût qu'inspire au pays l'état d'abâtardissement où leur incapacité, leur discussions fastidieuses ont réduit la République. Il leur est, en effet, plus commode de me rendre responsable du discrédit où ils sont tombés que de l'attribuer à leur égoïsme et à leur indifférence pour les intérêts et les souffrances du peuple. Pour ne pas être obligés de s'accuser eux-mêmes, c'est moi qu'ils accusent, en me prêtant les plus invraisemblables projets dictatoriaux. Car on m'a renversé comme ministre sous prétexte que j'étais "la guerre", et on me combat comme candidat sous prétexte que je suis la dictature. La dictature ! N'est-ce pas nous qui l'avons subie sous toutes les formes ? Ne propose-t-on pas tous les jours d'inventer des lois d'exception pour mes électeurs et pour moi ? Si la pensée de jouer au dictateur avait pu me venir, il me semble que c'eût été quand j'avais, en qualité de ministre de la guerre, toute l'armée dans la main. Rien dans mon attitude a-t-il pu alors justifier ce soupçon injurieux ? Non ! J'ai accepté les sympathies de tous sans songer à "voler la popularité" de personne. Qu'y a-t-il de dictatorial dans un programme qui réclame une Révision constitutionnelle par le système le plus démocratique, c'est-à-dire au moyen d'une Constituante où chaque député aura toute faculté de défendre et de faire prévaloir ses opinions ? Les chefs du parti républicain s'étaient fondés sur mon républicanisme pour m'ouvrir les portes du ministère. En quoi ai-je donc, depuis lors, démérité de la République ? Qu'on me cite un seul acte, une seule profession de foi où je ne l'aye pas nettement affirmée ! Mais je veux, comme la France le veut aussi, une République composée d'autre chose que d'une de leur propre aveu, trompés depuis quinze ans, osent se représenter à vous en vous redemandant votre confiance ? La France a aujourd'hui soif de justice, de droiture et de désintéressement. Tenter avec vous de l'arracher au gaspillage qui l'épuise et aux compétitions qui l'aviennent, c'est pour moi la servir encore. La patrie est notre patrimoine à tous. Vous l'empêcherez de devenir une proie pour quelques-uns. Vive la France ! Vive la République !⁴¹

La lunga citazione tratta dalla *profession de foi* di Georges Boulanger merita di essere riportata poiché fa emergere il nocciolo duro della propaganda del generale il quale dichiara di agire sotto la bandiera repubblicana e per l'instaurazione di una vera repubblica, onesta e nazionale⁴². In questo senso egli si serve del discorso mitopoietico posto in essere dalla classe

⁴⁰ «L'Intransigeant», 19 gennaio 1889.

⁴¹ Manifesto, 3 gennaio 1889, APP, Ba 626.

⁴² Cfr. M. Angenot, *Chapitre 33. La propagande boulangiste*, cit.; J. Garrigues, *Boulanger, ou la fabrique de l'homme providentiel*, cit.

dirigente repubblicana e mirante alla legittimazione del regime istituzionale attraverso una fusione della «figure allégorique de la France et celle de la République»⁴³. Spogliandolo dei suoi corollari di progresso, laicità, scientismo e realismo⁴⁴, fa di tale strumento retorico un'arma in mano agli oppositori, sostenendo che la promessa rigenerazione della nazione non si sia compiuta sotto il regime vigente:

Considérant : que le Régime Parlementaire a trahi ses promesses, trompé les espérances de la Nation, et n'a servi qu'à constituer un pouvoir oligarchique corrompu, contraire au développement des libertés publiques, et hostiles aux réformes économiques⁴⁵.

L'accusa rivolta alla natura oligarchica del sistema parlamentare, se può apparire priva di forza in un regime che ha accettato il suffragio universale maschile, poggia su un conflitto mai sopito tra le proclamazioni progressiste della repubblica e il difficile percorso della sua instaurazione, che Boulanger ha tutto l'interesse a rispolverare. Pur considerando e proclamando il suffragio come «l'horizon indépassable de l'idée républicaine»⁴⁶, la classe dirigente, reduce dall'esperienza del Secondo Impero e temendo la prova del voto di un popolo immaturo, «un géant sans intelligence encore»⁴⁷, aveva mostrato reticenze a chiamare la nazione al voto. Per questo, l'11 agosto 1884, era passato alla Camera un progetto di legge presentato da Ferry per cui la costituzione votata nel 1875 non avrebbe più potuto essere oggetto di discussione o revisione. D'altra parte, con lo scopo di «réconcilier la supériorité numérique avec la supériorité intellectuelle»⁴⁸, i repubblicani si erano ingaggiati in un'opera ostinata di educazione⁴⁹ tale da rendere il suffragio, «qui est la force par le nombre», secondo le parole di Gambetta, «le pouvoir éclairé par la raison»⁵⁰. In questo processo di lunga e lenta formazione, ostacolato da «l'ampleur du problème social, l'aggravation de la situation économique, les ritournelles optimistes d'une équipe dont les dirigeants ne cessent de se succéder – en changeant d'attributions mais non d'attitude»⁵¹, si inserisce la promessa boulangista rivolta alla comunità immaginata, in cui il *milieu populaire* sembra trovare finalmente voce. Agli operai della Senna scrive:

⁴³ P. Nora, *Présent Nation Mémoire*, Paris, Gallimard, 2011, p. 32.

⁴⁴ Cfr. C. Nicolet, *L'idée républicaine en France (1789-1924)*, Paris, Gallimard, 1982.

⁴⁵ Manifesto tricolore, Aux électeur du XI arrondissement, APP, Ba 629.

⁴⁶ P. Rosanvallon, *Le sacre du citoyen. Histoire du suffrage universel en France*, Paris, Gallimard, 1992, p. 341.

⁴⁷ G. Sand, *Journal d'un voyageur pendant la guerre*, 1871; la citazione è tratta da ivi, p. 350.

⁴⁸ A. Fouillée, *La philosophie du suffrage universel*, «La Revue des deux mondes», 1 settembre 1884, p. 119.

⁴⁹ Cfr. F. Mayer, *Histoire générale de l'enseignement et de l'éducation en France*, cit.; R. Dalisson, *Célébrer la nation: les fêtes nationales de 1789 à nos jours*, Paris, Nouveau Monde, 2009; P. Nora, *Présent Nation Mémoire*, cit.

⁵⁰ P. Rosanvallon, *Le sacre du citoyen*, cit., p. 358.

⁵¹ Z. Sternhell, *La Droite Révolutionnaire*, cit., p. 42.

Vos camarades, les mécaniciens de Lille, les filateurs de Roubaix, les mineurs de Valenciennes, les pêcheurs de Dunkerque, les ouvriers d'Amiens et de Rochefort, sont venus à moi en masse parce que, malgré toutes calomnies ils ont reconnu en moi le démocrate sorti du Peuple, un des leurs, dont toute la vie a été consacrée au service de la Patrie⁵².

L'adesione di un'ampia fetta dell'elettorato parigino non ha dunque il significato di una negazione dell'istituzione vigente quanto piuttosto di una critica al dispotismo della repubblica borghese⁵³. Si legge in un rapporto di polizia del 21 gennaio a proposito del voto dei commercianti del Marché S. Quentin et del quartier S. Vincennet:

donneront leurs voix au g. boulanger, non pas à cause de sa personnalité, mais parce qu'ils sont mécontents des affaires! [...]. En somme, ces gens-là ne sont pas ennemis de la République, au contraire ; mais ils voudraient que le gouvernement donnait une autre direction à sa politique⁵⁴.

I sostenitori di Jaques non si lasciano intimidire dal discorso boulangista e rispondono presentandosi con forza come gli unici difensori della repubblica. Agli elettori del Quartier Folie-Méricourt si scrive:

Tous les ennemis de la République voteront le 27 janvier pour Boulanger.
Nous sommes Républicains- Vous aussi. Nous ne voulons pas être dupes.
Vous non plus⁵⁵.

Il candidato repubblicano viene descritto come il «modeste mais bien français» per eccellenza, uomo degno e capace, perfetta sintesi di quei valori positivi di cui si fanno portatori le «couches nouvelles» entrate in parlamento all'indomani del 1870⁵⁶. Benestante e colto, selezionato per meriti individuali e non per titoli di nascita, Jacques è contrapposto, nello stile politico, a Boulanger, «l'individu tapageur» e «charlatan»⁵⁷. In un manifesto stampato in 175 mila esemplari i repubblicani scrivono: «Vertus modestes, diront peut-être les gens à panaches. Oui ! Mais c'est précisément de ces vertus-là que la dignité d'une grande nation est faite»⁵⁸.

⁵² «Aux ouvriers de la Seine», APP, Ba 627.

⁵³ Cfr. J. Defrasne, *La gauche en France de 1789 à nos jours*, cit.

⁵⁴ Rapporto di polizia, 21 gennaio 1889, APP, Ba 626.

⁵⁵ APP, Ba 629.

⁵⁶ Cfr. C. Charle, *Les élites de la République*, Paris, Fayard, 2006; D. Halevy, *La fin des notables*, Paris, André Sauret, 1930.

⁵⁷ Comité républicain socialiste autonomiste XIV arrondissement a favore del «citoyen Jacques», APP, Ba 629.

⁵⁸ Manifesto aux électeurs de la Seine, 22 gennaio 1889, APP, Ba 626.

Gli oppositori del generale agitano il pericolo della dittatura, insistendo sui legami di Boulanger con i monarchici, tacciandolo di essere il «candidat de l'empire»⁵⁹ e definendolo un «soldat sans victoires»⁶⁰. Si scrive sul manifesto de «L'Union des comités républicains du IV arrondissement»:

Un soldat indiscipliné et factieux sollicite vos suffrages. [...] Voter pour le général Boulanger, ce serait faire cause commune avec toutes les réactions et mettre en question la République⁶¹.

L'accusa rivolta verso le «menées boulangistes»⁶² è rafforzata dallo spettro di un'altra Sedan: il nesso tra la politica reazionaria e il rischio di un nuovo disastro militare, in un chiaro rimando a Napoleone III, si traduce nel motto, spesso riproposto, di «pas de dictature. Pas de Sedan»⁶³. Boulanger risponde ai *jacquetists* attaccando duramente le scelte di politica estera degli opportunisti:

La France n'a plus aujourd'hui de Sedan à redouter, car, en même temps qu'elle veut résolument la paix, elle se sent de force à se défendre contre les provocations, comme à subir les assauts dont on la menacerait⁶⁴.

Nella Francia di fine secolo l'appello boulangista alla riscossa nazionale non resta senza eco: il 1870 aveva infatti creato uno strappo inatteso e dolorosissimo nell'immaginario collettivo divenendo materia di riflessione per intellettuali e uomini politici⁶⁵ e interviene ancora, quasi vent'anni dopo, a smuovere profondamente l'elettorato. Se i repubblicani della prima ora avevano fatto della «revanche» la forza e il fardello del nuovo regime, col tempo, il progetto di una mobilitazione antitedesca, per molti versi inattuabile, era stato abbandonato, lasciando irrealizzati i desideri di molti⁶⁶. È su un terreno saturo di frustrazioni che si radica il boulangismo, attirando anche lo sguardo di molti convinti repubblicani: tra tutti, è il caso di ricordare l'emblematico percorso di Paul Déroulède⁶⁷. Poeta, scrittore e uomo politico della Terza Repubblica, Déroulède è negli anni Settanta uno dei più accaniti sostenitori della

⁵⁹ Manifesto, APP, Ba 627.

⁶⁰ Manifesto della Fédération Républicaine radicale des électeurs indépendants, APP, Ba 629.

⁶¹ Ivi.

⁶² Così vengono definite dai rapporti di polizia, cfr. APP, Ba 626.

⁶³ APP, Ba 626.

⁶⁴ APP, Ba 629.

⁶⁵ Ricordiamo almeno Victor Hugo, Victor Laprade, Leconte de L'Isle, Verlaine, Sully Prudhomme.

⁶⁶ R. Girardet, *Le nationalisme française, 1871-1914*, cit.; J. J. Becker, S. Audoin-Rouzeau, *La France, la guerre, la nation: 1850-1920*, Paris, Sedes, 1995.

⁶⁷ B. Joly, *Déroulède. L'inventeur du nationalisme française*, Paris, Perrin, 1998.

Repubblica e compone alcuni testi considerati a lungo canonici nel progetto scolastico repubblicano, venduti in migliaia di esemplari⁶⁸. Negli anni Ottanta, il suo pensiero ha subito una profonda mutazione: la Ligue des Patriotes, di cui guida le sorti dopo le dimissioni di Anatole La Forge che lo accusa di essere un «patriote autoritaire»⁶⁹, diviene uno dei massimi propagatori dell'idea boulangista. «Lui seul» – rivela Déroulède a proposito del generale – «me semble aujourd'hui résumer les aspirations et les vœux de la nation»⁷⁰. Nel suo percorso umano e intellettuale si sintetizza ciò che Raul Girardet ha scritto a proposito dei vari approdi dell'idea revanscista:

En réalité, au moment de ce pic du patriotisme républicain exprimé par les Bataillons scolaires ou la Ligue des Patriotes, un fossé s'est creusé entre la politique républicaine qui met une très nette sourdine sur la Revanche et la maintien où le développement d'un esprit nationaliste⁷¹.

La richiesta di un ristabilimento della posizione egemone della nazione sul piano internazionale si accompagna a una feroce critica del colonialismo africano promosso da Jules Ferry⁷². In molti, Clemenceau in testa, tacciano il governo di cercare oltreoceano una consolazione per l'abbandono della revanche⁷³: «J'ai perdu deux sœurs, et vous m'offrez vingt nègres» dichiara Déroulède. Boulanger, che pure non aveva definito un preciso programma, si era da subito mostrato ostile alla Germania tanto quanto a Ferry «qui a enfoui dans le sol vierge de l'Annam les ossements de trente mille braves»⁷⁴, e scrive sui manifesti della campagna parigina:

A ceux qui crient “Pas de Sedan !” répondons “Pas de Tonkin!
A ceux qui crient “Pas de Dictature !” répondons “Pas de Gâchis
Parlementaire !”
A ceux qui crient “Pas de Généraux !” répondons “Pas de Bavards !

⁶⁸ Nel 1872 scrive les *Chants du soldat*, di cui vengono venduti più di cento mila esemplari. Tra le sue poesie ricordiamo il celebre *Clairon*, che resterà a lungo una colonna portante dell'insegnamento scolastico repubblicano.

⁶⁹ J.J. Becker, S. Audoin-Rouzeau, *La France, la guerre, la nation*, cit., p. 57.

⁷⁰ Intervista al quotidiano «Le Gaulois», aprile 1888, cit. in R. Girardet, *Le nationalisme française, 1871-1914*, cit., p. 129.

⁷¹ R. Girardet, *ivi*, p. 52.

⁷² Cfr. C. Liauzu, *Histoire de l'anticolonialisme en France du XVI^e à nos jours*, Paris, Armand Colin, 2007; A.L. Pinchetti, *Per missione e per interesse. Il discorso coloniale in Francia durante la Terza Repubblica*, Roma, FrancoAngeli, 2017.

⁷³ David Thompson ha scritto: «Vi fu un rapporto logico fra la sconfitta del 1870 e la ripresa della attività coloniale. Via via che le speranze di un'immediata rivincita affievolivano, i più energici ufficiali dell'esercito e della marina cominciarono ad averne abbastanza di doversi preparare ad una grande prova ed a una vittoria che non giungevano mai». D. Thomson, *Storia della Francia moderna*, Milano, Garzanti, 1963, p. 180.

⁷⁴ «Aux électeurs de la Seine», APP, Ba 629.

Enfin à ceux qui crient : “Sauvons la République!” répondons “Oui, la République mais pas la vôtre!”⁷⁵

La vera forza della proposta boulangista è costituita dalla critica al parlamentarismo, riproposta «à tel point qu'elle finit pour éclipser le reste»⁷⁶. Se la campagna contro il regime parlamentare era stata avviata già all'inizio degli anni Ottanta con la richiesta di revisionare la costituzione da parte di Alfred Naquet, deputato radicale di Vancluse, le cose si erano messe davvero male qualche anno dopo. Quando nel 1885 l'unione dei partiti estremi provoca la caduta del secondo ministero Ferry e la nuova Camera si delinea come l'insieme di tre tronconi identici, le crisi ministeriali iniziano a susseguirsi portandosi dietro sempre più ferme critiche all'immobilismo politico e alla stagnazione economica, fomentate soprattutto da sinistra. Giornalisti, intellettuali e politici versano litri di inchiostro contro il parlamento, preparando, spesso inconsapevolmente, la venuta del generale⁷⁷. Emerge un quadro fosco dell'assemblea nazionale, definita come luogo di raduno di «concussionnaires, pots de viniers, trafiquants de mandats et administrateurs de sociétés véreuses»⁷⁸:

il n'est pas surprenant que le régime parlementaire ne puisse produire autre chose que le néant le plus complet, les déceptions les plus amères, la stagnation dans le désarroi, et l'absence perpétuelle du dénouement attendu.

Toutes les questions, nous l'avons constaté, sont ramenées à des affaires ministérielles. Fabriquer ou démolir des ministères, c'est là toute la politique. Pourquoi ? Parce que la possession d'un portefeuille est, pour le député ambitieux, comme une sorte d'avancement de grade ; parce que le pouvoir exécutif est au-dessus du pouvoir législatif ; parce que ce portefeuille peut devenir, enfin,, directement ou indirectement légitimement ou d'une autre manière, la source de profits ou de satisfactions de vanité⁷⁹.

L'appello di Boulanger può dunque presentarsi come «un mouvement de reconquête de la République, un nettoyage bienfaisant qui rendra la République vivable»⁸⁰ contro l'opportunismo, «cette variante française du libéralisme, qui avait [...] clos l'ère de grandes réformes»⁸¹, da molti considerato la lunga coda de «l'orléanisme transplanté dans la

⁷⁵ «Appell à nos compagnons d'armes», APP, Ba 629.

⁷⁶ B. Joly, *Nationalistes et conservateurs en France (1885-1902)*, Paris, Les Indes Savantes, 2008, p. 22.

⁷⁷ Cfr. J. Defrasne, *L'antiparlementarisme en France*, Paris, PUF, 1990; J.-C. Caron, J. Garrigues (a cura di), *L'antiparlementarisme en France*, «Parlament[s]. Revue d'histoire politique», numero speciale, n. 9, 2013.

⁷⁸ H. Rochefort, *Impudence e lâcheté*, «L'intransigeant», 10 giugno 1885.

⁷⁹ C.-A. Laisant, *L'Anarchie bourgeoise*, Parigi, Marpon et Flammarion, 1887, p. 228.

⁸⁰ Z. Sternhell, *La Droite Révolutionnaire, 1885-1914*, p. 65.

⁸¹ Ivi, p. 75.

République»⁸². Nelle *affiches*, gli opportunisti al governo sono definiti «des fantoches du Parlementarisme»⁸³, contro Jacques, «un ancien distillateur, qui a fait fortune dans son industrie»⁸⁴, si scrive: «à bas les lâches et les voleurs!»⁸⁵, «à bas les coteries parlementaires!!! Plus de pots-de-vin!!! Vive la république honnête, vive la France!!!»⁸⁶. I boulangisti definiscono così un'immagine quasi fisica di decadenza nazionale, rintracciando le cause della malattia che ha colpito il paese nel prosciugamento morale ed economico operato dalla classe dirigente e fanno proprio il motto repubblicano «Régénérer la France. Oui, c'est la question»⁸⁷.

L'accusa produce un'eco profonda, dimostrando una forte potenzialità persuasiva: accanto alle *affiches* compaiono per le strade della capitale fogli scritti a mano recitanti: «abas le palais des singes dit chambre des députés» «abas Jaques et Floquet les deux sangsues de la France». La mattina del 13 gennaio su Rue de Faubourg Saint-Montmartre un agente di polizia stacca da un muro una copia del giornale «Dimanche Illustré» la cui prima pagina propone i ritratti di Jacques, Boulanger, Floquet, Darlot e Hovelacque rispettivamente presidente e membro del consiglio municipale di Parigi. Una mano anonima ha aggiunto delle vignette esplicative: Boulanger sarà il nuovo «elu de Paris» mentre Jacques, «marchand de poisons dans de bouteille de fantaisie»⁸⁸, smercia alla nazione veleni spacciandoli per elisir benefici. L'immagine del repubblicano come del venditore disonesto torna di frequente assieme a una più vaga e generica condanna di corruzione e sperpero che pesa sul regime parlamentare.

Denigrazione e demonizzazione dell'avversario politico, utilizzo di un linguaggio asciutto, di brevi motti *tranchants* riecheggianti umori diffusi, definizione di un conflitto manicheo in cui è in ballo la salvezza della patria: tutti questi elementi permettono di assimilare la gestione dello scontro elettorale nella Francia boulangista all'Italia crispina. Narrazioni messe in circolo dalla sfera intellettuale, che propongono idee e temi simili nei due paesi, come ha notato Luisa Mangoni, tanto da poter parlare di una «internazionale delle idee», vengono tradotte in un linguaggio politico nuovo e affabulatore, dai toni populistici, capace di coinvolgere e polarizzare l'opinione pubblica. Si può dunque verificare come, pur nelle loro imprescindibili diversità, le esperienze di Boulanger e Crispi contribuiscono a ridefinire i significati e le caratteristiche della lotta politica, assecondando una simile evoluzione.

⁸² A. Laisant, *La politique radicale en 1885. Quatre conférences*, Parigi, Librairie Henri Messager, 1885, p. 84.

⁸³ «Aux électeurs de la Seine», APP, Ba 629.

⁸⁴ Ivi.

⁸⁵ APP, Ba 627.

⁸⁶ APP, Ba 629.

⁸⁷ E. Quinet, *La République, Conditions de la régénération de la France*, Paris, E. Dentu libraire-éditeur, 1872, p. 2.

⁸⁸ APP, Ba 627.

All'interno di questo quadro, un posto importante è occupato dagli scandali politico-finanziari emersi in quegli anni nelle due realtà nazionali, che divengono un'importante arma in mano all'uomo della provvidenza.

Scandali e uomo forte

«*Plus de Wilson !*»

Nel gennaio del 1889, sui loro manifesti, i *jacquetists* scrivono: «d'où vient l'argent» «avec lequel vous entretenez votre chef, son armée de camelots, et avec lequel vous faites ses élections?»⁸⁹ lasciando intendere all'elettorato che la macchina boulangista funzioni grazie alle ingenti somme concesse dai roialisti. I boulangisti dal canto loro sostengono che «la campagne entreprise contre les affiches du générale» sia sovvenzionata dai «fonds secrets»⁹⁰ del ministero. In questo scontro aperto tra accuse di «gaspillage» e corruzione, i nemici del governo hanno dalla loro la storia politica recente, che pare aver dimostrato, con l'emersione di alcuni scandali politico-finanziari, il malfunzionamento del parlamentarismo e contribuiscono ad alimentare le «soupçon sur le régime»⁹¹ da cui «le boulangisme tire une immense partie»⁹² della sua forza. Poco più di un anno prima infatti, nel novembre 1887, era scoppiato lo scandalo delle decorazioni che coinvolge importanti esponenti politici e militari. Emerge che Daniel Wilson, genero di Grevy, presidente della Repubblica dal 1879, aveva imbastito dall'Eliseo un lucroso traffico di decorazioni e onorificenze cui non erano rimasti estranei il generale Thibaudin, già ministro della Guerra, il generale Caffarel e il senatore Gaston-Joseph d'Andlau; tra gli altri spunta anche il nome di Boulanger. Quando la Camera riapre i lavori, il 25 dello stesso mese, Gustave Cunéo D'Ornano, deputato bonapartista, propone di nominare «une commission de vingt membres chargée de faire une enquête sur les faits de trafic de fonctions publiques et de décorations qui ont été signalés par la presse»⁹³. Alla fine dei lavori, la commissione chiede di procedere contro Wilson, deputato dell'Assemblea, e la maggioranza approva. L'uscita di scena del genero del presidente non permette di chiudere la partita: a rimanere impigliato nella rete dello scandalo è Jules Grévy, attaccato sempre più apertamente dalla stampa che gli si rivolge «avec une insolente

⁸⁹ *D'où vient l'argent ?*, «La Lanterne», 21 gennaio 1889. Così anche su un altro manifesto elettorale: «M. Boulanger a dépensé et dépense des sommes énormes pour ses frais d'élection. M. Boulanger n'ose pas donner le nom d'un seul des bailleurs de fond de son syndicat. D'où vient l'argent ?», APP, Ba 629.

⁹⁰ *Encore les déchireurs d'affiches*, «L'Intransigeant», 14 gennaio 1889, APP, Ba 626.

⁹¹ V. Duclert, *La République imaginée 1870-1914*, Paris, Belin, 2010, p. 215.

⁹² M. Angenot, *Chapitre 33. La propagande boulangiste*, cit.

⁹³ A. Dansette, *L'affaire Wilson et la chute du président Grévy*, Paris, Perrin, 1936, p. 78.

désinvolture»⁹⁴ e dai parlamentari che arrivano, il 19 novembre, a rovesciare il ministero Rouvier⁹⁵ con lo scopo di sbarazzarsi del presidente. Grévy temporeggia, sperando di presentare un nuovo governo ma la tensione resta alta: il 24 novembre il presidente si convince a presentare le dimissioni ai ministri, rimandando di qualche giorno la deliberazione formale alla Camera, che arriva solo il 2 dicembre⁹⁶. A succedergli è Sadi Carnot che forma un nuovo Gabinetto: «avant d'être troublée à nouveau par la propagande boulangiste, la vie reprenait son cours normal»⁹⁷.

Come pure accadrà in Italia all'occasione dello scandalo della Banca Romana del 1892, l'episodio ha un'enorme risonanza nella stampa e diviene spunto per una riflessione più ampia sui mali della politica. La natura finanziaria dello scandalo, e dunque lo stretto legame tra la politica e «l'argent», è ossessivamente riproposto dalla *presse* e contribuisce a fare dell'affaire Wilson una grave questione di Stato. Nell'interpretazione dei più, la vicenda pone in luce il tradimento di uno tra valori portanti dell'etica civile repubblicana, quello «qui veut que l'élu soit imperméable à l'argent» per cui la corruzione è considerata «le plus grave de ses péchés capitaux»⁹⁸.

Un secondo elemento di forza della narrazione giornalistica è costituito dal legame tra lo scandalo e l'esercito, «l'arche sante de l'Etat», incarnazione, insieme alla scuola, della Terza Repubblica⁹⁹. Il tradimento di un alto generale di stato maggiore ferisce profondamente l'opinione pubblica poiché macchia la reputazione della «plus admirable des institutions, [...] le dernier refuge de qualités nationales et de tout ce qu'il y a de grand et de respectable dans la famille française»¹⁰⁰. «L'Echo de Paris» scrive in quei giorni:

Il n'est pas un Français qui n'ait ressenti une douloureuse émotion en lisant les détails du scandale qui vient d'éclater au ministère de la guerre. Le soldat est, dans notre pensée, le type de l'honneur. [...]. Il a accepté la noble mission de défendre la patrie, et, par cela même, a considéré qu'il a sacrifié toutes les ambitions en dehors de celle légitime de servir. [...] Mais quand le soldat quitte cette haute situation [...] il tombe immédiatement

⁹⁴ Ivi, p. 118.

⁹⁵ Con 317 voti (148 destra, 168 repubblicani) contro 228 (praticamente tutti repubblicani).

⁹⁶ Il ritardo delle dimissioni ufficiali è causato dall'impasse in cui si trovano le varie forze politiche avversarie agli opportunisti di fronte alla possibilità di sostituire il presidente della Repubblica con Ferry. I partigiani della revanche, Déroulède, la Lega dei patrioti, gli avversari del colonialismo, i radicali intransigenti e il consiglio municipale della capitale si uniscono in una fiera opposizione e per qualche giorno l'ipotesi di piegarsi nuovamente a Grevy rimane sul tavolo.

⁹⁷ A. Dansette, *L'affaire Wilson et la chute du président Grévy*, cit., p. 237.

⁹⁸ J. Garrigues, *Les scandales de la République. De Panama à l'affaire Elf*, Paris, Robert Laffont, 2004, p. 428.

⁹⁹ A. Crépin, *Le temps de citoyens-soldats, triomphe de la République et de la démocratie (1873-1913)*, in Id., *Défendre la France. Les Français, la guerre, le service militaire, de la guerre de Sept Ans à Verdun*, Rennes, PUR, 2005, pp. 331-388; E. de Dampierre, *Thèmes pour l'étude du scandale*, «Annales», IX (3), 1954, pp. 9-38.

¹⁰⁰ J. Cornély, *Un joli monde*, «Le Matin», 11 ottobre 1887.

d'autant plus bas qu'il a été jusqu'alors plus respecté. Sa faute [...] paraît plus honteuse et sa chute est irrémédiable¹⁰¹.

«La Lanterne», di Eugène Mayer, futuro sostenitore di Boulanger, ancora più esplicitamente commenta:

Tout ce qui touche à l'armée nous émeut profondément. Elle est, pour nous, tellement identifiée à la patrie que nous considérons comme un malheur public tout ce qui peut l'affaiblir. Et si nous sommes jaloux de sa force, nous le sommes encore de plus de son honneur, car l'honneur est la condition première de la valeur de l'armée¹⁰².

Da queste considerazioni si giunge a riflessioni più serie e generali sulle condizioni della sfera pubblica: il traffico delle decorazioni, scrive «Le Gaulois», rivela «une triste vérité» ovverosia «l'état de pourriture générale et républicaine au milieu de laquelle nous vivons». La colpare senza distinzioni sui deputati, ministri e alte cariche dell'esercito, bollati come «personnages parfaitement méprisables et tarés devenus des autorités officielles»; per questo, conclude il quotidiano, «il ne s'agit plus de déclarer qu'il y a quelque chose de pourri en France mais de se demander s'il y reste encore quelque chose de sain et propre. Tout cela est lamentable»¹⁰³.

L'Assemblea nazionale è trascinata al centro del ciclone insieme a Grévy, descritta come «un monde d'intrigants et d'intrigantes, de voleurs et de volés»¹⁰⁴ interessati solamente all'accumulazione di fortuna materiale. L'8 novembre il giornalista Albert Depit in un articolo dal titolo *L'honneur et l'argent* afferma: «Nous tolérons depuis 15 ans ce qui est intolérable. Le respect, l'adulation vont à l'argent et ne vont qu'à l'argent»¹⁰⁵. Si chiede «un œuvre de salubrité publique» per «purifier aussi bien les abords du Parlement que ceux des ministères»¹⁰⁶ e l'instaurazione un «gouvernement des honnêtes gens»¹⁰⁷ che possa risollevare le sorti del regime parlamentare, da tutti deriso: «Voilà le régime représentative dans toute sa splendeur»¹⁰⁸, scrive «L'Echo de Paris». Si teme per le sorti della democrazia che sembra «prête à tomber, panée et sans force»¹⁰⁹. Il 10 ottobre su «Le Figaro» si scrive:

¹⁰¹ O. Monprofit, *Le devoir*, «L'Echo de Paris», 10 ottobre 1887.

¹⁰² *L'honneur de l'armée*, «La Lanterne», 10 ottobre 1887.

¹⁰³ J. Cornély, *Un scandale*, «Le Gaulois», 8 ottobre 1887.

¹⁰⁴ G. Calmette, *L'affaire Caffarelli*, «Le Figaro», 10 ottobre 1887.

¹⁰⁵ A. Delpit, *L'honneur et l'argent*, «Le Gaulois», 9 ottobre 1887.

¹⁰⁶ *Toute la vérité*, «La Lanterne», 11 ottobre 1887.

¹⁰⁷ *La France à l'encan*, «Le XIX^e Siècle», 9 ottobre 1887.

¹⁰⁸ O. Monprofit, *Le comble du parlementarisme*, «L'Echo de Paris», 8 ottobre 1887.

¹⁰⁹ E. Lepelletier, *L'Alouette*, ivi, 9 ottobre 1887.

Notre temps est fécond en scandales. Les dernières semaines en ont vu éclater partout, dans tout le monde. Le monde parlementaire a ses suspects ; le monde de la presse n'è pas été épargné. Les élus des conseils municipaux, ici et là, ont eu leurs fâcheuses aventures. L'armée, notre espoir suprême et notre suprême pensée, est mis sur la sellette, et qui sait si, sans l'entourage même du chef respecté de l'Etat, il n'y aura pas tel homme qui aura à se défendre ? Le mal semble général [...]. Le fonctions politiques sont devenues, en un grand nombre de cas et pour un grand nombre de gens, un métier; la politique aide aux affaires, et les affaires mènent à la politique; Le régime parlementaire, tel que nous le pratiquons, dans toute sa beauté, est un admirable instrument pour cette corruption des esprit et des caractères; Et aux yeux et aux mains de ces hommes, la fonction politique n'est plus une charge, comme disait un mot admirable de la langue du passée: c'est un revenu, tellement indispensable à ceux qui le recherchent qu'il parait légitime à leur conscience obscure plus que mauvaise!¹¹⁰

Il giorno dopo, «La Croix» ripropone lo stesso concetto:

La machine semble brisée. Comment, en effet, une moralité sociale subsisterait-elle, lorsque les plus vils conquis, lorsque des Thibaudins quelconques, les plaisantins comme Lockroy, des gendre Wilson, des Savary ecc, ecc, ont franchi les degrés du pouvoir et qu'on y pratique, depuis des années, le grand et le petit chantage. [...]. Le spectacle est plus triste qu'une défaite sanglante¹¹¹.

Se un generale dello stato maggiore era implicato nello scandalo, se il genero del presidente della Repubblica, la più alta carica dello Stato, aveva avuto la possibilità di intessere affari poco nitidi all'interno dello stesso Eliseo, scrive «Le Matin»: «La République, c'est le règne de l'égalité et du dévouement et du désintéressement. On a substitué à cette formule, cette autre formule : la République est une ferme qui doit nourrir tous les républicains». E rivolgendosi alla classe dirigente il giornalista conclude:

Vous n'avez pensé qu'à une chose : aux places, aux fonctions, aux faveurs, à l'argent. Eh bien ! Cet état social que vous avez créé, en voilà les fruits. Savez-vous quelle différence il y avait entre la maison Limouzin and C° et l'un de vos ministères ? Uniquement la différence qu'il y a entre une maison d'argent de change et une maison de coulisse. Vos ministères trafiquent ouvertement des fonctions officielles, distribuent les places, les chemins de fer, les écoles, les garnisons, comme les agents de change achètent des valeurs cotées [...]. Et bien ! Il est moral que ce pays-ci soit mis à même de mesurer, à l'aide de ce scandale retentissant, la profondeur et l'étendue de la pourriture qui l'envahit. [...]. Quel est donc ce régime

¹¹⁰ H. Fauquier, *Politique et les Affaires*, «Le Figaro», 10 ottobre 1887.

¹¹¹ *Détraque*, «La Croix», 11 ottobre 1887.

qui rend possibles des pareilles infamie set qui, non seulement, mais les rend tellement fréquentes que tout le monde en parle et qu'il faut n'avoir jamais passé par les coulisses de la politique pour s'étonner quand des pareils scandales éclatent, puisque le boulevard en retentit depuis nombre d'années ? [...] Lorsque les gens qu'on arrête ou qu'on arrêtera auront été punis, il restera à nettoyer la maison des immondices qui permettent à cette vermine de pulluler¹¹².

Come si vede, lo scandalo catalizza le voci del malcontento e rende evidente una prassi consolidata di corruzione e affarismo, ponendo sotto i riflettori dell'opinione pubblica «tout ce joli monde d'escrocs, de femmes galantes et d'imbéciles», in una parola, conclude il giornalista Cornély de «Le Matin», «la linge sale»¹¹³ della Repubblica parlamentare.

Dopo poco più di un anno, il ricordo del doloroso strappo, provocato dallo scandalo e dalla crisi politica successiva, è riproposto come elemento forte della propaganda boulangista a un elettorato che, «éprouvé par une crise des affaires et déçu par l'anonymat et la médiocrité opportuniste, était prêt à crier “vive quelqu'un”»¹¹⁴. Il paragone con l'Italia viene da sé: come abbiamo visto, il ritorno di Crispi al potere è, anche, una conseguenza dello scandalo politico della Banca Romana. Volendo dunque mantenere una prospettiva comparata, pur senza l'intenzione di definire astratte categorie, è possibile ragionare su questo legame, nei due paesi ricorrente, tra lo scoppio di uno scandalo e l'appello all'uomo forte.

Le scandale comme épreuve

«Une scandale se présente un peu comme un pièce de théâtre dont le succès est toujours incertain»¹¹⁵; così lo scrittore francese Marcel Aymé apre, nel 1930, il saggio *Silhouette du scandale*. Sempre utilizzando la metafora teatrale l'autore indica i tre elementi costitutivi dello scandalo: «le sujet de la pièce», «les acteurs et l'éclairage» e «surtout, le public»¹¹⁶ il quale, come scrivono Damien de Blic e Cyril Lemieux, «il ne suffit pas que [...] soit désapprobateur» ma deve pure esprimere «publiquement sa désapprobation»¹¹⁷.

A questa prima sintetica lista di condizioni necessarie, Eric de Dampierre ne propone una quarta: «l'existence de valeurs reçues au préalable dans un groupe social»¹¹⁸. Lo scandalo,

¹¹² J. Cornély, *Un joli monde*, «Le Matin», 11 ottobre 1887.

¹¹³ Ivi.

¹¹⁴ A. Dansette, *L'affaire Wilson et la chute du président Grévy*, cit., p. 47.

¹¹⁵ M. Aymé, *Silhouette du scandale*, cit., p. 25.

¹¹⁶ Ivi, p. 26.

¹¹⁷ D. De Blic, C. Lemieux, *Le scandale comme épreuve. Éléments de sociologie pragmatique*, cit., p. 15.

¹¹⁸ E. de Dampierre, *Thèmes pour l'étude du scandale*, cit., p. 330.

secondo l'autore, interviene quando un'azione «heurte certaines valeurs reçues»¹¹⁹ considerati come imprescindibili e universalmente validi all'interno di una società.

Nei casi qui analizzati, lo scandalo delle decorazioni e quello della Banca Romana, la coesistenza di queste condizioni di base genera due episodi dalle conseguenze politiche non trascurabili. In primo luogo, è la natura dei due *affaires*, politico-finanziaria, che contribuisce a dar loro risonanza: abbiamo già accennato, per quel che concerne il caso francese, come il discorso accusatorio legato alla corruzione e a «l'argent» «se développe assez largement»¹²⁰. Allo stesso modo avviene in Italia dove lo scandalo delle ferrovie meridionali del 1864 e quello della Regia dei tabacchi¹²¹ di quattro anni successivo avevano alimentato al contempo «la tristezza per l'apparente dissolversi degli ideali risorgimentali nella avvilita pratica quotidiana»¹²² e nutrito riflessioni sui fenomeni di corruzione politica che dolorosamente dimostravano la distanza tra l'immagine della Camera come consesso di savi e la sua realtà: «Non un impiego conferito senza raccomandazione de' deputati non una promozione, quasi, accordata senza vista dell'interesse politico»¹²³, scrive Ruggero Bonghi già nel 1868.

L'eco prodotta dai due episodi non deriva solamente dalle loro caratteristiche intrinseche ma pure dal contesto in cui si inseriscono: in entrambi i paesi il regime parlamentare non è ancora solidamente radicato, le nuove istituzioni così come le pratiche e le tradizioni che da esso derivano soffrono di una mancanza di legittimazione. È la «latente e pervasiva violenza innervata nella prima fase di costruzione»¹²⁴ a donare forza allo scandalo che pare toccare «i nervi scoperti della nazione»¹²⁵ e per questo riesce a mobilitare fortemente l'opinione pubblica¹²⁶. Se quindi è il momento di instabilità nazionale a incentivare la proliferazione degli scandali, d'altra parte, la natura stessa del regime, di stampo democratico, permette una maggiore circolazione delle critiche e delle riflessioni inerenti al sistema e ai suoi limiti¹²⁷:

L'essentiel tient donc à l'existence d'un compromis sur les fondements, les valeurs et le fonctionnement du cadre politique, qui permet à la dénonciation d'injustices ou d'arbitraire de se déployer sans

¹¹⁹ Ivi, pp. 332-333.

¹²⁰ D. De Blic, C. Lemieux, *Le scandale comme épreuve*, cit., p. 237.

¹²¹ Cfr. S. Turone, *Corrotti e corruttori dall'unità d'Italia alla P2*, cit.; A. Arisi Rota, *1869: il Risorgimento alla deriva. Affari e politica nel caso Lobbia*, cit.

¹²² A. Arisi Rota, *1869: il Risorgimento alla deriva*, cit., p. 33.

¹²³ R. Bonghi, *I partiti politici nel parlamento italiano*, in *Programmi e partiti politici*, G. Gentile (a cura di), Firenze, Le Monnier, 1933, p. 27.

¹²⁴ A. Arisi Rota, *Introduzione*, in Id., *1869: il Risorgimento alla deriva*, cit., p. 9.

¹²⁵ A. Arisi Rota, *1869: il Risorgimento alla deriva*, cit., p. 40.

¹²⁶ Cfr. A. Garrigou, *Le scandale politique comme mobilisation*, cit.

¹²⁷ In questo senso è stato notato come dal 1870 si interrompe un periodo di calma contrassegnato dall'assenza di episodi scandalosi. Cfr. N. Offenstadt, S. Van Damme (a cura di), *Affaires, scandales et grandes causes. De Socrate à Pinochet*, Parigi, Stock, 2007.

nécessairement mettre en cause l'édifice tout entier. [...]. Des contestations plus radicales demeurent évidemment, mais tendent de plus en plus à se localiser sur les marges. À l'inverse, le sentiment a progressé qu'un nouveau modèle politique, social, étique se construit, incitant de ce fait les plus critiques ou les plus intransigeant à en souligner les limites¹²⁸.

A questi fattori contingenti se ne aggiunge un altro che più volte abbiamo richiamato: il potere crescente della stampa. A Roma come a Parigi, capitali politiche e giornalistiche *à la fois*, le notizie trovano un'impressionante eco: stemperatosi il controllo della censura e migliorate al contempo le condizioni tecniche ed economiche, si assiste proprio in quel giro di anni alla formazione di uno spazio mediatico su scala nazionale. La notizia dello scandalo francese appare il 7 novembre dalle colonne de «Le Siècle XIX», mentre solo due giorni dopo è «Le Temps» a tirar fuori il nome di Wilson. Da questo momento si versano fiumi di inchiostro col duplice scopo di raccontare l'accaduto e proporre delle spiegazioni ai lettori: un'intera «génération de journalistes» collabora a l'«orchestration formidable de tous les grands organes parisiennes»¹²⁹ in una «course folle au scoop et à l'indiscrétion, qui remplissent jusqu'à la nausée les colonnes des journaux et les couvertures des magazines»¹³⁰. In Italia, già prima del 20 dicembre 1892, giorno in cui Napoleone Colajanni dà notizia alla Camera dell'inchiesta tenuta sotto silenzio relativa alle disastrose condizioni della Banca Romana, il «Frankfurter Zeitung» e poi il «Journal des Débats», avevano diffuso indiscrezioni secondo le quali un radicale italiano avrebbe di lì a poco sollevato uno scandalo. Dall'orazione di Colajanni e per oltre un anno, la notizia occupa le pagine della cronaca: le vicissitudini inerenti allo scandalo, gli arresti, lo svolgersi del processo, forniscono la materia per un vero romanzo a puntate grazie al quale i quotidiani incrementano notevolmente le vendite.

Non solo. Proprio per la loro forza mediatica, gli scandali di fine secolo divengono una «ressource politique [...] mobilisable»¹³¹: la notizia dell'episodio di corruzione «dans sa fabrication comme dans son utilisation»¹³² è strumentalizzata dagli oppositori col fine di indebolire o eliminare l'avversario. Dietro le informazioni de «Le Siècle XIX» a proposito del traffico della Legion d'Honneur, sembra vi fosse un certo Landislas Heffler, manipolato dal

¹²⁸ D. Kalifa, *Qu'est-ce qu'une affaire au XIX^e siècle?*, in N. Offenstadt, S. Van Damme (a cura di), *Affaires, scandales et grandes causes. De Socrate à Pinochet*, cit., pp. 197-211.

¹²⁹ A. Dansette, *L'affaire Wilson et la chute du président Grévy*, cit., p. 142.

¹³⁰ J. Garrigues, *Les scandales de la République*, cit., p. 433. Cfr. anche: J.C. Bologne, *Histoire du scandale*, Parigi, Albin Michel, 2018.

¹³¹ D. de Blic, *Cent ans de scandales financiers en France. Investissement et désinvestissement d'une forme politique*, N. Offenstadt, S. Van Damme (a cura di), *Affaires, scandales et grandes causes. De Socrate à Pinochet*, Parigi, Stock, pp. 231-247.

¹³² J. Garrigues, *Les scandales de la République*, cit., p. 442.

leader radicale Clemenceau «afin d'abattre les chefs de la République modérée»¹³³. Una volta giunta in parlamento la notizia permette alla Camera insofferente di ingaggiare una battaglia col governo e con il presidente della repubblica, da cui uscirà vincitrice. Lo stesso può dirsi per lo scandalo della Romana, le cui notizie rimangono insabbiate per tre anni, prima di arrivare in parlamento in un momento in cui le acque politiche sono agitate e il destino del governo incerto. A rompere il silenzio sull'inchiesta governativa del 1889, interviene la nomina a senatore di Bernardo Tanlongo, direttore della Romana, il 22 novembre de 1892, per volere di Giolitti. A quel punto Maffeo Pantalonì, che per motivi diversi era giunto in possesso dei documenti segreti, incontra Colajanni e gli cede lo scottante rapporto Alvisi-Biagini. Dopo un'iniziale reticenza, il deputato radicale si alza a parlare in parlamento per denunciare lo scandalo che porta alle dimissioni del Gabinetto. Nei difficili anni Novanta, la notizia offre «al pubblico un capro espiatorio»¹³⁴ e chiude la prima esperienza di governo giolittiana.

Tutti questi elementi, nel loro insieme, concorrono a fare dello scandalo un momento di profonda incertezza, in cui il sistema istituzionale sembra aperto a possibili rimodulazioni.

In Italia il rivelamento delle «escroqueries» politiche contribuisce a riportare in auge la gestione autoritaria del potere e permette il passaggio di leggi marcatamente repressive e illiberali ad opera del terzo governo Crispi. Oltralpe, l'affaire Wilson produce un serio pericolo di sovvertimento: rappresenta infatti il «moment fondateur de la tradition protestataire et populiste incarnée par le boulangisme»¹³⁵ che, lanciato nell'arena politica, arriva a un passo dalla marcia sull'Eliseo. È invece proprio quando la crisi sembra non potersi riassorbire che la repubblica si salva: la sera del 27 gennaio 1889, dopo la vittoria parigina, il generale, pressato dai sostenitori, sceglie di non cogliere l'occasione propizia dando così modo alle forze repubblicane di riorganizzarsi. Lo stesso giorno la Camera ristabilisce lo scrutinio nominale per evitare candidature multiple e, poco dopo, il troppo morbido Floquet lascia il posto a Pierre Tirard e a un governo marcatamente antiboulangista. Come ministro dell'Interno viene nominato Ernest Constants che darà un contributo decisivo alla destabilizzazione del movimento. Il 28 febbraio si procede allo scioglimento della Liges de Patriotes e il 14 marzo si vota per togliere l'immunità parlamentare a Déroulède, Naquet, Laisant, Laguerre, Turquet: tutto lo stato maggiore boulangista viene processato per complotto contro la Repubblica. Timoroso di essere accusato a sua volta il generale fugge a

¹³³ *Ibidem*.

¹³⁴ C. Bertoni, *Romanzo di uno scandalo. La Banca Romana tra finzione e realtà*, cit., p. 181.

¹³⁵ J. Garrigues, *Les scandales de la République*, cit., p. 445.

Bruxelles il 14 marzo, tornando il giorno successivo a Parigi. Già in aprile Boulanger riprende la strada dell'esilio dichiarando di attendere da lontano il risultato delle successive elezioni, ma perde, con la sua fuga, la credibilità e il rispetto di una buona fetta del suo elettorato. Il 14 agosto il Senato, riunito in Alta Corte di Giustizia, lo condanna per contumacia insieme a Henri Rochfort e al conte Dillon. Come ha scritto Garrigues:

Opportunistes et radicaux, à nouveau, réconciliés, vont utiliser tous les moyens, légaux ou illégaux, pour ruiner le prestige du général Revanche et désarticuler son mouvement. Réformes électorales, poursuites judiciaires, célébrations du régime dans le cadre d'une grandiose Exposition universelle: c'est dans le péril boulangiste que la démocratie parlementaire, usée, critiquée, va puiser son second souffle¹³⁶.

L'elezione dei consigli generali di luglio evidenzia un riflusso dei boulangisti e il risultato di quella generale di settembre, sebbene la macchina propagandistica di Boulanger sia ancora pienamente in funzione¹³⁷, «marque la fin véritable du mouvement boulangiste»¹³⁸. Un ultimo scandalo interviene a chiudere la partita: nel 1890 un ex agente del generale pubblica il pamphlet *Les Coulissses du boulangisme*¹³⁹, rivelando le compromissioni del movimento boulangista con i monarchici: le notizie «susciterent un immense scandale et un déchainement de haines peu commun»¹⁴⁰. La fine politica del generale, già segnata, incontra la disperazione personale dell'uomo che, perduta qualsiasi credibilità, si suicida sulla tomba della sua amata il 30 settembre del 1891. Il processo di normalizzazione è ormai compiuto. Si potrebbe dunque concludere che, pur seguendo percorsi profondamente diversi, in entrambi i casi, lo strappo provocato dallo scandalo non produce, sul lungo periodo, un sovvertimento dell'ordine stabilito ma anzi, in una certa misura, tende a rigenerare e a rafforzare i valori di base della società: il crispismo, pur nella sua edizione più autoritaria, mira a rinvigorire il sistema liberale e a ricompattarne le forze. In Francia, d'altra parte, è stato notato che

il generale aveva involontariamente reso un gran servizio ai parlamentari: non soltanto li aveva scossi da quel loro atteggiamento di egoistica soddisfazione ma – radunando tutti i loro avversari attorno ad un eroe così falso e ad una causa tanto dubbia – aveva fatto sì che essi si concentrassero

¹³⁶ J. Garrigues, *Le boulangisme*, cit., p. 63.

¹³⁷ Cfr. APP, Ba 971.

¹³⁸ J. Garrigues, *Le boulangisme*, cit., p. 93.

¹³⁹ G. T. Marmeix, *Les Coulissses du boulangisme*, Paris, 1890.

¹⁴⁰ Z. Sternhell, *Maurice Barrès et le nationalisme français*, Paris, Armand Colin, 1972, p. 100, n. 27.

nell'azione politica. [...] la semplice, noiosa Marianne fu salutata di nuovo con sollievo¹⁴¹.

Come effetto «inattendu» del fenomeno-scandalo vi è una sorta processo «de réactualisation»¹⁴² dei valori condivisi derivante proprio dall'indignazione prodotta

dans la mesure où il montre que les valeurs socialement reconnues ne sont ni absolus ni respectées par tous à un égal degré, matière à discussion, d'un autre côté, il renforce ces mêmes valeurs par le fait même qu'il les sape; en vérité, il est la pierre de touche de ces valeurs, ce test qui montre que ces valeurs ne sont pas indifférentes, qu'elles se survivent toujours comme valeurs¹⁴³.

Lo stesso «immaginario romanzesco», segnato dai due episodi «a un livello mai raggiunto prima e mai più raggiunto», lasciando strascichi narrativi che si prolungano fino al Pirandello de *I vecchi e i giovani*, se pare confermare la rottura intervenuta nel sistema, tende invece a risolversi in una riproposizione degli stessi *topoi*, spesso poco incisivi, a riprova della difficoltà del mondo culturale di intervenire nel processo di riforma politica e istituzionale, cosicché, è stato recentemente notato

i tanti romanzi e commedie di argomento politico che seguitano ad apparire sono accomunati da due caratteristiche: una comunque severità sulla democrazia parlamentare e una comune difficoltà di raccontarla a fondo¹⁴⁴.

Emerge dunque una relazione proficua tra *l'éclat du scandale* e l'appello all'uomo forte: pur non volendo ridurre tale binomio a un semplice rapporto di causa effetto, possiamo considerare i due fenomeni un punto di osservazione privilegiato del modo in cui viene ristabilito l'ordine politico nelle complesse fasi di passaggio: non quando, dunque, «les attachements à certaines valeurs historiques sont assez forts»¹⁴⁵ né pure quando hanno perduto la loro valenza, ma nell'intervallo di tempo che intercorre tra una crisi di regime e il suo superamento.

¹⁴¹ D. Thomson, *Storia della Francia moderna*, Milano, Garzanti, 1963, pp. 171-172.

¹⁴² J.C. Bologne, *Histoire du scandale*, cit., pp. 207-223; a tal proposito si parla di “ré-enchantement” dei valori repubblicani in J.-L. Briquet, P. Garraud, *Juger la politique. Entreprises et entrepreneurs critiques de la politique*, Rennes, PUR, 1978.

¹⁴³ E. de Dampierre, *Thèmes pour l'étude du scandale*, cit., p. 336.

¹⁴⁴ C. Bertoni, *Romanzo di uno scandalo. La Banca Romana tra finzione e realtà*, cit., p. 39.

¹⁴⁵ E. de Dampierre, *Thèmes pour l'étude du scandale*, cit., p. 336.

Crispi in Francia

Per concludere la riflessione comparativa occorre fare un passo ulteriore, rimettendo Crispi al centro della scena ma sotto i riflettori di un altro palcoscenico, quello francese.

Come la storiografia ha già ampiamente messo in evidenza i rapporti tra la Francia e l'Italia vivono un momento di profonda tensione negli anni dei mandati crispini, spesso anche a causa del comportamento del siciliano che contribuisce come può a mantenere alta la tensione¹⁴⁶. Senza soffermarsi sulle motivazioni e le forme assunte dall'atteggiamento antifrancese dello statista di Ribera, ma richiamando perlomeno la conclusione di Pierre Milza per cui «la francophobie de Crispi n'a donc rien de spontané, ni de passionnel» ma è «le résultat d'un raisonnement politique»¹⁴⁷, spostiamo il fuoco sulla ricezione dell'immagine di Crispi in terra francese. Dallo spoglio della stampa nazionale, in particolar modo all'occasione della morte del siciliano, si rintracciano i temi forti di un'immagine *tout à fait* negativa che nel 1901, dopo già cinque anni dalla drammatica fine dell'ultimo mandato, pare non essersi attenuata. Dietro a questa posizione ferma e inequivocabile, condivisa dalla pubblicistica, ci celano in realtà contraddizioni e aggiustamenti che pare il caso di esplorare più a fondo in vista di una conclusione più esaustiva sulla fortuna del mito crispino dell'uomo forte.

Nell'agosto 1901, quando Crispi muore nella sua casa napoletana, alla prefettura di Parigi viene consegnato un *placard* distribuito in quei giorni nei *boulevards* della capitale dal titolo «Testament olographe authentico, politico et macaronico del Signor Francesco Crispi»¹⁴⁸ che si vuole scritto da lui stesso «en demi-possession de [mes] facultés» e in cui ci si prende gioco del defunto deputato. Sul retro del manifesto, stampato da un tipografo parigino, si invita la popolazione a prendere parte al convoglio funebre organizzato a Napoli o, almeno, a festeggiare in qualche modo «la mort du Gallophobe Abyssine». La satira è pungente e non tradisce alcuna commozione per il vecchio uomo, «la victime de Ménélik», morto, si scrive, a causa di un «mal éthiopien au gratin avec complication de mégalomanie infectieuse, d'une affection germanique aiguë et d'une triple alliance cordée, suivie d'une gallophobie double, qui pardonne difficilement». Nel volantino di Parigi si trovano sintetizzati tutti i vari elementi del Crispi gallofobo:

¹⁴⁶ P. Milza, *Français et italiens à la fin du XIX^e siècle. Aux origines du rapprochement franco-italien de 1900-1902*, cit.; G. Bertrand, J.Y. Frégné, A. Giaccone, *La France et l'Italie. Histoire de deux nations sœurs de 1660 à nos jours*, cit.

¹⁴⁷ P. Milza, *Français et italiens à la fin du XIX^e siècle*, cit., p. 59. Cfr. A.C. Jemolo, *Crispi*, cit.

¹⁴⁸ APP, Ba 906.

Ancien conspirateur – Révolutionnaire Radical – Monarchiste – Publiciste
– représentant en huiles, ministre, chiffonnier, colonel, bismarckiste,
arriviste, pognoniste et bigame.

All'ironico stampatore parigino fanno seguito le testate nazionali che riportano la notizia della morte titolando semplicemente *Crispi*. Nella maggior parte dei casi gli articoli ripercorrono «les étapes de la vie d'un aventurier italien devenu premier ministre»¹⁴⁹ soffermandosi sui momenti biografici più accattivanti: la spedizione dei mille, il passato repubblicano, l'adesione alla monarchia, la bigamia, la svolta autoritaria, il plico Giolitti e la disfatta di Adua. In generale la stampa si dichiara sollevata dalla sparizione di Crispi la cui opera politica è giudicata deleteria per la nazione italiana: qualcuno lo definisce un «ancien dictateur»¹⁵⁰, mentre altri propongono un ritratto più sereno descrivendolo come un «robuste vieillard de quatre-vingt-deux ans, aussi énergique et résolu devant la mort qu'il avait toujours été devant la vie»¹⁵¹. Il «Gil Blas» così commenta il 12 agosto:

L'Italie a beaucoup souffert des idées de l'ancien ministre et hier, précisément, un grand journal italien, le Secolo, résumait dans un long article qui semblait un réquisitoire pour l'agonisant, l'œuvre néfaste de l'homme qui vient de mourir. [...]. Il a tenu sa place au-dessous de Bismarck, au-dessous de Stamboulof et il meurt avec une mauvaise réputation de politicien sans principes et de lutteur politique sans loyauté¹⁵².

I giornalisti, pur tirando conclusioni severe sull'operato del primo ministro, riconoscono che per raccontare «en détail sa biographie» sarebbe necessario «refaire tout l'historique de cinquante dernière années»¹⁵³. Il giornale cattolico «La Croix», che ne contesta l'anticlericalismo e la politica coloniale, definisce Crispi come la sintesi della storia italiana degli ultimi anni:

Crispi laissera dans l'histoire un souvenir assez vulgaire. Il fut une de ces personnalités tapageuses, bruyantes, toujours en gésine, qui n'arrivent jamais qu'à faire du mal. Il était tout pétri de plante vanité. [...]. Crispi a fait beaucoup de mal à l'Italie. Il a cherché aussi à en faire à la France qui, pourtant, l'avait accueilli quand il fut proscrit, et fut obligée de l'expulser, parce que cet incorrigible brouillon ne savait plus s'y tenir en paix et dans la situation qui convenait à son état. [...] On peut affirmer que Crispi a, de la sorte, résumé en sa personne toute l'histoire de l'Italie

¹⁴⁹ *Mort de M. Crispi*, «L'Eclair», 12 agosto 1901.

¹⁵⁰ *Ibidem*.

¹⁵¹ *Mort de M. Crispi*, «Le Journal», 12 agosto 1901.

¹⁵² Jean Bernard, *Crispi*, «Gil Blas», 12 agosto 1901.

¹⁵³ *Mort de M. Crispi*, «Le Journal», 12 agosto 1901.

contemporaine. Ce n'est pas une histoire brillante que celle qui compte en ses fastes la spoliation des Etats de l'église et la défaite d'Adoua ! Crispi était, répétons-le, bouffi de vanité. [...]. Crispi ! ... c'était un nom, point une idée. Il fut un aventurier, un brasseur d'affaires sans scrupules et sans pudeur. Mais rien de plus. Machiavel eût dédaigné de parler de lui¹⁵⁴.

Nel momento della morte emerge un'immagine pubblica di Crispi che riafferma i tratti già propri del mito circolante durante i suoi mandati e, ancor prima, dalla fine degli anni Settanta: numerosi articoli lo avevano riguardato infatti già a proposito dell'accusa di bigamia nel 1878¹⁵⁵. L'attacco si era fatto esplicito dopo il 1888: il viaggio in Germania è un passaggio chiave dell'anticrispismo francese che si scaglia contro «l'être ignoble» che «se dévoue» a Bismarck¹⁵⁶. Per questo, la caduta del secondo ministero era stata salutata con generale entusiasmo: il 2 febbraio del 1891 su «Le Matin» si riportano i commenti dei principali quotidiani; «La Justice» scrive:

Libre ! Ce sera surtout le crie de l'Italie. Une salutaire réaction ne peut manquer de se produire chez nos voisins. Bien des yeux vont s'ouvrir à la lumière, à la vérité. Bien des préjugés, bien des malentendus vont disparaître avec celui qui les entretenait soigneusement. Et le peuple italien se demandera bientôt comment il a pu supporter si longtemps le spectacle de son Trésor au pillage, de son crédit ruiné, de ses campagnes désertées¹⁵⁷.

Dopo l'iniziale sollievo mostrato da alcuni per il suo ritorno al potere nel 1894¹⁵⁸, le critiche si erano riaccese negli anni del secondo mandato, fomentate soprattutto dall'affare Hertz e dal plico Giolitti¹⁵⁹. All'interno di questa narrazione, una costante è rappresentata dall'accusa di incoerenza politica riferita al suo passato di repubblicano e alla sua conversione monarchica, «la facilité» dunque, «avec laquelle il a changé tour à tour d'opinion et d'amis, passant de *la blouse rouge* au *casque prussien*, avec une désinvolture toute sicilienne»¹⁶⁰. Ancora nel settembre del 1900, Amilcare Cipriani propone al ben disposto pubblico d'oltralpe un articolo su «La Petite République» biasimando la dura politica antianarchica del rivoluzionario convertito all'autoritarismo:

¹⁵⁴ A.P.B., *Crispi*, «La Croix», 13 agosto 1901.

¹⁵⁵ A titolo di esempio: *Affaire Crispi*, «Le Rappel», 21 maggio 1878; *M. Crispi trigame*, «Le Pays», 12 marzo 1878; S.H., *Un ministre bigame*, «Le Parisien», 9 marzo 1878.

¹⁵⁶ *Pouah!*, «La tintamarre», 16 agosto 1888.

¹⁵⁷ *Les journaux français de ce matin – la chute de M. Crispi*, «Le Matin», 2 febbraio 1891.

¹⁵⁸ A titolo di esempio: Whist, *M. Crispi*, «Le Figaro», 7 dicembre 1893; Novi, *La dictature de M. Crispi*, «Le Figaro», 24 gennaio 1894.

¹⁵⁹ A titolo di esempio: *En Italie. Les ennuis de M. Crispi*, «La Lanterne», 28 marzo 1893; *Le Panama italien. Le duel Giolitti-Crispi*, «La Cocarde», 24 febbraio 1893; *Le Dossier Crispi*, «Le Figaro», 24 maggio 1895.

¹⁶⁰ P. Niboyet, *M. Crispi*, «La Patrie», 7 gennaio 1894.

Cet homme qui a prêché le régicide toute sa vie, devenu ministre de la monarchie italienne et cousin du roi, a persécuté d'une façon ignoble, féroce et scélérate les *propagandistes par le fait*, lui qui fut le précurseur, le créateur¹⁶¹.

Anche per il caso francese, è possibile verificare un grado di ricezione non trascurabile: l'immagine negativa di Crispi supera i confini del mondo giornalistico, radicandosi nell'opinione pubblica. Tra le carte di Pisani Dossi è conservato un fascicolo di "scritti ingiuriosi contro Crispi, provenienti specialmente dalla Francia" in cui si raccolgono lettere di privati cittadini, militari, operai o anonimi, che si rivolgono a Crispi per mostrare disappunto o, più spesso, sentimenti assimilabili all'odio e ripropongono i *topoi* diffusi dalla stampa. Le lettere sono in maggior parte spedite nel 1888, segno che la visita a Bismarck ha colpito duramente il pubblico d'oltralpe. L'uomo di Stato è spesso definito «trigamo», «d'Italia affamator»¹⁶² o più duramente «canaille»¹⁶³ e «dernier des misérables»¹⁶⁴: si ritorna sulla guerra doganale, sulla politica africana e sulla presunta gallofobia del siciliano. Un tale, a firma «acerrimo ma leale e sincero nemico», lo definisce

moderno e furioso riformatore del bello nel brutto, novello Scipione Africano rimbambito e ridicolo, novello Dio Saturno mangia sindaci e galantuomini, voi prepotenza trigama sul soglio ministeriale¹⁶⁵.

In un dispaccio senza data conservato nell'archivio di Crispi, un collaboratore anonimo spiega al presidente questa diffusa ostilità dell'opinione pubblica:

tutti i francesi che sono sotto i quarant'anni, cioè l'esercito intero e la popolazione valida della Francia, sono cresciuti con la convinzione del nostro abbandono e della nostra ingratitudine. È un'idea bell'e fatta, e così generalmente accettata, che nelle generazioni più giovani è diventata credenza sostenuta in buona fede, e quindi perfettamente spiegabile. L'italiano che, in Francia, si trova nel caso di parlare di questo doloroso argomento, e può, citando fatti incontrastabili, convincere qualcuno del grossolano errore in cui viva riguardo all'Italia, ottiene immancabilmente l'effetto della più ingenua sorpresa. La inimicizia materiale dei francesi per noi è della epoca attuale una delle basi della politica di qualunque gabinetto. [...]. L'organizzazione di questa opposizione è solidissima. [...] essi presentarono quasi quotidianamente Monsieur Crispi ai lettori di giornali francese, come un nemico giurato, acerrimo, personale, della

¹⁶¹ A. Cipriani, *Crispi régicide*, «La Petite République», 6 settembre 1900.

¹⁶² Anonimo, s.d., versi in rima contro Crispi, ACS, PD, b. 1, fasc. 6.

¹⁶³ S.d., ivi.

¹⁶⁴ 2 aprile 1888, ivi.

¹⁶⁵ 3 gennaio 1888, ivi.

nazione francese, e sono meravigliosamente riusciti a rivolgere sopra di lui e sopra il governo che rappresenta, l'odio bevuto col latte dalla generazione attuale. Non è raro il caso infatti di vedere magari delle dichiarazioni d'amore agro-dolci all'Italia, ma si capisce che il pegno della riconciliazione dovrebbe essere il capo dell'uomo aborrito e un pochino anche temuto. Il gruppo italiano che ha piede nella stampa e nel mondo politico francese procede in un modo semplicissimo. Ogni volta che c'è da propalare, o da inventare una notizia che possa arrecare torto o danno al nostro paese, una notizia di poche righe, d'una identità meravigliosa, comparisce in due o tre giornali che ci ricamano su il commentino oppure no, ma che in ogni modo la accettano ad occhi chiusi. E questi due o tre giornali non sono mai gli stessi. Con un giro sapientemente organizzato la notarella italofofa, [...], muta di foglio o di agenzia. A questo modo tutta quanta la stampa parigina e marsigliese e lionese, è istigata prender posto e compromissione in tutte le questioni che ci riguardano¹⁶⁶.

È innegabile che Crispi faccia notizia, muovendo il pubblico, incuriosendolo circa la sua vita, il suo privato, le sue abitudini: per appagare i lettori, i giornalisti vanno alla scoperta di nuovi dettagli, ritornando sui luoghi parigini abitati dal siciliano durante la giovinezza. Nel 1896 «Le Grand Journal» pubblica un articolo-inchiesta sulla *mansarde de Crispi* descrivendo il luogo dove il patriota aveva vissuto in esilio e intervistando i suoi vecchi vicini che ricordano un uomo schivo e dall'aspetto poco rassicurante:

On l'aimait pas beaucoup dans le quartier. Il avait l'air "en dessous" sournois; ne ne sortait que le soir; ses grosses moustaches noires à faire peur aux enfants, ses yeux durs enfoncés sous d'épais sourcils couleur rouille le rendaient peu sympathique¹⁶⁷.

Per meglio comprendere una personalità multiforme, i corrispondenti si spingono fin dentro le mura di Villa Lina a caccia di interviste e mossi da «un sentiment de curiosité, très vif» nei riguardi del personaggio: «Je suis allé en Italie pour voir: ce que j'y ai vu de plus important et de plus curieux, c'est M. Crispi»¹⁶⁸, scrive Saint-Cère nel 1890 a proposito della famoso incontro con il premier italiano. I giornalisti, anche mantenendo un atteggiamento di distacco, si dicono spesso sorpresi dal comportamento dell'intervistato. Nel 1888, l'anno terribile delle relazioni italo-francesi, un giornalista de «Le Figaro» così descrive il suo incontro con il presidente del consiglio:

Je m'attendais à un accueil froid. Il n'en a rien été. Je ne crois pas M. Crispi de l'ancienne école des diplomates qui mentaient pour savoir la vérité.

¹⁶⁶ ACS, CC, DSPP b. 112 fasc. 684, sf. 4.

¹⁶⁷ *Notre enquête- Rue Nollet- La mansarde de Crispi*, «Le Grand Journal», 10 marzo 1896.

¹⁶⁸ *Chez M. Crispi*, «Le Figaro», 29 settembre 1890.

C'est un Sicilien avec les qualités de sa race, sa nature expansive, qui l'empêche de cacher sa pensée, quand même il le voudrait. La physionomie est ouverte, l'œil regarde droit. Je me suis de suite trouvé à l'aise et, du reste, le ministre, dès le premier moment, y a singulièrement contribué¹⁶⁹.

La stessa attenzione al momento privato si ritrova all'occasione della morte: il 12 agosto del 1901 «Le Gaulois» descrive minuziosamente lo spazio adibito alla camera ardente, i «portraits de l'empereur et de l'impératrice d'Allemagne, du roi Humbert et de la reine Marguerite» affiancati dai ricordi fotografici del viaggio dell'imperatore tedesco in Italia e da «de grand tableaux représentant les batailles de Marsala, de Palestro, de San Martino et de Villafranca», dal prezioso «sabre ayant appartenu à Garibaldi» e da un ritratto di Verdi con dedica al grande patriota. La commozione del momento è restituita dalla descrizione di una città silenziosa e presente: «Il est impossible d'approcher à plus de cent mètres de la maison mortuaire»¹⁷⁰, conclude il corrispondente.

Sembra non mancare dunque, accanto al giudizio negativo, il riconoscimento di un'individualità peculiare e forte, di cui la fisionomia si fa specchio e la politica, pur se negativamente giudicata, ne è stata l'espressione. Sempre nell'agosto del 1901, «La Revue Diplomatique» propone una riflessione dura di Auguste Meulemans in cui l'opinione esplicitamente negativa sull'uomo e sul politico non elude di riconoscere la difficoltà di giudizio di fronte a una personalità complessa e potente:

François Crispi fut toujours un de ces hommes qu'il est impossible, pour ainsi dire, de juger sans passion : que l'on fut son adversaire ou son admirateur, sa personnalité violente par les excès mêmes de la duplicité de sa politique, ne permettait pas de garder la juste mesure. A-t-il fait quelque bien ? *Chi lo sa?* Du mal ? A coup sûr sûr, sa politique aura plutôt été néfaste à son pays et... à beaucoup d'autres. S'il disparaît pour toujours n'est pas encore devant ce corps à peine refroidi que l'on pourra définir, sans crainte d'erreur, l'œuvre de Crispi. Il avait ce que nous appelons une physionomie : la tête longue, les joues pleines et rasées, le nez proéminent sur la rude moustache blanche ; les yeux étaient vifs, fouilleurs, le regard changeant ne se livrait jamais. Malgré l'expression forte du visage, la force dominatrice y faisant défaut. Il est vrai que Crispi semblait plutôt vouloir séduire ses auditeurs que les dominer. Malgré ses efforts pour se rapprocher de la puissante allure du grand chancelier allemand, il restait toujours très avocat. Il se plaisait du reste à raconter qu'avant d'être ministre, il possédait un cabinet d'avocat qui ne lui rapportait pas moins de 150.000 francs par an, ce qui est un fort beau dernier partout, mais particulièrement en Italie. [...]. Qui sut jamais le fond de la pensée de ce rusé politique ? Peu de gens assurément, si toutefois quelqu'un la pénétra jamais. [...]. Et comme il était expert à jouer sur les mots, ses idées

¹⁶⁹ *Entrevue avec M. Crispi*, «Le Figaro», 15 aprile 1888.

¹⁷⁰ *La Morte de M. Crispi*, «Le Gaulois», 13 agosto 1901.

étincelaient, lorsqu'il le voulait, comme les facettes de ses diamants et, comme celles-ci, avaient des dessous pointus. En somme, il aimait le clinquant : la retraite dut lui être dure peut-être même plus dure que la mort que n'a pas voulu le prendre sans le torturer, ce dont il faut le plaindre. Francesco Crispi entre d'ores et déjà dans l'Histoire : je crois que son jugement lui sera sévère¹⁷¹.

La stessa commistione tra giudizio negativo e ammirazione permea l'immagine pubblica proposta dalla pubblicistica: se può essere meno rilevante il giudizio espresso da Félix Narjoux, autore di una biografia sull'uomo apprezzata dallo stesso Crispi, che nel 1890 elogia «le charme particulier»¹⁷² del presidente italiano, più significativi sono i commenti fatti tra le righe da autori esplicitamente anticrispini. Nel 1891, John Grand-Carteret dà alle stampe l'opuscolo *Crispi Bismarck et la triple-alliance en caricature avec 140 reproductions des caricatures italiens, françaises et autres, dont 2 coloriées*, con lo scopo di raccontare agli italiani «de quelle façon les étrangers» guardano al loro primo ministro. L'autore, proponendo l'immagine di «Crispi, la bête noire [...] que la France charge de tous les crimes»¹⁷³ e de «le dernier des trois cheveux de la Triplice» lo definisce un «personnage double, multiple même, triple en tout cas, se pliant à tout, changeant de peau avec une souplesse inouïe, et, dans son ensemble, plus avide de pouvoir soucieux du bien publique»¹⁷⁴. Gli fa eco Domenico Margiotta che pubblica nel 1896 *Francesco Crispi son œuvre néfaste* «à la mémoire des vaillants soldats massacrés en Abyssinie et aux autres victimes de la politique crispienne» accusando il «caméléon» della politica italiana di «concussion, faux témoignage, corruption, escroquerie, assassinat»¹⁷⁵. Entrambi gli autori satireggiano l'ego smisurato del siciliano: Grand-Carteret lo definisce Cesare e lo paragona a Cristo: «Que les méchants tremblent, que les bons se rassurent! Il est le père du peuple, il est le Christ»¹⁷⁶. Con sarcasmo compare più volte l'idea che egli abbia occupato l'intera scena politica italiana: «Tout le monde Crispi; Crispi en tout et partout; Crispi sachant et conduisant tout»¹⁷⁷; con identiche parole scrive Margiotta: «prétend avoir été presque partout; il prétend que sans lui l'Italie n'aurait pas été faite»¹⁷⁸.

Gli autori, impegnati in una critica implacabile, non mancano, loro malgrado, di riconoscere a Crispi alcune capacità fuori dal comune che, pur non riabilitando il politico, ne fanno a tutti

¹⁷¹ A. Meulemans, *M. François Crispi Homme d'état italien*, «La Revue Diplomatique», 4 agosto 1901.

¹⁷² F. Narjoux, *Français et italiens*, Parigi, Albert Savin, 1891, p. 219.

¹⁷³ J. Grand-Carteret, *Crispi Bismarck et la triple-alliance en caricature avec 140 reproductions des caricatures italiens, françaises et autres, dont 2 coloriées*, Parigi, Delagrave, 1891, p. 42.

¹⁷⁴ Ivi, p. 6.

¹⁷⁵ D. Margiotta, *Francesco Crispi son œuvre néfaste par Domenico Margiotta*, Grenoble, H. Falque, 1896, p. 102.

¹⁷⁶ J. Grand-Carteret, *Crispi Bismarck et la triple-alliance en caricature*, cit., p. 84.

¹⁷⁷ Ivi, p. 87.

¹⁷⁸ D. Margiotta, *Francesco Crispi*, cit., p. 2.

gli effetti un personaggio caratteristico e popolare della scena politica italiana: «il ne faudrait point pour cela méconnaître sa valeur»¹⁷⁹ aggiunge alla sua accusatoria Grand-Carteret. Tra le doti maggiormente richiamate, vi è quella dell'eccezionale carisma, di cui Crispi sa fare una potente arma politica. A proposito della celebrazione dei Vespri del 1882 Grand-Carteret scrive:

En 1882, il n'était plus ministre – on n'ignore pas à la suite de quelles affaires intimes il fut donné sa démission - il cherchait donc une occasion, un événement pour reconquérir la position perdue. Tout le monde connaît l'effet produit sur les masses par l'évocation d'un spectre quelconque – politique ou social – quand on sait l'agiter à propos ; et à ce petit jeu Crispi était passé maître. Très certainement, le Bismarck italien a voulu voir ce qu'il pouvait obtenir de son public en surexcitant son patriotisme, en remettant sous ses yeux les hauts faits du passé, les actions d'éclat et surtout les souvenirs des guerres d'Indépendance¹⁸⁰.

E proseguendo un identico ragionamento conclude amaramente Margiotta: «Et dire qu'avec un aussi beau talent, il pourrait être infiniment utile au bien et au intérêts de la chose publique»¹⁸¹.

Nella raccolta di caricature del 1891, l'autore ironizza pure sulla popolarità di Crispi tale da averlo reso oggetto di un culto che, scrive Grand-Carteret, neppure il générale Revanche in Francia ha saputo creare attorno alla sua persona:

Ah ! Il veut être tout ; eh bien ! Il sera accommodé à toutes les sauces. Et on le rencontre ainsi, du macaroni au cigare : macaroni- Crispi, cigare-Crispi, si bien, pour quelques sols, on a son Crispi sur l'estomac et dans la bouche, trinité bien douce à ceux qui le portent déjà dans le cœur. Il n'y a pas eu du cigare Boulanger»¹⁸².

Pur non mettendo in discussione l'immagine negativa di Crispi, gli spunti tratti dalla stampa e dalla pubblicistica verificano l'ipotesi di una ricezione più articolata del mito, in cui entra in gioco un certo grado di ammirazione, spesso malcelata, per una personalità che a tutti gli effetti sa presentarsi come “homme providentiel” e dunque incarna, oltre i confini francesi, una proposta politica più volte tornata alla ribalta sulla scena repubblicana a dimostrazione della sua capacità di riscuotere successo.

¹⁷⁹ J. Grand-Carteret, *Crispi Bismarck et la triple-alliance en caricature*, cit., p. 171.

¹⁸⁰ Ivi, pp. 47-48.

¹⁸¹ D. Margiotta, *Francesco Crispi*, cit., p. 60.

¹⁸² J. Grand-Carteret, *Crispi Bismarck et la triple-alliance en caricature*, cit., p. 94.

Conclusione

Se il Generale Revanche reagisce al fallimento politico scegliendo l'esilio e abbandona il suo mito a destino incerto, Crispi reagisce alla disfatta di Adua con spirito diverso. Dopo le dimissioni torna tra i banchi dei deputati di Sinistra e vive gli ultimi anni della sua vita con energia, nonostante i problemi economici e di salute lo attanaglino. Gli avversari vogliono assicurarsi che il suo allontanamento dal potere sia definitivo e fomentano una «valanga di contumelie»¹ a suo carico. Il conte di Rudinì, suo successore, e Cavallotti portano avanti una campagna spietata contro di lui volta a dimostrare come i suoi ministeri siano stati una lunga sequenza di errori e atti incostituzionali. Viene nominata una commissione d'inchiesta con lo scopo di far luce sulle irregolarità nell'utilizzo dei fondi del ministero dell'Interno durante i suoi mandati: «ogni cosa fu passata al setaccio, incluse le spese per tappeti e mobili»². Crispi interpreta la guerra personale come un segno di debolezza degli uomini al potere: «Vedendosi sull'orlo del precipizio, credono potersi salvare, attirando l'attenzione del pubblico su di me»³, scrive a Cardella.

Nonostante le critiche, in molti gli restano fedeli. Tra gli altri, Carducci, che gli si dichiara vicino nella tempesta di critiche dei «vili e gli stolti»⁴, e con lui Matilde Serao e Edoardo Scarfoglio⁵. Nel giugno del 1896 Alfredo Oriani gli scrive:

Triste tempo, nel quale non si possono che scrivere libri, e un Parlamento avalla sotto un Rudinì, il più leggero di tutti i Ministri possibili! [...]. Spero potervi vedere fra non molto; ad ogni modo lasciatemi ormai al mio vecchio posto fra coloro che vi amano come amico e vi hanno così spesso ammirato come uomo di stato⁶.

Al Sud la sua popolarità rimane pressoché intatta e nel 1898 in occasione del suo ottantesimo compleanno la città di Palermo lo omaggia con una giornata di festa e un banchetto in suo onore. Scrive la Stefani:

La città è imbandierata ed animatissima. Giungono dispacci da ogni parte dell'isola e dal continente in onore dell'on. Crispi. Molte Colonie italiane annunziano la loro partecipazione all'odierna manifestazione per l'80

¹ C. Duggan, *Creare la Nazione*, cit., p. 857.

² Ivi, p. 858.

³ Lettera a Cardella, 9 novembre 1896, ACS, Palumbo Cardella, b. 8, fasc. 87.

⁴ 16 maggio 1896, ivi.

⁵ ACS, CC, RE, b. 8, fasc. 15.

⁶ 23 giugno 1896, F. Crispi, *Carteggio politico di Francesco Crispi*, cit.

genetliaco dell'on. Crispi. In molte città e paesi si festeggia l'avvenimento con discorsi, banchetti, concerti ed illuminazioni⁷.

Da parte sua Crispi non lascia il campo libero agli avversari e si preoccupa di tutelare la sua immagine pubblica. Negli ultimi anni, il suo pensiero fisso è la riorganizzazione della biblioteca e delle carte. Preparando il testamento, all'inizio del 1897, incarica Damiani, Cardella e Giampietri di occuparsene dopo la sua morte. Egli è intenzionato a fare una cernita puntale dei documenti per lasciare una testimonianza della sua opera. A Cardella scrive:

Bisogna portare tutti i libri in Napoli, e togliermi dalle noie delle ricerche con n ordinamento regolare della biblioteca. In Roma bisogna chiudere la casa e quando avrò a recarmi costà prenderò un paio di stanza in locanda. Non posso dimenticare, che alla mia tarda età, giova tenere tutto riunito in un luogo solo. Innanzi a me sono pochi gli anni, sui quali potrò contare, e con due case manca quella unità che è tanto necessaria ad una vita ordinata. Giova inoltre regolare il mio archivio, e non si può se non sarà fatto una cerna delle carte che sono costà. Lasciare le utili, distruggere le inutili e non necessarie, è l'opera che ho affidato a te e che ti prego di voler continuare. Aggiungi, che ho bisogno di te per la redazione delle mie memorie⁸.

Quando Baratieri rende noto il proposito di scrivere un libro sulla guerra africana, Crispi allerta Mocenni, Sonnino e Blanc onde evitare che il generale scarichi tutte le colpe sul governo: «Scopo dell'opera è difendersi ed accusare il governo centrale, e specialmente il Crispi, che ad ogni costo bisogna uccidere. È il voto che si ripete da 37 anni»⁹, scrive a Sonnino. E in una seconda lettera a Mocenni spiega:

Bisogna prevedere tutto. Baratieri è un uomo leggero, e lo possono montare. [...]. Io volli difendere la potenza della patria nostra, che han cercato abbassare dopo il disastro di Adua, quella fu una battaglia perduta e non una sconfitta nazionale¹⁰.

Come si vede, la sua idea sulla politica africana rimane invariata così come rimangono ferme nella mente dell'uomo le considerazioni a proposito della necessità di proseguire la conquista. Egli spera ancora in una prossima avanzata italiana secondo quella narrazione del Risorgimento incompiuto che era tanto cara agli uomini della sua generazione e per cui, già nel 1889, aveva risposto al ministro della Guerra a proposito delle operazioni in Eritrea: «Che

⁷ Dispaccio del 4 ottobre 1898, ACS, Palumbo Cardella, b. 3, fasc. 36.

⁸ Lettera a Cardella, 19 novembre 1896, ACS, Palumbo Cardella, b. 8, fasc. 87.

⁹ ACS, CC, DSPP, b. 161.

¹⁰ 3 settembre 1897, ACS, CC, RE, b. 12, fasc. 22.

volete? Io sono ancora garibaldino»¹¹. Con il re, che continua ad essergli legato e riconoscente anche dopo la caduta, soprattutto per aver tenuto la monarchia fuori dallo scandalo della Banca Romana, Crispi si mostra duro a proposito della situazione coloniale:

Sire! Vendicate l'esercito del quale siete il capo! [...]. Quello che avviene in Africa, è la conseguenza della politica inaugurata dal marzo in qua e delle ufficiali dichiarazioni di viltà fatte alla tribuna parlamentare dal vostro Ministro della guerra¹².

Il suo progressivo allontanamento dalla vita politica, pur se molto dipende dallo stato fisico, è, nelle intenzioni dell'uomo, la riproposizione di quell'atteggiamento da "eremita" più volte adottato. Solo due anni prima di morire scrive a Bacelli:

Tu t'inganni nel ritenere che io mi sia ritirato dalla vita politica. la vita politica è la vita intellettuale. È un dovere di patria, non un mestiere, non una carriera. La mia conta 56 anni e durerà finché la mente sarà viva. Più volte hanno tentato ucciderla, ma non ci sono riusciti. Avresti detto meglio, che io rifuggo, come ho sempre rifuggito, dalle cospirazioni parlamentari che detesto, come ho detestato sempre i gruppi, le camarille, le insidie, le miserie personali di Montecitorio¹³.

La politica del governo lo delude e le agitazioni sociali lo preoccupano. Crispi le interpreta secondo schemi propri a un mondo che va scomparendo e che gli impediscono una piena comprensione dei mutamenti in atto. Sui casi del 1898 egli appunta:

Le insurrezioni plebee di questi ultimi giorni sono l'effetto di una propaganda anarchica. Non sono l'effetto della fame, ma possono cagionare la fame. Innanzi tutto il modo avvenne in primavera, quando il lavoro non manca e non nell'inverno, che è la stagione dei rigori. Sono tutte della stessa forma, ed avvennero tutte con lo stesso metodo, il che esclude la spontaneità¹⁴.

Ancora nel 1899 egli crede che la risoluzione del problema italiano derivi dalla mancanza di educazione civica del popolo e spera che a mutare la situazione intervenga un uomo d'eccezione:

Confrontando le due epoche, il 29 maggio 1848 e il 29 maggio 1899, giudicando gli uomini d'allora e quelli d'oggi, quante delusioni, quanti disinganni! L'Italia è costituita, ma l'anima sua è assopita, l'energia è

¹¹ Lettera del 7 aprile 1889, ACS, CC, Roma, b. 3, fasc. 93.

¹² Lettera al re, 1896, ivi.

¹³ Lettera del 19 marzo 1899, ACS, CC, RE, b. 8, fasc. 15.

¹⁴ Appunto sui casi del 1898, s.d., MRR, b. 668, fasc. 9.

spenta; manca l'uomo che la rilevi e la conduca sulla via di quelle audaci virtù che provano la grandezza delle nazioni. Vedremo sorgere questo uomo? Lo spero¹⁵.

Crispi, uomo del secolo che volge al termine, rimane ancorato, per formazione intellettuale, ai valori propri della sua generazione, disconoscendo un'evoluzione che mette in pericolo il sistema liberale borghese. Nonostante tale piena appartenenza all'Italia liberale e notabile, la sua esperienza, come abbiamo visto, «prefigurando un rapporto nuovo, “novecentesco”, tra il potere politico ed il paese, tra gli interessi di gruppi dominanti e gli umori di più larghi strati sociali»¹⁶, rappresenta un momento di passaggio. Non perché da lui solo derivino le nuove direzioni e i nuovi approcci del potere politico ma perché negli anni in cui è al potere tali mutamenti emergono con maggiore nitidezza anche grazie alla capacità e all'intuito dell'uomo. Crispi, si inserisce, con più consapevolezza rispetto ai politici e agli statisti della sua generazione, in un processo di personalizzazione della politica che investe, lo abbiamo visto, i paesi d'Europa come funzione della democratizzazione in atto. Nel ricostruire quale parte egli gioca nel promuovere e diffondere il culto che lo riguarda, i mezzi specifici attraverso cui crea e sostiene il suo carisma, le modalità di diffusione e ricezione della figura dell'uomo straordinario che tiene in mano il destino della nazione, lo scopo di questo lavoro è rendere visibile da una parte le direzioni e gli sviluppi di tale processo, dall'altra la varietà delle relazioni intessute tra politica, amministrazione, giornalismo, editoria e *milieu* intellettuale tali da ridefinire strumenti, linguaggio e simboli del potere politico.

¹⁵ *Francesco Crispi: pensieri e profezie raccontati da T. Palamenghi-Crispi*, Roma, Tiber, 1920, p. 188.

¹⁶ R. Romanelli, *L'Italia liberale*, cit., p. 353-354.

FONTI

Fonti archivistiche

Archivio Centrale dello Stato – Roma	ACS
Carte Crispi	CC
Serie Roma	Roma
Serie Deputazione di Storia Patria di Palermo	DSPP
Serie Reggio Emilia	RE
Serie Archivio di Stato di Palermo	ASP
Presidenza del Consiglio dei Ministri	PCM
Gabinetto Crispi	Crispi
Gabinetto Depretis	Depretis
Fondo Palumbo Cardella	Palumbo
Cardella	
Fondo Abele Damiani	Abele Damiani
Fondo Pisani Dossi	Pisani Dossi
Archivio di Stato di Roma	ASR
Serie Prefettura-Gabinetto	
Serie Questura	
Tribunale civile e penale	
Archivio storico-diplomatico del ministero degli Esteri	AMAE
Carte Primo Levi	
Carteggio Crispi-Levi	
Eredità Crispi	
Gabinetto Crispi	
Archives de la Préfecture de Paris	APP
Museo Centrale del Risorgimento di Roma	MRR
Museo del Risorgimento di Milano	MRM
Carte Cesare Correnti	

Periodici italiani

«La Riforma» 1878-1896
«La Riforma Illustrata» 1885; 1887; 1888
«La Capitale» 1894
«Corriere della Sera» 1894
«Corriere di Napoli» 1894
«Fanfulla» 1894
«Il Mattino» 1894
«Il Diritto» 1894
«La Voce della Verità» 1894
«Caffaro» 1894
«Il Tempo»*
«La Soluzione»*
«La Gazzetta di Torino»*
«Gazzetta di Messina»*
«Gazzetta dell'Emilia»*
«L'Italia»*
«Giornale di Sicilia»*
«Il Secolo»*
«Corriere di Napoli»*
«Il Resto del Carlino»
«La Provincia»****
«Il Giornale di Sicilia»*
«L'Amico del Popolo»*
«Il Paese»*
«Il Folchetto»*
«Gazzetta Piemontese»*
«Le male lingue»*
«Don Marzio»**
«Il Corriere della Sera»*
«Il Secolo XIX»**
«L'Opinione»*
«Gazzetta di Venezia»*
«Gazzetta di Catania»*
«Perseveranza»*
«Il Popolo Romano»*
«Don Chisciotte»*
«L'Osservatore Romano»*
«La Vera Roma»*
«L'Italia del Popolo»*
«Il Corriere di Napoli»*
«Nazione»*
«Il Freno»*
«La Sicilia liberale»*
«La Sinistra Storica»*
«Il buon umore. Giornale per tutti i gusti»**
«Vita Nuova»*
«Critica Sociale»*

Periodici francesi

«Le Gaulois»
«L'Indépendance Belge»
«La Cocarde»
«La Presse»
«L'Intransigeant»
«La Lanterne»
«L'Echo de Paris»
«La Croix»
«L'Eclair»
«Le Journal»
«Gil Blas»
«Le Pays»
«Le Parisien»
«La Tintamarre»
«La Patrie»
«La Petite République»
«Le Grand Journal»
«La Revue Diplomatique»
«Le Rappel»
«Le Grand Journal»
«La Revue Diplomatique»
«Le Figaro»

Altri periodici

«St. James's Gazette»*
«Die Post»***
«Fredem-blatt»*
«New York Times»****

*in Carte Crispi

**in MRR

***AMAE, Carte Crispi

****PCM, Carte

Fonti coeve italiane

AA.VV., *La politica italiana dal 1848 al 1897. Programmi di governo*, vol. III, Roma, Tipografia della Camera dei Deputati, Ripamondi e Colombo, 1899

Astuto G. (a cura di), *Crispi e Damiani. Carteggio 1876-1899*, Catania, E. Leone, 1984

Bonghi R., *I partiti politici nel parlamento italiano*, 1868, in Id., *Programmi e partiti politici*, G. Gentile (a cura di), Firenze, Le Monnier, 1933

Bovio G., *Uomini e tempi*, Milano, Zanichelli, 1880

Id., *Il genio. Un capitolo di psicologia*, Milano, Treves, 1899

Brandini G., *La crisi di Don Ciccio o Don Ciccio*, Milano, Tipografia degli operai, 1894

- Brunialti A., *Algeria, Tunisia e Tripolitania. Studi di geografia politica sugli ultimi avvenimenti africani*, Milano, Treves, 1881
- Id., *L'Italia e la questione coloniale. Studi e proposte di Attilio Brunialti*, Milano, Brigola, 1885
- Id., *Il diritto costituzionale e la politica nella scienza e nelle istituzioni*, in AA. VV., *Biblioteca di Scienze politiche e amministrative*, vol. IV, pt. 2, Torino, 1900
- Carducci G., *Edizione Nazionale delle opere di Giosué Carducci*, Bologna, Zanichelli, 1968
- Cavallotti F., *Per la storia. La questione morale su Francesco Crispi nel 1894-1895 esaminata da Felice Cavallotti: lettere, cronaca e documenti*, Milano, Aliprandi, 1895
- Colajanni N., *Gli avvenimenti di Sicilia e le loro cause*, Palermo, Sandron, 1895
- Coceva G., *Francesco Crispi*, in *Biblioteca Parlamentare, diretta da Giuseppe Coceva. Biografie di deputati e senatori*, Roma, Zolla e C., 1887
- Crispi F., *Diario della Spedizione dei Mille*, Roma, Stabilimento Tipografico Italiano, 1885
- Id., *Discorsi elettorali di Francesco Crispi (1865-1886)*, Roma, Stabilimento Tipografico Italiano, 1887
- Id., *Scritti e discorsi politici (1849-1890)*, Roma, Unione cooperative, 1890
- Id., *Lo stato d'assedio*, Roma, Tipografia della Camera dei deputati, 1894
- Id., *Carteggi politici inediti di Francesco Crispi (1860-1890) estratti dal suo archivio, ordinati e annotati da T. Palamenghi-Crispi*, Roma, L'Universelle, 1912
- Id., *Discorsi Parlamentari di Francesco Crispi*, Roma, Tipografia della Camera dei Deputati, 1915
- Id., *Pensieri e profezie, a c. di T. Palamenghi-Crispi*, Roma, Tiber, 1920
- Id., *Ultimi scritti e discorsi extraparlamentari (1891-1901) a cura di Tommaso Palamenghi-Crispi*, Roma, L'Universelle, 1912-1913
- Id., *Francesco Crispi: pensieri e profezie raccontati da T. Palamenghi-Crispi*, Roma, Tiber, 1920
- Dossi C., *Le note azzurre*, D. Isella (a cura di), Milano, Adelphi, 2010
- Dott. Calce, *Italia o Crispalia? Pensieri e rivelazioni del Dott. Calce*, Sondrio, E. Quadrio, 1895
- Faldella G., *Salita a Montecitorio (1878-1882): I pezzetti grossi: scarpellate di Cimbro*, Torino, Roux e Favale, 1883
- Id., *Salita a Montecitorio (1878-1882): dai Fratelli Bandiera alla Dissidenza: cronaca di Cimbro*, Torino, Roux e Favale, 1883
- Ferrero G., *La reazione. Studi su Francesco Crispi*, Torino, Olivetti, 1895
- Galletti B., *L'onorevole Crispi e l'attualità*, Palermo, Spinnato, 1890
- Lombroso C., *L'uomo di genio in rapporto alla psichiatria, alla storia ed all'estetica*, Torino, Bocca, 1888
- Id., Ferrero G., *Sui recenti processi bancari di Roma e Parigi*, «Archivio di Psichiatria, Scienze penali ed Antropologia criminale», XIV, 3, 1893
- Morelli N., *Gli orrori e le turpitudini del governo crispino*, Roma, Editore Ciotola, 1890
- Morselli E., *Gli scandali bancari*, «Archivio di Psichiatria, Scienze penali ed Antropologia criminale», XV, 1-2, 1894
- Palumbo Cardella G., *Crispi e i tempi nuovi*, «Rivista d'Italia», V, 8, 1902
- Id., *Crispi e la politica mediterranea e coloniale*, «Politica», X, 81, 1929
- Id., *L'Istituto di Sanità pubblica da Crispi a Mussolini*, Roma, 1934
- Id., *Francesco Crispi nel diario di Alessandro Guiccioli*, «Nuova Antologia», LXXVI, 1941
- Perodi E., *Roma Italiana, 1870-1895*, Roma, Bontempelli, 1896
- Petrucelli Della Gattina F., *I moribondi del Palazzo Carignano*, Milano, Perelli, 1862
- Pieragnoli G., *Profili Politici. Francesco Crispi*, Roma, Tipografia Romana, 1887
- Riccio V., *Francesco Crispi: profilo e appunti*, Torino, Roux e Favale, 1887
- Vito Colella N., *L'ombra di Cavour*, Bari, Fusco, 1890
- Sernicoli E., *L'anarchia e gli anarchici*, Milano, Treves, 1895
- Sighele S., *Contro il parlamentarismo*, Milano, Treves, 1895

Fonti coeve francesi

- Barrès M., *L'Appel au soldat*, Paris, Fasquelle, 1900
Id., *Mes cahiers*, Paris, 1907
Chincholle C., *Le Général Boulanger*, Paris, 1889
Grand-Carteret J., *Crispi Bismarck et la triple-alliance en caricature avec 140 reproductions des caricatures italiens, françaises et autres, dont 2 coloriées*, Paris, Delagrave, 1891
Laisant C.-A., *L'Anarchie bourgeoise*, Paris, Marpon et Flammarion, 1887
Id., *La politique radicale en 1885. Quatre conférence*, Paris, Librairie Henri Messager, 1885
Margiotta D., *Francesco Crispi son œuvre néfaste par Domenico Margiotta*, Grenoble, H. Falque, 1896
Marmeix G.T., *Les Coulisses du boulangisme*, Paris, 1890
Narjoux F., *Français et italiens*, Paris, Albert Savin, 1891
Quinet E., *La République, Conditions de la régénération de la France*, Paris, E. Dentu libraire-éditeur, 1872
Renan E., *La réforme intellectuelle et morale de la France*, 1871
Sand G., *Journal d'un voyageur pendant la guerre*, 1871
Taine H., *Les Origines de la France Contemporaine*, 1875-1893

Fonti ufficiali

Atti Parlamentari, Camera dei Deputati, legislatura XVIII, I sessione, Discussioni, tornate dal gennaio al luglio 1894.

BIBLIOGRAFIA

Studi e storiografia generali sull'Italia

- Abélès M., *Politica gioco di spazi*, Roma, Meltemi, 2001
Adamo P. (a cura di), *Pensiero e dinamite. Gli anarchici e la violenza 1892-1894*, Milano, M&B, 2004
Aliberti G., *Potere pubblico e società locale nel Mezzogiorno unitario*, Roma-Bari, Laterza, 1987
Allegretti U., *Profilo di storia costituzionale italiana. Individualismo e assolutismo nello Stato liberale*, Bologna, Il Mulino, 1989
Anderson B., *Imagined Communities. Reflections on the Origins and Spread of Nationalism*, London and New York, Verso, 1991
Anghelè E., *Educare alla patria e alla politica: il discorso elettorale nell'Italia liberale*, in A. Arisi Ariota, M. Ferrari, M. Morandi (a cura di), *Patrioti si diventa. Luoghi e linguaggi di pedagogia patriottica nell'Italia unita*, Milano, FrancoAngeli, 2009, pp. 131-143
Antonioni M., Masini P.C., *Il sol dell'avvenire. L'anarchismo in Italia dalle origini alla prima guerra mondiale*, Pisa, BFS, 1999
Arfè G., *Storia del socialismo italiano (1892-1926)*, Torino, Einaudi, 1965
Arisi Rota A., *1869: il Risorgimento alla deriva. Affari e politica nel caso Lobbia*, Bologna, Il Mulino, 2015
Id., Ferrari M., Morandi M. (a cura di), *Patrioti si diventa. Luoghi e linguaggi di pedagogia patriottica nell'Italia unita*, Milano, FrancoAngeli, 2009
Asor Rosa A., *La cultura*, in R. Romano, C. Vivanti (a cura di), *Storia d'Italia*, vol. IV, *Dall'Unità ad oggi*, t. II, Torino, Einaudi, 1975

- Astuto G., *L'amministrazione italiana. Dal centrismo napoleonico al federalismo amministrativo*, Roma, Carocci, 2009
- Audenino P., *Cinquant'anni di stampa operaia. Dall'Unità alla guerra di Libia*, Milano, Guanda, 1976
- Baioni M., *La "religione della Patria". Musei e istituti del culto risorgimentale (1884-1918)*, Treviso, Pagus, 1994
- Id., *Risorgimento conteso. Memorie e usi pubblici nell'Italia contemporanea*, Reggio Emilia, Diabasis, 2009
- Banti A.M., *Storia della borghesia italiana. L'età liberale*, Roma, Donzelli, 1996
- Id., *La nazione del Risorgimento. Parentela, santità e onore alle origini dell'Italia unita*, Torino, Einaudi, 2000
- Id., *L'onore della nazione. Identità sessuali e violenza nel nazionalismo europeo dal XVIII secolo alla Grande Guerra*, Torino, Einaudi, 2005
- Id., *Narrazioni, lettori e formazioni discorsive*, «Contemporanea», VIII, n. 4, 2005, pp. 579-584
- Barbieri C., *Il giornalismo. Dalle origini ai nostri giorni*, Roma, Centro Documentazione giornalistica, 1982
- Belardinelli G., *Una nazione "senza anima": la critica democratica del Risorgimento*, in L. Di Nucci, E. Galli Della Loggia (a cura di), *Due nazioni. Legittimazione e delegittimazione nella storia d'Italia*, Bologna, Il Mulino, 1999, pp. 41-62
- Benadusi L., *Il «Corriere della Sera» di Luigi Albertini. Nascita e sviluppo della prima industria culturale di massa*, Roma, Aracne, 2012
- Bentley E., *The Cult of the Superman. A Study of the Idea of Heroism in Carlyle and Nietzsche, with Notes on other Hero-Worshippers of Modern Times*, Gloucester, Smith, 1969
- Bergamini O., *La democrazia della stampa. Storia del giornalismo*, Roma-Bari, Laterza, 2006
- Bertolotti C., Fruci G.L., Petrizzo A. (a cura di), *Icone politiche. Celebrità e nuovi media al tempo del Risorgimento*, Mantova, Istituto Mantovano di Storia Contemporanea, Istituto Superiore Carlo d'Arco e Isabella d'Este, 2018
- Bertrand G., Frétygné J.Y., Giaccone A., *La France et l'Italie. Histoire de deux nations sœurs de 1660 à nos jours*, Paris, Armand Colin, 2016
- Berti G., *La sovversione anarchica in Italia e la risposta giudiziaria dello stato (1874-1900)*, «Quaderni fiorentini», 2009, pp. 579-600
- Biagini E.F., *Il liberalismo popolare. Radicali, movimento operaio e politica nazionale in Gran Bretagna 1860-1880*, Bologna, Il Mulino, 1992
- Id., *Liberty, Retrenchment and Reform. Popular Liberalism in the Age of Gladstone, 1860-1880*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992
- Id., *Gladstone*, Londra, Macmillan, 2000
- Bobo E. (a cura), *La foule*, Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté, 2015
- Boccaccini G., *La pentarchia e l'opposizione al trasformismo*, Milano, Giuffrè, 1971
- Borsi F., *Montecitorio dal '70 a oggi*, in AA.VV., *Il Palazzo di Montecitorio*, Roma, Editalia, 1967
- Bracalini R., *La Regina Margherita, la prima donna sul trono d'Italia*, Milano, Rizzoli, 1983
- Brice C., *Monarchie et identité nationale en Italie (1861-1911)*, Paris, EHESS, 2010
- Id., *Les orateurs "organiques" et la Constitution d'une identité à la fin du XIXème siècle*, in F. D'Almeida (a cura di), *L'éloquence politique en France et en Italie de 1870 à nos jours*, Rome, École française de Rome, 2001, pp. 47-63
- Briganti A., *Il Parlamento nel romanzo italiano del secondo Ottocento*, Firenze, Le Monnier, 1972
- Burke P., *Eyewitnessing. The Use of Images as Historical Evidence*, London, Ithaca, 2001
- Caltagirone G., *Dietroscena. L'Italia post-unitaria nei romanzi di ambiente parlamentare (1870-1900)*, Roma, Bulzoni, 1993
- Cammarano F., *Storia politica dell'Italia liberale*, Roma-Bari, Laterza, 2011

- Id., *Nazionalizzazione della politica e politicizzazione della nazione*, in M. Meriggi, P. Schiera (a cura di), *Dalla città alla nazione. Borghesie ottocentesche in Italia e in Germania*, Bologna, Il Mulino, 1993, pp. 139-163
- Camporesi P., *Lo stereotipo del romagnolo*, «Studi romagnoli», XXV, 1974, pp. 393-411
- Candeloro G., *Storia dell'Italia moderna*, vol. VI, *Lo sviluppo del capitalismo e del movimento operaio*, Milano, Feltrinelli, 1970
- Cantù F., Di Febo F., Moro R. (a cura di), *L'immagine del nemico. Storia, ideologia, rappresentazione tra età moderna e contemporanea*, Roma, Viella, 2009
- Capecchi S., *L'audience attiva: effetti ed usi sociali dei media*, Roma, Carocci, 2015
- Carocci G., *Agostino Depretis e la politica interna italiana dal 1876 al 1887*, Torino, Einaudi, 1956
- Casella M., *Democrazia, socialismo, movimento operaio a Roma (1892-1894)*, Roma, Elia, 1979
- Id., *Prefetti dell'Italia liberale*, Napoli, Esi, 1996
- Castronovo V., *Per la storia della stampa italiana (1870-1890)*, «Nuova Rivista storica», XLVII, 1963
- Id., *La stampa italiana dall'Unità al fascismo*, Roma-Bari, Laterza, 1973
- Id., Giacheri Fossati L., Tranfaglia N., *La stampa italiana nell'età liberale*, Roma-Bari, Laterza, 1979
- Cavazza S., *Dimensione massa. Individui, folle, consumi. 1830-1945*, Bologna, Il Mulino, 2004
- Cerbone C. (a cura di), *L'antiparlamentarismo italiano (1870-1919)*, Roma, L'Architrave, 1972
- Cerrito G., *Dall'insurrezionalismo alla settimana rossa: per una storia dell'anarchismo in Italia, 1881-1914*, Pescara, Samizdat, 2001
- Cervelli I., *Cesarismo: alcuni usi e significati della parola (secolo XIX)*, «Annali dell'Istituto storico italo-germanico in Trento», XII, 1996, pp. 61-197
- Clarke P., *A Question of Leadership. Gladstone to Thatcher*, London, Hamish Hamilton, 1991
- Id., *Margaret Thatcher's Leadership in Historical Perspective*, «Parliamentary Affairs», 45 (I), Oxford, 1992, pp. 1-17
- Chabod F., *Storia della politica estera italiana dal 1870 al 1896*, Roma-Bari, Laterza, 1971
- Colao F., *Il delitto politico tra Ottocento e Novecento. Da "delitto fittizio" a "nemico dello Stato"*, Milano, Giuffrè, 1986
- Conti F., *Storia della massoneria italiana. Dal Risorgimento al fascismo*, Bologna, Il Mulino, 2003
- Id., *Italia immaginata. Sentimenti, memorie e politica fra Otto e Novecento*, Pisa, Pacini Editore, 2017
- Croce B., *Storia d'Italia dal 1871 al 1915*, Roma-Bari, Laterza, 1928
- Cuomo E., *Il sistema parlamentare e i suoi critici 1870-1900*, Napoli, Arte tipografica, 1974
- Id., *Critica e crisi del parlamentarismo (1870-1900)*, Torino, Utet, 1996
- De Fort E., *La scuola secondaria e la nazionalizzazione dei ceti medi*, in Ballini P.L., Pécout G. (a cura di), *Scuola e nazione in Italia e in Francia nell'Ottocento. Modelli, pratiche, eredità. Nuovi percorsi di ricerca comparata*, Venezia, Istituto veneto di scienze, lettere e arti, 2007, pp. 207-247
- Degl'Innocenti M., *Geografia e istituzioni del socialismo italiano, 1892-1914*, Napoli, Guida, 1984
- Della Peruta F., *Il mito del Risorgimento e l'estrema sinistra dall'Unità al 1914*, «Il Risorgimento», n. 1-2, 1995, p. 32-70
- De Luna G., *L'occhio e l'orecchio dello storico. Le fonti audiovisive nella ricerca e nella didattica della storia*, Milano, La Nuova Italia, 1993
- De Nicolò M. (a cura di), *La prefettura di Roma (1871-1946)*, Bologna, Il Mulino, 1998
- Desideri P., *Teoria e prassi del discorso politico: strategie persuasive e percorsi comunicativi*, Roma, Bulzoni, 1984
- Donzelli M., Pozzi R. (a cura di), *Patologie della politica, Crisi e critica della democrazia tra Otto e Novecento*, Roma, Donzelli, 2013
- Di Nucci L., Galli della Loggia E. (a cura di), *Due nazioni. Legittimazione e delegittimazione nella storia d'Italia*, Bologna, Il Mulino, 1993

Dreymez J.W., Ihl O., Sabatier G. (a cura di.), *Un cérémonial politique: les voyages officiels des chefs d'Etat*, Paris, L'Harmattan, 1998

Eco U., *Il linguaggio politico*, in G. L. Beccaria (a cura di), *I linguaggi settoriali in Italia*, Milano, Bompiani, (1973), pp. 91-105

Elias N., *La società degli individui*, Bologna, Il Mulino, 1990

Id., Scotson J.L., *Strategie dell'esclusione*, Bologna, Il Mulino, 1994

Faina A.M., *L'abbraccio della folla. Cento anni di psicologia collettiva*, Bologna, Il Mulino, 1983

Farinelli G., Paccagnini E., Santambrogio G., Valle A.I., *Storia del giornalismo italiano: dalle origini a oggi*, Torino, Utet, 1997

Ferragu G., *Tourisme et diplomatie. Les visites officielles de 1903-1904 et la question romaine*, «MEFRIM», 109(2), 1997, pp. 947-986

Finelli P., Fruci G.L., Galimi V. (a cura di), *Discorsi agli elettori*, «Quaderni Storici», XXXIX, n. 17, 2004

Id., *Parole in azione. Strategie comunicative e ricezione del discorso politico in Europa fra Otto e Novecento*, Firenze, Le Monnier, 2012

Finelli P., «Una citazione a comparire». *Concezione del mandato, memoria risorgimentale e identità politiche nei discorsi elettorali dell'Italia liberale (1860-1897)*, in Finelli P., Fruci G.F., Galimi V. (a cura di), *Discorsi agli elettori*, «Quaderni Storici», XXXIX, n. 17, 2004, pp. 673-696

Fiore C., *Il controllo della criminalità organizzata nello Stato liberale: strumenti legislativi e atteggiamenti della cultura giuridica*, «Studi storici», 29, 1989, pp. 421-436

Fiori A., *Aspetti dell'opera svolta da Spaventa segretario generale del Ministero dell'Interno 1862-1864*, in *Silvio Spaventa: filosofia, diritto, politica*, atti del convegno, Bergamo, ex-Chiesa di Sant'Agostino, 26-28 aprile 1990

Fiorino V., Fruci G.L., Petrizzo A. (a cura di), *Il lungo Ottocento e le sue immagini. Politica, media, spettacolo*, Pisa, ETS, 2013

Forno M., *Informazione e potere. Storia del giornalismo italiano*, Roma-Bari, Laterza, 2015

Francia E. (a cura di), *Il Risorgimento in armi: guerra eserciti e immaginari militari*, Milano, Unicopli, 2012

Frosini V., *L'antiparlamentarismo e i suoi interpreti*, Relazione tenuta alle Giornate di diritto e storia costituzionale «Atelier 4 luglio G. G. Floridia», Università di Teramo, 4 luglio 2008

Kertzer D., *Ritual, Politics and Power*, New Haven, Yale University Press, 1989

Garrone G., *I radicali in Italia. 1849-1925*, Milano, Garzanti, 1973

Gellner E., *Nations and Nationalism*, England, Basil Blackwell, 1983

Gentile E., *Il culto del littorio. La sacralizzazione della politica nell'Italia fascista*, Roma-Bari, Laterza, 1993

Id., *La Grande Italia. Il mito della nazione nel XX secolo*, Roma-Bari, Laterza, 2006

Id., *Il mito dello Stato nuovo. Dal radicalismo nazionale al fascismo*, Roma-Bari, Laterza, 1982

Id., *Il capo e la folla*, Roma-Bari, Laterza, 2016

Gerstlé J., *La communication politique*, Paris, Armand Colin, 2004

Geertz C., *Centri, re e carisma: riflessioni sul simbolismo del potere*, in Id., *Antropologia interpretativa*, Bologna, Il Mulino, 1988, pp. 153-185

Gigli Marchetti A., *Le nuove dimensioni dell'impresa editoriale*, in G. Turi (a cura di), *Storia dell'editoria nell'Italia contemporanea*, Firenze, Giunti, 1997, pp. 115-163

Id., Infelise M., Mascilli Migliorini L., Palazzolo M.I., Turi G. (a cura di), *Editori italiani dell'Ottocento. Repertorio*, 2 tomi, Milano, FrancoAngeli, 2004

Giordano M., *La stampa illustrata in Italia dalle origini alla Grande Guerra*, Parma, Guanda, 1983

Girault R., *Voyages officiels, opinion publique et relations internationales*, in P. Levillain, B. Vigezzi (a cura di), *Opinion publique et politique extérieure*, École française de Rome, Rome, 1981, pp. 473-490

- Gottlieb J.V., *The Marketing of Megalomania: Celebrity, Consumption, and the Development of Political Technology in the British Union of Fascists*, «Journal of Contemporary History», vol. 41, 1, 2006, pp. 35-55
- Gozzini G., *Storia del giornalismo*, Milano, Mondadori, 2000
- Gramsci A., *Quaderni dal carcere: il Risorgimento*, Torino, Einaudi, 1949
- Gundle S., *Le origini della spettacolarità nella politica di massa*, in M. Ridolfi (a cura di), *Propaganda e comunicazione politica: storia e trasformazioni nell'età contemporanea*, Milano, Mondadori, 2004, pp. 1-24
- Habermas J., *Storia e critica dell'opinione pubblica*, Roma-Bari, Laterza, 1963
- Hirschfeld (a cura di), *Social Protest, Violence and Terror in Nineteenth- and Twentieth-century Europe*, London, MacMillan, 1982, pp. 201-229
- Hobsbawm E.J., *Nation and Nationalism since 1780*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990
- Id., Ranger T. (a cura di), *The Invention of Tradition*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992
- Hunt L., *La storia culturale nell'età globale*, Pisa, ETS, 2010
- Ionescu G., Gellner E., *Populism. Its Meanings and National Characteristics*, London, Weidenfels and Nicolson, 1969
- Isnenghi M., *Usi politici di Garibaldi dall'interventismo al fascismo*, in F. Mazzonis (a cura di), *Garibaldi condottiero. Storia, teoria, prassi*, Milano, FrancoAngeli, 1984, pp. 533-540
- Id., *L'Italia in piazza. I luoghi della vita pubblica dal 1848 ai giorni nostri*, Milano, Mondadori, 1994
- Id. (a cura di), *I luoghi della memoria. Simboli e miti dell'Italia unita*, Roma-Bari, Laterza, 1996-97
- Id., *Garibaldi fu ferito: il mito, le favole*, Roma, Donzelli, 2010
- Id., *Storia d'Italia: i fatti e le percezioni dal Risorgimento alla società dello spettacolo*, Roma-Bari, Laterza, 2011
- Janz O., Klinkhammer L. (a cura di), *La morte per la patria. La celebrazione dei caduti dal Risorgimento alla Repubblica*, Roma, Donzelli, 2008
- Labanca N., *L'Africa italiana*, in M. Isnenghi (a cura di), *I luoghi della memoria. Simboli e miti dell'Italia unita*, Roma-Bari, Laterza, 1996-97, pp. 260-288
- Laforgia E.R., *Come addomesticare il mostro. Il problema della folla e la cultura reazionaria tra Otto e Novecento*, in «Laboratorie italiani», *La foule en Italie (XIX^e-XX^e siècles)*, n. 4, 2003, pp. 37-56
- Lanaro S., *L'Italia Nuova. Identità e sviluppo (1861-1988)*, Torino, Einaudi, 1988
- Id., *Nazione e Lavoro. Saggio sulla cultura borghese in Italia (1861-1925)*, Venezia, Marsilio, 1980
- Id., *Il Plutarco italiano: l'istruzione del popolo dopo l'unità*, in C. Vivanti (a cura di), *Storia d'Italia. Annali*, vol. 4, *Intellettuali e potere*, Torino, Einaudi, 1981, pp. 553-587
- Id., *Patria. Circumnavigazione di un'idea controversa*, Venezia, Marsilio, 1996
- Id., *Retorica e politica: alle origini dell'Italia contemporanea*, Roma, Donzelli, 2011
- Laurent A., *Storia dell'individualismo*, Bologna, Il Mulino, 1994
- Levra U., *Il colpo di stato della borghesia. La crisi politica di fine secolo in Italia (1896-1900)*, Milano, Feltrinelli, 1975
- Id., *Fare gli italiani. Memoria e celebrazione nel Risorgimento*, Torino, Comitato di Torino dell'Istituto per la Storia del Risorgimento, 1992
- Lilti A., *Figures publiques. L'invention de la célébrité 1750-1850*, Paris, Fayard, 2014
- Linse U., *Propaganda by Deed and Direct Action: two Concepts of Anarchist Violence*, in W. J. Mommsen and G. Hirschfeld (a cura di), *Social Protest, Violence and Terror in Nineteenth- and Twentieth-century Europe*, London, MacMillan, 1982, pp. 201-229
- Luciani F., *La monarchia popolare. Immagini del re e nazionalizzazione delle masse negli anni della sinistra al potere*, Roma, Bulzoni, 1996

Macry P., *Se l'unità crea divisione. Immagini del Mezzogiorno nel discorso politico nazionale*, in L. Di Nucci, E. Galli Della Loggia (a cura di), *Due nazioni. Legittimazione e delegittimazione nella storia dell'Italia contemporanea*, Bologna, Il Mulino, 2003, pp. 63-92

Madrigniani G.A. (a cura di), *Rosso e Nero a Montecitorio. Il romanzo parlamentare nella nuova Italia (1861-1901)*, Firenze, Vallecchi, 1980

Id., Bertoncini G., *Il Parlamento nel romanzo italiano*, in L. Violante (a cura di), *Il Parlamento. Storia d'Italia, Annali 17*, Torino, Einaudi, 2001

Majolo Molinari O., *La stampa periodica romana dell'Ottocento*, vol. II, Roma, Edizione di Studi Romani, 1963

Mana E., *La democrazia radicale italiana tra politica e società civile*, «Studi Storici», Anno 35, n. 2, 1994, pp. 405-434

Id., *La democrazia radicale italiana e le forme della politica*, in M. Ridolfi (a cura di), *La democrazia radicale nell'Ottocento europeo. Forme della politica, modelli culturali, riforme sociali*, Milano, Feltrinelli, 2005, pp. 189-218

Manacorda G., *Crisi economica e lotta politica in Italia, 1892-1896*, Torino, Einaudi, 1968

Mangoni L., *Una crisi fine secolo. La cultura italiana e la Francia fra Otto e Novecento*, Torino, Einaudi, 1985

Marucco D., *L'amministrazione della statistica nell'Italia unita*, Roma-Bari, Laterza, 1996

Masini P.C., *Storia degli anarchici all'epoca degli attentati*, Milano, Rizzoli, 1981

Maturi W., *Interpretazioni del Risorgimento. Lezioni di storia della storiografia*, Torino, Einaudi, 1962

Mazzoleni G., *La comunicazione politica*, Bologna Il Mulino, 2004

Melis G., *Storia dell'amministrazione italiana (1861-1993)*, Bologna, Il Mulino, 1996

Id., *Fare lo stato per fare gli italiani. Ricerche di storia delle istituzioni dell'Italia unita*, Bologna, Il Mulino, 2015

Meriggi M., *Il Risorgimento rivisitato: un bilancio*, in A. Roccucci (a cura di), *La costruzione dello Stato-nazione in Italia*, Roma, Viella, 2012, pp. 39-57

Millefiorini A., *Individualismo e società di massa. Dal XIX secolo agli inizi del XXI*, Roma, Carocci, 2005

Milza P., *Français et italiens à la fin du XIX^e siècle. Aux origines du rapprochement franco-italien de 1900-1902*, Roma, École française de Rome, 1951

Id., *Garibaldi*, Paris, Pluriel, 2014

Minniti F., *Esercito e politica da Porta Pia alla Triplice alleanza*, Roma, Bonacci, 1984

Moccia S., *La perenne emergenza. Tendenze autoritarie nel sistema penale*, Napoli, ESI, 1997

Montaldo S. (a cura di), *Cesare Lombroso: gli scienziati e la nuova Italia*, Bologna, Il Mulino, 2010

Id., Tappero P. (a cura di), *Cesare Lombroso cento anni dopo*, Torino, Utet, 2009

Mosse G., *La nazionalizzazione delle masse. Simbolismo politico e movimenti di massa in Germania, 1815-1933*, Bologna, Il Mulino, 1975

Murialdi P., *Storia del giornalismo italiano*, Bologna, Il Mulino, 1996

Musella L., *Clientelismo e relazioni politiche*, «Meridiana. Rivista di Storia e Scienze Sociali», (2), 1988, pp. 71-84

Id., *Individui amici, clienti. Relazioni personali e circuiti politici in Italia meridionale tra Otto e Novecento*, Bologna, Il Mulino, 1994

Nora P., *Présent Nation Mémoire*, Paris, Gallimard, 2011

Ortoleva P., *Il secolo dei media. Riti, abitudini, mitologie*, Milano, Il Saggiatore, 2009

Ory P., *L'histoire culturelle*, Paris, PUF, 2004

Pacelli M., *Interno Montecitorio*, Milano, FrancoAngeli, 2000

Palano D., *Il potere della moltitudine. L'invenzione dell'inconscio collettivo nella teoria politica e nelle scienze sociali italiane tra Otto e Novecento*, Milano, Vita e Pensiero, 2002

Papadia E., *Di padre in figlio. La generazione del 1915*, Bologna, Il Mulino, 2013

Id., *I processi come scuola di "anarchia". La propaganda sovversiva nelle aule dei tribunali (1876-1894)*, «Memoria e Ricerca», vo. 58, 2/2018, pp. 277-294

Perticone G., *Parlamentarismo e antiparlamentarismo nel post-Risorgimento*, in Id., *Scritti di storia e politica del post-Risorgimento*, Milano, Giuffrè, 1969, pp. 185-218

Id., *Il regime parlamentare alla svolta del secolo*, «Storia e politica», 8, 1968, pp. 205-252

Pécout G., *Naissance de l'Italie contemporaine (1770-1922)*, Paris, Nathan, 1997

Petrizzo A., *Appunti su rituali e politica*, «Contemporanea», X, 1, 2005, pp. 157-167

Id., *Feste e rituali*, in A.M. Banti, A. Chiavistelli, L. Mannori, M. Meriggi (a cura di), *Atlante del Risorgimento. Lessico del linguaggio politico dal Settecento all'Unità*, Roma-Bari, Laterza, 2011, pp. 75-85.

Piretti M.S., *Educare alla politica: il progetto della Scuola di scienze politiche di Bologna*, «Clio», 2, 1994, pp. 355-373

Pombeni P., *La trasformazione politica nell'Europa liberale (1870-1890)*, Bologna, Mulino, 1986

Id., *Autorità sociale e potere politico*, Venezia, Marsilio, 1993

Id., *La questione della leadership nel pensiero e nella storia politica europea del XIX e XX secolo*, in AA.VV., *Dal mondo antico all'età contemporanea. Studi in onore di Manlio Brigaglia offerti dal Dipartimento di Storia dell'Università di Sassari*, Roma, Carocci, 2001, pp. 735-764

Id. (a cura di), *Crisi, legittimazione, consenso*, Il Mulino, Bologna, 2003

Id., *Charismatic Leadership between Ideal Type and Ideology*, «Journal of Political Ideologies», 2008, 13, pp. 37-54

Id., *La ragione e la passione, Le forme della politica nell'Europa contemporanea*, Bologna, Il Mulino, 2010.

Ponce de Leon C.L., *Self-Exposure: Human-Interest Journalism and the Emergence of Celebrity in America, 1890-1940*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2002

Porciani I., *Stato e nazione: l'immagine debole dell'Italia*, in S. Soldani, G. Turi (a cura di), *Fare gli italiani*, vol. I, *La nascita dello Stato nazionale*, Bologna, Il Mulino, 1993, pp. 389-392

Id., *La festa della nazione. Rappresentazione dello stato e spazi sociali nell'Italia unita*, Bologna, Il Mulino, 1997

Pulcini E., *L'individuo senza passioni. Individualismo moderno e perdita del legame sociale*, Torino, Bollati Boringhieri, 2001

Quondam A., *Risorgimento a memoria. Le poesie degli italiani*, Roma, Donzelli, 2011

Ragone G., *Un secolo di libri: storia dell'editoria in Italia dall'Unità al post-moderno*, Torino, Einaudi, 1999

Ragusa A., *I linguaggi della politica contemporanea: la sfida della società di massa (1850-1950)*, Manduria, Lacaita, 2006

Id. (a cura di), *Garibaldi: un eroe popolare nell'Europa dell'Ottocento*, Manduria, Lacaita, 2009

Randeerad N., *Autorità in cerca di autonomia, I prefetti nell'Italia liberale*, Roma, Ministero per i beni culturali e ambientali. Ufficio centrale per i beni archivistici, 1997

Riall L., *Il Risorgimento: storia e interpretazioni*, Roma, Donzelli, 1997

Id., *Garibaldi. L'invenzione di un eroe*, Roma-Bari, Laterza, 2007

Id., *Garibaldi: the First Modern Celebrity*, in Ragusa A. (a cura di), *Giuseppe Garibaldi. Un eroe popolare nell'Europa dell'Ottocento*, Lacaita, Roma-Bari, 2009, pp. 13-24

Ridolfi M., *Il partito della Repubblica. I repubblicani in Romagna e le origini del Pri nell'Italia liberale (1872-1895)*, Milano, FrancoAngeli, 1990

Id., *Feste civili e religioni politiche nel «laboratorio» della nazione italiana (1860-1895)*, «Memoria e Ricerca», III, 5, luglio 1994, pp. 83-108

Id., *Italie in cammino. Politicizzazione, cittadinanza e identità nazionale dall'Unità alla Repubblica*, in S. Bertelli (a cura di), *La chioma della vittoria. Scritti sull'identità degli italiani dall'Unità alla seconda Repubblica*, Firenze, Ponte alle Grazie, 1997, pp. 209-234

- Id. (a cura di), *Propaganda e comunicazione politica: storia e trasformazioni nell'età contemporanea*, Milano, Mondadori, 2004
- Id. (a cura di), *La democrazia radicale nell'Ottocento europeo. Forme della politica, modelli culturali, riforme sociali*, Milano, Feltrinelli, 2005
- Id. (a cura di), *Rituali civili. Storie nazionali e memorie pubbliche nell'Europa contemporanea*, Roma, Gangemi, 2006
- Romanelli R., *L'Italia liberale (1861-1900)*, Bologna, Il Mulino, 1979
- Id., *Storia dello Stato italiano dall'Unità a oggi*, Roma, Donzelli, 1995
- Id., *Le regole del gioco. Note sull'impianto del sistema liberale in Italia (1848-1895)*, «Quaderni storici», n. 3, 1998, pp. 685-725
- Riosa A., *Le patriotisme dans le verbe*, in F. D'Almeida (a cura di), *L'éloquence politique en France et en Italie de 1870 à nos jours*, Roma, École française de Rome, 2001, pp. 101-119
- Rogari S., *Alle origini del trasformismo*, Roma-Bari, Laterza, 1998
- Saija M., *I prefetti italiani nella crisi dello stato liberale e nel fascismo*, Milano, Giuffrè, 2005
- Sangiovanni A., *Le parole e le figure. Storia dei media in Italia dall'età liberale alla Seconda Guerra mondiale*, Roma, Donzelli, 2002
- Santulli F., *Le parole al potere, il potere delle parole. Retorica e discorso politico*, Milano, FrancoAngeli, 2005
- Sabbatucci G., *Il trasformismo come sistema*, Roma-Bari, Laterza, 2003
- Id., *Il problema dell'irredentismo e le origini del movimento nazionalista in Italia*, «Storia contemporanea», n. 4, 1970, pp. 467-502
- Salvatori M.L., *Italia divisa. La coscienza tormentata di una nazione*, Roma, Donzelli, 2007
- Sbriccoli M., *Il diritto penale sociale, 1883-1912*, «Quaderni fiorentini per la storia del pensiero giuridico moderno», vol. III-IV, Milano, Giuffrè, 1974-75, pp. 557-645
- Id., *Dissenso politico e diritto penale in Italia tra Otto e Novecento. Il problema dei reati politici dal 'Programma' di Carrara al 'Trattato' di Manzini*, «Quaderni fiorentini per la storia del pensiero giuridico moderno», II, 1973, pp. 607-702
- Scaramuzza E., *Politica e amicizia. Relazioni, conflitti e differenze di genere*, Milano, FrancoAngeli, 2010
- Schöpflin G., *The Function of the Myth and a Taxonomy of the Myth*, in Hosking G., Schöpflin G., *Myth and Nationhood*, London, Hurst and Co, 1997, pp. 19-35.
- Schwartz V.R., *Spectacular Realities. Early Mass Culture in fin-de-siècle Paris*, Berkeley, University of California Press, 1998
- Sergi P., *Comunicare il socialismo. La stampa del Psi (1892-1914) attraverso i congressi di partito*, «Humanities», a. 2, n. 4, giugno 2013, pp. 78-107
- Soldani S., *Il Risorgimento a scuola: incertezze dello Stato e lenta formazione di un pubblico di lettori*, in E. Dirani (a cura di), *Alfredo Oriani e la cultura del suo tempo*, Ravenna, Longo, 1985
- Sorba C., *Il melodramma della nazione. Politica e sentimenti nell'età del Risorgimento*, Bologna, Il Mulino, 2015
- Spadolini G. (a cura di), *Nazione e nazionalità in Italia dall'alba del secolo ai nostri giorni*, Roma-Bari, Laterza, 1994
- Tabacchi S., *Il Parlamento del Regno d'Italia: rinnovamento storiografico e percorsi di ricerca*, «Memoria e Ricerca», n. 27, 2008, pp. 145-168
- Taguieff P.-A., *L'illusione populista. Dall'arcaico al mediatico*, Milano, Mondadori, 2003
- Tesoro M. (a cura di), *Monarchia tradizione e identità. Germania, Giappone e Italia tra Ottocento e Novecento*, Milano, Mondadori, 2004
- Thiesse A.M., *La création des identités nationales, Europe XVIII^e-XX^e siècles*, Paris, Le Seuil, 1999
- Thompson B., *Mezzi di comunicazione e modernità. Una teoria sociale dei media*, Bologna, Il Mulino, 1998

- Tobia B., *Una patria per gli italiani. Spazi, itinerari, monumenti nell'Italia unita (1870- 1900)*, Roma-Bari, Laterza, 1991
- Id., *Una cultura per il nuovo Stato*, in V. Vidotto, G. Sabbatucci (a cura di), *Storia d'Italia*, vol. 2, *Il nuovo Stato e la società civile (1861-1887)*, Roma-Bari, Laterza, 1995
- Tognotti E., *Il mostro asiatico. Storia del colera in Italia*, Roma-Bari, Laterza, 2000
- Tranfaglia N., Vittoria A. (a cura di), *Storia degli editori italiani dall'Unità alla fine degli anni Sessanta*, Roma-Bari, Laterza, 2007
- Troncone P., *La legislazione penale dell'emergenza in Italia. Tecniche normative di incriminazione e politica giudiziaria dallo Stato liberale allo stato democratico di diritto*, Napoli, Jovene, 2001
- Triulzi A., *L'Africa come icona. Rappresentazioni dell'alterità nell'immaginario italiano di fine Ottocento*, in A. Del Boca (a cura di), *Adua: le ragioni di una sconfitta*, Roma-Bari, Laterza, 1997, pp. 255-281
- Varni A., Melis G. (a cura di), *Le fatiche di Monsù Travet*, Torino, Rosenberg e Sellier, 1997
- Ventrone A., *Il nemico interno. Immagini, parole e simboli della lotta politica nell'Italia del Novecento*, Roma, Donzelli, 2005
- Id. (a cura di), *L'ossessione del nemico. Memorie divise nella storia della Repubblica*, Roma, Donzelli, 2006
- Vetter C., *Dittatura e rivoluzione nel Risorgimento italiano*, Trieste, Edizioni Università, 2003
- Vivarelli R., *Fascismo e storia d'Italia*, Bologna, Il Mulino, 2008
- Id., *Italia liberale e fascismo. Considerazioni su una recente storia d'Italia*, «Rivista storica italiana», 1970, ora in Id., *Il fallimento del liberalismo*, Bologna, Il Mulino, 1991
- Zagari F., *La casa del Parlamento: fra architettura, istituzioni e potere*, in L. Violante (a cura di), *Il Parlamento*, Annali 17, *Storia d'Italia*, Torino, Einaudi, 2001
- Zanatta L., *Sul nucleo forte di un'ideologia debole*, «Polis», a. XVI, n. 2, agosto 2002, pp. 263-292
- Id., *Io, il popolo. Note sulla "leadership" carismatica nel populismo latinoamericano*, «Ricerche di storia politica», 5, 2002, pp. 431-440
- Id., *Il populismo: una moda o un concetto?*, «Ricerche di storia politica», numero monografico, a. VII, n. 3, 2004
- Id., *Il populismo come concetto e come categoria storiografica*, in A. Giovagnoli, G. Del Zanna (a cura di), *Il mondo visto dall'Italia*, Milano, Guerini e Associati, 2004, pp. 195-207
- Id., *Il Populismo*, Roma, Carocci, 2013
- Weber M., *Economia e società*, vol. I, Milano, Edizioni di Comunità, 1961
- Zandra C., Fait G., *Deferenza rivendicazione, supplica. Lettere ai potenti*, Treviso, Pagus, 1991
- Zangheri R., *Storia del socialismo italiano*, voll. 1-2, Torino, Einaudi, 1993-1997
- Id., Ridolfi M., Montanari M. (a cura di), *Storia dell'Emilia Romagna*, vol. II, Roma-Bari, Laterza, 2004
- Valiani L., *Questioni di storia del socialismo*, Torino, Einaudi, 1975

Studi e storiografia specifici sull'Italia crispina e di fine Ottocento

- Adorni D., *Francesco Crispi: un progetto di governo*, Firenze, Leo S. Olschki, 1999
- Id., *L'Italia crispina. Riforme e repressione. 1887-1896*, Milano, Sansoni, 2002
- Id., *Crispi leader della Terza Italia*, in M. Isnenghi, S.L. Sullam (a cura di), *Gli Italiani in guerra. Conflitti, identità, memorie dal Risorgimento ai nostri giorni*, vol. II, *Le "Tre Italie". Dalla presa di Roma alla Settimana Rossa (1870-1914)*, Torino, Utet, 2009, pp. 226-137
- Astuto G., «Io sono Crispi». *Adua, 1° marzo 1896: governo forte. Fallimento di un progetto*, Bologna, Il Mulino, 2005
- Id., *Il viceré socialista. Giuseppe De Felice Giuffrida sindaco di Catania*, Acireale, Gruppo editoriale Bonanno, 2014

- Bacino F. (a cura di), *Le scritture del "Gabinetto Crispi" e le carte "Sonnino"*, in AA.VV., *Indici dell'Archivio storico*, vol. VII, Ministero degli Affari Esteri, Roma, Tipografia riservata del Ministero degli Esteri, 1955
- Banti A.M., *Retoriche e idiomi: l'antiparlamentarismo nell'Italia di fine Ottocento*, «Storica», n. 3, 1995, pp. 7-41
- Barbagallo F., *Il Mattino degli Scarfoglio (1892-1928)*, Milano, Guanda, 1979
- Barnabà E., *Morte agli italiani*, Roma, Infinito, 2008
- Battaglia R., *La prima guerra d'Africa*, Torino, Einaudi, 1958
- Bertoni C., *Romanzo di uno scandalo. La Banca Romana tra finzione e realtà*, Bologna, Il Mulino, 2018
- Boldetti A., *La repressione in Italia: il caso del 1894*, «Rivista di storia contemporanea», VI, 1977, pp. 496-513
- Bonini F., *Il mito Crispi nella propaganda fascista*, «Rivista di Storia Contemporanea», IV, 1981, pp. 548-574
- Id., *Il "restauro" di Crispi negli anni del nazionalismo italiano*, «Il Risorgimento», 34, 1982, pp. 184-212
- Id., *Retorica e produzione letteraria intorno al personaggio Crispi*, «Annali della Scuola Normale superiore di Pisa», Classe di Lettere e Filosofia, Serie III, Vol. 13, 2, 1983, pp. 623-658
- Id., *Francesco Crispi e l'unità. Da un progetto di governo un ambiguo mito politico*, Roma, Bulzoni, 1997
- Brunello P., *Storie di anarchici e di spie: polizia e politica nell'Italia liberale*, Roma, Donzelli, 2009
- Bucciantini M., *Campo de Fiori. Storia di un monumento maledetto*, Torino, Einaudi, 2015
- Cacioli M., *Un profilo: Primo Levi*, in AA.VV., *L'amministrazione nella storia moderna*, II, Milano, Giuffrè, 1985, II, pp. 2047-2111
- Id., *La rete consolare nel periodo crispino 1886-1891*, Roma, Istituto poligrafico e Zecca dello stato, 1988
- Cammarano F., *Il progresso moderato. Un'opposizione liberale nella svolta dell'Italia crispina (1887-1892)*, Bologna, Il Mulino, 1990
- Id., *Crisi politica e politica della crisi: Italia e Gran Bretagna 1880-1925*, in P. Pombeni (a cura di), *Crisi, legittimazione, consenso*, Il Mulino, Bologna, 2003, pp. 81-131
- Id., *Liberalismo e democrazia: il contesto europeo e il bivio italiano (1876-1880)*, in M. Ridolfi (a cura di), *La democrazia radicale nell'Ottocento europeo. Forme della politica, modelli culturali, riforme sociali*, Milano, Feltrinelli, 2005, pp. 159-187
- Id., *Storia dell'Italia liberale*, Roma-Bari, Laterza, 2011
- Id., Cavazza S., *Il nemico interno in politica*, Bologna, Il Mulino, 2010
- Candido S., *Sui carteggi di Francesco Crispi. Epistolari editi e inediti*, «Archivio storico siciliano», IV, vol. XI, 1985, pp. 327-361
- Cardillo V., *Crispi e Carducci nel Risorgimento italiano*, «Archivio storico siciliano», III, XV-XVI, 1964-65, p. 55-101
- Cafagna L., *Legittimazione e delegittimazione nella storia politica italiana*, in L. Di Nucci, E. Galli Della Loggia (a cura di), *Due nazioni. Legittimazione e delegittimazione nella storia d'Italia*, Bologna, Il Mulino, 1993, pp. 17-40
- Carnazzi G., *Da Rovani ai "perduti". Giornalismo e critica nella Scapigliatura*, Milano, Edizioni universitarie di Lettere Economia Diritto, 1992
- Chiarenza V. (a cura di), *Cronaca bizantina*, Treviso, Arti grafiche Longo e Zoppelli, 1975
- Colapietra R., *L'Italia in Africa da Assab ad Adua*, «Belfagor», XIV, 1959, pp. 261-285
- Corradini A.M., *Lo scandalo della Banca Romana. Il discorso di Napoleone Colajanni alla Camera*, Catania, Stampa diretta, 2011
- Cuccoli Barbieri M.P., *Marco Minghetti deputato veneto (1869-1886)*, «Bollettino del Museo del Risorgimento», Bologna, a. XXXIII-XXV, 1978-1980, pp. 35-75

- D'Attore P.P., Cazzola F. (a cura di), *Conselice. Una comunità bracciantile tra Ottocento e Novecento*, Ravenna, Longo, 1991
- Del Bianco N., *Enrico Cernuschi: uno straordinario protagonista del nostro Risorgimento*, Milano, FrancoAngeli, 2006
- Dell'Erba N., *Giornali e gruppi anarchici in Italia: 1870-1892*, Milano, FrancoAngeli, 1978
- Dickie J., *La "sicilianità" di Francesco Crispi: contributo ad una storia degli stereotipi del Sud*, «Meridiana», 1995, n. 24, pp. 125-142
- Diemoz E., *A morte il tiranno. Anarchia e violenza da Crispi a Mussolini*, Torino, Einaudi, 2010
- Id., *L'estate di terrore del 1894. L'attentato contro Crispi e le leggi anti-anarchiche*, «Contemporanea», IV, 2010, pp. 633-648
- Di Grado A., *Federico De Roberto e la "scuola antropologica". Positivismo, verismo, leopardismo*, Bologna, Pàtron, 1982
- Dirani E. (a cura di), *Alfredo Oriani e la cultura del suo tempo*, Ravenna, Longo, 1985
- Duggan C., *Costruire la nazione. Vita di Francesco Crispi*, Roma-Bari, Laterza, 2000
- Id., *Francesco Crispi, "Political Education" and the Problem of Italian Nation Consciousness*, «Journal of Modern Italian Studies», II, 1997, 2, pp. 141-166
- Falzone G., *Crispi. Un'esperienza irripetibile*, Palermo, R. Mazzoni, 1970
- Id., *Crispi fra due epoche*, Milano, Pan, 1974
- Fonzi F., *Crispi e lo "Stato di Milano"*, Milano, Giuffrè, 1965
- Frétygné J.-Y., *Biographie intellectuelle d'un protagoniste de l'Italie libérale. Napoleone Colajanni (1847-1921)*, Rome, École Française de Rome, 2002
- Ganci M., *Il caso Crispi*, Palermo, Palumbo, 1976
- Galante Garrone A., *Felice Cavallotti*, Torino, Unione tipografico-editrice torinese, 1976
- Giarrizzo G., *I fasci siciliani*, in P. Manali (a cura di), *I Fasci dei Lavoratori e la crisi italiana di fine secolo (1892-1894)*, Caltanissetta, Sciascia, 1995
- Gibellini P. (a cura di), *Carducci tutte le poesie*, Roma, Newton e Compton editori, 2010
- Gianneschi E., *Il materiale a stampa negli archivi Crispi*, in A. G. Ricci, L. Montevecchi (a cura di), *Costruire lo Stato per dar forma alla Nazione*, Roma, Pubblicazioni dell'Archivio Centrale dello Stato, 2000, pp. 333-345
- Grilli A., *Carducci, Oriani, Albini. Tre Romagnoli fedeli a Crispi*, «Nuova Antologia», 1959, pp. 79-90
- Graziosetto M., *Francesco Crispi: la religione della patria nella stagione del trasformismo*, Catanzaro, Rubbettino, 2011
- Gustapane E., *I prefetti dell'Unificazione amministrativa nelle biografie dell'archivio di Francesco Crispi*, «Rivista trimestrale di diritto pubblico», 1984, n. 4, pp. 1034-1101
- Jemolo A.C., *Crispi*, Firenze, Vallecchi, 1922
- Labanca N., *In marcia verso Adua*, Torino, Einaudi, 1993
- Lepri S., *L'Agenzia Stefani da Cavour a Mussolini: informazione e potere in un secolo di storia*, Firenze, Le Monnier, 2001
- Levra U., *Età crispi e crisi di fine secolo*, in F. Levi, U. Levra, N. Tranfaglia (a cura di), *Il mondo contemporaneo. Storia d'Italia*, vol. 1, Firenze, La Nuova Italia, 1978, pp. 302-331
- Lioce F., *Esperienza letteraria e ideologia politica: il caso Carlo Alberto Pisani Dossi (Da una lettera dell'inedita Vita di Carlo Dossi)*, in <http://www.italianisti.it/upload/userfiles/files/Lioce%20Francesco.pdf>
- Lucchetti P., *Prefetti e amministrazione dell'Interno sotto Francesco Crispi*, «Instrumenta», 6, 1998, pp. 1072-1091
- Id., *Sinistra storica e riforma dell'amministrazione degli Affari Esteri sotto Crispi. Un modello antesignano di comunicazione istituzionale*, «Rassegna storica del Risorgimento», 2000, pp. 187-204
- Lucini G.P., *L'ora topica di Carlo Dossi. Saggio di critica integrale*, Varese, A. Nicola & c., 1911

- Lupo S., *Fare un monumento di se stesso. Una fonte oratoria*, in S. Luzzato (a cura di), *Prima lezione di metodo storico*, Roma-Bari, Laterza, 2010, pp. 105-122
- Manacorda G., *Crispi e la legge agraria per la Sicilia*, «Archivio storico per la Sicilia orientale», LXVIII, 1, 1972, pp. 9-95
- Manacorda G., *I fasci e la classe dirigente siciliana*, in AA.VV., *I fasci siciliani. I. Nuovi contributi a una ricostruzione storica*, Bari, De Donato, 1976, pp. 67-101
- Manfredi M., *Emozioni, cultura popolare e transnazionalismo. Le origini della cultura anarchica in Italia (1890-1914)*, Milano, Mondadori, 2018
- Matthew C.G., *Politica e retorica in Inghilterra*, in P. Pombeni, *La trasformazione politica nell'Europa liberale (1870-1890)*, Bologna, Il Mulino, 1986, pp. 267-282
- Meriggi M. (a cura di), *Élites e associazioni nell'Italia dell'Ottocento*, «Quaderni storici», 77, 2, 1991, pp. 357-542
- Milone M., *Appunti sull'amministrazione crispina*, «Clio», 1974, pp. 501-517
- Montaldo S., *Patria e affari. Tommaso Villa e la costruzione del consenso tra Unità e la Grande Guerra*, Torino, Comitato di Torino dell'Istituto per la Storia del Risorgimento Italiano, 1999
- Id., *Celebrare il Risorgimento. Collezionismo artistico e memorie familiari a Torino 1848-1915*, Torino, Comitato di Torino dell'Istituto per la Storia del Risorgimento Italiano, 2013
- Montevecchi L., *Il Ministero degli interni: gli archivi e le informazioni*, in AA.VV., *Istituto per la scienza dell'amministrazione pubblica. Le riforme crispine*, vol. I, *Amministrazione statale*, Milano, Giuffrè, 1990, pp. 415-446
- Id., Ricci A. G. (a cura di), *Costruire lo Stato per dar forma alla Nazione*, Roma, Pubblicazioni dell'Archivio Centrale dello Stato, 2000
- Pacifici V., *Crispi e Mazzini*, «Rassegna Storica del Risorgimento», 1, 1981, pp. 42-62
- Id., *Francesco Crispi 1861-1867: il problema del consenso allo Stato liberale*, Roma, Edizioni dell'Ateneo, 1984
- Id., *Angelo Annaratone (1844 – 1922). La condizione dei Prefetti nell'Italia liberale*, Roma, Edizioni dell'Ateneo, 1990
- Pedullà G., *Parole al potere. Discorsi politici italiani*, Milano, Rizzoli, 2011
- Pellegrini V., *Amministrazione e ordinamento costituzionale: il Ministero degli Affari Esteri*, in AA.VV., *Istituto per la scienza dell'amministrazione pubblica*, vol. II, *L'amministrazione nella storia moderna*, Milano, Giuffrè, 1985, pp. 1851-1929
- Petrocchi M., *Inizi di giornalismo coloniale. "La Riforma" 1881-1887*, «Rassegna Storica del Risorgimento», a. XXX, fasc. I, 1943, pp. 105-09
- Pieri D., *Grandi manovre. La visita di Umberto I nella Romagna repubblicana*, Imola, La Mandragora Editrice, 1994
- Piscitelli E., *Francesco Crispi, Primo Levi e la "Riforma"*, «Rassegna storica del Risorgimento», XXXVII, 1950, pp. 411-416
- Ragionieri E., *L'età crispina*, in Id. (a cura di), *Dall'Unità a oggi. La storia politica e culturale*, vol. III, in R. Romano, C. Vivanti (a cura di), *Storia d'Italia*, Torino, Einaudi, 1976
- Renda F., *I Fasci siciliani*, Torino, Einaudi, 1977
- Romanelli R., *Il comando impossibile. Stato e società nell'Italia liberale*, Bologna, Il Mulino, 1988
- Serra E., *Crispi, Pisani Dossi e le agenzie di stampa*, «Storia contemporanea», IX, 3, 1978, pp. 477-482
- Id., *Alberto Pisani Dossi Diplomatico*, Milano, FrancoAngeli, 1987
- Id., *Pisani Dossi e La Riforma del Ministero degli Esteri sotto Crispi*, «Affari Esteri», XIII, 1980, pp. 527-536
- Id., *La Consulta*, Roma, École française de Rome, 54-1, 1981, pp. 197-204
- Id., *L'altra vita di Carlo Dossi: Alberto Pisani Dossi diplomatico*, Firenze, Le Lettere, 2015
- Schwartz B., *George Washington. The Making of an American Symbol*, New York, Free Press, 1987
- Shelden M., *Young Titan: The Making of Winston Churchill*, London, Simon & Schuster, 2013

Soresina M., *Conoscere per amministrare. Luigi Bodio, statistica, economia e pubblica amministrazione*, Milano, FrancoAngeli, 2001

Stefani S., *Cavour e la Venezia Giulia. Contributo alla storia del problema adriatico durante il Risorgimento*, Firenze, Le Monnier, 1955

Tosatti G., *Il Ministero degli Interni: le origini del Casellario politico centrale*, in AA.VV., *Istituto per la scienza dell'amministrazione pubblica. Le riforme crispine*, vol. I, *Amministrazione statale*, Milano, Giuffrè, 1990, pp. 447-485

Tricoli G., *Crispi nella storiografia italiana*, Palermo, Mazzoni Editore, 1992

Trova A., *Il dibattito sul colonialismo nella stampa socialista italiana tra il primo governo Giolitti e la crisi di fine secolo*, «Quaderni sardi di storia», 1981, pp. 1147-1179

Turone S., *Corrotti e corruttori dall'unità d'Italia alla P2*, Roma-Bari, Laterza, 1982

Valiani L., *Il primo governo Crispi e la questione sociale*, «Criterio», n. 8-9, 1857, pp. 610-620

Vinciguerra M., *Carducci uomo politico*, Pisa, Nistri-Lischi, 1957

Id., *Carducci il fedele di Crispi*, «Studi politici», 1957, pp. 268-272

Violante L., *La repressione del dissenso politico nell'Italia liberale: stati d'assedio e giustizia militare*, «Rivista di storia contemporanea», 4, 1976, pp. 481-524

Volpe G., *Francesco Crispi*, Venezia, La Nuova Italia, 1928

Studi e storiografia generali sulla Francia

Agulhon M., *Marianne au pouvoir : l'imagerie et la symbolique républicaines de 1880 à 1914*, Paris, Flammarion, 1992

Amossy R., *L'argumentation dans le discours. Discours politique, littérature d'idées, fonction*, Paris, Nathan, Linguistique Fac, 2000

Angenot M., *La parole pamphlétaire. Typologie des discours modernes*, Paris, Payot, 1982

Barrows S., *Miroirs déformants. Réflexions sur la foule en France à la fin du XIX siècle*, Paris, Aubier, 1990

Becker J.J., Audoin-Rouzeau S., *La France, la guerre, la nation: 1850-1920*, Paris, Sedes, 1995

Braud P., *L'emotion en politique*, Paris, Presse de SciencePo, 1996

Caron J.-C., Garrigues J. (a cura di), *L'antiparlementarisme en France*, «Parlament[s]. Revue d'histoire politique», numero speciale, n. 9, 2013

Charle C., *Les élites de la République*, Paris, Fayard, 2006

Corbin A., Gérome N., Tartakowsky D. (a cura di), *Les usages politiques des fêtes aux 19ème-20ème siècles*, Colloque de Paris, 1990, Paris, Publication de la Sorbonne, 1994

Crépin A., *Le temps de citoyens-soldats, triomphe de la République et de la démocratie (1873-1913)*, in Id., *Défendre la France. Les Français, la guerre, le service militaire, de la guerre de Sept Ans à Verdun*, Rennes, PUR, 2005, pp. 331-388

D'Almeida F. (a cura di), *L'éloquence politique en France et en Italie de 1870 à nos jours*, Roma, École française de Rome, 2001.

Id., *La politique au naturel. Comportement des hommes politiques et représentations en France et en Italie du XIXe au XXe siècle*, Roma, École française de Rome, 2007

Dalissou R., *Célébrer la nation: les fêtes nationales de 1789 à nos jours*, Paris, Nouveau Monde, 2009

De Dampierre E., *Thèmes pour l'étude du scandale*, «Annales», IX (3), 1954, pp. 9-38

Defrasne J., *L'antiparlementarisme en France*, Paris, PUF, 1990

Digeon C., *La crise allemande de la pensée française, 1870-1914*, Paris, PUF, 1992

Duby G., *Histoire de la France*, Paris, Larousse, 1991

Duclert V., *La République imaginée 1870-1914*, Paris, Belin, 2010

Feyel G., *La presse en France des origines à 1944. Histoire politique et matérielle*, Paris, Ellipses, 2001

Garrigues J., *La République des hommes d'affaires 1870-1900*, Paris, Aubier, 1997

- Id., *Les groupes de pression dans la vie politique contemporaine : en France et aux États-Unis de 1820 à nos jours*, Rennes, PUR, 2002
- Id., *Les scandales de la République. De Panama à l'affaire Elf*, Paris, Editions Robert Laffont, 2004
- Id., *Les grands discours parlementaires de la Troisième République*, Paris, Armand Colin, 2006
- Gervereau L., *Voir, comprendre, analyser les images*, Paris, La Découverte, 1997
- Girardet R., *Le nationalisme française, 1871-1914*, Paris, Armand Colin, 1966
- Id., *Mythes et mythologies politiques*, Paris, Le Seuil, 1986
- Id., *Nationalismes et nation*, Paris, Editions Complexe, 1996
- Halevy D., *La fin des notables*, Paris, Editions André Sauret, 1930
- Jaume L., Laquière A. (a cura di), *Interpréter les textes politiques*, «Les Cahiers du CEVIPOF», XXXIX, aprile 2005.
- Jauss H.R., *Pour une esthétique de la réception*, Paris, Gallimard, 1978
- Joly B., *Nationalistes et conservateurs en France (1885-1902)*, Paris, Les Indes Savantes, 2008
- Levêque P., *Histoire des forces politiques en France*, Paris, Armand Colin, 1992
- Mayeur J.M., *Nouvelle Histoire de la France contemporaine*, t. 10, *Les Débuts de la troisième République, 1871-1898*, Paris, Le Seuil, 1973
- Id., *La vie politique sous la Troisième République*, Evreux, Le Seul, 1984
- Liauzu C., *Histoire de l'anticolonialisme en France du XVI^e à nos jours*, Paris, Armand Colin, 2007
- Mollier J.Y., *Le Camelot et la rue. Politique et démocratie au tournant du XIX^e et du XX^e siècle*, Paris, Fayard, 2004
- Muller P., *Jaurès. Vocabulaire et rhétorique*, Paris, Klincksieck, 1994
- Nicolet C., *L'idée républicaine en France (1789-1924)*, Paris, Gallimard, 1982
- Id., *La fabrique d'une nation. La France entre Rome et les Germains*, Paris, Perrin, 2003
- Pinchetti A.L., *Per missione e per interesse. Il discorso coloniale in Francia durante la Terza Repubblica*, Roma, FrancoAngeli, 2017
- Rémond R., *Les droites en France*, Paris, Aubier, 1982
- Rosanvallon P., *Le sacre du citoyen, Histoire du suffrage universel en France*, Paris, Gallimard, 1992
- Roussellier N., *Le Parlement de l'éloquence*, Paris, Presses de ScPo, 1997
- Rudelle O., *La République absolue : aux origines de l'instabilité constitutionnelle de la France républicaine, 1870-1889*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1982
- Sirinelli J.-F. (a cura di), *Les droites françaises. De la Révolution à nos jours*, Paris, Gallimard, 1992
- Id., *Les droites françaises. De la Révolution à nos jours*, Paris, Gallimard, 1992
- Solé J., *Histoire des gauches en France*, Paris, La Découverte, 2005
- Sternhell Z., *La Droite Révolutionnaire, 1885-1914*, Paris, Gallimard, 1997
- Thomson D., *Storia della Francia moderna*, Milano, Garzanti, 1963
- Touchard J. (a cura di), *Histoire des idées politiques*, vol. 2, Paris, PUF, 1981
- Vernon J., *Politics and the People: A Study in English Political Culture, 1815–1867*, Cambridge, Cambridge University Press, 1993
- Zorgbibe C., *Histoire politique et constitutionnelle de la France*, Paris, Ellipses, 2002
- Winock M., *La fièvre hexagonale : les grandes crises politiques, 1871-1968*, Paris, Le Seuil, 1986
- Winock M. (a cura di), *La Droite depuis 1789 : les hommes, les idées, les réseaux*, Le Seuil, 1995

Studi e storiografia specifici

- Angenot M., *Mille huit-quatre-vingt-neuf. Un état du discours social*, Montréal, Le Préambule, 1989
- Id., *Chapitre 33. La propagande boulangiste*, in Id., *1889. Un état du discours social*, <http://www.medias19.org/index.php?id=12316>, ultima consultazione: 6 ottobre 2018
- Aymé M., *Silhouette du scandale*, Paris, Grasset, 1930
- Bologne J.C., *Histoire du scandale*, Paris, Albin Michel, 2018

- Briquet J.- L., Garraud P., *Juger la politique. Entreprises et entrepreneurs critiques de la politique*, Rennes, PUR, 1978
- Coquille M., *Du Césarisme dans l'antiquité et dans les temps modernes*, Paris, Bray et Retaux, 1872
- Dansette A., *Les affaires de Panama*, Paris, Perrin, 1934
- Id., *L'affaire Wilson et la chute du président Grévy*, Paris, Perrin, 1936
- Id., *Le Boulangisme 1886-90*, Paris, Perrin, 1938
- De Blic D., Lemieux C., *Le scandale comme épreuve. Éléments de sociologie pragmatique*, «Politix», n. 71, 2005, pp. 9-38
- De Blic D., *Cent ans de scandales financiers en France. Investissement et désinvestissement d'une forme politique*, in S. Van Damme (a cura di), *Affaires, scandales et grandes causes. De Socrate à Pinochet*, Parigi, Stock, 2007, pp. 231-247
- Dorna A. Quellin J. Simonnet S., *La propagande: images, paroles, manufacturiers*, Paris, Harmanattan, 2005
- Dorna A., *Le populisme*, Paris, PUF, 1999
- Id., *Le leader charismatique*, Paris, Desclée De Brouwer, 1998
- Garrigues J., *Le Boulangisme*, Paris, Presses Universitaires de France, 1992
- Id., *Boulanger, ou la fabrique de l'homme providentiel*, «Parlement[s]», Revue d'histoire politique», Paris, L'Harmattan, n. 13, 2010, pp. 8-23
- Id., *Les hommes providentiels. Histoire d'une fascination française*, Paris, Armand Colin, 2012
- Garrigou G., *Le président à l'épreuve du scandale. Déstabilisation apparente et consolidation fonctionnelle*, in B. Lacroix, J. Lagroye (a cura di), *Le Président de la République*, Paris, Presses de la FNSP, 1992, pp. 281-302
- Id., *Le scandale politique comme mobilisation*, in F. Chazel (a cura di), *Action collective et mouvements sociaux*, Paris, PUF, 1993, pp. 183-191
- Kalifa D., *Qu'est-ce qu'une affaire au XIX^e siècle ?*, in S. Van Damme (a cura di), *Affaires, scandales et grandes causes. De Socrate à Pinochet*, Paris, Stock, 2007, pp. 197-201
- Lacroix B., Lagroye J. (a cura di), *Le Président de la République*, Paris, Presses de la FNSP, 1992
- Fischer D., *L'Homme providentiel. Un mythe politique en République de Thiers à de Gaulle*, Paris, L'Harmattan, 2009
- Irvin W.D., *The Boulanger Affair reconsidered*, Oxford, Oxford Press, 1989
- Joly B., *Déroulède. L'inventeur du nationalisme française*, Paris, Perrin Editeur, 1998
- Levillain P., *Boulanger, fossoyeur de la monarchie*, Paris, Flammarion, 1982
- Offenstadt N., Van Damme S. (a cura di), *Affaires, scandales et grandes causes. De Socrate à Pinochet*, Paris, Stock, 2007
- Mény Y., Surel Y., *Par le peuple, pour le peuple : le populisme et les démocraties*, Paris, Fayard, 2000
- Néré J., *Le Boulangisme et la presse*, Paris, Armand Colin, 1964
- Sternhell Z., *Maurice Barrès et le nationalisme français*, Parigi, Armand Colin, 1972

Enciclopedia

«Victorien Sardou», voce a cura di G. Bergner, in S. D'amico (a cura di), *Enciclopedia dello spettacolo*, Torino, Le maschere, 1975, vol. VIII, pp. 1507-1510

Ringraziamenti

Alla fine di questi tre intensi anni di lavoro, sono doverosi, quanto sentiti, i ringraziamenti a chi ha contribuito alla stesura di questa tesi. Vincere un dottorato in Storia contemporanea e culture comparate all'Università di Urbino è una vera fortuna sul piano professionale e umano. Il collegio è composto da docenti senza i quali difficilmente avrei potuto raggiungere pari risultati. Anna Tonelli coordina i lavori con attenzione e disponibilità, da lei ho ricevuto costante aiuto per lo sbroglio delle questioni burocratiche, infusioni di coraggio e suggerimenti preziosi. Andrea Baravelli non ha mai mancato di darmi i suoi consigli, mi ha aiutato nella fase di ricerca e nella scrittura, riconoscendo i risultati e aiutandomi a superare i limiti del lavoro. Monica Galfrè ha sempre un'opinione preziosa, un consiglio illuminante e puntuale accompagnato da un sorriso.

Massimo Baioni è stato un tutor perfetto, ha seguito questo lavoro senza mai cedere il passo, rileggendo e correggendo con una puntualità rara la tesi, e non solo, e non mancando mai di umanità e comprensione. Se questo è oggi un lavoro di cui vado fiera è a lui che va il mio grazie più sentito.

Ho conosciuto Jean Garrigues a Parigi nel 2014 e si è mostrato da subito entusiasta del progetto di ricerca. Grazie a lui ho potuto portare avanti una tesi in cotutela e ho partecipato a diverse e importanti conferenze internazionali nel corso delle quali Jean mi ha aiutato a muovere i primi passi con sicurezza. Lo ringrazio per le chiacchierate parigine, per lo scambio costante da lontano e per aver sopportato il mio francese a tratti zoppicante sempre con un sorriso.

Nel corso della laurea triennale a La Sapienza di Roma ho seguito un modulo di Storia Contemporanea di Elena Papadia. La bellezza trascinante delle sue lezioni ha contribuito a dirottare il mio percorso verso lo studio della Storia e da quel momento Elena mi ha seguito con passione e pazienza, facendomi da bussola, non risparmiando mai consigli e suggerimenti, professionali e umani. Se sono arrivata fino a qui, lo devo molto a questo fortunato incontro. Ci tengo dunque a ringraziarla per tutti i modi in cui sa essere un'insegnante e una persona speciale.

Grazie a Sandro Guerrieri per lo scambio prezioso e piacevole al contempo e per aver creduto in me in questi anni.

In questa bella e faticosa traversata, ho avuto dei compagni di viaggio che è necessario ringraziare. A introdurmi nel mondo urbinato sono da subito intervenuti Federico Simonelli e Marco Labbate, due colleghi di cui ho una profonda stima e due uomini a cui voglio un gran bene. Ringrazio Federico per i sorrisi e il calore, per i consigli e la retorica dannunziana

con cui rende ogni scambio una *pièce* irripetibile, Marco per tutte le volte che mi ha salvato da una *impasse*, per l'Amicizia, la dolcezza, l'acume.

Ci tengo a ringraziare Giordano per aver reso ogni trasferta a Urbino piacevole, ricca e divertente.

Vanessa Maggi, dal primo giorno fino all'ultimo, è stata l'altra metà di questo dottorato, condividendone bellezze e durezze, e a lei va un grazie speciale. Sulla casualità di questa assegnazione di borse si è basata tanta parte del mio percorso. Di miti e confini e report e scadenze, un'unica ricchissima riflessione ha attraversato l'Italia, avvicinando Roma a Trieste. I pregi di questo lavoro sono il risultato dell'aiuto, della professionalità, dell'affetto e del sostegno che ho ricevuto da molte persone, ogni fallo è imputabile solo alla sottoscritta.

Sara TROVALUSCI

Francesco Crispi. La personnalisation de la politique entre l'Italie et la France

Cette thèse concerne les modalités de construction du mythe politique de Francesco Crispi et sa réception pendant les années 1876-1896.

À la fin du XIX^e siècle, alors que l'Italie est secouée par une grave crise économique et sociale dont les répercussions politiques conduisent à la naissance de courants antiparlementaires et à l'appel à un gouvernement "fort", Francesco Crispi se présente comme la solution ultime pour sauver la nation en péril. Il propose un projet de gouvernement fort, personnel, qui fonde sa légitimité sur l'image du chef. Comme l'historiographie n'a pas manqué de le souligner, il s'agit d'un homme du XIX^e siècle, député de la gauche parlementaire, puis président du Conseil d'un pays à suffrage limité ; ainsi, il incarne encore la figure traditionnelle du riche notable italien. Cependant il contribue à façonner un nouveau moyen de « faire » de la politique et, s'appuyant sur une extraordinaire capacité de fascination, il devient objet d'un véritable culte national. Le dernier chapitre est dédié à la France de la *fin-de-siècle* qui révèle de nombreux points de contact avec le cas italien : en particulier la redéfinition de la conception du leadership connaît un important développement grâce à la rapide ascension politique de Georges Boulanger. Revenir à Boulanger nous permet de raisonner de façon plus large sur la phase de construction du mythe de l'homme fort, et de retrouver aussi bien des répétitions contextuelles que des éléments constitutifs et des techniques partagées.

La comparaison peut donc contribuer à l'analyse historique de la question du « leadership » politique et nous permet une réflexion plus large sur la complexité de la fin du siècle, où les transformations en acte rendent nécessaire la redéfinition du rapport entre politique et société.

Mots clés : leadership, homme fort, mythe

Francesco Crispi. The personalization of the politics between Italy and France

This thesis concerns the construction of the political myth of Francis Crispi and its reception in the years 1876–1896. At the end of the 19th century, the economic crisis, politics and society in Italy brought about the birth of current antiparliamentary sentiment and the appeal to a strong man who can save the nation from danger. Francesco Crispi introduced himself as the man of providence and proposed a strong government that found its legitimacy in the image of its leader. As historians have already observed, Crispi was a man of the 19th century, appointed from the parliamentary left and a proponent of limited suffrage. He still embodies, therefore, the traditional political figure of the rich notable Italian. Despite this, he contributed to the inauguration of a new kind of politics, thanks to an extraordinary ability to fascinate that made him the object of a true national cult. The last chapter of this thesis is devoted to France of the *fin-du-siècle*, whose situation had many similarities to the Italian case, particularly the redefinition of the concept of leadership due to the fast political career of Georges Boulanger. Analysis of the experience of the French general, combined with the similar analysis of Crispi, enables a wider examination of the different phases of the construction of the myth of the strong man via the numerous points of contact between the two cases.

Keywords : leadership, strong man, myth



Laboratoire POLEN
Université
Château de la
Avenue du Parc
BP
45067 Orléans Cédex 2



1506
UNIVERSITÀ
DEGLI STUDI
DI URBINO
CARLO BO